



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

23e Législature — 2e session

Séances du 15 février au 5 avril 1950

1950

Texte établi par Frédéric Lemieux

Orateur : l'honorable Alexandre Taché

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

23e Législature – 2e session

Séances du 15 février au 5 avril 1950

1950



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

23^e Législature — 2^e session

Séances du 15 février au 5 avril 1950

1950

Texte établi par Frédéric Lemieux

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2011

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Frédéric Lemieux Maria Buttazzoni Michel Rhéaume
Introduction:	Frédéric Lemieux
Traduction:	Conceptum
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard Marie Auger
Indexation:	Josée Levasseur
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Louise Ouimet Martin Pelletier Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Sylvie Turcotte Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 2^e trimestre 2011
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23970-2
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Un portrait du Québec et du Canada

Le Canada compte désormais dix provinces avec l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, le 31 mars 1949. Joseph Roberts Smallwood, homme politique de Terre-Neuve – une colonie sous la tutelle de la Grande-Bretagne –, prendra d'ailleurs plaisir à se qualifier lui-même comme le dernier Père vivant de la Confédération. La population terre-neuvienne avait voté en faveur de la Confédération, à 52,3 %, après un deuxième référendum.

Au Québec, en 1949, la compagnie Iron Ore se lance dans l'exploitation du minerai de fer de la Côte-Nord et construit un chemin de 900 km entre Sept-Îles et Schefferville. Des milliers d'ouvriers vont travailler à ce chantier. Le gouvernement se félicite de ces progrès qui ouvrent la frontière du « Nouveau-Québec ».

À Québec, l'Université Laval, qui s'apprête à célébrer son centenaire en 1952, planifie son futur déménagement du Vieux-Québec vers ce nouveau campus moderne qui sera construit sur un terrain boisé appartenant au Séminaire, à Sainte-Foy.

À propos des universités et de leur financement, le gouvernement surveille d'un œil critique la création, le 8 avril 1949, d'une commission royale d'enquête du gouvernement fédéral portant sur l'avancement des lettres, des arts et des sciences au Canada (commission Massey). La culture étant un domaine exclusivement de compétence provinciale, Québec y voit une nouvelle offensive de centralisation d'Ottawa.

Sur la scène culturelle, Gabrielle Roy publie son deuxième roman, *La petite poule d'eau*. On découvre aussi une jeune écrivaine de Sainte-Catherine-de-Fossambault (Portneuf); en 1950, Anne Hébert publie *Le torrent*, un recueil de nouvelles et de récits qui lance sa carrière. Au cinéma, Jean-Yves Bigras produit *Les Lumières de ma ville* et Paul Gury signe la réalisation de *Séraphin*, la suite du célèbre film *Un homme et son péché*.

Un fait divers qui marquera les annales et les imaginations est l'écrasement d'un DC-3 de la Canadian Pacific Airlines, à Sault-au-Cochon dans Charlevoix, qui fait 23 victimes, le 9 septembre 1949. Albert Guay, avec l'aide de complices, avait mis une bombe à bord pour se débarrasser de son épouse. Le procès qui s'ensuivra sera retentissant et inspirera à Roger Lemelin la trame de son roman *Le crime d'Ovide Plouffe*.

Le contexte politique québécois

L'Union nationale est au faite de sa puissance depuis les élections de juillet 1948. On sait qu'avec 51 % des voix exprimées, le parti de Maurice Duplessis a remporté la victoire dans 82 des 92 comtés de la province. Cette force politique encourage le premier ministre à appuyer les conservateurs de George Drew aux élections fédérales du 27 juin 1949. Malgré cet appui, les libéraux fédéraux de Louis Saint-Laurent sont élus avec une forte majorité au Québec, ne laissant seulement que deux députés conservateurs surnager dans cette mer libérale.

Le règlement de la grève de l'amiante de 1949 est encore tout frais dans la mémoire des Québécois au moment de l'ouverture de la session provinciale. Les grévistes sont retournés au travail après plusieurs mois de violence déclenchée au départ par le projet de code du travail de l'Union nationale. En décembre, l'arbitrage vient conclure ce pénible épisode de l'histoire des relations de travail au Québec. Avec Duplessis comme conciliateur et la médiation de l'archevêque de Québec, Mgr Maurice Roy, tout se règle entre les dirigeants des compagnies et les principaux chefs syndicaux peu avant le jour de l'An 1950. L'intervention de l'épiscopat dans ce conflit de travail a laissé des traces. Et l'on verra durant la session que le gouvernement Duplessis a l'intention de montrer qu'il dirige au Québec dans les relations de travail.

Pour l'ouverture de l'Année sainte, décrétée par le pape Pie XII, les ministres Albiny Paquette et Antonio Barrette sont reçus par le pape au Vatican durant la période des fêtes. Leur présence coïncide avec celle de plusieurs évêques québécois venus informer la hiérarchie des dissensions au sein de l'épiscopat causées par Mgr Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal. Les mauvaises relations de ce dernier avec ses pairs sur la question scolaire et l'administration déficiente de son diocèse, pour n'en citer que quelques-unes, seraient parmi les raisons qui encouragent Rome à démettre Charbonneau de ses fonctions. Le principal intéressé en reçoit la nouvelle en janvier 1950. Son départ précipité fait sensation dans l'opinion publique. L'appui de l'archevêque aux grévistes d'Asbestos laisse croire à plusieurs que c'est Duplessis qui obtint son renvoi. Dès le mois de mars, Mgr Paul-Émile Léger est nommé archevêque de Montréal et est sacré à Rome le 26 avril.

Alors que la conférence fédérale-provinciale de 1946 portait sur la taxation et les champs de compétence, le sommet de janvier 1950 est voué exclusivement à l'étude de la Constitution. Louis Saint-Laurent veut s'entendre avec les provinces pour définir un mode d'amendement, pierre d'achoppement traditionnelle des négociations. Tenue le 10 janvier, cette conférence repousse à la mi-février le début de la session parlementaire de Québec. La délégation menée par Duplessis demande la disparition du droit de désaveu et l'abrogation des amendements fédéraux de 1949. Les provinces, et surtout le Québec, craignent toutes que la formule d'amendement voulue par Ottawa ne devienne une menace à l'autonomie provinciale. Incapables d'obtenir de garanties, elles restent sur leurs positions. Duplessis et Saint-Laurent échangeront par la suite plusieurs lettres sur la question dans le cadre de cette importante ronde constitutionnelle, dont le prochain arrêt aura lieu à Québec à l'automne 1950.

Aussi, Duplessis conteste devant la Cour suprême le droit du gouvernement fédéral de créer une régie des loyers (janvier 1950). Il s'empressera, par la suite, de légiférer dans ce domaine en 1951.

Montréal vit de nombreux problèmes de moralité et de croissance dus à l'essor économique d'après-guerre. Le maire de Montréal, Camillien Houde, fait appel au gouvernement pour trouver une solution aux problèmes de transport grandissants occasionnés par le développement fulgurant des banlieues.

Sur le plan social, le crime organisé, la corruption et la prostitution règnent en maîtres. Fin 1949, une campagne contre l'immoralité s'organise sous l'impulsion de personnalités montréalaises dont *Le Devoir* se fait le porte-voix. Le fer de lance de ce mouvement est sans contredit Pacifique Plante, ex-assistant directeur de la police municipale, qui dénonce, par une série d'articles dans *Le Devoir*, la tolérance des forces de l'ordre et de l'administration municipale envers les activités de la pègre. Sa croisade est appuyée notamment par Pierre Desmarais, président du Conseil exécutif de la Ville, qui rejoint le clergé, les comités de moralité publique et autres associations comme les ligues du Sacré-Cœur et le Comité d'action catholique.

En mars 1950, cette mouvance obtient des tribunaux la tenue d'une enquête sur l'administration de la police montréalaise avec Plante et Jean Drapeau comme avocats de la poursuite. Ce sera le début de l'enquête menée par le juge François Caron qui, jusqu'en 1953, fera grand bruit et lancera véritablement la carrière politique de Drapeau.

En Chambre, l'opposition est en pleine reconstruction après la cuisante défaite de 1948. Le seul député indépendant élu, René Chaloult, quitte pour l'Europe peu après le début de la session pour récupérer d'un accident de la circulation. George Marler remplace Adélar Godbout et agit à titre de chef intérimaire de l'opposition jusqu'à ce qu'un nouveau chef soit élu lors de la convention prévue pour le 19 mai suivant.

Le discours du trône

En l'absence du lieutenant-gouverneur Eugène Fiset, retenu chez lui par la maladie, c'est le juge en chef Antonin Galipeault – ancien Orateur de l'Assemblée législative – qui prononce le discours du trône.

Les proposeur et second de l'adresse en réponse au discours du trône sont Gérard Thibeault, député de Montréal-Mercier, et Warwick Fox, député de Brome. Hormis les deux chefs,

plusieurs députés prononcent de grands discours. Du côté de l'opposition, signalons René Chaloult, Lionel Ross et Dave Rochon. Ce dernier dénonce avec force la nonchalance de la police montréalaise dans la répression du crime. Chez les ministériels, les honorables Antoine Rivard et Onésime Gagnon se signalent respectivement par leurs discours sur la francisation du nom de Spencer Wood en Bois-de-Coulonge et lors de l'adoption du fleurdelisé. Les honorables Omer Côté, Paul Sauvé, Antonio Talbot et Antonio Barrette témoignent, quant à eux, avec éloquence des progrès de la province dans leur sphère ministérielle respective.

La lutte contre l'immoralité et la censure

L'étude des crédits du procureur général (et premier ministre) est l'occasion pour l'opposition de dénoncer la situation qui prévaut à Montréal : preneurs de paris illégaux, débits de boissons clandestins, maisons closes. Le premier ministre se défend en laissant à l'administration municipale l'entière liberté en cette matière. En même temps, Duplessis fait preuve de réalisme à l'égard de la nature humaine : pour lui, il est illusoire de penser la contrôler. Il avertit également que l'opposition, par ses dénonciations, risque de nuire à la réputation de Montréal à l'étranger.

Le gouvernement combat cependant avec vigueur la prolifération des publications obscènes. Une loi est adoptée pour donner au Bureau de censure du cinéma l'autorité de saisir et d'imposer des amendes aux « fripouilles » qui « cachent des saletés sous des piles de journaux », comme le dit le premier ministre. Il faut en effet protéger la morale publique et l'âme de la jeunesse de ce « poison ». (7 mars 1950)

Dans un autre registre, la loi sur l'instauration d'une loterie vise à accroître les revenus que le gouvernement veut consacrer à l'hygiène publique et à l'instruction publique. Bien que le Code criminel interdise ce type de loterie (une compétence fédérale), Duplessis demande expressément à Ottawa de faire une exception. Les détracteurs de la mesure répondent que partout dans le monde, les profits générés par des loteries ont été négligeables en plus de causer des problèmes sociaux.

La lutte contre les avancées du communisme n'est pas en reste. La loi sur l'ordre public empêche toute tentative d'affiliation syndicale des pompiers et des policiers à des « unions » interprovinciales ou internationales. Déjà, Duplessis voit d'un mauvais œil l'appartenance de ces corps professionnels à une fédération provinciale dirigée par Guy-Merrill Desaulniers, l'ancien chef de la Co-operative Commonwealth Federation (CCF) au Québec. Pour le gouvernement, la sécurité et l'intérêt financier des citoyens du Québec doivent être protégés contre toute menace de grève décidée par un syndicat étranger déconnecté du bien-être local.

Ces arguments ne sont pas nouveaux. En février 1922, les travaux du Parlement avaient été dérangés par une grève des typographes affiliés à l'Union internationale des typographes. Louis-Alexandre Taschereau avait alors dénoncé leur obéissance à un ordre de grève décidé aux États-Unis et prôné en faveur d'une affiliation des ouvriers à un syndicat catholique local.

Les relations ouvrières

La grève de l'amiante de 1949 a provoqué au sein de l'Église une nouvelle réflexion sur les relations de travail, la justice sociale et le droit syndical. L'implication dans cette affaire de l'archevêque de Montréal, Mgr Charbonneau, a ramené au cœur de l'actualité les principes de la doctrine sociale de l'Église et l'importance pour les autorités cléricales de savoir les rappeler à temps et à contretemps.

Le 20 mars 1950, l'Assemblée des évêques publie une lettre ouverte sur la question ouvrière, lettre qui crée un malaise du côté du gouvernement québécois. Duplessis charge Antonio Barrette, ministre du Travail, de répondre en Chambre à la lettre épiscopale. Ce dernier déclare : « La justice sociale existe chez nous. C'est ici qu'il y a des leçons à prendre. Que l'on ne vienne pas nous en donner ! » Pour donner du poids à sa réponse, le gouvernement fait sténographier et publier intégralement sous forme de brochure le discours du ministre.

L'agriculture

La Chambre vote des augmentations de budget pour le crédit agricole, l'Office de l'électrification rurale et le Service d'aide à l'habitation familiale. Dans ce dernier cas, la hausse est due au succès des coopératives d'habitation qui, partout dans la province, construisent des maisons pour tenter d'endiguer la crise du logement et aider les familles à se loger à un prix raisonnable.

Dans le domaine de la colonisation, malgré les difficultés de recruter des candidats pour les nouveaux centres, le gouvernement institue l'Ordre du mérite du défricheur. Cette distinction offerte aux pionniers des régions dites neuves veut souligner des efforts qui, trop souvent, ne peuvent être reconnus par l'Ordre du mérite agricole, fondé par Honoré Mercier en 1889 et réservé aux agriculteurs bien établis.

L'Ordre du mérite du défricheur reprend donc la même formule que sa contrepartie agricole pour honorer ses lauréats : concours et visite de juges, catégorisation des décorations, banquet tenu à Québec en compagnie du premier ministre et de tout le gratin colonisateur (prêtres, sous-ministres, sociétés de colonisation). Tout cela cherche à susciter chez les colons « une légitime fierté de leurs succès ».

La protection de la jeunesse

Sur le plan social, la loi instituant les cours de bien-être social aborde la délinquance juvénile sous un nouvel angle. Désormais, les jeunes délinquants seront jugés par un tribunal soucieux de dissiper les connotations négatives et le caractère pénal des anciennes cours. Deux autres lois créent les « écoles de protection », en remplacement des « écoles de réforme » et des « écoles d'industrie », de façon à protéger les enfants des « dangers moraux ou physiques » les menaçant dans leur famille ou dans d'autres circonstances spéciales. L'enseignement dispensé dans ces établissements cherche à inculquer aux enfants de saines valeurs et le sens des responsabilités, plutôt que de les enfermer dans une atmosphère punitive.

Une autre loi est votée pour créer des institutions pour les détenus souffrant d'aliénation mentale. Le gouvernement sépare ces cas spéciaux des détenus ordinaires en tenant compte des avancées récentes de la médecine qui considère désormais les troubles mentaux comme une maladie.

Les ressources naturelles

Le gouvernement donne la permission à l'Aluminum Company of Canada de développer une autre portion de la rivière Péribonka. Depuis décembre 1949, des représentants de la compagnie demandent au premier ministre le droit de produire de l'énergie supplémentaire pour leur usine d'Arvida. Le projet initial prévoyait la construction d'un barrage sur la Péribonka à condition de pouvoir détourner la rivière Bersimis. Mais les gens de la Côte-Nord, Mgr Napoléon-Alexandre Labrie en tête, s'opposent à cette possibilité. Après des pourparlers, Duplessis accorde à l'Aluminum Company le droit de harnacher la Péribonka sans toucher à la Bersimis, qui demeure réservée uniquement au développement de la Côte-Nord.

Les régions minières du Nord-Ouest du Québec demandent elles aussi davantage d'électricité pour se développer. Le gouvernement autorise la construction d'un nouveau barrage sur le Rapide 1 et le cède à l'Hydro-Québec à des conditions jugées avantageuses. À cette centrale s'ajoute la cession des installations hydroélectriques du rapide Cadillac et du réservoir Dozois, appartenant aussi au gouvernement. Pour Duplessis, ces mesures vont assurer le développement de la région. Pour l'opposition, cette vente n'est qu'une excuse pour aider le trésorier provincial, on le verra plus loin, à boucler son exercice financier grâce aux 19 millions de dollars que rapporte cet échange d'actifs gouvernementaux.

Le règlement de la question de la seigneurie de Mingan fait disparaître les derniers vestiges de la tenure seigneuriale des terres au Québec. Acheté en octobre 1949 par le gouvernement, ce territoire couvre 240 km de longueur sur 10 km de profondeur entre Sept-Îles et Havre-Saint-Pierre. On souhaite donner des titres clairs à ses habitants et permettre l'exploitation d'un territoire forestier de 32 000 km carrés enclavé à l'intérieur des terres. Lors de l'examen de ce dossier, le chef de

l'opposition déplore l'absence de pièces justificatives prouvant que l'on a évalué correctement le prix d'achat de la seigneurie.

La voirie et le pont Duplessis

Le boulevard Talbot reliant Québec à Chicoutimi via le parc des Laurentides est pratiquement terminé à l'hiver 1950. Le ministre Antonio Talbot, dont la route porte le nom, explique en détail les imposants défis techniques que représente la construction d'une artère importante dans une région isolée à la topographie accidentée. Commencée pendant la guerre et ouverte à la circulation en 1949, elle permet l'accès au Saguenay-Lac-Saint-Jean en seulement deux heures. Les légumes frais et les journaux de Québec peuvent y être livrés le jour même, ce que ne permettait pas l'ancienne route.

Un incident important survient, à la fin février, lorsque se fissure une arche du pont Duplessis, à Trois-Rivières. Ce pont qui enjambe la rivière Saint-Maurice, inauguré le 6 juin 1948 par le premier ministre, était, selon lui, « solide comme l'Union nationale ». L'opposition cherche évidemment à provoquer le premier ministre. Celui-ci déclare que les dommages sont mineurs et que les frais seront assumés par Dufresne Construction et Dominion Bridge. Les libéraux tentent aussi d'insinuer que les entrepreneurs – Dufresne Construction étant une compagnie recevant beaucoup de contrats du gouvernement – ont mal fait leur travail, mais ils ne réussissent pas à mettre le premier ministre dans l'embarras¹.

L'éducation

Deux lois importantes sont votées dans le domaine de l'enseignement supérieur. Un bill remanie la charte de l'Université de Montréal et la dote d'un conseil de 12 gouverneurs dont la nomination est réservée conjointement à l'autorité ecclésiastique et au gouvernement, qui exerce ainsi une certaine influence dans l'administration de l'Université. À la même époque, l'Université Laval caresse le projet d'établir une grande cité universitaire à Sainte-Foy. Pour empêcher les propriétaires des terrains convoités d'exiger des prix exorbitants, le gouvernement donne à l'administration de l'Université un pouvoir d'expropriation, qui doit être utilisé de façon dissuasive envers les spéculateurs.

Le caractère unique de la Belle province

Le gouvernement francise le nom de « Spencer Wood », résidence du lieutenant-gouverneur, en « Bois-de-Coulonge », en l'honneur de Louis d'Ailleboust de Coulonge, troisième gouverneur de la Nouvelle-France² (bill 6). Après avoir été dévoilé le 21 janvier 1948, le drapeau fleurdéliné devient officiel grâce à une loi adoptée à l'unanimité par la Chambre (bill 7).

La ville de Montréal

Le bill de Montréal est un sujet d'une grande importance tout au long de la session. Les débats tournent autour de la question de la municipalisation des tramways et le procès du mode d'administration imposé en 1941 par le gouvernement Godbout. On tente de trouver un arrangement, à tel point que le bill original doit être réimprimé tellement il subit de modifications.

Quand la dernière mouture est enfin votée par la Chambre, le Conseil législatif, dont 17 des 25 membres sont d'allégeance libérale, refuse un amendement qui aurait permis aux Montréalais de se prononcer par référendum sur le système d'administration de la ville. Les ministériels protestent, mais finissent par accepter ce camouflet parce que la session achève et qu'ils ne veulent pas « tuer » le bill en entier. Le premier ministre va condamner avec vigueur ce geste « antidémocratique et autocratique » d'une Chambre « non élue ». La faible opposition libérale, solidaire du geste des conseillers libéraux, remporte en quelque sorte une victoire morale sur le gouvernement.

Les finances de la province

Au cours du discours sur le budget, Onésime Gagnon révèle que les revenus de la province atteignent 207 millions de dollars, avec un surplus au compte ordinaire de 31 millions de dollars et un excédent global de 7,6 millions de dollars. La dette de la province se chiffre à 280 millions de dollars, soit la plus faible par tête d'habitant au Canada. Ainsi, Québec peut acquitter en priorité ses dépenses ordinaires ou ses paiements de dépenses imputables au capital.

Marler répond que le gouvernement doit son excédent à la seule vente de la centrale du Témiscamingue à Hydro-Québec pour 19 millions de dollars. Comme cette centrale appartenait déjà à la province tout comme l'Hydro, dit le chef de l'opposition, sans cette transaction le budget devrait être déficitaire.

Le travail de l'opposition

Avec si peu de députés, le travail de l'opposition n'est pas aisé. Impossible d'empêcher longtemps le gouvernement de faire adopter ses projets. Dans ce contexte, le travail du chef de l'opposition George Marler est colossal, allégé seulement par le premier ministre qui, bon prince, accepte de lui donner à l'avance les textes des projets de loi importants de la session avant leur étude en Chambre. Ses principaux lieutenants sont Arthur Dupré, député de Verchères, et Lionel Ross, député de Verdun, mais ils sont inexpérimentés.

Au dernier jour de la session, le premier ministre couvre Marler de compliments pour son travail en Chambre : « Je n'ai aucune hésitation à dire que parmi tous ceux que l'on mentionne pour le poste, dit Duplessis, il n'y en a sûrement pas de supérieurs au chef de l'opposition actuel³. » Ces compliments, souligne le *Star*, sont à double tranchant. Ils laissent entendre que le premier ministre préfère affronter Marler à tout autre candidat à la chefferie du Parti libéral⁴.

Les bons mots de la session

Malgré la faiblesse de l'opposition, les débats ne sont pas dénués d'humour, de traits d'esprit et de répliques bien senties.

Marler félicite avec humour le ministre des Travaux publics, Roméo Lorrain, qui, quelques mois auparavant, « a franchi le pont du mariage, construit sans soumission ». Marler enchaîne en parlant du mariage récent d'un autre ministre, Antonio Talbot, qu'il croyait pourtant marié à la route de Chibougamau, qu'il a tant vantée et défendue dans le passé. Avec ces défections, le « triumvirat des célibataires » de l'Union nationale montre des signes de faiblesse. En effet, seul s'entête le premier ministre, lui qui, « dans son isolement célibataire, semble être irréductible⁵ ». (21 février 1950)

La poigne de fer de Duplessis sur son parti est bien connue. Il est de tous les débats et ses adversaires ne manquent pas de narguer les ministres indolents face à leur chef.

Lorsque le député indépendant René Chaloult réclame avec insistance une résidence officielle pour le premier ministre, il estime que les ministres, pour une fois, feraient bien « de siéger hors la connaissance du premier ministre et de régler ce problème. Ils écriraient d'ailleurs une nouvelle page d'histoire en prenant une décision sans consulter le premier ministre⁶ ».

Dans le même ordre d'idées, Marler laisse trois de ses députés aller à Joliette à la fin mars demander à Lapalme de déposer sa candidature en vue de la course à la chefferie du 19 mai. Lorsque le premier ministre taquine ceux qui, selon lui, sont allés à Joliette offrir la direction du parti de façon « déloyale » à un autre que Marler, celui-ci répond qu'il existe chez les libéraux « une liberté qu'on ne trouve pas chez les ministériels⁷ ».

La reconstruction du Parti libéral décimé aux élections de 1948 est une cible privilégiée pour Duplessis qui n'hésite pas à traiter l'opposition de « minorité pitoyable⁸ ». Il leur suggère d'ailleurs de placer les intérêts de la province au centre de la convention du 19 mai s'ils veulent sortir leur parti « des catacombes où il se trouve⁹ ».

Le ministre de l'Agriculture Laurent Barré compte à son actif plusieurs répliques qui amusent beaucoup la Chambre. Lors d'un débat sur l'aviculture, il déclare que son département fait tout pour encourager la consommation des produits locaux de la ferme, tout comme lui d'ailleurs : « J'ai fait un contrat pour manger 125 douzaines d'œufs par année. Je ne peux aller plus loin que ça¹⁰. » Et pour cause! Un rapide calcul démontre que cela équivaut à manger 1 500 œufs par an, soit une moyenne de 4,1 par jour... Un régime à aussi forte teneur en cholestérol ne semble pas avoir hypothéqué la santé du ministre. Ancien cultivateur déjà sexagénaire en 1950, Barré ne s'éteindra qu'en 1964, à 78 ans bien sonnés.

La campagne d'immoralité à Montréal est l'occasion de savoureux débats en Chambre. Sont notamment pointés du doigt les endroits louches tels les « bookies », lieux de paris et de jeux de hasard illégaux – les bingos par exemple –, et les « barbotés », ces débits de boissons clandestins. Le premier ministre juge que la Ville est la seule responsable de l'ordre sur son territoire. Cela ne l'empêche pas de donner son opinion sur la question dans un discours haut en couleur. Dans ces lieux où règne le vice, dit-il, on rencontre des individus louches, tels les « pimps », qui auront toujours « recours au crime, au meurtre, au hold-up pour vivre ». Et lutter contre le crime est difficile à Montréal, port cosmopolite et ville de passage, qui attire beaucoup de gens, « et pas toujours pour faire des pèlerinages à l'oratoire Saint-Joseph¹¹ ». Duplessis ajoute que la situation est bien pire à New York, par exemple : « Savez-vous qu'il y a là des clubs de *fifis* pour les hommes et pour les femmes? Ils sont tolérés. Il n'y a pas de cela à Montréal¹². » Heureusement, les politiciens ont su évoluer depuis l'époque de Duplessis! De toute façon, conclut le premier ministre, la nature humaine étant ainsi faite, « qu'on ne perde pas son temps à essayer d'établir la perfection sur Terre. Elle est venue sur la Terre il y a 2 000 ans et nous ne l'avons jamais revue depuis¹³ ».

Toujours dans le domaine de la moralité, le gouvernement adopte une loi contre les publications obscènes, pour « protéger la moralité publique ». Le premier ministre vise tous ceux qui vendent des revues avec des images et propos « immoraux ». Ces revues sont un « poison qui peut tuer l'âme ». « On arrête les marchands de poison, dit-il, et existe-t-il un poison plus dangereux que celui de l'esprit?¹⁴ ».

Du côté de l'opposition libérale, le député de Verdun, Lionel Ross, met beaucoup de feu dans ses attaques contre le gouvernement. Duplessis ne s'en montre pas impressionné et lui répond qu'il est « totalement à côté de la track ». Et Ross de répliquer fièrement : « Chaque fois que l'Union nationale attentera à la liberté et à la dignité humaine, je protesterai¹⁵. »

À un autre moment, Ross dénonce avec véhémence l'oppression du gouvernement Duplessis en concluant solennellement : « L'heure de la délivrance sonnera bientôt. » Le ministre Omer Côté saisit la balle au bond et déclare aussitôt que, parlant de délivrance, « tout le monde a compris » que Ross faisait allusion à son propre discours¹⁶.

Dans la chaleur des débats oratoires, certains inventent des formules imagées qui, lorsqu'on s'y attarde, s'avèrent douteuses. Duplessis affirme un jour que la Providence a si richement pourvu la province de grands talents qu'elle occupe une situation plutôt particulière en Amérique : celle d'une « oasis au milieu d'une mer immense¹⁷ ».

Pendant la discussion d'une loi, Marler vante la contribution des deux grands partis politiques à la construction de l'Université de Montréal. Duplessis répond avec esprit que si « le chef de l'opposition est satisfait de ce que son parti a fait pour l'université, nous aussi. Il est toujours agréable de comparer les petites choses aux grandes¹⁸ ».

La création du poste de solliciteur général suscite les reproches de Marler qui estime que ce terme n'est pas français. Le premier ministre, qui veut affirmer le caractère français de la province, devrait trouver un mot « plus conforme au génie de la langue française »¹⁹. Malgré le fait que le gouvernement balaie du revers de la main ces objections, le souci de la langue française dont fait preuve cet anglophone parfaitement bilingue est digne de mention.

La question des salaires des fonctionnaires revient plusieurs fois sur le parquet de la Chambre. Nombreux et mal payés, les employés du « service civil » sont défendus par le libéral Arthur Dupré, député de Verchères, qui ne manque pas de réclamer pour eux des augmentations de salaire. Si cette question provoque plusieurs traits d'humour, elle nous permet également d'avoir une idée de la précarité de la profession à l'époque.

Ainsi, Dupré apprend du ministre Barré que plusieurs employés à faible salaire travaillent au département de l'Agriculture « un peu pour des considérations charitables ». Le ministre cite le cas d'un brave curé qui, un jour, se présenta à son bureau et lui dit « qu'il a un beau-frère infirme, qui n'est pas capable de donner le rendement d'un employé ordinaire ». Se disant avoir un grand cœur, Barré accepta de donner à cet homme un emploi à un salaire moindre, car « son infirmité ne l'empêchait pas d'être père d'une grosse famille²⁰ ».

Voyant que ses requêtes salariales sont mal reçues par les ministres, Dupré demande alors : « Les fonctionnaires doivent-ils prouver qu'ils sont de bons membres de l'Union nationale? » « Ça ne nuit pas! », répond en souriant le premier ministre²¹. Celui-ci demande alors si Dupré savait que l'Union nationale avait fait augmenter de 650 millions de dollars « les salaires des ouvriers dans la province ». Dupré lui répond que si tel est le cas, « cela prouve qu'ils ne travaillent pas pour le gouvernement²² ».

La voirie et les ponts sont un autre sujet infini de discussions et de bons mots. L'incident du pont Duplessis provoque les quolibets de l'opposition libérale à l'endroit de cette œuvre supposément « magnifique », au dire de l'Union nationale. Duplessis riposte en rappelant la chute du pont de Québec en... 1907. Cette catastrophe de l'époque du libéral Wilfrid Laurier avait causé des dizaines de morts. Le raisonnement du premier ministre est le suivant : il est clair que l'opposition, en dénonçant une simple fissure dans le pont Duplessis, salit la mémoire de Laurier, lui dont le pont est tombé en 1907. Si Laurier revenait, « il aimerait mieux se rappeler l'hécatombe du pont de Québec que les débris de son parti. Pour notre part, nous construisons des ponts qui demeurent et non des ponts qui s'écroulent pendant la construction²³ ».

Le premier ministre déborde de confiance et ne sait pas encore que cette fissure est un signe avant-coureur d'une tragédie plus grave. Tôt le matin du 31 janvier 1951, une partie de ce même pont, inauguré le 6 juin 1948, va s'écrouler et causer la mort de huit personnes.

Frédéric Lemieux

Critique des sources

Nous pouvons séparer en quatre catégories les journaux qui couvrent la session parlementaire de 1950 : un groupe favorable au gouvernement, un autre plutôt neutre, un qui s'oppose et, en dernier lieu, les journaux anglophones qui sont généralement favorables à l'Union nationale.

Le premier groupe est formé du *Montréal-Matin*, organe de l'Union nationale à Montréal, de *La Presse* et de *L'Action catholique*. Tous trois publient les mêmes comptes rendus favorables au gouvernement. Le second groupe est formé du *Soleil*, de *L'Événement* et de *La Patrie*. Leurs articles sont plutôt neutres et leurs éditorialistes ne sont ni trop sévères ou trop élogieux envers le gouvernement. Il arrive que *L'Action catholique* et les journaux du deuxième groupe se partagent exactement la même version des débats le temps d'une ou deux séances.

De leur côté, *Le Devoir* et *Le Canada* sont des cas spéciaux. Malgré sa férocité envers le gouvernement durant la grève d'Asbestos, *Le Devoir* n'est pas aussi acharné contre Duplessis qu'il le sera plus tard dans la décennie. Pierre Laporte loue à quelques occasions certaines lois du gouvernement. Agacé par sa puissance, il n'hésite cependant pas à écrire que « l'Union nationale aurait besoin d'une bonne cure d'humilité. On se fatigue à la fin de la voir poser chaque jour des gestes sauveurs ». Le meilleur exemple est celui de la loi ouvrant la seigneurie de Mingan au peuplement et à l'exploitation forestière, une loi somme toute mineure, mais qui, selon le gouvernement, devient « une victoire sur la dictature économique ». Laporte écrira alors avec ironie : « Rien que ça!²⁴ »

Le Devoir se concentre surtout sur la lutte pour la moralité à Montréal. Les propos des députés à ce sujet y sont rapportés plus fidèlement que dans les autres journaux. Le 24 février 1950, il est le seul journal à reproduire l'intervention de Dave Rochon, député de Montréal-Saint-Louis, qui accuse Duplessis de fermer les yeux sur les clubs et les débits de boissons qui violent la loi et qui seraient protégés moyennant contribution à la caisse électorale de l'Union nationale. Les autres journaux résument très brièvement les paroles de Rochon. Seul *L'Événement* de Québec emboîte le pas au *Devoir* à cette occasion.

Quant au *Canada*, il publie des comptes rendus très différents des autres journaux. Remplis de détails et d'anecdotes, ses articles sont des plus utiles pour notre travail de reconstitution. Son journaliste parseme les discours de petites observations montrant sa faveur envers l'opposition, sans cependant être trop piquant pour le gouvernement. À plusieurs reprises, il complimente le parti ministériel et ses députés tout en ne ménageant pas non plus ses éloges envers les membres de l'opposition²⁵.

Les journaux anglophones ne couvrent pas tous les sujets abordés en Chambre. Leurs comptes rendus sont généralement plus courts. Ils apportent cependant beaucoup plus d'éclairage que les journaux francophones sur les interventions de certains députés anglophones. À deux reprises, nous avons pu trouver des interventions substantielles du député indépendant de Montréal-Sainte-Anne, Frank Hanley, qui n'étaient résumées ailleurs qu'en quelques lignes. Il en est de même d'un discours du libéral de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, et unilingue anglophone, Paul Earl. Par ailleurs, nous n'avons pas trouvé d'indices significatifs démontrant que les correspondants des différents journaux anglophones reproduisent la même version d'un compte rendu durant la session.

Le discours d'Antonio Barrette sur les relations du travail est sténographié *in extenso* et publié dans une brochure intitulée *La politique ouvrière et sociale de l'Union nationale*. Quelques passages sont rapportés différemment par les journalistes, ce qui prouve que la teneur de leurs comptes rendus est soumise à l'espace disponible dans leur journal.

Il arrive aussi que les journalistes saisissent mal ce que disent les députés. Par exemple, dans leur compte rendu de la séance du 18 mars, ils écrivent « rivière du Manoir » au lieu de « rivière Manouane », et réservoir « Piraque » pour « Pibrac ». Ces exemples démontrent toutes les difficultés des journalistes, éloignés des orateurs et gênés par le chahut qui peut régner dans la Chambre.

Certains correspondants déplorent également le peu d'action qui règne en Chambre. Laporte, du *Devoir*, écrit : « On est évidemment loin des luttes passionnantes de la session préélectorale de

1948, mais la monotonie fait momentanément place à l'intérêt²⁶. »

En février 1950, la Tribune de la presse a pour président William Stewart, de *La Presse canadienne*. Le vice-président est Arthur-W. Langlois, de *La Presse*, et Henri Dutil, du *Soleil*, en est le secrétaire. Les autres membres sont : Guy Beaudry (*Montreal Daily Star*), Maurice Bernier (*Montréal-Matin*), Paul Bouchard (*La Nation*), Edmond Chassé et Marcel Inkel (*L'Événement-Journal*), Calixte Dumas (*L'Action catholique*), Jacques Verreault (*L'Action catholique*), Jack Dunn (*The Quebec Chronicle-Telegraph*), Amédée Gaudreault (*La Tribune*), Pierre Laporte et Marcel Thivierge (*Le Devoir*), Dostaler O'Leary (*La Patrie*), Charles-Eugène Pelletier (*L'Action catholique* et *Le Droit*) et Abel Vineberg (*The Gazette*).

Frédéric Lemieux

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

- ¹ Le 31 janvier 1951, une section du pont Duplessis va s'effondrer causant la mort de huit personnes. À ce sujet, voir : Conrad Black, *Duplessis. Le pouvoir*, tome 2, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, p. 159-163, et l'introduction historique de la session de 1951.
- ² Voir : Frédéric Lemieux, Christian Blais et Pierre Hamelin, *L'histoire du Québec à travers ses lieutenants-gouverneurs*, Québec, Publications du Québec, 2005, p. 353-356.
- ³ *Le Montréal-Matin*, 6 avril 1950, p. 1.
- ⁴ *The Montreal Daily Star*, 6 avril 1950, p. 5.
- ⁵ Duplessis reste célibataire toute sa vie.
- ⁶ *Le Devoir*, 22 février 1950, p. 1.
- ⁷ *La Patrie*, 30 mars 1950, p. 9.
- ⁸ *Le Devoir*, 5 avril 1950, p. 3.
- ⁹ *La Patrie*, 6 avril 1950, p. 6.
- ¹⁰ *Le Canada*, 18 mars 1950, p. 3.
- ¹¹ *Le Devoir*, 16 mars 1950, p. 2.
- ¹² *Le Canada*, 16 mars 1950, p. 2; *Le Devoir*, 16 mars 1950, p. 2.
- ¹³ *Le Soleil*, 16 mars 1950, p. 10; *Le Devoir*, 16 mars 1950, p. 2.
- ¹⁴ Du 8 mars 1950, voir : *La Patrie*, p. 17; *L'Action catholique*, p. 19; *Le Montréal-Matin*, p. 5.
- ¹⁵ *La Patrie*, 23 mars 1950, p. 7.
- ¹⁶ *Le Canada*, 23 février 1950, p. 2; *Le Montréal-Matin*, 23 février 1950, p. 5.
- ¹⁷ *Le Montréal-Matin*, 25 mars 1950, p. 5.
- ¹⁸ *Le Canada*, 28 mars 1950, p. 14.
- ¹⁹ *Le Devoir*, 18 mars 1950, p. 1.
- ²⁰ *L'Action catholique*, 5 avril 1950, p. 3; *L'Événement*, 5 avril 1950, p. 19.
- ²¹ *Le Devoir*, 31 mars 1950, p. 2.
- ²² *Le Soleil*, 31 mars 1950, p. 12.
- ²³ *Le Soleil*, 1^{er} avril 1950, p. 6.
- ²⁴ *Le Devoir*, 15 mars 1950, p. 4.
- ²⁵ *Le Canada*, 23 mars 1950, p. 3.
- ²⁶ *Le Devoir*, 1^{er} mars 1950, p. 2.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Herald, The
Montreal Daily Star, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avant-poste gaspésien L'
Avenir du Cap, L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho abitibien, L'
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Louiseville, L'
Écho de Portneuf-Presse, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du lac, L'
Étoile du Nord, L'
Feuille d'érable, La

Front, ouvrier, Le
Frontière, La
Gazette de Valleyfield, La
Gazette des campagnes, La
Gazette du Nord, La
Guide, Le
Homme libre, L'
Joliette-Journal
Journal de Waterloo, Le
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Montréal-Matin, Le
Nicolétain, Le
Nouvelliste, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Coaticook, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Régional, Le
Réveil, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Salaberry, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Temps, Le
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Victoire de Deux-Montagnes, La
Voix de l'Est, La
Voix de Shawinigan, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Gagnon, Onésime. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable O. Gagnon, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 16 mars 1950.* [s.l.]: 1950. 57 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1950, Québec 1950.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1950, Québec 1950.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1950.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec - Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1950, Vol. LXXXV*, Québec, 1950, viii, 456, li, xlv p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 14 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1950, ii, 917 p.

Rapports des comités généraux, 2^e session, 1950.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xv
Bibliographie.....	xix
Table des matières.....	xxiii
L'Exécutif en 1950	xxv
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxvii
Par ordre de circonscription	xxix
Débats	
1 Séance du mercredi 15 février 1950.....	1
2 Séance du jeudi 16 février 1950.....	7
3 Séance du mardi 21 février 1950.....	25
4 Séance du mercredi 22 février 1950.....	47
5 Séance du jeudi 23 février 1950.....	65
6 Séance du mardi 28 février 1950.....	85
7 Séance du mercredi 1 ^{er} mars 1950	109
8 Séance du jeudi 2 mars 1950.....	127
9 Séance du mardi 7 mars 1950	143
10 Séance du mercredi 8 mars 1950.....	171
11 Séance du jeudi 9 mars 1950.....	189
12 Séance du vendredi 10 mars 1950.....	201
13 Séance du mardi 14 mars 1950	211
14 Séance du mercredi 15 mars 1950.....	231
15 Séance du jeudi 16 mars 1950.....	247
16 Séance du vendredi 17 mars 1950.....	285
17 Séance du mardi 21 mars 1950	297

18 Séance du mercredi 22 mars 1950.....	313
19 Séance du jeudi 23 mars 1950.....	341
20 Séance du vendredi 24 mars 1950.....	355
21 Séance du samedi 25 mars 1950.....	379
22 Séance du mardi 28 mars 1950.....	387
23 Séance du mercredi 29 mars 1950.....	395
24 Séance du jeudi 30 mars 1950.....	413
25 Séance du vendredi 31 mars 1950.....	429
26 Séance du lundi 3 avril 1950.....	441
27 Séance du mardi 4 avril 1950.....	459
28 Séance du mercredi 5 avril 1950.....	481
Index des participants.....	491
Index des sujets.....	525
Index des bills publics et privés.....	557

L'HONORABLE EUGÈNE FISET

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif 1950

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Charles Daniel French, ministre des Mines

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Ressources hydrauliques et ministre des Terres et Forêts

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé

L'honorable Omer Côté, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Onésime Gagnon, trésorier de la province

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Antoine Rivard, ministre d'État

L'honorable Joseph-Hormisdas Delisle, ministre d'État

L'honorable Antonio Élie, ministre d'État

L'honorable Tancrede Labbé, ministre d'État

L'honorable Patrice Tardif, ministre d'État

L'honorable Marc Trudel, ministre d'État

Orateur

L'honorable Alexandre Taché

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUGER, Antonio	UN	Lac-Saint-Jean
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BARRIÈRE, Omer	UN	Laval
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BÉLANGER, Paul-Eugène	UN	Bellechasse
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERNARD, Robert	UN	Drummond
BERNATCHEZ, René	UN	Lotbinière
BERTRAND, Jean-Jacques	UN	Missisquoi
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOUDREAU, Francis	UN	Saint-Sauveur
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CHALOULT, René	I	Québec
CHARTIER, Ernest-Joseph	UN	Saint-Hyacinthe
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CHOQUETTE, Hector	UN	Shefford
COSSETTE, Philippe	UN	Matapédia
CÔTÉ, Omer	UN	Montréal-Saint-Jacques
COTTINGHAM, William McOvat	UN	Argenteuil
DALLAIRE, Guy	UN	Rouyn-Noranda
DELISLE, Joseph-Hormisdas	UN	Montréal-Saint-Henri
DESJARDINS, Gérard	UN	Gatineau
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUPRÉ, Arthur	L	Verchères
DUSSAULT, Bona	UN	Portneuf
EARL, Paul	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FLEURY, Émery	UN	Nicolet
FOX, Charles James Warwick	UN	Brome
FRENCH, Charles Daniel	UN	Compton
GAGNÉ, Bernard	UN	Richelieu
GAGNÉ, Roméo	UN	Rivière-du-Loup
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GATIEN, Joseph-François-Albert	UN	Maisonneuve
GENDRON, Aimé	UN	Montréal-Sainte-Marie
GÉRIN, Léon-Denis	UN	Stanstead
GOUDREAU, Albert	UN	Richmond
GROULX, Henri	L	Montréal-Outremont
GUAY, Gérard	UN	Québec-Centre
GUÉVREMONT, Georges	UN	Montréal-Jeanne-Mance
HANLEY, Frank	I	Montréal-Sainte-Anne
HÉBERT, Edgar	UN	Beauharnois
JEANNOTTE, Joseph-Édouard	UN	Vaudreuil-Soulanges
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOHNSTON, Raymond Thomas	UN	Pontiac

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Tancrède	UN	Mégantic
LABBÉ, Wilfrid	UN	Arthabaska
LABERGE, Arthur	UN	Châteauguay
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LARIVIÈRE, Nil-Élie	UN	Témiscamingue
LAVALLÉE, Azellus	UN	Berthier
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix
LESAGE, Émile	UN	Abitibi-Ouest
LÉVESQUE, Robert	L	Gaspé-Nord
LIZOTTE, Fernand	UN	L'Islet
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOTTE, Antoine	UN	Roberval
MARLER, George Carlyle	L	Westmount-Saint-Georges
MATTE, Joseph-Onésime	UN	Québec-Est
MIQUELON, Jacques	UN	Abitibi-Est
OUELLET, Pierre	UN	Saguenay
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PELLETIER, André	UN	Témiscouata
PLOURDE, Alfred	UN	Kamouraska
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
PRÉVOST, Yves	UN	Montmorency
PROVENÇAL, Paul	UN	Montréal-Laurier
RENNIE, John Gillies	UN	Huntingdon
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
RIVARD, Antoine	UN	Montmagny
ROCHE, John Redmond	UN	Chambly
ROCHON, Dave	L	Montréal-Saint-Louis
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
SAMSON, Joseph-Albert	UN	Lévis
SAUCIER, Jean-Alphonse	UN	Québec-Ouest
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TARDIF, Patrice	UN	Frontenac
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
THUOT, Yvon	UN	Iberville
TRUDEL, Marc	UN	Saint-Maurice
VACHON, Henri	UN	Wolfe

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	UN	Miquelon, Jacques
ABITIBI-OUEST	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	UN	Cottingham, William McOvat
ARTHABASKA	UN	Labbé, Wilfrid
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	UN	Hébert, Edgar
BELLECHASSE	UN	Bélanger, Paul-Eugène
BERTHIER	UN	Lavallée, Azellus
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Fox, Charles James Warwick
CHAMBLY	UN	Roche, John Redmond
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Laberge, Arthur
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	French, Charles Daniel
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Bernard, Robert
FRONTENAC	UN	Tardif, Patrice
GASPÉ-NORD	L	Lévesque, Robert
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Desjardins, Gérard
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	UN	Rennie, John Gillies
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	UN	Plourde, Alfred
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Auger, Antonio
LAVAL	UN	Barrière, Omer
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Samson, Joseph-Albert
L'ISLET	UN	Lizotte, Fernand
LOTBINIÈRE	UN	Bernatchez, René
MAISONNEUVE	UN	Gatien, Joseph-François-Albert
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Cossette, Philippe
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrede
MISSISQUOI	UN	Bertrand, Jean-Jacques
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Rivard, Antoine
MONTMORENCY	UN	Prévost, Yves
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	UN	Guévremont, Georges
MONTRÉAL-LAURIER	UN	Provençal, Paul

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard
MONTRÉAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	L	Earl, Paul
MONTRÉAL-OUTREMONT	L	Groulx, Henri
MONTRÉAL-SAINT-ANNE	I	Hanley, Frank
MONTRÉAL-SAINT-MARIE	UN	Gendron, Aimé
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	UN	Delisle, Joseph-Hormisdas
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	UN	Côté, Omer
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Rochon, Dave
MONTRÉAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Fleury, Émery
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	UN	Johnston, Raymond Thomas
PORTNEUF	UN	Dussault, Bona
QUÉBEC	I	Chaloult, René
QUÉBEC-CENTRE	UN	Guay, Gérard
QUÉBEC-EST	UN	Matte, Joseph-Onésime
QUÉBEC-OUEST	UN	Saucier, Jean-Alphonse
RICHELIEU	UN	Gagné, Bernard
RICHMOND	UN	Goudreau, Albert
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIÈRE-DU-LOUP	UN	Gagné, Roméo
ROBERVAL	UN	Marcotte, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	UN	Dallaire, Guy
SAGUENAY	UN	Ouellet, Pierre
SAINT-HYACINTHE	UN	Chartier, Ernest-Joseph
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	UN	Trudel, Marc
SAINT-SAUVEUR	UN	Boudreau, Francis
SHEFFORD	UN	Choquette, Hector
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	UN	Gérin, Léon-Denis
TÉMISCAMINGUE	UN	Larivière, Nil-Élie
TÉMISCOUATA	UN	Pelletier, André
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	UN	Jeannotte, Joseph-Édouard
VERCHÈRES	L	Dupré, Arthur
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Marler, George Carlyle
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 15 février 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

La législature ayant été prorogée le 10 mars 1949, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la deuxième session de la vingt-troisième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages de l'administrateur de la province¹:

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur l'administrateur dans la salle des séances du Conseil législatif et, après quelque temps, reviennent à la salle de l'Assemblée².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) entre en Chambre³.

(Applaudissements à droite)⁴

Projets de loi:

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône⁵

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, aujourd'hui,

auprès de l'honorable Monsieur l'administrateur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur l'administrateur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

L'ouverture de la deuxième session de la présente législature coïncide avec les premières semaines de l'Année sainte. La province et le gouvernement catholiques de Québec ont accompli un agréable devoir en déléguant deux membres de notre Conseil exécutif aux mémorables cérémonies d'inauguration qui eurent lieu, le vingt-quatre décembre dernier, dans la Ville Éternelle. Nous désirons réitérer à Notre Très Saint Père le Pape nos hommages respectueux et filiaux.

À Son Excellence notre lieutenant-gouverneur, nous offrons nos souhaits cordiaux d'un prompt et complet retour à la santé.

Au mois de janvier dernier, une conférence d'importance primordiale eut lieu à Ottawa. Les représentants de la province ont alors exprimé notre sincère désir de coopérer avec les autorités gouvernementales canadiennes à la préparation ainsi qu'à la rédaction d'une constitution canadienne, faite et décidée au Canada, par des Canadiens et pour les Canadiens. Ils ont offert notre loyal et amical concours à l'adoption d'un acte constitutionnel, fondé sur le système fédératif, respectueux des prérogatives et des droits de chacune des parties composantes, conforme au régime parlementaire et démocratique et possédant tous les attributs administratifs, législatifs et financiers essentiels à tout gouvernement responsable.

La province de Québec veut, de tout cœur, coopérer à la grandeur et à la prospérité du Canada et des provinces, de la nôtre en particulier, sur des bases justes, appropriées et constitutionnelles.

Depuis quelques années, notre province s'enrichit d'un développement insurpassé; c'est pour elle, plus que jamais, le temps de pouvoir exercer, dans leur plénitude, les droits et les prérogatives qui découlent d'un régime constitutionnel fédératif, fondé sur les pouvoirs indispensables à chaque gouvernement responsable.

En ces derniers temps, de nombreuses et fécondes initiatives ont été réalisées dans tous les domaines de l'administration provinciale. Mon gouvernement s'emploiera à compléter et perfectionner ces initiatives, afin de continuer à donner à l'administration et à la législation de notre province une orientation définitive et profondément familiale, sociale et nationale.

À notre avis, le paternalisme d'État constitue un grave danger pour le régime démocratique; il engendre d'irréparables désastres. Mon gouvernement est persuadé que le sens de la responsabilité personnelle est absolument nécessaire et que l'initiative individuelle, c'est-à-dire l'entreprise privée, est le système économique qui convient le mieux aux traditions et aux besoins de notre province. Il est le plus conforme à ses meilleurs intérêts et le seul capable de garantir à notre jeunesse de durables et fertiles carrières.

Parmi les entreprises privées, aucune n'a plus d'importance que l'agriculture qui occupe et doit occuper une place prépondérante dans notre économie. Le prêt agricole provincial, institué en 1936 en vertu des pouvoirs constitutionnels exercés par le gouvernement d'alors, s'est avéré une initiative heureuse et féconde, tant au point de vue familial, paroissial et social qu'au point de vue municipal et national. Pour continuer cette œuvre salutaire, mon gouvernement vous recommandera de voter des subsides additionnels.

Mon gouvernement considère que l'électrification rurale contribue puissamment à la stabilité, au progrès et à la prospérité de l'agriculture et des cultivateurs. Depuis la fondation de l'Office de l'électrification rurale, au mois de juillet 1945, d'immenses progrès ont été réalisés dans ce domaine. En moins de cinq ans, de nouvelles lignes de distribution et de transmission d'énergie électrique, dans nos villages et dans nos paroisses, ont été construites en très grande partie ou sont sur le point d'être complétées. Elles couvrent une distance de plus de 10,000 milles et sont réparties dans toutes les régions de la province, bénéficiant à des milliers de cultivateurs ainsi qu'à leurs familles. Vous serez appelés à voter des crédits supplémentaires afin de contribuer encore plus au développement de cette excellente initiative.

Des subsides substantiels vous seront demandés dans le but d'agrandir et de multiplier les écoles moyennes d'agriculture et de favoriser, par le drainage et la mécanisation, l'amélioration et l'agrandissement de notre domaine agricole.

La colonisation est un complément nécessaire à l'agriculture, au bien-être et au progrès de la

province. Mon gouvernement continuera de mettre en application une politique de colonisation pratique et efficace, avantageuse pour les colons, en particulier, et pour notre province en général.

La santé physique, facteur essentiel à la stabilité et à la sécurité publiques, est un des biens terrestres les plus précieux. Mon gouvernement multipliera les améliorations considérables déjà réalisées à ce sujet.

Incontestablement, la santé de l'âme et de l'esprit est d'importance vitale. Il est conforme à la politique de mon gouvernement de maintenir, énergiquement et sans compromis, sa lutte efficace contre les idéologies et la propagande subversives et d'inspiration athée.

Des subsides remarquablement généreux seront consacrés au succès de l'éducation, à tous ses paliers. L'enseignement spécialisé, dont les progrès sont énormes et incontestables, sera facilité davantage.

Comme toujours, mon gouvernement est d'opinion qu'en matière d'éducation, les droits des parents et ceux du Conseil de l'instruction publique doivent être intégralement sauvegardés.

L'établissement durable et rémunérateur de notre jeunesse recevra toujours, de mon gouvernement, l'attention la plus amicale et la meilleure.

À notre avis, il convient de protéger, contre un système de taxation trop lourd, la petite propriété, facteur de bien-être et de paix sociale. Une nouvelle législation vous sera soumise afin de contribuer encore plus à la diffusion de la petite propriété et d'en faciliter l'accès.

Nous considérons comme un impérieux et patriotique devoir une coopération, juste et loyale, entre le capital et le travail. L'employé et l'employeur ont tous deux des droits incontestables, mais tous deux doivent se souvenir qu'ils ont aussi des devoirs non moins incontestables. Mon gouvernement continuera à respecter et à faire respecter les uns et les autres.

Les services signalés rendus à notre peuple par les différentes professions sont hautement appréciés; toutes seront traitées avec justice, mais la classe ouvrière sera l'objet d'une légitime sollicitude.

Mon gouvernement est fermement convaincu que les richesses naturelles de la province sont des garanties matérielles de vie et de survie nationale. Les meilleures méthodes seront appliquées pour assurer, entre autres, la conservation parfaite et l'utilisation adéquate et rationnelle de notre domaine forestier dont l'importance dans notre patrimoine

national est fondamentale. Une législation concernant l'agrandissement de notre domaine forestier sera soumise à votre approbation.

Mon gouvernement porte une attention toute spéciale à la sage utilisation de nos richesses hydrauliques, de manière à ce qu'elles donnent le meilleur rendement possible et le plus avantageux pour la province. Une loi augmentant l'actif de l'Hydro-Québec et facilitant son progrès et celui de la province vous sera proposée.

Le développement minier dans notre province a pris un essor prodigieux. La mise en valeur du Nouveau-Québec et des richesses minières du Saguenay, la construction de la route de Chibougamau et de celle de Senneterre-Mont-Laurier sont de puissants facteurs de merveilleux progrès que mon gouvernement, suivant sa politique, prendra les moyens de multiplier à l'avantage de notre population.

L'immensité territoriale de notre province nécessite une politique de voirie adéquate, progressive et efficace. Mon gouvernement veut doter notre province du meilleur système routier possible, lequel doit tenir compte, non seulement des besoins d'une région, mais de ceux de toute la province, en particulier de nos régions rurales.

Vous aurez à étudier des projets d'amélioration de notre système de voirie. Ces projets ont nécessité et nécessitent la construction de nombreux ponts qui ajoutent beaucoup à la valeur de notre voirie et répondent aux besoins d'un trafic de plus en plus considérable.

Mon gouvernement est d'opinion que le succès et le progrès de nos pêcheries maritimes, la conservation et l'amélioration de nos pêcheries sportives sont nécessaires au progrès de la province. Une législation et des subsides substantiels, à ces fins, vous seront soumis.

Plusieurs autres projets d'intérêt public vous seront recommandés, dont quelques-uns se rapportent aux systèmes de protection contre le feu, au perfectionnement de notre législation en matières d'assurance, à l'organisation de tribunaux de bien-être social, à la protection de l'enfance, au développement de notre très importante industrie du tourisme.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront communiqués. Vous voudrez bien voter les crédits nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je demande à la divine Providence de bénir et de féconder vos travaux et de répandre sur la province ses grâces les plus abondantes.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que le discours du trône soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les manières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de

chacun de ces comités; et que les honorables MM. Duplessis, Gagnon, Élie, Delisle, Groulx, et MM. Langlais, Vachon, Rennie, Bellemare, Marler et Kirkland forment ledit comité spécial.

Adopté.

Travaux de la Chambre:

Souhaits de début de session

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous sommes encore au début de l'année et au nom du gouvernement, il me fait plaisir d'offrir à tous les membres de la Chambre nos vœux de bonheur et de santé. Nous sommes prêts à partager avec l'opposition les responsabilités dont nous jouissons. (En souriant) Comme c'est le début de l'Année sainte, je souhaite à l'opposition de se ressaisir et de se rappeler qu'il y a toujours réjouissance, au Ciel, pour la conversion d'un pécheur.

(Rires)

On me dit que l'opposition a un événement important en perspective cette année. Elle sera appelée prochainement à se choisir une tête lors d'une convention⁶. Nous voulons lui faciliter la tâche en procédant avec diligence. Pour les députés de la droite, cela n'a pas beaucoup d'importance; mais pour nos amis de la gauche, c'est véritablement un événement mémorable.

Nous avons, sur l'ordre du jour, une motion qui nous permettra de siéger le vendredi après-midi et de tenir des séances du soir le mardi, le mercredi et le jeudi. Il n'est pas normal qu'une Législature aussi importante que la nôtre ne siège que trois jours par semaine. Ce n'est pas conforme à la loi du Seigneur qui dit: "Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front." Il faut travailler ferme. Nous pourrions discuter la motion demain.

C'est l'intention du gouvernement, aussi, de voir à ce que les prérogatives des députés soient intégralement sauvegardées. C'est pour cette raison que vous voyez dès aujourd'hui, sur l'ordre du jour, 33 projets de loi qui seront distribués à la fin de l'après-midi, chose qui ne s'est jamais vue auparavant. Il y en aura d'autres qui seront présentés également avec diligence.

Nous voulons donner à l'opposition tout le temps voulu pour étudier les lois et faire des suggestions. Les lois ne doivent pas représenter seulement les désirs du gouvernement. Elles doivent répondre aux besoins de toute la population. C'est

pour cela que nous demandons la coopération de tout le monde. Nous étudierons toutes les suggestions constructives. (En souriant) Nous avons plus d'expérience que l'opposition, mais nous ne prétendons pas avoir le monopole de la science. Le programme de l'Union nationale, c'est de viser à la perfection.

Meilleures seront les lois, plus grande sera la prospérité de la province. Je demanderai cependant aux députés, en autant que ce sera possible, de ne pas répéter la même chose deux fois, pour ne pas donner au peuple l'impression que l'on ne comprend pas. Il faudra faire diligence, pour ménager l'argent du peuple.

Nous ferons notre possible pour faciliter la tâche à l'opposition, qui prépare un événement moins important que l'Année Sainte, de se choisir une tête permanente. (Avec humour) Si nos amis de la gauche veulent notre coopération pour se choisir un bon chef, nous sommes prêts à la leur donner avec plaisir.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (Avec humour) Je remercie le premier ministre de ses vœux et de son offre de coopération. Nous savons que personne dans cette Chambre n'est plus expérimenté que lui en matière de convention et, pour ma part, je ne me priverai pas du plaisir de le consulter au besoin.

(Rires)

L'opposition reconnaît que sa responsabilité est aussi grande que celle du gouvernement. Nous voulons apporter tout le temps nécessaire à l'étude de la législation et faire des suggestions constructives. On nous rendra ce témoignage que, l'an dernier, nous avons coopéré avec le gouvernement pour expédier rapidement les affaires de la province de Québec. Nous avons permis les deux lectures de plusieurs bills à la même séance. Nous allons suivre, autant que possible, la même voie cette année. Mais nous pourrions remplir notre tâche d'autant mieux que nous aurons plus de temps pour étudier les lois. Qu'on nous donne tout le temps nécessaire et je promets la coopération de l'opposition à l'administration de la province. Nous ne retarderons pas inutilement les procédures.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 15.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 16 février 1950, à la page 19, rapporte que c'est l'honorable Antonin Galipeault, juge en chef de la Cour d'appel de la province, qui remplace le lieutenant-gouverneur, à titre d'administrateur de la province. Le lieutenant-gouverneur Eugène Fiset est retenu à Spencer Wood par la maladie. Selon *La Tribune* du 15 février, à la page 1, c'était la première fois en 11 ans que ce dernier ne pouvait présider cette cérémonie et, selon *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* du 17 février, à la page 3, c'est la septième fois, depuis 1867, qu'une telle situation se présente.
2. *Le Canada* du 16 février 1950, à la page 2, rapporte que la cérémonie se termine à 3 h 40.
3. *L'Action catholique* du 16 février 1950, à la page 3, précise que l'honorable M. Duplessis arrive en Chambre "un peu après 4 heures". *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, et *La Voix de l'Est*, à la page 3, précisent que "la cérémonie, au Conseil législatif, a duré environ quarante minutes", et que le juge Galipeault a donné lecture du discours du trône "en français et en anglais".
4. Selon le *Montréal-Matin* du 16 février 1950, à la page 6, "M. Duplessis a été accueilli en Chambre par une enthousiaste ovation des députés de l'Union nationale. La manifestation a duré près de deux minutes et a visiblement ému le chef de l'Union nationale."
5. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 2, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. De plus, aucun quotidien ne mentionne ni ne fait référence à cette possible exemption. Conformément aux *Journaux de l'Assemblée législative*, il est fort probable que l'Orateur ait repris la lecture du discours du trône. Toutefois, seule la lecture à l'Assemblée législative n'est retenue dans le présent contexte, afin d'éviter une répétition du texte qui ne comporte aucun élément nouveau.
6. *Le Devoir* du 16 février 1950, à la page 10, mentionne que cette convention doit avoir lieu en mai suivant.

Séance du jeudi 16 février 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre²:

- de la ville de Plage-Laval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Barrière);

- de Hector Cousineau et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture situées dans la cité de Montréal (M. Barrière);

- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi la formant en corporation de cité et lui donnant certains pouvoirs additionnels (M. Blanchard);

- de la ville de Saint-Eustache, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de M. le curé et MM. les marguilliers de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc de Shawinigan, et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Compagnie de cimetières Saint-Michel de Shawinigan (M. Bellemare);

- de Lucien Tremblay et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'incorporation de la Corporation des maîtres électriciens de la province de Québec (M. Bellemare);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chartier);

- de la cité de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dallaire);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de 1 % dans la cité de Sorel (M. Gagné);

- de Arthur Murray Bain, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à l'exercice de chirurgien dentiste dans la province de Québec (M. Gatien);

- de dame Marie-Théodora Moreau, en religion Mère Marie-Théodora Courville, et autres, demandant

l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Hôpital Maisonneuve" (M. Gatien);

- de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de Charles Côté, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Marie-Joseph Lorange (M. Gérin);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi leur accordant le droit de percevoir une taxe spéciale (M. Gérin);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Goudreau);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hanley);

- de Léonard Lauzon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Compagnie d'assurance mutuelle des "Drive Yourself" (M. Johnson);

- de L.-Narcisse Ducharme et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu G.-N. Ducharme (M. Johnson);

- de dame Irène Déa et de J.-Edmond Levesque, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Joseph-Edmond-Déa Levesque (M. Jolicoeur);

- de Rodrigue Moore, demandant l'adoption d'une loi relativement à son contrat de mariage (M. Johnson);

- des commissaires d'écoles pour la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de 1 % (M. Leclerc);

- de la ville de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Matte);

- de la ville de Malartic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Miquelon);

- de la ville d'Amos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Miquelon);

- de Harry Bernard Zaritsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Harry Bernard Zarr (M. Miquelon);

- de la ville de Val d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Miquelon);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Vachon);

- de Henri Fortier et autres, demandant l'adoption d'une loi accordant à la ville de Hauterive certains pouvoirs spéciaux (M. Ouellet);
- de Le Parthénon, demandant l'adoption d'une loi décrétant non imposables les immeubles qu'il possède actuellement et qu'il possédera à l'avenir, dans la cité de Sherbrooke (M. Prévost);
- de la ville de Courville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Prévost);
- de Miles Lawrence Williams et A. Lyle Williams, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Miles Williams (M. Rennie);
- de Royal Edward Laurentian Hospital, demandant l'adoption d'une loi, afin de faire ratifier et confirmer leur titre à certaines propriétés (M. Rennie);
- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- des commissaires d'écoles de Saint-Léon de Westmount, demandant l'adoption d'une loi les exemptant de l'application de certaines lois (M. Roche).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Mais il y a un député de Westmount ici...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (En souriant) Oui. C'est le meilleur.
(Rires)

- de la communauté des sœurs des Saints-Noms de Jésus et de Marie, demandant l'adoption d'une loi aux fins de confirmer un titre de propriété (M. Roche);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);
- des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant leur charte (M. Saucier);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom actuel de la corporation en celui de la Commission des écoles catholiques de Québec (M. Saucier);
- de dame Alice Pelletier, en religion sœur Saint-Louis de Gonzague, et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Hôpital Laval" (M. Saucier);
- de l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi définissant mieux les buts de l'Association (M. Bellemare);
- de l'honorable Lucien Moraud et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en

corporation sous le nom de Bureau des gouverneurs de l'École de commerce de Québec, inc. (M. Saucier);

- des sœurs de Jeanne-d'Arc, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des sœurs de Sainte-Jeanne-d'Arc (M. Saucier);
- de General Petroleum Refineries, Ltd., demandant l'adoption d'une loi confirmant les droits exclusifs de M. Gaston Élie (M. Tellier);
- de la ville d'East Angus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);
- de la corporation du collège de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi interprétant le testament de feu Albert Comtois, médecin (M. Thibeault).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze.

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des règlements:

Président: M. Blanchard.

L'honorable M. Barrette; MM. Bélanger, Bertrand, Choquette, Cossette, Dallaire, Earl, Hanley, Laberge, Larivière, Leclerc, Lévesque, Miquelon, Ouellet, Rennie, Ross.

Nombre des membres: 17.

Quorum: 8.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Chartier.

Les honorables MM. Bégin, Bourque, Delisle, Labbé, Lorrain, Paquette, Rivard, Talbot, Tardif, Groulx; MM. Auger, Bernatchez, Boudreau, Choquette, Cossette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Hanley, Jeannotte, Johnston, Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Lévesque, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Plourde, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon.

Nombre des membres: 39.

Quorum: 10.

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Jolicoeur.

Les honorables MM. Barrette, Duplessis, Labbé, Sauvé, Tardif; MM. Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Chartrand, Choquette, Cossette, Cottingham, Dupré, Gatien, Gérin, Goudreau, Hébert, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Lesage, Marler, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon, Ross, Sauvé, Thibeault, Thuot, Vachon.

Nombre de membres: 34.

Quorum: 10.

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Ducharme.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bourque, Côté, Delisle, Duplessis, Dussault, Élie, Gagnon, Labbé, Paquette, Rivard, Sauvé, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Auger, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dupré, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Lévesque, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Rochon, Ross, Saucier, Thibeault, Vachon.

Nombre de membres: 73.

Quorum: 15.

Comité permanent du Code municipal:

Président: M. Goudreau.

Les honorables MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bourque, Delisle, Dussault, Élie, Paquette, Sauvé; MM. Auger, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Boudreau, Chartrand, Choquette, Desjardins, Dubé, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gérin, Guay, Guévremont, Jeannotte, Johnson, Jolicoeur, Kirkland, Laberge, Lavallée, Lévesque, Lizotte, Marcotte, Matte, Ouellet, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon, Ross.

Nombre de membres: 48.

Quorum: 10.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: L'honorable M. Barré.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bégin, Bourque, Côté, Delisle, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Labbé, Lorrain, Paquette, Pouliot,

Rivard, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Auger, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Dupré, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lévesque, Lizotte, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Pelletier, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Rochon, Ross, Saucier, Tellier, Thibeault, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 90.

Quorum: 15.

Comité permanent des comptes publics:

Président: L'honorable M. Beaulieu.

Les honorables MM. Bourque, Duplessis, Sauvé, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Chartrand, Choquette, Cottingham, Earl, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gendron, Goudreau, Kirkland, Marler, Saucier, Thibeault.

Nombre des membres: 25.

Quorum: 10.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: L'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Beaulieu, Côté, Delisle, French, Gagnon, Paquette, Pouliot, Rivard, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Bélanger, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Cossette, Cottingham, Fox, Gatien, Gérin, Goudreau, Jeannotte, Johnson, Jolicoeur, Kirkland, Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Marler, Miquelon, Poulin, Prévost, Riendeau, Rennie, Roche, Ross, Thibeault.

Nombre des membres: 46.

Quorum: 9.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Bernard.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque, Delisle, Dussault, French, Labbé, Paquette; MM. Barrière, Bernatchez, Boudreau, Chartier, Chartrand, Choquette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Dupré, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gendron, Goudreau, Guay, Hanley, Hébert, Johnston, Laberge, Larivière, Lesage, Matte, Miquelon, Ouellet, Pelletier, Plourde, Poulin, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon, Ross,

Saucier, Thibeault, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 48.

Quorum: 12.

Le rapport est adopté.

Projets de loi³:

Prêt aux cultivateurs

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Barré (Rouville) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ordre du mérite du défricheur

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 établissant l'Ordre du mérite du défricheur.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Construction d'habitations familiales

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 portant à douze millions de dollars les subsides pour aider à la construction d'habitations familiales.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cour de bien-être social

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 instituant des Cours de bien-être social.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas bien qu'un garçon ait à faire face à un juge devant un tribunal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Résidence officielle du lieutenant-gouverneur

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 concernant le nom de la résidence officielle du lieutenant-gouverneur de la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le bill a pour but de tenir compte du caractère historique et français de la résidence vice-royale.
(Applaudissements à droite)

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Drapeau officiel

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 7 concernant le drapeau officiel de la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Développement d'Hydro-Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 favorisant le développement d'Hydro-Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Électrification rurale

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 favorisant l'électrification rurale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Barré (Rouville) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Progrès au Saguenay

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 modifiant la loi favorisant le progrès paroissial, municipal et scolaire dans le comté de Saguenay.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Seigneurie de Mingan

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 relatif à la seigneurie de Mingan.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Quebec Pulp & Paper Corporation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 modifiant la loi concernant l'acquisition par le

gouvernement de certains biens de Quebec Pulp & Paper Corporation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les actionnaires privilégiés recevront \$23 par action.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 modifiant la loi de la prévention des incendies.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Lois d'assurance

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 autorisant la révision des lois d'assurance du Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Gagnon (Matane) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat & Power Co.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 modifiant la loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat & Power Company.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission municipale
de Québec**

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 autorisant la Commission municipale de Québec à garantir certains emprunts scolaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Qualification des recorders

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 concernant la qualification professionnelle des recorders.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rémunération des coroners

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 relatif à la rémunération des coroners.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Réglementation
des maîtres et serveurs**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 concernant la réglementation municipale des relations entre maîtres et serveurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la Régie provinciale
de l'électricité**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Régie des transports et
Régie des services publics**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 concernant la juridiction de la Régie des transports et de la Régie des services publics relativement aux autobus et tramways.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des mines

L'honorable M. French (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 modifiant la loi des mines de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. French (Compton) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la
Commission municipale de Québec**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi de 1946 a permis de prendre en charge les dettes des commissions scolaires, mais dans certains cas, l'aide n'a pas été assez rapide pour prévenir l'accumulation de dettes. Le but du présent projet de loi vise à permettre aux commissions scolaires d'emprunter l'argent nécessaire pour rembourser les déficits survenus pendant la période allant du 1^{er} septembre 1946 au 1^{er} septembre 1951. Ces emprunts seront endossés par la Commission municipale.

La situation qui existe actuellement, c'est que la Commission scolaire catholique de Montréal a accumulé un déficit de \$2,000,000; il en est de même pour la Commission scolaire catholique de Québec. La commission municipale va garantir ces montants et les payer au besoin. Le fonds d'éducation y pourvoira.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
compagnies de Québec**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 concernant les enquêtes sous la loi des compagnies de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi du
crédit agricole**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Barré (Rouville) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Code de
procédure civile**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'expropriation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi pour assurer
le progrès de l'éducation**

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi visant à améliorer la loi pour promouvoir l'éducation, adoptée en 1946, a permis aux commissions scolaires de se libérer de dettes de plus de \$100,000,000. La Commission municipale du Québec a remboursé près de \$35,000,000 d'obligations des commissions scolaires et a remplacé de

\$65,000,000 à \$70,000,000 d'obligations par de nouvelles obligations. On a tout d'abord fait appel au fonds de l'éducation pour les intérêts et les fonds d'amortissement. Le solde devait être investi pour les écoles sous le contrôle des commissions scolaires.

Certaines écoles ne sont pas sous le contrôle des commissions scolaires, comme les universités, les collèges classiques et les écoles spécialisées. Le changement proposé permettra au gouvernement d'utiliser une partie de l'argent pour aider ce type d'institutions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Passages à niveau

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 concernant la protection du public aux passages à niveau.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Travaux de drainage

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 concernant le paiement de certains travaux de drainage.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des élections contestées

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 modifiant la loi des élections contestées de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi d'Hydro-Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Annexion à Charlevoix

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 annexant les cantons de Sagard et de Saguenay au district électoral de Charlevoix.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Recouvrement des cotisations

M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 225 concernant le recouvrement des cotisations pour la construction ou la réparation des églises, presbytères et cimetières.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications.

M. Prévost (Montmorency) répond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Motions des députés:

Modifications au Règlement de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que:

a. L'article 93 du Règlement de l'Assemblée législative soit modifié en ajoutant après les mots: "à onze heures du matin", dans la dernière ligne, les mots suivants: "puis à trois heures de l'après-midi".

b. Le premier paragraphe de l'article 100 du Règlement de l'Assemblée législative soit abrogé et remplacé par le suivant:

"Art. 100.—1. La Chambre, à moins qu'elle n'ait, sur une motion annoncée, décidé de s'ajourner à une autre heure déterminée ou à son gré seulement, s'ajourne à onze heures du soir, le mardi, le mercredi et le jeudi, et à une heure de l'après-midi et à six heures du soir, le vendredi, alors qu'elle reste ajournée jusqu'à la semaine suivante."

c. L'article 106 du Règlement de l'Assemblée législative soit modifié en ajoutant à la fin dudit article, les mots suivants: ", sous réserve des dispositions de l'article 100."

d. L'article 115 du Règlement de l'Assemblée législative soit modifié comme suit:

1. En biffant, dans le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1, les mots: "et le vendredi";

2. En ajoutant le sous-paragraphe suivant au paragraphe 1:

"3° Le vendredi:

a) Les ordres du jour relatifs à des bills d'intérêt public et inscrits au nom des députés;

b) Les motions annoncées par le gouvernement;

c) Les ordres du jour inscrits au nom du gouvernement;

d) Les ordres du jour relatifs aux bills privés;

e) Les questions aux ministres et aux députés;

f) Les motions annoncées par les députés."

Il (l'honorable M. Duplessis) explique la motion et demande qu'elle soit adoptée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous n'avons pas l'intention de nous objecter à cette motion. Mon seul commentaire, c'est que les députés ont le droit de savoir d'avance à quel moment de la semaine la Chambre doit s'ajourner. Nous n'avons pas d'objection à siéger quelques heures de plus par semaine. Mais le premier ministre pourrait nous dire s'il entend faire de la séance du vendredi après-midi une règle générale ou s'il veut plutôt en faire une épée de Damoclès suspendue sur la tête des députés. Je n'aime pas qu'on nous dise: "Si vous adoptez rapidement les mesures du gouvernement, vous pourrez prendre votre train, sinon vous allez siéger jusqu'à 6 heures." Je n'aime pas les menaces de cette nature-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La motion est simple. Jusqu'ici la Chambre provinciale a siégé les mardi, mercredi et jeudi jusqu'à 11 heures, et le vendredi de 11 heures à 1 heure de l'après-midi, en vertu des règlements. C'est contraire à tout ce qui se fait ailleurs, même à Ottawa, et nous n'avons aucune raison de ne pas travailler le vendredi.

Je dis que c'est un mauvais exemple à donner que de faire des semaines de trois jours comme celles de John Lewis⁴ aux États-Unis. Nous voulons tenir deux séances le vendredi. C'est par mesure d'économie et pour raccourcir la durée de la session que je veux que l'Assemblée législative siége le vendredi jusqu'à 6 heures. Il me semble que c'est raisonnable. Les congés du samedi, du dimanche et du lundi devraient suffire.

Mon ami le chef de l'opposition parle d'une épée de Damoclès. J'espère qu'il ne s'imaginer pas qu'on a besoin d'une épée pour combattre l'opposition actuelle, le petit groupe qui fait face au gouvernement.

Il y a quelques années, les libéraux, alors qu'ils étaient au pouvoir, faisaient siéger l'opposition, formée de cinq membres, pendant des journées entières. On nous faisait siéger parfois jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Je me souviens d'une fois où l'on nous a même fait siéger de huit heures du soir jusqu'au lendemain après-midi. Nous voulons bien que les députés exercent leurs prérogatives, mais il n'est pas raisonnable de faire perdre le temps de la Chambre par des répétitions inutiles et pour dépenser l'argent du peuple.

Le jeudi, nous verrons ce qu'il y a de fait et nous accommoderons les députés dans toute la mesure du possible.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Prêt aux cultivateurs

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs.

Adopté.

Construction d'habitations familiales

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 portant à douze millions de dollars les subsides pour aider à la construction d'habitations familiales.

Adopté.

Cour de bien-être social

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 instituant des cours de bien-être social.

Adopté.

Développement d'Hydro-Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 favorisant le développement d'Hydro-Québec.

Adopté.

Électrification rurale

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 9 favorisant l'électrification rurale.

Adopté.

Seigneurie de Mingan

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 relatif à la seigneurie de Mingan.

Adopté.

Quebec Pulp & Paper Corporation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 modifiant la loi concernant l'acquisition par le gouvernement de certains biens de Quebec Pulp & Paper Corporation.

Adopté.

Prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 13 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

Lois d'assurance

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 14 autorisant la révision des lois d'assurance du Québec.

Adopté.

Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat & Power Co.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15 modifiant la loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat & Power Company.

Adopté.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 autorisant la Commission municipale de Québec à garantir certains emprunts scolaires.

Adopté.

Loi pour assurer le progrès de l'éducation

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation.

Adopté.

Passages à niveau

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 concernant la protection du public aux passages à niveau.

Adopté.

Travaux de drainage

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 concernant le paiement de certains travaux de drainage.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Fox), que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable Monsieur l'administrateur:

À l'honorable M. l'administrateur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

Il (M. Thibeault) souligne l'absence du lieutenant-gouverneur de la province, Sir Eugène Fiset, retenu chez lui par la maladie, et celle de l'ex-Orateur de la Chambre haute, l'honorable Alphonse Raymond, que son mauvais état de santé a forcé à démissionner. Il fait rapidement leur éloge et félicite le nouvel Orateur du Conseil législatif, l'honorable Jean-Louis Baribeau.

Je constate, dit-il, que 1950 sera historique pour notre province à plus d'un point de vue: pour les

catholiques, c'est une année sainte; et pour tous les citoyens, c'est le devoir de suivre de très près les délibérations entre gouvernements provinciaux et fédéral. Mil neuf cent cinquante passera aussi à l'histoire parce que les libéraux tenteront de trouver un chef capable de lutter contre la haute personnalité de l'honorable premier ministre, et aussi à cause des différents problèmes qui se posent chaque jour: relations ouvrières-patronales, logement, éducation, bien-être social, etc.

Il (M. Thibeault) rappelle les événements qui ont marqué l'ouverture de l'Année sainte, à Rome, à la fin de décembre 1949. Le premier ministre, dit-il, a délégué à Rome, pour représenter la province, deux de ses plus distingués collègues, les honorables ministres de la Santé (M. Paquette) et du Travail (M. Barrette), afin de consacrer le caractère officiellement catholique de notre province. Le premier ministre a posé là un geste de haute signification, geste qui a valu au premier ministre un témoignage non équivoque de l'épiscopat de la province, en date du 16 décembre 1949. Il (M. Thibeault) rend hommage à Son Excellence Mgr Charbonneau.

Je comprends mal, dit-il, que le gouvernement d'Ottawa n'ait pas imité le geste du Québec et ne se soit pas encore résolu à déléguer un ambassadeur auprès du Vatican. La population a été fortement désappointée de constater que le gouvernement fédéral, qui se pique de vouloir coopérer avec tous les citoyens du pays, n'ait pas songé à déléguer un représentant officiel à Rome. Le premier ministre, M. Saint-Laurent, a tenté de sauver la face en nommant, à la toute dernière minute, un représentant personnel, qui n'avait aucun statut officiel et qui a pris rang après tout le monde au Vatican.

Je suis heureux que les gouvernements d'Ottawa et de Québec veuillent établir entre eux des liens plus amicaux. Pendant les années de guerre, à mesure que nous gagnions des combats sur les champs de batailles, nous perdions peu à peu notre autonomie et nos droits dans la province. Le premier ministre avait plusieurs fois mis la province de Québec en garde contre cette intrusion du fédéral.

C'est sous Macdonald⁵ que le fédéral a voulu restreindre l'autonomie des provinces. Le premier ministre conservateur John Jones Ross⁶ a été tiède dans la défense de nos droits et c'est Honoré Mercier⁷, premier ministre national, qui s'en est fait le champion.

Je cite l'opinion de Sir Wilfrid Laurier qui, dit-il, a affirmé que le projet de Confédération était "inique, immoral et cruel dans ses détails". Le chef libéral craignait les empiètements du pouvoir central,

et il a fallu l'intervention énergique de Sir George-Étienne Cartier pour convaincre Laurier que "la Confédération canadienne serait formée d'une réunion de nationalités et de provinces qui n'entendent point abdiquer leur autonomie".

Honoré Mercier, n'écoulant que son patriotisme, n'a pas hésité à créer un premier gouvernement d'union nationale pour défendre l'autonomie de la province contre les empiètements du pouvoir central, qui était entré en lutte contre les provinces quatre ans à peine après la signature du pacte.

Il (M. Thibeault) compare la situation d'alors à celle d'aujourd'hui. Honoré Mercier a porté bien haut l'étendard de l'autonomie, et c'est parce qu'il a établi une tradition que l'honorable premier ministre de cette province a choisi, en 1950, le député de Mercier comme proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône, afin de souligner sa volonté constante de maintenir les principes et la tradition d'autonomie établie depuis cette époque par son illustre prédécesseur.

Il (M. Thibeault) voit en le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) non la tiédeur de Ross, mais la ténacité de Mercier.

À la suite des concessions multiples faites par les libéraux de 1939 à 1944, dit-il, il est bien difficile de mener la bataille de la même façon que Mercier. Ottawa s'est emparé de sources de revenus considérables, paralysant les efforts de paix des gouvernements provinciaux.

Au nom de la guerre, de l'effort de guerre, on a enlevé aux provinces tout ce qu'il était possible de leur enlever. Cela a créé à Ottawa une atmosphère telle que la conférence interprovinciale de 1946 s'est nécessairement terminée par un échec, notre premier ministre préférant réclamer un ajournement plutôt que de continuer une discussion inutile.

Parlant de la conférence de janvier dernier, le gouvernement d'Ottawa, dit-il, n'y a rien présenté de tangible parce que, déjà, il s'était accaparé de plus de pouvoirs que normalement il aurait pu en détenir. Je comprends mal qu'Ottawa veuille poser en champion de l'indépendance du Canada quand il ne juge même pas à propos d'envoyer un ambassadeur au Vatican et qu'il est incapable de donner un drapeau au pays.

En 1950, après le triomphe électoral de 1948, le premier ministre est retourné à Ottawa, où il a adopté une attitude digne, énergique, courageuse. Avant que la conférence ne commence, ses chances de succès paraissaient très minces, mais il a pris la vedette. Il a déclaré qu'il venait la main tendue et que la partisannerie politique n'avait pas sa place dans

une telle conférence. On a réussi à trouver une formule d'entente. Les premiers ministres se sont séparés et ils attendent les détails quant aux amendements à apporter, et surtout sur quel point particulier. Depuis la conférence du 10 janvier, M. Saint-Laurent et le premier ministre du Québec ont échangé de la correspondance.

On aura constaté avec satisfaction que le ton général du gouvernement fédéral était beaucoup moins cassant qu'il y a quelques mois, ce qui veut peut-être dire qu'il a enfin compris qu'il est bon de traiter avec égards et courtoisie les représentants des provinces.

De l'avis de tous, l'honorable premier ministre a été la vedette, la figure dominante à la conférence de janvier. Il (M. Thibeault) fait écho aux éloges décernés au premier ministre du Québec à cette occasion par la presse de langue anglaise. Un jour viendra où nous connaissons les propositions concrètes d'Ottawa, dit-il.

Comme nous avons parfaitement confiance à l'honorable premier ministre de cette province et que, par ailleurs, nous nous demandons jusqu'à quel point les compromis peuvent s'établir entre Ottawa et Québec, nous avons hâte de connaître les opinions du gouvernement central.

Ce qui s'est produit dans le passé sur le dos des provinces et, en particulier, de la province de Québec, nous osons espérer que cela ne se répètera plus. La conférence de janvier a eu pour conséquence de détruire une publicité malveillante qui avait été lancée dans les milieux anglophones contre notre province. Il (M. Thibeault) cite en particulier le paragraphe d'un éditorial de l'*Ottawa Journal*:

"Représenter M. Duplessis comme ennemi du Canada de langue anglaise est une absurdité; une absurdité que les gens de langue anglaise de la province de Québec seraient les premiers à regretter. Sans aucun doute il garde à l'esprit, comme c'est son droit et son rôle de le faire, la place particulière au Canada de la population canadienne-française, mais cela n'est en aucune façon incompatible avec le respect et la compréhension des droits des autres Canadiens."

Parlant aux libéraux au sujet de la tenue prochaine de leur convention, il (M. Thibeault) dit que le nombre de leur représentation en Chambre s'exprime par la superposition de deux zéros, de façon à former le chiffre 8. Il félicite le chef actuel de l'opposition de la façon digne avec laquelle il a dirigé les débats. Nous pouvons l'assurer, dit-il, que les membres de son parti auront la tâche rude, lorsqu'il s'agira de le remplacer.

Les problèmes les plus aigus de l'heure sont ceux qui divisent patrons et ouvriers et le problème du logement. La guerre est venue brouiller les cartes. On a promis mer et monde aux combattants pour les jeter ensuite dans un monde dont l'économie n'était pas prête pour les recevoir. Si vous analysez la mentalité qui s'est développée tant de la part des survivants de la Grande Guerre que de la part des fabricants de canons et des ouvriers qui ont gagné leur vie ici au pays, vous ne devez pas être surpris de constater le malaise profond qui existe parmi nous. Il s'impose l'impérieux devoir de faire appel aux forces vives d'une nation, de lui expliquer le problème et de lui demander un autre sacrifice qui lui permettra de survivre.

Nous vivons dans un état d'agitation et de surexcitation. Il est impératif que les forces morales du gouvernement soient respectées et il est nécessaire que, quoi qu'il arrive, la loi soit respectée. Il est nécessaire d'être raisonnable, prudent et juste. La justice sociale n'est pas toujours protégée contre certains bruits. Le Christ n'est pas venu sur terre pour abolir la loi. Lorsque les gens se transforment en un flot déferlant, une telle foule est alors à la merci de quelques leaders. Plus d'un meneur ouvrier ne s'inspire pas de la doctrine sociale de l'Église. Des gens qui étaient des sympathisants communistes, de 1936 à 1939, se sont casés dans plus d'une organisation ouvrière et, actuellement, pour conserver leurs positions en prêchant une politique pas toujours honnête, pensent beaucoup plus à leurs intérêts qu'aux véritables intérêts des ouvriers.

Je souligne rapidement ces faits pour démontrer combien grave est la situation, et j'ose espérer que dans les moments difficiles, cette même Providence qui nous a éclairés et protégés saura encore nous défendre. Car les cultivateurs sont mécontents de la mévente de leurs produits, de la baisse du prix du beurre, des œufs et du bacon. Les subsides ne suffisent plus à enrayer la dégringolade. Les ouvriers se sont sacrifiés et, payant de fortes taxes, ne s'attendaient pas à subir un chômage si rapide. Si la vérité était l'apanage d'Ottawa, on serait surpris de connaître le nombre des sans-travail.

Pour lutter contre les idées subversives, il n'y a rien comme favoriser l'accession à la petite propriété. C'est ce que fait le gouvernement actuel avec sa loi sur l'habitation, une loi qui bannit la spéculation, une loi qui protège le peuple et non l'exploiteur et l'intermédiaire: une loi simple, facile, claire, que tous peuvent comprendre et dont les bénéfices sont l'apanage de toute la population, sans tout le "red tape" habituel de l'exécution des lois,

cette bureaucratie qui décourage et dépite. Elle permet aux ouvriers de réaliser une économie de \$2,700 dans l'acquisition d'une habitation familiale moyenne. Notre loi est essentiellement une loi dirigée vers la famille, une loi destinée aux gens mariés ou à ceux qui ont une famille à nourrir. La maison comporte au moins cinq pièces avec trois chambres à coucher, pour les parents, les fils et les filles et pour protéger la moralité de la famille. Ces maisons sont aussi pour les familles à revenus modestes. De l'air, de l'espace, du soleil, de la lumière, une maison familiale selon la morale chrétienne. Voilà ce que le gouvernement offre aux familles soucieuses de s'établir dans leur propre foyer.

La majorité des citoyens de la province favorisent fortement l'adoption d'une mesure de loterie. Nous voulons, d'une façon honnête, obtenir de l'argent et des subsides. La législation fédérale sur les logements a mécontenté tout le monde, les propriétaires, en gelant les prix des loyers à un niveau trop bas, les locataires, en permettant des augmentations de logement dans un temps où les matériaux sont montés à un niveau phénoménal. La province de Québec sera mieux servie lorsqu'elle s'occupera de ses affaires au lieu de laisser faire Ottawa.

Il (M. Thibeault) fait l'éloge de l'honorable premier ministre et cite la parole d'Armand Lavergne⁸: "Ouvrez-lui les portes de la gloire, il en est digne."⁹

(Applaudissements à droite)

M. Fox (Brome): (Parlant en français) Je remercie l'honorable premier ministre d'avoir choisi le représentant du comté de Brome comme second de l'adresse. Je veux parler d'abord en français pour marquer la bonne entente qui existe dans cette province. La bonne volonté des deux races en cette province est une inspiration pour tout le pays. Je considère que la connaissance des deux langues est nécessaire, si l'on veut que notre pays joue dans le monde le rôle que lui destinent le travail ardu, la vision et l'habileté naturelle des citoyens des deux races. Je suis de ceux qui croient qu'une plus grande connaissance des deux langues en usage au pays contribuerait beaucoup à accroître l'harmonie et la coopération nécessaires pour amener le Canada à remplir le rôle qui lui convient dans le monde.

(Applaudissements)

Le premier ministre a toujours été un champion des droits des minorités tels que définis par la Constitution. Il l'a prouvé au cours de la

conférence historique d'Ottawa où il a représenté la province avec tant de dignité. En cette circonstance, le premier ministre, en raison de sa personnalité et de sa grande connaissance de l'histoire constitutionnelle canadienne, s'est fait le défenseur des plus grands biens de notre province: l'autonomie, nos traditions, soit la préservation de l'héritage qui nous a été transmis, non pas en tant que propriétaire, mais comme fiduciaire, pour être transmis à nos enfants et aux générations futures.

Si la mission de la province doit être accomplie, comme le stipule la Constitution, la province doit avoir l'assurance de ressources financières qui lui permettront de mener à bien ces tâches. Cette province et toutes les autres provinces doivent obtenir un partage plus équitable des impôts. Il s'agit ici d'un point de droit et non pas d'une participation à un cadeau du fédéral.

Vraiment, nous sommes convaincus que, sous la direction de l'honorable premier ministre, notre province écrira une belle page de son histoire et jouera dans le Canada un rôle de premier plan, digne de ses traditions et de son passé.

(Parlant en anglais) Au sujet des ressources naturelles de notre province, je demande qu'on en use pour le plus grand bien de la province de Québec. Je crois que la province a raison de ne pas autoriser la construction de nouvelles usines à papier, excepté peut-être à Chicoutimi où il y a une situation particulière. De cette façon, grâce à l'Union nationale, notre richesse forestière sera assez grande pour toujours nous assurer une position dominante dans l'industrie du papier journal, une position que nous occupons fièrement présentement, et je peux ajouter que, malgré ce qui a été dit à l'extérieur du pays, elle l'est légitimement. Il y a eu une période, avant que le premier ministre actuel n'accède au pouvoir en 1936, où les importateurs avaient la possibilité de dicter leurs conditions et leur prix, ce qui a donné lieu à des conditions malsaines dans l'industrie de la province, et plusieurs en dépendaient. Cette situation est révolue et l'assurance donnée par le gouvernement qu'il ne permettra pas un retour aux conditions qui prévalaient avant 1936 est des plus encourageantes. Je félicite le gouvernement d'avoir pris les mesures nécessaires pour mettre fin à l'exploitation de nos marchands de papier par les éditeurs américains. Les forêts ne sont plus concédées à des favoris à courte vue et n'ayant pour but que le gain immédiat. Les forêts fournissent des milliers de positions à nos ouvriers; elles régularisent nos cours d'eau et aident ainsi à la production de l'électricité, base de l'électrification rurale.

À part l'exploitation de ces ressources, l'agriculture est notre plus grande industrie et l'électrification rurale va lui donner un essor considérable.

Il (M. Fox) louange le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) pour les beaux ponts qu'il construit dans la province de Québec. Il offre également des compliments à l'honorable ministre de la Voirie (M. Talbot) pour les belles routes que le gouvernement établit un peu partout dans la province.

Parlant du développement de l'Ungava, je suis étonné, dit-il, des découvertes qui y ont été faites. Les possibilités des mines de fer de l'Ungava sont tellement considérables que l'industrie canadienne de l'acier ne peut pas, à elle seule, absorber toute cette production. Les développements de Chibougamau sont tout aussi prometteurs et c'est à l'Union nationale qu'en revient le mérite. L'ouverture de ces nouvelles régions permettra la croissance constante de l'emploi pour nos populations, ce qui est le point le plus important pour le moment, lorsque certaines inquiétudes sont exprimées à ce sujet.

Je félicite l'honorable ministre (M. Bégin) de ce qu'il a fait dans le domaine de la colonisation. C'est un signe de l'initiative du gouvernement et de son chef. L'électrification dans les régions rurales, le développement hydroélectrique, la construction de nouvelles routes et de nouveaux ponts, ainsi que le développement de nouvelles régions minières dans le Nouveau-Québec sont les résultats du travail accompli par le gouvernement de l'Union nationale. Ces réalisations sont le résultat d'une bonne administration qui reconnaît les champs de compétence du gouvernement et favorise le plus possible l'entreprise privée.

Les résultats ressortent comme un réel soulagement, en comparaison des pertes des fonds publics dans d'autres pays où des politiques contraires sont en vogue. Les entreprises de cette nature dont nous sommes témoins aujourd'hui devraient être laissées aux mains des capitaux privés, des entreprises privées et des initiatives privées, avec un profit adéquat pour ceux qui investissent et aucune perte sur le Trésor public. Un article qui a été produit à un coût considérable peut avoir été en vogue à un moment et être supplanté par autre chose, ou son besoin peut ne plus être aussi apparent; par conséquent, l'investissement est une perte. Ce n'est pas au gouvernement d'assurer de telles probabilités avec ses propres impôts. C'est plutôt au capital privé de le faire en se basant, bien entendu, sur l'espoir d'un retour raisonnable.

L'entreprise privée a permis l'an dernier que des citoyens généreux souscrivent \$25,000,000 à nos universités et à nos hôpitaux. Ces citoyens ont eu l'avantage d'exercer leurs talents en bâtissant notre province et d'accumuler les moyens à partir desquels de généreuses contributions sont offertes à ces institutions. C'est une réponse magnifique aux communistes qui cherchent à détruire un ordre social qui produit de si beaux résultats, et un hommage à la sagesse du gouvernement démocratique et libre de notre honorable premier ministre.

Dans le champ de l'éducation, il s'est accompli des merveilles sous la direction du présent gouvernement. Ce dernier l'a organisée de façon à produire des chefs. Nous ne devons jamais oublier que l'éducation n'est pas statique. Elle doit aller de l'avant dans un monde spécialisé. Ses objectifs doivent être de former les leaders de tous horizons. Il y eut un temps où l'éducation n'était pas considérée comme un outil qui permet de se battre dans la vie. Mais, de nos jours, il faut aller de l'avant dans toutes les sphères d'intérêt. Nous vivons dans une grande et belle province et nous devons être heureux de vivre sous un gouvernement démocratique, en pleine liberté de pensée et d'action.

(Applaudissements à droite)¹⁰

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le proposeur (M. Thibault) et le seconneur de l'adresse (M. Fox). Ce dernier, ajoute-t-il, est une grande acquisition et un actif précieux pour l'Assemblée législative. (Parlant en anglais) J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le premier discours du nouveau député de Brome (M. Fox), et c'est avec grand plaisir que je le félicite personnellement et officiellement pour les remarques qu'il a présentées. C'est l'un des meilleurs discours que j'ai entendus en tant que député de cette Chambre, depuis plusieurs années, et le député de Brome a démontré une vaste connaissance des domaines du commerce et des finances. Il a bien saisi également la question de l'harmonie et de la coopération entre les deux grandes races.

Il (l'honorable M. Duplessis) insiste particulièrement sur le brillant avenir politique qui attend le député de Brome, un représentant de la minorité de langue anglaise à l'Assemblée législative.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Dépôt de documents:

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Arrêtés en conseil, loi des pensions

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les arrêtés en conseil du lieutenant-gouverneur en conseil, signés depuis le 10 mars 1949, et préparé conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13). (Document de la session no 3)

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau à la page suivante)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 16 février 1950		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
1.	Procureur général: Sûreté provinciale - Dépenses diverses (A. C. no 984, du 7 septembre 1949)	\$ 550,000.00	\$ 546,697.77	\$ 3,302.23
2.	Terres et Forêts: Protection des forêts - Extinction d'incendies forestiers..... (A. C. no 1097, du 5 octobre 1949)	688,000.00	618,668.58	69,331.42
3.	Chasse: <i>Parcs Nationaux:</i> Entretien..... 55,000.00 Construction de camps <u>10,000.00</u> (A. C. no 1133, du 13 octobre 1949)	65,000.00	57,462.96	7,537.04
4.	Terres et Forêts: Pépinière de Berthier (A. C. no 1270, du 17 novembre 1949)	25,000.00	7,745.16	17,254.84
5.	Procureur général: Frais de bureau..... (A. C. no 1401, du 14 décembre 1949)	2,000.00	1,466.06	533.94
6.	Procureur général: Poursuites au criminel (A. C. no 114, du 25 janvier 1950)	100,000.00	43,863.37	56,136.63
7.	Procureur général: Administration des palais de justice et prisons (A. C. no 115, du 25 janvier 1950)	125,000.00	40,380.86	84,619.14
8.	Procureur général: Dépenses de voyage des juges de la Cour des sessions de la paix..... (A. C. no 116, du 25 janvier 1950)	2,000.00	.....	2,000.00

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 16 février 1950		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
9.	Procureur général:			
	Sûreté provinciale:			
	Dépenses diverses (A. C. no 169, du 8 février 1950)	\$ 100,000.00	.....	\$ 100,000.00
		\$1,657,000.00	\$1,316,284.76	\$ 340,715.24

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,
A.-J. Dolbec

Québec, le 16 février 1950

(Document de la session no 4)

Dépôt de documents (*suite*):

Ministère de l'Agriculture, rapport 1948-1949

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1949. (Document de la session no 5)

Ministère des Terres et Forêts, rapport 1948-1949

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1949. (Document de la session no 6)

Travaux de la Chambre:

Projets de loi inscrits au *Feuilleton*, censure des publications

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'intention du gouvernement de procéder à la censure des publications dans la province de Québec, afin d'en éliminer celles qui sont immorales et

dangereuses. Nous voulons protéger la morale publique. Il y a des publications dangereuses au Canada et dans notre province, des volumes à titres ronflants avec des photos qui sont pornographiques et tendancieuses. Des personnes de bonne foi peuvent s'y faire prendre et c'est notre devoir de les protéger. C'est donc notre intention, par une loi qui sera déposée la semaine prochaine, d'obliger tous les éditeurs de ces publications à s'enregistrer, mais cette obligation ne sera pas imposée aux éditeurs de journaux et de publications de caractère religieux. La mesure permettra à la police provinciale de saisir toute publication suspecte et de l'examiner.

La censure que nous proposons d'imposer sera exercée par trois membres du Bureau de censure des films de cinéma et si les intéressés ne sont pas satisfaits de la décision rendue, ils pourront en appeler à la Cour de magistrat de la province de Québec. Lors de la dernière session, le ministre fédéral de la Justice, l'honorable Stuart Garson, a fait adopter des amendements au Code criminel auxquels nous avons contribué pour éliminer les "crime comics". Nous voulons coopérer avec le ministre de la Justice, mais je suis convaincu que notre loi va donner encore des résultats supérieurs. Nous ne voulons pas imposer d'entraves à la liberté de parole, mais nous voulons mettre fin à la licence, pour le plus grand bien de notre peuple. L'honorable M. Duplessis demande à l'opposition de donner des suggestions au sujet du projet de loi.

Problème du logement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) parle d'un autre bill ayant pour titre "Loi favorisant le règlement du problème du logement". Il s'agit, dit-il, de donner au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de faire des ententes avec le gouvernement fédéral, les corporations municipales et autres corps publics ou privés, dans le but de favoriser le règlement du problème du logement.

Écoles de protection de la jeunesse

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) annonce une loi sur les écoles de protection de la jeunesse. Le but de cette loi, dit-il, est de simplement refondre, en les humanisant, les lois qui nous régissent présentement, spécialement celles des écoles d'industries. On veut surtout faire disparaître de leurs textes, tous les mots qui pourraient porter préjudice ou blesser, nuire ou même embarrasser inutilement celui qui fait un séjour dans ces écoles. Un autre point important de cette loi est que les diverses institutions concernées pourront être reclassifiées sous les textes révisés des deux lois et qu'il sera plus facile d'appliquer ces lois.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté¹¹.

La séance est levée.

NOTES

1. *L'Événement-Journal* du 17 février 1950, à la page 3, rapporte que les galeries sont "bien remplies" durant cette séance.

2. *Le Canada* du 17 février 1950, à la page 1, rapporte qu'une quarantaine de pétitions tombent sur la table du greffier, présentées par 15 députés, qui

sont tous applaudis à chaque présentation parce qu'ils se levaient pour la première fois.

3. *Le Montréal-Matin* du 17 février 1950, à la page 5, affirme que M. Marler demande systématiquement des explications pour chacun des projets de loi présentés en première lecture, et que ceci prend une "bonne demi-heure" au début de la séance.

4. John Lewis fut un syndicaliste très charismatique du Committee for Industrial Organisation (C.I.O.), organisme très populaire aux États-Unis, par sa nouvelle stratégie d'occupation d'usines de l'automobile et de sidérurgie.

5. John Alexander Macdonald (1815-1891), premier ministre conservateur du Canada de 1867 à 1873 et de 1878 à 1891.

6. John Jones Ross (1831-1901), premier ministre conservateur du Québec et commissaire à l'Agriculture et aux Travaux publics de 1884 à 1887.

7. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre libéral du Québec de 1887 à 1891 et commissaire à l'Agriculture et à la Colonisation de 1888 à 1890.

8. Armand Lavergne (1880-1935), homme politique nationaliste. Il fut député libéral de Montmagny à la Chambre des communes de 1904 à 1907, il quitta ce poste pour devenir député nationaliste à l'Assemblée législative de 1908 à 1916. Député conservateur à la Chambre des communes dans Montmagny, de 1930 à son décès.

9. Selon *Le Devoir* du 17 février 1950, à la page 3, le discours de M. Thibeault a duré 45 minutes. *Le Montreal Star* du même jour, à la page 4, mentionne plutôt 50 minutes.

10. Selon *Le Devoir* du 17 février 1950, à la page 3, le discours de M. Fox a duré une demi-heure. *La Presse* du 17 février 1950, à la page 15, mentionne que MM. Thibeault et Fox ont été applaudis par la droite à plusieurs reprises dans leur discours respectif.

11. *L'Action catholique* du 17 février 1950, à la page 3, précise qu'après l'ajournement, "les députés ont entouré MM. Thibault et Fox pour les féliciter de leur succès".

Séance du mardi 21 février 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de Alphonse Olivier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la substitution de Paul Olivier *et uxore* (M. Bélanger);
- de la corporation de la paroisse de Sainte-Étienne-des-Grès et des commissaires d'écoles, ratifiant le règlement no 38 de ladite corporation (M. Bellemare);
- de la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant certaines dispositions de la loi de l'instruction publique (M. Bellemare);
- de Son Excellence monseigneur Georges-Léon Pelletier, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan (M. Bellemare);
- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution (M. Bellemare);
- de la cité de Shawinigan Falls et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement pour fins industrielles (M. Bellemare);
- de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi accordant des pouvoirs additionnels (M. Bertrand);
- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);
- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi demandant l'imposition d'une taxe spéciale (M. Caron);
- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements avec diverses compagnies (M. Ducharme);

- de James Alexander Paterson, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique du droit après avoir passé les examens requis (M. Fox);

- de Jean-Louis Ouellette et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant un territoire en municipalité rurale distincte sous le nom de LaRochelle (M. Goudreau);

- de Rosario Bélisle, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'adopter légalement Aimée-Blanche Pay et Marie-Julienne Hébert (M. Goudreau);

- de la corporation de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir certains pouvoirs additionnels (M. Goudreau);

- de la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'imposer une taxe de vente de 1 % (M. Hébert);

- de la Compagnie d'assurance Provinces-Unies, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à subdiviser son capital-actions (M. Johnson);

- de William George Andrews, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de George William Matheson (M. Johnson);

- de la corporation Le recteur et les membres de l'Université Laval à Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs (M. Prévost);

- de la corporation des techniciens diplômés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi des techniciens diplômés (M. Prévost);

- de Canadian Legion of the British Empire Service League, demandant l'adoption d'une loi permettant au commandement provincial de Québec ou toute succursale de poursuivre et être poursuivi en leurs noms respectifs (M. Rennie);

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Tellier);

- de Joseph-A. Beaulieu et Guillaume-A. Beaulieu, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph Quintal et celle de son épouse (M. Thibeault);

- de la cité de Thetford-les-Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Plage-Laval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Barrière);
- de Hector Cousineau et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture situées dans la cité de Montréal (M. Barrière);
- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi la formant en corporation de cité et lui donnant certains pouvoirs additionnels (M. Blanchard);
- de la ville de Saint-Eustache, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de M. le curé et MM. les marguilliers de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc de Shawinigan, et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Compagnie de cimetière Saint-Michel de Shawinigan (M. Bellemare);
- de Lucien Tremblay et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'incorporation de la Corporation des maîtres électriciens de la province de Québec (M. Bellemare);
- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chartier);
- de la cité de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dallaire);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);
- des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de 1 % dans la cité de Sorel (M. Gagné);
- de Arthur Murray Bain, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à l'exercice de chirurgien dentiste dans la province de Québec (M. Gatién);
- de dame Marie-Théodora Moreau, en religion Mère Marie-Théodora Courville, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Hôpital Maisonneuve" (M. Gatién);
- de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de Charles Côté, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Marie-Joseph Lorange (M. Gérin);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi leur accordant le droit de percevoir une taxe spéciale (M. Gérin);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Goudreau);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hanley);
- de Léonard Lauzon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation

sous le nom de la Compagnie d'assurance mutuelle des "Drive Yourself" (M. Johnson);

- de L.-Narcisse Ducharme et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu G.-N. Ducharme (M. Johnson);

- de dame Irène Déa et de J.-Edmond Levesque, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Joseph-Edmond-Déa Levesque (M. Jolicoeur);

- de Rodrigue Moore, demandant l'adoption d'une loi relativement à son contrat de mariage (M. Johnson);

- des commissaires d'écoles pour la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de 1 % (M. Leclerc);

- de la ville de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Matte);

- de la ville de Malartic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Miquelon);

- de la ville d'Amos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Miquelon);

- de la ville de Val d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Miquelon);

- de Harry Bernard Zaritsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Harry Bernard Zarr (M. Miquelon);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Vachon);

- de Henri Fortier et autres, demandant l'adoption d'une loi accordant à la ville de Hauterive certains pouvoirs spéciaux (M. Ouellet);

- de Le Parthénon, demandant l'adoption d'une loi décrétant non imposables les immeubles qu'il possède actuellement et qu'il possèdera à l'avenir, dans la cité de Sherbrooke (M. Prévost);

- de la ville de Courville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Prévost);

- de Miles Lawrence Williams et A. Lyle Williams, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Miles Williams (M. Rennie);

- de Royal Edward Laurentian Hospital, demandant l'adoption d'une loi afin de faire ratifier et confirmer leur titre à certaines propriétés (M. Rennie);

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- des commissaires d'écoles de Saint-Léon de Westmount, demandant l'adoption d'une loi les exemptant de l'application de certaines lois (M. Roche);

- de la communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, demandant

l'adoption d'une loi aux fins de confirmer un titre de propriété (M. Roche);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant leur charte (M. Saucier);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom actuel de la corporation en celui de la Commission des écoles catholiques de Québec (M. Saucier);

- de dame Alice Pelletier, en religion sœur Saint-Louis de Gonzague, et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Hôpital Laval" (M. Saucier);

- de l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi définissant mieux les buts de l'Association (M. Bellemare);

- de l'honorable Lucien Moraud et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Bureau des gouverneurs de l'École de commerce de Québec, inc. (M. Saucier);

- des sœurs de Jeanne-d'Arc, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des sœurs de Sainte-Jeanne-d'Arc (M. Saucier);

- de General Petroleum Refineries, Ltd., demandant l'adoption d'une loi confirmant les droits exclusifs de M. Gaston Élie (M. Tellier);

- de la ville d'East Angus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);

- de la corporation du collège de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi interprétant le testament de feu Albert Comtois, médecin (M. Thibeault).

Projets de loi:

Publications et morale publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 concernant les publications et la morale publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Protection de la jeunesse

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 relatif aux écoles de protection de la jeunesse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Problème du logement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 favorisant le règlement du problème du logement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Protection de la jeunesse

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 35 relatif aux écoles de protection de la jeunesse.

Adopté.

Problème du logement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 36 favorisant le règlement du problème du logement.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 16 février courant, sur la motion proposée par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. l'administrateur de la province de Québec:

À l'honorable M. l'administrateur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) formule ses hommages à l'Orateur dont le rôle, dit-il, consiste à sauvegarder la liberté de parole des députés et à maintenir en tout temps un équilibre impartial entre le gouvernement et l'opposition¹. Il (M. Marler) promet qu'il observera les règlements. Il regrette la maladie du lieutenant-gouverneur et lui souhaite un

prompt rétablissement. Il rappelle le souvenir de l'ex-président de la Chambre haute, M. Alphonse Raymond, qui vient de démissionner pour cause de santé. Il (M. Marler) félicite le proposeur (M. Thibeault) et le seconneur (M. Fox) de l'adresse, qui, dit-il, a fait l'un des meilleurs discours prononcés en cette Chambre et que l'on espère entendre encore.

Il (M. Marler) se déclare heureux d'avoir vu le gouvernement continuer la tradition de faire proposer et seconder l'adresse en réponse au discours du trône par un député de langue française et un député de langue anglaise, ce qui est, dit-il, une preuve de la bonne harmonie qui règne dans le Québec.

Il (M. Marler) fait un historique rapide de l'évolution du Canada qui, de simple colonie est devenu une grande nation, réalisant ainsi la prophétie de Sir Wilfrid Laurier qui disait que le XX^e siècle serait le siècle du Canada. Il signale également l'importance de l'Année sainte, une étape dans la vie religieuse des catholiques du monde entier. Tous les chrétiens s'unissent, dit-il, pour souhaiter sincèrement que Dieu exauce les prières qui lui seront adressées pour que le monde jouisse enfin des bienfaits d'une paix durable dans la pratique d'une véritable charité chrétienne.

M. l'Orateur, nous sommes très heureux de voir notre ami l'honorable ministre des Travaux publics (M. Lorrain) en bonne santé et nous espérons que sa convalescence est terminée. L'an dernier, il a franchi le pont du mariage, construit sans soumission, du moins je n'en doute pas; et, à l'automne, quand j'ai appris la nouvelle de sa maladie, j'ai eu peur que le ministre ait traversé ce pont trop rapidement. Aujourd'hui, quand je le vois à son siège tout souriant, je suis complètement rassuré quant à son bien-être, et je vois que nous pouvons, tous les deux, concentrer notre attention sur les ponts de la province.

Je vais aussi féliciter l'honorable ministre de la Voirie (M. Talbot) à l'occasion de son heureux mariage. J'ai pensé qu'il s'était marié à la route de Chibougamau, mais je note avec plaisir qu'il a suivi un autre chemin et j'espère que ce sera la route du bonheur pour lui et sa charmante épouse.

(En souriant) M. l'Orateur, le triumvirat des célibataires, qui semblait si fort après les élections de 1948, montre aujourd'hui des signes de faiblesse. L'année dernière, c'est le ministre des Travaux publics qui a faibli, puis le ministre de la Voirie l'a abandonné. Seul reste le premier ministre qui, dans son isolement célibataire, semble être irréductible. Loin de moi la pensée d'être indélicat à son égard et

de lui répéter les conseils que je lui ai donnés en d'autres occasions. Je lui rappellerai seulement l'avertissement affiché sur les routes du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot): "Beware traveller, it is later than you think"².

(Rires de la Chambre)

Nous sommes heureux de le voir en bonne santé et complètement rétabli de la maladie qui l'a frappé au printemps, juste à la veille des élections fédérales. Badinage à part, je veux exprimer au premier ministre mes remerciements pour s'être rendu à ma demande, encore cette année, en nous facilitant les services d'un officier en loi. Cette initiative nous permettra non seulement de faire une critique plus au point des projets de loi mais, directement ou indirectement, elle servira les intérêts de la population, que nous devons tous rechercher quand nous travaillons ensemble à la législation.

Nous avons raison de tirer une grande satisfaction de la prospérité que notre pays et notre province ont connue en 1949. À la fin de 1948, beaucoup de gens se demandaient si nous ne devions pas nous attendre à un ralentissement dans les affaires au cours de 1949. Heureusement, les conditions économiques qui ont subsisté l'an dernier ont été extrêmement favorables. Le total de notre commerce extérieur a dépassé le total de 1948; la moyenne nationale des salaires et gages hebdomadaires a atteint le chiffre sans précédent de \$43.78 à la fin de novembre dernier, et l'index de la production industrielle au même moment a été au même niveau que l'an dernier. Le montant des épargnes à la fin d'octobre a été le plus élevé dans l'histoire du pays et, d'une façon générale, on peut dire qu'à peu près tous les indices nationaux de 1949 se comparent très favorablement à ceux de 1948. Cependant, nous ne devons pas fermer les yeux et ignorer quelques facteurs moins prometteurs.

Au cours de 1949, il y a eu une légère diminution dans le total de nos exportations à l'étranger - malgré que le chiffre de notre commerce total ait augmenté - et il paraît que le surplus provenant de notre commerce sera à peu près \$200,000,000 de moins qu'en 1948. Le fait aussi que le débit du Canada dans son commerce avec les États-Unis ne semble pas diminuer n'est pas favorable, surtout lorsqu'on tient compte de la dévalorisation des monnaies des pays de l'Europe qui achètent beaucoup de nos produits.

Un autre indice de la nécessité d'être sur nos gardes se trouve dans notre situation ouvrière. À cause surtout du fait que le Canada est un jeune pays, le nombre de personnes qui s'ajoutent à la force

ouvrière chaque année se chiffre au nombre considérable de 100,000 et, par conséquent, nous avons en tout temps le problème de trouver de nouveaux emplois pour les jeunes.

Mais la situation dans la province de Québec est moins favorable que celle du pays en général. Premièrement, l'index de l'emploi pour le Québec a accusé une diminution de près de quatre points à la fin d'octobre dernier, comparé à une diminution d'un point pour l'index national; et le nombre de personnes de notre province touchant des prestations d'assurance-chômage est plus considérable que celui de la province d'Ontario, où la population est plus nombreuse que la nôtre.

Un autre indice défavorable qui nous intéresse particulièrement réside dans le nombre des faillites qu'il y a eu en 1949. Alors que les faillites au Canada se chiffraient à 739, il y en a eu 571 ou 77 % dans la seule province de Québec. Le chiffre de 571 se compare à 84, en 1948, et à 51, en 1947; il y a donc une situation qui est pour le moins assez inquiétante.

Le gouvernement doit se méfier. Il n'y a pas de raison pour que le nombre de chômeurs soit plus élevé chez nous qu'ailleurs; il n'y a pas de raison pour que les faillites soient beaucoup plus nombreuses maintenant dans Québec qu'elles ne l'ont été pendant des années; il n'y a pas de raison pour que l'index de l'emploi ait baissé plus dans le Québec que dans l'Ontario, surtout lorsque la moyenne des salaires hebdomadaires payés dans le Québec est inférieure à celle de l'Ontario.

Je n'attire pas l'attention du gouvernement sur ces faits parce que je suis pessimiste quant à l'avenir de notre province. Au contraire, je suis très optimiste, mais il est essentiel que le gouvernement poursuive une politique saine et qu'il comprenne bien le rôle qu'il doit jouer dans notre économie.

Nous avons des richesses naturelles qui prennent de plus en plus d'importance à mesure que l'on découvre de nouveaux trésors miniers dans le Nouveau-Québec. Sur ce point, il faut que le gouvernement ait une politique plus précise et qu'il s'occupe de la mettre en vigueur. L'an dernier, dans le débat sur l'adresse, j'ai dit, parlant du développement de nos richesses naturelles, que "le principe de base est que nos richesses naturelles devraient être exploitées et traitées de façon à ce qu'elles produisent le maximum de bénéfices pour les citoyens de la province, qu'il ne faut pas seulement se limiter aux salaires payés pour la coupe de bois, l'extraction des minerais et l'agencement de nos pouvoirs d'eau, et aux taxes que le gouvernement peut prélever sur toutes ces opérations".

Pas de provincialisme étroit, mais une nouvelle orientation s'impose dans le développement des ressources naturelles. Je veux que les profits réels, représentés par les salaires payés à ceux qui convertissent ces matières premières en produits manufacturés et par les bénéfices de ce travail, soient recueillis autant que possible par les gens du Québec et dans une meilleure mesure qu'à l'heure actuelle.

Il est évident qu'il est plus avantageux pour nous que nos matières premières soient ouvrées dans la province par des industries dont nous sommes propriétaires, au lieu d'être expédiées en dehors de la province sous leur forme brute. Car, si nous exécutons nous-mêmes ces opérations manufacturières, les bénéfices de ce travail seraient partagés entre les ouvriers et les industriels et resteraient dans la province pour y être dépensés.

Nous devons avoir constamment en vue deux objectifs: premièrement, encourager les citoyens de notre province à placer leur argent dans l'industrie québécoise et à profiter des immenses avantages qui sont actuellement à notre disposition ou le deviendront bientôt; et, deuxièmement, prendre toutes les mesures raisonnables pour encourager et susciter l'établissement dans Québec d'industries qui pourraient traiter sur place, pour en faire des articles manufacturés, les matières premières extraites du sol et du sous-sol de notre province. Ayons le courage d'appuyer avec notre argent nos convictions optimistes sur l'avenir de la province.

De 1916 à nos jours, les dépôts aux comptes d'épargne dans les banques à charte sont passés de \$780,000,000 à \$4,447,000,000, et l'actif des compagnies canadiennes d'assurances est passé de près de \$300,000,000, en 1916, à \$3,659,000,000, en 1946. Québec a participé à ce nouveau mouvement général dans tout le Canada. Le progrès réalisé par les caisses populaires et les banques est frappant. Il y a 16 ans, l'actif des caisses était inférieur à \$10,000,000; aujourd'hui il atteint \$207,000,000.

À mon avis, le temps est donc venu où nous devons parler aux citoyens de Québec des énormes avantages qu'il y a pour nous de fournir nous-mêmes le capital requis pour le développement de nos richesses naturelles, et leur dire que si nous ne fournissons pas ce capital nous-mêmes, nous ne pourrions pas retirer le maximum de ces richesses. Je ne dis pas que je suis opposé à ce que le capital étranger vienne participer à nos entreprises; je sais fort bien que, dans certains cas, les risques à courir sont très considérables et que, parfois, ils dépassent nos ressources financières. Mais que le gouvernement cesse surtout de parler toujours du capital étranger comme si celui-ci était le

seul auquel nous pouvions faire appel pour développer le grand héritage que nous possédons et que nous voulons garder pour nous-mêmes. Je crois que nous devons tâcher de mettre plus d'accent et plus d'emphase sur nos propres capacités et sur les avantages que nous pourrions retirer nous-mêmes si nous avions le courage d'appuyer avec notre argent nos convictions optimistes quant à l'avenir du Québec.

Au mois de décembre dernier, nous avons appris du journal *Financial Post* que la compagnie Hollinger North Shore, à qui, avec la Labrador Mining & Exploration, le gouvernement a fait des concessions d'exploitation au Nouveau-Québec, avait conclu un accord avec les grandes aciéries des États-Unis, par lequel les intéressés ont organisé non pas au Canada, non pas dans la province de Québec, mais dans l'État du Delaware, aux États-Unis, une nouvelle compagnie qui s'appelle Iron Ore Company of Canada, et qui aura éventuellement un capital de \$170,000,000. Hollinger North Shore doit consentir à cette nouvelle compagnie une espèce de sous-bail que le *Financial Post* qualifie de "partial surrender of mining rights".

Peut-être que cette transaction est un pas essentiel vers le développement de nos mines de fer, mais il est regrettable de constater que la proposition des parts dans la nouvelle compagnie attribuée à Hollinger North Shore est assez minime, et donc que la participation canadienne dans la nouvelle compagnie est plus minime encore qu'elle ne l'était lorsque le bail lui fut consenti par la province. La portée de cet événement ne nous échappe pas et nous aurons l'occasion d'en reparler.

La production canadienne d'amiante, par ailleurs, représente plus de 80 % de la production mondiale de l'amiante et elle provient exclusivement des mines de notre province. Malgré cela, à peu près la totalité de notre production est exportée aux États-Unis sous sa forme brute et on l'emploie dans un grand nombre de produits manufacturés. En effet, en 1948, nous avons exporté 96,3 %³ de notre production et nous avons gardé au Canada moins de 4 % et, ce qui est assez surprenant, c'est qu'en cette année-là, comme par le passé, le Canada a importé des produits manufacturés d'amiante pour une valeur de \$3,751,979. C'est une situation anormale qui réclame l'attention sérieuse des personnes qui s'intéressent à la situation économique de notre province et, surtout, du gouvernement qui doit tenter d'y apporter une amélioration...

L'honorable M. Labbé (Mégantic) veut poser une question et se lève pour "renseigner" le chef de l'opposition.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

J'inviterais le ministre à prendre la parole après moi et à son tour. Nous ne l'entendons pas souvent en Chambre. Ce sera une bonne occasion pour lui de prendre la parole.

Il est difficile de parler de l'industrie de l'amiante sans penser à la situation ouvrière et à la politique du gouvernement en ce domaine, qui est loin d'être satisfaisante. Il (M. Marler) rappelle les conflits récents qui ont déséquilibré notre économie et rendu plus difficiles les relations entre patrons et ouvriers. Évidemment, dit-il, elle satisfait le petit nombre d'employeurs et le peu de gens qui admirent les manières fortes et qui croient qu'il y a lieu en tout temps de remplacer la conciliation par la force. Mais, pour les employeurs raisonnables et humains et les ouvriers en général, c'est-à-dire la grande masse de notre population, la politique du gouvernement actuel a besoin d'une nouvelle orientation; et je crois qu'un changement s'impose parce que, sous le régime actuel, les ouvriers commencent à perdre leur confiance dans l'impartialité du gouvernement et dans les institutions que nous avons créées pour l'administration de nos lois ouvrières.

Nos législations reposent sur des fondements sains et adéquats pour régler les conflits de travail. Ce dont nous avons besoin, c'est une attitude différente de la part de ceux qui administrent ces législations. C'est-à-dire que nous n'avons pas besoin d'un autre Code du travail, d'un autre bill 5, mais plutôt d'un autre esprit envers les problèmes ouvriers de la part du gouvernement, d'un esprit à la fois plus sympathique et plus conciliateur.

Il est très important de prendre tous les moyens pour maintenir le respect dû au système de conciliation et d'arbitrage, parce qu'il a déjà fait ses preuves et qu'il serait regrettable qu'à cause de circonstances malheureuses les ouvriers perdissent confiance en cette procédure pour régler les différends avec leurs employeurs.

Je me demande si les délais dans le règlement des différends ouvriers ne sont pas trop longs et s'il n'y a pas lieu de les raccourcir. L'essentiel d'un arbitrage est l'égalité; or, actuellement, les délais jouent toujours contre les ouvriers qui sont les moins capables de les supporter et même la rétroactivité de la sentence arbitrale ne corrige pas entièrement la difficulté. Le conseil d'arbitrage est censé rendre sa sentence avec le plus de diligence possible, mais il n'est obligé de le faire que dans les trois mois qui suivent la date de la nomination de son président, et il est loisible au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) d'accorder un délai supplémentaire.

Je me demande aussi si le gouvernement ne manque pas d'impartialité. Prenons l'exemple de la grève de l'amiante. Dans cette grève, un des différends les plus importants portait sur l'acceptation par les compagnies de la formule Rand. Le syndicat voulait que cette formule soit acceptée par les compagnies; les compagnies de leur côté n'en voulaient pas. Il était donc évident qu'aussitôt qu'un conseil d'arbitrage serait constitué, cette question lui serait soumise par les intéressés. Qu'est-ce que le ministre du Travail a fait dans les circonstances? Pendant que la grève sévissait et avant qu'il y ait eu entente sur la formation d'un conseil d'arbitrage, le ministre, qui parlait évidemment pour le gouvernement, tenait une espèce de conférence de presse dans laquelle il donnait au long son opinion sur la valeur de la formule Rand et donnait les raisons pourquoi il y était opposé.

Je ne nie pas au ministre le droit d'avoir ses idées quant à la valeur de la formule Rand; je ne nie pas au gouvernement le droit de condamner cette formule s'il juge qu'elle est contre l'intérêt général; mais je trouve que le ministre a choisi un moment fort inopportun pour faire sa déclaration. À ce moment-là, il savait que c'était une question qui se posait dans la grève de l'amiante; il devait supposer que ce serait lui, plus tard, qui aurait à choisir le président du conseil d'arbitrage; il savait qu'il avait la responsabilité d'agir d'une façon impartiale. En dépit de tout cela, il a fait une déclaration de principe qui n'était pas autre chose qu'une décision prématurée d'une difficulté survenue entre les grévistes et leurs patrons.

Aujourd'hui, la situation de l'emploi n'est pas tout à fait satisfaisante, lorsque nous la comparons à celle de l'Ontario. Le 13 janvier, l'effectif de chômage du Québec s'élevait à 99,000, comparativement à 79,000 pour l'Ontario, qui est une province plus grande. Non seulement la situation du chômage est-elle plus mauvaise chez nous qu'en Ontario, mais les salaires moyens sont plus bas: au Québec, la moyenne est de \$41.81, et dans l'Ontario, de \$45.25. L'écart salarial entre les deux provinces était minime en 1946, lorsqu'il était à \$1.44 comparativement à \$3.44 en novembre dernier. Si l'on prend les différentes industries, on constate des écarts inexplicables. Il n'y a que dans l'industrie de la pulpe, où les salaires sont plus élevés dans le Québec que dans l'Ontario. Notre moyenne est de \$51.57 par semaine comparativement à \$49.89 dans l'Ontario.

Dans les autres industries, la moyenne chez nous est partout plus basse. Il n'est pas suffisant de dire que la raison de cet écart défavorable au Québec est due au fait qu'il y a plus d'industries lourdes en

Ontario; il serait avantageux d'augmenter chez nous le nombre d'industries lourdes; mais cette explication n'est pas suffisante pour justifier l'écart défavorable au Québec dans les mêmes industries, comme dans le cas de l'industrie forestière où les salaires sont en moyenne de \$8 par semaine plus bas que chez nos voisins: soit \$39.28 contre \$31.28 dans Québec. Pourquoi? Serais-ce à cause de l'attitude du gouvernement envers le mouvement ouvrier québécois? Je constate des faits, c'est au gouvernement de les expliquer.

Le gouvernement a raison de parler de l'importance de l'agriculture. Mais pense-t-on que le prêt agricole, l'électrification rurale, la mécanisation et l'amélioration ainsi que l'agrandissement de notre domaine agricole sont suffisants pour aider nos cultivateurs à parer aux menaces de crises que je viens de mentionner? Bien des facteurs sont venus modifier la situation depuis la dernière session. Il y a la dévalorisation de presque toutes les devises monétaires du monde; désir de la Grande-Bretagne de conserver ses réserves en dollars américains, ce qui la pousse à acheter du bloc sterling, plutôt que de nous. Ce sont, en substance, autant de circonstances défavorables aux marchés agricoles canadiens.

Il y a aussi le surplus de produits agricoles à l'intérieur des États-Unis qui non seulement nous écarte de ce marché, mais aussi place les États-Unis, qui financent le plan Marshall, en meilleure posture que nous pour vendre ses produits aux pays qui adhèrent à ce plan Marshall. Toutes ces circonstances peuvent donc provoquer un fléchissement sur la structure des prix des produits agricoles et sur la prospérité de nos cultivateurs. Pour parer au choc, il nous faut donc trouver d'autres débouchés et aussi s'efforcer de diminuer le coût de production. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire pour atteindre ces objectifs?

Il y a des aspects du problème qui ne relèvent que du gouvernement fédéral, mais le gouvernement provincial n'a pas le droit de se désintéresser de la question. Il (M. Marler) suggère une habile propagande pour répandre dans la population rurale le goût des études. Les agronomes ont un grand rôle à jouer pour amener les cultivateurs à réduire le coût de la production. Il est essentiel que le gouvernement augmente le nombre des agronomes, qu'il favorise la multiplication de leurs visites aux fermiers et leur verse des salaires convenables. En plus de diminuer le coût de la production, il faudrait aussi encourager chez nous une plus grande production de nos produits agricoles.

L'industrie avicole est assez importante puisqu'elle représente \$22,703,000 par année; il

conviendrait que le gouvernement s'en occupe et fasse une propagande intelligente pour augmenter la consommation domestique.

Il en est de même des produits de l'érable qui ont atteint, en 1949, la somme importante de \$11,000,000. La production du sirop et du sucre d'érable se faisant pendant une période d'inactivité sur la ferme, il y a lieu d'encourager cette industrie dont les avantages économiques sont considérables. Mais, pour maintenir la réputation de ces deux derniers produits sur les marchés étrangers, il faut travailler à remplacer de plus en plus les vaisseaux en fer blanc par des vaisseaux en aluminium.

En résumé, la situation agricole réclame l'attention suivie du gouvernement et demande de l'action. Il ne faut pas se contenter de ce qui a été fait dans le passé. Il faut une propagande nouvelle en faveur de nos produits, une meilleure qualité et une efficacité supérieure.

Nous devons être contents qu'enfin le Canada ait supprimé les appels au Conseil privé. Il faut se rappeler que les jugements du Conseil privé ne sont qu'une recommandation à Sa Majesté par le comité judiciaire du Conseil privé. En somme, c'est une ordonnance du gouvernement impérial à laquelle on donne suite au Canada. Ces appels n'étaient plus en accord avec le statut du Canada comme nation autonome, et l'adoption par le Parlement canadien d'une loi les supprimant fait plaisir à tout le pays, et particulièrement au Québec. Un autre amendement, celui qui confère au Parlement canadien le pouvoir de modifier notre Constitution, à l'exception de quelques parties, est d'une importance profonde et d'un intérêt particulier pour nous, membres de l'Assemblée législative.

Les deux théories de la constitution "loi" et de la constitution "pacte" ont donné lieu à des discussions intéressantes, mais il n'est pas nécessaire, à l'heure actuelle, de choisir entre les deux. Il est plus important de se rendre compte de l'ensemble de la situation afin de déterminer la protection qui est réellement donnée par la Constitution aux droits des provinces, aux langues officielles et aux minorités en matière d'éducation. Ceci nécessite, à mon avis, un examen des amendements à la Constitution votés de temps à autre par le Parlement de Westminster. Je n'ai aucunement l'intention de donner à la Chambre l'histoire de chacun de ces amendements. Il suffira d'en donner un sommaire.

Les trois amendements adoptés en 1871, 1875 et 1886, c'est-à-dire peu de temps après la Confédération, ont eu comme objet: 1. la clarification des pouvoirs du Parlement fédéral quant

à l'organisation de nouvelles provinces dans les territoires ajoutés au Canada; 2. les privilèges de la Chambre des communes et du Sénat; et 3. la représentation aux Communes et au Sénat des territoires ajoutés au Canada. Dans tous ces cas, les gouvernements provinciaux n'ont pas été consultés.

Le quatrième amendement a été adopté en 1907. Il avait trait aux subsides fédéraux aux provinces, cette question ayant été discutée par le fédéral et les provinces à une conférence tenue en 1906. Dans ce cas, évidemment, les gouvernements provinciaux avaient été consultés et, à l'exception de la Colombie-Canadienne, tous étaient favorables à l'amendement. La Colombie-Canadienne a protesté au gouvernement impérial, mais malgré son objection, l'amendement a été adopté.

Trois autres amendements ont été votés en 1915, 1916 et 1930. Ils avaient respectivement les objets suivants: 1. l'augmentation du nombre de sénateurs et un changement dans les divisions du Canada en ce qui concernait la composition du Sénat; 2. le prolongement du terme du Parlement élu en 1911; et 3. la remise aux provinces de l'Ouest de leurs ressources naturelles. Dans tous les cas, les gouvernements provinciaux n'ont pas été consultés.

En 1940, un amendement a été adopté pour permettre au Parlement fédéral de légiférer sur l'assurance-chômage. Les gouvernements provinciaux ont été consultés et tous ont donné leur consentement. En 1943, il y a eu un autre amendement en vue de retarder le rajustement de la représentation des provinces à la Chambre des communes, nécessité par le recensement de 1941. Québec a protesté contre l'adoption de cet amendement, mais il fut voté quand même par le Parlement impérial.

En 1946, le dixième amendement à la Constitution fut voté. Il avait comme but une nouvelle base de représentation des provinces à la Chambre des communes. Les gouvernements provinciaux, comme en 1943, n'ont pas été consultés et, malgré la protestation du gouvernement de Québec, l'amendement fut adopté.

Puis, c'est le dernier, en 1949, l'amendement que j'ai mentionné tantôt a été adopté. Par celui-ci, le Parlement impérial a transporté au Parlement canadien le pouvoir de modifier la Constitution du Canada, sauf en ce qui relève exclusivement des Législatures des provinces, en ce qui concerne les droits et privilèges accordés ou garantis à la Législature ou au gouvernement d'une province, ou à quelque catégorie de personnes en matière d'écoles, en ce qui concerne l'emploi du français ou de l'anglais, en ce qui concerne la nécessité d'une

session annuelle du Parlement et le terme d'un Parlement. Les gouvernements provinciaux n'ont pas été consultés sur cet amendement.

Si on étudie ces divers amendements, on note plusieurs points:

1. Dans tous les cas, sauf en 1875, l'amendement a été voté par le Parlement impérial sur une adresse conjointe de la Chambre des communes et du Sénat.

2. Bien que les amendements touchassent à des questions qui intéressaient les provinces, tous les gouvernements provinciaux n'ont été consultés qu'en deux cas seulement: en 1907, lors de l'augmentation des subsides fédéraux aux provinces et en 1940, lors de l'adoption de l'amendement concernant l'assurance-chômage.

3. Le Parlement impérial et le Parlement canadien n'ont pas jugé que la consultation des gouvernements provinciaux ni leur approbation étaient nécessaires dans les autres cas, et en deux occasions, ils ont agi malgré l'opposition expresse de la Législature ou du gouvernement de Québec.

4. Aucun des amendements n'a changé la répartition de pouvoirs législatifs entre le Parlement fédéral et les Législatures provinciales, sauf celui de 1940 auquel les gouvernements provinciaux ont consenti, et aucun des amendements n'a modifié les droits et les privilèges d'une Législature ou d'un gouvernement provincial ou de quelque catégorie de personnes en matière d'écoles ou quant à l'emploi de l'anglais ou du français.

5. L'amendement de 1949 donne au Parlement fédéral le pouvoir de modifier la Constitution, sauf en ce qui concerne les questions exclusivement du ressort des gouvernements provinciaux et les droits et privilèges quant aux écoles et aux langues officielles.

Ceci veut dire qu'à l'heure actuelle, il y a une partie de la Constitution que les Législatures des provinces peuvent modifier selon les dispositions de la section 92; une deuxième partie que le Parlement fédéral peut modifier en vertu de l'amendement de 1949; et une troisième partie qui ne peut être modifiée ni par les Législatures provinciales ni par le Parlement fédéral, et qui se compose des matières exceptées de l'amendement de 1949. Pour employer une expression courte, j'appellerai cette troisième partie la "partie réservée" de la Constitution.

Il est raisonnable d'inférer de toute cette série d'amendements, et surtout du langage même de l'amendement de 1949, que le Parlement canadien a reconnu et reconnaît que la partie réservée de la Constitution ne doit être modifiée qu'avec le consentement des gouvernements provinciaux.

Dans les premières années après la Confédération, le Parlement de Westminster aurait, je pense, sauvegardé jalousement les droits des provinces et des minorités, et il aurait exigé leur consentement. Mais, comme opinion personnelle, je crois qu'il est réaliste de penser que le Canada, étant considéré aujourd'hui comme une nation souveraine, le Parlement de Westminster ne refuserait pas un amendement sollicité par le Parlement canadien, quel que soit l'effet de cet amendement sur les droits des provinces...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Cela veut dire que le Parlement de Westminster ferait une infamie.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne crois pas que le Parlement canadien chercherait à obtenir, sans le consentement des provinces, des modifications de la partie réservée de la Constitution; mais je serais plus à mon aise, plus sûr, si le pouvoir de faire de telles modifications était transporté et aux Législatures des provinces et au Parlement fédéral. Je crois que si nous pouvions effectuer de cette façon le rapatriement complet de notre Constitution, les droits des provinces et des minorités, auxquels nous avons toujours attaché tant d'importance, seraient sauvegardés d'une manière satisfaisante et sûre. À mon sens, il y a là un argument très puissant qui milite en faveur d'une entente sur la procédure à suivre pour effectuer les amendements futurs et sur la protection qu'il faut donner aux droits des provinces et des minorités.

J'ai été très content de constater qu'à la conférence d'Ottawa, il y avait un sentiment général qu'il est désirable qu'à l'avenir les modifications à faire à notre Constitution devraient être faites au Canada par des Canadiens, élus par le peuple canadien et responsables à celui-ci. Je crois que la conférence a bien débuté et j'espère que lorsqu'elle reprendra ses séances, on n'éprouvera pas trop de difficultés à s'entendre sur la procédure à suivre à l'avenir, au cas où un amendement semblerait nécessaire.

Cette question de la Constitution de notre pays est d'une importance qui dépasse de beaucoup les limites de la politique partisane et je veux déclarer qu'il n'est aucunement de l'intention de l'opposition libérale de soulever des objections et de faire de la critique dans le seul but de gagner un petit avantage politique. Nous donnerons notre support à tout plan bien conçu qui compléterait le rapatriement de la Constitution et qui donnerait une méthode

logique et rationnelle pour permettre l'adoption au Canada des amendements qui sembleront nécessaires. Je trouve que la décision qui a été prise à Ottawa en janvier de faire une subdivision des divers articles de la Constitution a été logique et prometteuse, et je ne doute pas que cette procédure facilitera énormément l'étude de tous les nombreux aspects de la question. La tâche de placer chaque article de la Constitution dans la catégorie qui lui convient n'ira pas sans difficultés, mais si le bon esprit qui s'est manifesté à la première réunion continue de subsister, les délégués trouveront certainement les moyens de s'entendre.

La catégorie 4 comprend les articles de la Constitution qui pourraient être amendés par le Parlement fédéral et par une majorité des Législatures provinciales. Nous n'avons aucune définition des mots "de la majorité" et nous ne savons pas au juste quelle en sera la portée exacte. À mon sens, on doit se poser la question: "Quelle majorité sera suffisante?"

Je suggère la création de quatre régions canadiennes pour la procédure de contrôle des amendements à la Constitution. Alors que certains articles de la Constitution ne peuvent être amendés que par le Parlement et la majorité des Législatures, on n'a aucune définition de la procédure à suivre.

Il faut rejeter immédiatement l'idée de la majorité en nombre des Législatures provinciales. Cela voudrait dire qu'on ne tiendrait aucunement compte de l'importance des provinces qui composeraient cette majorité. Devons-nous accepter l'idée d'une majorité constituée par des Législatures représentant au moins la majorité de la population canadienne? Je ne le crois pas. Le principe fondamental est clair! Toute modification à la Constitution devrait commander l'appui de la grande majorité des Canadiens dans toutes les parties du pays. C'est essentiel.

Autrement, son adoption pourrait servir non pas à l'avancement de la nation, mais plutôt à créer des frictions et de la discorde qui pourraient retarder le progrès du pays. Il ne faut pas oublier que Québec compte 29 % de la population canadienne et l'Ontario 32 %, et je doute fort qu'il soit sage de mettre l'une ou l'autre de ces provinces dans la situation où elle serait obligée, en dépit de l'importance de sa population, d'accepter la décision d'une majorité dont elle ne fait pas partie. Il serait beaucoup plus acceptable si la majorité nécessaire se calculait autrement.

Je me demande s'il ne serait pas plus logique de diviser le pays en quatre grandes régions, savoir l'Ouest, composé des provinces de la Colombie-Canadienne, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, qui comptent 27 % de la population

canadienne; la région centrale de l'Ontario où il y a 32 % de la population; la région est de Québec avec 29 % de la population; et la région maritime composée de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, avec 12 % de la population, et d'exiger que tout amendement concernant toutes les provinces reçoive l'approbation des Législatures de Québec et de l'Ontario et de trois sur quatre des Législatures dans chacune des autres régions, ou alternativement d'au moins deux de ces Législatures représentant la majorité de la population de la région. Tout amendement adopté en vertu d'un tel système aurait reçu l'approbation de Législatures représentant au moins 80 % de la population.

Je me rends bien compte du fait que ce projet, dont je ne réclame aucunement la paternité, exigerait que tout amendement soit voté par la Législature de Québec. Ce n'est pas le cas. Je ne demande pas un droit de veto; je demande tout simplement que la majorité nécessaire pour l'adoption d'un amendement concernant les droits des provinces tienne compte de l'importance de Québec dans la Confédération canadienne. Parce que la Législature de Québec est la seule où la majorité soit de langue française, il est tout à fait naturel que les gens de Québec veuillent continuer à légiférer quant aux matières qui sont maintenant de la juridiction de cette Législature.

Dans les autres provinces, la majorité est d'origine anglo-saxonne et il importe moins qu'une question soit du ressort de la Législature provinciale ou du Parlement fédéral, parce que, dans les deux cas, la majorité des députés est d'une même langue. La question est bien plus importante dans le Québec et il ne serait pas raisonnable de demander que le peuple de Québec accepte un projet par lequel une partie importante de la distribution du pouvoir législatif peut être changée sans son consentement.

Je crois que cette condition doit être fondamentale, de la même façon que je considère qu'il doit être également voté par la Législature de l'Ontario. Est-il déraisonnable d'insister sur l'appui des deux provinces centrales? Je ne le crois pas. Comme je le disais tantôt, un amendement doit recevoir l'appui de la grande majorité de la population dans toutes les parties du pays, et il n'aurait pas reçu cet appui s'il n'obtient pas l'approbation des Législatures de Québec et de l'Ontario. Dans un tel cas, il serait mieux que l'amendement reste en suspens jusqu'à ce qu'un appui plus général devienne plus évident.

Une autre catégorie comprendrait les articles qui ne pourraient être amendés que par le Parlement

fédéral et toutes les Législatures provinciales. Je comprends la nécessité de donner à chaque province, quel que soit le chiffre de sa population, des garanties sûres, afin que la base de la Confédération ne soit pas changée sans son consentement. Mais il faut être prudent parce que nous ne devrions pas créer une constitution tellement rigide qu'elle pourrait empêcher la réalisation de changements qui seraient demandés par la grande majorité de la population canadienne, y compris la population de Québec. En cherchant des garanties sûres, nous ne devons pas pousser à l'excès la proposition du consentement unanime des Législatures provinciales.

Prenez la question des langues officielles. En vertu de l'article 133 de la Constitution, l'anglais est officiel dans toutes les provinces; le français, dans la province de Québec, au Parlement fédéral et devant les tribunaux fédéraux. Si cet article est placé dans la catégorie du consentement unanime, il est sûr que personne ne serait privé de ses droits quant à l'usage de sa langue, mais cette nécessité de consentement de toutes les provinces pourrait très bien empêcher l'adoption d'un amendement pour rendre le français officiel dans une autre province.

Ne serait-il pas plus logique de proposer qu'aucun amendement, diminuant les droits quant à l'usage de l'une ou l'autre des deux langues, ne pourrait être adopté sans ce consentement unanime, mais qu'un amendement pour ajouter à ces droits n'aurait besoin que du consentement du Parlement fédéral et de la Législature concernée? Une telle proposition serait plus souple que celle du consentement unanime, et donnerait à tout le monde des garanties positives.

Il (M. Marler) remercie la province de Québec du traitement juste et équitable qu'elle accorde aux minorités protestantes. Il est regrettable, dit-il, que cet exemple n'ait pas toujours été suivi ailleurs dans le Canada. Les droits scolaires de la minorité protestante sont garantis par la Constitution et on ne peut les modifier sans amendement à cette loi. Mais il serait raisonnable d'avoir le consentement unanime de toutes les autres Législatures avant d'adopter un amendement constitutionnel en ce sens. Il (M. Marler) souhaite que l'entente continue d'exister dans la conférence fédérale-provinciale, pour obtenir le rapatriement complet de notre Constitution.

À l'heure actuelle, dit-il, notre Constitution est rédigée en anglais seulement. Le rapatriement serait parfait si on décidait à la conférence que la Constitution devienne un Statut canadien qui serait voté par le Parlement fédéral et toutes les

Législatures provinciales, et qui aurait deux versions officielles, l'une en français et l'autre en anglais. Je formule le vœu qu'une décision dans ce sens soit prise par les délégués. La majorité des provinces, dont le consentement sera nécessaire à la modification de certaines clauses dites réservées, devrait nécessairement comprendre et le Québec et l'Ontario. Quant à la proposition du consentement unanime des provinces, je crois qu'on ne devrait pas le pousser trop loin, de peur d'empêcher, par exemple, l'adoption d'un amendement pour rendre le français officiel dans une autre province.

Il (M. Marler) soulève la question du chômage et affirme que la situation commence à être déplorable dans les grandes villes. Bien que le gouvernement de Québec affirme être prêt à faire sa part, dit-il, il commence à rejeter toute la responsabilité sur le fédéral. Le gouvernement a manqué de prévoyance et il s'est mal préparé à la tâche qui l'attend, en dépit des énormes revenus dont il dispose - \$900,000,000 depuis 1944. Malgré ses revenus énormes, le gouvernement n'a pas baissé la dette de la province d'un seul sou. Il a été au pouvoir dans la période de la plus grande prospérité que nous n'ayons jamais connue, il a joui de revenus records, mais il n'a pas eu la prévoyance, soit de diminuer la dette, soit de mettre de côté des réserves pour les mauvais jours.

Il a tout dépensé. Il a dépensé ce qu'il avait, et il a dépensé ce qu'il n'avait pas et ce qu'il avait emprunté. Il a dépensé beaucoup pour les immobilisations, mais il s'est soucié très peu de l'opportunité de l'exécution de ses travaux. Il s'est lancé dans un programme de voirie, de construction de ponts, de drainage, et à un moment où tout le monde, ou presque tout le monde travaillait. Il faisait ainsi concurrence aux demandes de l'entreprise privée pour la main-d'œuvre et pour les matériaux, alors qu'il aurait dû penser à l'avenir.

En 1948-1949, la grande année des élections, il a dépensé, selon l'état sommaire publié dans les journaux le mois d'août dernier, \$65,000,000 pour les immobilisations. Il a dépensé non seulement le budget voté, non seulement les revenus disponibles, mais même plus. À cause de cette politique imprudente, inspirée surtout par les considérations électorales, le gouvernement se trouvait obligé de recourir aux emprunts: emprunt de \$35,000,000 au mois de février dernier, emprunt de \$15,000,000 au mois de septembre. Il a payé une partie des travaux effectués en 1948 à même le budget de l'année courante.

Dans d'autres domaines, le gouvernement fut également imprévoyant, surtout en encourageant la

construction d'écoles, d'hôpitaux et de sanatoriums par des octrois répartis sur de longues années, laissant aux institutions religieuses le soin de financer le coût de construction et le paiement des intérêts en attendant le paiement final de l'octroi, augmentant ainsi le coût réel de la construction. Dans l'avenir, cette politique imposera une charge trop lourde au budget de la province.

Quelles sont les conséquences de cette imprévoyance? Premièrement, le gouvernement a beaucoup diminué son programme de travaux au cours de 1949, et tout a été au ralenti, et ceci juste au moment où le chômage commence à sévir. Deuxièmement, au lieu de se servir de la période de prospérité pour payer une partie de la dette provinciale ou de créer d'autres réserves pour les mauvais jours, le gouvernement a eu recours aux emprunts, et donc il a diminué d'autant son pouvoir de faire des émissions d'obligations lorsqu'il sera désirable et nécessaire de faire des emprunts pour exécuter des travaux pour remédier au chômage.

Le gouvernement a été imprévoyant, mais il n'est pas trop tard pour remédier à la situation. Il faut que le gouvernement, pendant les deux ou trois ans qu'il restera au pouvoir, adopte une politique plus saine. Il lui faut avoir un programme de travaux publics qu'on pourra exécuter utilement, et l'entreprendre de telle façon à tenir compte des conditions de chômage dans les différentes régions de la province. Le gouvernement provincial a des responsabilités.

Le gouvernement fait mal ou manque à ses responsabilités, et nous ferons des suggestions constructives lorsqu'il nous semblera à propos. Dans l'accomplissement de nos devoirs, nous nous proposons de toujours placer au premier plan non pas l'avantage de notre parti, mais les plus grands intérêts de la province⁴.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Applaudissements à droite) (Avec ironie) En entendant parler le chef de l'opposition, je me rappelais un résumé qu'un journal faisait, un jour, du discours d'un sénateur particulièrement loquace, à Ottawa. Le journal disait: "La neige tombait toujours, les pelletiers pelletaient toujours et le sénateur parlait toujours."

(Rires)

Nous sommes au début de l'Année sainte. Le gouvernement et la province catholique de Québec ont accompli un agréable devoir en déléguant deux ministres aux cérémonies inaugurales de l'Année sainte, le 24 décembre dernier. Je ne sais pas si le

chef de l'opposition en a été mortifié, mais il n'en a pas dit un mot dans son discours; il n'a pas trouvé le geste assez important pour le mentionner. Tant pis pour lui! Nous avons voulu, quant à nous, renouveler à notre Saint-Père le pape, le représentant du roi des rois, l'hommage bien respectueux et toujours fidèle de notre attachement.

Toute la province déplore depuis quelque temps la maladie du lieutenant-gouverneur. Il a été victime de son grand dévouement et de son travail de tous les instants dans l'accomplissement de ses hautes fonctions où il fait preuve d'une compétence particulière. Sir Eugène Fiset laissera la réputation d'avoir été le lieutenant-gouverneur le plus populaire que la province n'ait jamais eu. Je suis sûr d'être l'interprète de toute la Chambre et de toute la province en lui offrant nos vœux cordiaux de prompt rétablissement.

La session provinciale en est à ses premières heures. Le discours du trône expose la politique définie et définitive du gouvernement. Il établit les principes clairs, catégoriques, sans équivoque suivant lesquels nous allons continuer à donner à l'administration et à la législation de la province l'orientation qu'elles ont connue jusqu'ici.

Il (l'honorable M. Duplessis) félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône. Je voudrais féliciter le chef de l'opposition, dit-il, mais la vérité m'en empêche. Je l'estime comme leader de la gauche, mais il se trouve dans une situation difficile.

Je me suis demandé, en l'écoutant faire de la casuistique, s'il ne nous faisait pas entendre son chant du cygne. (Pointant du doigt M. Marler) Mon honorable ami sera-t-il encore ici, l'an prochain? Du côté de l'opposition, il n'y a rien de stable. Pour ma part, j'espère qu'il restera, car il est une amélioration considérable sur celui qui l'a précédé, mais les apparences sont que nous allons le perdre parce qu'il se mêle des affaires des autres. Il a parlé du mariage des ministres des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) et de la Voirie (l'honorable M. Talbot) et s'est même intéressé au sort du premier ministre. Est-ce un indice qu'il veut se donner une nouvelle profession en vue d'événements futurs?

Il a parlé d'isolement; je ne suis pas isolé, certes, car la province⁵ est avec moi. Le chef de l'opposition n'a qu'à regarder ici, en cette Chambre, et il verra quels sont ceux qui sont isolés. Si le résultat des dernières élections générales ne le satisfait pas, il n'a qu'à se rappeler l'élection de Brome, où son parti a brillé par son absence, et l'élection de Lévis, où le Parti libéral s'est camouflé sous un nom d'emprunt.

Les apparences sont contraires, parce qu'il a beaucoup parlé d'Ottawa. Le chef de l'opposition s'est plu à parler d'Ottawa. C'est toujours ainsi d'ailleurs, avec les chefs de l'opposition libérale. Quand leurs affaires vont mal, ils se réfugient auprès de leurs amis d'Ottawa. Je lui conseillerais de ne pas confondre la politique fédérale et provinciale. Il existe une grande différence. Il s'est tellement éloigné de la politique provinciale qu'il ne se rappelait pas ce qu'il venait de dire un moment avant.

Le meilleur moyen d'agir selon l'esprit de la Constitution, c'est de réaliser la différence fondamentale qui existe entre la politique fédérale et la politique provinciale, et de comprendre qu'un parti politique provincial ne doit jamais être à la remorque d'un parti fédéral. Cela a joué de mauvais tours aux prédécesseurs du chef de l'opposition. Tout ce qu'il y a de bien dans la province, selon le chef de l'opposition, il faut l'attribuer à Ottawa. Et à part ses amis d'Ottawa, il n'y a pas grand-chose, à ses yeux, dans la province.

Le chef de l'opposition a cru bon de dire qu'il y a eu plus de faillites dans notre province qu'en Ontario, mais il a oublié d'expliquer que c'est dans notre province que se sont établies le plus d'industries nouvelles. Cette déclaration est de nature à causer des répercussions désagréables pour la province à l'étranger et, sur plus, elle ne représente pas exactement la situation, la plupart de nos faillites ayant été très minimes. Du même souffle, le chef de l'opposition a reconnu que nos caisses populaires ont augmenté leur actif, sans dire que cette amélioration est due en grande partie au gouvernement de l'Union nationale qui les a aidées de multiples façons, notamment en leur confiant un emprunt de \$3,000,000 qui leur a rapporté des revenus et un crédit supplémentaire.

Mon honorable ami n'a pas dit ce qu'il faut dire. Dans le discours du chef de l'opposition, je crois reconnaître le discours d'un absent dont il est facile de discerner les accents. Aucun gouvernement n'a fait plus que le mien pour augmenter notre domaine cultivable et forestier, pour donner aux jeunes la chance de faire valoir leurs talents, asseoir l'agriculture sur des bases solides, assurer à la population tous les avantages de l'instruction et de l'éducation, fournir aux ouvriers de la province des moyens de subsistance meilleurs. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a mis au service des cultivateurs le plus grand nombre d'écoles d'enseignement technique. Il (M. Marler) se plaint que les salaires des agronomes sont trop bas. Pourtant, c'est l'Union nationale qui a augmenté les

salaires de tous les agronomes de \$500 et \$600, qu'il a pris en pitié, pour remédier à la situation que leur faisaient les régimes précédents. Si donc ils sont trop bas, qu'étaient-ils avant, sous le régime des amis du chef de l'opposition?

Le chef de l'opposition a aussi critiqué la façon dont le gouvernement protège les ressources naturelles de la province. Il n'appartient pas au chef libéral de parler de cela, lui dont le parti a dilapidé nos ressources naturelles. Le chef de l'opposition a oublié de dire que c'est l'Union nationale qui a agrandi le domaine forestier de la province de plus de 1,500 milles carrés, en achetant la seigneurie de Mingan, qui bouchait l'accès à 20,000 milles de forêts et paralysait toute exploitation forestière et agricole du Saguenay, et en achetant également les limites boisées de la Quebec Pulp and Paper. Ces domaines profiteront maintenant à la province de A à Z et non plus de A à B.

Le chef de l'opposition a dit qu'il est préférable d'avoir du capital canadien pour l'exploitation de nos ressources naturelles. J'en suis, mais ces ressources existaient depuis toujours dans le sol et rien ne se faisait pour les mettre en valeur. C'était le désert. Depuis que l'Union nationale est au pouvoir, le désert a fait place à l'activité et à l'espérance; la misère a été remplacée par la prospérité et la fécondité. On a pris les moyens de les faire servir au bien général. C'est tout un horizon nouveau de progrès qui se lève en ce moment et va révolutionner les affaires dans bien des domaines. Qu'on me cite un seul pays, une nation, un peuple dans le monde où les développements miniers aient été aussi considérables que dans notre province depuis 1945?

Nous sommes blâmés aujourd'hui parce que les capitaux étrangers ont jugé bon d'investir dans nos ressources naturelles. Mais laissez-moi vous demander qui avait les moyens de développer l'Ungava? Quel Canadien a voulu aller l'exploiter? Et les développements de Havre-Saint-Pierre, cela existait avant. Mais il fallait les développer. Ce n'est pas tout d'avoir une mine; il faut de l'argent pour se rendre au lieu de l'exploitation, faire les forages, construire un chemin de fer, des quais. Et puis, les revenus qu'on va tirer de l'Ungava, inexploités depuis 100 ans, vont aider à stabiliser la monnaie canadienne aux États-Unis. Grâce à nous, une piastre vaudra une piastre partout.

Mon honorable ami a parlé aussi de la conférence d'Ottawa. Je suis convaincu que depuis nombre d'années aucun événement de cette importance n'a eu lieu au pays. Les premiers

ministres canadiens y avaient été convoqués pour discuter des questions vitales et j'ai exposé la position de Québec, qui est bien connue et qui n'a pas changé et ne changera pas dans ses fondements, parce que la province croit que ces fondements assureront l'unité canadienne bien comprise.

Le principe fondamental qui doit ressortir dans les pourparlers constitutionnels est que l'Assemblée législative demeure la forteresse des droits provinciaux. L'administration provinciale requiert non seulement une autorité administrative, mais une autorité fiscale pour être réellement un gouvernement responsable. Le gouvernement de Québec favorise l'établissement d'un tribunal constitutionnel canadien composé de Canadiens et possédant toutes les garanties prescrites lors de la Confédération.

Nous sommes allés et nous allons retourner à Ottawa, non comme chef de parti mais comme premier ministre et délégué de la province, laissant de côté toute considération partisane et animés du désir d'avoir une Constitution canadienne faite au Canada par des Canadiens et pour des Canadiens. Mon gouvernement considère cette réunion fédérale-provinciale initiale sur la Constitution comme l'événement le plus important depuis plusieurs années. La province de Québec ne demande pas de faveurs; elle réclame tout simplement justice dans le respect des droits de chacun et des autres. Pour notre part, nous voulons que la Législature de Québec demeure le bastion de la race canadienne-française et de nos traditions les plus chères, la forteresse inexpugnable de nos droits sacrés.

Vivant sous un régime démocratique, il nous faut le pouvoir de faire des lois et de les appliquer au moyen de prérogatives financières. La Législature ne doit pas être une succursale, une agence, ou un "foreign office". Elle est souveraine, absolument souveraine en son domaine, qui comprend à la fois le pouvoir administratif, le pouvoir législatif et le pouvoir fiscal. Que nous servirait le droit d'avoir des écoles catholiques et françaises, des hôpitaux bien aménagés, si nous n'avons pas l'argent pour les construire?

Les luttes constitutionnelles que nos pères et les patriotes de langue anglaise ont livrées pour obtenir le gouvernement responsable nous ont valu les pouvoirs législatifs, administratifs et financiers. L'autonomie des provinces est essentielle à l'exercice de ces droits. Ce serait trahir notre mandat que de céder sur ces points fondamentaux.

Je dois dire que la conférence d'Ottawa s'est déroulée dans une atmosphère amicale, favorable à un échange d'idées sur une base vraiment canadienne.

Nous nous sommes donné la main et je crois que ce fut un excellent début. Mais la cordialité n'exclut pas la fermeté, et j'espère que la même atmosphère caractérisera la reprise des négociations.

C'est d'ailleurs le désir sincère de la province de Québec d'étudier cette question de l'élaboration de notre Constitution sans considération partisane, sans préoccupation électorale, en ne pensant qu'aux intérêts supérieurs de la race, du pays et de la province de Québec en particulier.

Je n'ai cependant pas changé d'idée sur les amendements à la Constitution de 1949, en ce qui regarde les questions de juridiction fédérale exclusive. J'ai dit à Ottawa que ces amendements violaient l'esprit de la Constitution et je le répète sur le parquet de cette Chambre. Ces amendements ont été des empiétements sur nos droits, et non seulement les représentants du Québec, mais aussi de l'Alberta et du Nouveau-Brunswick l'ont dit à la dernière conférence à Ottawa.

Quant à l'abolition des appels au Conseil privé, il convient de rappeler que c'est l'Union nationale qui la première a pris cette mesure. Nous sommes en faveur d'un tribunal canadien siégeant au Canada et interprétant en dernier ressort toutes les questions qui lui sont soumises, mais nous estimons qu'il doit donner les garanties d'un tiers arbitre impartial et non être la créature de l'une des parties qui comparaissent devant lui. Nous voulons la stabilité et la sécurité, qui sont impossibles si elles ne sont fondées sur des bases équitables. Nous agissons, en quelque sorte, comme des fidéicommissaires.

Ce n'est pas notre propriété que nous administrons, mais celle des générations futures, qui seront appelées à nous remplacer sur cette terre québécoise. Il n'y a pas un homme qui soit aussi grand que sa province ou son pays. C'est pour cela que nous demandons la coopération de tous nos concitoyens pour assurer la conservation de ce dépôt. C'est une mission sacrée et je demande à tout le monde, sans distinction de partis, de participer au travail qui doit être accompli.

La Providence nous a réservé des richesses d'une importance considérable. Tous les jours nous découvrons de nouvelles garanties de notre survivance nationale. Depuis 1945, l'exploitation de ces ressources a été prodigieuse. À cette heure, nous voulons par là montrer que nous sommes maîtres chez nous et que nous exerçons intégralement les prérogatives que nos pères nous ont laissées et que la Constitution ne fait que reconnaître.

Il y a quelques années, nos campagnes se vidaient. C'était le marasme, suivant le mot d'un

ancien ministre libéral de l'Agriculture. Par sa loi du crédit agricole, le gouvernement de l'Union nationale a arrêté l'exode de nos campagnes et mis fin à l'hémorragie fatale de notre sang national que constituait la désertion du sol. Jamais une mesure plus salvatrice n'a été appliquée dans la province. Le gouvernement a continué et complété son œuvre par l'établissement des fils de cultivateurs sur la terre. La politique du crédit agricole est devenue, en quelque sorte, une politique d'établissement des fils de cultivateurs.

Le gouvernement a donné l'électrification rurale aux cultivateurs en construisant plus de 10,000 milles de lignes. Aujourd'hui, plus de 46 % des terres sont électrifiées et c'est une manifestation d'une politique progressive. Puis ce fut la politique du drainage des terres, la colonisation mécanisée, la construction d'écoles de toutes sortes, écoles moyennes d'agriculture et autres.

L'électrification rurale est venue ensuite et a été pour les Canadiens français de chez nous le meilleur moyen de profiter de nos ressources naturelles. En l'espace de quatre ans, 10,000 milles de lignes de distribution de l'électricité ont été construites. Tandis que 20 % des fermes de la province étaient électrifiées en 1944, il y en a maintenant au-delà de 46 %, ce qui assure le confort et un coût de production moindre à 62,300 cultivateurs.

Il (l'honorable M. Duplessis) montre, par ailleurs, que par sa politique de drainage des terres, de la colonisation mécanisée, le gouvernement a agrandi de façon considérable le domaine cultivable de la province. Les nouveaux colons qui arrivent en pays neufs, dit-il, sont assurés de trouver tous les services municipaux essentiels. Le gouvernement se propose de construire au moins trois autres écoles moyennes d'agriculture dans des régions bien choisies. Il n'est rien que nous ne ferois pas pour assurer la stabilité du cultivateur, convaincus que c'est le meilleur placement que nous puissions faire, le placement le plus riche en dividendes de patriotisme et de conservation de nos traditions, la base de notre stabilité économique et nationale. Au lieu de critiques stériles, l'opposition aurait pu dire ce que le gouvernement a fait.

Parlant de nos procédés de conservation des forêts, il (l'honorable M. Duplessis) affirme que sous l'impulsion de l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Bourque), ils ont été améliorés de 500 %, que le domaine forestier a été agrandi plusieurs fois, que nos ressources forestières sont exploitées pour les besoins de la province et rapportent des revenus quintuplés, que la province exporte aux États-Unis 51 % de sa production de pulpe et de papier, ce qui

contribue dans une proportion de 40 % à la stabilité de la monnaie canadienne, aux États-Unis.

Il (l'honorable M. Duplessis) annonce que son gouvernement est à étudier un projet important soumis par M. Bourget, de la compagnie Singer Sewing Machine, en vertu duquel, en retour d'une diminution des droits de coupe, la compagnie ferait du reboisement sur une grande échelle.

Les développements hydrauliques sont considérables partout, dit-il; 56 % des pouvoirs d'eau harnachés depuis 1944 au Canada l'ont été dans la province de Québec, et de nouvelles entreprises sont prévues dans la région du Lac-Saint-Jean, sur la rivière Manicouagan et dans l'Ungava. Jamais un gouvernement provincial n'a donné autant de résultats satisfaisants dans tous les domaines de ses activités.

Dans le domaine minier, le développement a été aussi considérable. Avant l'Union nationale, les mines de l'Abitibi profitaient à une autre province parce qu'il n'y avait pas de route de débouchée dans le Québec. Nous avons construit la route Mont-Laurier-Senneterre. Les mines de Chibougamau⁵ ont aussi été ouvertes à l'exploitation par la construction d'un chemin de fer qui coûtera des dizaines de millions, attendu en vain sous les régimes libéraux. Bientôt, le gouvernement annoncera la découverte d'un gisement très riche en Gaspésie, qui va même surpasser ceux de l'Ungava et de l'Abitibi, et dont l'exploitation contribuera au développement de cette intéressante région.

Il n'est pas un coin de terre au monde où les perspectives de progrès sont aussi considérables que dans la province de Québec. Et ce sont les ouvriers et les jeunes gens qui en profitent le plus. Voilà des œuvres!

Mon honorable ami a parlé de la grève de l'amiante. Un règlement interdit à un député de parler en Chambre de causes pendantes devant les tribunaux. Voilà pourquoi je ne peux exprimer mon opinion sur la grève d'Asbestos. Un chef ouvrier trouvé coupable d'une grave offense a reçu une sentence plutôt bénigne, six mois de prison, grâce à la magnanimité du gouvernement.

Dans l'industrie de l'amiante, les salaires ont augmenté de 300 %. Lorsque les gens d'Asbestos, dans la paix et le respect des lois et de l'autorité, comme c'est nécessaire, sont venus me trouver, qui a réglé la question et leur a valu une augmentation de salaire, sinon celui qui vous parle?

(Applaudissements à droite)

Je ne dis pas que tout est parfait. La perfection n'est pas de ce monde. C'est l'Union nationale qui a donné les pensions de vieillesse, les pensions aux aveugles, l'aide aux mères nécessiteuses et aux

orphelins. Voilà de bonnes lois sociales. Pas un gouvernement n'a fait plus que le nôtre pour la classe ouvrière. Il a été le premier à donner un représentant des ouvriers au sein de la Commission des accidents du travail. Dernièrement, nous avons nommé deux ouvriers, MM. Charpentier et Beaudoin, à la Commission des relations ouvrières et, depuis 1944, les salaires des ouvriers ont été augmentés de plus de \$400,000,000.

Ce n'est pas rendre service au peuple que de créer toujours des appétits et de parler de sécurité bâtie sur le travail du voisin. La vraie sécurité, c'est la stabilité qui provient de l'effort individuel et de la coopération de tout le monde. On ne peut qu'aggraver le mal en disant que le gouvernement fabrique de l'argent et qu'il peut tout payer avec des trente sous de plomb et des piastres de caoutchouc. Si le gouvernement était antipathique aux ouvriers, de tels résultats ne seraient pas survenus.

L'Union nationale n'a pas fait tout, toute seule. Dans les chantiers de bûcherons, les salaires ont été augmentés de 500 % à 600 %⁷ et les conditions hygiéniques y sont méconnaissables. On y sert des repas qui feraient pâlir d'envie le Château Frontenac et le Clarendon, à Québec.

Il (l'honorable M. Duplessis) parle de ce que son gouvernement a fait pour promouvoir l'éducation: paiement de \$100,000,000 de dettes scolaires, construction d'écoles au coût de \$22,000,000 depuis 1945, augmentation des salaires des instituteurs et institutrices pour une valeur de \$21,000,000, etc., sans parler des octrois de millions de dollars aux universités. C'est l'Union nationale qui a établi les écoles d'arts ménagers, dit-il, qui a doté Montréal de la plus grande école technique de l'Empire, qui a établi l'École de papeterie la plus avancée au monde, qui a établi une École de textile, une École de pêcheries, d'arts graphiques. Le gouvernement assure aux jeunes et à notre peuple ce que Pasteur⁸ a appelé "la possibilité de donner le maximum de leur effort".

Le gouvernement a fait la même chose dans le domaine de la santé publique. Il a construit ou agrandi 45 hôpitaux ou sanatoriums depuis 1945, il a consacré \$10,000,000 pour combattre la tuberculose et \$15,000,000 pour l'instauration d'une politique en vertu de laquelle les pauvres et les indigents sont soignés gratuitement, etc.

Au sujet du logement, il (l'honorable M. Duplessis) affirme que son gouvernement a doté la province de la loi de l'habitation la plus généreuse, aux dires mêmes de fonctionnaires fédéraux. Actuellement, dit-il, 33 compagnies ayant un capital de \$4,000,000,000 et 260 caisses populaires prêtent à ceux qui veulent se construire. En vertu de cette loi,

le gouvernement se trouve à donner, en pur cadeau à celui qui veut se construire un logis, \$1,634.

Aujourd'hui, 2,175 personnes ont construit des logis ou sont en voie de le faire, et 2,500 autres attendent la décision du gouvernement sur leur demande. Voilà des œuvres dont profitent les ouvriers. J'ai 60 ans. Il y a 24 ans que j'ai la confiance des ouvriers parce qu'ils me connaissent. Ils savent que je n'ai jamais promis plus de beurre que de pain.

Nous sommes arrivés au carrefour des routes de l'avenir. Entre le passé, où sont nos souvenirs auxquels nous tenons et dont les exemples doivent nous servir de guides, et l'avenir qui s'annonce brillant et prometteur, il y a le présent où se trouvent nos devoirs. Et, parmi ces devoirs, il y a celui de faire trêve à la démagogie, au fanatisme politique et à l'animosité, pour s'unir afin de travailler ensemble et de contribuer à donner à notre pays une Constitution canadienne faite par les Canadiens et pour les Canadiens, où la province de Québec occupera une place de choix pour la plus grande gloire du Canada et pour la stabilité et la sécurité des générations futures⁹.

(Applaudissements à droite)

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Projets de loi:

Route Trans-Canada

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 concernant la route Trans-Canada.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 41 concernant la route Trans-Canada.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques), à titre de secrétaire provincial, transmet à

M. l'Orateur le message suivant de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, qui est lu comme suit:

**Imprimeur
du Roi**

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 16 février 1950
(Document de la session no 7)

Dépôt de documents:

**Ministère du Travail,
rapport 1948-1949**

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1949. (Document de la session no 8)

**Ministère des Travaux publics,
rapport 1948-1949**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1949. (Document de la session no 9)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat suspendu ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Montréal-Mercier

(M. Thibeault), dont elle a été saisie jeudi le 16 février courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. l'administrateur:

À l'honorable M. l'administrateur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Chaloult (Québec) réclame une maison pour le premier ministre. (Mi-sérieux) La province, dit-il, devrait imiter l'exemple d'Ottawa et faire les frais d'une demeure pour son premier citoyen. Les ministres feraient peut-être bien, pour une fois, de siéger hors la connaissance du premier ministre et de régler ce problème. Ils écriraient d'ailleurs une nouvelle page d'histoire en prenant une décision sans consulter le premier ministre. Aux environs de Bois-de-Coulonge, il y a de magnifiques terrains, très appropriés pour une demeure de ce genre. Le premier ministre pourrait alors rencontrer fréquemment le lieutenant-gouverneur, causer avec lui, et discuter de "mon gouvernement". N'ayant rien à faire cette semaine, j'ai lu le discours du trône. Je voudrais ce soir le relire en présence des députés, et le commenter.

Le discours du trône traite avec complaisance du problème social. Il nous entretient d'initiative individuelle, d'entreprise privée, des droits et des devoirs des patrons et des ouvriers. Il ajoute que "la classe ouvrière sera l'objet d'une légitime sollicitude". Bravo! Ce passage paraît indiquer, de la part du gouvernement, un désir d'apaisement dans les relations avec les syndicats. L'archevêque de Québec parlait récemment de "sollicitude toute particulière" envers la classe ouvrière.

Mon discours constituera un commentaire de celui du gouvernement; je discuterai des questions sociales qui se posent dans le Québec, particulièrement du communisme et du capitalisme.

Il (M. Chaloult) félicite sans réserve le gouvernement d'avoir délégué à Rome deux représentants à l'occasion de l'Année sainte. Ils ont fait là-bas, dit-il, excellente impression à cause de leur valeur intellectuelle, de leur courtoisie, de leur sens chrétien. Il (M. Chaloult) ira bientôt lui-même faire son pèlerinage et, en même temps, restaurer sa santé ébranlée à la suite d'un fâcheux accident

d'automobile¹⁰. Il croit devoir ces explications à ses électeurs.

Il (M. Chaloult) note au passage que le gouvernement de Québec n'est pas un "gouvernement catholique" comme l'affirme le discours du trône, mais un gouvernement "composé de catholiques". Un gouvernement catholique, dit-il, devrait au moins conformer ses lois civiles sur le mariage aux prescriptions du droit canonique. Il n'y a pas au pays de religion d'État. Constitutionnellement, le régime sous lequel nous vivons est celui de la séparation de l'Église et de l'État. Le Canada n'a pas même de concordat avec Rome. En fait, les relations entre nos chefs ecclésiastiques et civils sont excellentes - en dépit de quelques divergences passagères - et il faut souhaiter qu'elles le demeurent.

Je veux bien que le gouvernement se proclame catholique, mais il importe davantage, soit dit sans malice, d'introduire dans la législation des principes catholiques. Si on ne réussit pas à appliquer chez nous la doctrine sociale de l'Église, où donc y parviendra-t-on?

Deux grands événements ont marqué la fin de l'année 1949: l'ouverture de l'Année sainte et le 70^e anniversaire de Staline¹¹. Ils symbolisent les deux puissances qui se combattent aujourd'hui dans le monde: le christianisme et le communisme. Staline ne représente plus un épouvantail pour faire peur aux enfants, mais bien une puissance qui croît sans cesse dans le monde. Il vient de conquérir la Chine et s'apprête à envahir l'Indochine. Après, ce sera l'Inde, bien que le chef de cet État ait résisté victorieusement jusqu'ici. L'empire communiste, le plus puissant de tous les temps, compte plus de 700.000.000 d'êtres humains. Staline a créé une mystique. On l'appelle le "père bien-aimé". Déjà, on le considère comme un demi-dieu. Inutile de se leurrer, le communisme menace le monde entier.

Quelle est la source du communisme? Qu'est-ce qui l'alimente? C'est dans la misère que fleurit le communisme, cette "misère imméritée" des masses populaires et qui est le fruit amer des abus du capitalisme, d'un capitalisme sans cœur, qui place l'intérêt de l'argent avant l'intérêt de l'être humain. En soi, le capitalisme est un régime économique indifférent, mais tel qu'il fonctionne en pratique, il est condamnable parce qu'il ne respecte pas la dignité de l'homme, qu'il subordonne à l'argent et au profit. Il faut enrayer le communisme à la source, en supprimant les injustices sociales. Les catholiques doivent devenir audacieusement, parfois même agressivement, sociaux, préconisant plusieurs réformes, dont la participation de l'ouvrier à la vie de l'entreprise.

Les abus du capitalisme pavent la voie du communisme, et quand des autorités de chez nous ont dit, récemment, qu'il est essentiellement mauvais, un tollé de protestations s'est élevé. Cependant, ça n'était pas la première fois que le capitalisme était défoncé. En effet, les papes Pie XI et Léon XIII ont déjà déclaré que, dans son application pratique, ils réprouvaient le capitalisme.

Il (M. Chaloult) rappelle ce qui s'est passé en Russie, en France, en Italie et au Mexique. En Amérique, le communisme nous viendra vraisemblablement du sud, à cause du paupérisme qui règne dans les républiques latines, en face d'un étalage insolent de richesses. On comprend, et surtout on applique trop peu dans ces pays, qui pourtant se proclament catholiques, la doctrine sociale de l'Église.

Et le Canada? Le communisme n'offre pas un danger immédiat, mais il existe tout de même chez nous un état de dénuement au milieu de l'abondance. Chez nous, le chômage augmente en dépit de besoins croissants de travaux alors que, durant la guerre, c'était la prospérité. Beaucoup de victimes du chômage sont tentées de se poser une question: pourquoi trouve-t-on de l'argent pour la guerre, pour tuer, et n'en trouvez-vous pas pour soulager la misère du peuple? La pauvreté est mauvaise conseillère; c'est avec effarement qu'on entend certaines gens souhaiter une nouvelle guerre afin de ramener la prospérité au pays. Un système économique qui permet le dénuement dans l'abondance est manifestement vicieux.

Récemment, je reçus la visite d'un chômeur. Il me représenta que ses huit enfants avaient faim, que deux d'entre eux avaient un besoin pressant de soins médicaux et qu'il n'avait aucune réserve en banque. Exaspéré devant mon impuissance à lui trouver une "job", il s'écria: "Vous ne savez pas ce que c'est la souffrance, vous autres députés, vous ne manquez de rien; mais un jour viendra... Ah! si je n'étais pas catholique... aujourd'hui même je serais communiste..." N'est-ce pas un avertissement? La religion restera-t-elle toujours un frein efficace?

Mais d'où provient cette misère du peuple? Du capitalisme, issu lui-même du libéralisme économique. Nous vivons sous un régime de dictature économique où "la raison du plus fort est toujours la meilleure", régime qui sacrifie l'homme à l'argent. Combien loin sommes-nous de cette démocratie que nous nous plaisons à vanter!

Le discours du trône parle de la propriété privée. Très bien. Mais il ne faut pas la confondre avec le capitalisme. La propriété privée est antérieure

au capitalisme et peut fort bien se concevoir et exister sans lui. Au temps du corporatisme, la propriété privée existait. Que survive la propriété privée, mais que disparaisse le capitalisme. On ne doit pas oublier que le droit de propriété doit être limité par le bien public.

On parle également d'entreprise privée. Tout le monde de Québec y est favorable. Elle doit être la règle. Mais cette règle comporte des exceptions. Lorsque le bien commun est mis en péril, il faut parfois nationaliser. C'est le cas notamment de nos ressources hydroélectriques. Lorsque les richesses naturelles de tout un peuple sont destinées à rester aux mains des étrangers, l'intérêt de la collectivité exige peut-être que l'État exproprie avec mesure et administre ces biens temporairement. Autrement, il faudrait conclure que ce peuple est condamné à vivre constamment dans l'esclavage économique.

Que l'on défende la propriété et l'initiative privée même lorsqu'elles ne sont pas attaquées, je le veux bien, mais que ce ne soit pas là un prétexte pour justifier le capitalisme et ses abus, qui nous conduiront fatalement au communisme si des mesures sociales ne sont pas adoptées immédiatement en vue de faire disparaître les injustices dont souffrent la classe ouvrière et la classe pauvre. Depuis quelques mois, dans notre province, nous avons assisté récemment à une intéressante controverse sur la notion du capitalisme. Cela est bien. Avec quelques distinctions, peut-être pourrait-on s'entendre.

Le capitalisme en lui-même, théoriquement, constitue un régime économique indifférent, mais, tel qu'il fonctionne en pratique, il est condamnable. Il faut juger ce système comme il existe et non pas comme il pourrait ou devrait exister. C'est pourquoi on a pu affirmer, au grand scandale de quelques-uns, que le capitalisme était essentiellement mauvais. Il s'agit du capitalisme de nos pseudo-démocraties et non de celui que décrivent certains auteurs.

Il (M. Chaloult) cite le rédacteur de *l'Osservatore Romano*, des cardinaux français, des évêques canadiens qui ont violemment pris à partie le capitalisme, disant que celui-ci est souvent le fourrier de la révolution communiste. Car, dit-il, je suis heureux de signaler que, chez nous, contrairement à ce qui se produit en quelques autres pays, il n'y a pas d'alliance entre l'autel et le coffre-fort. Pourquoi dénonce-t-on le capitalisme moderne?

Parce que sur certains points, il est plus néfaste que le communisme, parce qu'il fait passer l'intérêt de l'argent avant l'intérêt de l'être humain; parce qu'il considère l'ouvrier comme une vulgaire machine, dont on doit tirer le plus grand profit

possible; parce qu'il sert l'intérêt égoïste du riche et non pas l'intérêt de la collectivité et ne se soucie que des biens terrestres. C'est ce capitalisme que réprouve l'Église. Il convient d'ajouter qu'un bon nombre d'industriels subissent le régime capitaliste et par conséquent ne sont pas visés par sa condamnation.

Les encycliques doivent s'appliquer au monde entier, au Canada comme aux autres pays. D'ailleurs, le capitalisme exerce des ravages particuliers dans la province de Québec, paradis des trusts.

Je me rappelle avoir entendu Henri Bourassa¹² dénoncer à Québec, en 1931, la dictature économique. Elle règne en maîtresse, affirmait-il, dans la province de Québec plus que dans le reste du pays, au Canada comme aux États-Unis, plus qu'en Angleterre et en France. Dix ans plus tard, soit en 1941, dans une lettre pastorale collective, nos évêques dénonçaient ce capitalisme qui, "dans notre pays exploite l'ouvrier, que protège insuffisamment notre législation".

Si je me suis fait élire dans cette Chambre en 1936, je l'ai déjà dit et je tiens à le répéter, c'est principalement pour combattre les puissances d'argent qui pressurent notre peuple et discréditent en même temps notre religion. Depuis, je n'ai pas cessé de dénoncer ces abus, mais la situation n'a guère changé, et je continuerai de le faire tant que je siégerai dans cette Chambre, car les abus du capitalisme nous mènent droit au communisme.

On peut combattre le communisme par des mesures négatives en déclarant le parti illégal, en interdisant la propagande communiste par des lois comme celle "du cadenas". On peut aussi organiser une propagande anticommuniste au moyen de la presse, de la radio, du cinéma. Ces méthodes sont légitimes, pourvu qu'on en use avec discrétion. Mais il faut éviter de faire des victimes qui attirent la sympathie et provoquent des réactions contraires à celles que l'on recherche. Il ne faut pas non plus donner l'impression qu'on veut étouffer les justes revendications de la classe ouvrière et des travailleurs sociaux.

Il importe surtout que les mesures négatives soient accompagnées de mesures positives, de beaucoup les plus efficaces. On doit enrayer le communisme à sa source, en supprimant les injustices sociales, en améliorant le sort des ouvriers.

Il (M. Chaloult) rappelle alors divers événements sociaux du siècle dernier: les luttes dirigées contre le capitalisme par des précurseurs dans le domaine social, Albert de Mun¹³ en France, Ketteler¹⁴ en Allemagne; puis l'abandon de l'Église par les masses ouvrières, ce que l'on a appelé "le

grand scandale du XIX^e siècle"; enfin le triomphe du marxisme chez les travailleurs. Si nous voulons éviter que l'histoire ne se répète en Amérique, dit-il, nos catholiques doivent devenir audacieusement, parfois même agressivement sociaux. Suivons les conseils que donnait récemment maître Antonio Perreault¹⁵ dans *L'Action nationale*, favorisons la promotion ouvrière par des réformes de structure.

Il (M. Chaloult) lit une page d'Élie Baussart, député catholique belge, qui, parlant de l'Église, à certaine époque, conclut ainsi: "Le peuple, quand il l'a cherchée, l'a trouvée du côté des riches et des puissants. Étonné, blessé, scandalisé, il s'est détourné d'elle." Je ne fais pas miennes ces paroles de l'auteur, dit-il. D'ailleurs, les chefs suprêmes de l'Église sont restés fidèles à leur mission, comme l'attestent les grandes encycliques sociales.

Dieu merci! Le clergé chez nous, à l'exemple du Christ, garde sa place à côté des pauvres et des misérables. Des événements récents l'ont prouvé. Chez nous, il ne doit pas y avoir d'alliance de l'autel avec le coffre-fort. Assurément, l'Église traite tout le monde avec justice, elle s'incline devant "l'éminente dignité des pauvres", suivant l'expression de Bossuet¹⁶.

Mgr Maurice Roy, l'archevêque de Québec, disait à l'occasion de la Fête du travail aux ouvriers: "L'Église est une mère qui doit montrer plus de sollicitude envers ceux de ses enfants qui sont les plus jeunes et les plus faibles, parce que ceux-ci ont plus besoin de son attention et de ses soins." C'est pourquoi l'Église s'est penchée avec une véritable prédilection vers la classe ouvrière, parce que celle-ci, en face des puissantes sociétés du commerce et de l'industrie, se trouvait souvent sans guide et sans protection.

Plusieurs injustices doivent disparaître: inégalité des salaires entre l'Ontario et le Québec - \$3.50 de différence par semaine -, les mauvaises conditions d'hygiène dans plusieurs de nos usines, particulièrement dans l'industrie du textile, le chômage périodique, dont Québec détient actuellement le record avec plus de 100,000 chômeurs; enfin, l'infériorité économique des Canadiens français. Il n'est pas acceptable que nos ressources naturelles, dans une proportion des ⁴/₅, soient exploitées au profit des étrangers. Il n'est pas acceptable non plus que le patron soit généralement de langue et de mentalité différentes de l'ouvrier. Cette situation complique singulièrement le problème social, assez difficile sans cela.

Des lois audacieuses et prudentes doivent tendre progressivement à nous rendre la propriété de nos biens. Par exemple, il faudrait peut-être limiter le capital étranger dans nos industries à 25 %, comme

cela se pratique en Espagne. C'est trop, mais nous devrions trouver une formule acceptable chez nous. Il faudrait aussi subordonner peu à peu la direction étrangère à la nôtre.

Parmi les réformes qui s'imposent, il (M. Chaloult) mentionne un Code de travail, rédigé dans un esprit chrétien et progressif par des patrons, des ouvriers et des sociologues de choix. Il réclame une convention collective en faveur des cultivateurs et l'établissement graduel du corporatisme. Ceux qui se disent catholiques doivent appliquer la doctrine de l'Église selon l'esprit de l'Église. Il ne leur appartient pas d'interpréter à leur gré les directives qui leur sont données. Si, dans la catholique province de Québec, nous n'appliquons pas les données de la doctrine sociale de l'Église, mais où donc les appliquera-t-on? Les catholiques ne sont pas limités non plus dans le domaine social par les suggestions des encycliques. Ils doivent se tenir aux avant-postes et tenter parfois des expériences hardies qui permettent plus tard aux autorités de préciser leur attitude.

Depuis quelques mois, notre peuple discute avec ardeur - il faut s'en réjouir - de divers problèmes sociaux. L'un de ceux-là est la participation à la vie de l'entreprise. Qu'en pense le pape? Pie XI, dans *Quadragesimo Anno*, nous invite à "tempérer quelque peu, dans la mesure du possible, le contrat de travail par des éléments empruntés au contrat de société". Il (M. Chaloult) cite un exemple des ouvriers qui ont été appelés à participer à la propriété, à la gestion et aux profits. Pie XII est plus catégorique lorsqu'il affirme que "la grande exploitation... doit offrir la possibilité..."

Nos syndicats catholiques et internationaux ne devraient pas être des syndicats de revendications, mais des syndicats de coopération entre patrons et travailleurs. Les papes ont prêché la participation des travailleurs à l'entreprise. Les cardinaux et la plupart des évêques français adaptent les paroles du pape à leur pays et ne laissent place à aucune équivoque: ils réclament impérieusement la participation des ouvriers à la vie de l'entreprise.

La participation aux bénéfices d'abord. Les ouvriers ont droit à la participation aux bénéfices de l'entreprise. Lorsque le travailleur a reçu son juste salaire, lorsqu'un intérêt normal a été versé au capital, lorsqu'une réserve pour risque et dépréciation a été retenue, les profits de l'entreprise doivent être divisés entre le capital et le travail, suivant l'apport de chacun. Le produit manufacturé provient de l'association de l'ouvrier et de l'argent, pourquoi l'argent seul retirerait-il tout le profit, comme le veut l'économie libérale? L'ouvrier n'est pas obligé de

renoncer aux fruits de son travail et de passer un contrat de salaire. En vertu du même principe d'association du capital et du travail en vue de la production, on doit s'acheminer progressivement à la participation des travailleurs, à la gestion et même à la propriété de l'entreprise. Les patrons ne devraient pas boudier des réformes qui, loin d'être dirigées contre eux, peuvent les favoriser en leur procurant une main-d'œuvre supérieure. L'ouvrier, conscient de sa dignité nouvelle, manifestera de l'ambition et deviendra plus compétent. Plusieurs chefs d'entreprises modestes tendent déjà avec succès d'appliquer ces principes. Si le gouvernement de Québec ne réussit pas dans notre province à assurer les justes revendications des travailleurs, ceux-ci se tourneront vers Ottawa et cela nuira à l'autonomie provinciale. Entre la sécurité sociale et l'autonomie provinciale, elle n'hésitera pas un instant.

Le communisme n'est pas pour nous un danger immédiat, mais la misère du peuple peut le propager plus vite qu'on ne le pense. Luttons contre les injustices sociales du capitalisme actuel, notamment par des réformes fondamentales comme la participation des ouvriers à la vie de l'entreprise. N'oublions pas les directives de l'Église qui recommande avant tout la réforme des mœurs, la justice et la charité.

Je souhaite que notre gouvernement "catholique", à l'occasion de l'Année sainte, se pénétre de l'esprit de l'Église qu'il a voulu honorer en déléguant à Rome deux représentants, ce qui est une chose très louable. Je souhaite qu'il s'inspire dans la législation de la doctrine sociale des encycliques. Je souhaite enfin qu'il contribue au maintien de la paix dans la province en combattant le communisme par des mesures positives, en corrigeant les injustices sociales, bref en réprimant les abus du capitalisme par des réformes de structure¹⁷.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 9 h 45.

NOTES

1. Selon *Le Canada* du 22 février 1950, à la page 14, il est 3 h 10 lorsque M. Marler commence son discours.

2. *Traduction*: "Attention voyageur, il est plus tard que vous ne le pensez."

3. Chiffre du *Devoir* du 22 février 1950, à la page 7, et de *L'Action catholique* du même jour, à la page 3. *Le Soleil* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt 93 %.

4. Selon le *Montréal-Matin* du 22 février 1950, à la page 5, M. Marler a parlé durant 1 h 45 à partir d'un texte de 50 pages. Le *Montreal Daily Star* du même jour, page 5, rapporte par ailleurs que le chef de l'opposition prononce son discours "dans un français impeccable".

5. *Le Montréal-Matin* du 22 février 1950, à la page 5, mentionne plutôt la "providence", au lieu de "province".

6. Depuis les années 1920, l'orthographe de ce nom varie constamment d'une source à l'autre. *L'Action catholique* du 22 février 1950, à la page 9, écrit "Chibougama", alors que dans *Le Soleil* du même jour, à la page 5, il est plutôt écrit "Chibougamou".

7. Chiffres indiqués dans toutes nos sources à l'exception du *Canada* du 22 février 1950, à la page 2, qui mentionne plutôt "50 % et 60 %".

8. Le premier ministre doit probablement faire allusion à Louis Pasteur (1822-1895), chimiste et biologiste français dont les travaux ont mené à la méthode de conservation des liquides fermentescibles (pasteurisation) et l'asepsie chirurgicale. Il découvrit de nombreux bacilles infectieux (maladie du charbon) et fut l'inventeur du vaccin contre la rage en 1885. La création de l'Institut Pasteur (1888) permit à ses élèves et collaborateurs de poursuivre des recherches de microbiologie.

9. Selon le *Montréal-Matin* du 22 février 1950, à la page 5, le discours de l'honorable M. Duplessis a duré une heure.

10. Le *Montréal-Matin* du 22 février 1950, à la page 2, explique qu'en raison de ce voyage il s'agit

probablement du seul discours que M. Chaloult prononcera en Chambre durant cette session.

11. Joseph Vissarionovich Djougthvili, dit Staline (1879-1953), dictateur de l'URSS de 1928 à sa mort.

12. Henri Bourassa (1868-1952), journaliste et homme politique nationaliste. Il fonda, en 1910, le journal *Le Devoir* dont il resta rédacteur en chef jusqu'en 1932.

13. Albert de Mun (1841-1914), homme politique, essayiste et militaire français. Défenseur des idées conservatrices et de la foi catholique. Sa doctrine sociale a pour but d'unir les classes dirigeantes et les populations ouvrières selon un modèle de paternalisme, de façon à éduquer le monde ouvrier selon l'esprit de l'Évangile et en dehors des aspirations révolutionnaires.

14. Wilhelm Emanuel, baron von Ketteler (1811-1877), prélat allemand. Fonctionnaire prussien, il entre dans les ordres en 1836. Après avoir occupé plusieurs cures, il est élu au Parlement de Francfort en 1848. Nommé évêque de Mayence en 1850, Ketteler prêche la doctrine sociale de l'Église auprès des populations ouvrières et la défend lui-même au Reichstag (1871-1872).

15. Antonio Perrault (1880-1955), avocat et professeur. Avec Lionel Groulx, Henri Bourassa, il est l'un des chefs de l'école nationaliste.

16. Jacques Bénigne Bossuet (1627-1704), écrivain, théologien et religieux français. Il combattit le protestantisme, le jansénisme et le quiétisme. Il est l'auteur de nombreuses œuvres dont les *Oraisons funèbres*, les *Sermons*, le *Discours sur l'Histoire universelle*, le *Traité de la Connaissance de Dieu et de soi-même* et l'*Histoire des Variations des Églises protestantes*.

17. *Le Devoir* du 22 février 1950, à la page 1, rapporte que le discours de M. Chaloult a duré une heure.

Séance du mercredi 22 février 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- du révérend père Paul Chalumeaux et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception" (M. Fox);
- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien);
- de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);
- de monseigneur Arthur Deschênes et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Caisse de retraite du clergé" (M. Johnson);
- de dame Alice O'Leary Desaulniers et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier (M. Roche);
- de Prévost & Dupont Construction Co. Ltd., demandant l'adoption d'une loi aux fins de faire déclarer libres de certaines servitudes conventionnelles ou restrictions au droit de construire les lots de la subdivision du lot no 217 de la paroisse du Sault-au-Récollet (M. Roche);
- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Saucier);
- de la Corporation de Prêt et Revenu, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Saucier).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- de Alphonse Olivier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la substitution de Paul Olivier *et uxore* (M. Bélanger);

- de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et des commissaires d'écoles, ratifiant le règlement no 38 de ladite corporation (M. Bellemare);

- de la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant certaines dispositions de la loi de l'instruction publique (M. Bellemare);

- de Son Excellence monseigneur Georges-Léon Pelletier, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan (M. Bellemare);

- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution (M. Bellemare);

- de la cité de Shawinigan Falls et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement pour fins industrielles (M. Bellemare);

- de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels. (M. Bertrand);

- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi demandant l'imposition d'une taxe spéciale (M. Caron);

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements avec diverses compagnies (M. Ducharme);

- de James Alexander Paterson, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique du droit après avoir passé les examens requis (M. Fox);

- de Jean-Louis Ouellette et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant un territoire en municipalité rurale distincte sous le nom de LaRochelle (M. Goudreau);

- de Rosario Bélisle, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'adopter légalement Aimée-Blanche Pay et Marie-Julienne Hébert (M. Goudreau);

- de la corporation de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir certains pouvoirs additionnels (M. Goudreau);

- de la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'imposer une taxe de vente de 1 % (M. Hébert);
- de la Compagnie d'assurances Provinces-Unies, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à subdiviser son capital-actions (M. Johnson);
- de William George Andrews, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de George William Matheson (M. Johnson);
- de la corporation Le recteur et les membres de l'Université Laval à Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs (M. Prévost);
- de la Corporation des techniciens diplômés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi des techniciens diplômés (M. Prévost);
- de Canadian Legion of the British Empire Service League, demandant l'adoption d'une loi permettant au commandement provincial de Québec ou toute succursale de poursuivre et être poursuivi en leurs noms respectifs (M. Rennie);
- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Tellier);
- de Joseph-A. Beaulieu et Guillaume-A. Beaulieu, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph Quintal et celle de son épouse (M. Thibeault);
- de la cité de Thetford-les-Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Hector Cousineau et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture situées dans la cité de Montréal;
- des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de 1 % dans la cité de Sorel;
- de la ville de Saint-Eustache, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Marie-Théodora Moreau, en religion Mère Marie-Théodora Courville, et autres,

demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Hôpital Maisonneuve";

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi leur accordant le droit de percevoir une taxe spéciale;

- de L.-Narcisse Ducharme et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu G.-N. Ducharme;

- des commissaires d'écoles pour la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de 1 %;

- de la ville de Malartic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Harry Bernard Zaritsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Harry Bernard Zarr;

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Miles Lawrence Williams et A. Lyle Williams, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Miles Williams;

- des commissaires d'écoles catholiques de Saint-Léon de Westmount, demandant l'adoption d'une loi les exemptant de l'application de certaines lois;

- de Royal Edward Laurentian Hospital, demandant l'adoption d'une loi afin de faire ratifier et confirmer leur titre à certaines propriétés;

- de la communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, demandant l'adoption d'une loi aux fins de confirmer un titre de propriété;

- des sœurs de Jeanne-d'Arc, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les sœurs de Sainte-Jeanne-d'Arc";

- de General Petroleum Refineries Ltd., demandant l'adoption d'une loi confirmant les droits exclusifs de M. Gaston Élie;

- de la corporation du Collège de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi interprétant le testament de feu Albert Comtois, médecin.

Projets de loi:

Hôpital Maisonneuve

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 constituant en corporation l'hôpital Maisonneuve.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe d'éducation
à Coaticook**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 autorisant les commissaires d'écoles et les syndics d'écoles pour la municipalité de Coaticook à lever une taxe de vente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
d'Albert Comtois**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 concernant la succession du docteur Albert Comtois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sœurs de
Sainte Jeanne d'Arc**

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 constituant en corporation les Sœurs de Sainte Jeanne d'Arc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commissaires d'écoles de
Saint-Léon-de-Westmount**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 exemptant les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léon-de-Westmount de l'application de certaines lois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Communauté des Sœurs des
Saints Noms de Jésus et de Marie**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 191 confirmant le titre de propriété et l'état hypothécaire de certains immeubles acquis par la communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Royal Edward
Laurentian Hospital**

M. Rennie (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 concernant une partie du lot no 25, dans le quartier Saint-Laurent en la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
de Miles Williams**

M. Rennie (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 concernant la succession de Miles Williams.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Malartic

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 modifiant la charte de la ville de Malartic.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Harry Bernard Zaritsky

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 173 changeant le nom de Harry Bernard Zaritsky *et uxor* en celui de Harry Bernard Zarr.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Terres en culture à Montréal

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe d'éducation à Sorel

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 autorisant les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel à imposer une taxe d'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession de
Guillaume-Narcisse Ducharme**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 concernant la succession de Guillaume-Narcisse Ducharme.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Gaston Élie

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 concernant les droits de Gaston Élie sous l'appellation "Gaston Élie in trust".

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Instruction publique à Sherbrooke

M. Vachon (Wolfe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 modifiant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commissaires d'écoles de Saint-Étienne de la Malbaie

M. Leclerc (Charlevoix) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie dans le comté de Charlevoix.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Eustache

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôpitaux pour maladies mentales¹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 concernant les hôpitaux pour le traitement des maladies mentales.

Détenus souffrant de maladies mentales

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 autorisant l'organisation d'institutions pour les détenus souffrant de maladies mentales.

Le gouvernement se propose d'humaniser sa législation concernant le traitement des maladies mentales. La première concerne les hôpitaux pour les maladies de ce genre et la seconde, à autoriser les gouvernements à aménager des institutions pour les détenus affectés par le même mal.

Nous faisons disparaître le terme "asile d'aliénés" dans le but d'enlever à ces institutions le

caractère odieux que renferme cette expression et pour ne pas ajouter aux malheurs des gens qui y sont hospitalisés. La loi déterminera deux catégories de pensionnaires ou malades: ceux qui subissent des cures forcées et ceux qui bénéficient de cures libres. Nous créons aussi des foyers pour les patients qui sont capables de travailler.

Et nous établissons une ségrégation en divisant les patients en quatre catégories: les aliénés criminels, les incurables, les curables et les séniles. Il faudra bâtir des institutions distinctes pour loger les malades selon la catégorie où ils sont classés. Ces deux lois présentées par l'honorable secrétaire provincial (M. Paquette) sont des lois humanitaires et sociales.

Adoptés. Les bills sont lus une première fois.

Hôpitaux pour maladies mentales

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 38 concernant les hôpitaux pour le traitement des maladies mentales.

Adopté.

Détenus souffrant de maladies mentales

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 autorisant l'organisation d'institutions pour les détenus souffrant de maladies mentales.

Adopté.

Demandes de documents:

Quebec Pulp & Paper Corporation

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, du consentement unanime, qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 10 mars 1949 inclusivement jusqu'au 15 février 1950 inclusivement,

relativement à l'acquisition par le gouvernement des biens de la Quebec Pulp & Paper Corporation, ainsi qu'à la cession, la vente, l'échange ou la location des biens ainsi acquis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) invite le chef de l'opposition à se présenter au bureau du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) qui se fera un plaisir de mettre le dossier à la disposition du chef de la gauche.

Adopté.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 21 février courant, sur la motion proposée par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibault), dont elle a été saisie jeudi le 16 février courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. l'administrateur de la province de Québec:

À l'honorable M. l'administrateur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Ross (Montréal-Verdun) félicite l'Orateur de l'Assemblée (M. Taché) de sa réélection et fait une série de félicitations et de souhaits.

Parmi les événements heureux qu'il convient de signaler, dit-il, il faut signaler aussi l'ouverture de l'Année sainte. Il faut signaler également l'éclatante victoire qu'a remportée M. Saint-Laurent², le plus grand Canadien de tous les temps, sur les forces réunies du mal, le 27 juin dernier; je m'en voudrais aussi de ne pas féliciter le chef de l'opposition (M. Marler) de sa nomination au poste intérimaire du Parti libéral.

En plus de ces événements heureux survenus depuis un an, il (M. Ross) signale l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, le voyage à Rome de deux illustres pèlerins, Son Excellence le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) avec sa suite, et Son Excellence le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) avec sa suite, ainsi que l'élection de M. Jean-Louis Baribeau à la présidence

du Conseil législatif. Il exprime en outre ses regrets de la maladie du lieutenant-gouverneur à qui il souhaite le plus complet rétablissement.

Le Canada, dit-il, depuis la clôture de la dernière session, a progressé dans la voie de son émancipation. Il y a deux événements d'importance primordiale qu'il me faut souligner: le rapatriement de notre Constitution et l'abolition des appels au Conseil privé. Il exprime sa confiance en l'impartialité de la Cour suprême comme tribunal de dernière instance. Tout Canadien conscient de cette émancipation politique, dit-il, ne peut manquer d'applaudir à ces améliorations.

C'est à la suite d'un projet de loi de M. Cahan³, député conservateur, rappelle-t-il, que la Chambre fédérale fut saisie d'un projet de suppression des appels au Conseil privé. On demanda à la Cour suprême si cette abolition tombait dans les prérogatives du Parlement canadien. La réponse fut affirmative. Le cas fut porté en appel devant le Conseil privé lui-même en 1940; la question demeura en suspens pendant toute la guerre. La province de Québec n'était pas représentée aux audiences de la Cour suprême.

M. Albert Lemieux, député du Bloc populaire de Beauharnois, présenta à l'Assemblée législative, en 1945, un projet de loi destiné, tout comme celui d'Ottawa en 1938, à abolir les appels au Conseil privé. Permettez-moi d'examiner la position de l'actuel premier ministre. Il se déclarait en faveur de l'autonomie complète du Canada, mais il mettait en doute le caractère constitutionnel du projet qui, dans son interprétation du jugement de la Cour suprême, devrait relever du Parlement fédéral.

Il qualifiait donc ce projet de dangereux parce que le tribunal de dernière instance au Canada serait la Cour suprême, dont les juges sont nommés par une autorité centralisatrice. Les juges n'offriraient pas, selon le premier ministre, les garanties qu'un tiers arbitre pourrait offrir. Le premier ministre se prononçait donc en faveur du maintien des appels au Conseil privé, car leur suppression constituerait un pas en arrière. Enfin, le projet fut référé au comité des bills publics. Entre temps, le projet Cahan était toujours devant le Conseil privé et la province de Québec déclarait que la suppression des appels n'était pas du ressort du Parlement canadien.

Le Conseil privé déclara de son côté, en 1946, que le Parlement canadien avait cette autorité. Celui-ci attendit, mais, malgré les déclarations antérieures, le premier ministre présenta, le 23 avril 1947, un projet identique à celui que M. Lemieux avait proposé et qu'il avait combattu dans le temps

pour supprimer les appels au Conseil privé: le projet fut adopté à l'unanimité. Étrange contradiction du premier ministre avec lui-même sur cette question.

Il est inconcevable de mettre en doute l'impartialité des juges de la Cour suprême, et c'est faire injure aux institutions judiciaires canadiennes que d'imaginer qu'une fois en fonction, un juge de la Cour suprême puisse accepter d'être le jouet d'une faction politique. L'impartialité des tribunaux conditionne en quelque sorte le bon fonctionnement des institutions démocratiques. Lorsqu'un peuple n'a plus foi en l'impartialité de ses juges, c'est qu'il a aussi perdu foi dans la loi, dans le gouvernement des lois, et l'histoire nous enseigne que tôt ou tard, ce peuple sera victime des aventuriers politiques qui toujours, lorsqu'ils réussissent, aboutissent à la dictature.

Pourquoi refuserait-on d'approuver au fédéral ce que l'on approuve dans le champ provincial? À l'unanimité, l'Assemblée législative a voté la suppression des appels au Conseil privé, quant aux questions qui sont du ressort des lois provinciales. Et dans les cas où le gouvernement provincial soumet, pour audition ou examen, une question à la Cour du banc du roi, la décision du tribunal considérée comme la dernière instance est finale, au point qu'une fois le jugement rendu, on n'a pas le droit d'en appeler à la Cour suprême et au Conseil privé.

Au sujet du rapatriement de la Constitution canadienne, il faut viser un triple objectif: 1. que la Constitution du Canada soit canadienne, intégralement canadienne; 2. que la Constitution garantisse à tous les Canadiens la jouissance intégrale de leurs libertés démocratiques et leurs droits fondamentaux; 3. qu'elle ne diminue en rien nos privilèges, mais qu'elle reste assez souple pour nous permettre d'en acquérir de nouveaux.

C'est dans le cadre de la réforme constitutionnelle qu'il faut considérer la suppression des appels au Conseil privé. Il ne faut pas fermer la route à l'expansion naturelle de notre langue dans les autres provinces. Il attire l'attention de la Chambre sur l'aspect pratique de la réforme constitutionnelle.

Nous voulons que, dans le cadre d'un Canada uni, les provinces aient les moyens matériels d'exercer leur autonomie. Mais, ceci assuré, il est indispensable que les gouvernements provinciaux prennent leurs responsabilités dans les domaines qui sont de leur ressort.

Je pense aux 109,000 chômeurs de la province de Québec. Je pense aux salaires qui sont moins élevés à Montréal qu'à Toronto, bien que le coût de la vie y soit plus élevé. Je pense aux

cultivateurs qui n'arrivent pas à écouler leurs produits. Je pense à ce que certains économistes ont appelé l'infériorité économique des Canadiens français, alors qu'il s'agit beaucoup plus simplement d'une carence de politique économique de la part des autorités gouvernementales. Le gouvernement n'a pas le droit de dépenser 27 % de son budget annuel en frais de voyage, en frais administratifs et en fournitures de bureau. L'Ontario a réalisé ces dépenses en utilisant 15 % de son budget. Le chômage, la misère humaine et l'injustice sociale sont toujours à la base des révolutions populaires. N'oublions pas que seuls les communistes exploitent les situations que d'autres ont créées pour eux.

Ce que nous voulons, en résumé, c'est une Constitution intégralement canadienne, garantissant à tous les Canadiens la jouissance intégrale de leurs droits et libertés, et qu'elle assure aux provinces les moyens d'exercer leur autonomie; et, ceci assuré, il est indispensable que les gouvernements provinciaux prennent leurs responsabilités dans les questions ouvrières et agricoles, et tout particulièrement vis-à-vis du chômage.

Si on veut que l'autonomie des provinces soit un fait et non un slogan électoral, il est indispensable que le gouvernement prenne les dispositions voulues pour changer ces conditions. Le chômage, les salaires, les prix de soutien pour les produits agricoles sont autant de faits concrets qui relèvent de la responsabilité constitutionnelle du provincial. À ce propos d'ailleurs, le premier ministre me permettra de lui dire que ce n'est pas en forçant les gens à se tourner vers Ottawa pour obtenir justice qu'il ajoutera au respect de l'autonomie provinciale.

Les employés de la province sont sous payés et, dans certains secteurs, la province a été accusée de maintenir des conditions de travail inférieures à celles des autres provinces. Si nous avons une loi du service civil, cette loi ne s'applique qu'aux emplois du service extérieur⁴. Il y a eu des rajustements de salaires dans certains cas, mais ce sont surtout les partisans de l'Union nationale qui ont profité des largesses administratives. Le gouvernement se doit de faire quelque chose pour améliorer le sort des employés civils en général et particulièrement de ceux qui échappent à la juridiction de la Commission du service civil. Il est inconcevable qu'un gouvernement qui se dit responsable ose payer aux gens qu'il emploie des salaires de famine. Des salaires de famine peuvent développer le communisme.

Il est bien vrai que l'Union nationale a reçu un mandat de la population de la province aux dernières élections. Cependant, depuis l'arrivée au

pouvoir de l'Union nationale, nous avons vu se multiplier dans cette province, et particulièrement à Montréal, le nombre des boîtes de nuit, des bars et des débits de boissons. Une situation scandaleuse existe, à laquelle la presse de Montréal et toutes les sociétés de morale publique font écho. C'est un fait reconnu que la plupart des tenanciers enfreignent impunément toutes les dispositions des lois provinciales des liqueurs et de l'hygiène, ainsi que tous les règlements municipaux de fermeture. À Montréal, il existe une douzaine d'endroits où l'on peut boire nuit et jour.

C'est avec raison que les pères de famille et tous les citoyens consciencieux s'effrayent au spectacle de ce qui se passe à Montréal et en d'autres endroits de la province. Le respect des lois est essentiel au fonctionnement normal des sociétés organisées. On a le droit de les amender; on n'a pas celui de les violer. Et qu'a fait le procureur général pour enrayer cette multiplication des bars où notre jeunesse gaspille son argent et sa vie? Le procureur général ne fait rien... Il existe une loi des liqueurs dans cette province et les honnêtes gens demandent qu'on la respecte. Un tel régime est néfaste à l'intérêt général, même s'il peut servir certaines fins politiques. Le procureur général a reçu comme mandat l'administration de la justice et il doit l'exercer en fonction du bien public.

La pétition de droit qui constitue une terrible arme dans les mains du gouvernement devrait être abolie. Il n'est pas logique que l'on doive demander au gouvernement la permission d'intenter contre lui des poursuites judiciaires. Il y a longtemps que ces pétitions auraient dû être abolies. Et cela m'amène à parler de la Cour supérieure où, dans le district de Montréal, il y a encombrement. Cela retarde l'administration de la justice.

À Montréal, annuellement, le nombre de cas inscrits sur le rôle s'établit en moyenne à 5,000 cas et, malgré tous les efforts des juges, le nombre de cas qui attendent d'être entendus est toujours plus élevé que le nombre de ceux qui sont entendus. Le Parlement provincial a voté une loi destinée à augmenter de six le nombre des juges dans ce district. On en a nommé trois⁵ de plus, mais ce n'est pas suffisant. Le premier ministre devrait prendre la chose en sérieuse considération.

Il (M. Ross) invoque la loi que le gouvernement a adoptée en 1949, qui permet aux commissions scolaires d'imposer des frais de scolarité mensuels et de cesser de fournir gratuitement des livres scolaires aux enfants. Si tous les fonds mis à la disposition de l'éducation étaient réellement

affectés à cette fin particulière, dit-il, la taxe de vente de 1 % accordée aux commissions scolaires ne serait pas nécessaire.

La question scolaire est importante. Les libéraux avaient introduit un ordre démocratique dans notre système scolaire en respectant, d'une part, l'autonomie des commissions scolaires et en décrétant le droit à l'enseignement primaire gratuit, devenu désormais obligatoire, pour dégager les chefs de famille de cette dépense.

Le Québec est la province la moins bien administrée du Canada. Le gouvernement actuel a mal compris son devoir et, si les choses continuent de la sorte, les maîtres de l'enseignement à tous les degrés se tourneront vers Ottawa, comme ils ont d'ailleurs déjà commencé à le faire. Le principal James, de McGill, a demandé de l'argent au fédéral pour les universités. Les lois scolaires de l'Union nationale vont à l'encontre du peuple et visent, en fin de compte, à placer les commissions scolaires sous la coupe du gouvernement.

Et, malgré taxes sur taxes, le gouvernement n'est pas plus avancé. Le gouvernement n'a pas aboli la taxe de vente, comme il l'avait promis. Le fonds d'éducation a-t-il bien servi aux fins auxquelles il était destiné? Le fonds d'éducation a rapporté au gouvernement la somme de \$18,161,243.76 de plus pour les années financières 1946-1947 et 1947-1948. Trente-trois millions de dollars sont tombés dans le fonds d'éducation, de 1947 à 1949.

D'après les chiffres mêmes du gouvernement, on avait pour l'éducation, en 1946-1947, \$14,000,000. On n'y a consacré que \$8,014,291; où est allé le solde de \$6,165,484? En 1947-1948, le gouvernement a payé \$7,159,040 à même les revenus du fonds; il est donc resté un solde de \$11,995,759 qui est allé au fonds consolidé de la province.

Qu'a-t-on fait de cet argent? Une partie du fonds d'éducation est versée dans le fonds consolidé du revenu pour dissimuler les déficits de l'administration actuelle aussi bien que les dépenses de voirie formidables de ces dernières années. Si le gouvernement actuel faisait servir à l'éducation tout l'argent qu'il perçoit à cette fin, on n'aurait pas été obligé, l'an dernier, à Sherbrooke et dans la région métropolitaine, d'imposer une taxe de vente de 1 %⁶. On engloutit cet argent en travaux de voirie et en dépenses de voyage, et on ose dire ensuite qu'on n'a pas d'argent pour payer les instituteurs et donner des subventions convenables aux commissions scolaires. Le gouvernement a accumulé une dette de \$100,000,000. *Le Devoir* a dit que ce n'est pas un fonds d'éducation, mais de voirie.

Il (M. Ross) déplore que le gouvernement ait discontinué de verser leurs subventions annuelles aux commissions scolaires de Verdun, Montréal et Québec, et ne s'occupe que des contrats à accorder. Ce gouvernement, qui repose sur l'absolutisme, ne peut souffrir que les instituteurs réclament des traitements raisonnables. Il laisse la police provinciale, dit-il, matraquer les ouvriers de l'amiante. Il supprime les subventions aux commissions scolaires et il se moque du droit des gens. Il n'y a qu'une chose sacrée: les contrats aux amis du régime. Seuls ont voix au chapitre les entrepreneurs et les tenanciers.

Je reproche au premier ministre d'avoir présenté l'an dernier cette loi néfaste qui permet aux Commissions scolaires de rétablir les rétributions mensuelles et qui supprime la gratuité des manuels. Le gouvernement enveloppe d'un même mépris le syndicalisme et l'instruction gratuite et obligatoire. Le gouvernement déteste tout ce qui a un caractère social et démocratique. Le premier ministre est inquiet et pessimiste. Il est assuré que le raz-de-marée formidable du ressentiment populaire va déferler jusqu'à la colline du Parlement...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Quel raz?

M. Ross (Montréal-Verdun): Le raz qui va engloutir le ban et l'arrière-ban de l'Union nationale. Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas d'œuvres véritablement importantes à son crédit. L'heure de la délivrance sonnera bientôt. Toute une population se lèvera pour mettre à la tête de l'administration provinciale un groupe d'hommes qui ont le sens social, un groupe d'hommes qui, s'inspirant du passé, prépareront l'avenir⁷.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
(Tirant de son pupitre une liasse de notes) En entendant le député de Verdun parler de l'heure de la délivrance, tout le monde a compris qu'il s'agissait de son heure de discours.

(Rires à droite)

J'ai écouté ce discours et je suis heureux d'apporter quelques précisions aux errements dont il est rempli. Si le député avait écouté le discours du trône, il aurait appris que le gouvernement apportait à l'éducation un souci que l'on n'avait jamais connu du temps de ses amis à lui. Fort du vieil adage populaire "Tant vaut l'école, tant vaut la nation", le gouvernement actuel, dirigé par un homme qui a consacré toutes ses énergies à la défense de sa province et des siens, s'est penché avec sollicitude

sur la jeunesse et lui a assuré un système d'enseignement qui tient compte de notre mentalité et de nos traditions. Nous voulons que le peuple du Québec ait le meilleur système scolaire au monde.

M. le député de Verdun (M. Ross) a parlé des \$100,000,000 de dettes scolaires que nous avons assumées en 1946. Mais, s'il avait réfléchi, il n'en aurait pas parlé de cette dette, car il devrait savoir qu'elle a une origine. S'est-il demandé qui l'a créée? S'il avait réfléchi, il n'en aurait pas parlé, de cette dette, car il devrait savoir que ces \$100,000,000 ne sont pas autre chose que le montant nécessaire qu'il a fallu que le gouvernement fasse voter par la Chambre pour réparer les dégâts dans le domaine scolaire, dus à un demi-siècle d'incurie et de négligence, d'une négligence coupable d'un gouvernement qui laissait les parents se saigner à blanc pour envoyer leurs enfants à l'école et ne versait qu'au compte-gouttes, à la cent, les sommes d'argent dont avait besoin l'éducation dans notre province.

Cette dette de \$100,000,000, ce n'est pas l'Union nationale qui l'a accumulée de 1936 à 1939, puisque d'après le rapport Rowell-Sirois lui-même, rapport qui est le résultat d'une enquête fédérale, la dette scolaire, dans le Québec, était en 1936, après 39 ans d'administration libérale, de \$78,000,000⁸. Et les libéraux ont encore été au pouvoir de 1939 à 1944. En 1946, quand le gouvernement a fait adopter sa loi pour le progrès de l'éducation, il a sauvé de la faillite des centaines de commissions scolaires. Cette dette de \$100,000,000, c'est la dette des libéraux. Le premier ministre a eu le courage d'assumer les fautes des gouvernements passés et de prendre à sa charge les dettes que les libéraux, pendant 40 années, ont laissées s'accumuler.

Il fait une rétrospective du système d'enseignement qui démontrera, dit-il, l'instabilité de nos régimes politiques en ce domaine. Il part de 1801 avec l'institution royale, rappelle la loi des fabriques-écoles en 1824, la loi des commissions syndicales de 1829, les modifications aux institutions royales en 1835; 1841, loi qui fut une tentative de nous étouffer, dit-il, et qui fut appelée en 1845. D'après l'esprit de la loi de l'instruction publique votée en 1846, grâce au courage et à la prévoyance de Sir Louis-Hippolyte La Fontaine⁹, les parents et l'État devaient se partager le coût de l'enseignement. Cette loi instituait les cotisations obligatoires pour le financement des écoles, obligeait les parents à contribuer et prévoyait une réserve de 15 % pour le paiement des déficits. Quelle vision! Dès 1846, La Fontaine prévoyait les déficits scolaires qu'apporteraient les administrations libérales.

La Fontaine avait besoin de courage pour présenter cette loi, dénoncée par les seigneurs qui voulaient empêcher les parents de payer, comme il fallait du courage au premier ministre, 100 ans plus tard, en 1946, pour présenter sa loi sauvant de la faillite, où l'avait précipité le régime libéral, l'école québécoise. Mais la loi La Fontaine introduisait dans notre législation le principe de la contribution des parents et de l'État à l'instruction des enfants. C'est la loi de base de notre département de l'Instruction publique.

Malheureusement, sous les régimes libéraux, la part du gouvernement a toujours été réduite à la portion congrue, tandis que celle des parents était toujours élevée.

Veut-on connaître la part du gouvernement et des parents dans le domaine éducationnel? En 1864, les parents ont fourni \$112,000 et le gouvernement, autant. En 1872, les parents \$140,000, et le gouvernement, \$142,000¹⁰. En 1884, les parents \$542,291 et le gouvernement, \$131,079¹¹. En 1893, les parents, \$1,076,000 et le gouvernement, \$157,000. En 1914, les parents ont payé \$5,344,000¹² alors que le gouvernement ne fournissait que \$185,000. En 1924 et en 1934, j'ai cherché en vain les rapports; les chiffres ont disparu étant sans doute de la même trempe que ceux que je viens de citer. Ce déséquilibre entre la part des parents et la part de l'État a ébranlé toute la structure de notre économie scolaire.

Cependant, depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, l'état de choses a été transformé: c'est le gouvernement qui paie la plus grosse part, et dans des proportions considérables. Il fallait attendre en 1936, alors que l'Union nationale a donné \$5,000,000 de plus que les parents. En 1944, à la suite de l'exemple fécond de l'Union nationale sans doute, cette somme était de \$16,000,000. De 1944 à 1949, le gouvernement, voulant réparer les erreurs des régimes libéraux, a voulu porter la part du gouvernement à \$41,000,000¹³ grâce à la loi salvatrice du fonds d'éducation.

Prenant à son compte, en 1946, les dettes des parents qui se chiffraient à \$100,000,000, le gouvernement de l'Union nationale a vraiment mis l'éducation à la portée de tous. Il a mis fin au déséquilibre entre l'effort des parents et celui du gouvernement, déséquilibre qui avait si gravement ébranlé la structure de notre économie scolaire. Autrefois, les parents devaient lutter seuls.

Le peuple était pauvre autrefois et le gouvernement refusait de payer. Aujourd'hui, les parents ne luttent plus seuls. J'ai entendu mon prédécesseur, aujourd'hui juge de la Cour supérieure, dire la même chose.

Le député de Verdun (M. Ross) a fait entendre, dans son discours, le langage que tenaient, en 1901¹⁴, les députés libéraux qui s'opposaient à ce que les parents et le gouvernement fassent leur part pour l'éducation. C'est le même esprit, ce sont les mêmes motifs qui président à la même mentalité...

M. Ross (Montréal-Verdun) invoque l'article 285 des règlements et demande à l'Orateur de prier le secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) de ne pas lui prêter des motifs inavoués.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je ne prête aucune intention, j'interprète ses paroles. Le mal fut dénoncé pour la première fois à Trois-Rivières en 1913. C'est là qu'on a découvert que ce n'était pas la philosophie de l'enseignement qui faisait défaut dans Québec, mais le peu d'aide du gouvernement. Et ce sont les libéraux comme le député de Verdun qui viennent nous dire que l'éducation leur tient à cœur, qu'ils s'apitoient sur le sort des institutrices et institutrices. Pourtant, le député de Verdun appartient à un régime qui a laissé les institutrices pendant plus d'un demi-siècle avec un salaire annuel de \$32 à \$100.

Lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir en 1936, certaines institutrices, notamment dans le comté du ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette), recevaient encore des salaires de moins de \$100 par année. Il a fallu le courage, l'héroïsme et l'énergie du premier ministre actuel pour assumer les fautes des gouvernements passés et prendre à sa charge les dettes que les libéraux, pendant 40 années, ont laissées s'accumuler.

Les gouvernements libéraux invoquaient notre pauvreté pour expliquer leur inaction. Ils osaient parler de pauvreté chez les Canadiens français quand nous vivons dans le pays le plus riche au monde en ressources de toute nature. Il est vrai que ces mêmes gouvernements libéraux cédaient à vil prix nos richesses naturelles à des étrangers.

Les gouvernements libéraux ont dilapidé les richesses de la province. De 1899 à 1918, 1,554,900 chevaux-vapeur, qui vaudraient aujourd'hui \$215,000,000, ont été vendus et cédés à perpétuité, sans rente, pour \$156,000 par des gouvernements libéraux qui avaient à leur tête les Parent¹⁵, les Gouin¹⁶ et les Taschereau¹⁷. On aurait dû faire profiter les nôtres des richesses naturelles plutôt que de les vendre aux étrangers. Nous avons la richesse, nous avons la richesse de notre sol et de notre sous-sol, et nous pouvions nous tirer d'affaire. Mais on nous l'a enlevée et on s'est plu ensuite à dire que nous

étions trop pauvres pour payer pour l'instruction de nos enfants.

Les réserves forestières d'une rive du Saguenay ont été vendues à perpétuité pour \$10,000¹⁸ et de l'autre rive, pour \$18,000 par les libéraux. N'ont-ils pas vendu toutes nos ressources forestières entre 1890 et 1924 à raison de \$172 le mille carré?

Mais cela ne s'est pas fait sous l'Union nationale, parce que nous, nous gardons le bien pour les générations futures, pour les enfants de chez nous, pour qu'ils servent à eux et pas seulement aux centralisateurs d'Ottawa. Les libéraux ont attaqué la famille même en 1942 puisqu'ils ont cédé pour \$20,000,000 par année à Ottawa le droit de percevoir l'impôt personnel, des impôts qui ont rapporté, l'an dernier seulement, la somme fabuleuse de \$332,200,000 dans la seule province de Québec.

En même temps que M. Godbout¹⁹ n'avait rien à donner pour payer les maîtres, peindre les écoles, agrandir les écoles normales, il obligeait par une loi les enfants à aller en classe. Incapable de bâtir des écoles, il a dit, le fouet à la main: "Vous irez quand même de force aux écoles que je ne peux pas bâtir." Voilà pourquoi nous nous sommes réveillés avec \$100,000,000 de dettes scolaires.

Sans notre loi de 1946, par laquelle le gouvernement a assumé ces \$100,000,000 de dettes, qu'est-ce qui se serait produit? Le gouvernement fédéral, qui nous donne \$20,000,000 d'une main pour prendre \$332,000,000 de l'autre, aurait dit: "Vous êtes pauvres. Vous n'avez pas d'argent pour bâtir des écoles et payer les instituteurs? Nous allons prendre vos écoles et soutenir l'enseignement chez vous avec une partie des \$332,000,000."

Par la loi de 1946, nous avons sauvé l'autonomie de notre système scolaire. Le gouvernement de l'Union nationale a vraiment mis l'éducation à la portée de tous et pour ne pas limiter ce privilège dans le but d'en favoriser quelques-uns. Il a mis fin au déséquilibre entre l'effort des parents et celui du gouvernement, déséquilibre qui avait si gravement ébranlé la structure de notre économie scolaire. Autrefois, les parents devaient lutter seuls. Si l'Union nationale a pris à sa charge les dettes des commissions scolaires, c'est que le Parti libéral les avait amenées à la porte de la faillite.

Nous avons empêché qu'Ottawa s'en empare en prétextant notre pauvreté tant chantée par les libéraux. Les tentatives centralisatrices d'Ottawa ne se sont pas cependant arrêtées là malgré le coup de barre de l'Union nationale. On a d'abord créé la commission Rowell-Sirois²⁰, qui constituait la première tentative d'entrée d'Ottawa dans les finances scolaires.

Mais parce que le chef actuel du gouvernement a compris le geste, on a dû abandonner ce plan. Le gouvernement fédéral essaye aujourd'hui de se reprendre.

Il a créé la commission Vincent Massey qui, sous prétexte de "culture"²¹, vise à centraliser l'enseignement. Et malheureusement, bien des esprits se sont laissés prendre à cette tactique centralisatrice. Ils sont allés là en disant que l'éducation appartenait à la province, mais que la "culture", c'est le domaine d'Ottawa. Mais c'est encore là une petite marche sournoise sur notre système scolaire. Voilà une distinction subtile qu'aucun juriste sérieux et instruit ne pourrait soutenir et que ne saurait inspirer le texte même de la Constitution.

Sans l'attitude énergique du chef de l'Union nationale, je n'aurais pas cherché noise aux commissions scolaires de demander de l'aide à Ottawa, puisqu'on ne pouvait pas les aider à Québec. Mais que serait-il arrivé? N'eût été la loi pour assurer le progrès de l'enseignement, le contrôle de l'enseignement, nous serions obligés de nous jeter dans les bras d'Ottawa et dire: "Sauvez nous". L'éducation aurait été conquise par le fédéral à coups de dollars.

Qui aurait eu la direction de nos écoles? Est-ce une personne imbue de la mentalité et de la vie de la province de Québec? Si on pouvait mettre la main sur l'enseignement dans la province de Québec, on en confierait probablement la direction à un homme comme le Dr Chisholm²², qui prêche partout qu'on a tort d'enseigner aux enfants l'obéissance, parce qu'elle engendre la peur plutôt que la liberté, et la notion du bien et du mal.

Le taux de la taxation de la province diminue chaque année en comparaison de celui de la taxation imposée par le gouvernement fédéral, avec la conséquence que nous nous sommes réveillés au bout de 100 ans avec \$100,000,000 de dettes scolaires. Heureusement que l'autonomie provinciale existait et ne représentait pas un vain mot. Aussi longtemps que le chef de l'Union nationale aura un souffle de vie, Québec sera imprenable et demeurera insaisissable. Il gardera son obéissance à Dieu.

L'organisation scolaire de la province respecte les droits des parents et de l'Église dans le domaine de l'éducation des enfants, et elle offre ainsi des garanties formelles. Si nous avons la sérénité et la paix de l'âme, c'est que nos enfants sont élevés dans le respect des traditions ancestrales, c'est qu'ils sont éduqués par des éducateurs imbus de principes sains et religieux.

Si La Fontaine était revenu en cette Chambre en 1943, il aurait trouvé à son scandale le désordre complet dans tous les domaines, l'éducation négligée,

la santé publique mal protégée, nos richesses nationales vendues aux étrangers, la formation de nos instituteurs compromise par la carence de moyens adéquats, l'éducation des enfants pêchant à sa base par l'absence de méthodes, d'orientation et de psychologie. S'il était revenu en 1949, il aurait vu ce qu'a accompli notre chef héroïque.

En 1846, la province a trouvé en La Fontaine un chef héroïque et courageux, et nous avons retrouvé, en 1946, en Duplessis, un autre chef aussi héroïque et courageux. Le chef de l'Union nationale a vite compris que nos richesses nationales étaient dilapidées indûment au profit des étrangers. En faisant adopter cette loi de 1946, l'honorable premier ministre s'est montré aussi courageux, aussi prévoyant que La Fontaine. À un siècle de distance, ces deux chefs ont sauvé notre autonomie scolaire.

Le premier ministre, qui a su faire la jonction de deux siècles de lutte, devrait être appelé le "père des écoles de la province de Québec", qu'il a sauvées de la faillite et soustraites à l'emprise centralisatrice d'Ottawa, comme La Fontaine mérita d'être appelé le père de notre charte constitutionnelle, à cause de sa conduite énergique voici un siècle. Ottawa aurait pu facilement s'emparer de nos écoles, sous prétexte que les commissions étaient trop pauvres pour les faire vivre.

(Applaudissements à droite)

Il n'a pas voulu que l'on parlât plus longtemps de pauvreté, qu'on qualifiât notre peuple de porteurs d'eau, car il avait les richesses nationales que la Providence a léguées à notre province. Au lieu de vendre nos ressources naturelles à vil prix, le premier ministre les fait contribuer par le fonds d'éducation au maintien de nos écoles. La Fontaine en 1846 ne pouvait taxer que les biens fonciers pour venir en aide à nos écoles. En 1946, Duplessis comprit qu'il existait d'autres sources de revenus.

C'est alors qu'il a trouvé une formule salvatrice avec sa loi pour le progrès de l'éducation. Il a taxé les grandes corporations pour dégrever la petite propriété qui, jusque-là, supportait seule depuis 100 ans le fardeau des dettes scolaires. Devant une telle situation, La Fontaine aurait agi de la même façon.

Homme au regard d'aigle, notre chef peut envisager d'un coup l'immensité d'un problème et réparer 100 ans d'erreurs. Ces hommes, un pays n'en connaît qu'un par 100 ans, par 200 ans.

L'on s'est plu à répéter que l'année 1846 était l'année basique de notre programme d'éducation. Personne n'ignore la période d'instabilité que connaissait notre régime scolaire entre 1801 et 1841.

En 1801, l'Assemblée législative adopte la loi relative à l'Institution royale pour l'avancement des sciences qui, par la suite, cause de nombreux soucis à l'école française. En 1824, la loi dite des écoles de fabrique met la paroisse à la base de l'organisation scolaire.

Malheureusement, la pauvreté des fabriques ne permet pas à cette loi d'atteindre le succès espéré. La loi des écoles d'assemblées de 1829, en divisant la responsabilité du fonctionnement des écoles entre une commission de syndics et le député de la circonscription, ouvrait trop grandes les portes à l'ingérence politique.

Avant 1846, la cotisation scolaire était libre et ne comportait aucun caractère coercitif. Il est vrai qu'en 1841, l'on avait adopté une loi établissant le principe de la contribution obligatoire. Cependant, en 1845, à la suite d'une levée de protestations, le rappel de cette loi avait remis en vigueur le système de contribution volontaire. Que l'on réfère aux journaux de l'époque pour réaliser combien la population était réfractaire au principe de la taxation scolaire obligatoire.

Le fonds d'éducation est basé sur la justice distributive. Comment le député de Verdun (M. Ross) peut-il venir parler du cœur des libéraux? En 1940, sous un régime libéral, 7,590²³ instituteurs ou institutrices ne recevaient que \$300 par année. Depuis 1944, sous l'Union nationale, il n'y a plus de salaire de \$300 par année. Aujourd'hui, le salaire minimum est de \$600 par année. Il y avait, en 1940, 6,023²⁴ salaires de \$400; il n'y en a plus que 11 sous l'Union nationale. Il y avait, en 1940, 1,777 salaires de \$500. Il n'y en a plus que 17 sous l'Union nationale. Par contre, il y a aujourd'hui 2,070 salaires de \$600 quand il n'y en avait que 470²⁵ sous les libéraux; 2,335 salaires de \$800, quand il n'y en avait que 215 sous les libéraux; 799 salaires de \$1,000 comparativement à 189 en 1940; 350 salaires de \$1,100 contre 45 en 1940; 660 salaires de \$1,500 contre zéro en 1940; 636 de \$2,000 contre zéro sous les libéraux; 68 de \$2,500 contre toujours zéro en 1940. Tous les autres ont été augmentés. Il en est de même à tous les paliers des salaires. À Montréal, les salaires ont été augmentés de façon considérable. Dans certaines régions rurales, certains salaires annuels sont aussi élevés que \$3,000 par année.

L'Union nationale a construit, depuis 1944, 1,089 écoles nouvelles, comprenant 3,035 classes et accommodant 100,000 enfants de plus. Il en a coûté \$30,349,196.39²⁶ au gouvernement. Le député de Verdun se demande où est allé le fonds d'éducation;

c'est là qu'il est allé. Nous avons donné \$6,542,990.76 aux écoles indépendantes comme les séminaires et les collèges classiques, qui ne relèvent pas du département de l'Instruction publique, depuis 1940. Nous avons construit 18 écoles normales nouvelles pour former des professeurs. Nous avons réparé 6,295²⁷ des 9,161 écoles de la province, au coût de près de \$7,000,000.

Il (l'honorable M. Côté) dit qu'en s'occupant des centres de perfectionnement, l'ancien gouvernement libéral a enseigné une matière, l'anglais, dans six centres à 545 élèves pour un coût total de \$22,698 alors que le gouvernement de l'Union nationale a maintenu seulement un de ces centres où huit matières différentes y étaient enseignées, à pas moins de 8,002 élèves pour seulement \$21,680.

On critique notre loi de 1946? Si elle est mauvaise, pourquoi 1,004 commissions scolaires sur un total de 1,057²⁸ s'en sont-elles prévalu et que 29 seulement ont refusé? Le nombre des enfants de plus de 14 ans qui ne sont pas obligés de fréquenter la classe a doublé dans nos écoles à cause des accommodations nouvelles que nous avons mises à leur disposition.

Pour les libéraux, vivre c'est préparer l'état de guerre, construire des bombes atomiques, des bombes d'hydrogène. Pour nous, vivre et survivre, c'est instruire nos enfants.

Mais qu'a-t-on fait du fonds d'éducation? dit le député de Verdun. Mais qui a payé l'octroi à l'école Thomas-Moore de Verdun? C'est nous. Le député de Verdun lui-même est même venu à mon bureau demander des octrois...

M. Ross (Montréal-Verdun) soulève un point d'ordre. Le ministre, dit-il, n'a pas le droit de m'imputer des motifs que je n'ai pas. Jamais de ma sainte vie je ne suis allé à son bureau pour demander de l'argent pour les écoles de Verdun.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Le député a manqué à son devoir alors.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'espère que la Chambre aura noté la déclaration du député, qui dit que jamais de sa vie il n'est allé demander des octrois pour ses électeurs.
(Rires)

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Je prends note du fait que le député de Verdun prétend ne m'avoir jamais demandé de l'argent, qu'il ne m'en demandera pas, qu'il ne se souvient pas de ce

que le gouvernement a fait pour les \$25,000 payés récemment à une communauté de son comté et les \$3,000,000 de dettes payées à des commissions scolaires de Verdun.

Je prends note de tout cela et je suis sûr que les électeurs du comté de Verdun sauront aussi à quoi s'en tenir.

M. Ross (Montréal-Verdun) voulait dire qu'il n'est pas allé demander d'argent parce qu'il connaît trop bien l'esprit de l'Union nationale.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Mon honorable ami admettra qu'il m'en a parlé.

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai demandé un octroi pour payer le déficit de la commission scolaire, mais jamais pour l'école Thomas-Moore.
(Désordre à droite)

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Je n'ai pas parlé de cette école en particulier.

M. Ross (Montréal-Verdun): Allons donc, le ministre vient de la nommer...
(Désordre dans la Chambre)²⁹

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Le nombre des professeurs non diplômés a constamment diminué depuis que l'Union nationale est au pouvoir. Depuis 1940, le nombre des professeurs et institutrices diplômés est passé de 720 à 20,664 sur un total de 22,005³⁰. Le gouvernement continuera d'assurer l'éducation à tous, en tenant compte des droits de l'Église, des parents et de l'État³¹.
(Applaudissements à droite)

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)
(Parlant en anglais) parle du problème du transport dans la ville de Montréal. En tant que député de Montréal, il est préoccupé par le problème du transport dont les répercussions s'étendaient au-delà des limites de la ville. La plupart des députés savent que les systèmes de transport en commun et les artères sont l'organe vital de la vie quotidienne d'une métropole, et Montréal est le marché le plus important pour les produits des régions rurales de la province. Vu l'expansion rapide de Montréal et l'accroissement de notre population, il faut absolument que la Métropole s'organise un service de transport plus rapide et plus moderne. Tout le monde se rend compte d'ailleurs que le système actuel est inadéquat et désuet.

À moins que des mesures déterminantes ne soient prises pour mettre en place un système de transport en commun efficace, Montréal perdra son prestige actuel. Les villes modernes ne peuvent pas prospérer et se développer sans systèmes de transports urbains rapides. À Toronto, on a déjà commencé à construire un réseau de métro. À moins que Montréal ne démontre réellement qu'elle ne va pas être à la remorque de Toronto, plusieurs nouvelles industries susceptibles de venir à Montréal pourraient choisir Toronto, et il serait même possible que Montréal perde certaines de ses industries actuelles.

Ceux qui n'ont jamais vécu dans une grande ville ne peuvent pas comprendre le besoin d'un système de transport urbain rapide à Montréal, mais ceux qui connaissent la métropole peuvent comprendre l'urgence et la frustration des voyageurs. Je suis en mesure d'affirmer à cette Législature que c'est dans l'intérêt de l'économie de toute la province que la ville de Montréal ait rapidement un système de tramways souterrain et des conditions de circulation améliorées.

D'après un rapport d'un comité d'enquête sur la circulation et le transport à Montréal produit l'année dernière par le conseil municipal de la ville de Montréal sous l'autorité de l'Assemblée législative, on est venu à la conclusion que l'enchevêtrement inextricable de la circulation retarde le développement industriel de la ville. Les États-Unis ont placé ce problème au premier plan, dans leurs principales villes. Il a été déclaré qu'il était impossible, vu la topographie de Montréal, de résoudre autrement les difficultés de transport chez nous que par la construction d'un métro.

Pour rester en affaires, l'industrie a besoin d'un système de camionnage efficace et économique. Et les camions qui restent pris dans les embouteillages, ce n'est pas ce qu'on peut appeler du transport économique. La circulation routière au centre de Montréal a atteint un point de saturation où les embouteillages augmentent aux intersections principales. Tout cela indique que la croissance industrielle de Montréal est sérieusement menacée.

À l'opposition, nous notons les contraintes imposées à l'entreprise privée lors du discours du trône et nous les approuvons. Mais nous croyons sincèrement que l'adoption du principe de la libre entreprise ne nuira pas à ce que les services de transport de Montréal soient la propriété de l'État si cela est nécessaire pour résoudre le problème. Et les conclusions du Conseil de recherche indiquent que tout système de métro qui sera construit devra être exploité, administré, intégré et conçu de façon à intégrer tout système de transport en commun de

surface et qui sera conséquent à la construction des métros.

Je ne propose pas de mettre en cause la propriété de l'État. Je veux seulement faire connaître mon souhait qu'un attachement tenace à la libre entreprise ne rende pas impossible une solution aux problèmes de transport et de circulation de Montréal. Aux États-Unis, les systèmes de transport en commun de plusieurs villes sont la propriété de l'État comme à Toronto et à Ottawa, et ceci suggère très fortement que les mesures initiales visant à régler les problèmes de Montréal dans ce domaine pourraient être que cette Assemblée autorise la municipalisation du système des tramways.

Il parle du problème de l'état actuel de la section protestante de la prison des femmes rue Fullum, à Montréal. Les conditions à la prison datent de 1874, dit-il, lorsque Lady Dufferin, l'épouse du gouverneur général de l'époque, avait noté des conditions de surpopulation: il y avait cinq femmes par cellule de trois lits. La section protestante de la prison, située d'un côté de l'aile, avait sa propre entrée.

Dans cette section, il y a six cellules situées au sous-sol, anciennement utilisées pour le confinement solitaire, et elles sont présentement utilisées pour assurer le bien-être des femmes sous observation mentale. Ces femmes de toute confession religieuse étaient anciennement placées dans la section catholique, mais lorsque les religieuses du Bon-Pasteur ont décidé de ne plus les accepter, elles ont été placées dans la section protestante, qui est sous le contrôle direct du gouvernement.

Il souligne la situation à l'égard de celles qui doivent passer un examen mental, qui peut prendre entre deux et cinq semaines. Les lieux ne sont pas bien équipés, dit-il. Aucun membre du personnel protestant n'a les qualifications générales requises en santé mentale. Cependant, une infirmière de la section catholique effectue des visites régulières et sur appel. De plus, des médecins de l'hôpital de Bordeaux visitent régulièrement les criminelles aliénées.

L'édifice actuel n'est pas adéquat et sa capacité a été augmentée artificiellement en utilisant des lits à deux étages. Il n'y a pas de séparation adéquate entre les femmes déclarées coupables et les non coupables et on peut douter du fait qu'une telle séparation exigée par les règlements internationaux soit adéquatement réalisée dans l'édifice actuel.

Cet état de choses a ému le Conseil des femmes de Montréal et les organisations féminines de Notre-Dame-de-Grâce, qui ont adopté des résolutions de protestation demandant au gouvernement et à la ville de Montréal de faire le nécessaire pour améliorer les

conditions actuelles. M. Norman R. Romer, président de la John Howard Society, a publié un rapport défavorable sur la prison de la rue Fullum, de même que quelques journaux de Montréal.

Peut-être qu'une mesure corrective à la prison de la rue Fullum pourrait être obtenue selon les suggestions de l'aumônier protestant de la prison, à l'effet que le gouvernement bâtisse ce qu'il qualifie d'une annexe petite mais sécuritaire, qui constituerait légalement une section de la prison de Montréal. Le personnel de garde pourrait être le personnel de la prison, alors que le personnel administratif et médical, y compris les infirmières, pourrait être celui de l'hôpital en question.

L'aumônier a aussi suggéré, dans son discours à la réunion des Young People's Union of Wesley United Church de Notre-Dame-de-Grâce, que les frais administratifs et médicaux pourraient être absorbés en vertu de la loi des services d'aide. De cette façon, ceux qui se présenteraient en cour et qui seraient sérieusement malades ou blessés pourraient recevoir des soins médicaux réguliers pour qu'ils soient assez bien pour subir un procès.

Les suggestions de l'aumônier pourraient fournir une réponse aux conditions carcérales. Du moins, c'est une solution envisageable et c'est plus que ce que les autorités provinciales prévoient fournir.

Il suggère qu'une industrie soit mise sur pied dans le but de fournir un peu de travail aux détenues, que des activités culturelles ou éducatives soient prévues et qu'un centre de détention provisoire exploité par l'État, et qu'un centre non confessionnel soit établi et doté d'un personnel adéquat pour traiter tous les cas des femmes en détention, qui sont en attente d'un procès ou d'une sentence, qu'elles soient saines d'esprit ou sous observation, qu'elles soient en santé ou non. À partir de ce centre, les femmes catholiques pourraient être transférées, soit vers une institution catholique, telle que présentement constituée, ou vers une maison de correction catholique qui pourrait être située dans un tout nouvel édifice conçu pour séparer les jeunes réformables des récidivistes.

J'ai reçu, dit-il, un certain nombre de lettres au sujet de la prison de la rue Fullum, notamment du conseil local de Notre-Dame-de-Grâce, qui demande que le gouvernement mène une enquête sur la situation scandaleuse de la prison des femmes, afin de trouver une solution. Il est encourageant de voir que l'honorable ministre des Mines (M. French) a récemment visité la prison. Il insiste pour que le gouvernement adopte des mesures visant à apporter des améliorations considérables à cette institution.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté³². Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Comité mixte de la Bibliothèque de la Législature

CONSEIL LÉGISLATIF

16 février 1950

Résolu: Que les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Laferté, Martineau, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ordonné: Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Paquette et Groulx et MM. Bélanger, Blanchard, Caron, Cossette, Ducharme, Dupré, Gatien, Jolicœur, Johnson, Kirkland, Larivière, Riendeau et Samson constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Comité mixte des impressions législatives

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et

l'informant que l'honorable M. Barrette et MM. Bellemare, Bertrand, Choquette, Leclerc, Lévesque, Marcotte, Ross, Thibeault, Thuot et Vachon représenteront l'Assemblée dans ledit comité mixte; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Dépôt de documents:

Ministère des Mines, rapport 1948-1949

L'honorable M. French (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1949. (Document de la session no 10)

Ministère de la Colonisation, rapport 1948-1949

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1949. (Document de la session no 11)

Office du crédit agricole, rapport 1949

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'Office du crédit agricole, pour l'année se terminant le 31 décembre 1949. (Document de la session no 12)

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce que la Chambre ne siégera pas ce soir, à cause d'un caucus ministériel important³³.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce pour conseiller le premier ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, parce que dans notre parti au moins, on sait qui est le chef.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *La Patrie* du 23 février 1950, à la page 19, rapporte qu'en l'absence de l'honorable M. Paquette, c'est le premier ministre qui présente les projets de loi qui sont inscrits au nom de son collègue et que M. Duplessis les a présentés simultanément. D'ailleurs, ses remarques se réfèrent aux deux projets de loi.

2. Allusion à la victoire de M. Louis Saint-Laurent (1882-1973), premier ministre libéral du Canada de 1948 à 1957, élu pour la première fois aux élections générales de 1949.

3. Charles Hazlitt Cahan (1861-1944), député conservateur de Shelburne à l'Assemblée législative de Nouvelle-Écosse de 1890 à 1894. Avocat de métier, il s'installe au Québec et se fait élire député conservateur de Saint-Laurent-Saint-Georges à la Chambre des communes de 1925 à 1940.

4. *Le Nouvelliste* du 23 février 1950, à la page 9, mentionne plutôt "service intérieur".

5. Chiffre de *L'Événement-Journal* du 23 février 1950, à la page 8. Le *Montreal Star* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt "cinq nouveaux juges".

6. *Le Droit* du 23 février 1950, à la page 2, indique plutôt 2 %.

7. Selon le *Canada* du 23 février 1950, à la page 14, le discours de M. Ross a duré exactement 57 minutes.

8. Chiffre de la majorité de nos sources. Seul *Le Canada* du 23 février 1950, à la page 2, mentionne une dette scolaire accumulée de

\$8,000,000, alors que *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 9, mentionne \$76,000,000.

9. Louis-Hyppolite La Fontaine (1807-1864), avocat et homme politique. Il est député de Terrebonne de 1830 à 1838 où il appuie généralement le parti patriote. Après l'Acte d'Union, il est élu dans York (Haut-Canada) et forme un ministère avec Robert Baldwin entre 1841-1843 et 1848-1851.

10. Chiffres de *L'Événement-Journal* du 23 février 1950, à la page 8. *Le Soleil* du même jour, à la page 6, inverse ces deux montants pour donner ceci: "En 1872, les parents, \$142,000 et le gouvernement, \$140,000."

11. Chiffre de *L'Événement-Journal* du 23 février 1950, à la page 8. *Le Canada* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt \$131,017.

12. Chiffre de *L'Action catholique* du 23 février 1950, à la page 16. Deux autres journaux du même jour mentionnent des sommes différentes: le *Montréal-Matin*, à la page 5, mentionne \$5,340,000 alors que *Le Canada*, à la page 2, écrit plutôt \$5,584,000.

13. Chiffre de *L'Événement-Journal* du 23 février 1950, à la page 8. *Le Canada* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt \$49,000,000.

14. Date du *Montréal-Matin* du 23 février 1950, à la page 5. *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt 1902.

15. Simon-Napoléon Parent (1855-1920), premier ministre libéral du Québec de 1900 à 1905.

16. Lomer Gouin (1861-1929), premier ministre libéral du Québec de 1905 à 1920.

17. Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952), premier ministre libéral du Québec de 1920 à 1936.

18. *Le Nouvelliste* du 23 février 1950, à la page 9, indique plutôt \$100,000.

19. Adélard Godbout (1892-1956), premier ministre libéral du Québec du 11 juin au 26 août 1936 et de 1939 à 1944.

20. La Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales (ou commission Rowell-Sirois), présidée par N. W. Rowell puis par Joseph Sirois, a été constituée par le gouvernement

fédéral, en 1937, afin d'examiner les bases sur lesquelles reposait le Pacte confédératif ainsi que l'attribution des pouvoirs législatifs à la lumière des développements économiques et sociaux des derniers 70 ans. La Commission déposa en 1940 un rapport dans lequel elle recommanda notamment que le gouvernement fédéral détienne tous les pouvoirs en matière d'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations et qu'elle assume la responsabilité de l'assurance-chômage.

21. *Le Canada* du 23 février 1950, à la page 2, précise que l'honorable M. Côté prononce le mot "culture" à l'anglaise.

22. George Brock Chisholm (1896-1971), médecin psychiatre ontarien. Vétéran de la guerre, sous-ministre de la Santé au fédéral de 1944 à 1946, il fut un personnage controversé qui bousculait les codes moraux de son époque.

23. Chiffre de *L'Action catholique* du 23 février 1950, à la page 16. *Le Montréal-Star* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt 7,790 professeurs.

24. Chiffre de *L'Action catholique* du 23 février 1950, à la page 16. *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt 6,034 salaires.

25. Chiffre de *La Presse* du 23 février 1950, à la page 24. *L'Action catholique* du même jour, à la page 16, mentionne plutôt 4,700, ce qui est probablement une erreur parce que contradictoire aux propos du ministre.

26. Chiffre de *L'Action catholique* du 23 février 1950, à la page 16. *Le Devoir* du même jour, à la page 10, mentionne plutôt \$30,350,008, alors que la *Gazette*, à la page 11, écrit \$30,349,185.

27. Chiffre de *L'Action catholique* du 23 février 1950, à la page 16. Le même jour, la *Gazette*, à la page 11, mentionne 5,295 écoles, alors que *The Quebec Chronicle-Telegraph* écrit pour sa part 6,292 écoles.

28. Chiffre de *L'Action catholique* du 23 février 1950, à la page 16. *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt 1,047 commissions scolaires.

29. *Le Canada* du 23 février 1950, à la page 14, rapporte que "les derniers mots des combattants se perdent dans le tumulte".

30. Chiffre du *Devoir* du 23 février 1950, à la page 10. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 7, mentionne plutôt 22,005 professeurs diplômés sur un total de 22,604.

31. Selon *La Presse* du 23 février 1950, à la page 24, le discours de l'honorable M. Côté a duré une heure. Par ailleurs, le même jour, un journal favorable à l'Union nationale, le *Montréal-Matin*, à la page 7, précise que le discours du ministre a été constamment entrecoupé d'applaudissements venant de la droite.

32. *L'Événement-Journal* du 23 février 1950, à la page 3, rapporte qu'en général le débat sur l'adresse "manque de vie" parce que deux députés sur trois "ont lu leurs discours pendant que le reste de la Chambre tuait le temps à autre chose".

33. Selon le journaliste du *Soleil* du 23 février 1950, à la page 3, cet important caucus ministériel devait discuter de l'assiduité des députés en Chambre, du prochain bill de Montréal et de questions relatives au parti de l'Union nationale.

Séance du jeudi 23 février 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation municipale de Saint-Gabriel-de-Valcartier, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- de la corporation de la paroisse du Lac-Saint-Charles, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- de la corporation municipale de Stoneham, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult).

- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- de la corporation de la paroisse de Saint-Gérard-Magella, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- de la corporation de la paroisse de Saint-Émile, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- de la corporation municipale de Saint-Gabriel-Ouest de Valcartier, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de vente (M. Gagné);

- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné);

- de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatién);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, demandant

l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de vente (M. Marcotte);

- de la corporation du conseil de comté de Montmorency numéro 1, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Prévost);

- de la ville de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de dame Margaret Donahue et Roger Biron, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Édouard Biron (M. Roche);

- de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- du révérend père Paul Chalumeaux et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception" (M. Fox);

- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatién);

- de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);

- de monseigneur Arthur Deschênes et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Caisse de retraite du clergé" (M. Johnson);

- de dame Alice O'Leary Desaulniers et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier (M. Roche);

- de Prévost & Dupont Construction Co. Ltd., demandant l'adoption d'une loi aux fins de faire déclarer libres de certaines servitudes conventionnelles ou restrictions au droit de construire les lots de la subdivision du lot no 217 de la paroisse du Sault-au-Récollet (M. Roche);

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Saucier);

- de la Corporation de Prêt et Revenu, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Saucier).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Arthur Murray Bain, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à l'exercice de chirurgien dentiste dans la province de Québec;

- de dame Alice Pelletier, en religion sœur Saint-Louis-de-Gonzague, et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant en corporation sous le nom de "Hôpital Laval";

- de la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant certaines dispositions de la loi de l'instruction publique;

- de Rosario Bélisle, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'adopter légalement Aimée-Blanche Pay et Marie-Julienne Hébert;

- de la corporation de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir certains pouvoirs additionnels;

- de la corporation Le Recteur et les membres de l'Université Laval à Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs;

- de Canadian Legion of the British Empire Service League, demandant l'adoption d'une loi permettant au Commandement provincial de Québec ou toute succursale de poursuivre ou être poursuivi en leurs noms respectifs;

- de Joseph-A. Beaulieu et Guillaume-A. Beaulieu, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph Quintal et celle de son épouse;

- de Jean-Louis Ouellet et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant un territoire en municipalité rurale distincte sous le nom de La Rochelle;

- de la ville de Plage-Laval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Rodrigue Moore, demandant l'adoption d'une loi relativement à son contrat de mariage;

- de dame Irène Déa et de J.-Edmond Levesque, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Joseph-Edmond Levesque;

- de Charles Côté, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Marie-Joseph Lorange;

- de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et des commissaires d'écoles, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 38 de ladite corporation.

Projets de loi:

Charte d'Asbestos

M. Goudreau (Richmond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Adoption d'A.-B.-Y. Pay et de M.-J. Hébert

M. Goudreau (Richmond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 concernant l'adoption d'Aimée-Blanche-Yvonne Pay et de Marie-Julienne Hébert.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Municipalité de La Rochelle

M. Goudreau (Richmond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 érigeant la municipalité de La Rochelle pour fins municipales seulement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Plage-Laval

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de Marie-Joseph Lorange

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 concernant la succession de dame Marie-Joseph Lorange.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 concernant la

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Étienne-des-Grès

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 ratifiant le règlement 38 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 9 janvier 1950 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Laval

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 constituant en corporation l'hôpital Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Université Laval

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 concernant l'Université Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Arthur Murray Bain

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Arthur Murray Bain.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de Joseph Quintal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 concernant la succession de Joseph Quintal et celle de son épouse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Contrat de mariage de Rodrigue Moore et Ida Vincent

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 annulant une clause du contrat de mariage de Rodrigue Moore et Ida Vincent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Légion canadienne

M. Rennie (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 concernant la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Adoption de J.-E.-G. Dea-Levesque

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 concernant l'adoption de Joseph-Edmond-Gérard Dea-Levesque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Maisonneuve

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 constituant en corporation l'hôpital Maisonneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxe d'éducation à Coaticook

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 autorisant les commissaires d'écoles et les syndics d'écoles pour la municipalité de Coaticook à lever une taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession d'Albert Comtois

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 concernant la succession du docteur Albert Comtois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sœurs de Sainte Jeanne d'Arc

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 constituant en corporation les Sœurs de Sainte Jeanne d'Arc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commissaires d'écoles de
Saint-Léon-de-Westmount**

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 exemptant les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léon-de-Westmount de l'application de certaines lois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Royal Edward Laurentian Hospital

M. Rennie (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant une partie du lot no 25, dans le quartier Saint-Laurent en la cité de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxe d'éducation à Sorel

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 autorisant les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel à imposer une taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession de
Guillaume-Narcisse Ducharme**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 concernant la succession de Guillaume-Narcisse Ducharme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Gaston Élie

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 concernant les droits de Gaston Élie sous l'appellation "Gaston Élie in trust" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Instruction publique à Sherbrooke

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la loi 40 Victoria,

chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de Miles Williams

M. Rennie (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 concernant la succession de Miles Williams soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Communauté des Sœurs des
Saints Noms de Jésus et de Marie**

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 confirmant le titre de propriété et l'état hypothécaire de certains immeubles acquis par la communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Malartic

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 modifiant la charte de la ville de Malartic soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Terres en culture
à Montréal**

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commissaires d'écoles de
Saint-Étienne de la Malbaie**

M. Leclerc (Charlevoix) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie dans le

comté de Charlevoix soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Eustache

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Harry Bernard Zaritsky

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 changeant le nom de Harry Bernard Zaritsky *et uxore* en celui de Harry Bernard Zarr soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 22 février courant, sur la motion proposée par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), dont elle a été saisie jeudi le 16 février courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. l'administrateur de la province de Québec:

À l'honorable M. l'administrateur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) félicite son collègue le secrétaire de la province (l'honorable M. Côté) pour son magnifique exposé, la veille. Son discours, dit-il, a mis en opposition deux régimes, deux orientations, deux politiques, c'est-à-dire le régime du petit bonheur, de la négligence et celui du progrès, de l'action, des réalisations.

Il (l'honorable M. Sauvé) déclare qu'il veut, une fois pour toutes, couper court aux dires de toutes

sortes qui circulent à l'effet que la province de Québec est en retard en matière d'instruction publique. Et je répondrai chiffres en main, dit-il. Les statistiques que je produis aujourd'hui, nous les avons obtenues de sources sûres, puisqu'elles nous ont été fournies par les ministres de l'Éducation de l'Ontario et de l'État de New York, États avec lesquels nous avons entrepris de faire une comparaison. La province de Québec est au premier rang, non seulement des provinces canadiennes, mais de tous les États de l'Amérique et du monde, dans le domaine de l'éducation.

(Applaudissements à droite)

Jusqu'ici, une telle affirmation était accueillie avec scepticisme. Il est temps de nous rendre compte un peu de ce qui se fait chez nous. On a pris avec les années l'habitude de dire que l'enseignement est moins bien traité dans le Québec qu'ailleurs. Des gens ont créé cette mentalité à force de dire que notre province tire de l'arrière. Nous l'avons entendu dire et répéter nous-mêmes si souvent que nous avons développé une sorte de complexe d'infériorité qui nous empêche d'avoir une connaissance exacte de la situation.

Le gouvernement de Québec dépense, pour des fins d'enseignement, un pourcentage plus élevé de son budget total que n'importe quelle autre province canadienne et que n'importe quel autre gouvernement des deux Amériques. C'est dans Québec que se fait le plus grand effort en vue de l'avancement de l'éducation. Il (l'honorable M. Sauvé) choisit, pour fins de comparaison, la province du pays qui administre le plus fort budget, soit l'Ontario, et l'État américain qui a la réputation de dépenser le plus pour l'éducation, soit l'État de New York.

Au cours de l'année financière 1948-1949, la province de Québec a dépensé pour l'enseignement sous toutes ses formes \$41,002,223.23, soit 27.01 % de son budget de \$151,811,757, alors que l'Ontario dépensait pour les mêmes fins \$44,221,000, soit 17.18 % d'un budget de \$257,328,341¹ et l'État de New York \$183,603,000, soit 24.37 % d'un budget total de \$753,500,000.

Pendant la même année, les contributions gouvernementales à l'enseignement *per capita* ont été de \$10.81 pour le Québec comparativement à \$10.29 pour l'Ontario et à \$12.78 pour l'État de New York. Il est vrai que l'État de New York arrive en tête avec \$1.97 *per capita* de plus que la province de Québec. Mais, si l'on examine le seul item de la construction de nouvelles écoles, on constate qu'il en coûte, en moyenne, \$31,000 par classe à l'État de

New York quand une classe, dans le Québec, ne coûte en moyenne que \$14,000. Ce qui revient à dire que \$1 dépensé dans Québec pour fins de construction d'écoles équivaut donc à \$2.21² dans l'État de New York, où le coût de construction est en moyenne de \$1.15 le pied cube, alors qu'il est de \$0.65 ici. Par conséquent, il est indubitable que sous le seul item de la construction, toutes proportions gardées, Québec dépense plus pour son enseignement que New York même.

Le ministre (l'honorable M. Côté) a fait remarquer aussi que le nombre des enfants, proportionnellement à la population adulte, est beaucoup plus considérable dans le Québec que dans l'Ontario et dans l'État de New York, où il y a plus de contribuables pour payer des taxes scolaires et moins d'enfants pour les dépenser.

En plus des \$43,126,573.61 fournis par le gouvernement provincial, y compris les recettes des écoles qui sont réattribuées pour des fins scolaires, les sommes suivantes ont été payées en notre province pour l'enseignement en 1948-1949: contributions des corporations scolaires, \$33,543,305.78; contributions des institutions indépendantes subventionnées, \$28,038,470.87; contributions des institutions indépendantes non subventionnées, \$2,129,867.73; contributions du gouvernement fédéral, \$2,161,103.26.

En tout et partout, il s'est dépensé dans le Québec en 1948-1949, pour fins d'enseignement, \$108,999,321.25 comparativement à \$102,649,726.95³ dans la province d'Ontario. Ce qui veut dire que la dépense totale *per capita* dans notre province, pour une population estimée au 1^{er} juin 1948 à 3,792,000, est de \$28.74, contre \$23.89 dans l'Ontario avec une population de 4,297,000⁴ âmes. C'est une différence de \$4.85 par personne à l'avantage de la province de Québec.

Si l'on examine le sujet sous un autre angle, les dépenses totales scolaires 1948-1949 intéressaient 649,297 élèves dans l'enseignement primaire et 756,500 élèves environ dans toutes les écoles, tandis que celles de l'Ontario concernaient 714,697 élèves inscrits. Sur la base de ces chiffres, si on divise ces dépenses par le nombre d'élèves, le Québec a dépensé \$144.08⁵ en moyenne par élève, contre \$143.63 en Ontario. Ici encore, nous dépassons la province sœur. Ces chiffres sont d'autant plus remarquables que d'après les dernières statistiques officielles, Québec compte 42.4 % de sa population dans les âges de 0 à 19 ans, tandis que l'Ontario compte 33.4 % dans les mêmes âges.

Si l'on ajoute au montant dépensé les \$10,575,550 qu'il nous faudrait payer si des professeurs

laïques remplaçaient les 15,500 religieux et religieuses qui se consacrent à l'éducation dans notre province, on réalisera encore mieux que l'effort éducationnel chez nous est beaucoup plus considérable que n'importe où ailleurs.

Les trois principaux départements de l'administration provinciale qui s'occupent des diverses œuvres d'enseignement sont ceux de l'Instruction publique, du Bien-être social et de la Jeunesse et du secrétariat provincial. Huit autres ministères consacrent toutefois une part plus ou moins grande de leur budget à des fins éducationnelles. Le total de \$41,002,223.23 donné par le ministre est formé des sommes dépensées pour fins d'éducation par ces 11 départements.

Notre province possède un système d'enseignement professionnel qui lui est propre. Québec possède les cadres d'enseignement spécialisé les plus complets au monde. Outre les institutions de l'État, l'initiative privée a fondé un certain nombre d'écoles et nous devons rendre hommage au rôle que jouent les communautés religieuses dans leurs propres écoles ou couvents où souvent, avec l'aide du gouvernement, elles accomplissent un travail admirable en faveur des infirmes, des sourds-muets, des épileptiques éducatibles, etc.

Pour revenir au gouvernement provincial, sa part dans l'enseignement professionnel est sans précédent. Il (l'honorable M. Sauvé) cite des chiffres pour montrer la part de chacun des ministères dans les dépenses de l'enseignement, comme suit:

Affaires municipales.....	\$ 7,012,863.60	⁶
Agriculture.....	1,273,612.49	⁷
Bien-être social et Jeunesse.....	9,668,691.70	⁸
Colonisation.....	5,022.50	
Conseil exécutif.....	310,953.65	
Industrie et Commerce.....	24,897.92	
Instruction publique.....	15,389,406.79	
Mines.....	174,444.35	
Pêcheries.....	66,206.42	
Santé.....	1,535,924.74	⁹
Secrétariat de la province.....	9,428,495.75	¹⁰
Terres et Forêts.....	228,938.55	¹¹
Travail.....	100,658.56	
Travaux publics.....	225,041.70	
Trésor.....	2,689.09	
Dette publique (intérêts écoles techniques.....)	68,740.00	

Les dépenses pour fins d'enseignement, en 1948-1949, ont été de \$45,287,676.87, tandis que les contributions fédérales ne se sont élevées qu'à

\$2,161,103.35. Les \$7,012,863.60 utilisés par le ministère des Affaires municipales représentent l'argent de la caisse d'études créée en 1946, qui est la partie payée pour les intérêts et le fonds d'amortissement sur les obligations de remplacement émises pour retirer les obligations des commissions scolaires lorsque le gouvernement a pris en charge \$100,000,000 de leurs dettes. Les \$1,535,924.74 dépensés par le ministère de la Santé consistent en des subventions faites à des organismes de charité qui ont des classes de réadaptation.

On est habitué à penser que tout est inférieur chez nous, et si je fais des comparaisons avec l'Ontario ou New York, ce n'est pas dans le but de diminuer ces États, mais pour qu'on sache bien ce qui se fait chez nous et qu'on prenne conscience que si l'on réclame de plus en plus la première place dans bien des domaines, qu'au moins on reconnaisse que dans ce domaine de l'éducation, la première place, nous l'avons, et que l'Association d'éducation d'Ontario l'a déjà admis, ce dont nous sommes légitimement fiers. Pourquoi des gens à courte vue ou mal intentionnés le nieraient-ils, eux?

Il (l'honorable M. Sauvé) dit qu'on se trompe en pensant que seul son ministère et le secrétariat provincial consacrent des sommes à l'éducation, et il dit que l'énumération qu'on vient de lire le justifie. L'enseignement professionnel relève de plusieurs ministères et, si l'on considère l'ensemble, il est indiscutable que le Québec possède l'enseignement spécialisé le plus complet du monde entier.

Ainsi, le ministère de l'Agriculture a trois écoles supérieures, six écoles moyennes, neuf écoles régionales, sept orphelinats agricoles, une école de céramique, une école d'industrie laitière et deux écoles de médecine vétérinaire¹². Le secrétariat de la province, par l'intermédiaire du Conseil de l'instruction publique, a trois écoles supérieures d'enseignement ménager, 35¹³ écoles régionales d'enseignement ménager, 64 écoles moyennes d'enseignement ménager, deux écoles normales pour garçons, 42 écoles normales pour jeunes filles, un conservatoire de musique et d'art dramatique à Montréal avec filiales à Québec et à Sherbrooke, et deux écoles de beaux-arts. Le ministère de la Chasse et des Pêcheries a une école de pêcheries à Grande-Rivière.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce organise chaque année des cours d'hôtellerie, le ministère du Travail subventionne une quinzaine de centres d'apprentissage et opère le centre de réadaptation au travail des blessés de guerre et des accidentés du travail. Le ministère des Mines subventionne l'École supérieure de géologie et de

génie minier affiliée à l'Université Laval et le ministère des Terres et Forêts subventionne l'École supérieure d'arpentage et de génie forestier affiliée à l'Université Laval, une école de gardes forestiers, une scierie-école et une école de protection.

Le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse joue le plus grand rôle dans l'enseignement professionnel par le nombre des écoles et par les sommes qu'il y consacre. Actuellement, une cinquantaine d'écoles sont à la disposition de la jeunesse. Cet enseignement se divise en quatre catégories: les écoles techniques, les écoles d'arts et métiers, les écoles hautement spécialisées et les cours de métiers organisés dans les écoles de réforme et d'industrie.

Il y a présentement, dans la province, six grandes écoles techniques situées à Montréal, Québec, Trois-Rivières, Hull, Shawinigan et Rimouski. L'École technique de Montréal est la plus importante du genre de tout le Commonwealth britannique, aussi bien pour l'outillage que par le nombre des élèves. Chacune des grandes régions de la province possède ou est à la veille de posséder une école technique.

Autour des écoles techniques, 35 écoles d'arts et métiers ouvrent leurs portes à la population des petites et des grandes villes. Ces écoles, en décentralisant l'enseignement industriel, permettent à la jeunesse ouvrière de suivre sur place un cours de métier ou d'entreprendre sans déplacement les premières années du cours technique.

Il y a aussi huit écoles hautement spécialisées: l'École du meuble, l'École des arts graphiques, l'École de l'automobile, l'École des métiers féminins et l'École centrale des métiers ouverte dans l'ancien immeuble de l'Université de Montréal, et qui est devenue une véritable université ouvrière; l'École des textiles à Saint-Hyacinthe; l'École de papeterie à Trois-Rivières, qui est la plus importante au monde avec son moulin miniature; et l'École de marine de Rimouski, la première du genre au pays. Toutes ces écoles spécialisées n'ont pas été semées au hasard, mais elles ont été établies selon un plan d'ensemble étudié en tenant compte des besoins de la population et de l'industrie locale.

Présentement, 70 % de la population habite à une distance de moins de 10 milles d'une école professionnelle, 12 % à moins de 20 milles, 8 % entre 20 et 30 milles, et 5 % entre 30 et 50 milles¹⁴. Elles reçoivent des élèves de toutes les parties de la province. De même, 78 % des établissements manufacturiers sont aussi situés dans un rayon de moins de 10 milles des mêmes écoles. Tout élève qui

a le talent requis, quelle que soit sa situation de fortune, peut parfaire sa formation dans quelque métier qu'il désire exercer, et ce, grâce au système de bourses que le gouvernement de l'Union nationale a fait grandir et d'où il a fait disparaître le favoritisme.

Il (l'honorable M. Sauvé) ajoute que pour les seules écoles d'enseignement professionnel qui relèvent de son ministère, la capacité a été doublée de façon à obtenir 2,500 finissants par année au lieu de 1,000.

Malgré son budget énorme, dit-il, il ne faudrait pas croire, comme on le laisse entendre, que la proportion versée par Ottawa et Québec est effectué sur la base 50-50. Il (l'honorable M. Sauvé) énumère les ententes conclues entre Québec et Ottawa, la première en 1936, et affirme que dans toutes celles que le gouvernement actuel a signées, il a insisté pour qu'Ottawa dédommage le Québec des dépenses encourues pour la formation de la jeunesse, dans les usines de Québec.

De 1940-1941 à 1949-1950, soit pour une période de 10 ans, en vertu des ententes conjointes, la province de Québec a dépensé à elle seule \$40,644,957.87 pour l'enseignement spécialisé, soit 87.4 %, tandis que la part du fédéral pour les mêmes fins a été de \$5,854,180.18, soit 12.6 % des sommes totales dépensées pour les écoles et services qui relèvent maintenant du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse. La province a payé \$23,571,880.32 en dépenses ordinaires, \$5,001,381.26 en immobilisations, \$2,034,296 en bourses d'études et bourses à l'étranger, où Ottawa n'a pas contribué, bourses techniques et bourses universitaires.

Il (l'honorable M. Sauvé) donne diverses autres sommes pour les cours de culture populaire et d'efficacité industrielle, pour les services d'orientation, de placement et l'administration de l'aide à la jeunesse ainsi que pour les écoles de réforme et d'industrie. Le gouvernement de Québec paie la part la plus importante de l'entretien de ces écoles.

Dans le cas de l'école de Montréal, le gouvernement provincial a payé pour l'entretien¹⁵, depuis 1947, et paiera jusqu'en 1957, la somme de \$1,435,577.96 dont \$200,000 payés par le fédéral. Dans le cas de l'école de Sherbrooke, son entretien, depuis 1947, aura coûté la somme de \$1,282,750.12 dont \$162,500 payés par le fédéral.

Non seulement le ministère du Bien-être social a-t-il augmenté le nombre de ses écoles et agrandi considérablement son champ d'action, mais il a fait plusieurs innovations profitables. Voici les principales: organisation d'une direction générale de

l'enseignement spécialisé, qui s'occupe du programme d'études, de la formation du personnel enseignant et de la coordination de l'enseignement donné dans les diverses écoles. C'est ainsi que depuis environ deux ans, la direction générale des études de l'enseignement a permis aux professeurs de parfaire leur formation pédagogique et professionnelle. Des bourses d'études ont été accordées à 53 professeurs, 28 pour étudier dans nos universités, huit à l'étranger, et 17 suivent des cours par correspondance d'institutions étrangères.

Il (l'honorable M. Sauvé) parle de la création d'un service d'inspection et de surveillance dans les écoles, qui surveille l'application du programme d'études et voit à ce que les examens soient uniformes; mise sur pied d'un office des cours par correspondance, qui voit à la publication de manuels techniques français et à l'organisation de cours par correspondance. Les cours par correspondance, dit-il, ont été organisés de façon que les élèves peuvent se recruter à n'importe quel moment de l'année. Depuis la formation du service des cours par correspondance de l'enseignement spécialisé en 1947, 44 volumes ont été publiés, alors que cinq des volumes français ont été traduits en anglais et ont été vendus par dizaines de milliers maintenant; une soixantaine de résumés de cours ont été polycopiés. Plusieurs députés peuvent en prendre connaissance séance tenante.

Il (l'honorable M. Sauvé) dépose une copie de chacun de ces 44 volumes techniques.

Le service d'orientation, poursuit-il, offre le service de tests d'orientation grâce auxquels les jeunes gens peuvent opter pour une spécialité réellement conforme à leur talent et à leur tempérament, tout en les laissant libres, mais en tenant compte des possibilités d'absorption du marché du travail. Associé à ce service se trouve un organisme de placement, dont le personnel a pour fonction de renseigner les orienteurs sur les conditions du marché du travail, qui se tient en contact étroit avec les industries, afin que le diplôme de nos écoles soit réellement ce qu'il doit être: une clé qui ouvre la porte de l'industrie et ne crée pas un chômeur. Quelque 8,000 élèves qui ont étudié dans ces écoles d'enseignement technique ont tous été placés la plupart du temps grâce à ce service et ont trouvé des emplois rémunérateurs. La clinique d'aide à l'enfance, spécialement chargée de renseigner les juges avant qu'ils ne rendent jugement dans certaines causes de jeunes délinquants; organisation de travaux manuels et de métiers dans les écoles de réforme. De 1946 à 1950, le département a fait des dépenses d'immobilisations de l'ordre de \$7,063,826.37.

Il (l'honorable M. Sauvé) parle des conséquences bienfaisantes du développement de notre enseignement spécialisé. Dernièrement, il assistait à une collation de diplômés de l'École des textiles de Saint-Hyacinthe. Une vingtaine de jeunes gens y recevaient leur parchemin. Il (l'honorable M. Sauvé) les a tous rencontrés et a appris d'eux qu'ils avaient un emploi dans une industrie textile, que le plus petit salaire reçu par l'un d'eux était de \$2,600 et que la moyenne des salaires variait entre \$2,600 et \$4,200. Il (l'honorable M. Sauvé) dit que le directeur de l'école lui a même appris que le salaire minimum que les jeunes diplômés pourront recevoir, dans les industries du textile, d'ici à cinq ans, sera de \$5,000.

(Applaudissements)

Il (l'honorable M. Sauvé) dit que son ministère a dépensé \$472,180.04 pour des achats d'immeubles en vue d'y établir l'École des textiles de Saint-Hyacinthe et l'École d'automobile à Montréal; il a également investi un montant de \$3,640,753.06 dans de nouvelles constructions, notamment pour l'école de papeterie de Trois-Rivières, actuellement en voie d'aménagement, qui a coûté jusqu'à maintenant \$496,104.15 et dont le coût approximatif final se totalisera à \$750,000, et pour la scierie-école de Duchesnay et pour les écoles d'arts et métiers dans 10 villes de notre province. Une somme globale de \$2,950,893.27 a été dépensée pour des agrandissements et des améliorations de 14 édifices déjà occupés, pour former un grand total de \$7,063,826.37 en immobilisations, de 1946 à 1950. Le coût final pour la transformation et l'agrandissement de l'École technique de Trois-Rivières est fixé à \$830,000.

Il (l'honorable M. Sauvé) souligne les progrès réalisés depuis 1940-1941 dans l'enseignement technique et spécialisé. De 1940-1941 à 1944-1945, c'est-à-dire la période d'administration du régime Godbout, il s'est dépensé \$7,673,148.37¹⁶ pour cet enseignement, tandis que, depuis 1945-1946 à 1949-1950, le gouvernement de l'Union nationale a dépensé \$24,888,779.03 pour les mêmes fins, soit une augmentation de \$17,210,630.66. Pendant cette même période, le nombre des élèves a considérablement augmenté. De 1940 à 1945, 40,740 élèves de jour et de soir ont suivi les cours, alors que depuis 1945, 75,484 élèves ont suivi ces cours, augmentation de 34,744.

En même temps, nous nous occupons du sort des professeurs. Le 31 décembre 1944, le salaire minimum payé aux professeurs des écoles spécialisées était de \$1,200, tandis qu'au 31 décembre 1949, il

avait été porté à \$1,800, soit une augmentation de \$600. Le salaire moyen payé au professeur était \$2,002.97, le 31 décembre 1944, tandis qu'il avait été porté à \$2,581.50, le 31 décembre dernier, soit une augmentation de \$578.53. Le nombre des professeurs en 1944 était de 429 dans ces écoles et, en 1949, il était de 692, une augmentation de 263.

De 1945 à 1950, l'Union nationale a payé \$1,247,614.02 en octrois et subventions, comparativement à \$189,139.47 pendant les cinq années du régime Godbout. Pendant la même période, l'Union nationale a subventionné 98 colonies de vacances et 625 terrains de jeux, comparativement à 24 et 17 respectivement, sous le régime libéral de 1940 à 1945. Le nombre des bourses d'études a suivi la même courbe ascendante de 1945 à 1950, comparativement à 1944-1945. Durant cette dernière période, elles ont été au nombre de 3,211, d'une valeur de \$728,898.77. Cette valeur a augmenté à \$2,309,658.23 pour 16,964 bourses, de 1945 à 1950. Le plus grand nombre de bourses fut accordé pour des études universitaires.

Le gouvernement actuel a fait disparaître de la distribution des bourses l'ingérence politique et les a accordées à tous ceux qui en avaient besoin sans distinction, même à des adversaires politiques comme c'est le cas pour le président de l'Association libérale des étudiants de l'Université Laval, M. Laflamme, son vice-président, M. Leblanc, et des directeurs ainsi que pour les étudiants libéraux de l'Université de Montréal.

Pour les cours de culture populaire, le gouvernement provincial, précédemment à la création du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, a dépensé: \$799,497.95, de 1940 à 1944-1945, pour 5,257 élèves dans 107 centres et \$634,869.08, de 1945 à 1950, pour 20,859 élèves dans 382 centres. Le nombre des élèves et des centres a augmenté de 15,602 élèves et le coût a diminué considérablement, afin de permettre à plus d'élèves de profiter des argents dépensés.

Depuis la formation du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, les sommes versées annuellement pour la prévention de la criminalité juvénile et la réhabilitation des jeunes délinquants ont plus que doublé. Il (l'honorable M. Sauvé) dit que son ministère a dépensé \$5,306,505.35, de 1945 à 1950, et le gouvernement \$2,961,706, de 1940 à 1945. C'est une augmentation de \$2,344,799.25. Les statistiques officielles, dit-il, montrent une diminution de la délinquance juvénile. En 1941, les délinquants détenus dans les écoles de réforme se chiffraient à 928 pour une population

totale de 3,331,882, alors qu'en 1949, nous y comptons 758 détenus pour une population totale estimée à 3,887,000.

Une diminution de 183, ou 20.3 %, a été enregistrée dans le nombre d'élèves des centres d'éducation surveillée, avec une moyenne de 901 présences pour les périodes de 1940-1941 à 1944-1945, qui est tombée à 718 pour les périodes de 1945-1946 à 1949-1950. Une augmentation de 7.6 % a été enregistrée à la même époque pour les écoles industrielles de la province avec, dans ce cas, des chiffres comparatifs de 2,261 et de 2,454 respectivement. Depuis 1947, le département assume tous les frais de médecine dans ces écoles.

Le département a organisé récemment dans certaines écoles de réforme des cours de métiers pour les jeunes délinquants. À son entrée à l'institution, l'élève est dirigé par nos orienteurs vers l'étude d'un métier ou d'un art pour lequel il manifeste des dispositions évidentes. Plusieurs des jeunes délinquants vont suivre des cours à l'extérieur dans les écoles spécialisées du ministère. Lorsqu'il quitte l'institution, l'élève, s'il a les dispositions nécessaires, peut continuer ses études dans les écoles techniques et de métiers de la province. Si ses parents n'ont pas les moyens pour lui permettre de continuer ses études, il peut bénéficier d'une bourse du département qui lui permettra de devenir un homme de métier compétent et un technicien. De cette façon, l'ancien délinquant sera apte à gagner sa vie et deviendra un actif pour la société. Nous sommes loin du temps où les écoles de réforme étaient tenues comme des prisons; ce sont maintenant de véritables écoles de réhabilitation et de réadaptation.

Il (l'honorable M. Sauvé) affirme que nous faisons chez nous aussi bien et même mieux qu'ailleurs pour l'enseignement. Il demande à chacun de s'en rendre compte et de le répéter, au besoin, pour que personne ne l'oublie, surtout en dehors de la province.

Il (l'honorable M. Sauvé) dit qu'il a organisé son ministère, en 1944, à l'image de l'Union nationale, c'est-à-dire avec un minimum de dépenses et un maximum de rendement. Il souligne le travail efficace et l'appui toujours soutenu qu'il reçoit des employés de son ministère, de son excellent sous-ministre, M. Gustave Poisson, de ses chefs de services et de tous ses collaborateurs. Nous avons, dit-il, de tous les ministères, le service intérieur qui demande les plus petits frais tout en donnant un excellent travail.

En me confiant le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, le premier ministre a placé

sur mes épaules de bien lourdes responsabilités. Je lui en suis reconnaissant, car il m'a permis de contribuer à éclairer un point particulièrement sombre dans notre firmament québécois, puisqu'on a dit avec justesse que les écoles sont des étoiles dans le ciel¹⁷.

(Applaudissements)

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) annonce qu'il va présenter brièvement au gouvernement les requêtes qu'il croit nécessaire d'offrir dans l'intérêt de ses électeurs et des citoyens de toute la province. Il (M. Hanley) promet de ne jamais cesser de réclamer tant qu'il n'aura pas obtenu satisfaction. Il préconise des relations amicales de plus en plus suivies entre les citoyens anglais et français de la province de Québec et réclame des maisons à prix modique, construites avec des subsides du gouvernement.

Il est d'avis que le gouvernement devrait forcer la ville de Montréal à démolir et à reconstruire les taudis qui sont condamnés par le service municipal de santé, pour y reconstruire par après des édifices modernes où la santé de la population sera protégée. Il affirme ensuite que le gouvernement et les travailleurs devraient collaborer plus étroitement. La province devrait encourager l'entreprise privée qui n'exploite pas les ouvriers.

Il (M. Hanley) dit être un citoyen fier et civilisé et qu'il est fatigué d'entendre des remarques fausses et diffamatoires au sujet de la soi-disant situation scandaleuse qui prévaudrait à Montréal. Il proteste contre certains articles de journaux et de revues qui se font plaisir à décrire Montréal comme une vie où fleurit le vice. (Brandissant une copie d'une photo prise dans une revue américaine qui décrit la vie à Montréal) Il dit que la photo montre une présumée partie dans une barbote, qui a été prise sous l'ordre d'un ancien policier qui l'a vendue aux éditeurs. Les hommes qui prenaient part à cette partie étaient des policiers de l'escouade des mœurs dans le garage d'un policier, sous la supervision du chef de police adjoint de l'époque. La situation est absolument normale, dit-il.

Que dis-je, normale! Jamais, depuis 25 ans, la ville de Montréal n'a été aussi bien tenue sous ce rapport et n'a été aussi propre qu'elle l'est actuellement. Il (M. Hanley) ajoute que, comme conseiller municipal et comme député de Montréal, il est fier de dire que les lois et règlements concernant les clubs sont bien observés. Il cite comme exemple le club Casino Bellevue, où les règlements sont très bien observés, un club, dit-il, qui est certainement un

crédit pour la ville de Montréal. Montréal, ville ouverte? Ce sont là des calomnies, des bassesses inspirées par l'esprit de vengeance d'un homme voulant salir la réputation de la ville à tout prix. Bref, dit-il, tout va très bien, madame la marquise, et les critiques que l'on colporte dans certains journaux contre les mœurs de Concordia sont du fabriqué de toutes pièces et de la pure invention.

Il n'y a pas grand-chose à critiquer dans la liste des projets de loi présentés au cours de cette session par le gouvernement. Le gouvernement devrait recevoir des compliments pour ses excellentes lois sociales ainsi que pour sa législation sur la santé publique. Il cite à ce propos l'entente conclue avec les autorités fédérales par le gouvernement provincial pour la distribution gratuite de la streptomycine, un médicament dispendieux utilisé pour traiter les patients tuberculeux. Grâce à cette initiative, dit-il, une seule famille a pu épargner \$3,000.

Il demande au gouvernement de travailler conjointement avec la ville de Montréal dans l'évaluation de la situation de l'herbe à poux. La ville a fait un excellent travail à Montréal même, dit-il, mais elle a besoin de la collaboration des autorités provinciales pour éliminer l'herbe à poux des régions en périphérie.

Il suggère au gouvernement d'étudier la possibilité de baisser à 65 ans l'âge d'éligibilité pour la pension de vieillesse et il réclame en même temps la disparition de l'obligation de faire la preuve d'indigence, sans preuve de moyens. On devrait accorder aux vieux le droit d'avoir des revenus de \$1,500, dit-il, au lieu de \$1,080 pour obtenir leur pension.

Il (M. Hanley) veut qu'on améliore le système de transport public à Montréal et dit qu'il faut absolument en venir à une solution dans un avenir rapproché et se déclare favorable à la construction d'un métro. Il réclame la construction d'une école dans la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste. Il favorise le contrôle des loyers et il est opposé à l'éviction des locataires, si ce contrôle prend fin.

La situation du chômage est maintenant sérieuse à Montréal, dit-il, où vivent 33,000 des 99,000 chômeurs de la province. Il (M. Hanley) était certain que le gouvernement allait recourir aux travaux publics, comme en 1936, pour régler le problème du chômage si la situation s'aggravait.

Il fait valoir au gouvernement le fait que le gouverneur Dewey de New York s'est arrangé pour avoir la mainmise sur les réserves de charbon. Il demande au gouvernement de voir à la possibilité de

contrôler les présents stocks de charbon dans la province, vu les grèves des mineurs qui sévissent aux États-Unis, afin d'éviter le marché noir du charbon qui contribuerait à grever le budget du pauvre monde¹⁸.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) fait les compliments d'usage et parle de la question de la responsabilité financière des automobilistes. Le nombre d'accidents de la route, dit-il, est deux fois plus élevé dans la province de Québec que dans toutes les autres provinces réunies. Il déplore que le gouvernement provincial ne fasse pas plus pour en obtenir la diminution. Depuis cinq ans, dit-il, il s'est produit 231 accidents par 1,000 voitures de promenade dans la province de Québec, alors que la proportion n'était que de 135¹⁹ dans les autres provinces. Et il y a eu 434 accidents par 1,000 véhicules commerciaux, contre 239 ailleurs. Il y a eu 20,781 accidents de la route au Québec en 1948, et les compagnies d'assurances prévoient un total de 25,000 pour 1949. Au cours des huit premiers mois de 1949, il s'est produit chez nous 17,348 accidents d'autos, comparativement à 12,814 pour la période correspondante de 1948. La situation est donc grave et les journaux demandent au gouvernement de mettre un frein à ce gaspillage de vies et d'argent.

Cet état de choses est dû à l'incurie de la police provinciale. Il (M. Rochon) proteste auprès du procureur général et réclame le respect de la vie des gens.

Depuis quatre ans, dit-il, le nombre des accidents a plus que doublé. Nous avons 16 % des véhicules-moteurs au Canada et 29 % des accidents mortels. On a dépensé \$65,000,000 en 1948-1949 pour les travaux de voirie, mais qu'a-t-on fait pour supprimer ou rendre moins dangereux les passages à niveau, cause de tant de tragédies? L'administration actuelle a aboli seulement 10 passages à niveau dans la province, depuis 1948. Il faudrait également mettre un terme aux excès de vitesse. Les règlements provinciaux qui permettent une vitesse de 50 milles à l'heure sur les rues non commerciales sont ridicules et font fi des droits et de la vie des gens. Les signaux sur nos routes sont insuffisants. Près de 42.4 % des accidents sont dus à des excès de vitesse. Le résultat, c'est que c'est dans Québec que les taux d'assurance sont les plus élevés.

Il (M. Rochon) suggère une campagne de sécurité destinée aux chauffeurs d'auto. Il propose que cette campagne soit faite par le truchement des journaux, des revues et de la radio. Dans les autres

provinces, dit-il, on a réussi à faire observer les lois de la circulation. L'an dernier, 10,635 chauffeurs de l'Ontario ont eu leur permis suspendu ou annulé.

Il (M. Rochon) demande qu'on rende les lois plus sévères et surtout, qu'on les fasse mieux observer en établissant une surveillance plus étroite sur nos routes. Il demande qu'on prenne les moyens de faire payer les gens insolvable qui causent des dommages aux autres citoyens. Il admet que l'assurance obligatoire n'est pas une solution, mais préconise une loi de solvabilité comme celle du Manitoba.

Elle stipule que tout chauffeur trouvé responsable d'un accident perd automatiquement son permis. Tous les automobilistes contribuent à un fonds qui garantit l'exécution des jugements contre les insolvable. Le gouvernement devrait faire quelque chose pour empêcher que le nombre des accidents n'augmente sans cesse et, avec lui, le taux des assurances.

Le problème de la circulation à Montréal n'est pas spécifique à Montréal, mais plutôt universel. Cela nuit à l'activité commerciale, dit-il. Il est surpris de voir que le gouvernement n'ait pas aidé la ville à trouver une solution définitive. Même la construction d'un métro, dont il est actuellement question, n'apportera pas une solution définitive. Il y a un besoin de routes de plaisance comme à New York, et ici, le gouvernement provincial pourrait aider. Pour hâter le mouvement de la circulation commerciale, il suggère la construction d'une autoroute.

Il (M. Rochon) affirme que la loi des liqueurs est violée impunément à Montréal et que le nombre de clubs et des bars s'y est multiplié depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Il accuse le gouvernement d'agir à Montréal et dans les Laurentides comme une force d'occupation, en ignorant les règlements, particulièrement à l'égard de l'heure de fermeture des établissements autorisés. Il ajoute qu'il existe un système de protection qui encourage les violations de la loi.

Il cite la campagne lancée récemment par *Le Devoir* et les reportages révélateurs de la presse. Pourquoi, dit-il, les établissements licenciés ne ferment-ils pas leurs portes comme l'exige la loi? La réponse est simple. Demandez-vous pourquoi le nombre des clubs et des bars s'est multiplié depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Montréal regorge d'endroits où vous pouvez boire 24 heures par jour, si vous avez assez de force et s'il vous reste de l'argent.

Et, s'il y a jamais eu un régime corrompu et corrupteur, selon l'expression si souvent employée

par le premier ministre, c'est bien celui que dirige le député de Trois-Rivières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vous êtes poli!

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): C'est vous qui avez dit ça, en 1936. Le vice existe et il a été dénoncé par plusieurs journaux, M. l'Orateur. Est-ce que les gens de l'Union nationale ne lisent pas les journaux ou nous prennent-ils pour des imbéciles?

Des voix: C'est en plein ça!

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Oui, M. l'Orateur, l'Union nationale est une force d'occupation et chaque ministre me fait penser à un "gauciter" d'un chef qui aurait adopté comme slogan: "Sobre en tout, la dictature nous suffit".

Des voix: Ah! Ah!

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Cependant, je crois qu'il n'est pas impossible que les articles dont j'ai parlé aient échappé à l'attention de quelques députés de l'Union nationale qui respectent la volonté de leur chef et dont la main gauche, qu'ils ont toujours sur le cœur, ignore de quelle source provient l'argent qui remplit leur main droite en temps d'élection.

Ces établissements sont tolérés; ils jouissent de la protection de ceux qui ont le pouvoir. Mais la protection, ça se paye. Au départ, c'est le prix du permis; en cours de route, c'est la protection. De cette manière, les gens boivent tout le temps et la caisse électorale est toujours pleine.

J'ajoute que non seulement ces établissements sont tolérés, mais encore qu'ils sont encouragés à violer la loi. Car avec le système de protection, plus un propriétaire de club viole la loi, plus il est forcé de payer. Le procédé n'est guère compliqué, mais il rapporte considérablement à la caisse de l'Union nationale.

Les gobe-sous et les slot-machines fonctionnent au vu et au su de la Sûreté provinciale dans tous les villages des comtés du nord de Montréal. Partout où il se vend un verre de scotch illégalement, il y a un gobe-sous...

Un député: Un gars de saoul?

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Partout il y a un perceur de l'Union nationale en train d'exiger la part du lion...

L'honorable M. Barrette (Joliette) défie le député de trouver un seul gobe-sous, une seule "slot machine" dans Joliette. En plus, dit-il, il y a deux permis de boisson de moins depuis le régime de l'Union nationale.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) ne fera croire à personne qu'il n'est pas au courant d'une telle situation, que ces établissements échappent à la surveillance de sa police. Je sais que le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) tentera de renvoyer la balle aux autorités de la ville de Montréal. Il oublie que c'est le gouvernement provincial qui est chargé de faire appliquer la loi; il oublie que c'est la caisse de l'Union nationale qui touche son pourcentage sur les opérations de chacun de ces clubs; il oublie que la pègre est à la base du système de "Crois ou meurs" qu'il a instauré dans cette province.

La responsabilité coupable des autorités provinciales ne diminue en rien celle des autorités municipales. Les honnêtes gens ne peuvent comprendre cette complicité des pouvoirs publics avec la pègre. C'est en vain que les sociétés de vigilance comme les Liges du Sacré-Cœur ont logé plainte sur plainte. Le directeur de la campagne de tempérance m'a écrit personnellement pour me demander d'intervenir en cette Chambre. Il rappelle avec raison la déclaration faite par les autorités médicales à l'effet que l'alcoolisme fait chez nous des progrès alarmants et il s'étonne que le nombre des permis, à Montréal et ailleurs, aille en augmentant sans cesse depuis 1944.

L'École des parents s'est alarmée à la suite des révélations faites sur le règne de la pègre dans la métropole canadienne. Toute la presse a fait écho aux accusations portées contre le département du procureur général et le régime qui non seulement tolère, mais accepte de traiter avec les tenanciers de tels établissements. Il n'y a pas de pire sourd que celui qui ne veut rien entendre, dit le proverbe, et on a l'impression que cette maxime a été érigée en système par l'Union nationale. C'est au nom des contribuables de Montréal, au nom des familles bien pensantes, au nom de la décence élémentaire que je demande au procureur général, au premier ministre de cette province, de faire son devoir et d'obliger les tenanciers à respecter les lois dont l'inobservance a fait de Montréal une ville ouverte, et de toute la province, une sorte de pays conquis.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat suspendu ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), dont elle a été saisie jeudi le 16 février courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. l'administrateur de la province de Québec:

À l'honorable M. l'administrateur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande au procureur de voir à la bonne observance et au respect des lois par ceux qui bénéficient de permis de vente de liqueurs.

M. Lévesque (Gaspé-Nord) fait l'éloge du chef de l'opposition (M. Marler). Je ne dirai rien du discours du trône, dit-il, parce qu'il n'y a rien à dire. Message vide de sens, pamphlet électoral, ce document n'annonce rien de nouveau. Je parlerai plutôt de ce magnifique coin de pays que la Providence a comblé particulièrement de ses dons, où une population saine peine arduement pour vivre et survivre.

La Gaspésie, M. l'Orateur, a fourni à l'Union nationale plusieurs députés, dont deux ministres, et elle est complètement ignorée du gouvernement. Depuis six ans, les affaires vont de mal en pis dans la péninsule. La population gaspésienne est, en grande partie, menacée par la famine et la misère. Les pêcheries sont en désuétude, l'industrie forestière, qui normalement devrait faire vivre un grand nombre de familles, n'a contribué jusqu'ici qu'à enrichir certains favoris.

La voirie est stagnante, les routes sont dans un état impossible, le tourisme est en régression et la Gaspésie perd ainsi des revenus considérables. Quant à la colonisation, elle ne nourrit personne et parce

que le gouvernement refuse de remplir ses obligations, le colon est pauvre et acculé à la faillite.

Je sais que bien des familles de pêcheurs n'auraient rien à manger si la mère ne recevait pas le chèque des allocations familiales qui lui vient directement du ministère fédéral de la Santé. Ce revenu direct, dû à une loi essentiellement libérale, est devenu indispensable à nos gens. Dans le seul comté de Gaspé-Nord, le gouvernement d'Ottawa paie chaque année \$1,500,000 en allocations familiales. Avec les pensions aux vieillards et celles aux mères nécessiteuses, auxquelles contribue le gouvernement fédéral, les allocations familiales constituent un appoint sans précédent.

Il (M. Lévesque) exprime le vœu que le gouvernement comprenne enfin les besoins réels de la population et prenne les moyens nécessaires pour les satisfaire. Depuis six ans, dit-il, les prophètes de l'Union nationale se sont appliqués à faire croire au peuple que la province vivait dans l'abondance et la prospérité. L'électorat a compris trop tard que le paradis terrestre décrit par le premier ministre et ses candidats ne correspondait pas du tout à la réalité, et pour ceux qui n'ont pas l'avantage de participer à la danse des millions, le rêve de 1944 n'est devenu, malheureusement, qu'un horrible cauchemar.

Pourtant, la Gaspésie possède de vastes ressources naturelles dont l'exploitation rationnelle permettrait à la plupart de ses habitants de vivre dans une modeste aisance.

À cause d'une pénurie de terre arable, l'agriculture n'apportera jamais à la Gaspésie que des revenus d'appoint. La pêche y a été souvent la principale industrie, mais tel n'est pas le cas. Sur une population d'environ 20,000 âmes, tout au plus 1,000 personnes se sont occupées activement de la pêche depuis cinq ou six ans. Si l'État n'intervient pas, le nombre des pêcheurs continuera à diminuer. Il faut aux pêcheurs des octrois généreux payés à temps ainsi que les conseils de techniciens et de spécialistes. On devrait s'efforcer de vulgariser la consommation du poisson.

Au chapitre de la voirie, il y a en Gaspésie 135 milles de chemins à reconstruire, et avec des revenus s'étalant l'an dernier à près de \$200,000,000, l'Union nationale a fait moins pour la voirie gaspésienne que les administrations libérales précédentes avec des revenus de \$40,000,000 à \$200,000,000.

La Gaspésie est riche en forêts. Il (M. Lévesque) dit qu'on devrait en profiter pour y instaurer des industries permanentes, comme des moulins à scie. Il suggère aussi la création de chantiers coopératifs et l'instauration d'une politique

de colonisation forestière. S'il y avait dans Gaspé-Nord des colonies forestières partout où il est possible d'en établir, dit-il, cette région deviendrait prospère.

Il (M. Lévesque) reproche au gouvernement d'avoir empêché les autorités fédérales de dépenser plusieurs millions en Gaspésie pour établir sur la montagne de la Table à Mont-Louis une station de radar. Il était nécessaire que de telles stations soient installées, dit-il, le plus haut possible et, étant donné que les montagnes les plus hautes de la province se situent dans ses parcs nationaux, c'est pour cette raison que les autorités fédérales voulaient les établir à cet endroit. À part de ne pas collaborer à la défense nationale du Canada, l'action du gouvernement du Québec a privé plusieurs résidents de Gaspé d'emplois nécessaires et d'une source de revenu importante. Cette entreprise aurait donné de l'ouvrage pendant un an ou deux à 500 ou 600 hommes et employé au moins 50 camionneurs.

Il (M. Lévesque) déclare que la Gaspésie en général et le comté de Gaspé-Nord en particulier ont besoin de travaux publics pour sortir du marasme. Il demande aussi au gouvernement de venir directement en aide aux citoyens de Gaspé-Nord qui ont été victimes d'un raz-de-marée en décembre 1949.

La motion est mise aux voix et adoptée²⁰. En conséquence, l'adresse est adoptée.

Projets de loi:

Loi des tribunaux judiciaires²¹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Le principal but du projet de loi est d'autoriser la nomination d'un juge de la Cour supérieure pour les districts d'Abitibi et Rouyn-Noranda, avec résidence à Amos ou Rouyn.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 17 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rémunération des coroners

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 relatif à la rémunération des coroners soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi porte de \$15 à \$25 la rémunération des coroners pour la tenue d'une enquête complète.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 19 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Réglementation des maîtres et serveurs

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 concernant la réglementation municipale des relations entre maîtres et serveurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi fait disparaître les règlements adoptés en vertu d'une loi désuète qui a été elle-même abolie l'an dernier.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Qualification des recorders

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 concernant la qualification professionnelle des recorders soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi réduit de cinq à trois ans pour les villes de moins de 10,000 âmes la période pendant laquelle un avocat devra avoir exercé sa profession pour devenir recorder.

M. Ross (Montréal-Verdun) proteste contre cette mesure.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 18 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la Régie provinciale de l'électricité

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi clarifie les pouvoirs de la Régie quand il s'agit de forcer les compagnies à étendre leurs services et lui donne juridiction en matière d'expropriation de servitudes par un distributeur d'énergie électrique.

Un député de l'opposition opte plutôt pour la Régie des services publics.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Régie des transports et Régie des services publics

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 concernant la juridiction de la Régie des transports et de la Régie des services publics relativement aux autobus et tramways soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi fait disparaître des doutes en donnant juridiction exclusive à la Régie des transports sur les tramways aussi bien que sur les autobus.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 22 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des compagnies de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 concernant les enquêtes sous la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi transfère au secrétariat général la juridiction relative à ces enquêtes.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des mines

L'honorable M. French (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une mine d'or appelée à une exploitation prometteuse a été découverte récemment à Chibougamau, au nord du lac Saint-Jean. Le gouvernement a fait construire une route à Chibougamau après que les chemins de fer eurent refusé de construire une ligne dans cette région. Il (l'honorable M. Duplessis) laisse entendre que le Pacifique Canadien paraissait maintenant intéressé à l'érection d'une voie ferrée dans ce district lointain.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

demande que le sous-ministre des Mines, M. A.-O. Dufresne, soit invité à fournir des explications avant la troisième lecture.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. French (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 23 sans l'amender.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'expropriation soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi donne juridiction à la Régie de l'électricité quand il s'agit d'une entreprise d'électricité.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 27 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Recouvrement
des cotisations**

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 concernant le recouvrement des cotisations pour la construction ou la réparation des églises, presbytères et cimetières soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi donne juridiction à la Cour de magistrat dans les litiges qui peuvent s'élever en ces matières.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 225 sans l'amender.

M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:**Quebec Pulp & Paper
Corporation**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 22 février 1950, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 10 mars 1949 inclusivement jusqu'au 15 février 1950 inclusivement, relativement à l'acquisition par le gouvernement des biens de la Quebec Pulp & Paper Corporation, ainsi qu'à la cession, la vente, l'échange ou la location des biens ainsi acquis. (Document de la session no 13)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée à 10 h 45.

NOTES

1. Chiffre de *L'Action catholique* du 24 février 1950, à la page 8. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt \$257,326,341.
2. Chiffre de *L'Action catholique* du 24 février 1950, à la page 8. Le *Devoir* du même jour, à la page 10, mentionne plutôt \$1.50.
3. Chiffre de *L'Action catholique* du 24 février 1950, à la page 8. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt \$201,649,726.95, mais on peut constater, lorsqu'on fait le même calcul que le ministre, qu'il s'agit d'une erreur.
4. Chiffre du *Montréal-Matin* du 24 février 1950, à la page 5. *The Gazette* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt 4,279,000 âmes. En refaisant le même calcul que le ministre, on découvre que le nombre de la *Gazette* est erroné.
5. Chiffre du *Montréal-Matin* du 24 février 1950, à la page 5. Le *Devoir* du même jour, à la page 10, mentionne plutôt \$144.02.
6. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1950, à la page 3. La *Gazette* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt \$7,012,853.
7. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1950, à la page 3. La *Gazette* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt \$1,186,062.
8. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1950, à la page 3. La *Gazette* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt \$6,419,079.
9. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1950, à la page 3. La *Gazette* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt \$1,245,716.
10. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1950, à la page 3. La *Gazette* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt \$9,308,865.
11. Chiffre du *Soleil* du 24 février 1950, à la page 3. La *Gazette* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt \$222,185.
12. Donnée du *Devoir* du 24 février 1950, à la page 10. *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt une seule école de médecine vétérinaire.
13. Donnée du *Devoir* du 24 février 1950, à la page 10. *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt "36 écoles régionales d'enseignement ménager".
14. Le *Montréal-Matin* du 24 février 1950, à la page 5, insère à cet endroit la phrase suivante: "Et à l'heure actuelle, pas un jeune homme ne réside à plus de 50 milles de distance d'une école où il pourra apprendre un métier rémunérateur." Pourtant, quand on fait la somme des pourcentages du ministre, il reste un 5 % de la population vivant au-delà de la limite de 50 milles.
15. Version du *Soleil* du 24 février 1950, à la page 3. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt que c'est pour "la construction de l'École des arts et métiers de Montréal (section Est)" que ce montant a été dépensé.
16. Chiffre du *Montréal-Matin* du 24 février 1950, page 7. *L'Événement* du même jour, à la page 7, mentionne plutôt \$7,678,148.37.
17. Selon le *Montréal-Matin* du 24 février 1950, à la page 7, le discours de l'honorable M. Sauvé a duré 1 h 20. Ce journal favorable à l'Union nationale ajoute que le ministre a été applaudi à plusieurs reprises pendant son discours.
18. Le *Devoir* du 24 février 1950, à la page 1, rapporte que M. Hanley quitte la Chambre immédiatement après son discours.
19. Chiffre de *L'Action catholique* du 24 février 1950, à la page 8. Le *Soleil* du même jour, à la page 11, mentionne plutôt 125 accidents.

20. *The Montreal Daily Star* du 24 février 1950, à la page 19, précise que l'adresse est adoptée à 9 h 30.

21. Selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 24 février 1950, à la page 3, jusqu'à la fin de la séance, M. Marler pose des questions, fait des commentaires et suggère quelques amendements (certains étant acceptés) aux bills présentés par le gouvernement. Notre source ne nous donne pas davantage de précisions sur le moment de ces interventions du chef de l'opposition. Il est également écrit que M. Ross (Verdun) "a ajouté à l'harmonie générale des débats en ajoutant, de temps en temps, que la plupart des législations du gouvernement, qui étaient présentées devant la Chambre verte, étaient "bonnes" ou "pas si bonnes"."

Séance du mardi 28 février 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation municipale de Saint-Gabriel-de-Valcartier, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- de la corporation de la paroisse du Lac-Saint-Charles, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- de la corporation municipale de Stoneham, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- de la corporation de la paroisse de Saint-Gérard-Magella, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- de la corporation de la paroisse de Saint-Émile, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- de la corporation municipale de Saint-Gabriel-Ouest de Valcartier, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Chaloult);

- des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de vente (M. Gagné);

- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné);

- de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatién);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, demandant

l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de vente (M. Marcotte);

- de la corporation du conseil de comté de Montmorency numéro 1, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Prévost);

- de la ville de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de dame Margaret Donahue et Roger Biron, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Édouard Biron (M. Roche);

- de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 103 autorisant les commissaires d'écoles et les syndics d'écoles pour la municipalité de Coaticook à lever une taxe d'éducation;

- bill 136 modifiant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;

- bill 131 autorisant les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel à imposer une taxe d'éducation;

- bill 105 concernant la succession du docteur Albert Comtois;

- bill 118 concernant une partie du lot no 25, dans le quartier Saint-Laurent en la cité de Montréal.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit que c'est sur division parce que le Parti libéral n'accepte pas le principe d'une nouvelle taxe¹ introduite par les bills 103 et 131.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 191 confirmant le titre de propriété et l'état hypothécaire de certains immeubles acquis par la communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie;

- bill 110 exemptant les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léon-de-Westmount de l'application de certaines lois.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 133 concernant les droits de Gaston Élie sous l'appellation "Gaston Élie in trust", n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Questions et réponses:

Pont Duplessis

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je demande au premier ministre s'il a l'intention de faire une déclaration sur l'accident survenu au pont Duplessis, à Trois-Rivières².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne suis pas surpris de la question du chef de l'opposition. Il parle d'une défectuosité et je sais que l'opposition est experte en ce domaine. Il est arrivé là une chose qui se produit très souvent. Sur un total d'environ 3,000 ponts construits par le ministre des Travaux publics dont on connaît la compétence et le dévouement, il s'en trouve un dont une petite poutre posée par la Compagnie Dominion Bridge a manqué. Il n'y a eu aucun accident et les automobiles continuent de circuler sur le pont. C'est tout. Je crois que le chef de l'opposition prend un moyen détourné pour attaquer un grand homme, car c'est un ancien chef du Parti libéral, Sir Wilfrid Laurier, qui était chef du gouvernement canadien quand le pont de Québec a tombé et que 80 personnes ont été tuées.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (Avec humour) J'avais des inquiétudes quant à la santé du premier ministre. J'ai craint qu'il ne lui arrive ce qui est arrivé à son pont.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Plus j'entends parler le chef de l'opposition, moins j'ai d'inquiétude pour ma santé, et plus je suis inquiet de la sienne et de celle du chef du Parti libéral.

Déclarations ministérielles:

Sanatorium de Gaspé

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): J'ai l'honneur d'informer la Législature que le sanatorium de Gaspé sera prêt à ouvrir ses portes d'ici quelques mois, et sera inauguré au cours de l'été. Cet édifice

est érigé au sommet de la colline Albert, le point le plus élevé du village de Gaspé, domine le bassin et la baie de Gaspé. Construit à ma demande, il sera d'un caractère particulier pour répondre aux demandes légitimes des éléments de la population de la Gaspésie et des comtés qu'il va desservir: le Bas-Saguenay, les Îles-de-la-Madeleine et la Gaspésie, soit en tout une population de 125,000 âmes. Il possédera aussi deux chapelles, l'une catholique, l'autre protestante, à cause des différentes religions des malades qui y seront hospitalisés. Le personnel sera sous la surveillance d'une communauté religieuse.

Projets de loi:

Succession d'Albert Comtois

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 concernant la succession du docteur Albert Comtois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Royal Edward Laurentian Hospital

M. Rennie (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 concernant une partie du lot no 25, dans le quartier Saint-Laurent en la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Rennie (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Communauté des Sœurs des
Saints Noms de Jésus et de Marie**

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 191 confirmant le titre de propriété et l'état hypothécaire de certains immeubles acquis par la communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 191 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commissaires d'écoles de
Saint-Léon-de-Westmount**

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 exemptant les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léon-de-Westmount de l'application de certaines lois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Taxe d'éducation
à Coaticook**

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 autorisant les commissaires d'écoles et les syndics d'écoles pour la municipalité de Coaticook à lever une taxe de vente.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Instruction publique
à Sherbrooke**

M. Vachon (Wolfe) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Taxe d'éducation
à Sorel**

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 autorisant les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel à imposer une taxe de vente.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom actuel de la corporation en celui de "La Commission des écoles catholiques de Québec";

- de Alphonse Olivier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la substitution de Paul Olivier *et uxor*;

- de Son Excellence monseigneur Georges-Léon Pelletier, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Séminaire de Sainte-Marie-de-Shawinigan;

- de William George Andrews, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de George William Matheson;

- de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du révérend Paul Chalumeaux et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception";

- de Prévost & Dupont Construction Co. Ltd., demandant l'adoption d'une loi aux fins de faire déclarer libres de certaines servitudes conventionnelles ou restrictions au droit de construire les lots de la subdivision du lot no 217 de la paroisse du Sault-au-Récollet;

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi demandant l'imposition d'une taxe spéciale;

- de l'honorable Lucien Moraud et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Bureau des gouverneurs de l'École de commerce de Québec inc.;

- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rougier Frères et Trust Général du Canada

M. Tellier (Montcalm) propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Ducharme), que

l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Rougier Frères et de la compagnie de fidéicommiss Trust Général du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et modifiant certains actes, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de Rougier Frères et de la compagnie de fidéicommiss Trust Général du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et modifiant certains actes.

Charte d'Arvida

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Marcotte), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Banque d'Épargne de Montréal

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatién), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Montreal City & District Savings Bank (Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal), demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de Montreal City & District Savings Bank (Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal), demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes.

Charte de Jacques-Cartier

M. Roche (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Charte de Saint-Laurent

M. Barrière (Laval) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Provençal), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Charte de Montréal³

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Il déclare qu'il se réserve le droit de voter tel qu'il l'entendra sur ce bill.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 modifiant la charte de la cité de Beauharnois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 constituant en corporation le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sault-au-Récollet

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 pour libérer le lot no 217 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et ses subdivisions de certaines servitudes enregistrées.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Lambert

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception

M. Fox (Brome) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 constituant en corporation les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

William George Andrews

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 changeant le nom de William George Andrews en celui de William George Matheson.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École de commerce de Québec

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 constituant en corporation le bureau des gouverneurs de l'École de commerce de Québec inc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe de vente à Louiseville

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales et scolaires dans la ville de Louiseville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Substitution de Paul Olivier

M. Bélanger (Bellechasse) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 concernant la substitution de Paul Olivier et son épouse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prêt aux cultivateurs

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 2 autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Attendu que le crédit agricole provincial a grandement contribué à la stabilité et au progrès de l'agriculture dans le Québec et qu'il continue de bénéficier à tous les secteurs de l'économie rurale, y compris les institutions religieuses, municipales et scolaires qui en dépendent;

Attendu que les agriculteurs ont magnifiquement répondu à la confiance mise en eux;

Attendu qu'une agriculture prospère est un facteur essentiel de bien-être et de progrès durable pour toute la population;

Attendu qu'il convient en conséquence de continuer l'œuvre entreprise par la loi du crédit agricole du Québec;

En conséquence:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera et sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, autoriser le trésorier de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, outre les sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux cultivateurs, un montant additionnel de huit millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec (1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 3), en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation en totalité ou en partie.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Il (l'honorable M. Barré, Rouville) insiste sur la nécessité qui existait, en 1936, de créer ce crédit agricole qui a sauvé bien des cultivateurs de la faillite. En vantant le crédit agricole, dit-il, je ne cherche pas à faire mon éloge, puisque cette mesure

salvatrice fut instituée par le gouvernement alors que je n'étais pas ministre de l'Agriculture. La première loi du crédit agricole fut sanctionnée le 12 novembre 1936, et c'est depuis ce temps que la province de Québec prête aux cultivateurs les argents dont ils ont besoin pour leurs terres.

La demande additionnelle de \$8,000,000, au lieu de \$5,000,000, est justifiée, parce que le gouvernement veut ainsi répondre aux besoins de la population et accomplir son devoir, qui est de maintenir et de favoriser la circulation de l'argent.

Le crédit agricole se pratique sur une base familiale. Le gouvernement prête à un taux compatible avec les revenus agricoles. Il ne prête qu'aux cultivateurs professionnels, qui résident sur leur terre. Le montant du prêt est limité à \$6,000 remboursable sur une période de 39 ans, ce qui assure la stabilité de l'agriculture et il est garanti par la terre, la maison d'habitation, les bâtisses et dépendances. C'est donc toute une industrie, en plus de l'habitation, qui est donnée en garantie. Les cultivateurs sont satisfaits, à mon avis, de cette limite de \$6,000. Ils n'ont jamais demandé de cadeaux, ni exigé que le gouvernement leur prête à 100 %. Ils comprennent qu'ils doivent fournir une garantie.

C'est probablement l'entreprise du genre la plus considérable et la plus efficace qui existe au monde. Il n'y a pas un seul pays au monde qui puisse s'enorgueillir d'une œuvre comme celle-là.

Au 31 décembre 1949, l'Office du crédit agricole du Québec avait consenti et réalisé 28,906 prêts, pour un montant de \$68,368,595, alors qu'en 21 ans, le prêt agricole fédéral établi depuis 1929 avait versé dans tout le Canada \$65,323,993.17 et dans Québec, \$15,563,925.51 seulement. C'est dire que le prêt provincial a plus fait pour la seule province en 12 ans que le prêt fédéral n'a fait en 21 ans pour tout le Canada.

On voit là la nécessité d'avoir nos institutions à nous, faites à la mesure de nos besoins. On touche là du doigt la nécessité de l'autonomie provinciale, la nécessité de rester maîtres chez nous.

Toutes ces transactions du prêt agricole provincial ont été effectuées avec un minimum de dépenses d'administration, savoir un peu plus de $\frac{1}{2}$ de 1 % en 1948 et 1949, soit $\frac{519}{1000}$ pour 1948, $\frac{513}{1000}$ pour 1949 (page 5 du rapport de Québec), tandis que les dépenses administratives du prêt fédéral ont été de tout près de $1\frac{1}{2}$ % chaque année, soit 1.45 % en 1948 et 1.417 % en 1949 (page 8, rapport prêt canadien). C'est dire que l'Office provincial a bien administré les sommes qui lui ont été confiées jusqu'à présent par la Législature.

La loi sur le crédit agricole du Québec s'avère de loin la plus populaire auprès des agriculteurs de la province, comparativement à la loi sur le crédit agricole du fédéral, avec ses taux d'intérêt moins élevés et son remboursement plus facile. En 1949, les prêts fédéraux en vigueur dans tout le Canada, après 20 ans d'opérations, se montaient à \$24,059,805.42, avec en plus 12 propriétés à vendre. Le crédit agricole du Québec n'a pas une terre reprise à vendre, mais il avait, au 31 décembre 1949, \$46,796,920.91 de prêts en vigueur, et dont les emprunteurs paient régulièrement les échéances.

Il a été prêté et versé aux emprunteurs \$68,368,595 qui, jusqu'à présent, ont été utilisés comme suit: \$51,927,832.00 pour payer des hypothèques et \$16,440,763.00 pour payer des taxes municipales ou scolaires, des réparations d'églises et autres dettes. En avançant les fonds aux agriculteurs pour qu'ils puissent rembourser leurs dettes, s'acheter de nouvelles pièces d'équipement ou agrandir leurs champs, le gouvernement a par conséquent contribué à améliorer les finances d'un bon nombre de municipalités, de commissions scolaires rurales et de paroisses.

Les libéraux n'ont pas compris l'importance du prêt agricole et l'ont combattu lorsque la mesure fut présentée. Il (l'honorable M. Barré) déplore l'attitude du régime Godbout qui, de 1939 à 1944, a saboté la loi du prêt agricole de 1936, en a porté le taux d'intérêt de 4 % à 5.71 %, comme s'il voulait décourager les cultivateurs et les forcer à emprunter du fédéral, de sorte qu'en cinq ans de régime, les libéraux ont à peine prêté aux cultivateurs ce que le gouvernement de l'Union nationale leur prête en une seule année.

Les cultivateurs, dit-il, loin de se laisser tirer l'oreille quand il s'agit de payer leurs dettes, remboursent même avant l'échéance. Ils ont remboursé jusqu'à présent à l'Office \$21,420,132.34, dont \$12,932,843.41 avant échéance.

Non seulement nous n'avons pas été obligés de reprendre une seule terre, mais les pertes totales, en 13 ans, sur un total de \$68,368,595, n'ont été que de \$222.18, soit une proportion de un sou par \$3,000 prêtés. Nulle part au monde peut-on trouver pareil exemple. Ils sont honnêtes, nos cultivateurs canadiens!

Des 28,906 prêts effectués jusqu'à présent, 17,446 prêts ont été consentis pour des remboursements de dettes, 1,836 pour concordats et 9,624 l'ont été pour permettre l'établissement de jeunes cultivateurs. La proportion des prêts d'établissement est de plus en plus considérable. En

1949 seulement, il y a eu 1,523 prêts pour des établissements de jeunes. C'est là la meilleure réponse à ceux qui soutiennent que le gouvernement ne fait rien pour les jeunes agriculteurs.

Ceux qui passent leur temps à crier qu'il faut faire quelque chose pour l'établissement des jeunes pourraient peut-être se demander ce qu'ils ont fait eux-mêmes de pratique pour aider la jeunesse agricole. Peut-être qu'ils pourraient se rendre compte que le plus clair résultat de leurs glapissements a été de déranger dans leur travail les vrais serviteurs du peuple. À ces résultats matériels visibles, dont l'évaluation peut se faire avec des nombres, des dollars, je veux ajouter quelques mots de considération pour les conséquences inestimables de milliers de foyers où la paix et la stabilité financière ont été assurées par le crédit agricole. Valeur inestimable que celle-là et qui, pour un peuple comme le nôtre, est bien au-dessus des dollars. Tous ceux qui ont collaboré à cette belle œuvre méritent donc la reconnaissance pratique des cultivateurs.

C'est avec fierté que je redresse ma vieille tête de cultivateur pour déclarer qu'on ne trouvera nulle part au monde un peuple qui a donné autant de preuves de son honnêteté que les cultivateurs de chez nous. Les cultivateurs de ma province sont honnêtes et on ne le proclamera jamais assez. Je tiens à les en remercier publiquement. Je voudrais que ma voix franchisse l'enceinte de cette Chambre pour leur apporter mon modeste hommage et, en second lieu, fustiger ceux qui, il y a 15 ou 20 ans, prétendaient que le crédit agricole était une utopie, que les cultivateurs ne paieraient pas et ne rembourseraient pas leur prêt.

Ils ont payé, ils ont prouvé que nous avions raison d'avoir confiance en eux. Pourquoi nos gens sont-ils honnêtes? Ils sont honnêtes parce que depuis 300 ans, nos éducateurs, depuis la maîtresse d'école jusqu'au sommet de la hiérarchie, ont enseigné à nos gens l'honnêteté, le respect du droit de propriété et le respect de l'autorité. En l'espace de trois siècles, le petit peuple canadien-français s'est développé et a grandi, sur les rives du Saint-Laurent, inspiré par cette notion de l'honneur.

(Applaudissements à droite)

Combien de temps resteront-ils honnêtes, nos cultivateurs? Combien de temps sauront-ils résister aux démolisseurs de conscience, à ceux qui prétendent à pleine bouche, à plein journal et à plein livre que tout est sali, qu'il n'y a pas d'homme public honnête? Nous avons besoin de croire en Dieu et en sa justice.

Nous avons aussi besoin de croire que, dans notre province, il y a autre chose qui règne que la vénalité, la débauche et la prostitution. Ceux qui disent que ce sont les seules choses qui comptent chez nous font une œuvre satanique et contribuent à diffuser la haine de classe.

À ceux qui sont tellement assoiffés de pouvoir, tellement égoïstes qu'ils ne peuvent comprendre ces choses, je dis: "Pour l'amour du bon Dieu, cessez de prêcher la révolution, la lutte des classes. Abandonnez vos méthodes et respectez la conscience de mes enfants et de mes petits-enfants."

Aussi je finis en remerciant au nom des cultivateurs tous les collaborateurs de cette belle œuvre et les députés qui, je le souhaite, unanimement sans doute, vont voter le bill no 2 et les appropriations qu'il compte, dont l'Office du crédit agricole a besoin pour continuer la tâche commencée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

reconnaît que les renseignements que le ministre vient de donner sont très intéressants et admet que le crédit agricole a rendu de très grands services. Il (M. Marler) dit que ce n'est pas son rôle de faire l'historique de la loi du crédit agricole. Elle a deux buts, dit-il: aider des cultivateurs déjà établis, et aider des jeunes à s'établir. Il (M. Marler) rappelle que l'an dernier, la Chambre a voté \$5,000,000 pour l'Office du crédit agricole. Il (M. Marler) demande au ministre combien il reste de cette somme.

L'honorable M. Barré (Rouville) répond qu'il reste un peu plus de \$1,000,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur ce \$1,000,000.

L'honorable M. Barré (Rouville) dit qu'au 31 mars, ce \$1,000,000 sera entièrement engagé, ce qui ne veut pas dire qu'il sera versé.

Il (l'honorable M. Barré) répond et explique que les demandes sont supérieures aux sommes disponibles actuellement et que le gouvernement a besoin d'une autre somme pour continuer l'œuvre commencée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

approuve l'attribution des \$8,000,000 supplémentaires au crédit agricole, mais il a une suggestion à faire au gouvernement. Étant donné la situation économique actuelle, dit-il, je me demande si la limite de \$6,000 pour chaque prêt, dans le cas d'établissements

nouveaux, répond bien à la situation de 1950. La loi a peut-être déjà rendu service, mais je me demande s'il ne serait pas avantageux aujourd'hui d'augmenter le maximum, étant donné la situation économique. Le gouvernement pourrait profiter des \$8,000,000 additionnels qu'il demande afin de modifier le système. J'avoue franchement que la consolidation de dettes pour un cultivateur déjà établi m'attire moins. La limite de \$6,000 est alors juste. Je pense plutôt aux jeunes.

L'honorable M. Barré (Rouville): À part certaines exceptions peu nombreuses, ce montant s'est avéré raisonnable et a répondu aux besoins jusqu'ici. Je ne sais pas ce qu'il faudra faire dans l'avenir, mais, pour l'instant, je crois qu'il vaut mieux ne pas multiplier les cas d'exception et les enquêtes et s'en tenir à la limite de \$6,000.

Le crédit agricole n'est pas une affaire régionale, mais provinciale. Il est possible que la limite de \$6,000 ne soit pas suffisante dans certaines régions, autour de Montréal, par exemple, mais, d'une façon générale, cela suffit. D'ailleurs, il s'agit d'une loi d'une portée générale et le gouvernement ne peut pas prêter jusqu'à 100 % de la valeur d'une propriété, mais il veut que l'agriculteur porte une partie de son propre fardeau. En général, les agriculteurs de la province ont compris la raison de ce maximum et ils sont d'accord. La suggestion du chef de l'opposition est peut-être acceptable, mais il faudra l'étudier sérieusement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'objection de 100 % de la valeur n'existe pas, car la loi n'autorise des prêts qu'à 75 % de la valeur de la propriété. Le prêt serait supérieur à \$6,000 seulement dans les cas où la valeur de la propriété le justifierait. Si les cas d'exception sont peu nombreux, c'est une raison de plus pour élever la limite au-delà de \$6,000 puisque les sommes requises seront peu considérables. Il (M. Marler) suggère au gouvernement de porter à \$7,000, et peut-être plus, le total du prêt d'établissement. Le gouvernement doit songer à cela tout de suite, dit-il. Je fais la suggestion, dit-il, et je sais que le ministre va y penser.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): En accordant le crédit agricole, le premier ministre et l'Union nationale ont rendu un énorme service à la classe rurale. Le chef du gouvernement fit adopter la législation salvatrice du crédit agricole qui sauva des milliers et des milliers de cultivateurs de chez nous. L'un des plus heureux effets de cette mesure de très

grande envergure pour la classe agricole a été d'empêcher la désertion de nos campagnes par une foule de jeunes cultivateurs, qui sont demeurés par la suite sur des terres et qui ont ainsi agrandi notre patrimoine national.

Grâce au gouvernement de l'Union nationale et à cette magnifique législation, nos cultivateurs ont pu passer les mauvaises années puis, ayant ainsi confiance dans l'avenir, faire d'importantes améliorations sur leurs terres. Aujourd'hui, avec toutes ces lois bienfaisantes du gouvernement de l'Union nationale, le cultivateur se sent libre sur une terre qui lui appartient.

Autrefois, sous les régimes libéraux qui ne faisaient rien pour la classe agricole et qui leur refusaient tout secours, c'était le marasme. Les régimes libéraux ont toujours nié la nécessité, voire l'urgence du crédit agricole provincial. Après avoir dénoncé le crédit agricole, les libéraux ont tenté d'en compromettre le succès, en 1939-1944, en réduisant les montants mis à la disposition de l'Office et en haussant le taux de l'intérêt.

Il (l'honorable M. Tardif) attaque l'efficacité du prêt fédéral aux cultivateurs. Il rappelle que la province, pour prêter, doit avoir son autonomie complète. Il blâme les autorités fédérales pour l'exode de jeunes agriculteurs, et parfois de familles entières, dit-il, vers les villes, qui augmente ainsi le taux de chômage dans les régions urbaines. Tout a été fait pendant la guerre par le gouvernement fédéral avec la bénédiction du gouvernement provincial antérieur pour inciter les agriculteurs à se tourner "temporairement" vers les industries au détriment de leurs terres. Maintenant, le gouvernement provincial vient à la rescousse des agriculteurs exilés pour leur offrir les moyens de retourner à la terre et ainsi aider à remédier au problème du chômage.

Il a fallu l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, dirigée par un chef clairvoyant et patriote, pour donner un rayon d'espérance aux cultivateurs. Aujourd'hui, sous le gouvernement de l'honorable premier ministre, les cultivateurs sont heureux et fiers de leur situation. Les cultivateurs de toute la province sont reconnaissants à l'honorable premier ministre de les avoir compris et de les avoir aidés avec les nombreuses et heureuses mesures qu'il a fait adopter par l'Assemblée législative dans leur meilleur intérêt. Et les cultivateurs sont des gens qui savent et sauront s'en souvenir.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) fait le tableau du marasme qui existait dans nos campagnes, en 1936, et du peu d'encouragement que les cultivateurs recevaient de nos gouvernants. Les

libéraux, dit-il, affirmaient que les cultivateurs avaient trop de crédit et qu'il ne fallait pas leur en accorder de nouveau. On ajoutait que les cultivateurs ne sauraient jamais rembourser leurs prêts. Les faits ont démenti ces calomnieux et la loi de 1936 s'est avérée une mesure de salut pour la classe agricole.

Il (M. Riendeau) loue la loi du crédit agricole, une œuvre du gouvernement de l'Union nationale qui, dit-il, a compris les problèmes de la classe agricole et a tenté de les résoudre, tandis que les libéraux, depuis tant d'années, prétendaient que les cultivateurs ne rembourseraient jamais les prêts qu'on leur ferait et ne faisaient rien. Il (M. Riendeau) ajoute que cette loi aide à combattre le chômage en tenant les cultivateurs sur leurs fermes.

M. Labbé (Arthabaska) fait entendre la voix des Bois-Francs qui proclame que la loi du crédit agricole a permis aux cultivateurs de triompher de leurs difficultés financières et de conserver leurs fermes. Il remercie particulièrement le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) du succès de ses efforts et fait observer que c'est parce qu'il a rencontré sur sa route un patriote, le premier ministre actuel, qu'il a pu réaliser l'objet de son ambition pour les cultivateurs: le prêt actuel.

Il (M. Labbé) dit que le régime de l'Union nationale est un régime de fierté pour la classe agricole, tandis que ceux des libéraux en étaient d'humiliation. Il loue le gouvernement qui, dit-il, connaît les besoins de la classe agricole et qui y supplée.

Il dit que la loi fédérale de prêt agricole sous l'administration Bennett, de 1930 à 1936, n'était propre qu'à humilier les cultivateurs, qu'on traînait devant les cours de justice. Le gouvernement Bennett, dit-il, mit l'agriculture dans le marasme, de 1930 à 1935, en imposant aux cultivateurs le fameux moratoire.

M. Lavallée (Berthier) approuve la décision du gouvernement d'accorder \$8,000,000 de plus aux cultivateurs. Sans une agriculture florissante, il n'y a pas de prospérité possible dans la province de Québec. Il déclare à la Chambre qu'il était libéral, en 1936, lorsque la loi du crédit agricole a été votée. Il voyait ses chefs la dénoncer et espérait qu'ils réviseraient leur jugement en constatant les résultats de cette initiative. Aujourd'hui, il se flatte d'avoir rompu avec ce parti en voyant comment la loi de 1936 a sauvé des cultivateurs de la ruine et leur a permis de reprendre espoir en l'avenir. Après tout, dit-il, les cultivateurs ont droit à un peu d'aisance comme tout le monde. Ils doivent ce résultat au premier ministre actuel.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté⁴.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi pour assurer le progrès de l'éducation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 28 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose: 1. Que l'article 24 de la loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21), modifié par l'article 11 de la loi 11 George VI, chapitre 32, soit de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"24. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le secrétaire de la province à employer toute partie du fonds d'éducation excédant les retraits prévus par l'article 11 pour aider toute corporation scolaire, maison d'éducation et institution d'enseignement ou de formation professionnelle."

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

L'objet de cette mesure est de modifier la loi pour assurer le progrès de l'éducation. L'amendement permettra d'accorder des subventions à même le fonds d'éducation créé en 1946 non seulement aux commissions scolaires, mais aussi à d'autres institutions d'enseignement, même si elles ne tombent pas sous la juridiction des commissions scolaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) se prononce contre le projet de loi. La loi de 1946⁵, dit-il, a créé un fonds d'éducation dont le produit devait servir d'abord et avant tout à payer l'intérêt et l'amortissement des dettes scolaires assumées par le gouvernement. Subséquemment, on y a apporté un amendement disant que le surplus serait versé au fonds consolidé du revenu. Mais, en adoptant cet amendement, la Législature n'a pas voulu que le surplus du fonds d'éducation serve à des fins autres que les fins scolaires. Il s'agissait simplement d'établir une méthode de comptabilité. Le but de la loi originale était de dégrever la petite propriété, et la mention affectant la disposition du surplus n'était que de la comptabilité, et non pas une façon générale de procéder. Ce n'était pas alors du tout l'idée de la Législature de verser au fonds consolidé la partie non dépensée du fonds pour venir en aide à l'éducation.

En 1946, le revenu du fonds fut de \$14,000,000 et le gouvernement n'a dépensé que \$8,000,000, laissant un surplus de \$6,000,000. En 1947-1948, grâce à l'augmentation des revenus de la taxe de vente, le fonds produisit un total de \$18,000,000 dont la totalité fut affectée à la réorganisation des finances des commissions scolaires. En 1948-1949, le total perçu par le fonds fut de \$19,150,000⁶ et l'intérêt et l'amortissement des dettes scolaires assumées par le gouvernement ne représentent que \$7,000,000⁷ pour fins éducationnelles. Il reste un solde de \$12,000,000 qui ne fera qu'augmenter d'année en année à mesure que les dettes scolaires seront amorties. Où est allé le reste? Il a été versé au fonds consolidé de la province, et cela est inadmissible. Le solde des sommes devrait permettre d'aider les commissions scolaires à bâtir

de nouvelles écoles et les aider à équilibrer leur budget chaque année. Le gouvernement veut y puiser pour les besoins de l'enseignement en général. Il propose une disposition qui est contraire à l'esprit et à la lettre de la loi.

Il faudrait consacrer ce surplus de \$12,000,000 aux besoins des commissions scolaires. Et ces besoins sont nombreux. Il y a de nouvelles écoles à construire un peu partout. Et bien des commissions scolaires déchargées de leurs dettes en 1936 sont restées déficitaires. Le gouvernement a détourné \$18,000,000 du fonds et il a beau se vanter, il ne fait pas son devoir: l'instruction publique n'a pas réalisé les progrès que le premier ministre célèbre.

La preuve de ces nombreux besoins, on la trouve dans le fait que cette politique a forcé plusieurs commissions scolaires à s'endetter de nouveau pour une somme globale de \$35,000,000. Et elle a forcé plusieurs villes à demander cette année à la Législature le pouvoir d'imposer une taxe de vente de 1 % pour fins scolaires.

Au lieu de permettre ainsi l'imposition de nouvelles taxes en voie de s'implanter dans notre économie, le gouvernement devrait consacrer le surplus du fonds d'éducation à contribuer davantage au dégrèvement des budgets des commissions scolaires.

Le gouvernement a réparti sur un grand nombre d'années l'amortissement du coût des constructions scolaires qu'il fait depuis quelques années. Il devrait payer les octrois promis pour la construction des écoles, au lieu de promettre des versements annuels. Le fonds a suffisamment d'argent pour faire face à ces paiements comptant. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Côté) a affirmé qu'il a "payé" des montants alors qu'en réalité il n'a que promis de payer pour la presque totalité de la somme. Le service de la dette et de l'amortissement des obligations émises par la Commission municipale pour rembourser les dettes scolaires va diminuer tous les ans. D'une somme de \$6,000,000 qu'il faut en 1950, ce service ne demandera que \$5,000,000, en 1951, \$4,771,000, en 1952, \$3,500,000, en 1953, et ainsi de suite.

Je trouve que c'est une mauvaise chose que d'étendre le champ des activités du fonds d'éducation. Il serait injustifiable de venir en aide à d'autres institutions, si louables soient-elles, quand les commissions scolaires ont besoin du montant total versé chaque année au fonds d'éducation. De plus, si nous votons la résolution à l'étude, la situation de 1948-1949 va se répéter d'année en année si les revenus de la taxe de vente restent les

mêmes. Le gouvernement aura sans cesse un surplus de \$12,000,000 par année qu'il pourra donner à n'importe quelle institution éducative sans passer par la Législature, cependant que la loi originale veut que ce fonds serve à aider les commissions scolaires et à dégrever la petite propriété.

Je trouve que c'est la Chambre et non pas le gouvernement qui devrait attribuer ces octrois. Il serait dangereux que la Chambre renonce au contrôle d'octrois pour un montant si considérable, octrois qui peuvent devenir le patrimoine exclusif d'un parti. Ce serait de l'arbitraire. Les surplus du fonds d'éducation devraient être utilisés pour deux fins: aider à la construction de nouvelles écoles par des octrois payés comptant, et aider les commissions scolaires à boucler leur budget sans imposer de nouvelle taxe. L'opposition votera contre le bill.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Le chef de l'opposition s'est éloigné du sujet du débat. L'article étudié dit simplement que seules les commissions scolaires de la province sont autorisées à percevoir des octrois à même le fonds d'éducation. Nous voulons aujourd'hui, par un amendement, étendre ce privilège à toutes les institutions d'enseignement.

Le chef de l'opposition affirme que nous n'avons fait que des "promesses de paiement". Depuis 1944, sur \$37,000,000 de constructions nouvelles, le gouvernement a non pas promis, mais payé une somme de \$34,000,000⁸. Ces sommes ont évidemment été prises à même les montants mis à la disposition du secrétaire de la province par le Parlement.

Nous n'avons pas fait de promesses, mais des actions précises. Grâce à nos octrois payés au comptant, nous avons construit 1,089 écoles, nous en avons réparé 6,295⁹ autres sur un total de 9,161, et payé la plus grande partie de ces constructions ou réparations. Nous avons évidemment pris l'argent quelque part.

Nous voulons aujourd'hui, après avoir fait bénéficier tous les coins de la province de nos octrois, étendre ce privilège à toutes les maisons d'enseignement. Le chef de l'opposition est-il opposé aux universités, aux collèges classiques, aux "high schools", aux écoles d'arts et métiers?

Le chef de l'opposition va-t-il prétendre qu'il serait logique, ou même possible, de soumettre à la Chambre tous et chacun des octrois que nous faisons pour approbation? Est-ce qu'on peut raisonnablement apporter ici entre 50,000 et 75,000 dossiers pour référer à la Chambre toutes les demandes soumises

au ministre? Il faut nécessairement que le ministre chargé d'administrer des fonds ait une certaine liberté d'action. D'ailleurs, nous ne cachons rien, puisque toutes ces dépenses peuvent être contrôlées par la Chambre, car nous déposons dès le début des sessions tous les arrêtés ministériels et les sommes sont mentionnées dans les *Comptes publics*.

Je ne vois pas pourquoi le chef de l'opposition verrait du mal à ce que nous étendions les bénéfices du fonds d'éducation à d'autres maisons d'enseignement en dehors des commissions scolaires. L'opposition est-elle contre l'enseignement secondaire, technique et universitaire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Où veut en venir le chef de l'opposition? Le gouvernement de l'Union nationale pensait à faire les choses importantes en premier. Le gouvernement s'est occupé de l'éducation au primaire. Maintenant, le gouvernement veut aller plus loin et aider les institutions d'enseignement supérieur comme les collèges, les couvents et les universités. En 1946, une proportion importante des commissions scolaires étaient aux portes de la faillite.

Non seulement les maisons étaient menacées, mais l'éducation elle-même était en péril. Au lieu d'imiter les régimes précédents et de passer une loi de cataplasme en permettant aux commissions scolaires d'emprunter et de s'enfoncer davantage dans le gouffre, nous avons réglé le problème d'un coup par une loi généreuse en assumant toutes les dettes des commissions scolaires pour la somme de \$100,000,000. Les libéraux se sont opposés, en 1946, à la passation de la loi pour venir en aide à l'éducation, et aujourd'hui ils ne veulent pas que le gouvernement en étende les bienfaits à toutes les maisons d'enseignement. On remarquera qu'aujourd'hui elle se réclame de la loi de 1946 comme si elle ne l'avait jamais critiquée.

L'opposition libérale a oublié que, sous les gouvernements libéraux, des lois ont été votées pour autoriser le gouvernement à dépenser des millions pour la voirie et le chômage, sans obligation de demander au préalable la permission des députés.

En assumant ainsi les dettes, nous libérons les commissions scolaires non seulement de leur passif, mais aussi d'un montant annuel de \$3,000,000 à \$6,000,000 qu'il leur fallait consacrer aux intérêts et à l'amortissement. Seulement à Montréal et Québec, nous avons sauvé aux commissions scolaires des frais d'amortissement et d'intérêt de \$6,000,000 par année. Nous avons droit d'espérer que les commissions ainsi libérées de ce fardeau

annuel pourraient s'administrer et réussiraient à boucler leur budget.

L'un des grands malheurs des temps modernes, c'est l'atrophie du sens des responsabilités. L'atrophie du sens des responsabilités individuelles est un désastre individuel, la ruine de l'individu, mais l'atrophie du sens des responsabilités collectives est un désastre collectif. C'est encourager le gaspillage que de préconiser des théories en vertu desquelles les commissions scolaires n'auraient qu'à dépenser à loisir en comptant toujours sur le gouvernement pour payer. C'est agir à l'encontre des intérêts du peuple. Le gouvernement est prêt à faire encore beaucoup, mais les commissions scolaires doivent aussi prendre leurs responsabilités.

Le fonds d'éducation n'a pas servi seulement à payer l'intérêt et l'amortissement des nouvelles débetures que nous avons émises en assumant les dettes des commissions scolaires. Nous avons payé pour \$27,000,000 de petites dettes qui ne justifiaient pas l'émission de débetures. Nous avons aussi pris les dettes aux banques. Il a fallu faire des quittances nouvelles et émettre de nouvelles débetures. Nous avons sauvé, par la seule diminution du taux de ces débetures, des millions de dollars aux commissions scolaires, tandis qu'autrefois, sous le régime des amis du chef de l'opposition, c'était la multiplication des Statuts pour la multiplication des dettes. En outre, il y avait des dettes trop peu considérables pour que ça vaille la peine d'émettre de nouvelles débetures; nous avons ainsi payé de \$50 à \$100,000.

Le chef de l'opposition dit que le fonds consolidé d'éducation rapporte \$18,000,000 par année et qu'il reste un surplus annuel de \$12,000,000 qui devrait servir à des fins d'éducation. En supposant, pour les besoins de la discussion, que ses chiffres sont exacts, ce que je n'admets pas, comment peut-il nous reprocher d'avoir fait servir le fonds à des fins autres que des fins d'éducation quand nous avons dépensé \$41,000,000 pour l'enseignement l'an dernier? Il ne peut certainement pas y avoir de surplus de la caisse d'études. Nous avons payé \$27,000,000 pour payer les dettes de certaines commissions scolaires. Cela montre la fragilité, je ne dirai pas des arguments, mais des arguties du chef de l'opposition. Personne n'a répondu aux chiffres, aux faits cités par le secrétaire de la province (l'honorable M. Côté) et le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) dans leur discours magistral de la semaine dernière.

La province de Québec est l'endroit en Amérique où les progrès ont été les plus considérables dans le domaine de l'éducation depuis

1945. C'est un fait incontestable et personne n'a réfuté les discours prononcés à ce sujet par le secrétaire provincial et le ministre de la Jeunesse. Ces deux ministres, dit-il, viennent de démontrer que la province de Québec est au premier rang pour l'encouragement à l'éducation.

Pourquoi prendre plaisir à salir la province dans l'espoir d'atteindre le gouvernement; pourquoi déprécier l'effort que fait le peuple du Québec par partisanerie politique; pourquoi prétendre que nous sommes en arrière quand, en réalité, nous battons la marche du progrès? Proportionnellement à notre budget, nous faisons plus pour l'éducation que l'État de New York, le plus riche de l'Amérique. Quand le fonds d'éducation a un surplus de \$10,000,000 et que nous dépensons \$40,000,000 pour l'éducation, comment peut-on dire que nous faisons servir le fonds à des fins autres que l'éducation? L'opposition cherche à déprécier l'effort magnifique de la province de Québec par simple souci de partisanerie politique. Je préfère dire que le chef de l'opposition n'est pas bien informé au lieu de déclarer qu'il ne dit pas la vérité.

Le chef de l'opposition nous reproche de ne pas avoir tout versé le fonds d'éducation aux commissions scolaires. Pourquoi le chef du Parti libéral s'oppose-t-il à la distribution des \$10,000,000 qui nous restent? Pourquoi veut-il que, dans la province de Québec, nous nous bornions à l'instruction élémentaire? Nous voulons donner à tout le monde les avantages d'une éducation supérieure dans la province et il n'y a pas de raison pour que l'aide du gouvernement soit réservée à l'enseignement primaire. Il veut que les citoyens du Québec soient des primaires? L'opposition va probablement préférer ça, étant donné qu'elle a de meilleures chances d'accéder au pouvoir aux prochaines élections. Est-ce que ça le choque de voir que nous voulons des compétences à tous les degrés?

Le bill que nous présentons dit simplement que le fonds d'éducation pourra servir non seulement pour apprendre à lire, mais encore pour former des ingénieurs, des mécaniciens, des professionnels, des savants, des littérateurs, des gens cultivés. L'opposition se prononce pour le rétrécissement des moyens d'action. Le gouvernement, lui, est en faveur de l'élargissement des horizons pour tout le monde, plus particulièrement ceux qui sont pauvres en argent mais riches en talents, afin de leur permettre d'accéder à une éducation libérale. Ceci détermine notre point de vue. Le parti du chef de l'opposition voit petit; nous, nous voyons grand; c'est là toute la différence entre nos amis de l'opposition et le

gouvernement de l'Union nationale. Que le chef de l'opposition reste avec son programme, nous allons rester avec nos réalisations. Mon gouvernement fait plus que tout autre depuis la Confédération.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Projets de loi:

Charte d'Asbestos

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 modifiant la charte de la ville d'Asbestos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Plage-Laval

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 concernant la

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Arthur Murray Bain

M. Gatién (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Arthur Murray Bain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adoption de J.-E.-G. Dea-Levesque

M. Jolicœur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 concernant l'adoption de Joseph-Edmond-Gérard Dea-Levesque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession de Marie-Joseph Lorange

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant la succession de dame Marie-Joseph Lorange soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adoption d'A.-B.-Y. Pay et de M.-J. Hébert

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 concernant l'adoption d'Aimée-Blanche-Yvonne Pay et de Marie-Julienne Hébert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Municipalité de La Rochelle

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 érigeant la municipalité de La Rochelle pour fins municipales seulement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Étienne-des-Grès

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 ratifiant le règlement 38 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 9 janvier 1950 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hôpital Laval

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 constituant en corporation l'hôpital Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de Joseph Quintal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 concernant la succession de Joseph Quintal et celle de son épouse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Contrat de mariage de
Rodrigue Moore et Ida Vincent**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 annulant une clause du contrat de mariage de Rodrigue Moore et Ida Vincent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Légion canadienne

M. Rennie (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 concernant la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi du
département du Trésor**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de

présenter le bill 37 modifiant la loi du département du Trésor.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Délinquance juvénile

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 pour remédier à la délinquance juvénile.

Ce bill permet au gouvernement de conclure des ententes avec des personnes ou des institutions pour remédier à la délinquance juvénile, assurer la garde, l'entretien et le soin des enfants abandonnés et des jeunes délinquants et aider à la réhabilitation de ces derniers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Évêques catholiques romains

M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 226 relatif à la constitution en corporation des évêques catholiques romains.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Délinquance juvénile

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 44 pour remédier à la délinquance juvénile.

Adopté.

**Loi pour assurer
le progrès de l'éducation**

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 28 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Montréal-

Saint-Jacques (l'honorable M. Côté), au cours de cette séance, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 24 de la loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21), modifié par l'article 11 de la loi 11 George VI, chapitre 32, soit de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"24. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le secrétaire de la province à employer toute partie du fonds d'éducation excédant les retraits prévus par l'article 11 pour aider toute corporation scolaire, maison d'éducation et institution d'enseignement ou de formation professionnelle."

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

M. Ross (Montréal-Verdun): Nous sommes prêts à voter toutes les sommes nécessaires aux institutions autres que les commissions scolaires. Le fonds d'éducation atteint de \$19,000,000 à \$20,000,000 par année. Le gouvernement en dépense \$6,000,000 environ pour les fins précises de la loi, de sorte qu'il lui reste un solde de \$12,000,000 à \$13,000,000. Cette balance devrait servir, à mon point de vue, à aider les commissions scolaires à construire de nouvelles écoles. Un programme de construction intensive de nouvelles écoles s'impose.

Mais ce que nous ne voulons pas, c'est que le gouvernement s'arroge le droit de disposer, sans passer par les Chambres, du surplus du fonds d'éducation. Et c'est bien l'effet de la présente loi. Une fois payés les intérêts et amortissements des dettes assumées en 1946 par le gouvernement, il reste un solde de \$12,000,000 à \$13,000,000 par année. Le gouvernement veut se faire donner le droit d'en disposer à sa guise pour n'importe quelle institution d'enseignement, alors que d'après l'esprit de la loi de 1946, cet argent doit servir uniquement à rencontrer les besoins des commissions scolaires.

Nous demandons que le but de la loi soit respecté, et que le lieutenant-gouverneur en conseil fasse son devoir. Le gouvernement doit s'en tenir à cela et subventionner à fond les commissions scolaires qui sont dans le besoin. Les commissions scolaires sont en déficit et l'éducation primaire est le premier palier de tout notre système éducatif. Le résidu du fonds d'éducation devrait donc servir uniquement à encourager l'enseignement primaire. L'opposition n'a pas d'objection à voter des crédits pour l'enseignement spécialisé, secondaire ou universitaire, mais par le canal ordinaire, qui est le vote de la Chambre des députés.

Le premier ministre, avec un trémolo dans la voix, déclame que l'Union nationale a tout fait dans le domaine de l'éducation. Le premier ministre, procureur général, président du Conseil exécutif, député de Trois-Rivières, avocat, où a-t-il pris son éducation primaire, secondaire et universitaire, sinon à des écoles subventionnées par les gouvernements libéraux du temps? Et les autres membres de cette Chambre? N'ont-ils pas aussi profité de l'aide à l'éducation accordée par les gouvernements libéraux du temps? Et on se rappelle que, pourtant, le gouvernement Taschereau n'avait que des budgets de \$35,000,000 et le gouvernement Godbout, \$90,000,000, alors que le gouvernement actuel en a un de près de \$200,000,000.

Il (M. Ross) cite son comté comme exemple. La ville de Verdun, dit-il, qui est la troisième de la province en importance avec sa population de 80,000 âmes, contribue dans la proportion de $\frac{1}{45}$ à l'alimentation du fonds d'éducation. Les commissions scolaires de Verdun, qui ont deux écoles essentielles à construire, une pour les garçons, l'autre pour les filles, devraient avoir le droit d'appliquer à ces constructions $\frac{1}{45}$ du fonds d'éducation, soit quelque \$260,000¹⁰ par année. Qu'on nous donne ce montant pendant quatre ans et nos deux écoles seront bâties.

Mais, si on détourne la loi de son but en permettant au gouvernement d'accorder les octrois à sa guise à des institutions autres que les commissions scolaires, les droits de la population de Verdun seront lésés. Pourquoi prendre l'argent qui appartient aux commissions scolaires, c'est-à-dire à l'enseignement primaire? Le projet de loi est mauvais et le gouvernement pourra, s'il est adopté, augmenter encore sa mainmise sur l'éducation dans la province.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) est très surpris de l'attitude du député de Verdun. Les libéraux, poursuit-il, disaient en 1946 que notre loi était inique, sans aucun sens, et qu'elle imposait une tutelle, et aujourd'hui, on nous crie que c'est notre devoir de faire plus. Comme l'application d'une bonne loi les a fait changer d'idée!

Selon le raisonnement du député de Verdun, son comté a droit à \$260,000 et Verdun se trouverait à recevoir \$1,300,000 en cinq ans. Or, avec le fonds d'éducation, nous lui avons donné \$3,000,000 d'un seul coup pour payer ses dettes scolaires, donné \$9,000 pour des emprunts dus, payé \$25,000 pour régler un différend de la Commission avec les instituteurs, soit en tout un montant bien supérieur aux \$260,000 réclamés par le député. Et nous lui avons versé plusieurs autres octrois depuis, non pas à

la demande du député, car lui a pour principe de ne jamais demander d'octrois. Il est opposé à cela¹¹.

Le but de la présente loi, enfin, est de faciliter l'enseignement à tous ses échelons et non seulement l'enseignement primaire. Nous, de l'Union nationale, nous voulons aller plus loin, sans employer des méthodes coercitives. Nous avons aboli la dictature de la pauvreté et de l'ignorance pour faire servir nos richesses naturelles à l'avancement de l'éducation pour le plus grand bien de tous.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est vrai que nous avons critiqué la loi en 1946, mais ici il ne s'agit pas de passer en revue cette discussion ni de motiver l'attitude d'alors. Le principe du bill 28 n'est pas démocratique parce que le gouvernement s'autorise à dépenser les deniers publics sans contrôle des représentants du peuple. Nous répétons que nous ne sommes pas contre les octrois, mais pour que ces octrois soient accordés par le vote de la Chambre.

Nous n'avons, par cet amendement, aucun contrôle sur les dépenses des argents du peuple, et nous disons que c'est une mauvaise politique. Les *Comptes publics* vont établir ceci lorsqu'ils seront rendus publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit, après avoir aidé les commissions scolaires, d'assurer le succès de l'enseignement, afin de faire monter les jeunes talents et de leur faire prendre une place de choix dans l'économie de la province, ce qui ne peut se faire qu'en demeurant dans le domaine de l'enseignement primaire. Nous n'empêchons pas les représentants du peuple de voter ces crédits, nous leur demandons le pouvoir de faire ces dépenses. L'opposition libérale a oublié que, jadis, sous les gouvernements libéraux, des lois ont été votées pour autoriser le gouvernement à dépenser \$300,000,000 et \$500,000,000 pour la voirie et le chômage, sans obligation de demander au préalable la permission des députés. Le seul fait que le gouvernement présente le projet de loi actuel pour approbation est une preuve suffisante que l'on veut que le gouvernement contrôle les dépenses. Le projet de loi est excellent et indispensable.

Le but de la loi est de mettre l'éducation à tous ces degrés à la portée du peuple. L'opposition veut limiter l'enseignement au stade primaire, l'Union nationale veut, au contraire, fournir au peuple de la province l'occasion de monter aux plus hauts degrés de l'échelle de l'enseignement.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Je ne vois pas de raison pour que l'opposition officielle s'oppose au projet de loi. Il remercie le gouvernement de ce qu'il fait pour l'enseignement et j'espère que le secrétaire de la province n'oubliera pas d'émettre une subvention pour la construction de l'école de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste dans le comté de Sainte-Anne.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Les résolutions relatives au bill 28 intitulé: Loi modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation soient renvoyées de nouveau au comité plénier de cette Chambre avec instructions de les modifier de façon que toute partie disponible du fonds d'éducation doit être exclusivement employée à aider les commissions scolaires."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il a pour effet de changer la destination et l'emploi de deniers publics, ce qui ne peut se faire qu'avec l'assentiment préalable du lieutenant-gouverneur et par l'intermédiaire d'un ministre de la couronne.

M. Ross (Montréal-Verdun) invoque les paragraphes 3 et 4 de l'article 367 du Règlement.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il a déjà rendu plusieurs décisions à l'effet que de tels amendements sont irréguliers parce qu'ils ont pour effet d'affecter des dépenses d'argent, ce qui ne peut se faire qu'avec l'autorisation au préalable du lieutenant-gouverneur et par l'intermédiaire d'un

ministre de la couronne (articles 538 et 548 du Règlement de la Chambre) et il déclare irrégulier et nul l'amendement présenté par M. Ross.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 66.

Contre: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent.

Les résolutions relatives au bill 28 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais,

Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 66.

Contre: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 66.

Contre: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter¹².

Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat & Power Co.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 15 modifiant la loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat & Power Company¹³.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Attendu que par la loi 10 George VI, chapitre 28, la Commission hydroélectrique de Québec et Beauharnois Light, Heat & Power Company ont été autorisées à faire à leurs employés, à un taux d'intérêt et à des conditions d'amortissement faciles, des prêts d'habitation jusqu'à concurrence d'un million de dollars et de cent mille dollars respectivement;

Attendu que ce système de prêts a considérablement facilité à leurs employés l'accès à la propriété;

Attendu qu'il y a lieu de leur continuer ces avantages;

En conséquence:

1. Que l'article 3 de la loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat & Power Company (10 George VI, chapitre 28) soit remplacé par le suivant:

"3. La Commission hydroélectrique de Québec et Beauharnois Light, Heat & Power Company sont autorisées à prêter à leurs employés respectifs, la première jusqu'à concurrence de un million et demi de dollars et la seconde jusqu'à concurrence de deux cent mille dollars, pour permettre à leurs employés de se construire ou d'acquérir des maisons d'habitation pour eux et leurs familles, ou, lorsqu'ils sont déjà propriétaires de telles maisons et les habitent, d'y faire des améliorations ou d'acquitter les hypothèques qui les grèvent."

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat & Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des mines

L'honorable M. French (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Le projet de loi autorise un détenteur de certificat de mineur à jalonner des claims pour d'autres jusqu'à concurrence de 800 acres au nord du 50^e degré de latitude.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du crédit agricole

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi du crédit agricole du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi étend au recouvrement des sommes dues à l'Office la procédure simple et peu coûteuse déjà applicable à la réalisation de la garantie hypothécaire.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 26 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission municipale de Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 16 autorisant la Commission municipale de Québec à garantir certains emprunts scolaires.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose: 1. Que la loi 10 George VI, chapitre 21, soit modifiée en y ajoutant, après l'article 23, le suivant:

"23*a*. Sur la recommandation de la Commission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser, aux conditions et modalités qu'il détermine, toute corporation scolaire à emprunter le montant nécessaire pour solder le déficit de tout exercice financier terminé entre le premier septembre 1946 et le premier septembre 1951.

"La Commission peut garantir le paiement, en capital et intérêts, des emprunts ainsi autorisés.

"Les sommes que la Commission peut être appelée à payer en vertu de cette garantie sont prises à même le fonds d'éducation constitué en vertu de l'article 2.

"Les emprunts contractés sous l'autorité du présent article n'ont pas pour effet de porter atteinte aux pouvoirs d'emprunt que les corporations scolaires possèdent en vertu de toute autre disposition législative.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Par le biais de la Commission municipale, le

gouvernement va payer, s'il ne la paie pas entièrement, la plus grande partie des dettes de la Commission scolaire des écoles protestantes de Montréal et de la Commission scolaire des écoles catholiques de Montréal, qui s'élèvent dans chacun des cas à environ \$2,500,000, et va aussi payer les dettes de la Commission scolaire des écoles catholiques de Québec, qui s'élèvent à environ \$1,250,000. Les sommes seront payées par le gouvernement à même le fonds d'éducation.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) intervient.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 autorisant la Commission municipale de Québec à garantir certains emprunts scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la Commission municipale de Québec

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi, dit-il, décrète que la Commission est un organisme de la couronne et ne peut être poursuivie sans pétition de droit.

M. Ross (Montréal-Verdun) dit que ce droit devrait être supprimé.

C'est un principe dangereux, déclare-t-il, de vouloir faire du gouvernement à la fois le défenseur et le juge, par le biais de la nécessité de présenter une pétition de droit avant d'entamer des poursuites à la couronne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond que c'est un principe généralement accepté que le gouvernement ne puisse pas être poursuivi en justice à moins d'une exception obtenue par le biais d'une pétition de droit.

On vise ainsi à protéger le gouvernement contre toutes sortes d'actions légales dans le cadre desquelles le demandeur n'a aucune chance de gagner.

Si on donne à n'importe qui le droit de poursuite contre le gouvernement, cela pourrait amener des abus¹⁴.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'oppose au bill 24, le qualifiant de dangereux.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 24 sans l'amender.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi d'Hydro-Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi assure par privilège le paiement du prix de l'énergie fournie par l'Hydro aux entreprises industrielles et commerciales.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'oppose à ce bill.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 32 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Annexion à Charlevoix

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 annexant les cantons de Sagard et de Saguenay au district électoral de Charlevoix soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 33 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des élections contestées

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31

modifiant la loi des élections contestées de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de simples dispositions de concordance.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 31 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Ministère de la Voirie, rapport 1948-1949

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, pour l'année finissant le 31 mars 1949. (Document de la session no 14)

Travaux de drainage

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre copies des arrêtés en conseil nos 957, 1028 et 1276 concernant des travaux de drainage. (Document de la session no 15)

Travaux de la Chambre:

Projets de loi à retirer

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce que le gouvernement retire le projet de loi relatif aux panneaux publicitaires le long des routes. Le gouvernement avait l'intention d'abolir tous les

panneaux publicitaires sur les routes provinciales, mais il y a eu un nombre important d'objections à cet effet et il a été démontré que le maintien de ces panneaux permettrait à un nombre de personnes de conserver leur emploi au lieu qu'elles aillent rejoindre les rangs des chômeurs, que l'on considère déjà assez nombreux.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 10 h 30¹⁵.

NOTES

1. *The Gazette* du 1^{er} mars 1950, à la page 23, précise que les bills 103 et 131 permettent aux villes de Coaticook et Sorel d'imposer une taxe éducationnelle de 1 % sur les ventes au détail sur leur territoire.

2. *L'Action catholique* du 1^{er} mars 1950, à la page 3, explique que "les ingénieurs sont à étudier la nature des dommages causés par le bris d'une arche sous la section du pont qui relie le Cap-de-la-Madeleine à l'île Saint-Christophe. La circulation lourde a été interrompue en attendant les réparations temporaires qui se feront probablement d'ici une semaine". Ce n'est là qu'un signe avant-coureur d'une tragédie plus grave. Tôt le matin du 31 janvier 1951, une partie de ce même pont, inauguré le 6 juin 1948 par le premier ministre, va s'écrouler et causer la mort de plusieurs personnes. À ce sujet, voir: Conrad Black, *Duplessis. Le pouvoir*, tome 2, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, aux pages 159-163.

3. *La Patrie* du 1^{er} mars 1950, à la page 2, précise qu'"aucun texte de ce bill n'a été distribué encore".

4. Selon *Le Devoir* du 1^{er} mars 1950, à la page 10, le débat sur le crédit agricole a duré deux heures. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 3, rapporte qu'après la troisième lecture, "le premier ministre traverse la Chambre pour aller féliciter MM. Labbé et Lavallée, qui siègent sur les banquettes de l'Union nationale à la gauche de l'Orateur".

5. Date donnée par la majorité de nos sources. Seule *The Gazette* du 1^{er} mars, à la page 24, écrit "1936", mais il s'agit manifestement d'une erreur.

6. Chiffre du *Soleil* du 1^{er} mars 1950, à la page 3. *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt "environ \$18,000,000".

7. Chiffre du *Soleil* du 1^{er} mars 1950, à la page 3. *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt "\$6,000,000".

8. Chiffre de la majorité de nos sources. Seule *L'Action catholique* du 1^{er} mars 1950, à la page 17, mentionne "\$30,000,000".

9. Chiffre du *Soleil* du 1^{er} mars 1950, à la page 3. Le même jour, *La Presse*, à la page 10, mentionne plutôt "6,296 écoles" alors que *Le Devoir*, à la page 2, écrit 295 écoles, ce qui est manifestement une erreur typographique.

10. Chiffre de *L'Action catholique* du 1^{er} mars 1950, à la page 17. *Le Canada* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt \$266,000.

11. L'honorable M. Côté fait allusion à une déclaration de M. Ross tenue en Chambre le 22 février précédent, dans laquelle il se défendait d'être allé au bureau du ministre pour demander des octrois pour les commissions scolaires de son comté. Pour plus de détails, consulter cette séance.

12. Selon *Le Devoir* du 1^{er} mars 1950, à la page 2, ce débat a duré plus de trois heures.

13. *L'Action catholique* du 1^{er} mars 1950, à la page 17, rapporte que les bills 15, 16, 23, 24, 26, 31 et 32 sont adoptés "après de brefs échanges de vues". Nous n'avons retrouvé que peu de traces de ces discussions dans nos sources.

14. *La Patrie* du 1^{er} mars 1950, à la page 4, rapporte que MM. Duplessis et Ross ont une discussion "assez prolongée" au sujet de la suppression du droit de pétition, mais nos sources ne l'ont pas rapportée.

15. Heure du *Soleil* du 1^{er} mars 1950, à la page 24. *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt 10 h 35.

Séance du mercredi 1^{er} mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la ville de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- de Montreal City & District Savings Bank (Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal), demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes (M. Johnson);
- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);
- de Rougier Frères et de la compagnie de fidéicommiss Trust Général du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et modifiant certains actes (M. Tellier).

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 122 modifiant la charte de la ville de Malartic.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 149 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie dans le comté de Charlevoix.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 126 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;
- bill 173 changeant le nom de Harry Bernard Zaritsky *et uxor* en celui de Harry Bernard Zarr.

Projets de loi:

Charte de Malartic

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 modifiant la charte de la ville de Malartic.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Terres en culture à Montréal

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Harry Bernard Zaritsky

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 changeant le nom de Harry Bernard Zaritsky *et uxor* en celui de Harry Bernard Zarr.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 173 sans l'amender.

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commissaires d'écoles de Saint-Étienne de la Malbaie

M. Leclerc (Charlevoix) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie dans le comté de Charlevoix.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

M. Leclerc (Charlevoix) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la corporation de la paroisse du Lac-Saint-Charles, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- de la corporation municipale de Stoneham, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides, demandant l'adoption

d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- de la corporation de la paroisse de Saint-Gérard-Magella, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- de la corporation de la paroisse de Saint-Émile, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- de la corporation municipale de Saint-Gabriel-Ouest-de-Valcartier, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de vente;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de vente;

- de dame Margaret Donahue et Roger Biron, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Édouard Biron;

- de la corporation de conseil de comté de Montmorency numéro 1, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de James Alexander Paterson, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique du droit, après avoir passé les examens requis;

- de la compagnie d'assurances Provinces Unies, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à subdiviser son capital-actions;

- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de monseigneur Arthur Deschênes et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de La caisse de retraite du clergé;

- de la corporation municipale de Saint-Gabriel de Valcartier, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution.

Action Sociale Catholique

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Matte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de l'Action Sociale Catholique, demandant l'adoption d'une loi augmentant la valeur actuelle des biens immeubles de la corporation, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de l'Action Sociale Catholique, demandant l'adoption d'une loi augmentant la valeur actuelle des biens immeubles de la corporation.

Projets de loi:**Notre-Dame-du-Mont-Carmel,
Champlain**

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 ratifiant le règlement numéro 80 de la Corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du 11 novembre 1949 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Corporations scolaires
de Chicoutimi**

M. Marcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**La Compagnie d'assurances
Provinces Unies**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 concernant The United Provinces Insurance Company - La Compagnie d'assurances Provinces Unies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Caisse de retraite du clergé

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 187 constituant en corporation la Caisse de retraite du clergé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente dans le comté
de Montmorency**

M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 assujettissant les municipalités du ressort du Conseil de comté de Montmorency numéro 1 à la taxe de vente de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
de Édouard Biron**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 171 concernant la succession de Édouard Biron.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Longueuil

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de LaSalle

M. Gatién (Maisonnette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Instruction publique
à Rivière-du-Loup**

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente à
Saint-Gérard-Magella**

M. Thibeault (Montréal-Mercier)¹ pour **M. Chaloult (Québec)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 assujettissant la paroisse de

Saint-Gérard-Magella à la taxe de vente de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente à
Saint-Gabriel-Ouest de Valcartier**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) pour **M. Chaloult (Québec)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 192 pour inclure la corporation municipale de Saint-Gabriel-Ouest de Valcartier dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente à
Lac-Saint-Charles**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) pour **M. Chaloult (Québec)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 193 pour inclure la corporation de la paroisse du Lac-Saint-Charles dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente à
Notre-Dame-des-Laurentides**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) pour **M. Chaloult (Québec)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 194 pour inclure la corporation de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe de vente à Stoneham

M. Thibeault (Montréal-Mercier) pour **M. Chaloult (Québec)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 196 pour inclure la corporation municipale de Stoneham dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe de vente à Saint-Émile

M. Thibeault (Montréal-Mercier) pour **M. Chaloult (Québec)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 195 pour inclure la Corporation de la paroisse de Saint-Émile dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente à
Saint-Gabriel-de-Valcartier**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) pour **M. Chaloult (Québec)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 200 pour inclure la corporation municipale de Saint-Gabriel-de-Valcartier dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'étonne de voir qu'on avait préparé autant de bills, au lieu de ne présenter qu'un projet de loi pour toutes les municipalités².

Adopté. Le bill est lu une première fois.

James Alexander Paterson

M. Fox (Brome) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 202 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Alexander Paterson à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Université Laval

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 concernant l'Université Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Séminaire Sainte-Marie
de Shawinigan**

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 constituant en corporation le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Les chanoines réguliers
de l'Immaculée-Conception**

M. Fox (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 constituant en corporation les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sault-au-Récollet

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 pour libérer le lot no 217 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et ses subdivisions de certaines servitudes enregistrées soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**École de commerce
de Québec**

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 constituant en corporation le bureau des gouverneurs de l'École de commerce de Québec inc. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques
de Québec**

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Taxe de vente
à Louiseville**

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales et scolaires dans la ville de Louiseville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Substitution
de Paul Olivier**

M. Bélanger (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 concernant la substitution de Paul Olivier et son épouse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Montréal

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 concernant la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 modifiant la charte de la cité de Beauharnois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Lambert

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

William George Andrews

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 changeant le nom de William George Andrews en celui de William George Matheson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Demandes de documents:**Quebec Pulp & Paper
Company**

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

a) une copie de la lettre écrite par le ministre des Terres et Forêts ou l'un de ses fonctionnaires à M. Maurice Boulanger, en date du 4 avril 1949, et de la réponse de M. Boulanger, en date du 6 avril 1949, relativement à l'acquisition des biens de Quebec Pulp & Paper Corporation;

b) une copie du contrat intervenu, en date du 18 août 1949, entre M. Maurice Boulanger, syndic de

la faillite de Quebec Pulp & Paper Corporation, et le gouvernement de la province (à l'exception de la désignation imprimée de l'actif acquis par le gouvernement);

c) une copie de tous chèques émis par le gouvernement relativement à l'acquisition desdits biens.

Adopté.

Seigneurie de Mingan

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 10 mars 1949 jusqu'au 20 février 1950, en rapport avec l'acquisition de la seigneurie de Mingan ou la mise à exécution de la loi concernant la seigneurie de Mingan (13 George VI, chapitre 8).

Adopté.

Route 54, section Grand Lac Jacques-Cartier

M. Lévesque (Gaspé-Nord) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} février 1949 inclusivement jusqu'au 15 février 1950 inclusivement pour la construction de la route no 54, section Grand Lac Jacques-Cartier, à Hébertville, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Route Québec-Laterrière-Chicoutimi

M. Lévesque (Gaspé-Nord) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 16 février 1949 inclusivement jusqu'au 15 février 1950 inclusivement, pour la construction de la route Québec-Laterrière-Chicoutimi, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Santé publique

M. Groulx (Montréal-Outremont) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toutes ententes conclues avec le gouvernement fédéral ou l'un de ses ministres ou fonctionnaires ou avec toute corporation municipale ou l'un de ses fonctionnaires et le gouvernement de cette province ou l'un de ses ministres ou fonctionnaires touchant la santé publique, et en vertu de la loi 13 George VI, chapitre 16, du 1^{er} avril 1948 au 15 février 1950 inclusivement.

Adopté.

Commission des eaux courantes de Québec

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés depuis le 26 janvier 1949 inclusivement jusqu'au 15 février 1950 inclusivement, concernant la Commission des eaux courantes de Québec.

Adopté.

Forces hydrauliques

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 2 février 1949 jusqu'au 15 février 1950, relativement à la concession, à la location, à l'acquisition ou à l'aliénation de forces hydrauliques dans la province et à la construction, réparation, agrandissement ou reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par l'emmagasinement.

Adopté.

Projets de loi:

Développement d'Hydro-Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives

au bill 8 favorisant le développement d'Hydro-Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et la Commission hydroélectrique de Québec, devant Me Charles-Jules Baillargeon, notaire, le 26 janvier 1950, reproduit comme annexe des présentes résolutions soit ratifié et déclaré valide à toutes fins que de droit.

2. Que le second alinéa de l'article 20 de la loi 8 George VI, chapitre 22, soit abrogé à compter du premier janvier 1950.

3. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

L'an mil neuf cent cinquante le vingt-sixième jour de janvier.

Devant ME CHARLES-JULES BAILLARGEON, notaire pour la province de Québec, résidant et exerçant sa profession dans la cité de Québec, soussigné.

comparaissent:

LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, ici représenté par les honorables Onésime Gagnon, c.r., C.P., en sa qualité de trésorier de la province, et John S. Bourque, en sa qualité de ministre des Ressources hydrauliques de la province, tous deux dûment autorisés aux termes d'un ordre en conseil portant le no 89, daté du 25 janvier 1950, copie dudit ordre en conseil étant annexée à l'original des présentes et signée pour identification par lesdits honorables

Onésime Gagnon et John S. Bourque, en présence du et avec le notaire soussigné et étant désignée comme annexe "A", ci-après appelés "le gouvernement".

Partie de Première Part et

COMMISSION HYDROÉLECTRIQUE DE QUÉBEC, corps politique et incorporé, ici représentée par M. J.-Arthur Savoie, notaire, de la cité d'Outremont, membre et vice-président de ladite Commission, et M. Robert William MacGregor, de la ville de Montréal-Ouest, secrétaire-conjoint de ladite Commission, tous deux dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution de ladite Commission hydroélectrique de Québec, adoptée à une assemblée de ladite Commission tenue à Montréal, mercredi, le 25 janvier 1950, et dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été signée pour identification par lesdits J.-Arthur Savoie et Robert William MacGregor en présence du et avec le notaire soussigné, copie de ladite résolution étant désignée comme annexe "B", ci-après appelée "la commission".

Partie de Seconde Part

Lesquels déclarent et conviennent:

Attendu que le premier Hydro-Québec a été établi, organisé et bâti en vertu du chapitre 24, 1 George VI, intitulé "Loi établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydroélectriques", sanctionnée le 20 mai 1937;

Attendu que ce premier Hydro-Québec a été établi dans des régions très importantes de la province, l'Abitibi et le Témiscamingue, qui en avaient particulièrement besoin et qui, depuis quatre ou cinq ans, profitent largement de cette initiative qui assure le bien-être, le progrès et la prospérité de la population de ces régions en particulier, et de la province, en général;

Attendu qu'en dépit des obstacles suscités et multipliés par les adversaires de cette réalisation bienfaisante, cet Hydro-Québec s'est considérablement développé et agrandi depuis 1946, entre autre en vertu de la loi, chapitre 29, 10 George VI, intitulée "Loi pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur", sanctionnée le 17 avril 1946;

Attendu que les susdits développements hydroélectriques s'avèrent féconds, profitables et riches en possibilités;

Attendu qu'il convient d'assurer le développement et le progrès de la "Commission hydroélectrique de Québec";

Attendu que ladite Commission hydroélectrique de Québec désire profiter des avantages considérables qui découlent des susdits développements hydroélectriques au Rapide VII et au lac Dozois;

Il est en conséquence stipulé entre la partie de première part et de seconde part comme suit savoir:

a) Le gouvernement loue à la commission les pouvoirs d'eau situés sur l'Outaouais supérieur dans le canton de Landanet, comté de Témiscamingue, connus sous le nom de Rapide VII, ainsi que ceux qui proviennent du barrage-réservoir au Lac Dozois, à partir du 1^{er} janvier 1950, pour une période de soixante-quinze (75) ans, et cela, aux conditions ci-après:

La commission paiera au gouvernement, pour le bénéfice du fonds consolidé du revenu, une somme annuelle de quinze mille dollars (\$15,000.00), et de plus, des redevances annuelles de un dollar (\$1.00) pour chaque cheval-vapeur produit, le tout payable à compter du 1^{er} janvier 1950, à une date et de la façon déterminée par le ministre des Ressources hydrauliques;

b) Le gouvernement cède et transporte à la commission à compter du 1^{er} janvier 1950

1. L'aménagement hydroélectrique situé sur l'Outaouais supérieur, dans le canton de Landanet, comté de Témiscamingue, connu sous le nom de Rapide VII;

2. Les lignes de transmission reliant le Rapide VII et les villes de Cadillac, Noranda et Normetal, et la ligne de transmission en cours d'exécution entre Cadillac et Amos, ainsi que tous les postes de transformation et de conversion se rattachant à ces diverses lignes;

3. Les ouvrages d'emmagasinement constituant le réservoir Dozois situé dans le comté de Pontiac, à la partie supérieure du bassin de la rivière Outaouais;

4. Pour ladite période de soixante-quinze (75) ans, les droits aux forces hydrauliques de l'Outaouais supérieur mentionnés dans le contrat intervenu le neuf (9) novembre mil neuf cent trente-huit (1938), devant Me de la Bruère Fortier, notaire, sous le No 2,757 de ses minutes, entre d'une part Noranda Power Company Limited et Noranda Mines Limited et, d'autre part, Le Syndicat national de l'électricité;

5. Tous autres biens meubles et immeubles servant à la production et à la distribution de l'électricité, ou aux services administratifs s'y rattachant et concernant les susdits pouvoirs hydroélectriques;

6. Les maisons, bureaux, garages, magasins et constructions de toute sorte faisant partie du développement de ladite entreprise;

7. Tous autres actifs se rattachant à ladite entreprise et notamment les comptes à recevoir, le roulant, les stocks, les approvisionnements, les plans d'aménagement et généralement tous autres actifs ou valeurs quelconques qui en font partie ou s'y rattachant;

c) Le gouvernement, aux conditions à être déterminées en temps opportun, accorde à la commission le droit et le privilège de développer les pouvoirs hydrauliques au Rapide I, sur l'Outaouais à environ vingt-cinq milles en aval dudit Rapide VII.

Les cessions, droits et privilèges mentionnés à l'item B ci-dessus sont transportés et cédés par la partie de première part à la partie de seconde part aux prix, considérations et aux conditions ci-après, savoir:

La Commission s'engage à payer au gouvernement pour faire partie du fonds consolidé du revenu de la province

a) Dix-huit millions quatre cent cinquante et un mille sept cent soixante-douze dollars et vingt-six cents (\$18,451,772.26) montant d'obligations de la province et intérêts courus sur ces obligations avec, en plus, six cent trente-huit dollars et trente-six cents (\$638.36) comptant et par chèque de ladite Commission, formant un total de dix-huit millions quatre cent cinquante-deux mille quatre cent dix dollars et soixante-deux cents (\$18,452,410.62);

b) Cent trente-cinq mille sept cent cinquante-neuf dollars (\$135,759.00) en monnaie courante et au comptant;

c) Un million cinquante-deux mille sept cent quatorze dollars et cinquante-six cents (\$1,052,714.56), sans intérêt, en dix (10) versements annuels, égaux et consécutifs à compter du premier décembre mil neuf cent cinquante et un (1951), cette somme représentant le coût initial de construction du chemin d'accès Cadillac-Rapide VII;

d) Le gouvernement fera les améliorations nécessaires à l'incorporation du chemin d'accès Cadillac-Rapide VII, dans le réseau routier de la province et se chargera de son entretien à compter du 1^{er} janvier 1950;

À compter du 1^{er} janvier 1950, lesdits biens ainsi cédés et transportés feront partie de l'actif de la Commission hydroélectrique de Québec qui en aura l'administration, avec tous les pouvoirs et obligations mentionnés à la loi 8 George VI, chapitre 22 et ses amendements;

Les droits et obligations du gouvernement de la province découlant des ententes, conventions et contrats relatifs à ladite entreprise sont transportés et

cédés, à compter du premier janvier 1950, à la Commission hydroélectrique de Québec qui, à cet égard, sera substituée au gouvernement;

Les redevances exigibles, en vertu de l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 29, pour l'utilisation des eaux provenant du barrage-réservoir du Lac Dozois, seront, à compter du 1^{er} janvier 1950, perçues par la Commission hydroélectrique de Québec pour le bénéfice de ladite commission. Ces redevances s'établiront annuellement à quatre cent trente-six mille quatre cent trente-quatre dollars et seize cents (\$436,434.16), pendant une période de quarante (40) ans;

Sauf quant aux obligations contractées de part et d'autre et résultant dudit ordre en conseil, le gouvernement de la province de Québec et ladite Commission hydroélectrique de Québec se donnent mutuellement quittance réciproque, finale et complète à l'égard de toutes créances, dettes et obligations qu'ils pouvaient avoir l'un envers l'autre au 1^{er} janvier 1950 relativement aux matières et choses concernant ledit Rapide VII et ledit barrage-réservoir du lac Dozois.

DONT ACTE fait et passé à Québec sous le numéro notarié quatre mille huit cent trente-trois.

EN FOI DE QUOI les comparants ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) Onésime Gagnon,

(") J. S. Bourque,

(") J.-A. Savoie,

(") R. W. MacGrégor,

(") Chs-J. Baillargeon, N.P.

Vraie copie de la minute demeurée en record en mon étude.

Chs-J. Baillargeon, N.P.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Plusieurs régions de la province sont prometteuses, mais certaines d'entre elles offrent des perspectives plus brillantes que les autres. Pour me borner, aujourd'hui, je parlerai de la région de l'Abitibi et celle du Témiscamingue qui, outre leurs forêts et leurs terrains propres à l'établissement de colons, possèdent des richesses minières dont nous ne nous faisons qu'une faible idée.

Avant 1936, le développement agricole et minier de cette région était complètement paralysé par une pénurie d'énergie électrique. On devait, en effet, se contenter de moteurs diesel pour produire de l'électricité, alors que se trouvaient à côté des ressources hydrauliques que l'on aurait pu mettre en valeur pour la production d'électricité. Nous avons vu clair quand, pour remédier à la situation, nous

avons établi la première hydro provinciale dès 1937 dans cette région stratégique qui s'avère aujourd'hui la plus prometteuse de toute la province.

Dans le temps, l'opposition a crié à l'erreur, au scandale; elle a prétendu que c'était enfouir là-bas des millions en pure perte. En dépit de ces clameurs, nous avons réalisé cette Hydro, en dépit des protestations de toutes sortes et de la lutte acharnée que nous fit l'opposition d'alors, dont l'opposition d'aujourd'hui n'est qu'un pâle reflet, mais de la même couleur. En établissant cette Hydro, le gouvernement a su prévoir et réaliser la vérité de l'adage qui dit que "gouverner, c'est prévoir". Nous avons commencé les travaux. Ils étaient très avancés quand sont venues les élections qui ont donné à la province un autre gouvernement. De 1939 à 1944, sous M. Godbout, on a tout fait, dans un mesquin esprit de partisanerie, pour saboter notre œuvre, et ce, aux dépens des intérêts de la population de ces régions en particulier et de la province en général.

Nous avions acheté tous les poteaux et tout le fil nécessaires à l'installation de lignes de transmission, qui auraient permis aux mines d'utiliser l'énergie électrique essentielle à leur développement et qui auraient donné à la population de la région les bienfaits de l'électricité. Ils ont été volés ou vendus à la compagnie privée dont nous voulions contrôler les activités en établissant cette hydro, la Northern Quebec, en voulant lui faire concurrence. Puis, suprême naïveté, M. Godbout conclut un contrat avec cette compagnie rivale pour lui faire concurrence à l'Hydro. Et, pendant tout le temps que les libéraux furent au pouvoir, le développement de cette région a été complètement paralysé. Mais, heureusement, les nuages accumulés en 1939 se sont dissipés parce qu'ils n'avaient pas beaucoup de solidité. Ils étaient en effet accrochés à la pointe des préjugés. Et nous avons repris l'œuvre commencée.

En 1944, nous avons repris le pouvoir et nous avons dans cette région, grâce à l'Union nationale, une centrale qui facilite l'agriculture, la colonisation, le commerce, l'exploitation minière et l'électrification rurale. L'Abitibi et le Témiscamingue possèdent des pouvoirs d'eau très riches. L'usine du barrage Cadillac produisait 22,000 chevaux-vapeur³. Grâce à la clairvoyance du ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque), nous avons construit le barrage-réservoir du lac Dozois qui a fait plus que doubler la capacité du rapide Cadillac. Aujourd'hui, la capacité de production du barrage Cadillac est de 53,000 chevaux-vapeur et les entreprises minières sont assurées de ne plus manquer d'énergie électrique. De plus, ces développements

ont permis d'alimenter la ville d'Amos, qui souffrait d'une disette de courant. Et nous avons réalisé cela en dépit du sabotage des libéraux.

Aujourd'hui, le développement est tellement considérable que nous avons déjà envisagé la construction d'un barrage au Rapide No 1. Lorsque ce barrage sera construit, la puissance totale cédée à l'Hydro pourra atteindre une capacité de 103,000 chevaux-vapeur, soit amplement pour répondre aux besoins de l'Abitibi pour plusieurs années à venir. L'an dernier, en neuf mois d'opération, les profits nets réalisés par cette Hydro provinciale ont été de \$291,000, ce qui prouve que les prédictions sombres de l'opposition n'étaient pas fondées.

En un mot, comme il s'agit d'une entreprise payante, nous avons voulu, par le contrat avec l'Hydro-Québec que nous demandons aujourd'hui à la Chambre d'approuver, nous avons voulu, dis-je, enrichir cette compagnie; par la concession du rapide Cadillac, du barrage Dozois ainsi que par des priorités sur le Rapide No 1, nous nous trouvons à lui avoir cédé, à des conditions exceptionnellement avantageuses, des ressources hydroélectriques inestimables. Nous lui cédon pour \$19,600,000⁴. Nous avons ainsi voulu donner un organisme complet de production électrique dont le travail bienfaisant pourra profiter à toute la province. Nous augmentons ainsi le prestige et le rayonnement de l'Hydro. Nous avons réalisé une entreprise de progrès qui fera lever une aurore de prospérité et de richesse pour toute la population.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) a étudié le bill en se demandant quels en seraient les effets pour les consommateurs d'électricité dans la région desservie par la centrale de Cadillac, pour l'Hydro et sur les affaires du gouvernement provincial.

Jusqu'à présent, dit-il, c'est l'Hydro qui administrait le pouvoir du Rapide 7. C'est aussi l'Hydro qui a construit, comme agent du gouvernement, le barrage du lac Dozois. La propriété physique est restée au gouvernement et l'Hydro ne fait que louer pour une période de 75 ans. Que tous ces travaux deviennent aujourd'hui la propriété de l'Hydro, au lieu d'être la propriété du gouvernement, je ne vois pas quels avantages peuvent en retirer les usagers. Ça ne change rien au service qu'ils peuvent attendre. Pourquoi ne pas avoir laissé la Commission des eaux courantes, un organisme provincial, continuer d'administrer ces entreprises? Pourquoi ne pas laisser à la province ce qui appartient à la province, et pourquoi prendre dans les coffres de

l'Hydro \$19,000,000 provenant des revenus de cette entreprise de la région de Montréal pour les verser au gouvernement, au lieu d'employer cette somme à réduire les taux exigés aux consommateurs montréalais?

Quant à l'Hydro, elle doit sortir de ses coffres une somme de \$19,600,000 qui représente tout d'abord le coût d'établissement de la centrale de Cadillac, \$10,000,000, et les déboursés que le gouvernement a fait pour construire le barrage du lac Dozois, \$8,000,000. Et elle obtiendra un rendement net, compte tenu des charges fixes et de la dépréciation des usines et des lignes de distribution, de \$450,000 à \$460,000 par année. Ce rendement va représenter à peine 2.4 % du capital investi.

En outre, la centrale du Témiscamingue est-elle une entreprise profitable? L'an dernier, cette année, oui, mais auparavant, non, comme le démontrent les bilans pour les quelque 10 autres années. Après avoir étudié cette transaction, je me suis demandé si elle est avantageuse pour l'Hydro et j'en suis venu à une conclusion négative. Je ne vois pas quel peut être l'avantage d'un tel placement pour l'Hydro qui paie 3 % d'intérêt sur les sommes qu'elle emprunte. Le service aux consommateurs n'est pas amélioré ni augmenté.

En résumé, l'Hydro prend dans ses coffres une somme de \$19,600,000⁵ provenant des revenus de l'Hydro dans la ville de Montréal et la verse au gouvernement, au lieu de l'employer à réduire les taux chargés aux consommateurs montréalais. Ce sont ces clients de l'Hydro à Montréal qui paient les frais de la transaction. En ce qui concerne l'Hydro, c'est une mauvaise affaire.

Examinons ensuite l'effet de la transaction sur les affaires du gouvernement. Je soupçonne que la véritable raison de la transaction faite par le gouvernement à l'Hydro n'est pas de rendre service aux consommateurs, mais au trésorier provincial, qui profite, *ex officio*, de ce revenu additionnel considérable. Depuis 1944, comme je l'ai dit déjà, le gouvernement a perçu \$900,000,000⁶ en taxes de toutes sortes sans diminuer la dette d'un seul sou. Bien plus, il l'a augmentée, cette dette, de \$14,000,000 à \$15,000,000. Je suis certain que, lorsque nous aurons les *Comptes publics*, un peu plus tard, on trouvera cette somme de \$19,600,000, dans le compartiment des recettes, pour augmenter le surplus global d'opérations dont le gouvernement se vantera. Pour toutes ces raisons, je suis opposé au contrat et au bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'opposition n'a aucunement réfuté les affirmations

au sujet des avantages de la première centrale d'État construite au Rapide 7 par l'Union nationale. En somme, le chef de l'opposition se contente de faire des arguties. En résumé, il dit que "l'Hydro a fait un mauvais marché, mais que le gouvernement a réalisé pour lui-même un excellent marché". Pourquoi n'est-il pas content que la transaction soit bonne pour le gouvernement? Croit-il que les bons marchés ne sont que pour un petit groupe de privilégiés ou pour un seul coin de la province?

Comme députés, les membres de l'opposition devraient se réjouir de ce que la province fasse un bon marché. Le gouvernement de l'Union nationale est satisfait de cette transaction. Mais ce n'est pas tout: non seulement la province a fait un bon marché, mais je dis que l'Hydro a fait aussi un bon marché.

En critiquant de cette façon, mon honorable ami humilie ses propres amis. Les membres de l'Hydro, qui sont-ils? Trois sur cinq, MM. Potvin, Latreille et McGammon, ont été nommés par le gouvernement Godbout. Le chef de l'opposition veut-il attaquer son parti qui a nommé la majorité des commissaires? Veut-il insinuer que les commissaires auraient proposé, contrairement à leur serment d'office, un marché désavantageux pour l'Hydro? Dans l'affirmative, c'est le gouvernement qu'il déprécie.

Il n'y a eu que deux nouvelles nominations à l'Hydro, M. René Dupuis et M. Savoie. Le chef de l'opposition n'aime peut-être pas ces deux nominations, et c'est pour cette raison qu'il humilie ses amis et qu'il prétend que les membres de l'Hydro ruinent l'Hydro. Ce n'est pas raisonnable d'attaquer ainsi M. Godbout en son absence. Comme question de fait, les cinq membres de l'Hydro sont compétents et ils sont honnêtes.

Ce sont eux qui ont demandé au gouvernement de faire cette transaction, dans le but d'augmenter le prestige et le rayonnement de l'Hydro-Québec en la faisant participer aux développements prodigieux de l'Abitibi et du Témiscamingue. Ils réalisent que l'action bienfaisante de l'Hydro doit dépasser les limites de Montréal et de Westmount pour englober cette région progressive où nous avons établi la première centrale d'État.

Le chef de l'opposition, qui a de la tête, peut faire dire tout ce qu'il veut aux chiffres, mais nous parlons, nous, au point de vue du bon sens. L'Abitibi et le Témiscamingue sont parmi les endroits les plus prometteurs de la province. Nous assistons là, au début seulement de développements extraordinaires dans tous les domaines. C'est à cet endroit stratégique que le gouvernement a établi l'Hydro.

L'Hydro-Québec, à Montréal, est nécessairement limitée. Nous lui donnons un territoire de 1,000 milles carrés où tout est à mettre en valeur.

L'Hydro aura ainsi un champ d'action illimité. Le gouvernement a loué⁷ ces aménagements hydroélectriques à l'Hydro-Québec à des conditions très avantageuses, pratiquement à moitié prix. Elle ne paye qu'une partie de ce qu'ont coûté les travaux. Si nous avions voulu faire de l'argent, nous aurions exigé un prix de \$25,000,000 à \$30,000,000.

L'Hydro aura un revenu assuré de \$425,000 suffisant pour payer toute la dette... L'Hydro reçoit en outre tous les revenus provenant de la vente d'électricité aux compagnies de mines, aux coopératives, etc., ce qui représente des centaines et des centaines de mille dollars. Ils vont augmenter à mesure que se développera la région, lorsque plus d'industries deviendront des clients réguliers des développements de Cadillac.

Dire que ce sont les gens de Montréal qui vont payer, c'est soulever des préjugés. Notre transaction profitera à toute la province. Les commissaires de l'Hydro sont plus prévoyants que le chef de l'opposition lorsqu'ils réalisent que l'action bienfaisante de l'Hydro doit dépasser les limites de Montréal et de Westmount pour englober cette région progressive où nous avons établi la première centrale d'État. Il ne faut pas donner l'impression qu'on veut tout garder pour Montréal et Westmount.

Nous avons la certitude d'avoir posé un acte éminemment avantageux pour la province, qui contribuera au développement de ces régions. Cette transaction entre le gouvernement et la Commission hydroélectrique de Québec, au sujet de l'exploitation par cette dernière des pouvoirs d'eau et des aménagements hydroélectriques de l'Outaouais supérieur, ce qui comprend, entre autres, le Rapide 7, dans le Témiscamingue et le barrage-réservoir du lac Dozois, dans le comté de Pontiac, donnera à l'Hydro un prestige grandissant et profitera de façon générale à toute la population du Québec.

C'est en somme le premier Hydro-Québec, établi en 1937 par le gouvernement de l'Union nationale, au Témiscamingue, et tous les développements hydrauliques et électriques subséquents que le gouvernement a décidé, par un contrat en date du 26 janvier 1950, de céder pour une période de 75 ans à la Commission hydroélectrique de Québec, dans le but de lui permettre d'étendre son champ d'action. L'Hydro-Québec s'engage, entre autres, à payer au gouvernement \$18,451,772.26 pour toutes ces facilités hydroélectriques, et \$1,052,714.56, représentant le coût initial de construction du chemin d'accès

Cadillac-Rapide 7. La valeur véritable de ces installations s'établissait entre \$25,000,000 et \$30,000,000.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté, après division. Les résolutions relatives au bill 8 sont agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 favorisant le développement d'Hydro-Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cour de bien-être social

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 5 instituant des Cours de bien-être social.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les traitements, salaires et autres dépenses encourues pour l'exécution de la section VII de la deuxième partie de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), édictée par la loi qui accompagne la présente résolution, seront payées (sic) à même le fonds consolidé du revenu.

M. Ross (Montréal-Verdun): Il s'agit d'un projet de loi important, mais d'un projet qui ne fait que reprendre, sous une forme un peu modifiée, la loi adoptée par le gouvernement Godbout en 1944, à la suite des recommandations faites par la Commission de l'assurance-maladie concernant la protection de l'enfance. La loi a été adoptée et laissée dans les Statuts par l'administration suivante.

Après avoir combattu la loi de 1944, le gouvernement actuel la fait disparaître, par l'article 4 du bill que nous étudions, et édicte ensuite la même loi sous une désignation différente. La loi 8 George VI (1936) instituait des Cours familiales; celle-ci crée des Cours de bien-être social. Il n'y a que le nom qui change. La loi de 1936 devait remplacer les Cours de jeunes délinquants; celle-ci également. La loi de 1936 autorisait la nomination de juges de Cours familiales; aujourd'hui, ce sont des juges de Cours de bien-être social. Les juridictions sont les mêmes. Enfin, ces cours, comme celle de 1936, doivent s'occuper particulièrement des enfants qui jusqu'ici étaient traduits devant les Cours de jeunes délinquants.

Le gouvernement actuel a donc retardé pendant six ans les progrès de cette loi et il a privé la province des bénéfices que lui auraient assuré les réformes sociales adoptées par un gouvernement libéral. Ceci, dans le seul but de permettre au gouvernement de l'Union nationale de s'emparer du crédit d'une œuvre libérale. On aurait dû simplement renouveler la loi.

Et que disait le premier ministre, en 1944, de cette loi? Dans *L'Action catholique* du 20 mai 1944, on rapporte ainsi ses paroles: "M. Duplessis se plaint que l'on augmente sans cesse le nombre des juges dans nos cours. M. Duplessis dit que rien ne change, sauf le nom de la Cour des jeunes délinquants."

L'opposition accepte le principe du bill, mais nous n'avons qu'une seule objection quant à une clause du bill. Celle-ci contient une autorisation illimitée de dépenser les revenus du fonds consolidé pour le salaire de 10 juges et l'établissement et le maintien de cette Cour. On devrait payer les juges, dont le salaire est fixé dans la loi, à même le fonds

consolidé, mais ne faire passer les autres dépenses que dans le budget annuel. La Cour du bien-être social s'occupera des jeunes délinquants, de l'admission des enfants dans les écoles d'industrie, de la loi des pensions de vieillesse, de la loi de l'assistance publique de Québec, de la loi des asiles d'aliénés, de la loi d'adoption et des contraventions aux règlements municipaux commises par des enfants de moins de 18 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(En souriant) J'avais d'abord l'impression que le député de Verdun était contre le bill en écoutant ses premières paroles, mais il a fini par dire qu'il était pour.

Quand il dit que j'étais contre cette loi en 1944, il se trompe. Il dit que nous avons copié la loi du gouvernement Godbout. Mais les Cours de bien-être social ont été instituées par l'Union nationale de 1936 à 1939. C'est plus tard que le gouvernement Godbout a voulu nous imiter en créant une Cour familiale, mais il ne peut y avoir de Cours familiales, car ce n'est pas constitutionnel.

Les Cours de bien-être social seront tout d'abord établies à Sherbrooke, Trois-Rivières, Québec et Montréal. Les nouvelles Cours remplaceront les Cours des jeunes délinquants. Le gouvernement planifie d'en établir ailleurs par la suite. Les Cours de bien-être social auront non seulement juridiction en matière de délinquance juvénile, mais aussi dans les cas relatifs aux pensions des personnes âgées, à l'hospitalisation des personnes nécessiteuses, à la détention et à la libération des personnes aliénées ainsi qu'à l'adoption des enfants, et à l'admission des enfants dans les écoles d'industrie. Ces Cours peuvent aussi agir à titre de médiateurs lors de conflits entre mari et femme. Au sujet des adoptions et des contraventions aux règlements municipaux commises par des enfants de moins de 18 ans, la nouvelle Cour provinciale effectuera le travail habituellement accompli par un juge de la Cour supérieure. Le salaire annuel du juge en chef s'élèvera à \$9,000 et à \$8,000 pour les neuf autres juges.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Quand les nouvelles Cours seront-elles en fonction?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dès que ce sera possible de le faire, probablement d'ici deux ou trois mois après la fin de la session. Il faudra prendre le temps de choisir les juges, le personnel de la Cour et les locaux nécessaires. En attendant que la chose sera possible, nous établirons ces Cours dans des édifices distincts des palais de

justice. Nous voulons une compréhension sociale de nos problèmes les plus sérieux de l'heure, dont la délinquance juvénile.

Or, nous voulons éviter des effets psychologiques qui sont souvent désastreux et il faut ménager les susceptibilités, éviter que les jeunes, qui sont coupables de certains délits sans en être responsables à cause de l'influence inconsciente de certains milieux, de la famille dans laquelle ils vivent, de tout concours de circonstances, ne soient traduits devant des tribunaux criminels.

Quand on les traite bien, ces enfants peuvent souvent revenir dans le droit chemin. Tandis que si on les conduit devant les tribunaux criminels, ça les décourage. Nous voulons des tribunaux à tempérament paternel. Il faut créer une atmosphère de confiance, de magnanimité et de compréhension pour les enfants, qu'ils se sentent aidés au lieu d'être humiliés.

Il faut les rapprocher au lieu de les éloigner en leur montrant le grand appareil de nos Cours criminelles et en ne les traitant pas comme de véritables criminels. Ce n'est pas une organisation pénale punitive, d'humiliation, mais c'en est une de compréhension, de bonne entente, d'harmonie et de paternité. Ce ne sont pas des tribunaux judiciaires, mais des organismes sociaux et humanitaires.

Il (l'honorable M. Duplessis) a déjà visité le pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul et a été profondément ému par le spectacle des jeunes gens emprisonnés avec des bandits notoires, des récidivistes incorrigibles et des assassins.

Il est temps de dépenser ce qu'il faut, sans lésiner, dit-il, pour sauver notre jeunesse. Depuis que nous avons institué le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, la situation s'est améliorée considérablement et elle s'améliorera davantage avec ces tribunaux qui seront des tribunaux sociaux.

M. Ross (Montréal-Verdun): L'opposition accepte le principe du bill. Le gouvernement n'a fait que copier une loi passée sous le gouvernement Godbout, en 1944. Il y a fait de légères modifications, pour que cela paraisse mieux, afin de prendre le crédit politique d'une bonne loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Cour du bien-être social est établie depuis 1937.

M. Ross (Montréal-Verdun): Quand a-t-elle siégé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons pas pu tout faire; 1937 était l'époque de chômage.

M. Ross (Montréal-Verdun): Elle est restée dans les Statuts, rien n'a été fait, c'est un beau titre qui paraît bien pour les élections, comme toutes les lois de l'Union nationale...

Comme d'habitude, cette loi donne en blanc l'autorisation de faire toute dépense pour cette Cour à même le fonds consolidé de la province. Il y a trop de ces lois qui donnent blanc-seing au gouvernement.

On peut voter ces dépenses sur le budget pour l'exécution de la loi. La tendance du gouvernement actuel est d'enlever à la Chambre le contrôle des crédits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Verdun admet que c'est une bonne loi. Et, en plus, y a-t-il meilleur contrôle par les députés que le fait qu'on leur demande la permission de faire des dépenses? L'an prochain, ce sera dans les *Comptes publics*.

M. Ross (Montréal-Verdun): Il est facile de présenter ces dépenses dans le budget, car la loi actuelle est une façon détournée pour enlever aux représentants du peuple le contrôle des deniers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous demandons le pouvoir de faire ces dépenses. Est-il possible de prévoir les dépenses de ces Cours? Sait-on ce que coûtera le personnel, combien de causes seront présentées devant les juges?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les arguments du premier ministre sont étranges. Parce qu'une cause est bonne, on demande de voter à l'aveuglette un mandat en blanc comme cela se fait de plus en plus dans plusieurs départements. C'est cette politique du gouvernement qui rend impossible l'étude du budget.

Il (M. Marler) est fortement en faveur du principe du projet de loi qui favorise une réforme indispensable. Les discussions sur le budget, dit-il, ont lieu pour permettre de discuter les activités du gouvernement et de l'administration publique.

Les députés doivent pouvoir disposer des deniers publics et voter annuellement le budget du gouvernement; et c'est la seule façon vraiment démocratique d'agir, autrement, aucune discussion n'est possible.

Il est facile pour le gouvernement de préparer des prévisions budgétaires et si elles ne sont pas suffisantes, rien n'empêche le gouvernement de soumettre des budgets supplémentaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les *Comptes publics* mentionneront ces dépenses, et n'importe quel député peut présenter un bill pour abolir une loi existante.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On n'a pas encore eu les *Comptes publics* de 1948-1949. Les députés sont renseignés tardivement sur l'emploi de l'argent.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) dit qu'il est de tout cœur en faveur du projet de loi qui va essayer de s'occuper du grave problème de la délinquance juvénile, qui est particulièrement important dans son comté. Il approuve le projet de loi qui vise à améliorer les relations familiales. La loi du gouvernement, dit-il, va humaniser et moderniser la situation de la délinquance juvénile et du bien-être social à Montréal et dans l'ensemble de la province. La ville de Montréal a fait beaucoup en ce sens, en versant plus d'un million de dollars par année dans les terrains de jeu, par rapport aux quelque \$50,000 d'il y a 10 ans. La ville compte aussi des femmes dans son corps de police et toute nouvelle initiative était bienvenue.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"La résolution relative au bill 5 intitulé: Loi instituant des Cours de bien-être social soit renvoyée de nouveau au comité plénier avec instructions de la modifier de façon que seuls les traitements des juges des Cours de bien-être social soient payés sur le fonds consolidé du revenu et que les autres dépenses soient payées sur les deniers votés annuellement pour ces fins par la Législature."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) souligne que l'amendement est irrecevable parce que

seul un ministre peut présenter un amendement qui comporte une incidence financière. Un député ne peut tenter de changer l'usage des fonds publics. Il dit cependant ne pas s'y opposer officiellement.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Contre: MM. Auger, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 76.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 76.

Contre: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion principale est adoptée. La résolution relative au bill 5 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 instituant

des Cours de bien-être social soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) n'a aucune objection à formuler contre le principe du bill. Nous étions contre les résolutions, dit-il, parce que nous sommes contre la façon dont l'argent sera prélevé sans consulter les Chambres. Mais nous sommes en faveur du projet de loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si la loi est bonne, pourquoi lésinerait-on sur les dépenses qu'elle va entraîner? Ces dépenses devront être inscrites dans les *Comptes publics* qui sont déposés chaque année en Chambre. Les députés conservent leur contrôle. Mais il est impossible de prévoir ce que seront les dépenses occasionnées pour l'application de la loi, surtout au début. Nous voulons être capables de faire face à tous les aléas. Nous ne voulons pas de camisole de force. Si l'opposition est contre, qu'elle vote contre. Quant à nous, nous sommes en faveur de la loi et comme c'est une loi sociale, nous ne voulons pas lésiner quant aux moyens de l'appliquer. Je demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Groulx, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Levesque, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 85.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1.

Le comité étudie le paragraphe 266*b* de l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"266*b*. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, des juges pour présider les Cours de bien-être social et il fixe le lieu de leur résidence.

"Leur juridiction s'étend à tous les districts judiciaires pour lesquels des Cours de bien-être social sont établies. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois limiter leur juridiction à un ou plusieurs districts judiciaires déterminés.

"Le nombre de ces juges, y compris le juge en chef, ne doit pas excéder dix.

"Les titulaires de ces fonctions sont choisis parmi les membres du Barreau de la province de Québec ayant au moins 10 ans de pratique; ils doivent cesser d'exercer comme avocat dès leur nomination comme juges de ces Cours et consacrer tout leur temps à leurs fonctions judiciaires."

M. Chalout (Québec): Le gouvernement, dit-il, doit montrer beaucoup de circonspection dans le choix des juges; si la science juridique est importante, il importe presque tout autant que l'on choisisse des hommes dont la valeur morale est prouvée en ce domaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) approuve ces remarques.

Le comité étudie la version anglaise du paragraphe 266*g* de l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"266*g*. Every judge of the Social Welfare Court shall moreover, in the territory for which it is established, strive for the protection of children and for good relation between consorts. For such purposes,

"*a*. He shall advise all persons who seek his good offices for the rehabilitation of juvenile delinquents, the protection of children who are particularly exposed to moral and physical dangers on account of their surroundings or other special circumstances, and in general, he shall collaborate for the improvement of the lot of unhappy and neglected children;

"*b*. He shall act as a peace-maker, when required to do so in any dispute between consorts or between parents and children."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'oppose au terme "peace-maker", lorsque l'on réfère au rôle du juge qui essaie de maintenir de bonnes relations entre le mari et la femme.

Cet article est amendé et le mot "peace-maker" est remplacé par le mot "mediator".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 23 sont adoptés.

Le comité étudie le titre et le préambule qui se lisent comme suit:

"Loi instituant des Cours de bien-être social".

Le titre et le préambule sont amendés et se lisent désormais comme suit:

"Loi instituant la Cour de bien-être social".

Les articles du bill sont modifiés en conséquence.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 5 avec un amendement au titre.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Progrès au Saguenay

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi favorisant le progrès paroissial, municipal et scolaire dans le comté de Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

La mesure a pour objet de donner des titres clairs à la Société épiscopale de la ville de Hauterive, nouvelle ville située à 4 ou 5 milles de Baie-Comeau, ainsi qu'à ceux qui s'établiront dans ses limites.

La ville de Hauterive est érigée sur des terrains que le gouvernement a obtenus de la Québec North Shore (Ontario Paper Co.) et qu'il a cédés gratuitement ensuite à la Société épiscopale établie par Son Excellence Mgr Labrie⁸.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) ne voit pas la nécessité d'incorporer les contrats au texte de la loi et de souligner qu'il s'agissait d'un précédent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut assurer la stabilité législative de cette ville créée de toutes pièces et c'est pour cette raison que les contrats et les arrêtés en conseil devraient faire partie de la loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 10 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 17 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 18 concernant la qualification professionnelle des recorders;
- bill 19 relatif à la rémunération des coroners;
- bill 20 concernant la réglementation municipale des relations entre maîtres et serviteurs.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Comité mixte des impressions législatives

CONSEIL LÉGISLATIF

1^{er} mars 1950

Résolu: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Delagrave, Grothé, Laferté, Marchand, Martineau, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Ouellet, Raymond et Renaud, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Ordonné: Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Dépôt de documents:

Office de l'électrification rurale, rapport 1949

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de l'Office de l'électrification rurale, 1949. (Document de la session no 16)

Office du crédit agricole, habitation familiale

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'Office du crédit agricole du Québec (service de l'habitation familiale) (Document de la session no 17)

Travaux de la Chambre:

Horaire de la prochaine séance

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous siégerons demain matin et demain après-midi,

mais pas demain soir. Demain soir, nos amis de l'opposition dînent avec le lieutenant-gouverneur à Spencer Wood⁹.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): À Bois-de-Coulonge¹⁰.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain matin à onze heures.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Soleil* du 2 mars 1950, à la page 28, rapporte que c'est M. Thibeault qui présente tous les bills que M. Chaloult devait normalement présenter.

2. *Le Soleil* du 2 mars 1950, à la page 28, explique que "le résultat de cette intervention du premier ministre sera probablement d'éviter des dépenses assez considérables à toutes ces municipalités".

3. Chiffre du *Soleil* et du *Montréal-Matin* du 2 mars 1950, aux pages 6 et 3 respectivement. *Le Devoir* du même jour, à la page 10, mentionne plutôt 20,000 chevaux-vapeur.

4. Ces chiffres varient d'une source à l'autre entre \$18,000,000 et \$19,600,000 environ. *L'Événement-Journal* du 2 mars 1950, à la page 3, nous donne un résumé de cette loi: "Ce projet de loi concède à Hydro-Québec les aménagements hydroélectriques et les pouvoirs sur l'Outaouais Supérieur, aux rapides de Sept, les lignes de transmission de la région, les travaux de barrage du réservoir Dozois et les droits et privilèges pour développer le Rapide 1. En retour, Hydro paiera \$18,452,410.62, la majorité en obligations de la province, au gouvernement provincial. Le gouvernement recevra aussi \$135,759 en comptant et \$1,052,714.56 en 10 versements annuels égaux."

5. Chiffre du *Soleil* du 2 mars 1950, à la page 6. *La Presse* du même jour, à la page 45, mentionne plutôt \$18,000,000, mais il s'agit du même chiffre cité lors du discours précédent du premier ministre sur lequel les sources ne s'accordent pas.

6. Chiffre du *Soleil* du 2 mars 1950, à la page 6. *Le Canada* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt \$90,000,000.

7. *Le Nouvelliste* du 2 mars 1950, à la page 8, mentionne le terme "vendu" plutôt que celui de "loué".

8. Napoléon-Alexandre Labrie (1893-1973), fondateur et évêque du diocèse du golfe du Saint-Laurent (1945-1957) et fondateur de la ville de Hauterive en 1948.

9. En effet, *La Patrie* du 2 mars 1950, à la page 11, confirme que le soir du 2 mars, les membres de l'opposition seront reçus à un dîner chez le lieutenant-gouverneur. Par ailleurs, le *Montreal Star* du même jour, à la page 18, rapporte que la Chambre ne siège pas ce soir (1^{er} mars) à cause d'une réunion du cabinet.

10. M. Marler corrige le premier ministre car le gouvernement propose cette session même une loi pour franciser le nom de "Spencer Wood" en celui de "Bois-de-Coulonge".

Séance du jeudi 2 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Shawinigan et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement pour fins industrielles;
- de l'Action Sociale Catholique, demandant l'adoption d'une loi augmentant la valeur actuelle des immeubles de la corporation.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

Projets de loi:

**Biens imposables
à Shawinigan Falls**

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 ratifiant le règlement no 585 de la cité de Shawinigan Falls, et une résolution, en date du 10 janvier 1950, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls dans le comté de Saint-Maurice, concernant l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Action Sociale Catholique

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 modifiant la loi constituant en corporation l'Action Sociale Catholique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Notre-Dame-du-Mont-Carmel,
Champlain**

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 ratifiant le règlement numéro 80 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution, en date du 11 novembre 1949, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Corporations scolaires
de Chicoutimi**

M. Marcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**La Compagnie d'assurances
Provinces Unies**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 concernant The United

Provinces Insurance Company - La Compagnie d'assurances Provinces Unies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de Édouard Biron

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 concernant la succession de Édouard Biron soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Instruction publique à Rivière-du-Loup

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Caisse de retraite du clergé

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 constituant en corporation la Caisse de retraite du clergé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

James Alexander Paterson

M. Fox (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Alexander Paterson à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxe de vente à Saint-Gérard-Magella

M. Chaloult (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 assujettissant la paroisse de Saint-Gérard-Magella à la taxe de vente de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe de vente dans le comté de Montmorency

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 assujettissant les municipalités du ressort du Conseil de comté de Montmorency numéro 1 à la taxe de vente de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de LaSalle

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Longueuil

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 modifiant la charte de la cité de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe de vente à Saint-Gabriel-Ouest de Valcartier

M. Chaloult (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 pour inclure la corporation municipale de Saint-Gabriel-Ouest de Valcartier dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe de vente à Lac-Saint-Charles

M. Chaloult (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 pour inclure la corporation de la paroisse du Lac-Saint-Charles dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe de vente à Notre-Dame-des-Laurentides

M. Chaloult (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 pour inclure la corporation de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe de vente à Saint-Émile

M. Chaloult (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 pour inclure la corporation de la paroisse de Saint-Émile dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe de vente à Stoneham

M. Chaloult (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 pour inclure la corporation municipale de Stoneham dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe de vente à Saint-Gabriel-de-Valcartier

M. Chaloult (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 pour inclure la corporation municipale de Saint-Gabriel-de-Valcartier dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Construction d'habitations familiales

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 4 portant à douze millions de dollars les subsides pour aider à la construction d'habitations familiales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Attendu qu'une somme totale de sept millions de dollars a été votée par la Législature, aux deux dernières sessions, pour contribuer au règlement de la crise du logement;

Attendu que le succès obtenu jusqu'ici justifie de nouvelles appropriations de subsides pour cette fin;

En conséquence,

1. Que l'article 9 de la loi pour améliorer les conditions de l'habitation (12 George VI, chapitre 6), remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement est autorisé à dépenser, pour les fins de la présente loi, une somme totale de douze millions de dollars."

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Cette loi s'avère l'une des plus grandes et des plus merveilleuses initiatives d'aucun gouvernement. Cette loi, qui vise à augmenter de \$5,000,000 les sommes dont le gouvernement peut disposer pour aider ceux qui veulent se construire des maisons à un ou deux logis, a surtout pour but d'aider à résoudre la crise du logement. Il existe, à travers le monde, une crise du logement qui est encore plus forte aux États-Unis que dans la province de Québec.

En 1948, le gouvernement a fait voter une loi pour aider à l'habitation. L'opposition libérale du temps a vivement critiqué la loi de l'Union nationale en disant qu'elle serait inefficace et que la loi n'améliorerait rien.

Bien, à peine deux ans plus tard, les chiffres prouvent que l'opposition avait complètement tort et que l'Union nationale avait raison, comme d'habitude: 2,589 prêts ont été consentis et 833 autres sont en voie de l'être, soit un chiffre total de 3,422 prêts en l'espace de deux ans. On voit alors jusqu'à quel point se sont réalisées les prophéties des

membres de l'opposition et des indépendants qui disaient, en 1948, que notre loi n'améliorerait rien et n'assurerait la construction d'aucune maison.

Jusqu'ici, au 28 février, 2,184 maisons à un logement ont été construites et 405 sont à deux¹ logements, soit en tout 2,994, accommodant 11,417 personnes, et, si les locataires étaient comptés, ce ne serait pas exagéré de dire qu'entre 14,000 et 15,000 ont reçu un logement. L'Office du crédit agricole a affecté à cela des crédits de \$4,825,000². La loi prévoit que le gouvernement débourse 3 % du taux d'intérêt de 5 % habituellement demandé par les compagnies d'assurances et les sociétés de fiducie sur les prêts accordés aux constructeurs éventuels. Et nous calculons que, chaque fois que nous acceptons d'y contribuer, chaque contribution du gouvernement à un emprunt représente un cadeau de \$1,670³ aux emprunteurs.

Le montant initial de \$7,000,000 mis à la disposition des constructeurs est pratiquement dépensé et la somme additionnelle de \$5,000,000 prévue par le projet de loi permettra à l'Office de contribuer à 2,708 prêts, en 1950, pour une somme totale de \$11,490,000. Au départ, les caisses populaires ont évité le programme et se sont montrées peu ouvertes à accorder des prêts conformément à ce plan, en raison des objections soulevées par l'opposition à l'époque. Cependant, les caisses populaires prêteront maintenant \$3,556,000⁴ pour construire 542 maisons. Cela fait près de 7,000 prêts en deux ans.

Ce chiffre démontre une fois de plus l'incontestable vision de l'Union nationale. Trente-deux compagnies et 270 caisses populaires ont demandé et reçu l'autorisation de prêter de l'argent avec la protection de cette loi. Il n'y a aucun doute que, en peu de temps, la loi s'est avérée un programme des plus progressistes et des plus complets qui apportera une solution au problème du logement.

Nous avons à Trois-Rivières un apôtre en la personne du chanoine Louis-Joseph Chamberland⁵, qui a su donner l'exemple de ce que j'appellerai la résurrection du sens de la responsabilité personnelle. L'œuvre accomplie par le chanoine Chamberland et par ses coopérateurs est l'illustration du travail en commun, du réveil de la responsabilité personnelle, de l'effort du père de famille, de la répétition du travail fécond et glorieux de nos ancêtres et l'application bien comprise du grand principe évangélique: "Aide-toi, le ciel t'aidera". L'un des pires secteurs de la ville a été transformé en un

magnifique endroit grâce à la construction de plus de 400 maisons. On peut dire que les gens ont repris confiance en eux-mêmes et en leurs propres efforts. Si les Canadiens français veulent travailler ferme comme les pionniers de Trois-Rivières, ils seront sur le chemin d'un avenir qu'aucun pays au monde ne connaîtra.

Chaque fois que j'ai l'occasion de me rendre dans ma ville, je suis heureux de prendre contact avec les gens de Sainte-Marguerite pour constater, avec émotion, avec quel orgueil légitime ces gens me disent en m'appelant "Maurice": "Nous sommes fiers d'avoir construit nous-mêmes nos maisons". Parce que ces maisons représentent le travail du père de famille, elles prennent une valeur inestimable.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) approuve le gouvernement de demander à la Chambre une somme additionnelle de \$5,000,000 après les \$7,000,000 de 1948 et 1949. Il trouve dans le rapport de l'Office des prêts le meilleur argument pour approuver un crédit additionnel de \$5,000,000.

Le rapport de l'Office, dit-il, démontre qu'au 31 décembre 1949, \$3,500,000, en chiffres ronds, étaient déjà engagés. Les dossiers sous étude et les cas soumis démontrent que le solde du crédit voté en 1949 sera épuisé au cours des prochains mois.

J'approuve la mesure. Cependant, à cause des déclarations faites par le premier ministre, je me vois obligé d'exprimer des réserves, qui sont encore d'actualité, sur les modalités de la loi votée en 1949 et de rappeler quelle a été l'attitude de mon parti sur la politique de logement du gouvernement en 1948 et 1949.

En 1948, l'opposition libérale a préconisé une politique différente de celle de l'Union nationale pour enrayer la crise du logement. Elle a proposé au gouvernement de consentir des prêts en deuxième hypothèque pour permettre à l'aspirant propriétaire de combler l'écart entre la première hypothèque et le prix d'une maison. La loi de 1948 a donné d'excellents résultats, mais n'a pas augmenté le nombre de personnes capables de devenir propriétaires. La situation, à ce point de vue, est la même aujourd'hui. Cette loi n'a servi qu'à favoriser des gens qui n'avaient pas besoin de l'assistance gouvernementale pour se construire, même s'il faut reconnaître qu'en certains cas il est évident que la loi a rendu service à des personnes qui en avaient besoin réellement, en diminuant les frais d'intérêt.

La loi du gouvernement, depuis qu'elle est appliquée, ne favorise pas plus aujourd'hui qu'il y a deux ans la construction de logements à prix

modique pour une famille de la classe moyenne. Il s'agit d'un type d'habitation particulièrement en demande dans des régions urbaines comme Montréal. Il sera difficile pour le travailleur d'obtenir le montant initial requis. Le programme actuel ne prévoit pas la construction de projets immobiliers où le loyer mensuel ne grimperait pas au-delà du salaire hebdomadaire moyen d'un travailleur, qui est moins de \$45...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est intéressant de noter que le chef de l'opposition ignore complètement ce qui est proposé à la présente session par le gouvernement libéral à Ottawa pour mener à bien le projet des habitations à prix modique, projet tout à fait en opposition avec la politique libérale d'ici qui nous a habitués à louer ce que font les libéraux à Ottawa.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En 1949, le gouvernement a reconnu le bien-fondé d'un point de vue exprimé par l'opposition en amendant sa loi pour permettre à des compagnies qui n'ont pas leurs bureaux-chefs dans la province de prêter en vertu du système adopté par le gouvernement de l'Union nationale. L'opposition est en faveur des résolutions du bill 4...

M. Matte (Québec-Est) remercie, au nom de la Coopérative d'habitation Lairet, le premier ministre et toute la Chambre d'avoir voté cette loi.

Nous avons dans Limoilou, dit-il, des maisons à un ou deux logements construites par le gouvernement fédéral et qui sont inhabitées. On dit qu'elles appartiennent à une compagnie de la couronne et on les laisse se détériorer plutôt que de les habiter, et, en même temps, on laisse des gens habiter des taudis.

Les gens de la Coopérative Lairet ne sont pas allés me trouver pour intercéder pour eux auprès de la Commission du crédit agricole, qui applique la loi, mais sont allés d'eux-mêmes au ministère de l'Agriculture et ont obtenu un bon résultat, bien qu'il y eut là de nos amis politiques et de nos adversaires politiques.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 portant à \$12,000,000 les subsides pour aider à la construction d'habitations familiales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté⁶.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Électrification
rurale**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 9 favorisant l'électrification rurale.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:

1. Que l'article 15 de la loi 9 George VI, chapitre 48, soit modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le montant total que l'Office est autorisé à dépenser pour l'exécution de la présente loi ne doit pas excéder quinze millions de dollars."

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Le bill 9 a pour but d'ajouter \$3,000,000 aux appropriations de \$12,000,000 autorisées par la loi de 1945 pour l'électrification rurale par l'entremise des coopératives. Avant 1945, il n'y avait de l'électricité, dans la province, que pour les villes, les gros villages et certains petits villages ayant des industries, mais non pour les cultivateurs.

Quand on dit que 20 % des campagnes étaient alors électrifiées, on est en deçà de la vérité, car il y avait alors dans ce nombre, les villages. Je me souviens que, dans mon comté, Rouville, dans un bout de rang, j'ai demandé à la Southern Canada Power de fournir de l'électricité pour 1.4 mille; il y avait 14 usagers dont 13 avaient signé une formule d'application. On nous a refusé en nous faisant des conditions impossibles.

Mais, depuis 1945, il n'y a pas 2 % des cultivateurs qui peuvent dire qu'ils n'ont pas la possibilité d'avoir l'électricité sur leur ferme. Depuis 1947⁷, il y a 17,157 usagers de l'électricité par l'entremise des coopératives, et 57,000 par l'entremise des compagnies qui auparavant refusaient de vendre de l'électricité aux cultivateurs. Le gouvernement a forcé les compagnies à traiter tous les cultivateurs de la même façon, même ceux dont les fermes étaient les plus inaccessibles. Nous avons fourni aux coopératives des techniciens, des ingénieurs et des matériaux au prix coûtant. Une importante partie des 12 premiers millions votés en 1945 est maintenant engagée et il importe maintenant de voter \$3,000,000 additionnels pour augmenter les appropriations.

Ce n'est pas là une dépense, mais un placement. Et j'espère que lorsque nous ne serons plus là, le gouvernement et ceux qui le suivront ne s'arrêteront pas à \$15,000,000. L'électrification rurale contribue à enrayer la désertion des campagnes et facilite par contre le retour à la terre en fournissant aux agriculteurs et aux résidents de petits villages le confort de la vie moderne, en les aidant à augmenter leur production et en réduisant leurs coûts grâce à la machinerie électrique.

Depuis 1945, les coopératives ont réalisé 3,441 milles de lignes, travail terminé; les compagnies en ont établi dans le même temps 7,700 milles. Donc, en moins de cinq ans, 11,190 milles de lignes rurales. C'est-à-dire un total de 74,557 foyers ruraux sur les quelque 150,000 de la province, depuis moins de cinq ans, grâce à la loi de l'Union nationale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) reconnaît les bienfaits de l'électrification rurale. Une attitude contraire serait ridicule, dit-il, et jamais aucun régime libéral n'a été opposé à cette initiative. Il n'y a aucun doute que l'électrification des régions rurales présente des avantages incalculables. Mais, puisqu'il est question d'ajouter un crédit de \$3,000,000 à la somme votée pour l'Office, j'ai la responsabilité de me demander comment ont été dépensés les \$12,000,000 mis à la disposition de l'Office du crédit agricole, pour l'électrification rurale.

Je suppose que toute la somme a été dépensée, soit en installation de lignes, soit en frais d'administration, puisque le gouvernement nous demande des crédits additionnels de \$3,000,000. Nous sommes donc en présence d'une dépense de \$12,000,000, plus \$1,000,000 souscrits par les membres des coopératives d'électricité. Avec ces \$13,000,000, on a construit environ 3,500 milles de lignes électriques.

En supposant qu'on aurait construit 3,500 milles de lignes, le coût par mille se chiffrerait dans les environs de \$3,900. Je trouve qu'elles ont coûté un peu cher. Avant la guerre, un mille de ligne électrique coûtait environ \$1,900⁸. Je comprends que les conditions ont changé depuis, mais pas au point de coûter \$3,900 du mille, comme c'est actuellement le cas.

Les frais d'administration se sont élevés à \$411,000, ce qui représente \$100 pour chaque mille d'électrification. Ce chiffre est trop élevé. Le ministre doit y porter toute son attention. J'ai l'impression qu'il en coûte moins cher quand les lignes sont construites par l'entreprise privée. Je n'ai pas d'objection à ce que l'électrification rurale se fasse par l'entremise d'une agence gouvernementale, mais il ne faudrait pas pour cela que ça coûte plus cher que par l'entreprise privée.

L'honorable M. Barré (Rouville) et M. Marler (Westmount-Saint-Georges) discutent pour établir le coût réel des lignes de transmission et accessoires ainsi que les sommes avancées pour la construction⁹.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) souligne que les chiffres ne concordent pas. Il aimerait connaître les sommes exactes dépensées.

L'honorable M. Barré (Rouville): Toutes les lignes ne sont pas terminées et l'on ne peut établir immédiatement le coût global et final. Les conditions de câblage des poteaux varient d'une région à l'autre. Il admet que, dans certains cas, les agriculteurs étaient si impatients d'avoir l'électricité pour leurs bâtiments qu'ils ont réagi spontanément sans considérer les coûts. Ils en ont peut-être trop consommé. Il y a vingt-cinq ans que les cultivateurs attendaient l'électricité. C'est donc dire qu'ils en voulaient...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (En souriant) Ils voulaient s'éclairer.

L'honorable M. Barré (Rouville): Certainement, car en voyant clair, ils pouvaient ainsi voir tout le

bien qu'on leur faisait. Dans certains cas, les coûts pour la pose des lignes étaient très élevés parce qu'elles étaient situées à des endroits que les compagnies d'électricité ne voulaient pas desservir à cause des difficultés et des coûts.

L'étude des résolutions est suspendue.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

Suspension de séance

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la séance soit maintenant suspendue jusqu'à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La Chambre suspend ses travaux à 1 heure.

Reprise de la séance à 3 heures

Dominion Foils (Canada) Ltd.

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Dominion Foils (Canada) Limited, demandant l'adoption d'une loi concernant certains règlements, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Dominion Foils (Canada) Limited, demandant l'adoption d'une loi concernant certains règlements.

Projets de loi:

Électrification rurale

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 9 favorisant l'électrification rurale.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Rouville (l'honorable M. Barré) au cours de la présente séance, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 15 de la loi 9 George VI, chapitre 48, soit modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le montant total que l'Office est autorisé à dépenser pour l'exécution de la présente loi ne doit pas excéder quinze millions de dollars."

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose de nombreuses questions au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) sur les opérations financières et sur l'inventaire de l'Office de l'électrification rurale, qui démontre que cet organisme avait pour \$1,832,000 de matériel électrique en stock en 1948. Il trouve ce chiffre élevé. Est-ce que tout ce matériel était nécessaire parce qu'il y avait des élections en 1948?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1948, nous n'avons pas eu besoin de lignes de transmission pour électrocuter l'opposition. Il y avait un courant et le positif était pour nous, tandis que le négatif est resté à l'opposition.

L'honorable M. Barré (Rouville): L'Office doit garder des stocks suffisants de matériel pour répondre à tous les besoins des coopératives d'électricité, dont les demandes ne sont pas toujours prévisibles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La situation actuelle est le contrecoup d'un manque de prévoyance des régimes libéraux, mais l'Office de l'électrification rurale voit clair et prévoit pour

l'avenir. L'Office a voulu prévoir tous les aléas de grève en accumulant un stock suffisant pour n'être jamais pris au dépourvu. Il ne veut pas être par exemple dans le cas du C.N.R., qui se voit forcé de réduire le nombre de ses trains, parce qu'il n'a pas su prévoir les conséquences de la grève du charbon. C'est pour avoir manqué de prévision en n'achetant pas assez de charbon que le C.N.R. doit aujourd'hui diminuer son service¹⁰.

L'opposition n'a rien à critiquer, tout le matériel démontré par l'inventaire est là, prêt à répondre aux besoins de nos coopératives au fur et à mesure qu'ils se présenteront. En somme, le but principal, c'est de fournir de l'électricité à nos campagnes qui en manquaient depuis 60 ans.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'inventaire de l'Office n'est pas raisonnable, c'est en somme ce que démontre la discussion. Il nous manque le bilan des activités de l'Office. Si nous l'avions eu, peut-être aurions-nous évité cette discussion.

M. Johnson (Bagot): C'est un premier ministre avocat qui a le mieux compris le problème des cultivateurs, en procédant méthodiquement, d'abord avec la loi du crédit agricole, pour donner la propriété du sol à l'habitant, puis avec la loi de l'électrification rurale. La loi de l'électrification rurale est la plus importante législation agricole après celle du crédit rural. C'est une loi éminemment sociale, sans être socialiste ni socialisante.

Il était du devoir du gouvernement de voir à ce que, dans une province aussi richement dotée d'énergie électrique, le plus grand nombre possible puissent bénéficier des avantages de l'électrification. Les gouvernements antérieurs avaient lamentablement failli à leur tâche. Ils n'avaient pas compris le problème des cultivateurs qui réclamaient l'éclairage électrique aussi bien que la force motrice que leur procure cette amélioration. Il y eut bien, en 1935, un petit essai dans le domaine de l'électrification, mais seulement cinq municipalités se prévalurent de la loi libérale. Le résultat fut qu'en 1945, la province n'avait que 15,000 milles de lignes électriques pendant qu'en Ontario, on en avait 35,000 milles. C'est à l'Union nationale que revient le mérite d'avoir compris le problème et d'avoir pris les moyens de le résoudre.

C'est le mérite du premier ministre d'avoir trouvé une formule qui, tout en respectant les droits acquis, stimule l'entreprise privée au lieu de la tuer pour la remplacer par un détestable monopole d'État.

Dans mon comté, au moment où la loi de l'électrification rurale a été sanctionnée, il n'y avait pas 15 % des fermes éclairées et trois de nos villages étaient privés d'électricité. En 1947, grâce à la Coopérative de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, 20 milles de lignes ont été construits dans la paroisse de Saint-Pie pour desservir 150 clients ruraux. Quant à la Southern Canada Power, elle a construit en 1946, pour l'usage de 224 clients, 42 milles de lignes, en 1947, 132 milles de lignes, pour 1,057 nouveaux usagers, et en 1948, 34,5 milles de lignes. Et, au 31 décembre 1948, 100 % du comté de Bagot était électrifié. Voilà, il me semble, un exemple, entre plusieurs autres, des progrès rapides dus à une législation efficace de l'Union nationale pour nos campagnes.

Je dois à la vérité d'affirmer que j'ai reçu, de la part de la Southern Canada Power, une magnifique collaboration. Cette compagnie qui, comme la plupart des autres, refusait de s'aventurer dans l'électrification rurale, excepté lorsqu'il s'agissait de rangs doubles où les clients consentaient à des mises de fonds de \$50 à \$100, a changé d'attitude dès que la loi de l'électrification rurale fut mise en vigueur. La politique du gouvernement de Québec a permis au Québec de dépasser l'Ontario quant aux lignes rurales qui se font chaque année.

Je pourrais citer à la Chambre un autre exemple des merveilleux effets indirects de cette loi. Une coopérative s'est formée en 1946 dans l'une des belles paroisses de Bagot; la compagnie, par son gérant, s'est empressée de réunir les cultivateurs d'un rang double pour leur offrir, à des conditions très avantageuses, le service de l'électricité. Ces cultivateurs, parce qu'ils avaient une coopérative, ont obligé la compagnie à éclairer toute la paroisse, y compris les rangs simples, sans quoi la coopérative se chargerait elle-même de faire le travail. Or, cette compagnie a accepté de fournir le service à tous les cultivateurs sans mise de fonds et à un taux moitié moins élevé que celui prévu par les contrats antérieurs à 1945.

On me permettra, au nom des cultivateurs de Bagot, de remercier le premier ministre et ses collaborateurs, entre autres l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Barré), pour cette excellente législation¹¹.

M. Poulin (Beauce) déclare que, devant les critiques du chef de l'opposition, il croit de son devoir de revendiquer les droits des cultivateurs. Par les remarques qu'il vient de faire au ministre de l'Agriculture, dit-il, le chef de l'opposition fait de

l'obstruction quand il s'agit de voter quelques millions de piastres destinées à la classe agricole. Ce n'est pas surprenant. Ça a été la même chose quand il s'est agi du crédit agricole. Ça a été la même chose pour le drainage. Ça a été la même chose pour la voirie rurale.

Dans mon comté, au temps des administrations libérales, nous avons réclamé pendant 25 ans des compagnies et du gouvernement les avantages de l'électrification. Savez-vous combien il s'est construit de lignes dans ma paroisse en 25 ans? Douze arpents!

Mais l'Union nationale arrive au pouvoir et après l'adoption de la loi de 1945, nous nous sommes attelés à la besogne. Nous avons organisé deux coopératives, non pas pour le plaisir d'avoir des coopératives, mais pour forcer la main aux compagnies. La Shawinigan est alors venue frapper aux portes des coopératives et, à peine trois ans plus tard, sous l'impulsion de la concurrence créée par la loi de 1945, presque tout le comté de Beauce a été électrifié grâce à cette loi salvatrice.

Il (M. Poulin) en remercie le premier ministre et le ministre de l'Agriculture.

M. Bernatchez (Lotbinière): Le succès de la classe agricole repose sur le prix de revient des produits de la ferme. Et parmi les grands moyens susceptibles de diminuer le prix de revient se place l'électrification rurale. Le grand mérite du gouvernement de l'Union nationale a été d'avoir compris que l'agriculture est à la base de notre société et que le gouvernement doit seconder les efforts du cultivateur par une législation clairvoyante, tant au point de vue de l'électrification rurale que du prêt agricole et de sa politique de drainage, tous des facteurs importants dans le prix de revient, principal fondement du succès de l'agriculture.

L'électrification est un instrument nécessaire, essentiel à la production agricole. Notre agriculture a bien évolué depuis 50 ans. L'agriculture familiale a fait place à une agriculture industrialisée. Pour faire face à la concurrence étrangère, il faut de toute nécessité moderniser nos méthodes et abaisser le coût de revient par la mécanisation, par le drainage et par l'électrification des fermes. C'est ce que le gouvernement actuel a compris et les cultivateurs lui en sont reconnaissants.

Malgré les prédictions pessimistes de l'opposition, les coopératives d'électricité se sont multipliées dans la province pour poser aux compagnies d'énergie électrique la question: "Voulez-vous nous fournir l'électricité, ou allons-nous, avec la collaboration de

l'Office de l'électrification rurale, réclamer l'expropriation de vos réseaux?" C'est l'Union nationale qui a menacé les compagnies d'exproprier leurs réseaux si elles ne consentaient pas à fournir de l'électricité aux cultivateurs.

L'existence d'un marché noir sur le matériel électrique, durant la guerre, a contribué beaucoup à retarder l'essor des coopératives d'électricité.

Il dit que l'ancien député libéral de Lotbinière a empêché son comté de bénéficier de la loi. Aussi, dit-il, en 1948, les électeurs ont voté pour la lumière plutôt que pour l'obscurité. Il n'y a maintenant plus, dans Lotbinière, un seul village qui n'ait pas l'électricité, et déjà 50 % des cultivateurs bénéficient de ce facteur d'aisance et du progrès.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 favorisant l'électrification rurale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du département du Trésor

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi du département du Trésor soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement vise l'emprunt de \$15,000,000 récemment renouvelé aux États-Unis. Il permet d'appliquer à l'emprunt renouvelé le fonds d'amortissement accumulé pour l'emprunt échu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit que c'était dans l'ordre de garder ainsi le fonds d'amortissement pour le nouvel emprunt. Mais je crois, dit-il, qu'il y a eu un manque de prévoyance de la part du gouvernement. Pourquoi n'avoir pas remboursé l'emprunt de 1945 entre 1946 et 1949 à un moment où l'on avait l'argent nécessaire et pendant que l'argent canadien était au pair avec l'argent américain? C'est qu'on avait négligé de stipuler sur les obligations qu'on pourrait rembourser l'emprunt avant échéance. On s'est ensuite subitement trouvé en face d'une prime de 11 %. C'est ce qui a mis le gouvernement dans l'alternative de renouveler son emprunt ou de payer \$1,500,000 en prime. Le choix accordé au créancier de se faire payer dans l'une ou l'autre des monnaies est une mauvaise affaire pour la province.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le gouvernement avait prévu assez d'argent dans le fonds d'amortissement pour le prêt fait sous le gouvernement Taschereau en 1925, au taux de 4½ %. Nous l'avons renouvelé en 1945 au taux de 2 % pour une période de cinq ans, pour rembourser le prêt, sauvant ainsi plus de \$1,000,000 à la province.

Est-ce là manquer de prévoyance? On nous reproche de n'avoir pas prévu la dévaluation du dollar canadien. Comment le chef de l'opposition peut-il nous faire reproche d'avoir cru en la parole de ses amis d'Ottawa qui, aux dernières élections, clamaient que le dollar canadien ne serait pas dévalué? Cette année, parce que M. Saint-Laurent a dévalué la monnaie canadienne, la province n'a pas voulu payer \$1,600,000 que représentaient la prime de 10.5 %. Parce que le gouvernement fédéral n'a pas tenu sa promesse, nous avons renouvelé l'emprunt, mais à 2½ %¹², alors que le gouvernement fédéral a emprunté \$100,000,000 aux États-Unis au taux plus élevé de 2.75 %. Et nous avons stipulé que l'emprunt serait rachetable n'importe quand avant échéance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche d'avoir pris le gouvernement à partie pour avoir prêté foi aux promesses faites par MM. Saint-Laurent et Abbott, durant la campagne électorale, à l'effet que le dollar canadien n'était pas en danger d'être dévalué et qu'un tel scénario n'était pas considéré par le gouvernement canadien. Je vais leur faire rapport, dit-il.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quand?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant la convention libérale.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Délinquance juvénile

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 44 pour remédier à la délinquance juvénile.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité¹³:

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: Que le gouvernement soit autorisé à dépenser pour les fins de la loi qui accompagne la présente résolution, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cinq cent mille dollars.

Ce bill décrète que le gouvernement peut autoriser le ministre à conclure avec toute personne, société ou corporation, les ententes qu'il juge appropriées, ou à modifier celles qui existent, pour remédier à la délinquance juvénile, assurer la garde, l'entretien et le soin des enfants abandonnés et des jeunes délinquants et aider à la réhabilitation de ces derniers. Le gouvernement est autorisé à dépenser \$500,000 pour l'application de cette loi.

Dans le domaine de la criminalité juvénile, on en est actuellement dans une situation de réorganisation et l'on fait la classification des différentes maisons soit d'industrie ou de réforme, afin d'obtenir la ségrégation désirable sans avoir à faire trop de constructions coûteuses. De nouvelles ententes sont nécessaires, d'autant plus qu'il est impossible d'établir des échelles de taux rigides, les dépenses par enfant variant beaucoup d'une institution à l'autre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) est en faveur des mesures prises pour remédier à la délinquance juvénile, mais on eût mieux fait, dit-il, de faire voter les dépenses dans le budget plutôt que d'inclure dans la loi une autorisation générale de \$500,000.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette autorisation générale est nécessaire parce qu'on ne sait pas ce que va coûter la nouvelle institution que l'on projette de construire à Saint-Bruno dans la région de Montréal pour remplacer celle du Girls High School de Sweetsburg. Cette maison a été évacuée, il y a plusieurs années, et les jeunes filles protestantes qui l'habitaient ont été dispersées dans diverses institutions. Les plans sont terminés, ou à peu près, et ce sera moins de \$350,000¹⁴.

L'institution de Saint-Bruno sera tout ce qu'il y a de plus moderne. On veut construire des cottages de bois et de briques n'ayant pas plus de deux étages et qui ne nécessiteront pas d'être à l'épreuve du feu. Les jeunes filles protestantes y seront classées selon leur âge ou leur degré de connaissances. Et on y appliquera les données les plus modernes de l'aide à la délinquance juvénile. Il est présentement impossible de déterminer quelle part des travaux sera payable cette année.

De plus, une partie du montant de \$500,000 est destinée à la réalisation éventuelle du projet de Notre-Dame-de-la-Garde, à Québec. Il s'agirait d'une institution pour jeunes filles catholiques de langue française. Une école contre la criminalité chez les jeunes filles y sera probablement construite. Le projet est encore à l'étude.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 pour remédier à la délinquance juvénile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 sans l'amender.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Passages à niveau

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 29 concernant la protection du public aux passages à niveau.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose:

1. Que l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 38, soit remplacé par le suivant:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la Voirie à exécuter tous travaux et prendre toutes les mesures qu'il juge appropriées:

"a) pour protéger le public aux passages à niveau;

"b) pour supprimer ou éviter des passages à niveau."

"2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction."

Un montant de \$2,000,000 a été consacré à la suppression des passages à niveau par une loi de 1945. Le présent bill permet d'employer une partie du montant pour établir des barrières automatiques et des signaux à feux rouges à certains passages qu'il ne serait pas pratique d'éliminer totalement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): En 1945, la Chambre avait voté au ministre une somme de \$2,000,000¹⁵ pour la suppression des passages à niveau, mais depuis, le ministère a fait disparaître peu de traverses, de façon que la somme n'a pas encore été totalement dépensée. Le but de cette loi serait de changer l'objet pour lequel ces deniers ont été votés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): De 1937 à 1939, le gouvernement a fait disparaître 33 traverses et 17 depuis 1945. Les libéraux n'en ont enlevé que 18, de 1939 à 1944. On en a fait disparaître 10 entre Québec et Montréal. Le gouvernement est présentement habilité à abolir les passages à niveau, mais une telle entreprise requiert souvent la construction de passages inférieurs et supérieurs à des prix très élevés.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) approuve l'idée de mettre des moyens de protection là où il ne serait pas pratique de faire de plus grands travaux.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 concernant la protection du public aux passages à niveau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté¹⁶.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Lois d'assurance

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 14 autorisant la révision des lois d'assurance du Québec.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution sera confiée au trésorier de la province et que les dépenses occasionnées par son application seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Il s'agit de nommer une commission composée de trois hommes déjà nommés, qui aura pour tâche de réviser nos lois d'assurance.

Le gouvernement souhaite la meilleure loi possible sur les assurances, et il y a plusieurs choses dans la loi actuelle qui sont très démodées et qui ne conviennent plus aux progrès de l'heure. La province a fait beaucoup de progrès en matière d'assurance, et de nombreux problèmes nouveaux ont surgi chez nous; il y a, par exemple, celui des dépôts pour les compagnies étrangères.

La nationalisation des banques en Angleterre a ses répercussions ici, où plusieurs compagnies se sont implantées. Il y a encore le problème de la réciprocité entre les compagnies de diverses provinces.

Encore une fois, il y a eu des plaintes à l'effet que certaines compagnies étrangères qui font des affaires au Québec n'ont pas fait de dépôts suffisants

et certaines ne font leurs dépôts qu'au gouvernement fédéral.

Or, la jurisprudence établie depuis 50 ans révèle que la juridiction des provinces est totale en matière d'assurance et que, toutefois, le gouvernement fédéral continue à empiéter dans ce domaine.

Cette juridiction a été maintes fois reconnue par le Conseil privé qui a même, en une circonstance, refusé au fédéral le droit d'appel. Évidemment, certaines provinces, afin de s'éviter des frais de contrôle ou d'autres responsabilités, préfèrent laisser le champ libre au fédéral; nous, pas.

Je suis fort aise pour parler de la question, puisque je faisais partie d'un gouvernement fédéral qui a voulu aborder le champ des assurances; mais le Conseil privé a par la suite déclaré que la loi était *ultra vires*.

Nous voulons que les lois relatives à l'assurance progressent afin que la province du Québec, dans ce domaine comme dans de nombreux autres, soit en tête de la Confédération. Lorsque le gouvernement recevra le rapport de la commission à ce sujet, il sera présenté à la Chambre, qui décidera alors de la question.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je partage entièrement l'opinion du trésorier provincial au sujet de l'opportunité de réviser nos lois d'assurance. Cependant, on devrait faire voter les crédits par la Chambre, au lieu de donner un mandat en blanc au gouvernement.

Je dois aussi rappeler que des commissions ont été créées par le gouvernement, en 1945, et qu'on n'en a pas encore eu de nouvelles; aucun rapport n'a été présenté.

Pourtant, ces commissions coûtent de l'argent au peuple. La commission que l'on veut créer en sera-t-elle une autre du genre?

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

M. Ross (Montréal-Verdun)¹⁷ propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Lévesque), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Que la résolution relative au bill 14 intitulé: "Loi autorisant la révision des lois d'assurance du Québec" soit renvoyée de nouveau au comité plénier de cette Chambre, avec instructions de l'amender de façon que les dépenses occasionnées par l'application de la loi soient payables sur les deniers votés à cette fin par la Législature."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise et le rejette.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution relative au bill 14 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 autorisant la révision des lois d'assurance du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 14 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Comptes publics 1948-1949

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice clos le 31 mars 1949. (Document de la session no 18)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. *L'Événement-Journal* du 3 mars 1950, à la page 1, indique "deux ou quatre logements", alors que *Le Droit* du même jour, à la page 13, ne mentionne que "deux logements". Ceci semble plus probable, puisque le nombre total de logements indiqué de 2,994 correspond au nombre d'unités à logement unique et à celui à deux logements.
2. Chiffre de *L'Événement-Journal* du 3 mars 1950, à la page 1. *La Patrie* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt \$4,825,800.
3. Chiffre de *L'Événement-Journal* du 3 mars 1950, à la page 1. *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt \$1,630.
4. Chiffre du *Montreal Daily Star* du 3 mars 1950, à la page 8. *La Patrie* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt \$3,000,000.
5. Le chanoine Louis-Joseph Chamberland (1891-1982) est curé de la paroisse Sainte-Marguerite de 1922 à 1972. Après la Seconde Guerre mondiale, il fonde une coopérative d'habitation pour loger décemment ses paroissiens. Pour ce faire, il demande l'aide des ouvriers de sa paroisse, organise des journées de corvées et amasse un capital grâce à l'aumône de nombreux citoyens de la ville, dont le premier ministre Duplessis. À ce sujet, voir: Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, tome 2, Montréal, Fides, 1973, aux pages 206-207.
6. Selon *La Patrie* du 3 mars 1950, à la page 6, il est midi quinze minutes lorsque ce projet de loi est adopté.
7. Année citée par *Le Soleil* du 3 mars 1950, à la page 3. *La Patrie* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt 1948.
8. Chiffre du *Soleil* du 3 mars 1950, à la page 9. *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt \$1,500.
9. Les journaux ne nous donnent pas de détails sur cette discussion, si ce n'est le *Soleil* du 3 mars 1950, à la page 9, qui mentionne que c'est une "discussion prolongée" entre MM. Marler et Barré.
10. *The Gazette* du 4 mars 1950, à la page 1, explique qu'en raison d'une grève générale dans les mines de charbon des États-Unis, les services de chemins de fer des États-Unis et du Canada sont forcés de diminuer leurs activités. Plusieurs grandes villes américaines sont également obligées de rationner le charbon pour pouvoir continuer à faire fonctionner leurs centrales thermiques produisant de l'électricité.
Selon *Le Sherbrooke* du 4 mars 1950, aux pages 1 et 5, une entente soudaine est survenue après presque un mois d'inactivité, immédiatement après la demande du président Truman de pouvoirs au Congrès pour saisir les industries. Il a agi ainsi après l'échec du gouvernement à finir la grève par l'injonction de la loi du Travail Taft-Hartley. L'une des recommandations du Président est celle d'une étude sur "l'industrie malade du charbon". Selon le Président, la baisse des marchés, l'année de travail incertaine et une grave concurrence des autres combustibles sont les principales causes des malaises ouvriers continuels. Ni Lewis ni les propriétaires ne prisaient la législation envoyée par Truman au Congrès: les mineurs, parce qu'elle mettait une barrière à tout compromis avec le gouvernement, et les propriétaires, parce qu'elle limitait les revenus des propriétés saisies à une juste compensation.
11. Un journal favorable à l'Union nationale, le *Montréal-Matin* du 3 mars 1950, à la page 7, mentionne que le discours de M. Johnson a été "très applaudi".
12. Chiffre de *L'Action catholique* du 3 mars 1950, à la page 19. *Le Soleil* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt 2 %.
13. Les sources n'indiquent pas qui a présidé le comité plénier de la Chambre.
14. Chiffre de *L'Action catholique* du 3 mars 1950, à la page 19. *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt "une subvention gouvernementale de \$250,000".

15. *La Tribune* du 3 mars 1950, à la page 1, mentionne quant à elle la somme de \$20,000,000, contrairement à l'ensemble des sources.

16. *Le Soleil* du 3 mars 1950, à la page 3, rapporte que le bill 29 est adopté "après un quart d'heure de discussion".

17. *Le Nouvelliste* du 3 mars 1950, à la page 7, mentionne plutôt le nom de M. Marler comme proposeur de l'amendement visant à faire voter les dépenses de la commission par la Chambre.

Séance du mardi 7 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 121 érigeant la municipalité de La Rochelle pour fins municipales seulement;
- bill 120 concernant l'adoption d'Aimée-Blanche-Yvonne Pay et de Marie-Julienne Hébert;
- bill 181 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales et scolaires dans la ville de Louiseville.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 151 constituant en corporation le bureau des gouverneurs de l'École de commerce de Québec inc.
- bill 166 concernant la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique;
- bill 142 constituant en corporation les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception;
- bill 109 constituant en corporation les Sœurs de Sainte Jeanne d'Arc.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 107 concernant la succession de dame Marie-Joseph Lorange, et du bill 165 annulant une clause du contrat de mariage de Rodrigue Moore et Ida Vincent n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité recommande de prolonger au 17 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés et de dispenser du paiement de droits additionnels les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces différents délais.

Le rapport est adopté.

Motions des députés:

Discours à Toronto contre la loi du cadenas

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) proteste contre le discours de Glen Partridge, de Montréal, fait hier à Toronto, dans lequel il disait que la loi du cadenas¹ du Québec visait à réprimer les discussions publiques au Québec en raison de la force croissante des syndicats.

Il (M. Hanley) affirme que ceci pouvait nuire aux bonnes relations entre les francophones. Je suis, dit-il, en faveur d'une harmonie complète et d'une unité entre les deux groupes. J'aimerais que les gens de Toronto, où le discours a été prononcé, et les gens d'ailleurs qui ont lu les articles sur ce discours sachent que la loi du cadenas de la province de Québec a été très utile à la ville de Montréal. Elle a permis de fermer certains établissements où l'on répandait de la propagande communiste. Il est faux de soutenir, comme il a été dit, que la loi du cadenas a été utilisée pour fermer les locaux d'un syndicat honnête.

Travaux de la Chambre:

Projets de loi à étudier durant la prochaine semaine

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'une façon générale, les travaux de la Chambre ont progressé de façon satisfaisante jusqu'ici, mais l'Union nationale veut faire mieux encore, pour épargner l'argent du peuple en faisant diligence dans le travail sans sacrifier les prérogatives des représentants du peuple.

La Chambre siégera vendredi matin, ce qu'elle n'a pas fait jusqu'ici parce que le gouvernement de la province voulait laisser à l'opposition le temps d'étudier ses projets de loi, qui ont été en très grande partie imprimés et distribués dès le premier jour de la session, ce qui ne se voyait pas avant. Le but du gouvernement est de présenter des lois non dans un but politique, mais dans l'intérêt public.

Il (l'honorable M. Duplessis) annonce que le délai pour la présentation des bills privés est prolongé jusqu'au 10 mars.

Le bill de Montréal, dit-il, sera étudié par le comité des bills privés de l'Assemblée législative jeudi de la semaine prochaine, le 16 mars, dans

l'avant-midi. Un avis d'affichage indique que l'étude de ce bill devait se faire aujourd'hui, mais c'est une pure formalité. Après avoir causé de la question avec les autorités municipales de Montréal, dit-il, notamment Son Honneur le maire Houde, et les députés de la ville de Québec, j'ai appris que le conseil de ville de la métropole est à discuter des problèmes du transport en commun et de son budget annuel qui, selon la loi, doit être adopté avant le 15 mars. Pour accommoder les intéressés, j'espère que tous seront prêts à procéder à cette date.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Jusqu'ici, l'opposition libérale a collaboré et n'a pas inutilement retardé les séances. Il (M. Marler) demande quand sera présenté le budget supplémentaire et quand le trésorier prononcera son discours sur le budget et présentera ses estimés budgétaires pour l'année fiscale prochaine.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je présenterai cet après-midi, à l'ouverture de la séance de la Chambre, le budget supplémentaire pour l'année 1949-1950 qui se terminera le 31 du mois courant.

Quant aux estimés budgétaires de la prochaine année financière, 1950-1951, ils seront déposés devant la Chambre mardi prochain et il (l'honorable M. Gagnon) prononcera son discours du budget jeudi de la semaine prochaine au plus tard.

Projets de loi:

Municipalité de La Rochelle

M. Goudreau (Richmond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 érigeant la municipalité de La Rochelle pour fins municipales seulement.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Goudreau (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Adoption d'A.-B.-Y. Pay et de M.-J. Hébert

M. Goudreau (Richmond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 concernant l'adoption d'Aimée-Blanche-Yvonne Pay et de Marie-Julienne Hébert.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

M. Goudreau (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

École de commerce de Québec

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 constituant en corporation le bureau des gouverneurs de l'École de commerce de Québec inc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 151 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Légion canadienne

M. Rennie (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 concernant la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 166 sans l'amender.

M. Rennie (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception

M. Fox (Brome) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 constituant en corporation les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

M. Fox (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sœurs de Sainte Jeanne d'Arc

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 constituant en corporation les Sœurs de Sainte Jeanne d'Arc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe de vente à Louiseville

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 concernant

l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales et scolaires dans la ville de Louiseville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Courville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Le Parthénon, demandant l'adoption d'une loi décrétant non imposables les immeubles qu'il possède actuellement et qu'il possédera à l'avenir, dans la cité de Sherbrooke;
- de Lucien Tremblay et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'incorporation de "La corporation des maîtres électriciens de la province de Québec";
- de Léonard Lauzon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Compagnie d'Assurance mutuelle des "Drive Yourself"";
- de Henri Fortier et autres, demandant l'adoption d'une loi accordant à la ville de Haute-riev certains pouvoirs spéciaux;
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Thetford-les-Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Montreal City and District Savings Bank, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes;

- de Rougier Frères et de la Compagnie fidéicommiss Trust Général du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et modifiant certains actes;

- de l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi définissant mieux les buts de l'Association;

- de la ville d'Amos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 17 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés, et de dispenser du paiement de droits additionnels les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces différents délais.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Immeubles du Parthénon, Sherbrooke

M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 déclarant non imposables les immeubles du Parthénon à Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Courville

M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 modifiant la charte de la ville de Courville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Maîtres électriciens

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 des maîtres électriciens de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

La compagnie d'assurance mutuelle des Drive Yourself

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 constituant en corporation La compagnie d'assurance mutuelle des Drive Yourself, Drive Yourself Mutual Insurance Co.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Banque d'Épargne de Montréal

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 confirmant les titres de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal à certaines ruelles les déclarant ruelles privées et autorisant leur fermeture.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 constituant en corporation la ville de Hauterive.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Dorval

M. Gatien (Maisonnette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 refondant la charte de la ville de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mesureurs de bois

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Laurent

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Amos

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 172 concernant la ville d'Amos.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Thetford Mines

M. Vachon (Wolfe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 modifiant la charte de la cité de Thetford-les-Mines.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rougier Frères et Trust Général du Canada

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 concernant Rougier Frères et Trust Général du Canada.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Drapeau officiel

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 concernant le drapeau officiel de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, une page inoubliable de l'histoire de la province de Québec était écrite, le 21 janvier 1948, lorsqu'à l'ouverture de la séance de la Chambre le premier ministre annonça l'adoption par le gouvernement de l'Union nationale d'un drapeau officiel qui constitue le symbole vivant des traditions et des aspirations de notre peuple. Cette nouvelle était accueillie avec enthousiasme par toute la Chambre et les auditeurs qui remplissaient les galeries.

Ne convient-il pas, au moment où j'ai l'honneur de proposer que le choix de ce drapeau soit sanctionné par une loi d'une façon définitive et permanente, d'évoquer cette date mémorable du 21 janvier 1948, épisode marquant dans notre vie nationale?

Ce jour-là, au cours de la matinée, le gouvernement, sur la proposition de mon collègue l'honorable M. Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce, avait adopté un arrêté en conseil dont voici la teneur:

Attendu qu'il est juste et convenable que sur les édifices parlementaires de la province de Québec

flotte un drapeau qui réponde aux traditions, aux droits et aux prérogatives de la province;

Attendu qu'au cours de la session de l'an dernier la Législature de Québec, à l'unanimité, s'est prononcée en faveur d'un drapeau propre à la province de Québec et qui lui convienne;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce:

Que le drapeau généralement connu sous le nom de drapeau fleurdelisé, c'est-à-dire drapeau à croix blanche sur champ d'azur et avec lis, soit adopté comme drapeau officiel de la province de Québec et arboré sur la tour centrale des édifices parlementaires à Québec, et cela, avec la modification ci-après, savoir:

Que les lis qui figurent sur le drapeau soient placés en position verticale.

Après que Son Excellence Sir Eugène Fiset, lieutenant-gouverneur de la province, eut apposé sa signature sur ce document historique, l'honorable premier ministre donna les ordres nécessaires et, à trois heures de l'après-midi, au moment où se réunissaient les membres de cette Chambre, le drapeau fleurdelisé flottait sur la tour centrale des édifices parlementaires. Dès l'ouverture de la séance, le premier ministre se leva et parla en ces termes rapportés par les journaux du temps:

Cet avant-midi, nous avons tenu une séance du Conseil des ministres. Un arrêté ministériel a été proposé... accueilli avec beaucoup de satisfaction et d'enthousiasme et sanctionné immédiatement par le lieutenant-gouverneur, en vertu duquel un drapeau officiel a été donné à notre province. Ce drapeau est déjà arboré à l'heure actuelle sur la tour du parlement...

Un tonnerre d'applaudissements accueillit ces paroles. Et, comme l'a souligné la presse, "la contagion des applaudissements gagna bientôt les galeries où les acclamations retentirent pendant plusieurs minutes en dépit des règlements qui interdisent toute manifestation".

Le premier ministre continua:

L'an dernier, la Législature a adopté une motion portant qu'un drapeau distinctif devait être adopté pour symboliser les aspirations de la province de Québec. Depuis, l'opinion publique s'est manifestée clairement. Nous avons reçu de partout un grand nombre de requêtes à la suite desquelles nous avons décidé d'arborer le drapeau fleurdelisé.

Après une nouvelle salve d'applaudissements, l'honorable premier ministre poursuivit:

Suivant les conseils des experts dans l'art héraldique, nous avons fait certaines modifications.

Nous avons redressé les fleurs de lis pour qu'elles se dirigent droit vers le ciel, afin de bien indiquer la valeur de nos traditions et la force de nos convictions.

Aujourd'hui, c'est la journée des députés, il y a une motion sur l'ordre du jour qui a trait au drapeau. Nous sommes prêts à l'accepter immédiatement. Je propose donc que la motion soit adoptée sans délai et à l'unanimité.

Tel est le résumé d'un discours bref, simple mais combien éloquent. La province de Québec, qui attendait son drapeau depuis si longtemps, depuis 150 ans, le recevait enfin du gouvernement de l'Union nationale.

La motion à l'ordre du jour de l'honorable député du comté de Québec (M. Chaloult) fut adoptée immédiatement et à l'unanimité. Le chef de l'opposition, l'honorable M. Godbout, déclara que la province entière se réjouissait de l'attitude du gouvernement. L'honorable député du comté de Québec affirma que "l'adoption de ce drapeau constituait une affirmation de l'autonomie provinciale". Il remercia sincèrement le premier ministre qui, dit-il, avait posé "un geste à la Mercier".

Dès 3 heures de l'après-midi, l'honorable premier ministre annonçait la bonne nouvelle à la Chambre au milieu d'un enthousiasme délirant. Le drapeau flottait sur la tour centrale du parlement.

Et, à la fin de la séance, je cite encore les journaux, tous les députés de l'Union nationale entourèrent le premier ministre, pour l'acclamer longuement. Des députés indépendants et bon nombre de spectateurs se joignirent au groupe pour le féliciter. À l'ouverture de la séance du soir, des drapeaux fleurdelisés ornaient le trône de l'Orateur et le pupitre du premier ministre.

La presse canadienne-française et la presse de tout le pays s'emparèrent de cette nouvelle sensationnelle. En grandes manchettes, on raconta les péripéties de cette séance qui appartient maintenant à la grande histoire. Est-il nécessaire de rappeler avec quelle largeur d'esprit, M. l'Orateur, nos compatriotes de langue anglaise manifestèrent aussi leur approbation? Nous n'avons pas oublié le discours magnifique de l'honorable Wilfrid Bovey au Conseil législatif, les articles favorables de la presse anglaise et notamment de la *Gazette* et du *Star* de Montréal.

Depuis 1948, l'unanimité des esprits est un fait accompli. Les événements ont prouvé que le gouvernement ne s'est pas trompé en dotant le Québec du drapeau fleurdelisé qui rappelle "nos origines catholiques et françaises" et constitue pour nous un motif de fierté, un signe de ralliement.

M. l'Orateur, ai-je besoin de le répéter, depuis cet heureux événement, notre drapeau jouit de l'estime générale, du respect de tous les citoyens canadiens. La postérité sera, en effet, reconnaissante à l'honorable premier ministre du choix et de la consécration officielle qu'il a fait de ce drapeau, symbole vivant de nos traditions les plus profondes et de nos aspirations les plus chères.

Le rapprochement des dates est parfois éloquent. Vous rappellerai-je que l'année 1950, l'Année sainte, marque le 70^e anniversaire de la création de notre hymne national? C'est en 1880, à l'occasion de la grande convention des Canadiens français dans notre vieille cité de Champlain, que fut chanté pour la première fois l'hymne: *Ô Canada!* Les organisateurs de cette fête, les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste, voulaient perpétuer le souvenir de cette vaste réunion par une œuvre durable. Le révérend M. Napoléon Caron, du diocèse de Trois-Rivières, proposa alors la tenue d'un discours ayant pour objet la composition d'un hymne national. Un comité de la convention chargea alors monsieur Calixa Lavallée, de Montréal, de composer la musique de notre hymne national et Sir Adolphe Routhier, juge de la Cour supérieure et orateur remarquable, d'en écrire les paroles. Ne trouvez-vous pas digne d'intérêt, M. l'Orateur, cette coïncidence qui fait que l'idée du choix d'un hymne national, à l'occasion des fêtes de 1880, soit due à un citoyen de Trois-Rivières? Aujourd'hui, un autre Trifluvien, l'honorable premier ministre, reçoit l'hommage de toute la province de Québec pour le choix de notre drapeau national.

À 70 ans de distance, le gouvernement veut consacrer aujourd'hui par une loi la conservation officielle de ce drapeau. J'ose espérer qu'elle recevra l'assentiment unanime de cette Chambre.

M. l'Orateur, si le choix d'un drapeau officiel pour une province et pour un pays est une question complexe et délicate qui doit être étudiée et mûrie avec la plus scrupuleuse attention, l'on peut se demander tout de même pourquoi elle n'a pu, avant 1948, trouver la solution attendue. Le choix du drapeau pour le Québec avait, depuis longtemps, fait l'objet de maints discours et d'articles de journaux. Benjamin Sulte révèle que la question d'un drapeau national préoccupait nos pères dès 1807. Lors de la fondation de la Société Saint-Jean-Baptiste, en 1842, elle fut de nouveau discutée. On choisit d'abord un drapeau rouge, blanc et vert. En 1888, on semblait favoriser le tricolore français, mais, en 1902, Sir Thomas Chapais déclara qu'il fallait faire une distinction entre la France et le Canada. "Avant tout,

proclama-t-il, nous sommes Canadiens." Il affirmait avec raison que notre drapeau devait être distinctif du drapeau français, comme doit être distinct du drapeau britannique un drapeau national du Canada, que nous attendons encore d'Ottawa.

Vous rappellerai-je, M. l'Orateur, qu'au début du siècle la question du drapeau national a pris une ampleur particulière? Un comité d'études spécial, désigné sous le nom de "Comité du drapeau national des Canadiens français", avait été formé à Québec. Il avait comme président M. Téphore Verret, qui a représenté très longtemps à l'hôtel de ville le quartier Saint-Sauveur. Sous les auspices de ce comité, un volume fut publié, en 1904, qui s'intitulait "Le drapeau national des Canadiens français". Le comité préconisait le choix du Carillon Sacré-Cœur, lequel en somme était notre fleurdelisé actuel orné de l'image du Sacré-Cœur. Cette question demeura longtemps à l'ordre du jour. En 1920, un grand journal de langue française publiait le dessin de plusieurs modèles de drapeaux, mais le plus populaire était encore le Carillon Sacré-Cœur.

La question d'un drapeau a été soulevée au cours des dernières années à la Législature provinciale, plus particulièrement par l'honorable député du comté de Québec (M. Chaloult). Cependant, aucun gouvernement avant celui de l'Union nationale n'osa poser le geste définitif qui donna satisfaction à l'opinion publique.

En 1947, cette Chambre, sur la proposition de l'honorable député actuel de Napierville (M. Riendeau), appuyé par l'honorable député actuel de L'Assomption (M. Chartrand), avait ordonné la composition d'un comité spécial chargé d'étudier de nouveau le problème. L'honorable premier ministre, et je le remercie de cette marque d'estime et de confiance, m'avait demandé de présider les délibérations de ce comité. Le comité se mit à l'œuvre, le 9 avril 1947; son premier rapport attestait que les délibérations se poursuivaient "avec un admirable esprit de collaboration". Un grand nombre de dessins et projets furent soumis. Le comité jugea néanmoins avec sagesse qu'il valait mieux ne pas se prononcer à la légère. Un drapeau, en effet, ne s'impose pas à l'admiration d'un peuple. Il lui faut la consécration du temps. Il faut que le peuple reconnaisse dans le choix de ses caractères distinctifs des symboles qui soient pour lui des motifs de fierté, d'affection et d'attachement. Il convient que son drapeau s'inspire de ses traditions et incarne ses légittimes aspirations.

Sans faire un choix définitif, le comité, lors de sa séance finale du 24 avril 1947, se prononça

unanimement en faveur du principe de la légitimité pour la province d'avoir, comme celle de la Nouvelle-Écosse, un drapeau distinctif, qui répondît "aux droits et aux prérogatives de la province".

On sait ce qui se passa en 1948, je l'ai expliqué au début de mes remarques. Voilà qu'aujourd'hui, M. l'Orateur, j'ai le grand honneur de proposer l'adoption d'une loi pour consacrer d'une façon définitive la décision du 21 janvier 1948 qui dotait officiellement, pour la première fois dans notre histoire, la province de Québec d'un drapeau, le drapeau fleurdelisé.

Un drapeau est avant tout un signe de ralliement, "un signe qui distingue une nation des autres, qui rallie ses enfants, qui incarne leurs aspirations communes". "Le drapeau, c'est l'image resplendissante de cette chose sacrée pour laquelle l'on vit et l'on meurt: le drapeau, c'est la patrie. Le drapeau, c'est le passé, le présent et l'avenir d'un pays, d'une nation."

La province de Québec affirme donc son autonomie et sa souveraineté par un drapeau national distinctif. Chaque État de la grande république américaine a son drapeau. Au Canada, la Nouvelle-Écosse possède le sien. Personne ne saurait contester au Québec le droit d'avoir aussi le sien.

Le drapeau d'un peuple doit rappeler ses origines, sa foi, ses devoirs, sa solidarité. Il doit, je le répète, incarner ses traditions et ses aspirations. Ai-je besoin d'affirmer, M. l'Orateur, que le drapeau fleurdelisé, conforme aux règles de l'art héraldique, nous rappelle indubitablement nos origines françaises et catholiques? Examinons donc ensemble ses caractères distinctifs: le drapeau fleurdelisé est formé d'une croix blanche sur champ d'azur avec quatre fleurs de lis d'argent aux quatre cantons.

Depuis un temps immémorial, on trouve la croix blanche sur le drapeau de la France et celui de l'Angleterre. Au temps des croisades, les peuples chrétiens arboraient la croix sur leurs étendards. Au camp, près de Gisors, où furent organisés les préliminaires de la troisième croisade, il fut convenu que le drapeau de l'Angleterre porterait la croix blanche et le drapeau de la France, la croix rouge. Plus tard, lors de la guerre de Cent Ans entre la France et l'Angleterre, à l'époque où les rois d'Angleterre réclamaient le trône de France, les couleurs des croix représentant les deux pays furent interverties. La croix blanche est finalement adoptée par la France et la croix rouge par l'Angleterre. Charles VII traverse d'une croix blanche l'ancienne bannière des ducs de France, "d'azur au semis de fleurs de lis d'or". La croix blanche devient dès lors

la marque distinctive française. Elle illumine tous ses drapeaux.

Quant à la fleur de lis, l'origine de son emploi comme emblème ornemental se perd dans la nuit des temps. Chez les peuples de l'Antiquité, au témoignage de certains auteurs réputés, les fleurs de lis servaient de décorations murales en Égypte et aux Indes. Elles constituaient alors le symbole de la vie et de la résurrection. Plus tard, on voit la fleur de lis incrustée dans les bronzes étrusques. Dans l'architecture romaine et gothique, elle est encore recherchée comme ornement.

L'*Encyclopédie britannique* rapporte une légende attribuant l'origine de la fleur de lis comme emblème héraldique en France au fondateur de la monarchie française, le roi Clovis, à qui un ange aurait présenté un lis au moment de son baptême. La fleur de lis embellit plus tard le drapeau de Louis VII qui régna de 1137 à 1180. Depuis ce temps, elle a toujours orné le drapeau de la France jusqu'au moment de la Révolution de 1789.

"Au point de vue héraldique, écrit un auteur, son emploi date du XII^e siècle et, dans le suivant, il prend une extension considérable: chacun veut meubler son écu d'une pièce empruntée à l'écu de France qui était alors d'azur, semé de fleurs de lis d'or...

"Plusieurs villes, dites du domaine public, furent aussi autorisées à porter des fleurs de lis dans leurs armes...

"Enfin, les cités qui avaient le privilège d'être représentées par leurs maires au sacre des rois de France portaient dans leurs armes d'azur, à trois fleurs de lis d'or, ou semé de fleurs de lis d'or qu'on appelait chef de France. Paris, en 1472, portait un chef semé de fleurs de lis...

"On rencontre un grand nombre d'écus en Angleterre et en Allemagne avec fleurs de lis de couleurs diverses: on en voit aussi, mais en plus petit nombre, en Autriche, en Hollande, en Espagne, en Portugal, en Suède, en Bavière, en Suisse et en Saxe. La forme de cette figure a souvent varié. Pendant tout le moyen âge, elle est mince et allongée; dans la seconde moitié du XV^e siècle, sa partie supérieure a un peu la forme d'une arme de combat. Au XVII^e siècle, le dessin en est élégant, mais au XVIII^e siècle, elle devient épaisse, lourde, ramassée; c'est ce type qu'on retrouve sous la Restauration..."

Les fleurs de lis qui ornent notre drapeau sont, de l'avis d'experts en art héraldique, une forme moyenne et élégante des fleurs qui, au grand siècle, ornaient les étendards du Roi-Soleil.

Personne ne saurait prétendre, M. l'Orateur, que notre drapeau puisse offenser le patriotisme de

nos compatriotes de langue et de culture anglaises. La croix blanche et les fleurs de lis ont illustré pendant des siècles les armes de l'Angleterre. Les fleurs de lis, en particulier, ont servi aux armoiries de l'Angleterre et de la Grande-Bretagne pendant un grand nombre d'années. En effet, lorsque la branche des Capétiens directs s'est éteinte en France avec Charles IV, Édouard III d'Angleterre réclama la couronne de France d'après les prétendus droits de sa mère. Du fait de cette prétention, il a écartelé ses armes d'Angleterre avec les armes de France, c'est-à-dire qu'il a divisé son écu en quatre, posant les fleurs de lis de France dans deux des quartiers et les armes d'Angleterre dans deux autres. Ceci se passait en 1340.

Au cours des siècles, les armes des rois d'Angleterre et, plus tard, des rois de la Grande-Bretagne se sont modifiées, mais les fleurs de lis en ont toujours fait partie jusqu'en 1801, sous le règne de George III de Grande-Bretagne.

M. l'Orateur, je crois avoir démontré que le fleurdelisé est le symbole vivant de notre descendance française et de nos relations avec l'Angleterre. Il rappelle le rôle joué par le découvreur du Canada, Jacques Cartier. Sur la croix qu'il fit planter à l'entrée du port de Gaspé en 1534, lorsqu'il prit possession du Canada au nom du roi de France, apparaissait un écusson "d'azur et relevé de trois fleurs de lis". Le fleurdelisé rend aussi hommage au fondateur de Québec. Le drapeau de Champlain qui a flotté au mât principal du Don de Dieu était un drapeau au champ d'azur traversé d'une croix blanche. Vous savez, M. l'Orateur, que lors des fêtes du troisième centenaire de la fondation de Québec, en 1908, on arbora sur plusieurs édifices de la Vieille Capitale un drapeau semblable qu'on appela "Drapeau de Champlain".

Les fleurs de lis ornaient aussi le drapeau de Carillon dont vous connaissez la glorieuse histoire.

L'histoire du drapeau de Carillon est telle, a écrit un de nos historiens, qu'elle rappellera toujours la victoire des troupes françaises en cette mémorable bataille. Elle est bien catholique et bien française, cette relique d'un passé glorieux, et elle évoque d'une manière saisissante le souvenir du "royaume des lis", d'où sont venus les premiers fondateurs de la nation canadienne.

On remarque d'ailleurs que la plupart des régiments français venus au Canada possédaient un drapeau distinctif avec croix blanche: les régiments de La Reine, La Sarre, Berry, Guyenne, Royal-Roussillon, Languedoc et Béarn.

Le drapeau fleurdelisé est donc une heureuse synthèse de nos traditions et de nos aspirations. Il symbolise le présent et l'avenir. Il a le mérite d'être conforme aux règles de l'art héraldique.

M. l'Orateur, le drapeau fleurdelisé, dont je viens d'analyser les caractères distinctifs, nous en sommes fiers et nous l'arborons avec orgueil sur nos demeures et nos édifices publics!

Ce drapeau est celui de nos ancêtres: les vaillants missionnaires, soldats, artisans et agriculteurs qui sont venus il y a trois cents ans inscrire en lettres indélébiles dans notre histoire les hauts faits de l'épopée française en Amérique.

Tournez vos yeux, M. l'Orateur, vers la fresque admirable qui orne le plafond de notre Chambre d'Assemblée. Voyez les figures de nos grands hommes que le peintre a tracées avec amour et qui s'offrent à notre admiration. Voyez Cartier, Champlain, Laval et la chevauchée glorieuse des pionniers, officiers et soldats qui ont canonisé, évangélisé, fondé la plupart des villages, des villes et cités de l'Amérique du Nord, et s'en allaient d'un océan à l'autre porter le flambeau de la civilisation et de la spiritualité françaises.

Voyez les illustres découvreurs, Jolliet, Marquette et LaSalle et La Vérendrye, cet illustre Trifluvien qui, se dirigeant vers les provinces de l'Ouest, découvrait le Montana et le Minnesota et s'arrêtait aux contreforts des montagnes Rocheuses. Fiers de leurs missions, ils forment un bataillon de gloire rangé sous cette bannière qui inspirait leur élan généreux. Ce drapeau porte la croix, symbole de fraternité et les fleurs de lis, symbole émouvant de la survivance et qu'on honorait au-delà des millénaires chez les peuples hindous. Un jour, en évoquant les exploits de nos pères, un grand savant français dira "qu'il n'est pas une pierre en Amérique, pas une falaise, par un promontoire qui ne porte la signature de quelques-uns des nôtres".

Pour qu'un drapeau, M. l'Orateur, parle à l'âme populaire, il faut qu'elle retrouve dans ses plis des raisons de fierté et d'espérance. M. l'Orateur, le drapeau fleurdelisé évoque trois siècles de gloire française. Le fleurdelisé, c'est le drapeau qui flottait aux montagnes Rocheuses, à Louisbourg sur l'Atlantique, à la Nouvelle-Orléans, au Fort Duquesne, à Pittsburg, à Saint-Louis, au Fort de Chartres sur le Mississippi et jusqu'aux rives glacées de la baie d'Hudson. Le fleurdelisé, c'est Moncalm s'ensevelissant dans ses plis glorieux au siège de Québec, c'est encore le marquis de Lévis, le livrant aux flammes plutôt que de le rendre à l'ennemi, après l'éclatante victoire de Sainte-Foy au mois

d'avril 1760. Le fleurdelisé, c'est l'héroïsme, le désintéressement, le don de soi, c'est l'âme généreuse de nos ancêtres, plus soucieux de gloire et d'honneur que de fortune. Quand les Indiens le voyaient apparaître dans leurs bourgades, ils s'écriaient comme le chef des Illinois saluant Louis Jolliet et le père Marquette: "Que le ciel est beau, Français, quand tu nous viens visiter."

La conquête de 1760 nous fit changer d'allégeance, mais notre âme est restée française et je me demande si les historiens de l'avenir ne diront pas que la plus émouvante période de notre histoire n'est pas celle où, appuyés par nos évêques, nos grands parlementaires s'arc-boutant au sol canadien arrachaient au vainqueur, une par une, jour par jour, les libertés que nous devons à leur vigilance et à leur patriotisme et commençaient la série des législations salvatrices qui se continuent jusqu'à nos jours et apparentent le chef de l'Union nationale à La Fontaine et Cartier. C'est pourquoi, aujourd'hui, un immense espoir gonfle le cœur de la jeunesse parce que l'avenir apparaît tellement radieux qu'il fait dire à un historien anglais contemporain, Arnold Toynbee, cette phrase significative que reprenait récemment à Paris M. Étienne Gilson, membre de l'Académie française: "Le peuple d'avenir en Amérique au XX^e siècle pourrait bien être le peuple canadien-français."

M. l'Orateur, j'espère que la Chambre manifestera son approbation unanime de la motion que j'ai l'honneur de proposer. Que, par la loi dont je propose l'adoption, le drapeau fleurdelisé devienne le drapeau officiel de la province, l'étendard sacré des Canadiens français! Saluons-le avec amour comme une relique sacrée, arborons-le avec fierté, qu'il reste le symbole de nos traditions et saluons aussi dans un hommage de reconnaissance et d'affection le grand patriote qui nous l'a donné.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Un fait important à ne pas perdre de vue est que la motion du député de Québec (M. Chaloult) et la décision du gouvernement de donner le fleurdelisé comme drapeau officiel à la province de Québec ont fait l'unanimité en Chambre et dans la population.

Pour notre part, nous avons supporté le drapeau actuel parce que nous croyons qu'il répond mieux aux aspirations de notre peuple et aux traditions de la province que tout autre drapeau. Avant même que l'arrêté ministériel fût adopté, le fleurdelisé était passé dans la vie québécoise. Ce n'est pas une question partisane et l'arrêté ministériel n'a fait que consacrer une situation de fait accompli.

Les citoyens de langue anglaise ont concouru dans cette unanimité. Pour ma part, je n'ai jamais eu d'hésitation à admettre que c'était le drapeau idéal. Et il n'y a pas eu de voix discordante, sauf de la part de fanatiques dont l'opinion ne compte pas du tout. Il y a cependant un danger qu'il faut éviter. Le drapeau doit être un symbole d'unité nationale pour tous les citoyens de la province. Pour cette raison, il ne faut pas créer l'impression que c'est le drapeau d'un parti politique.

Le fleurdelisé convient particulièrement bien à la province, puisque la fleur de lis est une des plus belles que nous trouvions chez nous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Groulx, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lévesque, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Thibault, Thuot, Trudel, Vachon, 81².

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 7 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Le drapeau généralement désigné sous le nom de drapeau fleurdelisé, à savoir un drapeau à croix blanche sur champ d'azur et avec lis, modifié

cependant de façon que les lis soient en position verticale, est, depuis le 21 janvier 1948, le drapeau officiel de la province de Québec."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) suggère que le dessin du fleurdelisé soit inséré dans les Statuts, afin d'éviter des discussions qui pourraient s'élever plus tard sur les dimensions, les couleurs, etc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La suggestion est intéressante, mais ce n'est pas la coutume d'inclure des dessins dans les Statuts. Le drapeau est bien connu. Il est fortement gravé dans le cœur de tous les citoyens. C'est notre désir que le drapeau soit diffusé de plus en plus dans la population et ce serait peut-être compliquer les choses que de fixer des données trop précises. Nous voulons qu'il affirme notre désir de survivre et qu'il soit le présage de l'avenir glorieux qui attend la province de Québec.

Je remercie la Chambre de son vote unanime. Je crois que cette unanimité était nécessaire. Il s'est trouvé des gens pour critiquer le choix du fleurdelisé au Conseil législatif. M. Bouchard³ l'a aussi critiqué au Sénat. Comme l'a dit le chef de l'opposition, ce sont des gens dont l'opinion ne vaut pas grand-chose.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 7 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois⁴.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-

Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Groulx, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lévesque, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 83.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 7 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Prévention
des incendies**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 13 modifiant la loi de la prévention des incendies.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose:
1. Que l'article 13 de la loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1941, chapitre 151) soit remplacé par le suivant:

"13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, accorder aux corporations municipales de paroisse, de village et de ville des subventions pour les aider à se protéger efficacement contre les incendies.

"Ces subventions sont payables à même le fonds consolidé du revenu. Elles ne doivent pas excéder en totalité cinq cent mille dollars par année."

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Il s'agit, dit-il, d'autoriser le gouvernement à accorder, jusqu'à concurrence de \$500,000 par année, des octrois aux municipalités de paroisse, de village ou de ville pour les aider à organiser un système de protection contre les incendies. Il y a 20 ans, on a déploré en une seule année 1,387 pertes de vies, dues à l'incendie. Il y avait également eu 4,877 blessés et les dommages matériels s'étaient chiffrés par \$242,000,000. Il y a cinq ans, les chiffres étaient les suivants: 410 morts, 1,358 blessés et \$88,000,000 de dollars de dommages. Enfin, l'an dernier, il y a eu 94 morts, 228 blessés et \$25,000,000 de dégâts. Toutes les semaines, les journaux nous rapportent des sinistres qui causent des deuils cruels et des dommages considérables. Personne ne contestera qu'il est tout simplement humain de songer à accorder une protection raisonnable contre l'incendie aux 1,400 municipalités de la province.

Le gouvernement veut intensifier le travail qu'il a commencé. Sous les régimes libéraux, on s'est fort peu préoccupé de la prévention des municipalités contre les incendies.

Pour aider ces 1,400 municipalités à lutter contre les incendies, le gouvernement Godbout n'a donné, de 1939 à 1944, que pour \$181,672.91 d'octrois. En cinq ans, le gouvernement actuel leur a donné \$1,233,913.65, soit presque sept fois plus que nos adversaires dans le même laps de temps. De plus, pour donner \$181,672.91 d'octrois, nos adversaires ont dépensé \$375,000 en frais d'administration. Pour donner \$1 d'octroi, il leur en coûtait \$2 en frais d'administration. Avec le gouvernement actuel, il n'en coûte que 34 cents pour octroyer ou administrer \$1. Nous administrons six fois meilleur marché qu'eux et nous nous montrons sept fois plus généreux. Enfin, les corporations municipales nous adressent des demandes d'aide de plus en plus nombreuses et pressantes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): De quelle façon les octrois sont-ils donnés?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Lorsqu'une demande est faite par un conseil municipal, le département envoie sur les lieux un ingénieur qui fait des plans en coopération avec le conseil. Un rapport est soumis au département qui donne des octrois selon les besoins pour l'achat d'outillage anti-incendie, en ayant bien soin de voir à ce que le matériel soit standardisé. De cette façon, quand un gros feu se déclare, on peut faire appel aux municipalités voisines et on est sûr que les divers outillages peuvent s'adapter et fonctionner ensemble.

En 1948-1949, le gouvernement a versé une somme globale de \$248,962.85 à 98 municipalités de la province.

Il (l'honorable M. Lorrain) déclare que les corporations municipales lui adressent des demandes d'aide de plus en plus nombreuses et pressantes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et l'honorable M. Lorrain (Papineau) poursuivent la discussion, le temps de quelques questions du chef de l'opposition.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 13 sans l'amender.

Publications et morale publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 concernant les publications et la morale publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill répond à un besoin. Si l'on veut faire disparaître certains abus, il faut bien penser que les coupables, ceux qui violent la loi, la connaissent parfaitement et acquièrent, pour la contourner, une ingéniosité extraordinaire. À la dernière session fédérale, un député de la Colombie-Britannique a proposé que l'on amende l'article 207 du Code

criminel, qui a trait aux publications immorales, de façon à ce qu'il concerne désormais aussi les "crime comics". On voulait enrayer la publication de magazines qui mettent dans l'esprit des enfants des photos et des récits tendancieux, des idées dangereuses, qui leur enseignent le crime.

Cette loi n'envisageait pas tous les cas et il était du devoir des Parlements provinciaux de prévoir les cas spéciaux à chaque province. Avant la discussion de cette loi, le ministre de la Justice à Ottawa, M. Garson, a écrit aux procureurs généraux des provinces pour leur demander leur avis. Nous avons dit et nous répétons que nous avons apprécié ce geste de courtoisie et de coopération de M. Garson et que nous l'avons remercié.

Nous avons fait des suggestions pour rendre l'article 207 du Code criminel à la fois plus sévère et plus facile d'application. Nous avons reçu du ministre de la Justice, M. Garson, des éloges qui compensent pour certains dénigrement perfides et fielleux dont nous avons été l'objet en certains milieux. Il (M. Garson) a cité des statistiques aux Communes qui établissent que, dans les cinq dernières années, il y avait eu au-delà de 100 poursuites dans la province de Québec, contre 25 pour toutes les autres provinces ensemble. Venant d'un adversaire politique, c'est un témoignage qui met en lumière la valeur de nos réformes et qui prouve que, dans la province de Québec, la répression des crimes est quatre fois plus efficace qu'ailleurs. Malheureusement, Toronto est le principal centre de diffusion de publications immorales au Canada.

L'année dernière, le Parlement fédéral a considérablement amélioré les articles du Code criminel traitant des publications immorales et particulièrement des romans policiers en images. Le gouvernement du Québec a toutefois jugé que la loi n'était pas suffisante, car elle n'allait pas assez loin, pas au point où nous l'aurions désiré. Voilà pourquoi le gouvernement du Québec a décidé de présenter ce projet de loi qui va à la source du mal et la prévient.

Il (l'honorable M. Duplessis) ne prétend pas que la loi est parfaite. C'est une loi courageuse, dit-il, qui a valu au gouvernement des éloges de nombreux organismes religieux et sociaux, ce qui fait contraste avec les dénaturations perfides dont nous sommes l'objet de la part de personnes nullement compétentes.

Je répète que cette loi ne s'appliquera pas aux journaux ou aux publications de caractère religieux. La loi vise les publications immorales. Elles seront soumises au Bureau de censure du cinéma où au moins trois censeurs devront les examiner. Si les

censeurs décident que les publications sont immorales, elles seront saisies et un magistrat sera appelé à ordonner leur destruction.

Nous ne voulons pas entraver l'exercice de la liberté bien comprise, mais la situation nécessite des mesures radicales. Le meilleur moyen de protéger la liberté, c'est de débarrasser la province des ennemis de la liberté, en particulier les agents du communisme, les bolchevistes apparents ou déguisés et les athées.

Les publications seront soumises au bureau des censeurs qui les examineront. Si les censeurs en viennent à la conclusion qu'elles contiennent des illustrations immorales, elles ne pourront plus faire l'objet d'un droit de propriétaire ou de possession. Le magistrat sera appelé à les déclarer saisies et elles seront détruites.

Le bureau de censeurs des films, auquel seront soumises les publications, a fait un excellent travail depuis quelques années. Ce bureau a pour président M. Alexis Gagnon, l'un des journalistes les plus honnêtes, les plus compétents et les plus distingués. Tous ceux qui l'ont connu ici comme membre de la galerie de la presse savent que c'est un homme honnête et impartial, qui y a laissé un excellent souvenir. Il appartenait malheureusement à une boutique qui prêche la doctrine sociale pour les autres sans l'appliquer pour soi-même. Il a été mis à pied du jour au lendemain⁵. Il est aujourd'hui un précieux actif à la censure, de même que M. Lucien Desbiens, le Dr Surprenant, MM. Simard, Lafaille et Poulin.

Je suis sûr que le simple fait que la loi soit présentée va améliorer considérablement les conditions.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous sommes d'accord avec le premier ministre. Il me semble que c'est une œuvre utile de protéger la jeunesse contre les illustrations immorales. Nous nous entendons sur le principe du bill. Quant à la méthode, il y a peut-être lieu de discuter. Ce qui me frappe, c'est que l'interdiction frappe non seulement les distributeurs des imprimés, mais aussi les petits vendeurs du coin des rues. Je me demande si là, on reste dans l'esprit du bill, excellent dans son but, mais dangereux dans ses dispositions.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi, les expressions suivantes signifient:

"a) "Bureau de censure": le Bureau de censure du cinéma organisé en vertu de la loi 2 George VI, chapitre 77;

"b) "illustration": tout dessin, photographie, image ou figure;

"c) "illustration immorale": toute illustration, au sens du paragraphe précédent, qui évoque des scènes, réelles ou fictives, de crime ou de la vie habituelle des criminels, ou des situations ou attitudes morbides ou obscènes, tendant à corrompre la jeunesse et à dépraver les mœurs;

"d) "publication": toute revue, magazine ou autre écrit publié périodiquement et offert au public, sauf les journaux et autres écrits régis par la loi des journaux et autres publications (Statuts refondus, 1941, chapitre 53).

"Cette définition ne comprend pas les publications de caractère religieux."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) émet des réserves sur la définition d'"illustration immorale" que le projet de loi définit. Il se demande si cette définition ne va pas trop loin en incluant les "scènes réelles ou fictives", ce qui peut porter atteinte à certaines publications de photographies, et suggère de limiter la portée de cette définition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'expérience prouve que lorsque la définition est trop rigide, on n'atteint pas le but qu'on se propose. Par défaut d'une définition, le régime Godbout a été incapable de fermer le théâtre Gaiety de Montréal, parce que ce théâtre prétendait donner des représentations artistiques, le dimanche, tandis que le gouvernement de l'Union nationale l'a fermé, lui.

Dans l'application de la loi, tout le monde doit faire preuve de bonne volonté. Il ne faut pas laisser seulement à la police le soin de faire respecter la loi. Il faut que le public soit protégé, coopère à l'application de la loi.

On ne prend jamais trop de précautions dans la rédaction des lois. Il y a l'esprit et la lettre d'une loi. Il faut savoir se garder de tous côtés. La loi du cadenas, que l'on a tant critiquée, est encore plus large dans ses pouvoirs, et cependant, je mets au défi

qui que ce soit de me prouver que nous avons commis des abus. Dans cette loi du cadenas, ce sont les tribunaux qui, en dernier ressort, décident du cas. Il n'y a pas d'arbitraire, comme on a voulu le faire croire. Il en est de même dans notre présent projet de loi.

Nous voulons respecter la liberté, mais nous voulons aussi qu'il n'y ait pas de confusion sur le sens du mot liberté. Nous voulons protéger le public et tout comme l'on prend des précautions contre les vendeurs de poison corporel, on ne prendra jamais trop de précautions contre ceux qui veulent avilir ou empoisonner l'âme de notre peuple par des écrits immoraux.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Nul ne doit, dans la province, imprimer, publier, distribuer ou offrir au public une publication, ni la faire imprimer, publier, distribuer ou offrir au public, avant qu'il ait été déposé au secrétaire provincial une déclaration indiquant le titre de la publication, ainsi que les noms et adresses de son éditeur et de toute personne agissant comme agent de ce dernier pour la distribuer aux dépositaires chargés de la vendre dans la province.

"Cette déclaration doit, quant aux publications déjà en cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, être produite dans les soixante jours de cette date.

"Une nouvelle déclaration au même effet doit être faite immédiatement après tout changement d'éditeur ou de distributeur de la publication."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande que les revues et autres imprimés frappés par la loi mais qui ne sont pas des illustrés soient exemptés de l'enregistrement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le mot "illustration", mentionné dans le bill, inclut les définitions et les exemples qui peuvent être donnés dans une publication où il n'y avait pas de portrait. Ceci s'étend aussi au texte des publications parce qu'on peut illustrer au moyen de mots aussi bien que par des dessins ou des photographies.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je voudrais savoir si le bill s'applique à la censure des textes. Je lis que la censure s'applique aux "dessins, photos, images et figures"...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des figures de style. Qu'est-ce que cela veut dire? Le député de Verdun a fait ses études, il a vu en belles-lettres et en rhétorique qu'il y avait des figures de style... Nous voulons que tout soit enregistré, nous voulons connaître ces gens-là!

M. Ross (Montréal-Verdun): Le projet de loi donne au Bureau de censure un droit de jugement final et sans appel. Je suggère que l'on accorde aux intéressés un droit d'en appeler à un tribunal quelconque de la décision des censeurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il existe bien d'autres causes qui sont jugées sans droit d'appel. Avec la théorie du chef de l'opposition et de son aspirant, il serait préférable de ne pas faire de loi du tout. Le droit d'appel ne pourrait dans ce cas que faire traîner en longueur les causes et empêcher l'application efficace de la loi de censure.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il devrait être prévu que l'éditeur concerné par une ordonnance de censure puisse se présenter et donner son point de vue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La présentation de la simple publication est suffisante.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Quiconque viole quelqu'une des dispositions de l'article 2 commet une infraction et est passible d'une amende de cinquante dollars à cent dollars pour la première infraction et d'une amende de cent à cinq cents dollars pour toute infraction subséquente, en outre des frais.

"Les peines prévues par le présent article sont imposées sur poursuites sommaires, suivant la première partie de la loi des convictions sommaires de Québec."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le vendeur devient passible d'une amende s'il n'est pas au courant de la loi. Je trouve que l'on va trop loin. On ne devrait pas rendre les vendeurs de bonne foi coupables d'une infraction au même titre que les éditeurs et les distributeurs d'illustrations frappées par la censure. Les grands coupables, ce sont les imprimeurs et les distributeurs. Comment les petits

vendeurs de journaux, par exemple, vont-ils pouvoir s'assurer que telle ou telle publication s'est conformée à la loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi ne vise pas les gens de bonne foi, mais les fripouilles où qu'elles se trouvent. Sans aucun doute, la plupart des distributeurs sont des hommes honnêtes, mais comme bien d'autres catégories de personnes, certains distributeurs sont sans scrupule et cachent des saletés sous des piles de journaux. Le vendeur est aussi responsable que les autres parce qu'après tout il devrait savoir ce qu'il vend. Nous insistons sur la responsabilité des vendeurs de journaux, nous voulons que les vendeurs sachent ce qu'ils vendent et nous ne voulons pas qu'ils vendent des saletés.

Autant que possible, nous tâcherons d'empêcher le mal à la source. Mais nous voulons une loi efficace. Si la jeunesse doit être protégée contre la mauvaise littérature, les moyens nécessaires doivent être pris partout dans la chaîne pour suivre la littérature immorale jusqu'au comptoir du vendeur quand il n'y a pas moyen de l'arrêter avant. Le but de la loi est de protéger la morale publique.

Quant au vendeur, il ne sera pas inquiété s'il prouve sa bonne foi. Si quelqu'un vend du poison, on l'arrête; je considère que celui qui vend des publications immorales ou malsaines est tout aussi coupable que celui qui vend du poison. Il est même plus dangereux, puisqu'il vend du poison qui peut tuer l'âme. On arrête les marchands de poison, et existe-t-il un poison plus dangereux que celui de l'esprit?

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. Tout officier de la Sûreté provinciale de Québec, constable ou autre agent de la paix doit, avec ou sans mandat, saisir, dans la province, toute publication sous le coup d'une ordonnance de censure émise en vertu de l'article 5 et l'apporter devant un juge des sessions ou un magistrat de district.

"Sur production d'un certificat, signé par le président ou le secrétaire du Bureau de censure, à l'effet que cette publication est sous le coup d'une telle ordonnance, le juge ou le magistrat en ordonne la confiscation et la destruction."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et M. Ross (Montréal-Verdun) trouvent exagérée la clause qui permet à tout agent de la paix de saisir sans mandat les publications frappées par une ordonnance de censure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On peut arrêter sans mandat tout délinquant pris sur le fait. On pourrait arrêter sans mandat un homme qui est en possession de morphine et on ne pourrait pas faire la même chose quand il s'agit d'un poison pour le cœur et l'esprit?

Il (l'honorable M. Duplessis) énumère de nombreux cas où des arrestations ou des saisies peuvent être opérées sans mandat. De plus, dans le cas des publications, dit-il, la saisie sans mandat ne peut se faire que dans le cas d'une publication déjà jugée immorale par le Bureau de censure.

L'article 9 est adopté.

Le comité étudie l'article 10, qui se lit comme suit:

"10. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quand la loi sera-t-elle proclamée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement a l'intention de mettre la loi en vigueur aussitôt que possible après l'adoption d'un arrêté en conseil du gouvernement. L'élaboration des programmes nécessaires pourrait nécessiter quelque temps.

Sans aucun doute, ceci représente un surcroît de travail pour les censeurs du cinéma. Il faudra probablement engager un personnel additionnel.

L'article 10 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 34 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 34 intitulé: "Loi concernant les publications et la morale publique" soit renvoyé de nouveau au comité plénier de la Chambre avec instructions de l'amender de façon à ne pas rendre coupables d'infraction les marchands qui reçoivent de bonne foi une publication dont le distributeur ne s'est pas conformé à la loi et de façon à ne pas permettre de saisie sans mandat."

La liberté, dit-il, ne doit pas être un vain mot. L'amendement vise à empêcher la police de procéder sans mandat à la saisie des publications sous le coup d'une ordonnance de la censure.

L'amendement est mis aux voix.

On appelle les députés.

(Pendant l'appel des députés, l'honorable M. Duplessis se lève "avec des coupures de journaux dans les mains".)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il annoncera d'ici peu une grande nouvelle au sujet des ressources de la Gaspésie, et que ce n'est pas relié à la découverte de pétrole. La semaine dernière, dit-il, les journaux rapportaient de source sûre la découverte d'importants gisements de pétrole en Gaspésie, mais ce n'est pas fondé.

Alors qu'il y a sans aucun doute du pétrole dans la péninsule de Gaspé, les quantités découvertes ne sont pas suffisantes pour garantir la vente de parts sur le marché.

La nature et l'étendue d'importants développements miniers seront divulguées à un moment approprié.

La Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup),

Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 73.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 73.

Contre: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 34 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 25 concernant les enquêtes sous la loi des compagnies de Québec;
- bill 33 annexant les cantons de Sagard et de Saguenay au district électoral de Charlevoix.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 21 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième et dix-huitième lignes du paragraphe "a" du sous-article "19", les mots: "à toute exploitation industrielle ou commerciale qui s'y trouve, l'énergie électrique dont elle a besoin pour son fonctionnement régulier et sa production normale" par les mots suivants:

"celle dont ont besoin l'industrie et le commerce dans le territoire de ce distributeur et, aux mêmes fins, ordonner à ce distributeur de relier ses réseaux à d'autres sources d'énergie électrique situées dans la province;"

b) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe "b", à la page 2, le mot "référé" par le mot "déréféré".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 22 concernant la juridiction de la Régie des transports et de la Régie des services publics relativement aux autobus et tramways, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est modifié en ajoutant, dans la neuvième ligne, à la page 2, immédiatement après les mots: "services publics", les mots suivants:

", et toute demande, en première instance ou en appel, se rapportant à l'une de ces juridictions, qui a été introduite avant l'entrée en vigueur de la présente loi devant la Régie des services publics, relève de la compétence de cette dernière."

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 27 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'expropriation, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en insérant, dans la dernière ligne, immédiatement après les mots "première ligne" les mots "du paragraphe d,".

2. L'article 3 est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du sous-article "1066f", le mot "réfère" par le mot "déréfère";

b) en remplaçant, à la page 2, dans la deuxième ligne du sous-article "1066f", le mot "référé" par le mot "déréféré".

Projets de loi:

Loi de la Régie provinciale de l'électricité

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 21 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Régie des transports et Régie des services publics

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 22 concernant la juridiction de la Régie des transports et de la Régie des services publics relativement aux autobus et tramways.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Code de procédure civile

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 27 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'expropriation.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Projets de loi:

Biens imposables à Shawinigan Falls

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 ratifiant le règlement no 585 de la cité de Shawinigan Falls, et une résolution en date du 10 janvier 1950 des

commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls dans le comté de Saint-Maurice, concernant l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Action Sociale Catholique

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 modifiant la loi constituant en corporation l'Action Sociale Catholique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Évêques catholiques romains

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 relatif à la constitution en corporation des évêques catholiques romains soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:

Quebec Pulp & Paper Company

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 1^{er} mars 1950, pour la production des documents suivants:

a) une copie de la lettre écrite par le ministre des Terres et Forêts ou l'un de ses fonctionnaires à M. Maurice Boulanger, en date du 4 avril 1949, et de la réponse de M. Boulanger, en date du 6 avril 1949, relativement à l'acquisition des biens de Quebec Pulp & Paper Corporation;

b) une copie du contrat intervenu, en date du 18 août 1949, entre M. Maurice Boulanger, syndic de la faillite de Quebec Pulp & Paper Corporation, et le gouvernement de la province (à l'exception de la désignation imprimée de l'actif acquis par le gouvernement);

c) une copie de tous chèques émis par le gouvernement relativement à l'acquisition desdits biens. (Document de la session no 19)

Seigneurie de Mingan

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 1^{er} mars 1950, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 10 mars 1949 jusqu'au 20 février 1950, en rapport avec l'acquisition de la seigneurie de Mingan ou la mise à exécution de la loi concernant la seigneurie de Mingan (13 George VI, chapitre 8). (Document de la session no 20)

Résidence officielle du lieutenant-gouverneur Spencer Wood - Bois-de-Coulonge

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 concernant le nom de la résidence officielle du lieutenant-gouverneur de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

En me levant pour demander à la Chambre d'approuver ce projet de loi, destiné à redonner au domaine seigneurial, qui est la résidence officielle du représentant du roi dans cette province, un souvenir très personnel me fait songer que l'un de mes prédécesseurs dans cette Chambre, comme représentant du comté de Montmagny, aurait bien aimé être à ma place aujourd'hui.

Lorsque, écolier au Petit Séminaire de Québec, je venais du haut de la galerie suivre les débats de la Chambre, je me rappelle que siégeait un homme dont le franc-parler, la nature chevaleresque et le patriotisme éclatant avaient fait l'une des personnalités les plus populaires de notre monde politique: Armand Lavergne⁶. Il ne perdait pas une occasion de proclamer en cette Chambre les droits imprescriptibles de la langue française, la protection de notre âme nationale et la conservation de nos vieilles traditions.

Le souvenir de celui qui dort maintenant sous les pins d'Arthabaska est encore bien vivant dans la mémoire de la population du comté de Montmagny. Tous ceux qui l'ont connu, qui l'ont aimé et qui ont livré avec lui les combats qu'il savait conduire avec tant de vigueur et de panache admettront facilement que le représentant actuel du comté de Montmagny reprend ici, dans cette Chambre, en présentant cette loi, la ligne de conduite patriotique que Lavergne avait tracée.

La Chambre me permettra de souligner un autre motif personnel qui m'incite avec encore plus

de force à présenter cette loi. J'ai été élevé dans une famille où Sa Majesté la langue française a toujours régné avec une particulière autorité. Celui dont je porte le nom⁷, fondateur de la Société du parler français au Canada, organisateur du premier congrès de la langue française en 1912, avait voué le meilleur de lui-même à la conservation et à la protection du doux parler qui nous conserve frères. En présentant cette loi, je reste donc dans la tradition familiale.

Le gouvernement actuel a multiplié les actes, les attitudes et les œuvres pour affirmer hautement, devant le reste du pays, devant le monde, le fait français en Amérique. Redonner à notre vieille province son vrai visage français a toujours été l'une des premières préoccupations du gouvernement de l'Union nationale. Il a toujours appuyé de toute manière les initiatives heureuses de nos sociétés nationales, historiques et patriotiques qui se vouent avec sincérité à la re francisation de notre chère province.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que nous sommes en terre d'Amérique le seul peuple de langue, de pensée et de culture françaises. Nous constituons, dans ce pays, sur ce continent, le seul gouvernement catholique et français. Nous avons, dans le Nouveau-Monde, une mission que la Providence nous a assignée: perpétuer ici les gestes de Dieu par les Français.

Notre pays a l'avantage exceptionnel et unique dans le Nouveau-Monde de posséder deux grandes cultures: la culture française et la culture anglaise. Tous les hommes publics, tous les hommes d'État ont souligné les avantages particuliers de cette heureuse dualité qui font du Canada un pays particulièrement fortuné. Pour que cette dualité existe, il est nécessaire que l'âme française de ceux qui sont groupés sur ce coin de terre canadienne puisse s'exprimer clairement et librement.

Est-il opportun d'ajouter que, au simple point de vue matériel, la province de Québec a tout intérêt à garder sur ce coin de terre toutes les caractéristiques qui en font une terre où la langue, la pensée et les traditions françaises sont conservées dans toute leur intégrité? C'est pour voir quelque chose de différent et d'unique au monde que les touristes affluent dans notre province chaque année; et nous perdriions cet apport matériel appréciable si nous laissions s'effacer les traits caractéristiques de notre visage français.

Sans doute, la préoccupation première des 60,000 colons français, abandonnés ici sur les bords du Saint-Laurent en 1760, a été de demeurer ce qu'ils étaient, de garder dans son intégrité l'incalculable

trésor de leur foi, de leur langue et de leurs traditions. Leur volonté farouche de vivre, de survivre comme peuple éclaire splendidement ces pages glorieuses des luttes livrées victorieusement pour assurer dans les faits, dans les hommes et dans les lois, la défense de l'âme française de notre peuple.

Les noms de nos rues, le caractère de nos monuments, le style de nos constructions doivent s'harmoniser dans toute la mesure du possible et des convenances avec la pensée collective, catholique et française de ceux que Dieu a groupés sur ce coin de terre canadienne. La propriété publique ne doit jamais ignorer les titres de noblesse qu'elle possède et il est du devoir des gouvernements de faire en sorte que rien ne s'oublie dans cette province dont la devise est "Je me souviens".

Parmi toutes les propriétés immobilières du gouvernement de la province, il en est peu qui soient plus en évidence que celle du lieutenant-gouverneur. C'est dans ce domaine que, depuis 1867, le roi est représenté parmi nous par un lieutenant-gouverneur canadien-français. Ce domaine, où le représentant du roi exerce, en son nom, une généreuse hospitalité, mérite de porter un nom qui mette de nouveau en lumière le miracle de notre survivance et fasse revivre les pages les plus pures de notre histoire.

Il faut admettre que le domaine du lieutenant-gouverneur de la province porte actuellement un nom, "Spencer Wood", auquel l'usage nous a peut-être habitués, mais qui sonne faux dans le ciel de Québec et qui n'est aucunement justifié par l'histoire même de ces lieux.

Ces bois enchanteurs ont en effet une histoire intéressante que vous me permettrez peut-être de rappeler brièvement parce qu'elle justifie pleinement la présente mesure législative.

La résidence actuelle du lieutenant-gouverneur de la province de Québec occupe à peu près le centre de l'ancienne châtellenie de Coulonge. Le 9 avril 1657, la terre de Coulonge fut érigée en fief de dignité par la Compagnie des Cent-Associés. Il faut souligner que c'était là un honneur rare et remarquable et que ce domaine était ainsi anobli en faveur de Louis d'Ailleboust⁸, ancien gouverneur de la Nouvelle-France, collaborateur de M. de Maisonneuve⁹, et alors directeur de la traite dans toute la colonie. L'original du parchemin du titre de cette érection est conservé parmi les trésors qu'on trouve aux archives du Petit Séminaire de Québec.

À la mort de Louis d'Ailleboust, la propriété passa aux mains de sa veuve, Marie-Barbe de Boillongne. À ce moment, Charles d'Ailleboust des

Muceaux, neveu de l'ancien gouverneur, réclama la moitié du fief et l'obtint. Le 5 juillet 1670, madame d'Ailleboust céda la moitié du fief dont elle avait hérité aux révérendes mères de la Miséricorde de Jésus qui venaient d'ériger l'Hôtel-Dieu de Québec. Le 2 octobre 1671, Charles d'Ailleboust des Muceaux vendait l'autre moitié à la même communauté.

Le 12 mai 1676, par un acte passé devant Romain Becquet, notaire, les sœurs de l'Hôtel-Dieu de Québec vendaient tout le fief de Coulonge au Séminaire de Québec. Le Séminaire garda le fief de Coulonge dans sa totalité durant plusieurs années, et ce n'est que 90 ans plus tard qu'il commença à céder des terres à des censitaires. Lors de la cession du pays à l'Angleterre, le fief de Coulonge est la propriété du Séminaire de Québec.

Le 11 avril 1766, le Séminaire concédait, par un acte passé devant Sanguinet, notaire, à MM. Antoine Olry et John Meyer, une portion considérable de ce fief, portion qui comprenait la propriété actuelle de Spencer Wood. Le 28 avril 1780, l'un des propriétaires, John Meyer, étant mort, la propriété est vendue sur un jugement de partage et licitation, à Samuel Holland. Holland conserva la portion de terrain située au nord du chemin Saint-Louis, là où se trouve aujourd'hui l'avenue qui porte son nom, et un certain M. Powell devint propriétaire des terrains donnant sur le fleuve, entre le ruisseau Saint-Denis et le fief Saint-Michel, soit le domaine actuellement occupé par le lieutenant-gouverneur de la province.

Le 31 octobre 1796, cette propriété, qui était le centre du fief de Coulonge, fut vendue à Patrick Beatson. Disons que dès ce moment, les acquéreurs d'origine anglaise de la propriété s'étaient déjà débarrassés de son nom français et que l'endroit y était indiqué sous le nom de "Powell Place".

Le 7 novembre 1801, les héritiers Beatson vendaient ce domaine à François Le Houillier, marchand fumeur, de Québec. C'est durant le temps que Le Houillier était propriétaire de ce domaine que Sir James Craig, gouverneur du Canada, vint parfois habiter comme locataire ce splendide manoir.

Le 3 avril 1811, Le Houillier vendit à Michael Henry Perceval tout ce domaine. Ce nouveau propriétaire avait comme parrain et protecteur un homme d'État anglais qui était chancelier de l'Échiquier, qui fut premier ministre de la Grande-Bretagne et qui fut assassiné le 11 mai 1812: c'était l'honorable Spencer Perceval¹⁰. En souvenir et en hommage à cet homme d'État anglais, Michael Henry Perceval baptisa le domaine qu'il avait acheté du nom de Spence. De sorte que ce nom

de Spencer Wood est tiré d'un sentiment de reconnaissance peut-être très louable, mais assurément très personnel d'un citoyen anglais propriétaire de ce domaine, envers un homme d'État anglais qui n'est jamais venu au pays et qui, apparemment, ne s'y est jamais intéressé.

Le 18 mai 1835, Henry Atkinson acheta la propriété des héritiers Perceval. En 1852 et en 1854, le domaine passa entre les mains du gouvernement de la province du Canada. Et enfin ce domaine a été cédé à la province de Québec par le gouvernement du Canada, en vertu d'un ordre en conseil en date du 29 avril 1870. Lord Elgin, Sir Edmund Head, les gouverneurs Monck, Lisgar et Dufferin l'ont occupé successivement jusqu'en 1867, l'année de la Confédération.

Le manoir actuel a été construit durant les années 1862 et 1863. Depuis l'acte de la Confédération, l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, tous les lieutenants-gouverneurs de la province de Québec ont eu à cet endroit leur résidence habituelle. Érigé en fief noble alors que le roi de France était le roi du Canada, un ancien gouverneur français y a vécu. Sous le régime anglais, le fief de Coulonge devint la résidence des gouverneurs généraux que l'Angleterre envoie ici pour y administrer sa nouvelle colonie. Depuis la Confédération, la France semble y être revenue et nos lieutenants-gouverneurs y font revivre les traditions et le charme de l'hospitalité canadienne-française.

Est-il nécessaire d'ajouter que ce domaine est situé au sud-ouest de la cascade du ruisseau Saint-Denis. "C'est là, écrit Ernest Gagnon, que les soldats de Wolfe escaladèrent la falaise du Saint-Laurent pour venir se ranger en bataille sur les plaines d'Abraham au matin du 13 septembre 1759. C'est à peu de distance vers l'est que le frère Liégeois, dont les restes reposent dans la chapelle du monastère des Ursulines, fut massacré par les Iroquois le 29 mai 1655, et c'est sur la colline de Sillery, voisine de Coulonge, qu'expira, dans la nuit du 11 au 12 mai 1646, le père Massé, le compagnon de jeu de Brébeuf."

Que ce soit avant 1760, que ce soit avant 1867 ou sous la Confédération, les maîtres des destinées québécoises se sont rencontrés dans ce domaine pour y discuter des problèmes de notre survivance. Les allées discrètes qui se déroulent entre les grands chênes ont dû entendre bien souvent ceux-là qui étaient investis de l'autorité réveiller les échos de ces lieux enchanteurs de la rumeur de leurs accents et de leurs débats.

Des pages glorieuses de l'histoire de notre civilisation naissante chantent sous les grands arbres

du bois de Coulonge. Ernest Gagnon peut écrire avec vérité: "L'histoire, la légende, l'anecdote familière aux érudits surgissent à chaque pas dans ce domaine; au sommet de la falaise jadis commise à la garde de Douglas et de Vergor, aux détours des allées du grand parc où Lady Head promenait sa douleur inconsolée, sous les rameaux des chênes séculaires qui rappellent la forêt primitive, dans la blanche chapelle, les vastes salons, la serre odorante du château."

Les origines de cette terre prédestinée établissent clairement que le nom de Spencer Wood ne convient pas à un domaine si riche en histoire. Il ne se rattache à rien de ce qui est nôtre. Il est de plus décent que la résidence du représentant de Sa Majesté dans la province de Québec, qui est peut-être le seul endroit où Sa Majesté très britannique a comme représentant un Canadien de descendance, de langue et de pensée française, il est décent que cette résidence soit désignée dans la langue de ce représentant qui est également celle de l'immense majorité de ceux qui peuplent cette province.

Le nom de Bois-de-Coulonge rappellera que notre histoire remonte plus loin que 1760 et que les fils de Champlain, de Cartier, de Maisonneuve et de Montcalm veulent toujours exprimer leur loyauté à la Couronne britannique en logeant son représentant à la française.

Le Bois-de-Coulonge fera revivre une époque qui justifie notre fierté nationale et révèle les titres de noblesse de nos origines françaises. Il réaffirmera qu'au pays du Québec, les grands faits de notre histoire doivent toujours être présents à notre mémoire et que la terre qui a tremblé sous le choc des armées d'où est sortie notre destinée, qui a recueilli le sang de nos martyrs, qui a été témoin de notre indéfectible résistance, garde sa physionomie française.

Le chef des Canadiens français, le premier ministre actuel, se dresse de toute sa hauteur de l'œuvre immense qu'il a déjà accomplie pour les siens. Il domine l'heure que nous vivons de sa claire vision des problèmes actuels, de son amour des siens, de sa province, et de son pays, d'un geste sûr et irrésistible, il indique les voies de l'avenir.

Le gouvernement de l'Union nationale, après avoir posé les gestes nécessaires et accompli des réalisations fécondes spécialement dans la formation de la jeunesse, se doit de faire en sorte que la province de Québec garde en tous points une attitude officielle qui rappelle son histoire héroïque et les caractères distinctifs du peuple qui l'habite. La négligence et l'impéritie ont laissé se placer sur le visage de la province des diachylons qui le défigurent.

Il est nécessaire de les arracher. Il est urgent de nous montrer à tous tels que nous sommes: différents des autres. La présente mesure s'ajoute à bien d'autres gestes posés par le gouvernement de l'Union nationale, qui ont contribué à aider efficacement l'œuvre importante de la refrancisation. Il me semble qu'en votant cette loi, nous obéirons de nouveau à la voix du pays de Québec que Louis Hémon a immortalisée en termes que tous connaissent.

(Applaudissements)¹¹

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) félicite le député de Montmagny de son discours.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Marler) approuve la décision du gouvernement de changer en "Bois-de-Coulonge" le nom de "Spencer Wood". Il est parfaitement normal et naturel, dit-il, que dans une province comme la nôtre, où la grande majorité de la population est d'origine française, la résidence officielle du lieutenant-gouverneur porte un nom français. Les remarques du ministre indiquent assez clairement les raisons pour lesquelles nous devons approuver la décision de changer le nom de Spencer Wood.

Je dois dire cependant que c'est un peu avec regret que je vois disparaître le nom de Spencer Wood, non pas que je conserve un intérêt particulier pour l'honorable Spencer Perceval, mais plutôt parce que, dans mon esprit comme dans l'esprit de beaucoup de personnes, ce nom de Spencer Wood évoque le souvenir de lieutenants-gouverneurs canadiens-français d'une courtoisie essentiellement québécoise.

Dans ma vie politique, j'ai eu plusieurs occasions d'aller à Spencer Wood, et l'impression très vive que j'en conserve est celle d'une courtoisie impeccable, d'une courtoisie vraiment québécoise qui a toujours marqué les réceptions dont on y était l'objet. J'admets cependant que l'idée qui a inspiré la présentation de ce projet est parfaitement légitime et c'est pour cette raison que je voterai en faveur de ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote à cause de la portée de ce bill historique¹².

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham,

Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Groulx, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Leclerc, Lesage, Lévesque, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 6 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 6 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Groulx, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Leclerc, Lesage, Lévesque, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 6 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de drainage

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 30 concernant le paiement de certains travaux de drainage.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose:

1. Que la loi du drainage (Statuts refondus, 1941, chapitre 112) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 44, le suivant:

"44a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la Voirie ou le ministre des Travaux publics à exécuter les travaux relevant du gouvernement de la province en vertu de tout projet de construction de drainage.

"Les dépenses encourues à ces fins sont payées à même le fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence de deux millions de dollars."

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

De 1937 à 1939, il s'est fait des travaux de drainage pour \$16,992 dans la province et \$2,560,000 en cinq ans par les libéraux. Le creusage des cours d'eau au bénéfice de l'agriculture entraîne nécessairement la construction de certains chemins, ponceaux et la réfection de travaux d'égouttement; c'est la même chose pour les travaux publics, dans le domaine des ponts. On ne peut donc pas prévoir ce que coûteront ces travaux avant la saison; mais on sait qu'il y en aura. Ce sont les travaux visés par le bill. Or, les mandats spéciaux sont pour les cas imprévus; dans notre cas, ce n'est donc pas de l'imprévu. Quant au mandat spécial, il est adopté en dehors de la Chambre, ce qui n'est pas démocratique; nous voulons plutôt l'approbation de la Chambre. Nous avons l'intention de procéder par arrêtés

ministériels, arrêtés ministériels que nous produirons, si désiré, à la demande de l'opposition.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On ne peut évidemment pas prévoir à la cent quelles seront les dépenses. Mais il est facile de prévoir à peu près quel sera le montant nécessaire. Si l'on manque de fonds, là, le budget supplémentaire est tout désigné au lieu de le prendre au fonds consolidé.

Si nous continuons ainsi à accorder des mandats en blanc au gouvernement, nous arriverons bientôt au jour où le vote du budget ne sera plus qu'une simple formalité. On votera les sommes nécessaires au service civil, et tout sera fini. Il s'agit d'un mauvais principe que le gouvernement suit tout le temps. La majorité des lois qu'il présente comportent des dispositions lui permettant de dépenser sans mandat des sommes illimitées ou souvent considérables. On ne devrait pas aller au fonds consolidé, mais plutôt recourir aux mandats spéciaux ou au budget supplémentaire. On permettrait par là à l'opposition de scruter les travaux et les dépenses du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition est traditionnellement contradictoire. Il réclame que l'on consulte les députés; c'est précisément ce que nous faisons en proposant cette loi. Le drainage, sous les libéraux, était toujours mené à bâtons rompus et sans ligne de conduite définie. C'est exactement le contraire que fait le gouvernement de l'Union nationale. Il a un plan défini suivant lequel il procède, toujours soumis au contrôle de la Chambre. Le drainage est un travail plus compliqué qu'il faut prévoir à dépenser et il existe une foule d'aléas dont il faut tenir compte. Le chef de l'opposition s'oppose à la politique du drainage du gouvernement uniquement pour plaire à son parti qui n'a jamais été pour le drainage.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Sans doute, il faut un plan directeur pour les travaux de drainage dans la province et, justement, pour cette raison, on sait à l'avance les travaux à faire et le montant d'argent qu'il faut prévoir à dépenser et l'inclure dans le budget annuel. Je crois que nous devons maintenir le système des crédits budgétaires. Je suis en faveur du drainage, mais je n'approuve pas la façon dont le gouvernement demande des crédits de \$2,000,000, sans explications.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Les résolutions relatives au bill 30 intitulé: Loi concernant le paiement de certains travaux de drainage" soient renvoyées de nouveau au comité plénier de cette Chambre avec instructions de les modifier de façon que les dépenses encourues pour les fins y mentionnées soient payables sur les deniers votés annuellement à ces fins par la Législature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il affecte la destination de fonds publics, ce qui ne peut se faire que sur l'instigation d'un ministre et sur autorisation préalable du lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que les Orateurs précédents et lui-même ont déjà décidé à plusieurs reprises que de semblables amendements comportent des dépenses d'argent et qu'ils ne peuvent être proposés que par un ministre de la couronne et sur recommandation du lieutenant-gouverneur, et il rejette en conséquence le présent amendement, comme étant irrégulier et contraire au Règlement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau,

Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 74.

Contre: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon Ross, 8.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte comme dans le cas du vote précédent.

Les résolutions relatives au bill 30 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 concernant le paiement de certains travaux de drainage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 30 sans l'amender.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Problème du logement

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 36 favorisant le règlement du problème du logement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

C'est une mesure qui complète l'action du gouvernement dans ce domaine si important. La législation adoptée par l'Union nationale pour l'habitation s'est avérée la plus efficace qu'il soit permis d'espérer. Avec ce nouveau projet de loi complémentaire, le gouvernement veut se faire autoriser à conclure des ententes avec le fédéral ou tout organisme dépendant d'Ottawa et avec les corporations municipales dans le but de résoudre la crise du logement. La crise du logement n'est pas particulière à la province de Québec. Elle existe partout, même aux États-Unis, le pays le plus riche au monde. Nous avons rencontré l'honorable Winters, ministre fédéral de la Reconstruction, et le directeur de la Société centrale d'hypothèque qui s'occupe du plan d'ensemble. Nous avons discuté avec les représentants fédéraux en présence des membres de l'Office du crédit agricole, et le projet de loi soumis est l'aboutissement de ces pourparlers.

Il faudra déterminer la part des coûts assumés par Ottawa, par la province et par les municipalités. Nous sommes satisfaits que les obligations et les responsabilités ne soient pas les mêmes pour chaque partie. Nous verrons ce qu'en pense Ottawa et si nous considérons que c'est un point de vue juste. Il (l'honorable M. Duplessis) espère obtenir une entente amicale avec Ottawa à l'égard de la participation du fédéral, de la province et des municipalités dans un projet d'habitation pour les travailleurs à faibles revenus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) approuve la première partie de projet de loi. Il est évident, dit-il, que la collaboration des deux gouvernements est nécessaire. C'est le seul moyen pour favoriser la construction de logements à prix modiques dont les grands centres urbains ont un grand besoin.

Il (M. Marler) s'oppose à la seconde partie du bill qui vise à autoriser les municipalités à faire presque n'importe quoi pour collaborer avec le gouvernement dans le domaine du logement, et cela, sur simple résolution.

Le bill, dit-il, ne détermine pas les sommes que le gouvernement pourra dépenser pour la réalisation des ententes fédérales-provinciales. C'est un mandat en blanc parce que le gouvernement ne peut prévoir à l'avance ce qu'il dépensera.

Le bill donne aussi une trop grande latitude aux municipalités pour collaborer avec le gouvernement dans ce domaine. Les contribuables devraient être protégés au point de vue des dépenses et des emprunts à faire, suivant les moyens ordinaires

prévus par les lois régissant les municipalités. Les ententes conclues par les municipalités avec le gouvernement, à tout le moins, les dépenses et les emprunts qu'elles feront en fonction de ces ententes, devraient être soumises à l'approbation des contribuables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition n'est jamais content. Il se contredit souvent dans ses critiques des projets législatifs du gouvernement. Quand nous inscrivons un montant dans la loi, il dit que nous devrions payer le capital au lieu des intérêts. Quand nous ne mettons pas de montant, il prétend que nous dépensons trop. Quand donc sera-t-il satisfait?

Dans le fond, le chef de l'opposition n'aime pas cela que le gouvernement provincial parle de coopérer avec Ottawa. Il aimerait mieux pouvoir dire le contraire. Je comprends que le chef de l'opposition n'a pas d'habitation solide.

Dans un problème comme celui de l'habitation, il ne peut être question de lésiner. C'est l'intention de mon gouvernement de faire tout ce qu'il est possible de faire pour régler le problème du logement, mais il est impossible, à l'heure actuelle, de fixer un montant parce que le gouvernement ne peut prévoir encore les ententes qu'il conclura avec le fédéral ou les municipalités.

Nous sommes disposés à coopérer avec toute personne voulant contribuer à trouver une solution au problème de l'habitation. Ce problème est aggravé par la pénurie de matériel et de main-d'œuvre. Le ministre du Travail a bien agi en créant des centres de formation où les jeunes hommes reçoivent une formation comme techniciens en bâtiment. Le projet de loi demande seulement que nous soyons capables d'aider, parce que nous ne pouvons pas nous présenter devant le fédéral les mains liées.

En entrant dans une convention tripartite, la province apportera une aide supplémentaire au problème. Le gouvernement a déjà présenté une législation, adoptée en troisième lecture, visant à fournir la somme supplémentaire de \$5,000,000 pour financer les constructeurs d'habitations familiales.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce qui est réellement nécessaire à la résolution du problème, c'est un projet d'habitation à loyers modiques pour les milliers de personnes qui ne peuvent même pas verser le montant initial nécessaire à la construction de leur propre maison. Je suggère au gouvernement l'idée de construire lui-même des logis à prix modique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose à ce plan qui ne réglerait rien et ne serait pas conforme à la mentalité de la province de Québec. Il est contre le fait que le gouvernement du Québec entre dans le marché de l'immobilier en construisant des logements qui se loueraient facilement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce serait un excellent moyen d'aider ceux qui n'ont pas les moyens de se construire eux-mêmes. Cette idée a été appliquée avec succès à New York.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'on est plus avancé dans la province de Québec que dans la métropole américaine. Ces immenses maisons à logements ne nous conviennent pas et elles sont un danger pour la morale. Le meilleur, c'est la maison à deux logements, comme à Trois-Rivières. Cela évite de faire de la spéculation et d'empêcher que l'argent aille à des personnes autres que celles qui veulent bâtir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose: Que les dépenses encourues par le gouvernement de la province pour les fins de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division. La résolution relative au bill 36 est agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 favorisant le règlement du problème du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 36 sans l'amender.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande de renvoyer à la prochaine séance la lecture finale du bill.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Santé publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 1^{er} mars 1950, demandant la production d'une copie de toutes ententes conclues avec le gouvernement fédéral ou l'un de ses ministres ou fonctionnaires ou avec toute corporation municipale ou l'un de ses fonctionnaires et le gouvernement de cette province ou l'un de ses ministres ou fonctionnaires, touchant la santé publique et en vertu de la loi 13 George VI, chapitre 16, du 1^{er} avril 1948 au 15 février 1950 inclusivement. (Document de la session no 21)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. La loi du cadenas est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste.

2. *Le Devoir* du 8 mars 1950, à la page 2, rapporte que le député indépendant de Montréal-Sainte-Anne, M. Hanley, "s'est modestement retiré au moment du vote". *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 23, avance pour sa part que M. Hanley s'est "abstenu" lors du vote enregistré.

3. Téléphore-Damien Bouchard (1881-1962), député libéral de Saint-Hyacinthe de 1912 à 1919 et de 1923 à 1944, est depuis longtemps un adversaire de l'Union nationale. Il occupa de nombreuses fonctions dans les cabinets Taschereau et Godbout, notamment celle de ministre de la Voirie de 1939 à 1944. Il fut également maire de Saint-Hyacinthe de 1917 à 1930 et de 1932 à 1944, sénateur libéral de la division des Laurentides aux Communes de 1944 à 1962.

4. *L'Action catholique* du 8 mars 1950, à la page 19, rapporte que M. Matte (Québec-Est) revient à son siège juste à temps pour le vote.

5. L'honorable M. Duplessis fait probablement allusion au quotidien *Le Devoir*, pour lequel Alexis Gagnon travailla de 1930 à 1942.

6. Armand Lavergne (1880-1935), homme politique nationaliste. Il participa avec Olivar Asselin à la fondation de la Ligue nationaliste en 1903. Député libéral de Montmagny à la Chambre des communes de 1904 à 1907. Exclu du Parti libéral par Wilfrid Laurier en 1907, il quitta son siège aux Communes pour siéger en tant que député nationaliste à l'Assemblée législative de 1908 à 1916 aux côtés de Henri Bourassa. Député conservateur à la Chambre des communes dans Montmagny de 1930 à son décès.

7. L'honorable M. Rivard fait allusion à son père, le juge Adjutor Rivard (1868-1945), avocat et linguiste. En 1902, il fut cofondateur et secrétaire (1902-1912) de la Société du parler français au Canada. Cofondateur (1907) du journal *L'Action sociale Catholique*. Juge à la Cour d'appel de la province de Québec (1921-1942), bâtonnier du Barreau de la province de Québec (1919), docteur en lettres de

l'Université Laval (1910), il est l'auteur de nombreux ouvrages de linguistique durant sa carrière.

8. Louis d'Ailleboust de Coulonge et d'Argentenay (1612-1660), ingénieur, militaire et administrateur colonial. Né en France, il arriva en Nouvelle-France en 1643 avec des renforts pour le poste de Ville-Marie, harcelé par les Iroquois. En l'absence de M. de Maisonneuve, c'est lui qui administra la colonie montréalaise (1645-1647). En 1648, il devint gouverneur de la Nouvelle-France et concentra ses efforts à protéger la colonie des attaques iroquoises incessantes. À la fin de son mandat en 1651, il se retira sur sa terre de Coulonge - élevée en fief quelques années plus tard - située à une lieue de Québec, et travailla à la mettre en valeur. Il participa encore à l'administration de la colonie de diverses manières, notamment en devenant gouverneur intérimaire de la Nouvelle-France en 1657-1658.

9. Paul de Chomedey de Maisonneuve (1612-1676) est l'un des fondateurs de Ville-Marie en 1642, ainsi que le premier gouverneur de ce poste.

10. Spencer Perceval (1762-1812), homme d'État anglais. Premier ministre du Royaume-Uni de 1809 à 1812.

11. *L'Événement-Journal* du 8 mars 1950, à la page 1, rapporte qu'un grand nombre de ministres et de députés vont serrer la main de l'honorable M. Rivard à ce moment.

12. *Le Devoir* du 8 mars 1950, à la page 7, rapporte que M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) n'est pas à son siège au moment de ce vote.

Séance du mercredi 8 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 164 concernant la succession de Joseph Quintal et celle de son épouse;
 - bill 101 constituant en corporation l'hôpital Maisonneuve;
 - bill 148 pour libérer le lot no 217 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et ses subdivisions de certaines servitudes enregistrées.
- Et, sans amendement, le bill suivant:
- bill 182 concernant la substitution de Paul Olivier et son épouse.

Projets de loi:

**Hôpital
Maisonneuve**

M. Gatien (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 constituant en corporation l'hôpital Maisonneuve.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sault-au-Récollet

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 pour libérer le lot no 217 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et ses subdivisions de certaines servitudes enregistrées.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession de Joseph Quintal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 164 concernant la succession de Joseph Quintal et celle de son épouse.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 164 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Substitution de Paul Olivier

M. Bélanger (Bellechasse) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 concernant la substitution de Paul Olivier et son épouse.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 182 sans l'amender.

M. Bélanger (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 102 modifiant la charte de la ville d'Asbestos;

- bill 106 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval;

- bill 137 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 104 modifiant la charte de la cité de Beauharnois.

Projets de loi:

Charte de Plage-Laval

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Lambert

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 137 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 modifiant la charte de la cité de Beauharnois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Asbestos

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Goudreau (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporations municipales et scolaires

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 modifiant la loi de la chasse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du régime des eaux courantes

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 modifiant la loi du régime des eaux courantes, relativement à l'acquisition de terrains et servitudes pour l'installation de lignes électriques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Eugène Fiset, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1950, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 8 mars 1950
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
J'attendrai le budget avant de discuter ce budget supplémentaire, comme c'est habituellement la tradition'.

Adopté.

Subsides:

Budget supplémentaire 1949-1950

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole du Québec - salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-dix-neuf mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille trois cent vingt-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de réforme et d'industrie (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté "Pour faciliter l'établissement des jeunes (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique de Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux: construction de camps - dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche: construction de cabines - dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts et garages: matériaux, outillage et gages (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions de chemins de mines - dépenses en immobilisations (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions d'entrepôts - dépenses en immobilisations (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale - salaires (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments,

médicaments et vêtements (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Asiles d'aliénés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maladies vénériennes (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

50. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts - routes, réparations et entretien: construction de ponts en bois (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Prévention des incendies (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents - dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs - Bureau du revenu (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité de revision des lois d'assurance - Bureau des assurances (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins, y compris les chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1950.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions sont lues et agréées.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1949-1950

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1950, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$7,989,525.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité est lue et agréée.

Projets de loi:

Loi des subsides No 1, 1950

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1950, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code du notariat

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 227 modifiant le Code du notariat.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du contrôle du revenu

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 modifiant la loi du contrôle du revenu.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la division territoriale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 modifiant la loi de la division territoriale.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du Barreau

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 modifiant la loi du Barreau.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 modifiant la loi de l'instruction publique.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 modifiant la loi de la Régie des transports.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Immeubles du Parthénon, Sherbrooke

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 déclarant non imposables les immeubles du Parthénon à Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Maîtres électriciens

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 des maîtres électriciens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La compagnie d'assurance mutuelle des Drive Yourself

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 constituant en corporation La compagnie d'assurance mutuelle des Drive Yourself, Drive Yourself Mutual Insurance Co., soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 constituant en corporation la ville de Hauterive soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Mesureurs de bois

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 des mesureurs de bois

licenciés de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Rougier Frères et Trust Général du Canada

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 concernant Rougier Frères et Trust Général du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Banque d'Épargne de Montréal

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 confirmant les titres de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal à certaines ruelles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Courville

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 modifiant la charte de la ville de Courville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Dorval

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 refondant la charte de la ville de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Laurent

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Amos

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 concernant la ville d'Amos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Lavolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 modifiant la charte de la ville de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Thetford Mines

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant la charte de la cité de Thetford-les-Mines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Demandes de documents:

Seigneurie de Mingan

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

a) une copie de toute correspondance, télégramme ou mémoire, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres ou fonctionnaires, et toute personne, société ou corporation, du 1^{er} janvier 1948 jusqu'au 20 février 1950, en rapport avec l'acquisition ou l'expropriation de la seigneurie de Mingan;

b) une copie de tout contrat intervenu entre le gouvernement de cette province, aucun de ses

ministres ou fonctionnaires, et toute personne, société ou corporation, depuis le 10 mars 1949 jusqu'au 20 février 1950, relativement à l'acquisition de ladite seigneurie.

Adopté.

Demande et dépôt de documents:

Jos. Simard

M. Lévesque (Gaspé-Nord) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de l'arrêté ministériel no 1401, en date d'avril 1945, concernant la démission ou le renvoi de M. Jos. Simard, de l'Anse-Sainte-Anne-des-Monts, comme inspecteur du service forestier de la province.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 22)

Demandes de documents:

Jos. Simard

M. Lévesque (Gaspé-Nord) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de toute correspondance, télégramme, affidavit ou mémoire échangés, du 1^{er} janvier 1948 à date, entre M. Jos. Simard, de l'Anse-Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord, et le gouvernement de la province, l'un de ses ministres ou fonctionnaires, et toute autre personne, relativement à la démission ou au renvoi de M. Jos. Simard, de l'Anse-Sainte-Anne-des-Monts, comme inspecteur du service forestier de la province.

Adopté.

Travaux de drainage dans divers comtés

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec, et toute personne, société ou corporation, relativement à l'exécution de travaux de drainage ci-après définis:

a) dans le comté de Missisquoi, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil no 1276, du 17 novembre 1949;

b) dans les comtés de Napierville et Saint-Jean, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil no 1028, du 14 septembre 1949;

c) dans les comtés de Missisquoi, Iberville, Témiscamingue et Abitibi, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil no 957, du 31 août 1949.

Adopté.

Loi de l'impôt sur les corporations

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels, adoptés depuis le 10 mai 1947 jusqu'au 1^{er} mars 1950 inclusivement, se rapportant à la loi de l'impôt sur les corporations (11 George VI, chapitre 33).

Emprunts par émission d'obligations

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés en conseil adoptés depuis le 2 février 1949, inclusivement, jusqu'au 15 février 1950 inclusivement, concernant des emprunts de la province par émission d'obligations, de tous contrats ou ententes conclus par le gouvernement de la province relativement à tels emprunts pendant telle période, et de tous certificats émis par l'auditeur de la province en rapport avec ces emprunts.

Adopté.

Pont de Québec

M. Lévesque (Gaspé-Nord) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1948 jusqu'au 15 février 1950, inclusivement, relativement à la construction d'une deuxième voie carrossable sur le pont de Québec ainsi qu'aux chemins et autres travaux d'approches, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Travaux de drainage Petite Rivière Saint-Lambert

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, relativement aux travaux de drainage exécutés à l'entreprise dans la Petite Rivière Saint-Lambert, ses affluents et ses branches, située principalement dans le comté de Chambly, depuis le 1^{er} janvier 1947 jusqu'au 15 février 1950:

- a) copie des plans et profils relatifs aux projets;
- b) copie de toutes soumissions reçues;
- c) copie de toutes ententes, conventions supplémentaires et annexes au contrat du 4 juin 1948 entre l'entrepreneur Ulysse Sainte-Marie et le ministère de l'Agriculture;
- d) copie de tous estimés progressifs;
- e) un état indiquant la dépense encourue au 15 février 1950 pour lesdits travaux, le solde dû à cette même date aux entrepreneurs et l'estimé des travaux à être encore exécutés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) n'a aucune objection à donner copie des contrats, estimés, soumissions et état des dépenses encourues, mais il n'est pas raisonnable de demander également les plans et profils. Ça ne s'est jamais fait, dit-il. Si l'on veut d'autres renseignements, qu'on les demande au ministère ou bien que l'on convoque le comité des comptes publics. Mais on ne peut pas nous demander de faire copier les plans. C'est une chose qui n'a pas de bon sens.

M. Dupré (Verchères) insiste en disant qu'il a besoin des plans et profils pour déterminer si les contrats ont été bien exécutés et si le prix payé est raisonnable.

La motion est adoptée, moins le paragraphe "a" qui est supprimé.

Pensions de vieillesse

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre:

- a) une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1949, relativement à l'augmentation des pensions de vieillesse;

- b) une copie de toute correspondance, télégramme, mémoire, etc., échangés à ce sujet, depuis le 1^{er} janvier 1949, entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral;

- c) une copie de toute entente intervenue à ce sujet, depuis le 1^{er} janvier 1949, entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral.

Adopté.

Assistance publique et tuberculose

M. Groulx (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

- a) les noms des institutions ou autres établissements auxquels des octrois ont été accordés ou promis par le gouvernement de la province, aucun de ses ministres ou fonctionnaires, depuis le 1^{er} avril 1945 jusqu'au 28 février 1950, en vertu de la loi de l'assistance publique et de la loi pour combattre la tuberculose;

- b) le montant total de l'octroi promis dans chaque cas;

- c) le montant total payé à date dans chaque cas;

- d) la date de l'expiration de l'octroi dans chaque cas.

Adopté.

Construction d'écoles

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état indiquant:

- a) les noms des personnes ou corporations auxquelles des octrois pour la construction d'écoles ont été accordés ou promis par le gouvernement de la province, aucun de ses ministres ou fonctionnaires, depuis le 17 avril 1946 jusqu'au 28 février 1950;

- b) le montant total de l'octroi promis dans chaque cas;

- c) le montant total payé à date dans chaque cas;

- d) la date de l'expiration de l'octroi dans chaque cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) n'a pas d'objection à donner tous ces renseignements pour l'année qui vient de s'écouler, mais il n'est pas raisonnable de remonter jusqu'à 1946.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je m'oppose au système adopté par le gouvernement pour distribuer ses octrois aux commissions scolaires. Le gouvernement accorde des octrois répartis sur un certain nombre d'années, avec la conséquence que les commissions scolaires sont obligées de faire elles-mêmes les emprunts avant la réalisation complète de la subvention et de payer ainsi des intérêts sur les promesses du gouvernement. C'est une cause d'ennuis considérables et une source de dépenses que l'on tarirait si la province payait immédiatement ses octrois comptant au lieu de les échelonner sur plusieurs années. De plus, les promesses d'octrois devraient être inscrites dans les *Comptes publics*, de façon à montrer le véritable état financier de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne pouvons pas accepter la motion à partir de 1946. Les employés de la province ont autre chose à faire que de copier les documents, d'autant plus que ces renseignements ont déjà été fournis publiquement par la voix des journaux. Ce que l'opposition demande, elle peut d'ailleurs le trouver dans les *Comptes publics*. Il y a 1,800 corporations scolaires dans la province. Depuis 1946, il y a eu peut-être quatre ou cinq octrois en moyenne pour chaque corporation scolaire. On peut inférer de ce chiffre ce que peut représenter de travail une motion comme celle qui présente le député. La session n'a pas été convoquée pour que des employés soient appelés à faire des copies de tous ces documents pour l'opposition. Ce serait paralyser l'administration. Nous sommes prêts à tout donner pour la dernière année, mais pas à remonter jusqu'à 1946.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'étonne de l'attitude du premier ministre sur cette question. Nous demandons seulement la liste des octrois pour construction d'écoles, dit-il, et je ne puis concevoir que ce soit impossible de nous la donner. D'ailleurs, le premier ministre, l'an dernier, au cours d'une conférence de presse, a cité des chiffres là-dessus. Il les connaissait, donc.

Il y a un important principe en cause qui touche l'administration du fonds de l'éducation. La manière dont les Bourses sont remises sur une base individuelle indique, en fait, que c'était actuellement très coûteux pour les conseils scolaires et les commissions scolaires. Il (M. Marler) parle du cas de la commission scolaire de Cross Point, en Gaspésie, où un emprunt de \$14,000 fut contracté avec la promesse d'un octroi de \$10,000 payable en deux versements annuels.

La politique du gouvernement dans ce domaine, dit-il, en est une de promesses. Nous avons droit de nous renseigner sur la véritable situation dans le domaine des octrois scolaires.

Le prospectus du trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon), en date de février 1950, mentionne que le gouvernement aurait promis des octrois pour \$24,000,000, dont \$13,000,000 devront être payés dans une période de trois ans. Nous avons le droit d'avoir ces renseignements. Les promesses d'octrois faites par le ministre sans le consentement de la Chambre n'ont pas force de loi, mais elles engagent la responsabilité morale du gouvernement.

Je suis d'avis que le secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) n'a pas l'autorité législative nécessaire pour accorder des octrois échelonnés de cette façon sur plusieurs années. Le gouvernement, avec ses énormes revenus, a les moyens de payer comptant les octrois qu'il promet aux commissions scolaires.

Nous avons présenté la même motion l'an dernier; la motion a été accordée par la Chambre et nous n'avons pas eu les documents². Nous demandons de remonter à 1946 parce que c'est cette année-là que le gouvernement a assumé les dettes des commissions scolaires (par) l'adoption des lois d'aide à l'éducation. Depuis lors, si mes renseignements sont exacts, les commissions scolaires auraient emprunté environ \$34,000,000³ sur lesquels le gouvernement a promis de payer \$24,000,000. Si le gouvernement avait donné les octrois comptant à même le fonds d'éducation comme il pouvait le faire, la dette scolaire serait beaucoup moindre.

On voit en quelle meilleure position se trouveraient les commissions scolaires si le gouvernement avait payé ses octrois au lieu de faire des promesses. La dette des commissions scolaires ne serait que de \$9,000,000 au lieu de \$34,000,000.

Nous avons donc raison d'insister pour obtenir les renseignements mentionnés dans la motion du député de Verdun. C'est la seule façon pour nous de juger la politique du gouvernement dans ce domaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition est en contradiction avec lui-même. D'un même souffle il déclare que nous ne voulons pas donner de renseignements et il cite un compte rendu de journal dans lequel nous donnons justement les renseignements qu'il demande. Nous n'avons pas d'objection à donner des renseignements à l'opposition, mais il faut qu'elle soit raisonnable. Ce

qu'elle demande, elle peut le trouver dans les *Comptes publics* et dans les rapports des divers départements.

Mais nous ne paralyserons pas l'administration pour faire copier par des douzaines d'employés des renseignements qui remontent à plusieurs années en arrière et qu'on peut obtenir plus facilement en consultant les *Comptes publics* et autres documents officiels. Je trouve que cela n'est pas raisonnable. On admettra que nous coopérons avec l'opposition. Nous lui avons donné un personnel quatre fois plus nombreux que celui que nous avions dans mon temps quand nous étions de l'autre côté de la Chambre; nous lui avons assuré les services d'un conseiller en loi et nous avons même augmenté le salaire du chef de l'opposition et de son secrétaire. Faites-nous des demandes raisonnables et nous les accepterons. L'opposition n'a qu'à convoquer le comité des comptes publics. Les fonctionnaires seront présents et ils pourront répondre à toutes les questions.

Je trouve que la motion, telle que présentée, est complètement ridicule, impossible d'exécution et déraisonnable. Si l'on veut réduire la période à une année, très bien. Sinon, je demande le rejet de la motion.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le premier ministre sait très bien que, dans les *Comptes publics* et dans les rapports des ministères, on ne trouve que les chiffres globaux, sans détails. L'an dernier, la Chambre a voté à l'unanimité une motion exactement comme celle que je présente cette année. On ne lui a jamais donné suite. Le fonds d'éducation a été créé en avril 1946 et je trouve normal que nous voulions nous renseigner depuis cette date. L'opposition a pleinement le droit, et le devoir, de se renseigner, pour renseigner ensuite le peuple.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé

(Mégantic), Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 76.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Projets de loi:

Prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Problème du logement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 favorisant le règlement du problème du logement soit maintenant lu une troisième fois.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 36 intitulé: Loi favorisant le règlement du problème du logement soit renvoyé de nouveau au comité plénier de cette Chambre avec instructions de l'amender de façon à sauvegarder les intérêts des contribuables de la province et des municipalités."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que l'opposition s'oppose à ce que nous fassions des ententes avec Ottawa pour régler le problème du logement.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard,

Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 76.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale proposant la troisième lecture du bill 36 est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 76.

Contre: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill 36 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Seigneurie de Mingan

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 11 relatif à la seigneurie de Mingan.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de

résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que depuis le quinze octobre 1949, date d'un contrat passé entre Sa Majesté le roi aux droits de la province de Québec et Labrador Company en vertu de la loi 13 George VI, chapitre 8, le gouvernement de la province de Québec soit propriétaire absolu et incommutable du territoire connu sous le nom de "Seigneurie de terra firma de Mingan", d'une étendue en front d'environ cent cinquante milles de côte sur le golfe Saint-Laurent et d'une profondeur d'environ six milles, commençant au cap Cormoran, sur la rive nord du golfe Saint-Laurent et finissant à la rivière Goynish, avec les cours d'eau, rivières et lacs compris dans ce territoire et tous les biens appartenant au propriétaire et se rattachant à ce territoire; sauf les droits réservés à des tiers par ledit contrat.

2. Que, à la recommandation du ministre des Terres et Forêts, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera,

a) concéder dans ce territoire, à toute personne, société ou corporation, des droits de passage et des permis de flottage pour faciliter l'exploitation des ressources naturelles au nord de ce territoire;

b) accorder gratuitement un titre de propriété à toute personne y possédant ou occupant un établissement depuis cinq ans, par elle-même ou par son auteur.

3. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 relatif à la seigneurie de Mingan soit maintenant lu une deuxième fois.

Achetée le 15 octobre dernier, la seigneurie, qui comprend une bande de territoire de 150 milles de longueur par 6 milles de profondeur, soit 900 milles carrés, le long de la rive nord du Saint-Laurent, entre Sept-Îles et Havre-Saint-Pierre, paralysait le développement de la Côte-Nord.

Le gouvernement veut donner des titres clairs à des gens qui se sont établis depuis cinq ans sur des territoires de la seigneurie, mais qui peuvent en être évincés, et veut ouvrir à l'exploitation un riche territoire de plus de 20,000 milles carrés à l'intérieur des terres.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) remercie le ministre d'avoir mis à sa disposition les dossiers du ministère sur le sujet.

Il déclare qu'il ne discute pas l'opportunité de la transaction ni le désir du gouvernement de donner des titres clairs.

L'affirme, dit-il, qu'il n'y a dans le dossier aucune pièce justificative qui établit, d'aucune façon, la valeur de la seigneurie Mingan. Le gouvernement semble s'être inspiré de la superficie: 900 milles, \$900,000.

Il me semble qu'on devrait se renseigner et ne pas fixer un prix à la bonne franquette. Je trouve que \$900,000, c'est un peu cher, puisque l'on n'a aucune façon d'établir la valeur de ces terrains.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le territoire acquis renferme de riches limites forestières, des pouvoirs d'eau et des mines. Le gouvernement a acheté la propriété à un excellent prix alors qu'un autre gouvernement libéral avait déjà acheté un terrain pour \$3,000,000. On demandait \$6,000,000 d'abord, et M. Sweezy, un ami du chef de l'opposition, a offert le terrain pour \$5,000,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (Interrompant) Ce n'est pas un de mes amis⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyons, voyons, le chef de l'opposition connaît M. Sweezy. C'est un électeur.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai jamais connu, rencontré ou parlé à M. Sweezy.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je doute du chef de l'opposition...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Faut-il que je répète trois fois au premier ministre que je ne connais pas ce monsieur, pour qu'il me croie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je doute du chef de l'opposition...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je constate la politesse et la gentillesse du premier ministre lorsque je fais une déclaration catégorique et que je donne ma parole que je ne connais pas M. Sweezy.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et je constate jusqu'à quel point le chef de l'opposition fait des déclarations extravagantes.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): On a demandé 10 fois plus, il y a 10 ans, et les libéraux étaient venus à un cheveu d'acheter ce territoire pour \$6,000,000. Nous aiderions ainsi au développement de cette région.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si les offres ont baissé de \$6,000,000 à \$900,000, l'appétit des gens n'est pas un indice de la valeur du territoire, et le gouvernement n'a rien en main pour justifier la valeur de ce terrain: aucun inventaire, aucun rapport d'experts, rien, rien, rien ne démontre la valeur de ce terrain.

Je trouve que le gouvernement ne semble pas montrer beaucoup de prudence. L'opposition approuve le bill parce que le gouvernement veut donner des titres de concession à des résidents et des concessions de pêche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) explique les avantages de l'achat de la seigneurie de Mingan, qui fournira à la province des richesses incalculables.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois⁵.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Quebec Pulp & Paper Corporation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 12 modifiant la loi concernant l'acquisition par le gouvernement de certains biens de Quebec Pulp & Paper Corporation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que la loi 13 George VI, chapitre 6, soit modifiée en y ajoutant, après l'article 1, le suivant:

"1a. Le gouvernement peut de plus consentir à ce que les détenteurs d'actions privilégiées dans le fonds social de Quebec Pulp & Paper Corporation soient payés, par priorité sur la créance du gouvernement aux droits de la Commission des eaux courantes de Québec, à même l'actif de la faillite de Quebec Pulp & Paper Corporation, à raison de vingt-trois dollars par action privilégiée, à condition que les détenteurs de telles actions transportent, cèdent ou aient transporté et cédé au gouvernement, avant le 15 mars 1950, tous leurs droits dans telles actions.

"Cette cession de priorité par le gouvernement est subordonnée à l'accomplissement de ces conditions."

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura rétroactivement son effet depuis le 10 mars 1949.

3. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

La loi a pour but de faire ratifier par la Chambre les accords et conventions au sujet du rachat par la couronne de toutes les limites inexploitées de la Quebec Pulp, à Péribonka, et à la rivière Sainte-Marguerite. À la suite de la faillite de la compagnie, le gouvernement veut accorder aux détenteurs d'actions privilégiées une priorité partielle de rang sur la créance du gouvernement, soit \$1,300,000, à l'égard

de leurs actions privilégiées, de façon qu'ils puissent recevoir \$23 par action sur l'actif de la faillite.

La loi a pour but le progrès du royaume du Saguenay. M. Dubuc⁶ y établit, au début du siècle, une industrie qui y fonctionna pendant plusieurs années, une pulperie. Mais, il y a une quinzaine d'années, à cause de la perte de marchés et d'autres obstacles, la Quebec Pulp dut cesser ses activités.

Nous avons tenté d'intéresser les capitalistes à rouvrir ces moulins de Chicoutimi. Nous avons presque réussi, en 1939, quand nous avons intéressé M. McInnis⁷ de l'Anglo Pulp, mais il y eut des élections et ce fut un grand cataclysme dans la province et la grande noirceur. Tout ce que le gouvernement libéral a trouvé pour assurer le progrès de Chicoutimi, ce fut de mettre la compagnie en faillite. En 1944, de retour au pouvoir, nous avons commencé des démarches pour intéresser des capitalistes français. Mais les communistes qui participaient alors au gouvernement de la France ont obtenu que les capitaux fussent gelés.

La Quebec Pulp avait aussi un moulin à Val-Jalbert. La compagnie possédait en "freehold" des limites forestières d'une grande richesse, particulièrement celles de Péribonka, d'une superficie de 600 milles carrés, qui valaient de \$2,500,000 à \$3,000,000. Elle possédait aussi d'autres limites sur la rivière Marguerite, des pouvoirs d'eau et des moulins. La disparition de cette industrie anéantissait, pour ne pas dire tuait l'économie régionale du Saguenay. Nous avons donc décidé de racheter pour la couronne toutes les limites inexploitées de la Quebec Pulp, celles de Péribonka et celles de la rivière Marguerite.

Le gouvernement avait bâti des barrages pour le fonctionnement des moulins de Chicoutimi et de Kénogami; la Quebec Pulp et la compagnie Price remboursaient suivant la dépense d'énergie. Inutile de dire que, depuis 15 ans, l'eau a coulé pour rien. Elle doit maintenant \$1,300,000 à la province.

Quand la compagnie a été organisée, des actions privilégiées ont été émises pour quelques millions et souscrites en grande partie par de petits épargnants. Lors de la faillite, le gouvernement avait une créance privilégiée de près de \$2,000,000. Nous aurions pu tout prendre sans rien donner aux actionnaires. Mais nous avons jugé raisonnable de dédommager les épargnants qui avaient placé de l'argent dans cette entreprise canadienne-française. Ceux qui ont consenti à céder à la province leurs actions privilégiées ont reçu \$23 l'action. Nous les avons payés avant même de payer la réclamation de la province, qui avait légalement préséance, pourvu que les certificats soient cédés au gouvernement. La

loi a tout simplement pour but de demander à la Chambre de ratifier les accords et conventions intervenus dans cette affaire. En fait, nous n'étions pas obligés de consulter la Chambre, mais nous ne voulons pas qu'il y ait de doute et nous voulons respecter les prérogatives de la députation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne conteste pas l'opportunité pour le gouvernement d'acquérir les biens de la compagnie en faillite, mais je trouve discutable la façon dont le gouvernement a agi, dit-il. Je crois qu'il y a eu des injustices dans cette transaction. La masse des actionnaires a appris pour la première fois, par une déclaration du premier ministre faite le 19 août 1949, que le gouvernement allait verser \$23 par action privilégiée. Or, une clause du contrat passé en août mentionne une convention verbale intervenue entre les parties six mois plus tôt. En janvier et en février 1949, les actionnaires ne savaient pas que s'ils avaient suffisamment de patience, ils pourraient toucher \$23 par action.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le prix de \$23 n'a pas été fixé à la dernière minute, mais après discussion avec les actionnaires, qui réclamaient d'abord avoir \$32 ou \$35. Nous leur avons fait comprendre que nous n'étions pas légalement obligés de les payer, que nous agissions par esprit d'équité et qu'un prix de \$23 était suffisant. Ils étaient donc au courant.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Oui, quelques-uns le savaient peut-être, mais j'affirme que la masse des porteurs d'obligations composée de travailleurs à faible revenu ignorait cette convention verbale. La preuve, c'est qu'en janvier et février, les actions à la Bourse ont continué à se vendre de \$12 à \$15.50 l'action. Il est évident que les gens ne savaient pas alors que le gouvernement les rachetait à \$23 l'action. Le prix est monté en mars, pour diminuer ensuite jusqu'à \$16 en juin.

Je crois qu'il y a eu un silence coupable de six mois de la part du gouvernement dans cette transaction, silence qui a coûté de l'argent aux actionnaires. Je ne comprends pas qu'il ait gardé si longtemps secrète une transaction de cette importance qui intéressait le public. La nouvelle a été gardée pour quelques-uns et il y a eu de la scandaleuse spéculation sur la Bourse. La première nouvelle que le grand public a eue de la transaction décidée par le gouvernement, c'a été par une nouvelle publiée dans les journaux, le 19 août 1949, à la suite d'une conférence du premier ministre.

Je crois que c'est une chose répréhensible à faire et qui affectera les petits actionnaires. Une chose que je ne comprends pas davantage, c'est pourquoi le gouvernement, qui a acheté l'actif physique, veut aussi posséder les actions privilégiées. On a d'abord dit aux actionnaires que ceux qui n'auraient pas cédé au gouvernement leurs certificats avant le 1^{er} janvier 1950 ne recevaient rien. Je comprends que le délai sera porté au 15 mars de cette année. Il me semble que le gouvernement nous doit des explications sur tous ces points.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plutôt que de traiter avec le syndic et avec toutes les personnes intéressées dans la faillite, nous avons aimé mieux légiférer et réaliser en même temps une opération qui profitait à la province en achetant les biens de la faillite, pour être mieux en mesure de les céder à d'autres qui pourraient être disposés à réouvrir les usines de Chicoutimi. Le gouvernement veut contrôler la compagnie et toutes les transactions futures. Comme nous avons une créance de \$2,000,000 contre la compagnie, nous aurions pu "laver" tous les autres créanciers et nous emparer des biens. Mais ce n'est pas notre manière de procéder. Les biens acquis valaient de \$3,000,000 à \$3,500,000 et nous n'avons pas voulu faire perdre les petits épargnants.

Le chef de l'opposition a parlé de la Bourse. Ce qui l'inspire, ce n'est pas l'intérêt public ni les droits des épargnants, mais les cotations de la Bourse. Il a assez d'expérience pour savoir que les jeux de Bourse, c'est facile à faire. Nous avons réalisé à un moment donné que les actions montaient et j'ai alors averti les intéressés que nous parlerions seulement de ce que ça valait sans tenir compte des spéculations. Qu'y a-t-il d'extraordinaire là-dedans?

Pour notre part, nous sommes intéressés à rencontrer ceux qui voudraient ouvrir les moulins de Chicoutimi pour leur vendre les limites et les usines.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les spéculateurs, ce sont ceux qui, connaissant la base de la transaction alors que les actionnaires l'ignoraient, achetaient des actions à moitié prix. Je dis que les gens qui ont vendu des actions en bas de \$23 ont été volés. Il n'y a pas d'autre mot. Et pourquoi le gouvernement veut-il être propriétaire des actions en plus de posséder l'actif physique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand on paye les actions, le moins que nous puissions demander, c'est qu'on nous remette les certificats. D'un point de vue strictement légal, nous

n'étions pas obligés de payer les actionnaires. Les gouvernements leur ont fait une faveur à l'égard du prix d'achat de la propriété relativement bas, les biens matériels étant évalués de \$3,000,000 à \$4,000,000. J'admets que les certificats peuvent bien n'avoir aucune valeur, mais au moins, nous empêchons les malcommodes de nous poursuivre.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement prend en somme l'argent des actionnaires pour payer leurs actions⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se défend d'avoir fait perdre de l'argent aux actionnaires et dit que les cas de cotations en Bourse de compagnies affectées par une transaction d'importance se voyaient souvent; il cite le cas de la Montréal Power et celui de la Beauharnois dont les actions continuent de fluctuer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Pourquoi le gouvernement voulait-il acquérir les actions privilégiées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit que c'était parce qu'il voulait être à même de contrôler la compagnie et toutes les transactions à venir; ces actions seront payées au prix qu'elles valent.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) réclame du gouvernement que l'on prolonge le délai accordé dans la loi pour remettre au syndic les actions privilégiées pour lesquelles on paie \$23 l'unité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un amendement sera présenté pour prolonger le délai jusqu'au 15 mars.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) trouve ce nouveau délai insuffisant.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté, après division. Les résolutions relatives au bill 12 sont agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi concernant l'acquisition par le gouvernement de certains biens de Quebec Pulp & Paper Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

Dépôt de documents:

Forces hydrauliques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 1^{er} mars 1950, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 2 février 1949 jusqu'au 15 février 1950, relativement à la concession, à la location, à l'acquisition ou à l'aliénation de forces hydrauliques dans la province et à la construction, réparation, agrandissement ou reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par l'emmagasinement. (Document de la session no 23)

Commission des eaux courantes de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 1^{er} mars 1950, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés depuis le 26 janvier 1949, inclusivement, jusqu'au 15 février 1950, inclusivement, concernant la Commission des eaux courantes de Québec. (Document de la session no 24)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures⁹.

NOTES

1. Au sujet de cette tradition, *L'Événement-Journal* du 9 mars 1950, à la page 1, et *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 8, précisent que "l'an dernier, cependant, le budget supplémentaire avait été débattu séparément".

2. Toutes nos sources attribuent cette phrase à M. Marler. Seul *L'Événement-Journal* du 9 mars 1950, à la page 3, l'attribue à M. Ross.

3. Chiffre de *La Presse* du 9 mars 1950, à la page 28. *Le Soleil* du même jour, à la page 13, mentionne plutôt "un total d'emprunt de \$33,000,000".

4. Selon *The Montreal Daily Star* du 9 mars 1950, à la page 10, "M. Marler se lève rapidement et proteste vertement".

5. Selon *The Montreal Daily Star* du 9 mars 1950, à la page 10, c'est l'honorable M. Duplessis, et non M. Bourque, qui propose la troisième lecture de ce bill.

6. Julien-Édouard-Alfred Dubuc (1871-1947), homme d'affaires dans le secteur des pâtes et papiers, est le fondateur des papeteries de La Baie et de Chandler. Député libéral de Chicoutimi aux Communes de 1925 à 1945. Président de la Compagnie électrique du Saguenay de 1927 à 1939.

7. R. A. McInnis, financier et gérant général de l'Anglo-Canadian Pulp and Paper.

8. À partir de ce moment, *Le Soleil* du 9 mars 1950, à la page 12, indique que la discussion se poursuit un bon moment entre MM. Marler et Duplessis, et le journaliste résume en un seul paragraphe les répliques qui suivent. Il semble donc que les journalistes ont commencé à résumer le débat à partir de ce moment.

9. *La Presse* du 9 mars 1950, à la page 28, rapporte que la Chambre ne siège pas dans la soirée en raison de l'étude du bill de Trois-Rivières au comité des bills privés.

Séance du jeudi 9 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 130 ratifiant le règlement numéro 80 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du 11 novembre 1949 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain;

- bill 143 ratifiant le règlement 38 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 9 janvier 1950 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 202 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Alexander Paterson à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 188 concernant la succession de Miles Williams.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 132 concernant la succession de Guillaume-Narcisse Ducharme n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Explications sur des faits publiés:

Absence lors de deux votes

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) se plaint de l'interprétation donnée par certains journaux au fait qu'il était absent lorsque le vote a été pris sur les bills concernant le drapeau national et le Bois-de-

Coulange¹. Le député de Montréal-Sainte-Anne, dit-il, ne s'absente jamais pour éluder un vote et négliger ses responsabilités. Malheureusement, lors de l'étude de ces projets de loi, j'avais des affaires importantes et urgentes à régler en dehors du parlement, dans l'intérêt de mes électeurs. Si j'avais été à mon siège, j'aurais certainement voté en faveur des deux projets de loi.

Projets de loi:

Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Champlain

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 ratifiant le règlement numéro 80 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du 11 novembre 1949 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Étienne-des-Grès

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 ratifiant le règlement 38 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 9 janvier 1950 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

James Alexander Paterson

M. Fox (Brome) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Alexander Paterson à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 202 sans l'amender.

M. Fox (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession de Miles Williams

M. Rennie (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 188 concernant la succession de Miles Williams.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 188 sans l'amender.

M. Rennie (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 145 changeant le nom de William George Andrews en celui de William George Matheson;
- bill 163 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Arthur Murray Bain.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 140 concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières;
- bill 179 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 185 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Le comité fait rapport qu'il n'a pu se mettre d'accord sur le texte des bills suivants:

- bill 169 assujettissant la paroisse de Saint-Gérard-Magella à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 170 assujettissant les municipalités du ressort du Conseil de comté de Montmorency numéro 1 à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 192 pour inclure la corporation municipale de Saint-Gabriel-Ouest de Valcartier dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 193 pour inclure la corporation de la paroisse du Lac-Saint-Charles dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 194 pour inclure la corporation de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 195 pour inclure la corporation de la paroisse de Saint-Émile dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 196 pour inclure la corporation municipale de Stoneham dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 200 pour inclure la corporation municipale de Saint-Gabriel-de-Valcartier dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

William George Andrews

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 145 changeant le nom de William George Andrews en celui de William George Matheson.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Arthur Murray Bain

M. Gatien (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 163 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Arthur Murray Bain.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 163 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Longueuil

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 185 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 185 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Corporation de Prêt et Revenu, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels;

- de la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'imposer une taxe de vente de 1 %;

- de dame Alice O'Leary Desaulniers et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier;

- de M. le curé et de MM. les marguilliers de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc de Shawinigan et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Compagnie de cimetière Saint-Michel de Shawinigan;

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels;

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de East Angus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Dominion Foils (Canada), Ltd., demandant l'adoption d'une loi concernant certains règlements;
- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 199 concernant la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dominion Foils (Canada) Ltd.

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 197 modifiant le chapitre 66 de la loi 10 George VI, concernant Dominion Foils (Canada) Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Compagnie du cimetière Saint-Michel de Shawinigan

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 constituant en corporation la Compagnie du cimetière Saint-Michel de Shawinigan.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Arvida

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 modifiant la charte de la cité d'Arvida.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Hyacinthe

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation de Prêt et Revenu

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 concernant la Corporation de Prêt et Revenu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sillery

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testament de Charles-Séraphin Rodier

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 201 concernant le testament de Charles-Séraphin Rodier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Farnham

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 relatif à la ville de Farnham.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 modifiant la charte de la ville de Magog.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Mackayville

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 modifiant la charte de la ville de Mackayville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 relatif à la ville de Sainte-Thérèse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Rivière-du-Loup

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

East Angus

M. Vachon (Wolfe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 concernant la ville d'East Angus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs;
- bill 8 favorisant le développement d'Hydro-Québec;
- bill 10 modifiant la loi favorisant le progrès paroissial, municipal et scolaire dans le comté de Saguenay;

- bill 15 modifiant la loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat & Power Company;

- bill 16 autorisant la Commission municipale de Québec à garantir certains emprunts scolaires;

- bill 23 modifiant la loi des mines de Québec;

- bill 24 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;

- bill 26 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

Projets de loi:

Quebec Pulp & Paper Corporation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi concernant l'acquisition par le gouvernement de certains biens de Quebec Pulp & Paper Corporation soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Protection de la jeunesse

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 35 relatif aux écoles de protection de la jeunesse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: 1. Que, en vertu des dispositions de

l'article 31 de la loi des écoles de protection de la jeunesse, édictée par l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le trésorier de la province soit autorisé à avancer, en totalité ou en partie, à même le fonds consolidé du revenu, les contributions exigibles des corporations municipales en attendant leur acquittement par ces dernières et que les sommes ainsi avancées soient remboursées au fonds consolidé du revenu au fur et à mesure qu'elles sont perçues des corporations municipales.

Adopté.

2. Que, nonobstant l'article 49 de ladite loi des écoles de protection de la jeunesse, les dépenses encourues pour son application seront, pour l'année financière au cours de laquelle elle entrera en vigueur, payées à même le fonds consolidé du revenu.

Les coûts à être engagés devaient provenir du Trésor public au lieu des crédits annuels, parce qu'il est impossible de prévoir les coûts de transformation d'une école en un établissement lui permettant de répondre aux exigences d'une école de la protection de la jeunesse.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

9 mars 1950

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 52 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1950, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 portant à douze millions de dollars les subsides pour aider à la construction d'habitations familiales;
- bill 9 favorisant l'électrification rurale;
- bill 14 autorisant la revision des lois d'assurance du Québec;
- bill 28 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation;
- bill 29 concernant la protection du public aux passages à niveau;
- bill 31 modifiant la loi des élections contestées de Québec;
- bill 32 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec;
- bill 37 modifiant la loi du département du Trésor;
- bill 44 pour remédier à la délinquance juvénile.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 103 autorisant les commissaires d'écoles et les syndics d'écoles pour la municipalité de Coaticook à lever une taxe d'éducation;
- bill 105 concernant la succession du docteur Albert Comtois;
- bill 110 exemptant les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léon-de-Westmount de l'application de certaines lois;
- bill 118 concernant une partie du lot no 25, dans le quartier Saint-Laurent en la cité de Montréal;
- bill 122 modifiant la charte de la ville de Malartic;
- bill 126 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;
- bill 136 modifiant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;
- bill 149 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie dans le comté de Charlevoix;
- bill 173 changeant le nom de Harry Bernard Zaritsky *et uxor* en celui de Harry Bernard Zarr;

- bill 225 concernant le recouvrement des cotisations pour la construction ou la réparation des églises, presbytères et cimetières.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 concernant le drapeau officiel de la province;
- bill 36 favorisant le règlement du problème du logement.

Projets de loi:

Protection de la jeunesse²

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 relatif aux écoles de protection de la jeunesse soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure, dit-il, remplacera les diverses lois qui régissent jusqu'à présent les écoles de réforme et les écoles d'industrie. Elle attache une importance spéciale à la ségrégation des pensionnaires. Cette ségrégation se fera non seulement par l'établissement de certaines catégories au sein d'une même institution, mais aussi par une classification des institutions elles-mêmes.

La séparation des diverses catégories de jeunes et d'enfants dans les écoles de réforme et les écoles industrielles a été la directive de base qui a inspiré le ministère de la Jeunesse dans la rédaction du projet de loi. Beaucoup de choses ont été accomplies jusqu'à présent, mais il en reste beaucoup à faire. Un rapport sur la classification de chaque institution s'occupant d'enfants placés par la cour sera terminé d'ici quelques mois.

Je veux d'abord rappeler que nous avons augmenté considérablement les subsides accordés aux institutions. La subvention quotidienne par enfant a été portée de 50 à 90 cents dans les cas des écoles d'industries, et de 90 cents à \$1.10, dans certains cas, jusqu'à \$1.24 dans d'autres cas, en ce qui concerne les écoles de réforme.

En plus d'augmenter les subsides, le département a pris à sa charge, depuis près de deux ans, l'organisation des cours de métiers. Nous avons fait disparaître les ateliers dans lesquels on faisait

travailler les enfants au profit d'intérêts privés sans qu'ils aient la chance d'apprendre un métier, comme ce fut le cas auparavant. Nous avons remplacé ces ateliers par des cours qui permettent aux enfants de se préparer une carrière.

Nous avons de plus assumé le coût des soins médicaux et dentaires dans les écoles de réforme et les écoles industrielles. Je dois dire que ceci a été équitable pour certaines institutions; pour d'autres, nous avons constaté dans ce domaine des situations intolérables.

Pour obtenir le maximum d'efficacité, il fallait faire une fusion et une coordination de nos différentes lois traitant des problèmes liés à la délinquance juvénile. C'est l'objet du présent bill. Il vise également à assurer une meilleure protection aux enfants dans les écoles de réforme ou les écoles industrielles. Dès les premiers contacts avec le mal, nous voulons les soustraire aux influences pernicieuses, et s'ils ont été jugés coupables d'une offense, leur donner toutes les possibilités possibles de se réhabiliter pour ne pas les marquer. Pour cela, il fallait faire une ségrégation. Nous avons voulu la faire, cette ségrégation, non seulement en établissant diverses catégories de délinquants au sein d'une même institution, mais aussi en établissant une classification des institutions elles-mêmes, de façon que la ségrégation se fasse pour ainsi dire à l'échelle provinciale en envoyant divers types d'enfants à divers types d'institutions. Dans d'autres cas, il sera nécessaire de transférer les enfants.

Il y a cinq ou six mois, nous avons organisé à Montréal des journées d'études auxquelles ont participé les directeurs des institutions, les juges des cours juvéniles et les principaux officiers du département. Nous avons tiré un bénéfice considérable de ces échanges de vues et c'est notre intention de les répéter au moins une fois par année.

Il (l'honorable M. Sauvé) assure la Chambre que les pouvoirs supplémentaires que le gouvernement demande ne sont pas excessifs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je me prononce pour le principe du projet de loi. Les libéraux ont fait ce qu'ils ont pu pour empêcher la délinquance juvénile et assurer la protection de l'enfance. Je suis en faveur d'établir des écoles de protection de l'enfance, tout en me réservant le droit de faire certaines remarques sur des dispositions particulières du bill.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi, les termes suivants signifient:

"a) "département": le département du Bien-être social et de la Jeunesse;

"b) "école": une école de protection de la jeunesse reconnue comme telle par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 2 de la présente loi;

"c) "magistrat": un magistrat de district, sauf dans un territoire soumis à la juridiction d'une cour des jeunes délinquants ou d'une cour de bien-être social, où ce terme désigne un juge de l'une ou de l'autre de ces cours;

"d) "ministre": le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse;

"e) "personne en autorité": le père, la mère, le tuteur et le subrogé tuteur d'un enfant, le curé et tout commissaire d'école de la localité où se trouve l'enfant."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

L'un des principaux points du projet de loi touche à la réduction du nombre de personnes responsables pouvant traduire un enfant de moins de 18 ans devant un juge pour être possiblement placé dans une école de protection de la jeunesse.

Présentement, n'importe qui peut consulter presque n'importe qui, comme les deux juges de paix, le shérif, le procureur, un magistrat et demander d'envoyer en prison un enfant. Le projet de loi limite ce droit de faire une telle demande aux parents, aux tuteurs, au curé ou d'autres membres du clergé, et cette demande sera présentée seulement à un magistrat. Ceci veut dire que, si un enfant ennuie quelqu'un en lançant une balle de neige, une personne aigrie ne peut pas demander son emprisonnement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu divergence d'opinion dans le passé entre le gouvernement et l'opposition

sur la nécessité de protéger la jeunesse contre les influences mauvaises. Les libéraux, comme l'Union nationale, ont fait ce qu'ils ont pu pour empêcher la délinquance juvénile et assurer la protection de l'enfance. Il y a eu divergence sur les méthodes plutôt que sur les principes. C'est le même cas au sujet de la présente loi.

Je crois que l'expression "personne en autorité" devrait englober davantage que "le père, la mère, le tuteur, le curé et tout commissaire de la localité où se trouve l'enfant", surtout dans les centres urbains.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Nous avions justement l'intention d'ajouter le président des organismes sociaux chargés de s'occuper de la protection de l'enfance et qui auront été acceptés par le gouvernement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit que c'est une amélioration appréciable, mais il réclame davantage; il veut particulièrement que les associations puissent se choisir et déléguer un représentant. Toute personne ayant un enfant à sa charge, dit-il, devra être une personne en autorité selon la signification de la loi. Des précautions doivent être prises contre les organismes d'influence communiste.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Ceci a été oublié délibérément parce qu'il y a eu des cas dans le passé où des personnes ayant des enfants à leur charge ont réussi à se débarrasser d'eux en les envoyant à une école de réforme sans supervision adéquate du cas.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges), l'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) et l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) discutent entre eux et finissent par ajouter "le président ou le secrétaire" de toute organisation sociale reconnue par le ministère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le président ou le secrétaire ne valent rien, la société ne vaut pas grand-chose.

Le paragraphe e de l'article 1 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi est amendé comme suit:

"e) "personne en autorité": le père, la mère, le tuteur et le subrogé tuteur d'un enfant, le président ou secrétaire des organismes sociaux qui s'occupent du bien-être et de la protection de l'enfance qui

seront officiellement reconnus comme tels par le ministre, le curé et tout commissaire d'école de la localité où se trouve l'enfant."

L'amendement est adopté.

L'article 1 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 2 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"2. Une institution qui désire être reconnue comme école de protection de la jeunesse en fait la demande au ministre. Celui-ci peut ordonner une enquête sur les conditions, la salubrité, les règlements de l'école et la compétence du personnel, aux fins de constater si elle est en état de recevoir les enfants qui pourront lui être confiés.

"Si le rapport de l'enquête est jugé favorable, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, peut reconnaître l'institution comme une école de protection de la jeunesse."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande qu'une enquête soit tenue avant qu'une institution ne soit reconnue comme école de protection de la jeunesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans certains cas particuliers, comme dans ceux d'écoles construites par le gouvernement, ça entraînerait une perte de temps considérable, en plus de travail et de dépenses inutiles.

L'article 2 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 3 à 12 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 13 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"13. Le directeur doit faciliter la visite de l'école au ministre et à ses représentants.

"Il doit aussi fournir, à demande, les renseignements que le ministre ou ses représentants autorisés désirent obtenir relativement à l'emploi des sommes payées à l'école par le gouvernement et leur donner accès aux livres de comptabilité."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement paie le coût complet de l'hospitalisation

des enfants et le coût total d'opération des écoles, et non pas un montant fixe par enfant, peu importe le coût réel. Mais, à la fin de l'année, dans les circonstances, il est raisonnable que le gouvernement puisse avoir le droit d'examiner tous les livres comptables des institutions, qui auront été produits au gouvernement.

M. Ross (Montréal-Verdun) craint que les communautés religieuses ne soient pas assez protégées contre l'ingérence du gouvernement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Toutes les précautions seront prises pour ne pas affecter les prérogatives de l'ordinaire. La loi actuelle protège mieux la liberté des enfants que l'ancienne loi.

L'article 13 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 14 à 19 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Messages de l'administrateur de la province:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif³.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur l'administrateur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs;

4 Loi portant à douze millions de dollars les subsides pour aider à la construction d'habitations familiales;

7 Loi concernant le drapeau officiel de la province;

8 Loi favorisant le développement d'Hydro-Québec;

9 Loi favorisant l'électrification rurale;

10 Loi modifiant la loi favorisant le progrès paroissial, municipal et scolaire dans le comté de Saguenay;

14 Loi autorisant la revision des lois d'assurance du Québec;

15 Loi modifiant la loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat & Power Company;

16 Loi autorisant la Commission municipale de Québec à garantir certains emprunts scolaires;

17 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

18 Loi concernant la qualification professionnelle des recorders;

19 Loi relative à la rémunération des coroners;

20 Loi concernant la réglementation municipale des relations entre maîtres et serviteurs;

21 Loi modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité;

22 Loi concernant la juridiction de la Régie des transports et de la Régie des services publics relativement aux autobus et tramways;

23 Loi modifiant la loi des mines de Québec;

24 Loi modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;

25 Loi concernant les enquêtes sous la loi des compagnies de Québec;

26 Loi modifiant la loi du crédit agricole du Québec;

27 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'expropriation;

28 Loi modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation;

29 Loi concernant la protection du public aux passages à niveau;

31 Loi modifiant la loi des élections contestées de Québec;

32 Loi modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec;

33 Loi annexant les cantons de Sagard et de Saguenay au district électoral de Charlevoix;

36 Loi favorisant le règlement du problème du logement;

37 Loi modifiant la loi du département du Trésor;

44 Loi pour remédier à la délinquance juvénile;

103 Loi autorisant les commissaires d'écoles et les syndics d'écoles pour la municipalité de Coaticook à lever une taxe d'éducation;

105 Loi concernant la succession du docteur Albert Comtois;

110 Loi exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léon-de-Westmount de l'application de certaines lois;

118 Loi concernant une partie du lot no 25, dans le quartier Saint-Laurent en la cité de Montréal;

122 Loi modifiant la charte de la ville de Malartic;

126 Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;

136 Loi modifiant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;

149 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie dans le comté de Charlevoix;

173 Loi changeant le nom de Harry Bernard Zaritsky *et uxore* en celui de Harry Bernard Zarr;

225 Loi concernant le recouvrement des cotisations pour la construction ou la réparation des églises, presbytères et cimetières.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur l'administrateur de la province et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

52 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1950, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:

La séance est levée à 6 heures⁵.

**Protection
de la jeunesse**

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 35 relatif aux écoles de protection de la jeunesse.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité siège durant quelque temps.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

**Loi
du Barreau**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Code
du notariat**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 227 modifiant le Code du notariat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi⁴.

Adopté.

NOTES

1. *Le Devoir* du 8 mars 1950, à la page 2, rapportait que M. Hanley "s'est modestement retiré au moment du vote" sur le bill 7 (drapeau officiel), et qu'il était "absent" lors du vote sur le bill 6 changeant le nom de Spencer Wood pour Bois-de-Coulonge. Pour sa part, *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 23, mentionne que le député s'était abstenu lors du vote enregistré sur le bill 7.

2. Selon *Le Nouvelliste* du 10 mars 1950, à la page 7, le maire J.-A. Mongrain a été invité par l'honorable M. Duplessis à assister au débat du parquet même de la Chambre. Il a pu ainsi, rapporte le journaliste, se rendre compte du travail considérable qui s'effectue à la session actuelle, dans le but d'améliorer la vie sociale des jeunes.

3. *Le Canada* du 10 mars 1950, à la page 3, rapporte que l'honorable Antonin Galipeault, "juge en chef de la Cour d'appel de la province, a de nouveau prêté serment, aujourd'hui, comme administrateur et lieutenant-gouverneur *pro tempore* de la province et a présidé cet après-midi une sanction de bills au Conseil législatif. M. le juge Galipeault avait déjà été assermenté comme administrateur, le 15 février dernier, lorsqu'il présida à l'ouverture de la session de la législature. Mais ce serment ne comptait que pour cette journée".

4. *Le Montréal-Matin* du 10 mars 1950, à la page 7, rapporte que l'honorable M. Duplessis quitte la Chambre à un moment indéterminé de la séance pour aussitôt apparaître à la salle du Conseil législatif pendant que M. Jacob Nicol, conseiller législatif libéral de la division de Bedford, faisait ses remarques sur le bill 36 destiné à régler la crise du logement qui affecte la province de Québec.

5. *La Presse* du 10 mars 1950, à la page 14, rapporte que la Chambre ne siège pas dans la soirée, parce que le lieutenant-gouverneur Fiset reçoit les membres de la Tribune de la presse à Bois-de-Coulonge.

Séance du vendredi 10 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 129 constituant en corporation le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan;
- bill 139 concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi;
- bill 187 constituant en corporation la Caisse de retraite du clergé;
- bill 184 concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup;
- bill 171 concernant la succession de Édouard Biron.

Projets de loi:

**Séminaire Sainte-Marie
de Shawinigan**

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 constituant en corporation le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Caisse de
retraite du clergé**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 constituant en corporation la Caisse de retraite du clergé.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 187 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
de Édouard Biron**

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 concernant la succession de Édouard Biron.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Corporations scolaires
de Chicoutimi**

M. Marcotte (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

M. Marcotte (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Instruction publique à Rivière-du-Loup

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 184 concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 184 sans l'amender.

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rachat de terrains

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 concernant le rachat de certains terrains détenus en vertu d'un constitut ou bail à rente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Permis de la Commission des liqueurs

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): 1. Combien de permis, pour la vente de bière ou de liqueurs alcooliques dans des tavernes, grills, restaurants, hôtels, etc., la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle émis en 1949?

2. Combien de tels permis furent émis, au cours de cette même année, pour la vente dans chacune des villes de:

- a) Montréal?
- b) Outremont?
- c) Westmount?
- d) Verdun?
- e) Lachine?
- f) Québec?
- g) Lévis?
- h) Trois-Rivières?
- i) Hull?
- j) Cap-de-la-Madeleine?
- k) Sherbrooke?
- l) Shawinigan?
- m) Grand-Mère?
- n) Saint-Jean?
- o) Chicoutimi?
- p) Rivière-du-Loup?
- q) Rimouski?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Au sujet des permis émis par la Commission des liqueurs dans la province, quant aux tavernes, grills ou cafés, restaurants et hôtels: 1,266.

2. a) 463; b) aucun; c) aucun; d) aucun; e) 13; f) 115; g) 5; h) 32; i) 26; j) aucun; k) 27; l) 24; m) 17; n) 13; o) 5; p) 6; q) 5.

Permis de la Commission des liqueurs

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): 1. La Commission des liqueurs de Québec a-t-elle émis des permis au cours de l'année 1949 ou depuis le début de l'année 1950, pour les cabarets ou restaurants suivants:

- a) Hawaiian Lounge, 1254, Stanley, Montréal?
- b) Nite Cap, 1455, Stanley, Montréal?
- c) Café Palm, 2005, Bleury, Montréal?
- d) Au Coq d'Or, 160, Notre-Dame-Est, Montréal?
- e) Café Tic Toc, 1528, Stanley, Montréal?
- f) Mansfield, 1488, Mansfield, Montréal?
- g) Mocambo, 2591, Notre-Dame-Est, Montréal?
- h) Pingouin, 4475, boulevard Saint-Laurent, Montréal?
- i) Dame Blanche, Enr., 525, boulevard Orléans, Beaufort?
- j) Horse Shoe Club, Notre-Dame-des-Laurentides?
- k) Auberge des Quatre-Chemins, Champigny?
- l) Quartier Latin, Ancienne-Lorette?
- m) Monte-Carlo, 492, boulevard Charest, Québec?

2. Dans l'affirmative, à quelles dates ces permis ont-ils été émis dans chaque cas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

- a) Aucun permis;
- b) permis émis le 8 mars 1944 et renouvelé en 1949;
- c) permis émis le 1^{er} mai 1931 et renouvelé en 1949;
- d) permis émis le 10 octobre 1944 et renouvelé en 1949;
- e) permis émis le 12 juillet 1934 et renouvelé en 1949;
- f) permis émis le 20 janvier 1945 et renouvelé en 1949;
- g) permis émis le 6 novembre 1947 et renouvelé en 1949;
- h) permis émis le 11 avril 1940 et renouvelé en 1949;
- i) aucun permis;
- j) aucun permis;
- k) aucun permis;
- l) aucun permis;
- m) aucun permis.

**Pont Duplessis,
rivière Saint-Maurice**

M. Dupré (Verchères): Combien a coûté le pont Duplessis érigé sur la rivière Saint-Maurice, entre Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): \$3,230,000.

**Ponts ou
ponceaux sur la route no 6**

M. Lévesque (Gaspé-Nord): 1. Quel a été le coût des travaux de construction ou de réfection que le ministère des Travaux publics de la province a fait exécuter à chacun des trois ponts ou ponceaux sur le parcours de la route no 6, entre la rivière Métis et le village de Métis-sur-Mer, au cours des années 1948 et 1949?

2. Quels étaient dans chaque cas les estimés préliminaires?

3. Quelle est la longueur exacte de chacun desdits ponts ou ponceaux?

4. Quels entrepreneurs ont exécuté les travaux dans chaque cas?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Aucun travail n'a été exécuté à cet endroit par le ministère des Travaux publics.

Projets de loi:**Salaberry-de-Valleyfield**

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 concernant la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Dominion Foils
(Canada) Ltd.**

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 modifiant le chapitre 66 de la loi 10 George VI, concernant Dominion Foils (Canada) Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie du cimetière
Saint-Michel de Shawinigan**

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 constituant en corporation la Compagnie du cimetière Saint-Michel de Shawinigan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Corporation
de Prêt et Revenu**

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 concernant la Corporation de Prêt et Revenu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Testament de
Charles-Séraphin Rodier**

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 concernant le testament de Charles-Séraphin Rodier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
d'Arvida**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 modifiant la charte de la cité d'Arvida soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Saint-Hyacinthe**

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Sillery**

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 modifiant la charte de la cité de Sillery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Farnham**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 relatif à la ville de Farnham soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la charte de la ville de Magog soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Joliette**

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 modifiant la charte de la cité de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Mackayville**

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 modifiant la charte de la ville de Mackayville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Hull**

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 modifiant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 relatif à la ville de Sainte-Thérèse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Rivière-du-Loup**

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

East Angus

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 concernant la ville d'East Angus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Protection
de la jeunesse**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 35 relatif aux écoles de protection de la jeunesse.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 20 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"20. Toute personne en autorité peut, dans le cas des articles 16 et 17, demander la révision de l'ordre d'admission du ministre, dans les soixante jours de son émission.

"Dans le même délai, la corporation municipale dans le territoire de laquelle le domicile de l'enfant a été établi suivant l'article 16 ou l'article 17, peut également demander une révision de la décision du ministre sur ce point.

"La demande en révision, dans l'un ou l'autre cas, se fait devant un magistrat siégeant à l'endroit le plus proche du domicile de l'enfant, tel qu'établi par le ministre, le protonotaire ou le greffier, par requête sommaire signifiée à celui qui a établi ce domicile.

"Le magistrat saisi de cette demande en donne avis à toute partie qu'il croit intéressée dans l'instance.

"Copie de son jugement doit être transmise au ministre."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il sera permis d'aller en appel pendant une période plus longue.

L'article 20 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 21 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"21. Tout enfant à l'égard de qui est émis un ordre d'admission dans une école doit, à moins d'impossibilité, être placé dans une école de sa dénomination religieuse ou de celle de ses parents. Si ceux-ci demandent que l'enfant soit placé dans une école d'une autre dénomination religieuse, il peut être donné suite à leur requête, mais pour des raisons graves seulement."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les parents d'un enfant, lorsqu'ils demandent un changement, devraient pouvoir le demander et l'obtenir.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans certains cas, des parents par pure fantaisie

veulent placer les enfants dans une institution de confession religieuse autre que celle dans laquelle ils ont été élevés. À l'avenir, ce ne sera pas permis. Les enfants catholiques seront placés dans une institution catholique et les protestants dans une institution protestante. Bien entendu, un changement sera fait si une raison grave est invoquée.

L'article 21 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 22 à 26 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 27 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"27. Le coût moyen de ces frais est payé moitié par le gouvernement et moitié par la corporation municipale ayant juridiction dans le territoire où est situé le domicile de l'enfant; si celui-ci est domicilié dans un territoire non organisé, cette dernière moitié est payée par la corporation municipale de comté ayant juridiction dans ce territoire."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les municipalités ont une responsabilité considérable quand il s'agit de lutter contre la délinquance juvénile. Un des meilleurs moyens de lutte, à mon avis, est l'établissement de centres de loisirs. À Montréal, nous avons fait des progrès énormes dans ce domaine par le moyen que je propose au gouvernement. Je crois que c'est excellent quand il s'agit de faire échec aux causes de la délinquance chez les jeunes.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'idée de faire payer une partie des frais de garde aux municipalités est juste puisque si l'enfant demeurait dans les limites de la municipalité au lieu d'être placé dans une école, il coûterait certainement quelque chose aux contribuables.

L'article 27 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 28 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"28. Ce coût moyen s'établit en divisant le montant total des dépenses encourues par toutes les écoles, pendant tout le cours d'une année, pour les

frais de garde de tous les enfants qui y sont reçus, par le nombre total de jours que représente leur séjour dans ces écoles durant la même année.

"Le prix moyen ainsi déterminé est réputé, après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, définitivement établi pour les fins de la présente loi."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) soulève la question du coût moyen dans les institutions. Il affirme que c'est peut-être injuste pour les institutions.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est difficile de répartir plus équitablement les frais d'hospitalisation des enfants dans les écoles de protection. Le gouvernement a organisé un système qui devrait rendre justice à tous, puisque les frais d'entretien seront calculés à la fin de l'année et payés immédiatement aux communautés.

L'article 27 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 29 à 37 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 38 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"38. Lorsqu'un enfant s'évade d'une école ou refuse ou néglige d'y retourner après l'expiration d'une permission accordée en vertu de l'article 22, le directeur doit prendre les mesures nécessaires pour l'y ramener.

"Tout agent de la paix ou autre personne autorisée à cette fin par le directeur peut, sans mandat, prendre charge de l'enfant et le ramener à cette école ou à une autre école désignée par le ministre."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est évident que si un enfant s'évade d'une école et que, l'ayant aperçu, on doit d'abord aller chercher un mandat, l'enfant pourra se rendre beaucoup plus loin.

L'article 38 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 39 et 40 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 41 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"41. Lorsqu'un enfant est mis en congé définitif, un avis doit en être donné au directeur de l'école et celui-ci doit prévenir le père, la mère, le tuteur ou toute autre personne tenue de prendre soin de l'enfant du jour, de l'heure et du lieu de cette mise en congé.

"La personne à qui cet avis est adressé est tenue de se rendre à l'endroit et au temps indiqués dans l'avis pour prendre charge de l'enfant; si elle refuse ou néglige de le faire sans excuse valable, elle est passible, sur conviction sommaire, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois, en outre des frais."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) suggère que l'on aille plutôt reconduire l'enfant chez lui.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le contraire qu'on a toujours fait.

L'article 41 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 42 à 49 du chapitre 38 modifié par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications supplémentaires sur cette date.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sera aussi tôt que possible.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): S'agit-il d'une loi qui demeurera simplement dans les Statuts ou d'une loi que l'on mettra en vigueur?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Bientôt en vigueur.

L'article 5 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 35 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande que la dernière lecture soit différée.

L'étude du bill est reportée.

**Corporations
municipales et scolaires**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 13 de la loi 13 George VI, chapitre 26, est modifié en y retranchant le dernier alinéa."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un amendement à la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés. Il s'agit de faire disparaître une disposition stipulant qu'une convention collective conclue entre une corporation municipale ou scolaire et ses employés ne doit pas être interprétée de façon à venir en conflit avec la juridiction des corporations municipales en matière de fermeture de certains établissements à des heures et à des jours déterminés. L'abolition de cet article a été demandée par certains syndicats municipaux de Montréal.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 47 sans l'amender.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit principalement de coordonner dans une seule loi tous les amendements relatifs aux tribunaux. En second lieu, la loi transfère le district judiciaire de Témiscamingue pour des fins de juridiction de la division de Montréal à celle de Québec.

En troisième lieu, elle attribue à la Cour de magistrat du district de Montréal l'exécution des jugements rendus par la Cour de circuit de ce district dans les matières qui sont maintenant de la compétence de la Cour de magistrat.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 48 sans l'amender.

**Loi du régime
des eaux courantes**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi du régime des eaux courantes, relativement à l'acquisition de terrains et servitudes

pour l'installation de lignes électriques soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill précise le sens de l'article 19 de la loi du régime des eaux courantes, relativement à l'expropriation des terrains et servitudes nécessaires pour l'installation de lignes de transmission de l'énergie électrique. Il y ajoute une disposition permettant l'expropriation des servitudes de passage et à autres (sic), pour l'installation de lignes de transmission sur un terrain, sans en acquérir la propriété.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi de la Régie des transports soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi de la Régie des transports soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande que l'étude de ce bill soit remise à la prochaine séance.

L'étude du bill est reportée.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi modifie la loi de l'instruction publique et a principalement pour but de la clarifier et d'édicter des dispositions de concordance. Plusieurs articles de ce bill ont été inspirés au gouvernement à la suite de jugements où la loi ne fut pas interprétée dans le sens que le législateur croyait lui avoir donné.

Une autre disposition du bill précise que les visiteurs officiels des écoles de la province qui auront droit de donner des congés seront les membres des deux comités du Conseil de l'instruction publique, les membres de la Législature et les secrétaires du département.

Le bill exige la qualité de citoyen canadien pour avoir le droit de voter aux élections scolaires. Jusqu'ici, l'article 125 de la loi exigeait que les électeurs fussent citoyens britanniques.

Une disposition change l'article 151 de la loi, exigeant qu'aux élections la règle générale sera le scrutin secret, alors que jusqu'ici, la votation se faisait de vive voix, à moins de décision contraire par la commission scolaire. Désormais, le vote sera secret, à moins de décision contraire de la commission.

La loi porte aussi de 10 à 15 cents par 100 mots les honoraires qu'un secrétaire-trésorier d'une commission scolaire peut exiger dans la préparation des copies ou extraits de registre, livre, rôle ou autre document dont il a la garde, et fixe à 50 cents les honoraires de tout certificat.

Une disposition assez importante prévoit le remplacement d'un commissaire ou d'un syndic d'école, non seulement lorsqu'il est empêché d'agir ou d'assister aux séances pendant trois mois consécutifs, mais aussi lorsqu'il refuse de le faire. Jusqu'ici, la loi disait "pour cause d'absence ou de maladie", ce qui donna lieu à des difficultés en certaines municipalités, le mot "absence" étant interprété au sens de l'absence du Code civil, qui est "la disposition d'une personne sans qu'on ait de nouvelles de son existence".

Un autre amendement permet à une corporation scolaire de dispenser son secrétaire-trésorier de la lecture des avis publics, à la porte de l'église. La démission d'un commissaire ou syndic doit aussi être donnée par écrit.

L'article 138 édicte à l'avenir que le président d'élection doit, une heure après l'ouverture de l'assemblée, déclarer tous les candidats élus les candidats mis en nomination, lorsque ceux-ci représentent le nombre ou moins du nombre requis de candidats mis en nomination pour les charges vacantes, et qu'il doit, dans le cas contraire, ordonner la votation.

Enfin, l'article 592 dit que "depuis le 1^{er} décembre 1949, dans les territoires où il n'existe pas de commission scolaire, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le surintendant à acquérir des terrains et à y construire des écoles, ou à acheter, pour être utilisées comme écoles, des maisons rencontrant les conditions requises par les règlements des comités. Ces terrains, écoles et maisons sont la propriété du gouvernement."

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Les articles 6 à 13 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 14, qui se lit comme suit:

"14. L'article 264 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"264. Nonobstant toute autre disposition législative inconciliable avec la présente, toute maison d'école doit être construite conformément à des plans et devis préalablement approuvés ou fournis par le surintendant."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est dans l'intérêt de la province et des corporations scolaires que le surintendant de l'Instruction publique approuve les plans et devis des maisons d'écoles pour empêcher le gaspillage. On est malheureusement trop enclin, parfois, à se lancer dans de trop fortes dépenses et à penser au luxe.

Il est déjà arrivé qu'on nous ait demandé des octrois pour des maisons d'écoles de \$15,000 et

qu'une fois les travaux en cours, il ait été constaté que les dépenses atteignaient \$50,000.

On voulait faire trop beau au lieu de ne songer qu'au strict nécessaire, du moins pour le moment.

Voilà pourquoi il est bon que le surintendant surveille la confection des plans et devis pour empêcher le gaspillage.

L'article 14 est adopté.

Les articles 15 à 32 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 42 sans l'amender.

Charte de LaSalle

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Route 54, section Grand Lac Jacques-Cartier

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 1^{er} mars 1950, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} février 1949, inclusivement, jusqu'au 15 février 1950,

inclusivement, pour la construction de la route no 54, section Grand Lac Jacques-Cartier, à Hébertville, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de la session no 25)

**Route
Québec - Laterrière - Chicoutimi**

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 1^{er} mars 1950, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 16 février 1949, inclusivement, jusqu'au 15 février 1950, inclusivement, pour la construction de la route Québec-Laterrière-Chicoutimi, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de la session no 26)

**Chemins de fer,
rapport 1948**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre: le rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1948. (Document de la session no 27)

**Chemins de fer,
états et statistiques 1948**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre: les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1948. (Document de la session no 28)

Explications sur des faits personnels:

**Lettre du
président d'Haïti**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare avoir reçu du président Estimé¹, de la République d'Haïti, une lettre félicitant le gouvernement d'avoir délégué son secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) aux fêtes récentes du Port-au-Prince et ajoutant que cette visite avait contribué puissamment à resserrer les liens entre les deux pays.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTE

1. Dumarsais Estimé (1900-1953), président de la République d'Haïti du 16 août 1946 au 10 mai 1950.

Séance du mardi 14 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 205 confirmant les titres de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal à certaines ruelles;

- bill 154 concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 108 déclarant non imposables les immeubles du Parthénon à Sherbrooke;

- bill 159 modifiant la loi constituant en corporation l'Action Sociale Catholique;

- bill 150 des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec;

- bill 186 concernant Rougier Frères et Trust Général du Canada.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 128 ratifiant le règlement no 585 de la cité de Shawinigan Falls, et une résolution en date du 10 janvier 1950 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls dans le comté de Saint-Maurice, concernant l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies;

- bill 146 concernant The United Provinces Insurance Company - La Compagnie d'assurances Provinces Unies;

- bill 227 modifiant le Code du notariat.

Projets de loi:

Banque d'Épargne de Montréal

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 205 confirmant les titres de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal à certaines ruelles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 205 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Immeubles du Parthénon, Sherbrooke

M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 déclarant non imposables les immeubles du Parthénon à Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Action Sociale Catholique

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 modifiant la loi constituant en corporation l'Action Sociale Catholique.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 159 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Mesureurs de bois

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rougier Frères et Trust Général du Canada

M. Tellier (Montcalm) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 concernant Rougier Frères et Trust Général du Canada.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 186 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Biens imposables à Shawinigan Falls

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 ratifiant le règlement no 585 de la cité de Shawinigan Falls, et une

résolution en date du 10 janvier 1950 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls dans le comté de Saint-Maurice, concernant l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

La Compagnie d'assurances Provinces Unies

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 concernant The United Provinces Insurance Company - La Compagnie d'assurances Provinces Unies.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code du notariat

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 227 modifiant le Code du notariat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 227 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi la formant en corporation de cité et lui donnant certains pouvoirs additionnels;
- de la cité de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Corporation des techniciens diplômés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi des techniciens diplômés;

- de la ville de Val d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant leur charte.

Successions de Napoléon Bastien et de Domitilde Paquette

M. Roche (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Bernard Couvrette, de la cité de Montréal, concernant les successions Napoléon Bastien et dame Domitilde Paquette, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Bernard Couvrette, de la cité de Montréal, concernant les successions Napoléon Bastien et dame Domitilde Paquette.

Projets de loi:

Val d'Or

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 concernant la ville de Val d'Or.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sherbrooke

M. Goudreau (Richmond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 refondant la charte de la ville de Saint-Jérôme et en constituant le territoire en municipalité de cité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Jacques-Cartier**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte des sœurs
de la Charité de Québec**

M. Saucier (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Techniciens diplômés

M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 concernant les techniciens diplômés de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Québec**

M. Matte (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Rouyn

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 modifiant la charte de la cité de Rouyn.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Trois-Rivières**

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 190 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Montréal-Nord**

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 198 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Saint-Michel**

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 203 modifiant la charte de la ville de Saint-Michel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
d'Oka-sur-le-Lac**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Enregistrements
dans Saint-Hyacinthe**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 pour valider des enregistrements faits dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi sur
la colonisation**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Contrat de mariage de
Rodrigue Moore et Ida Vincent**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 165 annulant une clause du contrat de mariage de Rodrigue Moore et Ida Vincent ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Protection
de la jeunesse**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 relatif

aux écoles de protection de la jeunesse soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le bill ne décrit pas d'une façon assez explicite les circonstances qui donnent juridiction au magistrat en ce qui concerne le placement des enfants dans les écoles. Les droits des parents ne sont pas suffisamment sauvegardés, car ils ont un trop court espace de temps, 60 jours, pour demander la révision de la cause de leurs enfants s'ils désirent le faire. Or, ce ne sont pas uniquement les jeunes délinquants qui sont concernés par cette loi, mais aussi tous les enfants qui ont besoin de protection, dit-il.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 35 intitulé: Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse soit renvoyé de nouveau au comité plénier de cette Chambre avec instructions de l'amender de façon à protéger les droits de la famille et de définir avec précision les cas justifiant l'intervention de l'autorité publique."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon Ross, 7.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cossette, Côté, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 70.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est alors mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron,

Chartier, Choquette, Cossette, Côté, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 71.

Contre: MM. Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon Ross, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du régime des eaux courantes

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi du régime des eaux courantes, relativement à l'acquisition de terrains et servitudes pour l'installation de lignes électriques soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi de la Régie des transports soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Eugène Fiset, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 14 mars 1950
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

Projets de loi:

Ordre du mérite du défricheur

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 établissant l'Ordre

du mérite du défricheur soit maintenant lu une deuxième fois.

L'Ordre du mérite agricole a été fondé par Honoré Mercier, chef du premier gouvernement national de cette province en 1889. Le premier concours du Mérite agricole fut tenu dès l'année suivante, en 1890, et le 23 décembre de la même année, les plus hautes autorités religieuses et civiles de la province assistaient au couronnement des premiers décorés. Une section des colons a été établie en 1935 dans l'Ordre du mérite agricole. Cette année, à l'occasion des noces d'argent de l'Ordre du mérite agricole, nous voulons créer un ordre distinct pour les défricheurs et reconnaître ainsi pleinement leurs mérites et les services qu'ils rendent à la province chaque année en agrandissant sans cesse son domaine cultivable et poussent toujours plus loin la civilisation. C'est un autre premier ministre chef d'un autre gouvernement national qui a voulu créer, aujourd'hui, l'Ordre du mérite des défricheurs, qui rendra hommage à leur valeur et reconnaîtra officiellement leurs mérites.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) partage entièrement l'opinion du ministre en ce qui concerne les mérites des défricheurs. La loi a pour but de réglementer la distribution des récompenses et des ordres et d'encourager nos défricheurs à faire sans cesse mieux. On ne peut toujours en dire autant des mesures du gouvernement, mais cette loi est bonne et l'opposition à l'intention de l'appuyer. Il (M. Marler) rappelle que, pour la première fois de sa vie, il a assisté, en septembre dernier, au banquet du Mérite agricole, à l'Exposition provinciale de Québec. Il a été fortement impressionné par le succès de ce banquet et l'intérêt intense que suscite ce concours annuel.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Détenus souffrant
de maladies mentales**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 39 autorisant l'organisation d'institutions pour les détenus souffrant de maladies mentales.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Que le coût de la construction, de l'acquisition et de l'aménagement des immeubles destinés à l'établissement des institutions pour les détenus souffrant de maladies mentales, en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution, sera payé à même le fonds consolidé du revenu; toutes autres dépenses encourues par l'application de cette loi seront payées à même les deniers votés annuellement à ces fins par la Législature, sauf celles de l'année financière au cours de laquelle une institution a été établie, qui seront, quant à celles-ci, payables à même le fonds consolidé du revenu.

Il n'est aucunement question d'asiles d'aliénés. On tâche de faire disparaître l'odieux qui s'attachait à ces termes. Les déficiences mentales sont traitées comme des maladies ordinaires.

Par exemple, il y a présentement à la prison de Bordeaux des centaines de gens qui ont été arrêtés pour des crimes de droit commun et qui ont été jugés incapables de subir leur procès. Il y en a parmi eux qui sont là depuis un quart de siècle. Certains cas sont curables, d'autres non. Et une ségrégation adéquate doit être exercée. Nous croyons que c'est un principe faux que de maintenir ainsi des aliénés dans des prisons simplement parce qu'il s'agit de cas de

maladies mentales. Un homme peut être aliéné ou criminel, mais il ne peut être les deux à la fois parce que s'il est aliéné, il n'est pas responsable de ses actes et, donc, pas un criminel. L'objectif de ce projet de loi est de permettre au gouvernement d'organiser de nouvelles institutions qui fourniront des soins adéquats à ces cas spéciaux. Nous voulons placer ces personnes dans une institution spéciale, de façon qu'elles ne souffrent pas d'être considérées comme des criminels de droit commun.

On projette d'acheter un immeuble dans les Cantons-de-l'Est pour y loger les détenus souffrant de maladies mentales et qui se trouvent présentement dans les prisons.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) se déclare en faveur du bill lui-même, qui est de faire une ségrégation des divers malades mentaux et de leur donner des institutions appropriées. Le ministre de la Santé a déclaré que l'on a déjà en vue l'achat d'une maison dans les Cantons-de-l'Est et le premier ministre a déclaré qu'on doit aussi acheter à Roberval, pour \$1,600,000, un collège qui sera transformé pour recevoir des vieux et des vieilles.

Cependant, c'est encore un mandat en blanc que le gouvernement demande, un pouvoir permettant de dépenser, hors des dépenses du budget, n'importe quelle somme pour l'aménagement, la construction, l'expropriation d'immeubles pour les fins de la loi. Le ministre devrait recourir au budget normal, qui a pour but de mettre à la disposition du gouvernement les sommes nécessaires à la réalisation de ses projets. Par la loi actuelle, on nous dit: "Mettez à notre disposition une somme indéterminée et vous verrez, d'ici deux ans, par les *Comptes publics*, comment nous l'avons dépensée."

Le ministre devrait savoir d'avance quels sont ses projets et prévoir les dépenses dans son budget. Nous croyons que le principe essentiel doit être de soumettre toutes les dépenses aux représentants du peuple. Rien n'empêche le ministre de dire dans ses crédits budgétaires les sommes dont il a besoin, quitte à compléter au cours de l'année par un budget supplémentaire. Mais, avec la présente loi, le gouvernement ne soumet pas ses projets à la Chambre, et nous n'avons rien à dire. C'est la dixième fois que je le répète, le gouvernement procède par des mandats en blanc et nous sommes convaincus que c'est une mauvaise chose.

L'honorable M. Paquette (Labelle): J'aurais été surpris que le chef de l'opposition considère ce projet de loi comme un bon projet. Mon honorable

ami commet l'erreur de croire que dans des entreprises de ce genre, il ne faut penser qu'à la construction. Cette clause est nécessaire parce que, dans la construction des hôpitaux ou autres institutions comme celles-ci, il est présentement impossible de prévoir le montant que cela coûtera. La loi de l'assistance publique accorde d'ailleurs un statut particulier au ministre de la Santé à ce sujet. Il faut, outre la construction, chercher des corporations et institutions qui consentiront à prendre la direction de ces maisons. Or, on ignore les ententes qui auront lieu avec ces institutions et il est impossible de demander des sommes déterminées. D'autre part, le problème est urgent, et nous ne pouvons attendre.

Nous vous demandons la permission de prendre à même le fonds consolidé de la province les sommes requises pour la construction des institutions, à mesure que nous trouverons des communautés religieuses prêtes à en prendre la direction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit d'une loi des plus progressives parce qu'elle a pour but de permettre au gouvernement de pratiquer la ségrégation. Les patients sont classifiés en diverses catégories suivant leur état. Sous le régime de nos adversaires, rien n'a été fait. Les asiles débordent, et des ailes dans les prisons sont remplies de ce qu'on appelle à tort des incurables, qu'on appelle aussi, sans allusion à l'opposition, des crétins, des curables et des fous criminels...

(Rires)

... et qui ne sont en réalité que des déments. Nous voulons les tirer de là et les placer dans des institutions où on leur donnera des soins de nature à les ramener peut-être à la santé. Il est grand temps de faire une ségrégation dans les asiles d'aliénés.

Ceux qui n'offrent aucun danger et dont la faiblesse mentale tient plutôt de la sénilité seront reçus dans des foyers spéciaux où ils seront l'objet d'un traitement particulier. On ne peut décemment les placer avec les aliénés mentaux, ce qui fait peser inutilement sur leur famille des stigmates que nous voulons leur éviter. Nous voulons faire une ségrégation de ces malades, et comme la province est immense, les besoins sont nombreux et il nous faudra établir ces institutions dans les endroits les plus appropriés à la solution du problème.

Il y a là une œuvre humanitaire et sociale à accomplir qui est tellement urgente que les régimes libéraux n'ont rien fait dans ce domaine en 45 années d'administration de la province. Aucun gouvernement jusqu'ici n'aura appliqué une telle réforme. Il s'agit d'une œuvre sociale et humanitaire, et nous allons y

aller sans lésiner. C'est un pas de géant dans l'amélioration des conditions sociales.

Mais, comme nous ne savons pas encore quelles institutions nous aurons à construire ou à acheter, il est impossible de mentionner un montant dans le projet de loi. Nous demandons simplement à la Chambre de nous aider à faire face à une situation extraordinaire et nous ne devons pas être limités dans nos activités. Ce n'est pas un mandat en blanc, cela. Le chef de l'opposition, lui, voudrait que nous mentionnions un montant et si ce n'est pas suffisant, de procéder par mandat spécial. Or, il n'y a rien qui porte le plus atteinte aux prérogatives des députés qu'un mandat spécial, parce qu'il est décidé en dehors de la Chambre.

Le prétendu respect des budgets n'est qu'une farce, car je me souviens des régimes libéraux, alors qu'on faisait voter \$150,000 dans le budget et qu'on en dépensait \$1,000,000. Ce n'est pas de cette façon que nous procédons, nous. Nous soumettons un projet aux députés qui seront toujours appelés à contrôler les dépenses lors de la présentation des *Comptes publics*.

Les hôpitaux pour aliénés de Montréal, Québec, Verdun et de la prison commune de Montréal sont trop encombrés. Nous ne savons pas où seront situées les institutions et quelle grandeur elles auront. Il s'agit d'une œuvre sociale et humanitaire et nous voulons y aller sans lésiner. C'est un pas de géant dans l'amélioration des conditions sociales chez nous.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

questionne le gouvernement au sujet de ses futures intentions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'administration envisage d'agrandir l'hôpital psychiatrique Saint-Jean-de-Dieu de Longue-Pointe, à Montréal, et l'hôpital psychiatrique de Beauport, près de Québec.

De plus, il est question aussi de l'achat d'un collège de Roberval qui serait transformé en maison de retraite pour les vieux et les vieilles. Cet immeuble servira à hospitaliser les patients dont l'état n'offre aucun caractère de gravité et tient plutôt de la sénilité. L'institution n'aura pas du tout le caractère d'un asile d'aliénés.

Au lieu d'agrandir les hôpitaux de Mastai ou de la Longue-Pointe pour créer des foyers destinés à cette catégorie de patients, nous avons, sur l'avis de plusieurs experts, décidé de transformer l'immeuble de Roberval qui se prête très bien à cette fin. Nous allons l'acheter de la commission scolaire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): À quel prix?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que nous paierons \$1,600,000. Le gouvernement avait accordé des octrois pour la construction de cet immeuble qui devait servir à l'enseignement supérieur. Nous allons rembourser la commission scolaire pour ce qu'elle a payé à un prix trop élevé et nous allons faire les changements nécessaires à la bâtisse qui se prête très bien à cette nouvelle destination. Le fait d'avoir une construction toute prête a été un avantage providentiel, qui nous permettra de réaliser très vite les réformes proposées. Il faudra évidemment construire d'autres écoles pour Roberval.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

M. Groulx (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"La résolution relative au bill 39 intitulé: Loi autorisant l'organisation d'institutions pour les détenus souffrant de maladies mentales soit renvoyée de nouveau au comité plénier de cette Chambre avec instructions de l'amender de façon que toutes les dépenses encourues pour l'application de la loi soient payées à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, qualifiant l'amendement de provocation contre les décisions des Orateurs. Vous même, M. l'Orateur, et tous les Orateurs qui vous ont précédé ont décidé à maintes et maintes reprises que de tels amendements, affectant la destination de fonds publics, ne peuvent être présentés que par un ministre de la couronne sur recommandation, au préalable, du lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que le présent amendement est irrégulier et illégal, parce qu'il comporte des dépenses d'argent, et qu'il ne peut en conséquence être proposé que par un ministre, sur recommandation du lieutenant-gouverneur. M. l'Orateur se réfère aux décisions qu'il a rendues au cours de la présente session et à celles de ses prédécesseurs dans des cas analogues.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Choquette, Cossette, Côté, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 75.

Contre: MM. Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon Ross, 7.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est alors mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Choquette, Cossette, Côté, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie,

Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 75.

Contre: MM. Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon Ross, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 39 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 autorisant l'organisation d'institutions pour les détenus souffrant de maladies mentales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 39 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpitaux pour maladies mentales

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 38 concernant les hôpitaux pour le traitement des maladies mentales.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Que, sous réserve de l'article 31 et nonobstant

l'article 34 de la loi des institutions pour malades mentaux, édictée par l'article 1 de la loi qui accompagne la présente résolution, les dépenses encourues pour l'application de cette loi, pendant l'année financière au cours de laquelle elle devient en vigueur seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 concernant les hôpitaux pour le traitement des maladies mentales soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de ce projet de loi est de permettre au gouvernement de construire des hôpitaux ou de conclure des ententes pour obtenir les immeubles nécessaires de façon à ce que les aliénés mentaux, actuellement considérés comme des prisonniers, soient à l'avenir traités comme des malades dans des institutions appropriées à leur état pathologique.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le bill 38 prévoit le changement des noms des asiles d'aliénés. On les appellera à l'avenir "hôpitaux pour maladies mentales". C'est sûrement une amélioration et cela est conforme à la politique sociale que nous avons approuvée. Il (M. Marler) approuve également le principe de la ségrégation. Plusieurs idées préconçues dans le domaine des criminels aliénés sont fausses, dit-il.

Le deuxième principe du bill est moins bon, on change le mode d'administration de ces institutions. Celles qui sont subventionnées par le gouvernement sont contrôlées par le gouvernement; les autres ne sont assujetties qu'à une surveillance. Dans les hôpitaux subventionnés, on prévoit la nomination d'un surintendant médical qui sera, en fait, le directeur de l'institution. C'est lui qui nommera les chefs des services médicaux et probablement les autres employés. Les propriétaires des institutions auront bien peu de chose à dire dans l'administration. Je trouve que cela est mauvais...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition est hors d'ordre.

Des députés poursuivent le débat pendant un court moment.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1.

Le comité étudie les articles 1 et 2 du chapitre 188 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lisent comme suit:

"1. Dans la présente loi,

"a) "hôpital" désigne une institution où l'on traite des malades mentaux et avec laquelle le ministre de la santé a conclu une entente visée par l'article 3;

"b) "surintendant" désigne le surintendant d'un hôpital au sens du paragraphe a."

"2. La présente loi s'applique à tout hôpital qui a pour objet l'hygiène mentale ou le traitement des psychopathies et que le lieutenant-gouverneur en conseil désigne comme institution pour les maladies mentales."

M. Ross (Montréal-Verdun): Cette loi équivaut à une mainmise complète du gouvernement sur les institutions où l'on traite d'hygiène mentale.

L'honorable M. Paquette (Labelle): (Avec étonnement) Où est-ce marqué?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne faut tout de même pas fausser les faits.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le paragraphe a de l'article 1 et l'article 2 sont explicites à cet effet. Le paragraphe a définit ce qu'il faut entendre par "hôpital" et l'article 2 dit que: "La présente loi s'applique à tout hôpital qui a pour objet l'hygiène mentale ou le traitement des psychopathies et que le lieutenant-gouverneur en conseil désigne comme institution pour les maladies mentales".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet article ne s'applique qu'aux hôpitaux qui ont

conclu une entente avec le gouvernement. Le but de la loi est tout simplement de s'occuper des hôpitaux où l'on traite exclusivement des maladies mentales.

L'honorable M. Paquette (Labelle): La loi n'embrassera pas les hôpitaux autres que ceux dont nous nous occupons actuellement. Nous voulons aussi par la présente loi faire disparaître le mot "fou" qui marque les malades et les familles éprouvées comme un stigmate et assurer une meilleure ségrégation. On remplace ces appellations par celles d'hôpitaux et de maladies mentales.

Les articles 1 et 2 du chapitre 188 remplacé par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Les articles 3 et 4 du chapitre 188 remplacé par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 188 remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"5. "Le surintendant dirige l'hôpital, et préside le bureau médical et décide de la classification des malades et de leur libération définitive.

"L'assistant-surintendant le seconde dans l'exécution de ses fonctions et le remplace au besoin, avec les mêmes pouvoirs."

M. Ross (Montréal-Verdun) demande si le surintendant aura autorité sur tout l'hôpital.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) apporte une correction au premier alinéa de l'article 5, qui se lira désormais comme suit:

"5. Le surintendant dirige l'hôpital au point de vue médical, en préside le bureau médical et décide de la classification des malades et de leur libération définitive."

L'amendement est adopté.

L'article 5 du chapitre 188 remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

L'article 6 du chapitre 188 remplacé par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 7 du chapitre 188 remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"7. Le bureau médical adopte des règlements pour l'administration et le progrès de l'hôpital et il agit comme corps consultatif pour l'application des dispositions de l'article 5."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose un amendement à l'article 7 qui se lit désormais comme suit:

"7. Le bureau médical adopte des règlements pour l'administration et le progrès de l'hôpital au point de vue médical, et il agit comme corps consultatif pour l'application des dispositions de l'article 5."

M. Ross (Montréal-Verdun): C'est un excellent amendement sans lequel le gouvernement se serait substitué aux communautés religieuses pour la gestion des hôpitaux d'hygiène mentale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le texte que nous avions décidé. Les mots "au point de vue médical" ont été retranchés, je ne sais trop comment. C'est une erreur d'impression.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je trouve étonnante une telle erreur d'impression.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont des choses qui arrivent souvent. Ainsi, quand le député de Verdun a l'impression qu'il pourrait faire un bon chef pour le Parti libéral, c'est une erreur d'impression.

(Rires)

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai plutôt l'impression qu'on avait bel et bien omis les mots "au point de vue médical" dans l'article 5 et l'article 7.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas du tout. Il n'a jamais été question, ni de près ni de loin, de contrôler l'administration des hôpitaux. Mais nous voulons que le surintendant soit un médecin compétent et qu'il soit le maître au point de vue médical. La médecine, c'est l'affaire des médecins. Mais l'administration, c'est une autre affaire. Elle restera aux propriétaires.

Ce que nous cherchons surtout, c'est confier nos malades à des personnes compétentes dans tous les domaines. Nous sommes encore un pays et une province jeune, et les personnes formées au traitement de toutes les maladies n'ont pas derrière elles la tradition des Vieux-Pays.

Il est difficile de trouver des hommes compétents dans le domaine. Par exemple, la province a éprouvé une grande perte, l'automne dernier, lorsque le Dr Legrand, un psychiatre bien connu, est décédé dans un accident d'avion. Des hommes comme le Dr Legrand sont difficiles à trouver et encore plus difficiles à former. Le

gouvernement n'a pas essayé de contrôler l'administration des hôpitaux psychiatriques par le biais du directeur médical. L'autorité du directeur s'étendrait seulement au domaine médical.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi n'élimine aucunement les hôpitaux privés d'hygiène mentale, non plus que les départements de neurologie qui existent dans différents hôpitaux. Elle ne s'applique qu'aux hôpitaux qui ont des contrats avec le gouvernement pour le traitement des maladies mentales.

M. Ross (Montréal-Verdun): Cette loi en est une de socialisation de la médecine et elle va plus loin que la loi anglaise qui, elle, laissait la liberté du choix du médecin.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le choix du médecin devrait être laissé aux malades privés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement ne peut hospitaliser des malades dans des institutions gouvernementales aux dépens du peuple. Même les malades privés hébergés dans un hôpital sous contrôle gouvernemental paieront moins cher que ceux qui iront dans un hôpital privé. Seulement, le gouvernement ne peut dépenser l'argent du peuple pour héberger ceux qui peuvent payer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne critique pas la générosité du gouvernement. Il est évident que le gouvernement ne peut et ne doit pas payer pour ceux qui sont assez riches pour le faire; mais ces derniers devraient pouvoir choisir leur médecin.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il est presque impossible pour les malades particuliers dans les hôpitaux psychiatriques d'appeler un médecin de leur choix, parce que dans bien des cas, et particulièrement dans le cas des malades mentaux, les patients ne sont pas les mieux placés pour choisir leur propre médecin.

Dans certains hôpitaux, il y a jusqu'à 1,600 malades qui paient. Ils ont souvent des médecins qui ne sont pas des spécialistes en psychiatrie, alors que nous n'employons que des compétences en la matière. Le choix de nos médecins n'est inspiré que par des soucis scientifiques.

Nous avons engagé le Dr Albert Legrand, bien que nous sachions qu'il n'avait aucune sympathie pour l'Union nationale; mais l'important, c'était qu'il fût qualifié. Je tiens à rendre ici hommage à la mémoire, à ce grand médecin disparu si tragiquement.

Nous voulons que nos médecins offrent les meilleures garanties au point de vue traitement, car nous ne voulons pas compromettre notre œuvre. Le médecin privé qui n'a pas de connaissances en psychiatrie ou en maladies mentales pourra-t-il toujours dire ce qu'il faut à son patient, dans le cas par exemple de l'application de l'électro-choc? Il ne sera pas souvent le meilleur juge en la matière.

Dans le cas de l'hôpital de la Longue-Pointe à Montréal, pensez-vous qu'il serait pratique de laisser les 1,500 ou 1,600 malades choisir 1,500 ou 1,600 médecins différents, alors que nous avons à la portée de la main une équipe compétente et expérimentée et prête à rendre tous les services? Nous avons surtout à cœur l'intérêt de nos patients et nous voulons en guérir le plus grand nombre possible.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si ce n'est pas le patient lui-même, la famille de celui-ci devrait à tout le moins être en mesure de choisir le médecin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement va présenter un projet de loi qui sera une compilation des articles disséminés ici et là dans les Statuts et qui concernent les soins aux ivrognes.

Le gouvernement reconnaît le problème de l'alcoolisme comme étant urgent, mais ce qu'il y a de plus urgent, c'est le cas de ceux dont la condition n'est pas de leur faute.

L'amendement est adopté.

L'article 7 du chapitre 188 remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 8 à 35 du chapitre 188 remplacé par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 38 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Projets de loi:

Loi de la chasse

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Ainsi, la chasse à l'original sera prohibée dans toute la province, sauf aux endroits, aux périodes et aux conditions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 13b édicté par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 49, le paragraphe et l'article suivants:

§7.- De la prohibition de porter une arme à feu chargée dans un avion, automobile ou autre voiture

"13c. Il est défendu à toute personne, sous peine d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus vingt-cinq dollars, de transporter un fusil, une carabine ou une autre arme à feu chargée, dans un avion, automobile ou autre voiture ou de tirer de l'un de

ces véhicules. Une arme à feu contenant une cartouche dans son magasin sera considérée comme chargée."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ceci va empêcher les policiers de tenir des pistolets chargés dans leurs voitures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) amende l'article en y ajoutant: "Sauf quant aux agents de la paix, policiers ou constables en devoir et quant à toute autre personne autorisée par le ministre ou par un officier nommé par lui à cet effet."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) veut que l'on inclue les personnes possédant des permis de port de revolver, pour leur protection personnelle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse. Ça va trop loin, dit-il.

L'article 9 est amendé et se lit désormais comme suit:

"9. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 13*b* édicté par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 49, le paragraphe et l'article suivants:

§7.- De la prohibition de porter une arme à feu chargée dans un avion, automobile ou autre voiture

"13*c*. Il est défendu à toute personne, sauf quant aux agents de la paix, policiers ou constables en devoir et quant à toute autre personne spécialement autorisée à cet effet par le ministre ou par un officier autorisé, sous peine d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus vingt-cinq dollars, de transporter un fusil, une carabine ou une autre arme à feu chargée, dans un avion, automobile ou autre voiture, dans les endroits soumis à la juridiction du ministre de la Chasse, ou de tirer de l'un de ces véhicules. Une arme à feu contenant une cartouche dans son magasin sera considérée comme chargée."

L'amendement est adopté.

L'article 9, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 10 à 15 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 16, qui se lit comme suit:

"16. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 26, le suivant:

"26*a*. Quiconque tue accidentellement un orignal, un caribou ou un chevreuil, avec un véhicule, est tenu de le remettre sans retard à un

garde-chasse ou autre officier du département et de produire dans les quinze jours une déclaration solennelle relatant les circonstances de l'accident."

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ceci est pour mettre fin à un braconnage nouveau genre qui consiste à attendre le gibier sur les routes, la nuit, et à allumer soudain les phares d'une auto pour foncer sur les bêtes affolées.

L'article 16 est adopté.

L'article 17 est adopté.

Le comité étudie l'article 18, qui se lit comme suit:

"18. L'article 29 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"29. Les droits peuvent être réduits si le permis est émis à un membre d'un club de chasse constitué en corporation en vertu des lois de la province, mais à condition que ce club soit locataire d'un territoire de chasse conformément à l'article 54."

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): La location des terrains de chasse rapporte annuellement \$200,000 à la province¹.

L'article 18 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

Dépôt de documents:

Pont de Québec

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 8 mars 1950, pour la production d'une copie de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1948 jusqu'au 15 février 1950, inclusivement, relativement à la construction d'une deuxième voie carrossable sur le

pont de Québec ainsi qu'aux chemins et autres travaux d'approches, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de la session no 29)

Amélioration des ponts

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la loi relative à l'amélioration des ponts publics dans la province (12 George VI, chapitre 24). (Document de la session no 30)

Demandes de documents:

Engagements pour travaux de drainage

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état concernant:

1. Depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 15 février 1950, combien le gouvernement de la province a engagé d'argent pour l'exécution de travaux de drainage?

2. Combien a-t-il dépensé pour ces fins durant la même période?

3. Quel montant a été payé à chaque entrepreneur durant cette période?

4. Quel montant le gouvernement devait encore à chaque entrepreneur le 15 février 1950?

Adopté.

Travaux de drainage dans divers comtés

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état concernant:

Relativement aux travaux de drainage exécutés à l'entreprise, au cours des années 1947 et 1948, dans les cours d'eau Pierre-Février, comté de Drummond; rivière Saint-Régis, comté de Laprairie; Grande-Décharge, comtés de Beauharnois et Châteauguay; ruisseau Saint-Pierre, comté de Laprairie; ruisseau Hazen, comté d'Iberville; cours d'eau Landry, comté de Bagot; ruisseau à l'Ours, comtés de Rouville et Saint-Hyacinthe; rivière Rouge, comtés d'Argenteuil et Deux-Montagnes; rivière Noire, comté de Shefford; Grande-Décharge, comtés de Drummond et Arthabaska; Grand Cours

d'Eau, Saint-Rémi de Napierville; cours d'eau Le Bras, comté de Mégantic; rivière aux Pins, comté de Lotbinière; rivière Etchemin, comté de Dorchester; ruisseau Blaise, comté de Napierville; rivière Dumoulin, comté de Portneuf, quel a été, dans chaque cas:

a) l'estimé original du coût des travaux?

b) le montant de la dépense totale?

c) la somme payée aux entrepreneurs?

d) le solde dû à chacun des entrepreneurs le

15 février 1950?

Adopté.

Travaux de drainage dans Verchères

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état concernant:

Quels sont les noms, prénoms et adresses des diverses personnes du comté de Verchères auxquelles a été distribuée:

a) la somme de \$5,428.21, telle que mentionnée, à la page 26 du détail des dépenses du ministère de l'Agriculture dans les *Comptes publics* de l'exercice fiscal 1947-1948?

b) la somme de \$7,233.52, telle que mentionnée, à la page 27 du détail des dépenses du ministère de l'Agriculture, dans les *Comptes publics* de l'exercice fiscal 1948-1949?

Adopté.

Travaux de drainage dans Rouville

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état concernant:

Quels sont les noms, prénoms et adresses des diverses personnes du comté de Rouville auxquelles a été distribuée:

a) la somme de \$27,181.49, telle que mentionnée à la page 25 du détail des dépenses du ministère de l'Agriculture dans les *Comptes publics* de l'exercice fiscal 1947-1948?

b) la somme de \$38,958.23, telle que mentionnée, à la page 26 du détail des dépenses du ministère de l'Agriculture, dans les *Comptes publics* de l'exercice fiscal 1948-1949?

Adopté.

Versements du Trésor public

M. Lévesque (Gaspé-Nord) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quelles sommes d'argent ont été versées par le Trésor provincial pour salaires, traitements, dépenses de voyage, contrats, services, vente de biens meubles et immeubles et pour toute autre considération aux personnes dont les noms et adresses suivent, faisant affaire seules ou conjointement avec d'autres ou sous une raison sociale quelconque, pour la période à compter du premier jour de septembre 1944 jusqu'au 1^{er} mars 1950:

William Bisson, Grande-Rivière, comté de Gaspé-Sud;

Henri Stibre, Grande-Rivière, comté de Gaspé-Sud;

Léopold Dallaire, Cap-d'Espoir, comté de Gaspé-Sud;

Everette Keays, Chandler et Newport, comté de Gaspé-Sud;

Russell Keays, Gaspé, comté de Gaspé-Sud;

Wilson Boyle, Gaspé, comté de Gaspé-Sud;

Sasseville Roy, Gaspé, comté de Gaspé-Sud;

Éloi Plante, Gaspé, comté de Gaspé-Sud;

Robert Girard, Belle-Anse, comté de Gaspé-Sud;

Albert Bédard, Gaspé, comté de Gaspé;

Louis Keable, Les Méchins, comté de Matane;

Philippe Keable, Les Méchins, comté de Matane,

Les Constructions de l'Est, Enr., ou Eastern Construction, Reg'd, Cap-aux-Meules, Îles-de-la-Madeleine?

2. Pour quels services, travaux ou autres considérations ces sommes ont été payées dans chaque cas.

3. Si ces personnes ont encore des réclamations en suspens contre le Trésor provincial et quelles sont ces réclamations.

4. Si des soumissions publiques ont été demandées pour le travail ou les services fournis par ces personnes.

Adopté.

Projets de loi:

Loi de la chasse

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 49 modifiant la loi de la chasse.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 49 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé².

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Taxe de vente: Saint-Gérard-Magella;
comté de Montmorency;
Saint-Gabriel-Ouest de Valcartier;
Lac-Saint-Charles;
Notre-Dame-des-Laurentides;
Saint-Émile; Stoneham;
Saint-Gabriel-de-Valcartier**

Conformément à l'article 641 du Règlement et du consentement unanime, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier, l'un après l'autre, les bills suivants:

- bill 169 assujettissant la paroisse de Saint-Gérard-Magella à la taxe de vente de la cité de Québec;

- bill 170 assujettissant les municipalités du ressort du Conseil de comté de Montmorency numéro 1 à la taxe de vente de la cité de Québec;

- bill 192 pour inclure la corporation municipale de Saint-Gabriel-Ouest de Valcartier dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- bill 193 pour inclure la corporation de la paroisse du Lac-Saint-Charles dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- bill 194 pour inclure la corporation de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- bill 195 pour inclure la corporation de la paroisse de Saint-Émile dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- bill 196 pour inclure la corporation municipale de Stoneham dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;

- bill 200 pour inclure la corporation municipale de Saint-Gabriel-de-Valcartier dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec.

En comité:

M. Prévost (Montmorency): En 1940, quand la taxe de vente fut instituée, la Ville de Québec avait

proposé d'inclure les municipalités qui font aujourd'hui demande d'entrer dans la zone. Parce qu'elles furent mal conseillées dans le temps, ces municipalités refusèrent et elles ont perdu depuis une forte somme en revenus. L'objet de ces bills est de redresser le contour de la zone d'imposition.³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit d'une législation d'intérêt privé n'engageant aucunement la responsabilité du gouvernement. Je ne parle pas comme premier ministre ni comme chef de l'Union nationale en exprimant certaines idées comme simple député; et les membres de la Chambre voteront comme ils l'entendront.

Ce qui me frappe dans ces bills, c'est qu'il ne s'agit pas d'empêcher les municipalités concernées d'imposer une taxe de vente dans leurs limites. Si on voulait le faire, elles protesteraient et elles auraient raison. Il s'agit d'un règlement de la Ville de Québec et les municipalités environnantes n'ont pas droit d'intervenir. L'adoption des mesures constituerait un moyen indirect d'essayer d'amender la charte de la ville de Québec.

Il ne s'agit pas d'une demande de la Ville de Québec. La demande vient de diverses municipalités qui veulent partager des revenus de Québec. Est-ce un bon principe? J'en doute fort. Ce n'est pas un bon principe d'enlever à Québec une partie de ses revenus actuels pour les donner à des municipalités voisines. La Chambre de commerce et d'autres associations de Québec se sont carrément opposées à ces bills.

La ville de Québec, c'est la Vieille Capitale qui traverse actuellement une période difficile. Nous sommes intéressés à son succès et à sa prospérité. Nous voulons son bien. Elle a fait des progrès considérables depuis 1945, elle a acquis des industries nouvelles qui permettent aux gens d'ailleurs d'avoir un marché profitable. Il ne faut pas oublier que le gens de l'extérieur passent sur les trottoirs et les pavages payés par les contribuables de Québec et bénéficient de nombreux services encore payés par les contribuables de Québec. Est-ce qu'il n'y va pas de l'intérêt des municipalités voisines que Québec ne soit pas paralysé dans son essor? La justice, la logique et le bon sens s'opposent à l'adoption de ces projets de loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est un argument faux de demander d'inclure aujourd'hui six ou sept municipalités dans une zone parce qu'autrefois on a pensé les inclure dans la zone. Il est dangereux d'apporter comme argument celui du territoire économique.

On n'a aucunement prouvé que les municipalités pétitionnaires ont besoin des revenus additionnels qu'elles demandent. Au contraire, le taux de la taxe dans la plupart de ces municipalités est plutôt faible. Il (M. Marler) a consulté les statistiques municipales et il a vu que, dans la plupart des municipalités intéressées, le taux de la taxe est de 20 cents, de 30 cents, de 50 cents etc., ce qui n'indique pas de grands besoins à satisfaire. Tandis que, dans Québec, le taux de la taxe est de 4 % environ. Ce serait injuste pour la ville de Québec de la priver ainsi de \$100,000 par année de revenus, quand elle en a un plus grand besoin que les municipalités pétitionnaires. Il faut éviter d'augmenter les difficultés financières de la ville de Québec.

M. Matte (Québec-Est): Les demandereses profitent largement de leur voisinage de Québec. Leurs citoyens travaillent dans les industries, les magasins et les bureaux de Québec. Bien plus, certaines en ont profité pour abolir leurs taxes municipales, Saint-Romuald par exemple. Québec paie et les municipalités voisines en profitent. Québec fait face à un problème de chômage grandissant, et aujourd'hui la ville a besoin de toutes les sources de revenu auxquelles elle a droit. L'adoption des huit projets de loi privés devant la Chambre signifierait que la Vieille Capitale perdrait entre \$100,000 et \$125,000 par année en revenus existants. L'an dernier, la ville de Québec a eu un déficit de \$197,000.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) est d'accord avec les arguments avancés précédemment. Les résidents des diverses municipalités avoisinantes, dit-il, touchent déjà des revenus importants et réguliers de Québec.

Il (M. Boudreau) propose que le comité se lève.

Le comité se lève sans faire rapport.

M. l'Orateur au fauteuil

**Loi du contrôle
du revenu**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 modifiant la loi du contrôle du revenu soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi a pour objet de rendre plus juste et plus efficace à l'égard des débiteurs qui tentent de s'y soustraire, la perception des honoraires,

droits, impôts et taxes dus à la province, en facilitant le travail des officiers du département du Trésor. Si une personne omet de rendre compte, le trésorier de la province est autorisé à déterminer lui-même au moyen des indices des opérations de cette personne le montant qu'elle aurait dû payer. Cette personne aura le fardeau de prouver que le montant fixé arbitrairement n'est pas juste. C'est la Cour de magistrat ou la Cour supérieure, selon le montant en litige, qui sera le tribunal compétent pour juger ces affaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cela veut dire que, dans les montants considérables, il y aura appel?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Oui.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande si les officiers pourraient faire enquête sur n'importe quelle année.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Après cinq ans, il y a prescription de ces comptes. La nouvelle loi s'applique à toutes les taxes, de quelque nature qu'elles soient, dues au département du Trésor. Certaines de ces lois ont des dispositions que les autres n'ont pas. On veut tout simplement uniformiser ces dispositions, qui simplifieront la procédure.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 40 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rachat de terrains

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant le rachat de certains terrains détenus en

vertu d'un constitut ou bail à rente soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi a pour but d'étendre à toute la province la faculté qu'avaient déjà, dans plusieurs comtés, les locataires de terres par baux emphytéotiques de forcer leurs locataires à leur vendre ces terres en leur payant une somme équivalente au capital rentier, plus les intérêts. C'est la disparition des derniers vestiges de tenure seigneuriale. Il y a des terres louées que les locataires ne pouvaient jamais acheter. Le prix de location était parfois supérieur à la valeur de la terre. Nous mettons fin à cela. C'est une victoire sur la dictature économique.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 51 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) offre de commencer l'étude des subsides.

Un député de l'opposition: L'opposition n'a pas eu le temps d'étudier les estimés budgétaires.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Chiffre du *Soleil* du 15 mars 1950, à la page 28. *Le Devoir* du même jour, à la page 7, mentionne plutôt \$300,000.

2. *Le Soleil* du 15 mars 1950, à la page 28, rapporte que le débat sur le bill 49 a duré "une couple d'heures".

3. *Le Soleil* du 15 mars 1950, à la page 3, rapporte que M. Prévost "a fait un long plaidoyer en faveur des projets de loi présentés", mais, apparemment, les journaux n'en rapportent qu'une petite partie.

Séance du mercredi 15 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 180 concernant l'adoption de Joseph-Edmond-Gérard Dea-Levesque;
- bill 174 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 168 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent;
- bill 125 modifiant la charte de la ville de Courville;
- bill 111 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 176 modifiant la charte de la cité de Thetford-les-Mines;
- bill 144 refondant la charte de la ville de Dorval.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 172 concernant la ville d'Amos.

Projets de loi:

Adoption de J.-E.-G. Dea-Levesque

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 concernant l'adoption de Joseph-Edmond-Gérard Dea-Levesque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Courville

M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 modifiant la charte de la ville de Courville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 111 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Thetford Mines

M. Vachon (Wolfe) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 modifiant la charte de la cité de Thetford-les-Mines.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Dorval

M. Gatien (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 refondant la charte de la ville de Dorval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Amos

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 concernant la ville d'Amos.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 172 sans l'amender.

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Laurent

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 168 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Agathe- des-Monts

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Antonio Touchette et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains arrangements intervenus entre les pétitionnaires et la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et regue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Antonio Touchette et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains arrangements intervenus entre les pétitionnaires et la ville de Sainte-Agathe-des-Monts.

Remboursement de droits:**Succession
de Marie-Joseph Lorange**

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que le bill 107 concernant la succession de dame Marie-Joseph Lorange ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Gaston Élie

M. Tellier (Montcalm) propose, du consentement unanime, que le bill 133 concernant les droits de Gaston Élie sous l'appellation "Gaston Élie in trust" ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Succession de
Guillaume-Narcisse Ducharme**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 132 concernant la succession de Guillaume-Narcisse Ducharme ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Projets de loi:**Val d'Or**

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant la ville de Val d'Or soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Saint-Jérôme**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 refondant la charte de la ville de Saint-Jérôme et en constituant le territoire en municipalité de cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Jacques-Cartier

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Québec

M. Matte (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Rouyn

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant la charte de la cité de Rouyn soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de
Trois-Rivières**

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la charte de la cité

de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montréal-Nord

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Michel

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant la charte de la ville de Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte des sœurs de la Charité de Québec

M. Fox (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Techniciens diplômés

M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 concernant les techniciens diplômés de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

Concessions forestières, primes de transfert

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur

le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 2 février 1949 jusqu'au 15 février 1950, et se rapportant aux primes de transfert de concessions forestières.

Adopté.

Concessions forestières, échanges

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 26 janvier 1949 inclusivement jusqu'au 15 février 1950 inclusivement, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières.

Adopté.

Travaux de drainage, rivière Nord-Ouest

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, relativement aux travaux de drainage exécutés à l'entreprise de la rivière Nord-Ouest, ses affluents et ses branches, situés principalement dans le comté de Montmagny, depuis le 1^{er} janvier 1948 jusqu'au 15 février 1950:

- a) copie de toutes soumissions reçues;
- b) copie de toutes ententes, conventions supplémentaires et annexes au contrat du 7 juillet 1948 entre l'entrepreneur Ulysse Sainte-Marie et le ministère de l'Agriculture;
- c) copie de tous estimés progressifs;
- d) un état indiquant la dépense encourue au 15 février 1950 pour lesdits travaux, le solde dû à cette même date aux entrepreneurs et l'estimé des travaux à être encore exécutés.

Adopté.

Travaux de drainage, rivière Norton Creek

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, relativement aux travaux de drainage exécutés à l'entreprise dans la rivière Norton Creek, ses affluents et ses branches, situés principalement dans les comtés de Châteauguay et Huntingdon, depuis le 1^{er} janvier 1944 jusqu'au 15 février 1950:

- a) copie de toutes soumissions reçues;
- b) copie de tous contrats à l'entreprise, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement;
- c) copie de tous estimés progressifs;
- d) un état indiquant la dépense encourue à date pour lesdits travaux, le solde dû aux entrepreneurs et l'estimé des travaux à être encore exécutés.

Adopté.

Projets de loi:

Hôpitaux pour maladies mentales

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 concernant les hôpitaux pour le traitement des maladies mentales soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Oka-sur-le-Lac

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 maintenant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

En 1937, les Sulpiciens se trouvaient en mauvaise posture financière. Après plusieurs années de difficultés, les messieurs de Saint-Sulpice, qui ont si largement contribué au progrès de Montréal et à l'éducation de sa population, se sont vus acculés à la faillite. Ils avaient fait appel aux gouvernements précédents, mais en vain. C'eût été un malheur que cette société tombât en faillite, et cette faillite n'aurait pas manqué de jeter du discrédit sur la province.

Vous vous souvenez que Mercier avait fait voter \$400,000 aux Jésuites pour les dédommager des biens qu'on leur avait enlevés. Ce geste de Mercier rencontra d'unanimes approbations. Eh bien, le gouvernement de l'Union nationale a multiplié par 12 ce geste de Mercier en votant un crédit de \$5,000,000 au profit des Sulpiciens. Nous avons fait cela en témoignage d'estime pour les messieurs de Saint-Sulpice et aussi en témoignage d'appréciation

pour les services qu'ils ont rendus à la province. Grâce à cette somme, ils ont pu continuer l'œuvre commencée.

Nous avons assumé le paiement de toutes leurs dettes. Nous n'avons pris que leurs biens de nature commerciale, leur laissant leurs biens-fonds, tels Notre-Dame, l'église Saint-Jacques, le Séminaire, etc. Il y avait aussi des terrains sis à Oka. Nous avons institué comme fiduciaire de ces terrains le conseil municipal de la ville d'Oka-sur-le-Lac. Mais les terrains n'ont pas été vendus et il nous faut, aujourd'hui, prolonger pour une période de trois ans le pouvoir de cette municipalité. Tel est le but de la loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)
approuve la loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 55 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Enregistrements dans Saint-Hyacinthe

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 pour valider des enregistrements faits dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 56 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi sur la colonisation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Bégin (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi n'a pour but que de prolonger d'un an le délai pour dépenser la somme de \$16,000,000 votée pour la colonisation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'étonne de l'absence en Chambre du ministre de la Colonisation (**l'honorable M. Bégin**). Il dit que cette loi est un blanc-seing que se fait donner le gouvernement. Il aimerait connaître où sont allées les sommes dépensées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère au chef de l'opposition de discuter cette question lors de la discussion des subsides du ministère de la Colonisation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et **l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** échangent leurs points de vue.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) se rallie à ce mode de procédure.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis pour **l'honorable M. Bégin (Dorchester)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. **M. l'Orateur** quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que **M. l'Orateur** quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de **M. Tellier (Montcalm)**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je vois qu'à cet item il y a eu une augmentation de \$12,000 depuis deux ans. Pourquoi cette augmentation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons augmenté les salaires. Tout le monde sait aussi que ça coûte plus cher qu'il y a quelques années pour administrer.

La piastre ne vaut plus 100 cents, mais seulement 60 cents. Il y a eu dépréciation de la monnaie, ce qui se traduit nécessairement par une augmentation de 40 % dans les dépenses.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre ne peut réellement prétendre que la monnaie s'est tellement dépréciée depuis deux ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition devrait savoir qu'avec 60 cents aujourd'hui, on ne peut pas acheter plus qu'avec \$1 autrefois. C'est incontestable. Les prix du marché et de la main-d'œuvre ont augmenté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'an dernier, nous avons parlé du salaire des employés. Beaucoup de ces salaires sont de véritables salaires de famine. Les employés de ce département sont mal payés, surtout les petits employés qui ne gagnent que \$1,500 par année. Puisque la valeur de l'argent a diminué, comme le disait tout à l'heure le premier ministre, je ne vois pas comment des employés peuvent vivre et élever une famille avec des salaires de \$1,500 et \$1,600 par année. Cela ne représente qu'une bien faible augmentation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition aurait dû parler de ça quand ses amis étaient au pouvoir. Le total des augmentations de salaire données depuis que l'Union nationale est au pouvoir représente \$5,000,000 par année. Nous avons doublé le nombre des fonctionnaires qui bénéficient de l'assurance collective entièrement payée par la province. De fait aujourd'hui, tous les employés civils profitent de cette assurance-groupe. Nous avons porté à \$10 le cadeau donné aux employés à l'occasion des Fêtes au lieu de \$3 que payaient les libéraux. Tout n'est pas parfait. Il est évident qu'il y a encore des améliorations à faire. Tant que nous serons sur la terre, il y aura des choses à améliorer, y compris l'opposition. Elles viendront en temps et lieu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne doute pas que les fonctionnaires ne soient des plus heureux de recevoir le cadeau de \$10 du gouvernement, surtout des piastres qui ne valent que 60 cents. Mais je constate que les crédits de la Bibliothèque restent fixes et les employés de la Bibliothèque ne semblent pas avoir eu une grosse part de ces \$5,000,000 dont a parlé le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons augmenté les salaires, mais nous avons diminué le nombre des employés. C'est ce qui fait que le total n'ait pas beaucoup augmenté. Au temps de nos honorables amis, il y avait plus d'employés à la Bibliothèque qu'il n'y avait de livres. La Bibliothèque, je ne dirai pas que c'est un *refugium peccatorum*, mais nous gardons à cet endroit bon nombre de fonctionnaires pour leur rendre service. En 1944, nous avons pris tous les secrétaires des ministres de l'ancien régime libéral et nous les avons "catalogués" à la Bibliothèque.

Il y a des gens qu'on emploie beaucoup moins pour les services qu'ils peuvent rendre que dans un but humanitaire ou philanthropique, par sens patriotique.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je maintiens que des salaires de \$1,400 et de \$1,500 par année ne sont pas convenables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1944, nous avons trouvé des employés qui gagnaient \$45 par mois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On me permettra d'en douter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est évident que si mon honorable ami était renseigné, il ne serait pas de ce côté-là.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de livres - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) trouve insuffisant le crédit au montant de \$6,500 que le gouvernement réclame pour l'achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce montant ne représente pas tout ce que le gouvernement consacre à l'achat de livres. Les divers départements achètent une foule de livres des auteurs canadiens. La "Législation" a, en plus des montants votés par la Chambre, des crédits statutaires de \$500,000 au budget de l'exercice de 1950-1951.

L'honorable M. Paquette (Labelle) cite le cas de son ministère.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cela ne donne pas plus de livres à la Bibliothèque.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reliure, frais de bureau et dépenses diverses - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun): Il y a combien d'employés au service civil intérieur?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Environ 170.

M. Ross (Montréal-Verdun): Les crédits réclamés sont les mêmes que l'an dernier. On doit supposer qu'il n'y aura pas d'augmentations de salaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en aura, car le nombre des fonctionnaires diminuera. Je puis dire tout de suite que c'est notre intention d'augmenter les salaires des employés des greffes. Nous les avons déjà augmentés, mais ce n'est pas encore suffisant.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun): Au service civil extérieur, je note que les crédits sont de \$1,325,000, soit seulement \$15,000 de plus que l'an dernier. Ce n'est pas de très bon augure. La situation des employés du service civil extérieur du département du procureur général est franchement déplorable, surtout à Montréal. Dans la métropole, ces employés ont, en moyenne, un salaire de \$1,400 à \$1,500 par année. Comment vivre, faire vivre une famille avec ça? Surtout quand l'on sait que ces gens, qui sont appelés à servir les juges, les avocats et le public, doivent être vêtus convenablement.

Je connais des employés du greffe de la Cour de magistrat qui ont 20, 25 ans de service et qui ne gagnent que \$1,700. Ce n'est pas avec \$15,000 pour tout le service que l'on va pouvoir accorder des augmentations sérieuses. L'an dernier, le premier ministre a parlé d'une révision, ajoutant que l'on n'était pas encore rendu à cette partie de son département; où en est-on rendu, cette année?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les augmentations seront beaucoup plus considérables en proportion, car nous diminuons le nombre des employés. Sous les régimes libéraux, il y avait au palais de justice de Montréal des gardiens de corridors, des chefs d'étages pour les gardiens de corridors et un surintendant pour les chefs d'étages des gardiens de corridors. Nous sommes humains et nous n'avons pas voulu mettre tous ces gens-là dehors. Mais nous revenons graduellement au bon sens, à mesure que les circonstances nous le permettent.

M. Ross (Montréal-Verdun): En dépit de tout ce que peut dire le premier ministre, la situation au palais de justice de Montréal est déplorable. La moyenne des salaires est restée à \$1,400 ou \$1,500 par année. Ces employés rendent des services signalés aux justiciables et après 25 ans de service, ils sont encore à \$1,700 et à \$1,800 par année. Je me demande s'il ne serait pas possible de faire une révision complète des salaires de tous les employés du département du procureur général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a déjà eu révision partielle à certains endroits, notamment chez les gardiens de prisons, la police

provinciale et les bureaux d'enregistrement. Les membres de la Sûreté provinciale et les gardiens de prisons ont été augmentés. Il est incontestable qu'il y a encore des améliorations à faire aux greffes, mais nous ne pouvons tout faire à la fois.

Il ne faut pas trop se fier aux moyennes. Nous avons beaucoup d'employés qui ont été placés là dans un but humanitaire. Il y a aussi des étudiants qui ne travaillent qu'à temps réduit. Il y a aussi des rajustements à la Cour de pratique.

Je crois que la moyenne des salaires est rendue à \$1,960¹ par année, alors qu'elle était de \$1,310² en 1944. Ce n'est pas encore satisfaisant, mais il ne faut pas oublier que les fonctionnaires bénéficient d'une pension de retraite.

Et je reviens sur l'aspect humanitaire de la question que l'on ne peut facilement résoudre: nous devons parfois employer trois personnes où il n'en faudrait qu'une. Dans l'ancien régime, il en fallait six, dont quatre s'occupaient d'ouvrir et de fermer les portes.

C'est toutefois une chose étrange qu'avec de soi-disant faibles revenus payés par le gouvernement, nous recevons chaque jour, dans tous les départements, des centaines d'applications de personnes qui veulent travailler pour le gouvernement.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le premier ministre a-t-il l'intention de faire une révision complète des salaires de son département l'an prochain?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement. Si le député est encore en Chambre, nous en parlerons. Car il faut que je dise que je reçois des nouvelles à son sujet de sources libérales. Il y a en effet des libéraux qui disent que le futur chef de l'opposition veut son siège, vu que le député d'Outremont (M. Groulx) ne veut plus devenir sénateur!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Décidera-t-on quelque chose?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand il y aura un chef de l'opposition permanent, je m'entendrai avec lui pour décider quelque chose. Là, on est dans le temporaire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je remarque qu'il y a une grande similitude entre les réponses de cette année et celles de l'an dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes constants.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)³: Plus constants dans les promesses que dans les augmentations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dois signaler que si la rivalité continue entre le député de Verdun (M. Ross) et le député de Westmount, il y a des libéraux qui sont bien décidés, à la prochaine convention libérale, de choisir plutôt le député d'Outremont (M. Groulx).

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas l'intention de discuter là-dessus. Mais je dois dire au premier ministre, lui qui s'y connaît en la matière, que j'ai l'intention de passer à son bureau afin d'obtenir des précisions sur l'art de faire des conventions. Au sujet des salaires des fonctionnaires, je dois dire que le gouvernement promet beaucoup, mais qu'il fait peu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit parfois de "surveillants de corridors".

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est le gouvernement qui a besoin de surveillants. Il y a des salaires qui sont ridiculeusement trop bas. Les quelque 50 employés du palais de justice de Montréal n'ont pas un salaire moyen qui dépasse \$1,382.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous étudions le problème des salaires, mais nous avons également d'autres problèmes à résoudre. De gros problèmes d'espace se posent présentement aux palais de justice de Québec et de Montréal. Il faut un autre palais de justice à Montréal. Le vieux palais est un vrai nid à feu, susceptible de causer une hécatombe. La bibliothèque du Barreau, qui est une richesse, pourrait être consumée par un incendie de même que les milliers de dossiers. Les salles d'audience ne sont pas assez grandes et il n'y a plus d'espace pour les bureaux des nouveaux juges.

Il va falloir nécessairement que le gouvernement bâtit un nouveau palais de justice, ce qui est un gros problème, un problème de plusieurs millions, et un autre immeuble pour grouper les bureaux du gouvernement à Montréal. Nous avons acquis l'ancien terrain de l'Institut de Nazareth, rue Sainte-Catherine près de Bleury, et il est probable que nous y construirons un immeuble pour les bureaux du gouvernement.

Le nouveau palais de justice de Montréal est mal bâti; il y a beaucoup d'espace perdu en corridors et en vastes bureaux. C'est comme l'édifice du

parlement, en arrière. Il faudra trouver des locaux convenables pour les censeurs du cinéma et, bientôt, des publications; ils logent actuellement en un endroit où les machines peuvent faire explosion d'une minute à l'autre.

À Québec, c'est comme dans la partie du parlement où est situé mon bureau, à l'édifice de la rue Sainte-Julie; on a bâti ça à un coût fort élevé et pour que ça puisse porter deux étages de plus. Or, les ingénieurs nous ont récemment dit que c'était actuellement juste pour soutenir les étages actuels.

La raison de tout ce manque d'espace, c'est le développement fantastique que connaît présentement la province dans tous les domaines.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le premier ministre peut-il être plus explicite au sujet de la construction d'un palais de justice?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des plans. Je ne puis en dire davantage pour éviter la spéculation.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le gouvernement va-t-il construire un nouveau palais de justice à Montréal dans un avenir proche?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le plus tôt possible. Je considère que c'est un problème urgent.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je comprends que le premier ministre a bien des problèmes à résoudre, mais j'espère que l'an prochain il pourra nous annoncer une révision des tâches et des salaires dans son département. Je ne demande pas au premier ministre d'augmenter les salaires des gens qui ne travaillent pas; ceux-là gagnent assez. Les autres devraient être augmentés. J'espère que les *Comptes publics* de l'an prochain révéleront que le gouvernement a accordé des augmentations de salaires importantes aux employés du service civil extérieur du département du procureur général.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureaux d'enregistrement (déficit) (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale - Salaires (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun): Item très intéressant. Il y a augmentation de \$225,000. L'honorable procureur général nous dira-t-il pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à cause d'une augmentation du nombre des employés, et c'est justifié par les développements considérables de la province, de l'extension de son territoire dans l'Est, spécialement dans le comté de Saguenay où il a fallu établir des postes de police. La police provinciale est appelée partout, jusque dans nos campagnes par des cultivateurs qui se font voler des poules.

M. Ross (Montréal-Verdun): Quel est le nombre des employés de la Sûreté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Environ 500. J'ai reçu des félicitations des autorités religieuses et civiles à l'adresse de la Sûreté. Aucune force policière au Canada n'est supérieure à la police provinciale, qui fait un excellent travail. On vient de partout consulter notre escouade antisubversive qui a reçu des félicitations même du gouvernement américain.

J'ai remarqué incidemment qu'un journal étudiant, le *Quartier latin*, a invité un journaliste communiste reconnu, Pierre Gélinas, comme collaborateur. Cela est malheureux et prouve où conduit le manque de surveillance. Je sais qu'il se fait une campagne insidieuse et perfide auprès des étudiants de Montréal, de Laval et de McGill. Heureusement, l'affaire a été arrangée et ne se répétera plus.

Je ne crois pas qu'il y ait une force policière au monde comparable à notre police provinciale. Il n'y a pas meilleure police au monde que la Sûreté provinciale. Nous lui avons acheté un système de

radio-police, des accoutrements modernes pour protéger les policiers.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quel est le salaire moyen des policiers provinciaux⁴?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La révision est faite dans leur cas. Ils commencent à \$1,500 pour monter jusqu'à \$2,700. Il y a augmentation régulière de \$100 ou \$125 par année depuis que cette classe d'employés civils a été reclassifiée par la Commission du service civil. Il (l'honorable M. Duplessis) parle de la radio-police dont son gouvernement a doté la police. Actuellement, dit-il, les policiers ont 50 voitures à leur disposition.

M. Ross (Montréal-Verdun): Quelles furent les raisons du renvoi de l'inspecteur Quenneville, à Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de mesures disciplinaires. Personne ne met en doute l'intégrité ou les qualifications de M. Quenneville. Il s'est rendu coupable de fautes contre la discipline. Ce fut une simple question de régie interne.

M. Ross (Montréal-Verdun): L'honorable procureur général a eu connaissance d'une déclaration faite à propos de la police?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un nommé Poliquin a prétendu qu'il avait payé la police. J'ai fait enquête moi-même. Le nommé Poliquin a fait une déclaration volontaire à Trois-Rivières. Cet individu, condamné par la suite, a rétracté ses accusations qui s'étaient avérées complètement fausses. Allons-nous nous occuper des déclarations d'un bandit notoire? Le capitaine Quenneville n'a été impliqué en aucune façon dans l'affaire de Saint-Hugues⁵.

M. Ross (Montréal-Verdun): Est-il vrai que le sous-directeur de la Sûreté, Hilaire Beauregard, a reçu l'offre d'une grande compagnie de prendre la direction de son service de sécurité?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne serais pas surpris, car M. Beauregard est un excellent directeur adjoint de la Sûreté. Sous sa direction, la police est bien faite.

M. Ross (Montréal-Verdun): Quel est son traitement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): \$5,000.

M. Ross (Montréal-Verdun): Est-ce que la police provinciale s'occupe de la surveillance de la moralité à Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lors d'une enquête tenue par le juge Cannon, en 1943, le rapport conseillait de laisser à Montréal son autonomie dans ce domaine. Le procureur général du temps, M. Léon Casgrain, s'est rendu à cette suggestion.

À Montréal, il y a la police municipale, la Sûreté provinciale et la gendarmerie fédérale. La Sûreté provinciale y fait un bon travail. Elle est autonome et nous lui laissons ses responsabilités. Elle ne peut évidemment pas prendre tout le monde.

Les barbotes et les "bookies" à l'intérieur de la ville relèvent de l'autorité municipale. En dehors de la ville, c'est la police provinciale qui s'en occupe avec toute la vigueur et la détermination possibles. Il faut bien penser toutefois qu'il y aura toujours des pécheurs. Avant de remonter au ciel, le Christ a institué le sacrement de pénitence; ce n'est pas pour rien. Cela ne veut pas dire que nous ne devons rien faire, mais, tant que l'humanité existera, ce sera une humanité déchue.

La situation à Montréal est bien meilleure qu'il y a 10 ans. Il ne faut pas oublier que Montréal est un port de mer et un terminus de chemin de fer, que c'est une ville cosmopolite. Il y a bien des gens qui y viennent... et pas toujours pour faire des pèlerinages à l'Oratoire Saint-Joseph. C'est pour cela que la situation y est difficile.

Je sais ce à quoi fait allusion le député de Montréal-Verdun. La situation est compliquée à Montréal. Premièrement, il y a la question des "bookies" qui reçoivent des paris sur les courses de chevaux. Bien entendu, c'est illégal, mais ce qui est illégal à ces endroits se fait ouvertement et légalement à Blue Bonnets.

Il y a des gens qui ne comprennent pas cela. Je veux aussi dire ceci: Au cours des années où j'ai exercé la profession de procureur général, c'est un fait notoire que chaque fois qu'il y a une campagne contre les "bookies", le nombre des crimes, hold-up et meurtres augmente invariablement. Je ne défends pas ces établissements, je constate un fait. On ne peut pas le contredire. Même chose pour les barbotes où on joue les dés. Si un homme veut jouer, il jouera. Vous aurez beau le pourchasser, le traquer, il trouvera toujours le moyen de jouer. Et ces gens se

disent que ce n'est pas plus mal de jouer à la barbote que de jouer au bingo.

Cela ne veut pas dire que l'on ne doit pas viser la perfection, mais j'affirme que si tout n'est pas parfait à Montréal, la situation y est bien meilleure qu'ailleurs. Prenons le cas de New York. Savez-vous qu'il y a là des clubs de "fifis" pour les hommes et pour les femmes? Ils sont tolérés. Il n'y a pas de cela à Montréal.

À Montréal, il y a un certain groupe de gens indésirables qui se réunissent à un certain endroit. Quand ils sont là, la police peut les surveiller. Si on les disperse, ils volent, ils tuent, commettent tous les crimes. La surveillance devient à peu près impossible. Qu'on ne perde pas son temps à essayer d'établir la perfection sur Terre. Elle est venue sur la Terre il y a 2,000 ans et nous ne l'avons jamais revue depuis. Je sais qu'il y a encore des améliorations à faire. Il y en aura toujours.

Personne ne peut prétendre que la ville de Montréal n'est pas au moins aussi bonne que n'importe quelle ville de l'Amérique du Nord qui offre les mêmes caractères. Les choses étant ce qu'elles sont, et la nature humaine étant ce qu'elle est, on doit voir à ne pas éparpiller des gens qu'on peut réunir. Il y a le cas des maisons de prostitution. Pendant la guerre, on traquait les gens qui s'occupaient de prostitution, si bien que les maladies vénériennes ont augmenté à Montréal.

Il faut être sévère, mais il faut être humain. Quand c'est nécessaire, il ne faut pas hésiter à déprécier sa ville pour corriger des abus ou punir des coupables, mais ceux qui le font sans raisons suffisantes sont bien coupables. Il n'est pas juste de faire perdre sa réputation à Montréal à cause d'une petite minorité qui vient d'ailleurs et qui est due à la situation particulière de la métropole. Il y a des pères et des mères de famille qui sont du bon monde s'il y en a à côté quelques-uns qui sont moins respectables. Faisons des réformes, mais au nom de la charité, de l'humanité, n'allons pas tomber dans les excès. Ne déprécions pas inutilement notre province et notre race. Personne n'est capable de bannir le péché.

J'ai voyagé un peu dans ma vie. Nous avons à Montréal une excellente population...

(Applaudissements)

Il y a eu des abus dans le passé, et malgré tous nos efforts pour les supprimer, bien que la situation se soit grandement améliorée depuis cinq ans, je sais qu'il y en a encore. Mais, de là à dire que Montréal est une ville contaminée, une ville de vauriens, il y a toute la différence qui existe entre la vérité et la calomnie. J'affirme sans crainte d'être

contredit par les personnes qui ne nourrissent ni fiel ni préjugés, que l'immense majorité de notre population de Montréal est honnête et respectueuse des lois.

Montréal ne mérite pas la réputation qu'on lui fait en certains milieux. La situation s'y est améliorée, pas au point d'être satisfaisante, mais on a fait d'immenses progrès.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le premier ministre a-t-il entendu parler de la barbote volante des environs de Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, et j'ai donné des instructions sévères pour qu'elle disparaisse. Je ne suis pas un expert. Je ne suis jamais allé dans une barbote. Je ne peux pas donner d'adresses. Mais j'ai entendu dire qu'il y avait une barbote voleuse et volante. Cependant, avec le nombre plutôt faible de policiers, on ne peut tout de même s'atteler à cette seule cause. Nous les avons retracés partout, mais ils refont toujours surface. Ceux qui veulent jouer à la barbote, je l'ai déjà dit, joueront.

Même s'ils sont arrêtés 50 fois, rien au monde ne va les arrêter. Je trouve par ailleurs qu'il est indigne de répandre la rumeur que la province de Québec est un centre de banditisme quand on sait que la majorité de sa population est probablement la plus saine et la plus recommandable.

M. Ross (Montréal-Verdun): Est-ce que l'on a arrêté la barbote volante?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je le crois. Il est probable que les propriétaires ont reçu de l'aide. Ce n'est pas surprenant. La nature humaine est faible. C'est une raison d'être humain, d'être charitable, de ne pas salir sa race.

Pendant les dernières années, la police provinciale a fait des dizaines de descentes à la barbote à ville Saint-Michel. Il (l'honorable M. Duplessis) n'a aucune statistique disponible sur d'autres endroits.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le procureur général a-t-il donné des instructions pour poursuivre ceux qui enfreignent la loi des liqueurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais ce n'est pas tout de les arrêter, il faut prouver leurs délits. Il faut faire des preuves à la satisfaction des juges qui sont parfois très exigeants

quand il s'agit d'identifier les coupables. Cela dépend aussi de l'habileté des policiers à faire leurs causes. Aurèle Lemay, l'ancien inspecteur général de la police des liqueurs, figure toujours sur la feuille de paie de son ministère, comme enquêteur spécial, et c'est M. Norbert Labbé qui dirige la police des liqueurs et, depuis sa nomination, les dépenses ont diminué dans ce secteur, les causes sont mieux faites, il y a eu plus de causes entreprises et plus de condamnations de coupables.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le procureur général voit-il à ce que l'on respecte les heures de fermeture dans les débits de boissons?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas parfaitement, mais mieux qu'autrefois. Ce ne sera jamais parfait. L'application de la loi des liqueurs est difficile parce qu'il faut faire des causes dans les cas d'infractions, et qu'il faut faire des preuves à la satisfaction des juges, qui ne jugent pas tous selon le même barème. Certains juges sont plus exigeants que d'autres quand il s'agit d'identifier les coupables. Les policiers n'ont pas tous la même habileté pour faire des causes.

Nous avons donné des instructions très sévères, mais nous avons souvent affaire à des milieux qui ne vendent qu'à des personnes connues et où il est difficile à un étranger de faire une cause. Les tenanciers finissent par connaître tous nos policiers et chaque fois qu'il est question de faire une cause, on semble en présence de la sanctification même.

Chose certaine, c'est que j'ai reçu des compliments même de la Ligue du Sacré-Cœur qui n'est pourtant pas très pressée d'offrir des félicitations, la part de gens qui ne sont pas très portés aux compliments. Nos instructions sont formelles: pas de pitié contre les récidivistes, pas de pitié contre ceux qui encouragent la prostitution, pas de pitié contre ceux qui dépravent la jeunesse. Il faut cependant être humain. Tout en n'ayant pas de pitié pour personne, nous sommes humains, et c'est notre intention de rester humains.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le premier ministre a-t-il pris connaissance des écrits de certains journaux contre certains clubs de nuit à Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec la besogne que j'ai, je n'ai pas toujours le temps de lire les journaux, bien qu'il m'arrive d'en entendre parler un peu. Bien sûr, Montréal n'est pas Québec

ou Trois-Rivières. J'ai dit et je répète que pour une ville cosmopolite comme Montréal, la situation est bien meilleure que dans la plupart des autres villes du continent.

M. Ross (Montréal-Verdun): Les autorités municipales de Montréal ont enlevé leur permis à plusieurs cafés de nuit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai su cela. Tant mieux. Il (l'honorable M. Duplessis) dit qu'il n'est pas au fait de la situation. De notre côté, dit-il, nous faisons notre devoir. La politique de l'Union nationale n'est pas accrochée à des heures d'ouverture ou de fermeture, ou accrochée aux étoiles, mais à la prospérité de la province. Les clubs ont existé pendant des années sans qu'il n'y ait de protestations.

Il y a encore des abus et il y en aura toujours. Nous allons continuer à faire tous les efforts raisonnables pour les réprimer. De là à dire que Montréal est une ville corrompue, il y a une marge. Je voudrais bien qu'il n'y ait pas de Commission des liqueurs. J'ai assez de travail sans cela. Je rappelle d'ailleurs que le Christ, lors de son premier miracle, à la demande de sa Mère immaculée, a changé de l'eau en vin.

S'il était possible d'empêcher tout le monde de boire, je ne demanderais pas mieux. Mais la prohibition a été un désastre partout où elle a été essayée. Il y aura toujours de ces gens. Nous les poursuivrons autant que faire se peut. Lorsqu'il faudra sévir, nous allons procéder avec honnêteté, avec sévérité, mais avec un cœur humain.

M. Ross (Montréal-Verdun): Qu'est-ce que le premier ministre entend par "humanité"?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux dire par là que si un médecin fait ouvrir un hôtel le dimanche pour avoir un verre de scotch pour un malade, je ne lui ferai pas payer l'amende. Mais, si un hôtelier sert un verre de boisson à un ami du député de Verdun le dimanche pendant la grand-messe, je lui ferai payer l'amende.

M. Ross (Montréal-Verdun): Mes amis ne prennent pas de boisson le dimanche. Les clubs fermés par Montréal vont-ils perdre leurs permis? Combien de fois a-t-on fait condamner des établissements comme le Monte-Carlo, la Dame Blanche et les autres établissements qui n'ont pas de licence, d'après la réponse donnée récemment au député de

Saint-Louis (M. Rochon)? Le premier ministre avait répondu que ces clubs n'avaient pas de permis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On m'a demandé s'ils avaient des permis, et j'ai répondu, par exemple, que la Horse Show, le Monte-Carlo n'avaient pas de permis. Ceux qui ont violé la loi, on les a traqués.

M. Ross (Montréal-Verdun): La Dame blanche?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pas de permis non plus.

M. Ross (Montréal-Verdun): Comment se fait-il que dans ces restaurants il se vende des liqueurs ouvertement, à la semaine longue et au mois, depuis des semaines et des semaines, à Montréal et à Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous les avons poursuivis et nous les poursuivons encore. Si mon honorable ami a des preuves à nous apporter, nous ne demandons pas mieux que de faire condamner les violateurs de la loi. S'il veut faire des enquêtes, nous l'aiderons, et je suis prêt à l'engager comme détective, s'il le désire. Il y a des gens pour qui c'est une manie de vendre sans licence. À Trois-Rivières, un hôtelier ne vendait jamais aux citoyens de la ville, mais il servait un ou deux verres à des touristes. Je ne tiens pas compte de ça. J'ai bien autre chose à faire.

Mais je peux dire que dans toute la région de Québec, il y a une amélioration de 400 % ces récentes années. Personne ne peut dire le contraire. Sans doute y a-t-il des abus, il y en aura toujours, mais il y a une amélioration incontestable. Qu'on ne nous demande pas des choses impossibles. Ce n'est pas tout de poursuivre, il faut faire la preuve.

M. Ross (Montréal-Verdun): Est-ce qu'il n'y a pas des établissements qui n'ont pas de permis en bonne et due forme, pour lesquels la Commission des liqueurs use de tolérance?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a rien dans la loi qui autorise des tolérances, sauf dans des cas très spéciaux. Par exemple, si à la suite de la convention libérale un hôtel nous demande la permission de servir du vin à un banquet des délégués, nous allons donner la permission, car nous comprenons parfaitement combien vains sont les efforts de ces gens-là.

Il existe aussi des permis pour la période touristique, des permis d'auberge. Mais il n'existe pas de tolérance.

Un député pose une question au sujet du gérant de la Commission des liqueurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'est pas question de remplacer Édouard Rivard comme directeur général de la Commission des liqueurs du Québec par le juge Auguste Boyer de la Cour de magistrat ou par toute autre personne. L'opposition semble donner beaucoup d'importance à la Commission des liqueurs du Québec, alors que la Commission des liqueurs n'est qu'un autre service de l'administration.

Je dirai à mon honorable ami que, pour ma part, j'ai bien autre chose à voir que ces affaires de bouteilles et de cruches.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

15. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale - Dépenses diverses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose plusieurs questions indirectes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député tourne autour de la question. Pourquoi n'y va-t-il pas directement? Je vais aider le député de Verdun. Il veut sans doute savoir à quel montant s'élèvent les dépenses de la police provinciale à Asbestos?

M. Ross (Montréal-Verdun): Oui, oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Un peu plus de \$100,000. Dans les environs de \$115,000.

M. Ross (Montréal-Verdun): Combien aviez-vous d'hommes sur les lieux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Aux heures d'anarchie, nous en avions 250. En temps normal, il y en a eu entre 20 et 100, suivant les besoins. Nous avons dû faire face à une période difficile qui a commencé avec le début de la campagne fédérale et qui s'est terminée à la veille des élections.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les dépenses de voyage de la police provinciale ont coûté \$600,000, l'an dernier. Quelle proportion pour les dépenses, sur \$1,200,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vous le dirai demain.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose des questions sur l'équipement de la police provinciale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a apporté des améliorations à l'organisation matérielle de la police.

Par exemple, on a remplacé des motocyclettes par des automobiles, on a fourni aux policiers des protecteurs antiballes, on leur a donné de meilleures armes, etc.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le premier ministre a-t-il donné à ses substituts du procureur général l'ordre de ne pas faire de politique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'aurais pas l'hypocrisie de faire cela. De tout temps, les procureurs de la couronne ont fait de la politique.

Je ne vois aucun mal dans cette pratique. Nous exigeons qu'ils n'en fassent pas dans l'exercice de leurs fonctions.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 16. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun): Pourquoi une augmentation de \$75,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les procès durent longtemps et les jurés sont payés plus cher. Imaginez un procès de trois semaines avec 12 jurés.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 6 concernant le nom de la résidence officielle du lieutenant-gouverneur de la province.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant. Adopté.

La séance est levée à 6 heures⁶.

NOTES

1. Chiffre de *L'Action catholique* du 16 mars 1950, à la page 23. *Le Devoir* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt \$1,950.

2. Chiffre de *L'Action catholique* du 16 mars 1950, à la page 23. Deux autres journaux du même jour avancent d'autres chiffres: *Le Devoir*, à la page 2, mentionne \$1,320, tandis que *Le Soleil*, à la page 10, écrit \$1,340.

3. *Le Nouvelliste* du 16 mars 1950, à la page 8, mentionne plutôt: "Le premier ministre ne fait encore que des promesses."

4. *Le Soleil* du 16 mars 1950, à la page 10, attribue cette réplique à M. Marler. *Le Devoir* du même jour, à la page 2, fait plutôt intervenir M. Ross.

5. *The Montreal Daily Star* du 16 mars 1950, à la page 4, donne des détails sur cette affaire: "Paul-Émile Poliquin, accusé d'un vol de banque à main armée à Saint-Hugues, dit dans une déclaration écrite qu'il a payé pour être protégé par la police provinciale de Montréal et la GRC. Plus tard, il a retiré ses accusations à Trois-Rivières."

6. *L'Action catholique* du 16 mars 1950, à la page 23, rapporte que la Chambre ne siège pas en soirée en raison d'une réunion du Conseil des ministres.

Séance du jeudi 16 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
d'Herménégilde Martin**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatién), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Adrien Martin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Herménégilde Martin, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Adrien Martin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Herménégilde Martin.

Projets de loi:

**Nomination
du solliciteur général**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 64 concernant le Conseil exécutif.

Un député de l'opposition pose une question sur le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill a pour but de créer un poste de solliciteur général dans le Conseil exécutif, comme il en existait un autrefois. Nous sommes un État souverain et il n'y a pas de raison pour que nous n'ayons pas notre solliciteur général comme la chose se voit dans d'autres provinces.

Un autre projet de loi est en préparation en vertu duquel le procureur général sera désormais désigné comme le ministre de la Justice, le trésorier provincial comme le ministre des Finances et le secrétaire provincial, qui est aussi le garde des sceaux, comme le ministre de l'Intérieur. Je ne sais pas si nous aurons le temps de présenter cette loi à la présente session.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Société d'agriculture
du comté de Rimouski**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 concernant la Société d'agriculture du comté de Rimouski.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commissions
scolaires**

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 concernant les commissions scolaires de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Île Maligne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sainte-Christine
et Saint-Léonard-de-Port-Maurice,
Portneuf**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 65 concernant les municipalités de la paroisse de Sainte-Christine et de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Portneuf.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Code
municipal**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 66 modifiant le Code municipal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 62 modifiant la loi des produits laitiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des dentistes

M. Gatién (Maisonnette) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 229 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Nomination du solliciteur général

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 concernant le Conseil exécutif.

Adopté.

Questions et réponses:

Bons du Trésor

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était le montant total des bons du Trésor de la province en cours:

a. le 31 janvier 1950?

b. le 28 février 1950?

L'honorable M. Gagnon (Matane): *a.* et *b.* Les impôts ou revenus de la province sont perçus à différentes périodes de l'année fiscale. En attendant cette perception, des bons du Trésor ou billets promissaires temporaires sont émis. Le 31 janvier 1950, le total était de \$23,950,000. Le 28 février 1950, le total était de \$26,450,000. Très prochainement, à cause de la perception des revenus, ils ne dépasseront pas \$15,000,000.

Magistrats et juges des sessions, honoraires et dépenses de voyage

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Combien le gouvernement de la province a-t-il payé, du

1^{er} janvier au 31 décembre 1949, à chacun des magistrats ou juges des sessions nommés pour présider des commissions d'enquêtes ou comités d'arbitrage, etc.:

a. en honoraires ou allocations spéciales?

b. en dépenses de voyage ou autres?

L'honorable M. Barrette (Joliette): *a.* et *b.*

Le gouvernement a payé, en honoraires et en dépenses de voyage à chacun des magistrats ou juges des sessions de la paix mentionnés ci-dessous, nommés comme présidents des tribunaux d'arbitrage, les montants indiqués en regard de leur nom:

	<i>Noms</i>	<i>Honoraires</i>	<i>Dépenses de voyage</i>
Honorable	Hermann		
	Barrette	\$1,905.00	\$436.50
Honorable	Joseph		
	Bilodeau	337.50	180.20
Honorable	Édouard		
	Boisvert	687.50	45.60
Honorable	Armand		
	Cloutier	1,407.50	.....
Honorable	T.-A.		
	Fontaine	1,325.00	31.25
Honorable	Maurice		
	Fortin	232.50	76.80
Honorable	Oscar		
	Gagnon	125.00	.....
Honorable	Alphonse		
	Garon	1,975.00	831.94
Honorable	C.-E.		
	Guérin	3,562.50	263.87
Honorable	Guy		
	Guilbault	287.50	102.60
Honorable	Irénée		
	Lagarde	2,675.00	.....
Honorable	Léon		
	Lajoie	437.50	10.77
Honorable	Omer		
	Legrand	112.50	.....
Honorable	René		
	Lippé	212.50	67.00
Honorable	Joseph		
	Marier	175.00	51.35
Honorable	Achille		
	Pettigrew	225.00	19.20
Honorable	Jules		
	Poisson	687.50	159.01
Honorable	Thomas		
	Tremblay	487.50	.....

Voies et moyens:**Discours du budget
1950-1951****L'honorable M. Gagnon (Matane):**

(Applaudissements) M. l'Orateur, j'avais l'occasion de m'entretenir, au début de l'année 1950, de l'essor économique de notre province avec plusieurs financiers américains de marque, à l'occasion du renouvellement à des conditions très avantageuses d'un emprunt de \$15,000,000 sur le marché de New York. Cette visite dans la métropole des États-Unis m'a procuré la légitime fierté de constater une fois de plus que nos espoirs dans l'avenir du Québec sont fondés, puisque nos voisins du Sud les partagent entièrement.

Nos ambitions de voir le peuple plus heureux dans une province de plus en plus grande, de plus en plus riche, de plus en plus prospère, ne s'inspirent ni d'un chauvinisme étroit, ni d'un optimisme exagéré. Les dirigeants du monde industriel américain, les hommes d'affaires, les financiers concèdent à notre pays, aussi bien qu'à notre province, une position de plus en plus importante dans l'expansion économique de toute l'Amérique du Nord. Leur jugement ne repose pas sur des considérations d'ordre sentimental; il découle de l'étude approfondie des questions économiques, où seuls le réalisme équilibré et l'examen objectif des faits entrent en ligne de compte.

Cette confiance, manifestée très ouvertement dans le monde financier américain, s'explique par l'assurance que notre pays continue son ascension rapide vers les sommets. Les récentes découvertes de pétrole en Alberta, l'exploitation du minerai de fer et du titane dans le Québec sont autant de titres qui proclament notre puissance économique et qui provoquent l'optimisme des étrangers. Notre province maintient sa renommée auprès des économistes par le développement intense de son énergie électrique, par le volume de la production de l'aluminium, de la pulpe et du papier, par l'abondance et la diversité de ses richesses minières. Nos motifs d'espoir s'appuient donc sur des données incontestables et des statistiques très éloquentes. Le premier ministre a souligné à maintes reprises par des arguments irréfutables que la politique de son gouvernement vise avant tout à donner à notre province une place de premier plan dans la Confédération canadienne.

Aussi, ai-je cru utile, M. l'Orateur, à l'aurore de la seconde moitié du XX^e siècle, d'effectuer un

retour vers le passé, afin d'examiner sommairement le chemin parcouru depuis cinquante ans. À la lumière des événements actuels, nous essaierons aussi d'entrevoir ce que la Providence réserve à notre province si, fidèles à notre mission, nous conservons pour elle l'amour qui nous anime et si nous utilisons toutes nos forces pour la mieux servir.

Les progrès de la science transforment le monde où nous vivons. Les changements s'annoncent plus rapides et plus profonds dans la seconde moitié du siècle. Vous savez sans doute que la population de notre province atteignait 3,887,000 âmes, en 1949, alors qu'elle ne s'élevait qu'à 1,648,898 âmes, en 1901. Montréal demeure la première ville du Canada et Québec a pris sa place parmi les cinq plus grandes cités canadiennes. Ainsi, deux des cinq villes les plus peuplées de notre pays sont des villes de la province de Québec (cf. *Tableau No 1*).

L'accroissement de nos centres urbains n'a pas arrêté cependant l'agrandissement du domaine cultivable. En 1901, ce domaine s'étendait à 7,439,941 acres, alors qu'il atteignait 9,851,312 acres en 1941, soit une augmentation de 2,411,371 acres. Songez que 234 paroisses rurales ont surgi dans les régions neuves au cours des cinquante dernières années (cf. *Tableau No 2*). Avec quel orgueil elles nous montrent leurs écoles modernes et leurs clochers d'argent! Quel merveilleux essor a suivi l'ouverture de régions agricoles entières, en particulier celles de l'Abitibi et du Témiscamingue, régions qui alimentent déjà les marchés urbains!

Le développement intensif des districts miniers a suivi la même courbe vers le progrès. Vous avez vu successivement le Témiscamingue et l'Abitibi déverser leurs produits miniers et forestiers dans l'immense marché canadien. Demain, vous verrez les régions de Chibougamau, du Nouveau-Québec, de Havre-Saint-Pierre et de la Gaspésie apporter à l'industrie manufacturière une quantité énorme de matières premières. D'ici quelques années encore, la production minière du Québec fera un bond prodigieux.

Le titane à Havre-Saint-Pierre sera extrait au rythme de 450,000 tonnes par année au début, et lorsque l'exploitation aura atteint son maximum de production, elle s'élèvera à 1,500,000 tonnes par an. Le Nouveau-Québec fournira plus de 10,000 tonnes de minerai de fer par année, quand le rendement sera à son maximum. Notre industrie minière, dont la production, en 1900, valait \$2,546,000, produit à l'heure actuelle pour une valeur de plus de \$164,000,000 et donne de l'emploi à près de 30,000 hommes.

Alors que ces nouvelles régions agricoles ou minières s'ouvrent à la civilisation, la province de Québec développe dans la même mesure ses immenses ressources hydrauliques. Soucieux de promouvoir le bien-être du cultivateur, le gouvernement a voulu que l'industrie agricole ait sa large part dans le partage de l'énergie électrique. Grâce à son action bienfaisante, 11,190 milles de lignes de distribution ont été construites dans les régions rurales au cours des quatre dernières années. L'énergie électrique développée dans notre province représente à l'heure actuelle 58 % de toute l'énergie électrique du Canada.

Une étude comparative, faite par le *Financial Post* du 17 décembre dernier, établit à 639 kWh par tête la dépense d'énergie électrique au Canada en 1921. En 1931, cette dépense augmente à 1,573 kWh par tête, en 1941, à 2,896 kWh, en 1948, à 3,775. Pour la même année, la dépense par tête aux États-Unis se chiffre à 2,323 kWh, et celle du Royaume-Uni, à 931 kWh par tête. Dans le Québec seul, la dépense d'énergie électrique par tête est de plus de 5,000 kWh, soit plus du double de la dépense américaine.

Nous touchons là, M. l'Orateur, à l'un des principaux facteurs qui expliquent l'augmentation considérable des établissements industriels dans la province au cours des dernières années. En 1900, suivant le *Financial Post* du 17 décembre 1949, le Québec comptait 4,845 établissements industriels. En 1939, ce nombre augmentait à 8,373 et, en 1947, il atteignait 11,223, alors que l'Ontario conservait la tête avec 11,860. En 1900, ces établissements du Québec payaient en salaires la somme de \$36,550,655 à 110,329 employés. En 1939, ces derniers recevaient la somme de \$223,700,000. À l'heure actuelle, les 379,449 employés de l'industrie québécoise retirent en salaires la somme de \$662,800,000. Dans le domaine de l'assurance-vie, la valeur des polices en force par tête était, en 1900, de \$75; en 1949, elle atteignait \$1,125.

Ces faits, M. l'Orateur, ne sont-ils pas de nature à nous rendre fiers de notre province et à nous donner foi en l'avenir? Le Québec demeure une des premières provinces canadiennes par l'étendue de son domaine cultivable. Il conserve la première place dans le domaine de la production de l'énergie électrique. Au point de vue industriel, il vient immédiatement après l'Ontario, mais, chaque année, sa production se rapproche sensiblement de la production ontarienne. Notre province demeure cependant la première pour la production de l'amiante, la première dans l'industrie du papier; elle

occupera une place de choix pour la production du fer et du titane. Elle occupe aussi un poste de premier plan pour la production de l'or, du cuivre et de la magnésite. Elle est la première province au Canada pour la production de l'aluminium; un seul pays au monde dépasse sa production. Cette dernière s'élevait, pour l'année 1949, à \$90,000,000. En résumé, la valeur totale de la production industrielle du Québec, qui se chiffrait à \$158,287,994 en 1900, atteignait le milliard en 1940 et, en 1947, se chiffrait à \$3,017,000,000 (cf. *Tableau No 3*).

Notre production industrielle s'est donc multipliée par 20 depuis le début du siècle.

L'augmentation de la population et l'expansion économique de la province ont fait surgir en même temps des problèmes politiques et sociaux. Le rôle supplétif de l'État s'est élargi dans la mesure de ses responsabilités nouvelles, et le gouvernement a dû multiplier les services à la communauté. Dans le domaine de l'éducation, par exemple, les sommes déboursées s'établissaient à \$225,000 en 1900; elles dépassent, en 1949-1950, la somme de \$41,000,000 (cf. *Tableau No 4*). Les dépenses du ministère de la Santé ont augmenté dans des proportions identiques. En 1935, il y avait 8,736 lits pour les malades dans les hôpitaux, alors que leur nombre dépasse 20,000 en 1949. Afin d'aider les vieillards, les aveugles et les mères nécessiteuses, le gouvernement a distribué, depuis 1937, un total de \$246,344,946.17 (cf. *Tableau No 5*). Depuis 1937, le gouvernement a avancé aux cultivateurs de la province, par l'entremise de l'Office du crédit agricole, la somme de \$68,600,000, et, depuis 1945, il leur a fourni, par l'entremise de l'Office de l'électrification rurale, des avances de deniers au montant de \$7,639,455.12 (cf. *Tableau No 6*).

Ces seuls chiffres expliquent l'augmentation des dépenses du gouvernement. Elles étaient de \$4,433,386 en 1900. Elles sont de \$199,562,796 en 1949-1950. D'un autre côté, les revenus ordinaires, qui s'établissaient à \$4,451,478 en 1900, ont atteint le palier de \$207,183,400 pour l'année qui se terminera le 31 mars 1950.

I

Faits saillants de l'année financière

Avant de fournir à la Chambre des explications sur la situation financière de la province et sur les prévisions budgétaires, je me permets de souligner les faits saillants de nature à retenir notre attention et qui témoignent à eux seuls de la sagesse du chef de notre gouvernement, de sa clairvoyance et de son sens administratif.

1^o L'année financière 1949-1950 se terminera par un surplus global d'opérations de \$7,620,604;

2^o Pour la cinquième fois en cinq ans, l'année financière prend fin avec un surplus très considérable au compte ordinaire. Ce surplus se chiffre à \$31,073,720. Pour les cinq dernières années, les surplus au compte ordinaire se totalisent à \$150,446,867.14;

3^o La dette nette de la province a diminué de \$28,242,000 au cours des cinq dernières années (cf. *Tableau No 11*);

4^o De tous les gouvernements du pays, la dette par tête du gouvernement de la province de Québec est la plus basse. Elle se chiffre actuellement à \$82, soit une diminution de \$19 par tête depuis 1947;

5^o Le gouvernement de la province de Québec est celui qui consacre la plus petite partie de ses revenus au paiement des intérêts sur sa dette, soit 5.8 %;

6^o Le surplus consolidé de la province a atteint le plus haut niveau jamais réalisé par aucun gouvernement depuis la Confédération. Il était de \$43,522,635.69 au 31 mars 1945 et il atteindra, au 1^{er} avril 1950, la somme de \$195,791,300.

Ainsi, au cours de ses cinq années d'administration, le gouvernement de l'Union nationale a ajouté, au surplus consolidé de la province, une somme moyenne de \$30,000,000 par année, alors que toutes les autres administrations précédentes, en l'espace de soixante-dix-sept ans, n'ont ajouté au surplus consolidé qu'une somme de \$43,522,635.69, soit moins que l'Union nationale en deux ans.

7^o La cinquième année financière complète de l'Union nationale se termine comme les cinq précédentes sans que le gouvernement ne soit obligé d'imposer de nouvelles taxes;

8^o La province de Québec est celle qui possède les plus importants fonds d'amortissement du pays. Les contributions au fonds d'amortissement servent au rachat de la dette obligataire. Au 31 mars 1950, nos fonds d'amortissement s'élèveront à \$91,725,000;

9^o Le gouvernement a réussi cette année à effectuer des dépenses imputables au capital pour un montant de \$43,094,000 et à payer ces dépenses à même ses revenus ordinaires et ses revenus de capital. Le paiement de ces dépenses pourrait normalement être effectué au moyen d'emprunts;

10^o Pour l'année 1950-1951, soit la sixième de l'administration de l'Union nationale, le gouvernement prévoit un surplus global d'opérations de \$735,100. Les revenus sont estimés à \$201,349,960 et toutes les dépenses à \$200,614,860. Le surplus au compte ordinaire sera de \$31,750,100;

11^o La province de Québec jouit d'un excellent crédit sur le marché des obligations, tant au Canada qu'à l'étranger.

II

Situation financière de la province

1^o Chiffres définitifs pour l'année 1948-1949

Je rappellerai d'abord les résultats financiers définitifs de l'année terminée le 31 mars dernier. Ces chiffres, qu'il n'est pas nécessaire de commenter longuement, sont contenus, avec toutes les explications justificatives, dans les *Comptes publics* déposés devant la Législature au début de la présente session. Il est intéressant cependant d'établir une comparaison entre ces chiffres définitifs, les prévisions soumises durant la session de 1948 et les résultats probables communiqués à la Chambre, le 24 février dernier.

J'ai expliqué au cours des années dernières les caractéristiques des différentes étapes du budget. Cette année, je veux d'abord dissiper l'équivoque qui existe dans certains esprits. J'ai pu me rendre compte de cette confusion en lisant des commentaires même très bienveillants en marge des discours sur le budget prononcés devant la Législature. Le trésorier provincial devrait fournir, prétend-on, des chiffres plus nombreux et plus précis sur la situation de la province pour l'année financière courante. En d'autres termes, le trésorier provincial ne devrait pas fournir des chiffres probables, mais seulement des chiffres définitifs. Je serais l'homme le plus heureux s'il m'était possible de trouver une formule me permettant de donner, au cours de la session, les résultats définitifs de l'année financière courante. Jusqu'en 1941, l'année financière se terminait le 30 juin. Cette date conventionnelle a dû être abandonnée. Si le trésorier devait donner au cours de la session les résultats définitifs de l'année, il faudrait que l'année financière se terminât au moins six semaines avant la date du discours sur le budget, afin de permettre aux employés du bureau du Trésor et du bureau de l'auditeur d'en dresser le résultat définitif.

De l'avis des comptables, il semble que la date du 31 mars soit la plus convenable pour rencontrer la nature des opérations d'un gouvernement. La plus grande partie des travaux publics, pour ne citer qu'un exemple, sont exécutés durant la saison d'été. Durant la saison d'automne et au cours de l'hiver, les employés des divers départements poursuivent leur travail de vérification sur les rapports qui leur sont fournis par les

inspecteurs de leurs ministères à travers la province. En conséquence, la grande partie des paiements sont effectués durant la dernière partie de l'année, c'est-à-dire au cours de l'hiver.

Si l'année financière se terminait plus tôt, un bon nombre de paiements devraient être forcément chargés aux opérations de l'année suivante. Cette méthode entraînerait nombre de complications et les contribuables ne pourraient se rendre compte de l'utilisation des deniers publics. C'est donc par nécessité que le trésorier, comme tous les contribuables, doit accepter le 31 mars comme terme de l'année budgétaire. C'est d'ailleurs la date acceptée par sept des provinces canadiennes.

Ces faits expliquent pourquoi le trésorier doit travailler avec des chiffres probables, même s'il préfère des chiffres définitifs. Cependant, toutes les précautions sont prises pour que ces chiffres donnent l'image la plus exacte de la réalité. L'opinion publique peut rendre au gouvernement le témoignage de lui avoir dit la vérité sur la situation financière de la province. D'ailleurs, les chiffres définitifs sont publiés dans la *Gazette officielle* quelques mois après la session, soit avant le 1^{er} septembre. Ces chiffres, visés par l'auditeur et l'assistant-trésorier, apparaissent ensuite dans les *Comptes publics*. Ce serait de plus une tâche extrêmement difficile, s'il fallait que le discours sur le budget soit, à l'époque où il est prononcé, une compilation des *Comptes publics*. Ceux qui désirent connaître dans tous les détails de quelle façon sont utilisés les deniers publics peuvent, au cours de l'année suivante, examiner, scruter et analyser les *Comptes publics*.

Chaque année, pour donner une meilleure compréhension de la situation financière, j'ai rappelé les trois étapes du budget. J'ai donné les résultats définitifs de l'année précédente, les résultats probables de l'année qui se termine durant la session, ainsi que les prévisions pour l'année suivante. Inutile de souligner qu'il est impossible de prévoir, au moment de la session, quels seront au cours de l'année suivante les revenus exacts et les dépenses précises du gouvernement de la province. Nombre de facteurs influencent à la fois la marche des revenus et la marche des dépenses. C'est à cause de l'existence de ces facteurs qu'en France, par exemple, l'Assemblée législative vote trois budgets: le premier est présenté avant la fin d'une année financière pour établir le chiffre des revenus et des dépenses de l'année qui suivra; le deuxième, appelé budget rectificatif, est déposé au cours de l'année financière commencée; et le troisième, appelé budget supplémentaire, clôture l'année financière.

L'année 1948-1949 était la quatrième année financière complète de l'Union nationale. Comme les trois autres, elle s'est terminée par un surplus considérable au compte ordinaire, soit \$33,765,031.80. Toutefois, au cours de la même année, le gouvernement a accéléré l'exécution de certains travaux publics urgents et a effectué des dépenses imputables au capital pour une somme de \$64,755,220.28 (cf. *Tableau No 7*). Sur ce montant, il y a un déboursé de \$1,500,000 pour l'achat des biens de la Quebec Pulp & Paper Corporation. Ces biens comprennent des limites forestières, des pouvoirs d'eau ainsi que des immeubles qui pourraient être utilisés pour l'établissement d'une industrie dans la région de Chicoutimi. Le gouvernement a fait l'acquisition de ces biens, afin qu'ils puissent servir dans l'avenir à toute la communauté et en particulier aux ouvriers de cette région.

2^o Considérations sur l'année financière 1949-1950

L'année financière qui se termine le 31 mars 1950, donnera le résultat suivant: revenus ordinaires \$207,183,400 (cf. *Tableau No 8*); dépenses ordinaires \$176,109,680, donc surplus au compte ordinaire de \$31,073,720. À même ce surplus, le gouvernement a effectué des dépenses imputables au capital pour un montant de \$23,453,116. Les dépenses de cette nature se sont élevées à \$43,094,000. Une partie d'entre elles a été couverte par des revenus imputables au capital au montant de \$19,640,884. Le gouvernement terminera ainsi ses opérations pour l'année 1949-1950 avec un surplus global de \$7,620,604 (cf. *Tableau No 9*).

Une marche ascendante de nos revenus a caractérisé la première partie de l'année. Le ralentissement dans l'activité économique de la nation, au cours de la seconde, explique la légère diminution enregistrée au cours des derniers mois. Les dépenses ordinaires ont également dépassé les chiffres prévus, parce que les départements de la Santé, de l'Instruction publique, du Bien-être social et de la Jeunesse se sont trouvés dans la nécessité de faire face à des obligations urgentes, c'est-à-dire absolument essentielles au bien de la communauté. Ainsi, par exemple, le département du Bien-être social et de la Jeunesse, à la suite d'une entente avec le gouvernement fédéral, a contribué, depuis le 1^{er} mai 1949, à augmenter de \$30 à \$40 par mois la pension des vieillards de la province.

Nous avons inscrit comme revenus imputables au capital la somme de \$19,640,884 reçue par le gouvernement pour la cession à l'Hydro-Québec au développement hydraulique de la rivière Outaouais

et du lac Dozois. Ces travaux ont entraîné des dépenses imputables au capital dans le compte d'opérations de la province durant les années où ils ont été exécutés, soit de 1938 à 1942, pour l'usine hydroélectrique de la rivière Outaouais, et de 1946 à 1948, pour le barrage du lac Dozois. Il est donc logique que la cession de ces actifs vienne en diminution des dépenses imputables au capital pour l'année de la transaction. Le prix de la cession réduit d'autant la dette nette de la province, et il représente approximativement la somme déboursée pour construire l'usine et les barrages. Le gouvernement a donc cédé au prix coûtant, c'est-à-dire sans profit, toute cette entreprise hydroélectrique créée en 1938 par le gouvernement de l'Union nationale, pour favoriser le développement minier et accélérer le progrès économique de l'Abitibi et du Témiscamingue.

Cette entreprise enregistrait déjà en 1947 des profits qui se sont chiffrés à \$33,000, à \$141,000 en 1948, et à \$252,000 en 1949. Pourtant, le barrage du lac Dozois n'a été terminé qu'au mois d'août 1949. L'augmentation croissante des profits pour les trois dernières années, et en particulier depuis le mois d'août, permet d'espérer un succès de plus en plus marqué pour les années futures (cf. *Tableau No 10*).

Les principes d'une saine administration exigeaient le transfert de cette organisation de production électrique à l'Hydro-Québec. L'Hydro utilise déjà les services de techniciens et d'experts qui peuvent en assurer la surveillance. En fait, l'Hydro-Québec l'administrait pour le compte du gouvernement depuis 1945. Cette décision évite le double emploi dans les services provinciaux et assure à l'Hydro-Québec un accroissement légitime de revenus.

L'année financière 1949-1950 est la cinquième année financière complète du gouvernement de l'Union nationale. Pour la quatrième fois, elle se termine par un surplus global d'opérations, soit \$7,620,604, et pour la cinquième fois en cinq ans, elle enregistre un important surplus au compte ordinaire, soit \$31,073,720. Ces surplus au compte ordinaire se totalisent aujourd'hui à \$150,446,867.14. En voici l'énumération détaillée:

Année terminée le 31 mars 1946 ...	\$14,768,397.59
Année terminée le 31 mars 1947 ...	26,471,830.14
Année terminée le 31 mars 1948 ...	44,367,887.61
Année terminée le 31 mars 1949 ...	33,765,031.80
Année terminée le 31 mars 1950 ...	<u>* 31,073,720.00</u>

Total: \$150,446,867.14

* Estimation

Ce surplus de \$31,073,720 s'ajoute au surplus consolidé de la province qui se chiffrait à \$164,717,580.45 au 31 mars 1949 et qui sera d'environ \$195,791,300 au 31 mars 1950. Ce surplus consolidé, d'après les *Comptes publics* pour l'année terminée le 31 mars 1945, ne s'élevait qu'à \$43,522,035.69. L'augmentation atteint \$152,268,665. En conséquence, au cours de ses cinq années d'administration, le gouvernement de l'Union nationale a ajouté au surplus consolidé de la province une somme moyenne de \$30,000,000 par année, alors que les administrations précédentes, en l'espace de 77 ans, n'ont ajouté au surplus consolidé qu'une somme de \$43,522,635.69, soit moins que l'Union nationale en deux ans.

a) Dépenses imputables au capital

Durant la dernière année financière, tout comme durant les années précédentes, le gouvernement a exécuté des travaux de nature permanente pour plus de \$43,094,000. Pour la période du 31 mars 1945 au 31 mars 1950, les dépenses imputables au capital se chiffrent à \$166,400,503. Elles s'établissent de la façon suivante:

Année terminée le		
31 mars 1946.....		\$12,977,903
Année terminée le		
31 mars 1947.....		24,287,135
Année terminée le		
31 mars 1948.....		40,927,129
Année terminée le		
31 mars 1949.....		64,755,220
Année terminée le		
31 mars 1950:		
Montant brut.....	\$43,094,000	
Moins : Revenu		
de capital	<u>19,640,884</u>	
		<u>* 23,453,116</u>
Total:		<u>\$166,400,503</u>

* Estimation

Ces dépenses de capital ont été effectuées pour la construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes, de ponts, etc. Ces améliorations constituent des actifs réels et durables pour la province. Il est admis que les dépenses de cette nature peuvent être couvertes par l'emprunt. D'ailleurs, aucune entreprise privée et peu d'administrations publiques ne chargent de telles dépenses à leur compte ordinaire d'opérations. Si ces dépenses étaient inscrites dans les opérations de

l'année, l'exercice se terminerait par des déficits considérables lorsque des améliorations de cette nature sont réalisées.

Au nombre des dépenses imputables au capital, pour l'année 1949-1950, s'inscrit la somme de \$901,839.50 payée pour l'acquisition de la seigneurie de Mingan. Cette seigneurie forme un territoire de 150 milles de longueur et de 6 milles de profondeur en bordure du fleuve Saint-Laurent, dans la région de Havre-Saint-Pierre, au Saguenay. Son existence constituait un obstacle au développement de la région à raison des exigences de ses propriétaires. Selon les rapports des ingénieurs, cette transaction permettra l'exploitation de 12,000,000 de cordes de bois, dans les bassins des rivières qui traversent les limites de la seigneurie. Cet achat, autorisé par une loi de la Législature, a permis au gouvernement de libérer tous les résidents des villages de cette région du paiement de redevances seigneuriales. Il leur permet de plus d'obtenir des titres incontestables de propriété. La province, désormais propriétaire d'un domaine forestier très riche, où se trouvent également des ressources hydrauliques et des gisements miniers très importants, retirera des avantages considérables de cette transaction, et elle ne rencontrera plus d'entraves pour travailler au développement économique de cette partie importante de la Côte-Nord.

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement a donc exécuté des travaux d'une nature permanente, c'est-à-dire des travaux qui enrichissent la province, pour un montant de \$186,041,387. Le gouvernement a fait face à ces dépenses par ses surplus au compte ordinaire pour un montant de \$150,446,867 et par un revenu imputable au capital de \$19,640,884. Le solde, soit \$15,953,636, a été payé par l'emprunt. Il a été possible d'effectuer tous ces travaux tout en diminuant la dette nette de la province, car le surplus au compte ordinaire est établi en considérant comme dépenses ordinaires les contributions annuelles au fonds d'amortissement. Ces contributions diminuent chaque année la dette de la province. Voici la liste de ces contributions pour les cinq dernières années:

Année terminée le 31 mars 1946	\$ 6,430,170
Année terminée le 31 mars 1947	9,804,453
Année terminée le 31 mars 1948	5,927,828
Année terminée le 31 mars 1949	5,995,747
Année terminée le 31 mars 1950	<u>* 6,761,458</u>

Total: \$34,919,656

* Estimation

Si ce montant de \$34,919,656 versé au fonds d'amortissement au cours des cinq dernières années était soustrait des dépenses ordinaires, le surplus sur le compte ordinaire, pour la période du 31 mars 1945 au 31 mars 1950, serait porté à \$185,366,523. Il y aurait alors un excédent de \$18,966,020 sur toutes les dépenses imputables au capital durant cette période. C'est là le principal facteur qui a contribué à diminuer la dette nette de la province.

Je me permets d'attirer encore une fois l'attention des membres de la Chambre et des contribuables sur le fait que le gouvernement de la province de Québec est l'un des rares gouvernements du pays qui présente un état complet de sa situation financière. Je ne désire en aucune façon déprécier le système utilisé par les autres gouvernements, mais je dois tout de même en noter les différences, afin d'éviter des rapprochements entre des situations qui ne sont pas comparables. La province d'Ontario, par exemple, ne publie dans ses prospectus pour emprunts que le résultat de ses opérations au compte ordinaire, tandis que la province de Québec publie, en plus de ses opérations au compte ordinaire, ses opérations au compte capital. En d'autres termes, la province d'Ontario utilise la méthode financière employée par les entreprises privées. Comme elles, elle n'inscrit pas dans son compte d'opérations les dépenses imputables au capital. Il n'est donc pas logique de comparer le surplus annoncé par le gouvernement de l'Ontario au surplus annoncé par le gouvernement de Québec. Si nous désirons comparer des éléments de même nature - et ce sont là les seuls comparables - le surplus annoncé par l'Ontario devrait être comparé au surplus au compte ordinaire du gouvernement du Québec.

b) Augmentation des revenus

Si vous comparez les résultats définitifs des deux dernières années financières, vous verrez, M. l'Orateur, que toutes les sources de revenus, à l'exception de l'impôt sur le capital et les profits des corporations, ont augmenté. Ce résultat est une source de satisfaction pour le trésorier qui est heureux de rendre un témoignage public d'appréciation à ses employés pour leur excellent travail. J'ai déjà noté cependant une tendance à la diminution de nos revenus au cours des derniers mois de l'année financière. Cette diminution, sans être très marquée, indique tout de même un léger ralentissement dans l'activité du commerce et de l'industrie. Il ne faut pas voir là, de l'avis des experts, le signe précurseur d'une crise. La vie

économique tend au contraire à reprendre son rythme normal après une période d'inflation.

Si nos revenus doivent baisser pour s'établir à un niveau légèrement inférieur à celui de l'année 1949-1950, le gouvernement s'estime heureux d'avoir réussi, au cours des dernières années, à satisfaire une partie importante des demandes essentielles et urgentes pour assurer le développement de la province, demandes accumulées à cause des négligences du passé, en particulier dans le domaine de l'éducation, de la santé publique, de l'agriculture, de la colonisation, de la voirie et des travaux publics. Ces améliorations, il convient de le signaler, ont été réalisées sans que le contribuable n'ait été obligé de payer de nouvelles taxes et alors que le gouvernement réussissait à diminuer quand même la dette nette de la province.

c) Le fonds d'éducation

Il existe une rubrique spéciale au compte d'opérations de la province, sur laquelle je voudrais attirer davantage l'attention des membres de la Législature: c'est le fonds d'éducation. Les revenus de ce fonds, pour l'année financière 1949-1950, s'établiront à une somme approximative de \$20,200,000, et les dépenses faites à même ces revenus se chiffrent à l'heure actuelle à \$6,050,000. La balance des revenus, conformément à la loi et à la pratique des années dernières, sera dépensée au cours de l'année prochaine pour des fins d'éducation seulement. Les dépenses totales pour l'instruction publique se sont élevées à plus de \$41,000,000 pour l'année 1949-1950, soit un montant égal au double des revenus du fonds d'éducation (cf. *Tableau No 4*).

Vous vous rappelez la situation financière précaire des commissions scolaires de notre province, en 1945. Les anciennes administrations n'avaient pas eu le courage d'apporter une solution permanente aux difficultés financières des commissions scolaires. Le chef de l'Union nationale a voulu marquer le centenaire de notre système d'enseignement en libérant les commissions de leurs difficultés matérielles, pour leur permettre d'apporter une énergie nouvelle à la cause primordiale de l'éducation. Il chargea une commission d'entreprendre une étude approfondie des causes du malaise financier qui avait conduit certaines commissions scolaires aux portes de la faillite et, en 1946, la Législature adoptait une loi pour améliorer et stabiliser leur situation financière. Cette loi permettait la création d'un fonds spécial appelé fonds d'éducation. Elle lui attribuait certains revenus

spécifiques, dont voici la liste: 1^o la moitié du produit de la taxe de vente provinciale; 2^o une contribution spéciale de certaines compagnies hydroélectriques; 3^o une contribution annuelle de \$2,800,000 de l'Hydro-Québec; 4^o des droits de coupe spéciaux prélevés sur certaines compagnies d'exploitation forestière; 5^o une taxe sur le capital de toutes les raffineries d'huile; 6^o une taxe annuelle sur le capital payé de toutes les compagnies de téléphone dont le capital dépasse \$1,000,000. Le chef de l'Union nationale affirmait avec raison que les compagnies chargées de l'exploitation de nos ressources naturelles devaient apporter leur contribution matérielle à la cause de l'éducation. La richesse matérielle devient ainsi un instrument de richesse culturelle. Cette idée ingénieuse et magnifique permet à toute la population de profiter des richesses mises à sa disposition par la Providence. La situation financière des commissions scolaires est ainsi équilibrée, sans charges nouvelles pour le contribuable.

Cette loi de 1946 stipule de plus que les commissions scolaires doivent transmettre à la Commission municipale un état de leurs dettes et de leurs réserves. La Commission municipale possède le droit, après enquête, de déclarer en défaut les commissions scolaires incapables de rencontrer leurs obligations. Elle préside alors à leur réorganisation financière, soit en liquidant leurs dettes, soit en remplaçant leurs obligations par de nouvelles obligations émises au nom et sous la seule responsabilité de la Commission municipale. Ces obligations sont accompagnées d'un certificat de garantie du gouvernement de la province pour le paiement du capital et des intérêts. En fait, ce capital et ces intérêts sont payés à même les revenus du fonds d'éducation.

Mille sept (1,007) commissions scolaires, sur un total de 1,059, ont eu recours aux dispositions de cette loi de l'Union nationale. La Commission municipale a émis, à l'heure actuelle, pour le bénéfice de ces commissions scolaires, des obligations en série pour une somme de \$61,756,900. Elle a également mis en réserve une somme de \$995,900 pour assurer l'échange des obligations possédées par 4 des 52 commissions scolaires qui ne se sont pas encore prévaluées de la loi de 1946¹. Le total des dettes, soit les obligations émises par les commissions scolaires, soit leurs emprunts temporaires aux banques que la Commission municipale a dû prendre à sa charge, se chiffrait à environ \$100,000,000, en 1946. La Commission a payé toutes ces dettes soit en deniers, soit par l'émission de nouvelles obligations. Le paiement des deniers et le remboursement des

obligations à échéance, de même que les intérêts sont effectués à même les revenus du fonds d'éducation. C'est la première charge imposée à ce fonds par la loi. C'est ainsi par exemple que le gouvernement, à même le fonds d'éducation, a aidé certaines commissions scolaires à combler leur déficit d'opérations. Voici la liste des contributions accordées dans ce but aux principales commissions scolaires de la province:

1° - 1946-1947:

Commission scolaire catholique de Verdun.....	\$ 58,829.23
Commission scolaire catholique de Montréal.....	5,052,540.24
Montreal Protestant Central School Board.....	2,517,161.42
Commission scolaire catholique de Québec.....	385,760.27

2° - 1948-1949:

Commission scolaire catholique de Québec.....	131,987.65
Protestant Board of School Commissioners (Québec).....	33,578.00

3° - 1949-1950:

Commission scolaire catholique de Verdun.....	77,000.00
Montreal Protestant Central School Board.....	<u>24,449.68</u>

Total: \$8,281,306.49

Pour l'année 1948-1949, les revenus du fonds se totalisent à \$19,154,800. Sur tout le terme de l'émission des obligations, le service maximum annuel de la dette est inférieur à \$6,000,000. Pour 1949-1950, le revenu du fonds d'éducation est évalué à \$20,200,000 et les dépenses à même ce fonds s'élèveront à \$6,050,000, au 31 mars 1950. Voici le tableau des revenus et des dépenses du fonds d'éducation depuis l'année 1946:

<i>Année</i>	<i>Revenus</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde disponible</i>
1946-1947.....	\$14,179,775	\$ 8,014,291	\$ 6,165,484
1947-1948.....	\$17,827,302	\$17,827,302	.....
1948-1949.....	\$19,154,800	\$ 7,159,040	\$11,995,760

Le solde disponible, au 31 mars, est consacré durant l'année financière à des fins d'éducation

suivant les exigences de la loi. Le solde de \$6,165,484 a été appliqué, comme l'indiquent les *Comptes publics*, au paiement de dépenses faites par le département de l'Instruction publique pour l'année 1947-1948. Le solde de \$11,995,760 de l'année 1948-1949 a été utilisé pour les fins suivantes, au cours de l'année 1949-1950: 1° Une partie, soit \$8,000,000, a été accordée, dans le budget, au département de l'Instruction publique pour lui aider à parfaire le paiement du salaire des instituteurs et institutrices et pour favoriser la construction de nouvelles écoles; 2° Une somme de \$3,194,008 a été mise à la disposition de la Commission municipale, pour rencontrer des obligations imposées par le règlement des dettes des commissions scolaires; 3° Enfin, une somme de \$801,752 a été dépensée pour diverses fins éducationnelles.

Cette année, la Législature a adopté un amendement à la loi de 1946, pour permettre au gouvernement de puiser dans le surplus du fonds d'éducation pour venir en aide à l'enseignement secondaire, supérieur et technique.

Le résultat des opérations de ce fonds fait partie intégrante des états de revenus et dépenses publiés chaque année par le gouvernement. En d'autres termes, les dépenses du fonds d'éducation affectent le compte d'opérations de la province, au moment où elles sont faites, et le revenu est inscrit au compte d'opérations au moment de sa perception. Les revenus et les dépenses de ce fonds sont donc traités, au point de vue comptabilité, comme si le fonds n'existait pas. Le gouvernement a créé le fonds d'éducation, parce qu'il a voulu qu'une partie déterminée de ses revenus annuels soit consacrée exclusivement à des fins d'éducation.

Les membres de l'opposition ont reproché au gouvernement de ne pas dépenser chaque année tous les revenus du fonds d'éducation. Les revenus du fonds d'éducation, comme les autres revenus de la province, ne doivent être dépensés que si les circonstances le requièrent. Aucun principe de droit parlementaire et de comptabilité n'exige que le gouvernement dépense tous ses revenus dans l'année même de leur perception. Entre le moment de la perception et le moment de la dépense, il doit, à mon avis, s'écouler un certain temps qui puisse permettre, à ceux qui ont la responsabilité de l'administration des deniers publics, de faire une étude minutieuse des demandes formulées, afin de pouvoir répondre aux plus essentielles et aux plus urgentes. D'ailleurs, si le fonds d'éducation n'existait pas, le trésorier, au lieu d'avoir, durant l'année financière qui se termine, \$15,330,000 comme revenu ordinaire du produit de

la taxe de vente, en aurait près de \$30,000,000. Le surplus de l'année est composé de tous les revenus non dépensés, et c'est la première fois, à ma connaissance, que les membres d'une opposition parlementaire reprochent au gouvernement de ne pas dépenser tous ses revenus. D'ailleurs, les revenus du fonds d'éducation doivent, d'après la loi, être utilisés uniquement durant l'année suivante à des fins d'éducation.

Un parallèle entre le fonds de l'assistance publique, créé par l'ancien gouvernement en 1921, et le fonds d'éducation, créé par le gouvernement actuel en 1946, mettra en lumière toute la sagesse administrative du chef de l'Union nationale. Le fonds de l'assistance publique était destiné à couvrir les dépenses "du service de l'assistance publique, pour subvenir au maintien des institutions d'assistance publique". La loi permettait également au gouvernement de garantir le capital et les intérêts de certaines obligations émises sur le crédit du fonds de l'assistance publique. Si les revenus devenaient insuffisants pour rencontrer les dépenses effectuées, la différence devait être comblée par le fonds consolidé du revenu.

Les revenus et les dépenses du fonds de l'assistance publique n'ont pas été indiqués au compte d'opérations de la province avant le 30 juin 1937. Au 30 juin 1936, le déficit du fonds de l'assistance publique se chiffrait à \$6,127,469.81. Lors de son arrivée au pouvoir en 1936, l'Union nationale a inscrit au compte d'opérations toutes les dépenses de la province, même les dépenses de l'assistance publique, les dépenses de chômage, ainsi que les dépenses imputables au capital. Avant cette date, seules les dépenses ordinaires apparaissaient au compte d'opérations. Cette méthode donnait aux contribuables une image incomplète de la situation financière du gouvernement.

De 1934 à 1939, le déficit annuel du fonds de l'assistance publique a été considéré comme une dépense extraordinaire. Après 1939, le déficit a été traité comme une dépense ordinaire. Depuis le 31 mars 1949, le gouvernement de l'Union nationale a effectivement inscrit toutes les dépenses et tous les revenus du fonds de l'assistance publique dans le compte d'opérations de la province, c'est-à-dire a adopté pour le fonds de l'assistance publique la même procédure que pour le fonds d'éducation. Il était impossible de faire davantage, car le paiement du capital et des intérêts de plusieurs émissions d'obligations faites par des institutions d'assistance publique est garanti par ce fonds.

La loi de l'assistance publique prévoyait l'imposition de plusieurs nouvelles taxes pour assurer des revenus à ce fonds particulier. En voici

l'énumération: 1° la taxe sur les divertissements; 2° les droits perçus pour les licences de lieux d'amusements; 3° les droits perçus pour les licences des champs de course et les droits d'entrée aux champs de course; 4° l'honoraire d'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les champs de course et les droits imposés sur ces paris ou gageures; 5° une contribution annuelle de \$1,000,000 provenant des revenus nets de la Commission des liqueurs; 6° en 1926, c'est-à-dire cinq ans après la création du fonds de l'assistance publique, le gouvernement accordait une nouvelle source de revenus au fonds de l'assistance publique en imposant une nouvelle taxe, soit une taxe sur les repas. Le préambule de la loi mentionnait que les ressources du fonds de l'assistance publique avaient peine à suffire aux besoins et qu'en conséquence une nouvelle taxe était nécessaire; 7° en février 1932, soit six ans plus tard, le gouvernement a imposé une nouvelle taxe dans le but de tenter de combler pour la seconde fois le déficit du fonds de l'assistance publique. Il s'agissait de la surtaxe sur les divertissements.

L'étude des *Comptes publics* depuis 1934 permet la reconstitution complète de l'histoire financière du fonds de l'assistance publique. Si la pensée du législateur de 1921 avait été respectée, le déficit du fonds de l'assistance publique se serait chiffré, au 31 mars 1949, malgré deux nouvelles taxes, à la somme de \$52,284,407.73. Ce déficit s'établit comme suit:

Déficit accumulé	
en juin 1934.....	\$ 1,941,948.11
Dépenses extraordinaires (juin 1934 à juin 1939)*	10,299,155.20
Dépenses ordinaires (juin 1939 à mars 1949)**	<u>40,043,304.42</u>
Total:	\$52,284,407.73

* et ** *Moins* : Les revenus du fonds de l'assistance publique

Ce simple exposé des faits démontre toutes les erreurs évitées par le gouvernement de l'Union nationale lors de la création du fonds d'éducation en 1946.

1° Le fonds de l'assistance publique a été insuffisant pour assurer le règlement des problèmes d'assistance à la santé publique; le fonds d'éducation a permis le remboursement complet des dettes des commissions scolaires, et il donnera maintenant au gouvernement le moyen d'aider les maisons d'enseignement supérieur et spécialisé;

2° Les opérations du fonds de l'assistance publique ont été gardées secrètes jusqu'à la venue au pouvoir du gouvernement de l'Union nationale; les opérations du fonds d'éducation, tout comme les résultats du fonds de l'assistance publique, sont maintenant inscrites au compte d'opérations de la province;

3° Le fonds de l'assistance publique démontrerait un déficit actuel de \$52,284,407.73 si le gouvernement n'avait pas comblé ces déficits à même ses revenus ordinaires; au contraire, le fonds d'éducation accuse des surplus, surplus qui doivent être consacrés exclusivement durant l'année suivante à des fins d'éducation;

4° L'insuffisance du fonds de l'assistance publique oblige le gouvernement à puiser à même le fonds consolidé du revenu pour rencontrer les obligations que lui impose la loi; le fonds d'éducation, au contraire, jouit d'un revenu suffisant pour permettre au gouvernement de rencontrer toutes ses obligations urgentes en matières éducationnelles.

La conclusion est facile à dégager et je laisse aux membres de la Chambre le soin de le faire. La comparaison que je viens d'exposer vous donne une idée des méthodes utilisées par deux administrations différentes: l'une secrète, incomplète et aboutissant à un déficit; l'autre, pleine de lumière, complète et se couronnant par un surplus.

d) Réduction de la dette nette de la province

Au 31 mars 1945, soit à la fin de la dernière année financière de l'administration libérale, la dette nette de la province, c'est-à-dire la différence entre le passif et l'actif réalisable, s'élevait à la somme de \$308,242,000. Au 31 mars 1950, après cinq années d'administration de l'Union nationale, elle s'établira à environ \$280,000,000, soit une diminution de \$28,242,000 (cf. *Tableau No 11*).

Le *Financial Post* du 11 février 1950, dans ses commentaires sur les finances de la province de Québec pour l'année 1949-1950, déclare que l'objectif financier du gouvernement de la province est un programme de réduction graduelle de la dette:

"Quoi qu'il en soit, la province s'attend à couvrir, à même ses revenus, ses dépenses ordinaires et ses dépenses en immobilisations dans l'année fiscale courante et revenir à son programme de réduction graduelle de la dette."

e) Dette per capita

Lors de la présentation du budget de 1947, j'avais souligné les conclusions d'une brochure de la

Banque de Montréal sur la dette par tête de tous les gouvernements du pays. À ce moment, la dette par tête du gouvernement de la province de Québec était la plus basse de tous les gouvernements, et elle s'établissait à \$101. À l'heure actuelle, notre dette par tête est encore la plus basse au Canada, et elle s'établit à \$82, soit une diminution de \$19. Voici d'ailleurs l'état de la dette par tête de tous les gouvernements du pays, d'après les derniers *Comptes publics* disponibles:

Québec.....	\$ 82
Manitoba.....	92
Île-du-Prince-Édouard	97
Ontario.....	123
Colombie canadienne	129
Alberta.....	139
Nouvelle-Écosse.....	173
Saskatchewan.....	176
Nouveau-Brunswick.....	230
Gouvernement fédéral	* \$1,323

* Ce chiffre est tiré du dernier rapport de la Banque de Montréal.

Les chiffres plus haut cités sont d'ailleurs confirmés par toutes les autorités en matière financière. Je lisais par exemple, dans le *Star* de Montréal du 28 février 1949, la nouvelle suivante:

"*L'Investment Dealers' Association of Canada* publie chaque année une brochure au sujet de la dette obligataire du gouvernement fédéral et de chaque province. Chaque émission d'obligations est indiquée avec toutes les informations nécessaires, par exemple le taux d'intérêt, la date de l'échéance et les circonstances particulières qui peuvent l'influencer.

"Tout comme dans le passé, la brochure contient également une étude comparative sur la position financière et du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux. Elle démontre que c'est dans la province de Québec que la dette obligataire est la plus basse. Elle s'établit à \$82.21 par tête, comparativement à \$89.15 l'année précédente."

Conclusion réconfortante, M. l'Orateur, le gouvernement de l'Union nationale, tout en contribuant puissamment à réparer les erreurs du passé, tout en donnant à la province un essor incomparable vers la prospérité, tout en effectuant des dépenses imputables au capital pour un montant de plus de \$186,000,000, a tout de même réussi à diminuer, au cours des trois dernières années de son administration, la dette par tête de la province de \$19, puisqu'elle est passée de \$101 à \$82. Le chef de

l'Union nationale n'est pas satisfait d'assumer pleinement ses responsabilités vis-à-vis de la génération actuelle, il diminue en même temps graduellement celles des générations futures. Son action bienfaisante se perpétuera dans l'avenir.

M. l'Orateur, les chiffres comparatifs que je viens de vous soumettre ne constituent-ils pas une preuve irréfutable de la situation financière particulièrement brillante de notre province, en comparaison de la situation des autres gouvernements du pays? Loin de moi la pensée de vouloir déprécier ce qui existe à l'extérieur où les circonstances sont différentes, mais la santé économique et financière du Québec est telle que tous les Canadiens peuvent s'en réjouir et en ressentir un sentiment de fierté bien légitime.

f) Le service de la dette

Me permettez-vous d'ajouter une dernière remarque dans le même ordre d'idées. L'intérêt sur la dette consolidée de la province ne représentait, pour l'année terminée le 31 mars 1948, que 5.8 % du revenu ordinaire de la province. Toutes les charges de la dette, c'est-à-dire les intérêts, les fonds d'amortissement et l'amortissement de l'escompte sur la dette, ne représentaient pour la même année que 9.7 % du revenu ordinaire.

Voici d'ailleurs, le pourcentage du revenu ordinaire de chaque province, consacré au service de la dette:

Année financière des provinces se terminant en 1948⁵

	<i>Coût de l'intérêt sur la dette consolidée directe en pourcentage du revenu</i>	<i>Coût du service de la dette consolidée (y compris fonds d'amortissement de l'escompte) en pourcentage du revenu</i>
Québec.....	5.8 %	9.7 %
Colombie can.....	7.2 %	15.8 %
Alberta.....	7.3 %	10.9 %
Ontario.....	7.8 %	11.9 %
Île-du-Prince- Édouard	8.6 %	14.9 %
Nouvelle-Écosse.....	9.4 %	14.2 %
Saskatchewan	10.2 %	12.4 %
Manitoba.....	10.7 %	18.9 %
Nouv.-Brunswick	14.9 %	23.9 %

Ces chiffres nous apportent une preuve nouvelle de la solidité financière de la province. Québec, avec la dette *per capita* la plus basse de tout le Canada, peut également consacrer la plus grande partie de ses revenus, soit au paiement de ses dépenses ordinaires, soit au paiement de ses dépenses imputables au capital.

g) Contributions au fonds d'amortissement

Le gouvernement charge à ses dépenses ordinaires ses contributions au fonds d'amortissement. Ces contributions serviront au rachat de notre dette obligataire. Depuis 1945, la province de Québec se maintient au premier rang des provinces canadiennes pour l'importance de ses contributions au fonds d'amortissement. Voici, d'après le rapport de janvier 1950 publié par *The Investment Dealers' Association of Canada*, le montant des fonds d'amortissement de chaque province du pays:

Québec.....	\$86,456,370
Ontario.....	48,530,000
Nouveau-Brunswick	25,855,175
Colombie canadienne	25,799,877
Manitoba.....	24,092,768
Saskatchewan.....	23,321,218
Nouvelle-Écosse.....	14,382,345
Île-du-Prince-Édouard	1,820,326
Alberta	nil

Ces chiffres sont tirés des *Comptes publics* pour l'année 1949. Au 31 mars 1950, nos fonds d'amortissement s'élèveront à \$91,725,000.

h) Emprunts de la province

Durant l'année financière qui se terminera le 31 mars 1950, le gouvernement devait rencontrer l'échéance d'une émission d'obligations au montant de \$15,000,000, faite le 1^{er} mars 1945, sur le marché de New York. Ces obligations avaient été émises à 2 % pour une période de cinq ans, pour rembourser un emprunt de \$15,000,000 contracté le 2 mars 1925, par le gouvernement Taschereau, au taux de 4½ % et remboursable en argent américain. L'emprunt de 1945 devenait échu le 1^{er} mars 1950, et nous avions cette année, dans les fonds d'amortissement, tout l'argent nécessaire au remboursement intégral de ce dernier emprunt. Cependant, par suite de la décision prise par les autorités fédérales en septembre dernier, de dévaluer le dollar canadien, le remboursement de l'emprunt américain aurait exigé de notre part un

déboursé de \$16,575,000. En d'autres termes, la dévaluation de l'argent canadien se serait traduite pour la province en une perte de \$1,575,000. Nous devons dès lors chercher un emprunt de renouvellement à des conditions satisfaisantes et nous avons réussi. Le gouvernement a renouvelé l'emprunt de \$15,000,000 de 1945 à 2½ % rachetable par anticipation, à compter du 1^{er} février 1951. Cet emprunt, vendu au public à 100.1157 % rapporte à la province 99.1157 %. Il y a lieu toutefois de souligner que l'emprunt de 1945 a été obtenu au moment où subsistaient les contrôles de guerre et que, depuis ce temps, le taux d'intérêt moyen des bons du Trésor fédéraux américains à trois mois est passé de 0.375 % en 1945 à 1.101 % en janvier 1950.

Le 15 septembre 1949, le gouvernement de la province a effectué un emprunt de \$15,000,000 pour rembourser en partie une émission d'obligations de \$11,000,000 arrivée à échéance, et pour combler en partie la différence entre les revenus versés au fonds consolidé et les dépenses qui y ont été imputées, en particulier un don à l'Université McGill, certaines dépenses imputables au capital pour la construction de ponts, et l'acquisition de l'actif de la Quebec Pulp & Paper Corporation. Cet emprunt à 3 % a été vendu au public à 99.50 %, et la province en a retiré 98.25 %. Fait à remarquer, le syndicat de courtiers qui a effectué l'emprunt comptait des maisons de courtage de toutes les parties du pays.

Si la province de Québec n'a emprunté sur le marché qu'une somme de \$15,000,000 entre le 1^{er} avril et le 15 décembre 1949, il faut également souligner que l'Ontario, pendant la même période, a emprunté une somme de \$100,000,000, sans parler des emprunts de l'Hydro d'Ontario, la Nouvelle-Écosse \$28,000,000, la Colombie canadienne \$26,000,000 et le Nouveau-Brunswick \$14,500,000.

Au cours de l'année financière 1950-1951, la province n'aura à rencontrer que des échéances d'obligations d'importance secondaire. En voici la liste:

<i>Échéance</i>	<i>Taux</i>	<i>Montant</i>
1 ^{er} mai 1950	4 %	\$ 500,000
15 juillet 1950	3 %	1,000,000
15 mars 1951	4 %	<u>700,000</u>
Total:		\$2,200,000

i) Le crédit agricole (cf. Tableau No 6)

Une des œuvres les plus fructueuses du gouvernement de l'Union nationale est celle du

crédit agricole établi en 1936. Depuis son organisation jusqu'au 31 mars 1949, l'Office du crédit agricole a mis une somme de près de \$70,000,000 à la disposition de la classe agricole. Un total de 29,491 prêts ont été consentis de 1937 au 31 décembre 1949 pour un montant global de \$69,890,395. Les prêts payés, depuis l'ouverture de l'Office jusqu'au 31 décembre dernier, s'élèvent à 28,906 et se répartissent comme suit:

a. Établissements	9,624	\$25,571,175
b. Consolidation de dettes.....	17,446	37,836,218
c. Concordats	1,836	<u>4,961,202</u>
Total:		\$68,368,595

À l'heure actuelle, il y a diminution graduelle des prêts consentis pour consolidation de dettes, mais par contre, augmentation régulière des prêts dits d'établissement, comme en fait foi le tableau qui suit:

<i>Année</i>	<i>Prêts d'établissements</i>	<i>Nombre de prêts</i>
1937		331
1938		671
1939		900
1940		490
1941		541
1942		341
1943		224
1944		501
1945		652
1946		892
1947		1,163
1948		1,395
1949		<u>1,523</u>
Total:		<u>9,624</u>

Depuis le début de ses opérations, l'Office a reçu une somme de \$21,420,132.34 en remboursement du capital emprunté. Cette somme se répartit comme suit:

a. Versements réguliers.....	\$ 8,487,288.93
b. Par anticipation	<u>12,932,843.41</u>
Total:	\$21,420,132.34

J'attire votre attention, M. l'Orateur, sur le fait que 5,318 emprunteurs ont remboursé intégralement

leurs prêts, et je suis heureux de proclamer qu'en 13 ans, l'Office n'a subi des pertes totales que pour l'infime somme de \$222.18, soit \$0.01 par \$3,000.

Alors que le crédit agricole provincial a versé en 13 ans la somme de \$68,368,595 aux cultivateurs de la province de Québec, le Prêt agricole canadien, organisme du gouvernement fédéral, a versé aux cultivateurs de tout le pays, en l'espace de 21 ans, une somme de \$65,323,993.17, dont \$15,563,925.51 à des emprunteurs de la province de Québec. Ces chiffres prouvent d'une façon incontestable que la classe agricole de notre province a su reconnaître les multiples avantages de la loi québécoise du crédit agricole.

De son côté, le gouvernement peut se glorifier de cette heureuse initiative. Dans l'opinion de certains experts, cette mesure de salut est unique au monde, puisque les pertes sur une somme de \$70,000,000 ne se chiffrent qu'à \$222.18. Tous les financiers américains avec lesquels j'ai été en relation, depuis 1944, sont unanimes à louer notre système de prêt qu'ils estiment digne des plus grands éloges.

j) L'électrification rurale (cf. Tableau No 6)

Dans le but de continuer son œuvre d'assistance à la classe agricole, le gouvernement a établi, en 1945, l'Office de l'électrification rurale, permettant ainsi la formation de coopératives d'électricité.

Depuis sa formation, jusqu'au 31 décembre 1949, l'Office a effectué des avances qui se chiffrent au montant de \$6,398,747.36. De ce montant, les coopératives ont déjà remboursé le Trésor de la province d'une somme de \$159,624.16. L'Office de l'électrification rurale a également dépensé \$1,233,009.71 depuis 1945 pour l'organisation des coopératives, mettant à leur disposition ses ingénieurs, ses comptables, ses propagandistes, de même que l'outillage nécessaire à leur organisation. Sur le crédit total de \$12,000,000 autorisé par la Législature pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité, l'Office avait engagé \$9,938,995.91 au 31 décembre 1949. Le même organisme a encouragé les compagnies privées à étendre leurs lignes de distribution dans les régions rurales. En effet, un rapport sommaire des lignes construites par les coopératives et les compagnies privées d'énergie électrique révèle que depuis 1945, grâce à la coopération du gouvernement, 11,190 milles de lignes de distribution ont été construites dans la province, 3,441 par les coopératives et 7,749 par les

compagnies privées. Pour la seule année 1949, les coopératives ont construit 1,326 milles de lignes et les compagnies privées 1,995. Ces nouvelles lignes de distribution ont permis à 74,557 nouveaux clients des régions rurales de bénéficier des avantages de l'électricité. Voici maintenant un tableau plus détaillé sur l'activité des coopératives et des compagnies dans le domaine de l'électrification rurale:

	<i>Milles terminés</i>		<i>Nombre de clients desservis</i>	
	<i>En 1949</i>	<i>Depuis 1945</i>	<i>En 1949</i>	<i>Depuis 1945</i>
Par les coopératives ...	1,326	3,441	6,497	17,157
Par les compagnies.....	1,995	7,749	12,411	57,400
Total:	3,321	11,190	18,908	74,557

Il existait dans la province, au 31 décembre 1949, 32 coopératives d'électricité dont cinq étaient en même temps des coopératives de production et de distribution, soit celles de Gaspé, Sept-Îles, Golfe Saint-Laurent, Bonaventure et Petit Saguenay. Deux de ces coopératives produisent de l'énergie électrique à deux centrales différentes: la première pour le Golfe Saint-Laurent, à Magpie et à Havre-Saint-Pierre, la deuxième pour Bonaventure, à New Carlisle et à Bonaventure.

Le capital investi pour l'organisation de ces centrales électriques, d'une puissance totale de 4,525 chevaux-vapeur, se chiffre à \$574,620. Il est donc permis de conclure, M. l'Orateur, qu'en quatre années d'opérations, l'Office de l'électrification rurale a apporté des preuves irréfutables de son action bienfaisante à travers toute la province, et toute la population louera la sagesse du ministre de l'Agriculture, qui, cette année, a demandé des crédits additionnels pour assurer l'expansion du crédit agricole et la diffusion de l'électricité dans nos campagnes.

k) Service de l'habitation familiale (cf. Tableau No 6)³

Il y a deux ans, le gouvernement a adopté quatre lois pour favoriser la construction d'habitations familiales. L'une de ces lois permet au gouvernement, par l'entremise de l'Office du crédit agricole, de payer un subside au bénéfice de l'emprunteur, subside qui peut s'élever jusqu'à 3 % d'intérêt, soit la différence entre un intérêt minimum de 2 % et l'intérêt généralement exigé en pareils cas, soit 5 %.

À l'heure actuelle, 269 caisses populaires et 35 compagnies d'assurances, de fiducie ou de prêts, autorisées par le gouvernement, coopèrent avec l'Office du crédit agricole pour aider, encourager et promouvoir la construction d'habitations familiales. Depuis la mise en vigueur de la loi, l'Office a donné suite à 2,589 requêtes. Au 28 février 1950, une somme de \$4,339,755 a été affectée au paiement des intérêts.

Cette loi a encore permis aux caisses populaires et aux compagnies qui ont conclu une entente avec le gouvernement de prêter la somme de \$13,897,134. Les hypothèques sont garanties par une valeur immobilière de \$20,483,717. En somme, les lois de l'habitation ont favorisé la construction de 2,589 maisons où 11,417 personnes ont pu trouver logement.

C'est là le résultat pratique d'une expérience faite dans le but d'améliorer la situation du logement dans notre province, tout en laissant aux pères de famille l'initiative de se construire eux-mêmes une maison. L'État n'intervient que pour diminuer les charges que doivent s'imposer les nouveaux propriétaires, car la loi autorise d'abord le gouvernement à leur rembourser la majeure partie des intérêts, et elle autorise ensuite les corporations municipales à leur accorder des commutations de taxes.

Il faut de plus souligner que si la classe ouvrière utilise la formule coopérative, le coût de la construction d'une maison peut être dans certains cas diminué de beaucoup. C'est ce qu'ont prouvé les expériences faites en particulier à Trois-Rivières, grâce à l'initiative de M. le chanoine Chamberland. La formule coopérative a aussi donné d'heureux résultats à Hull, Montréal, Plessisville et Asbestos. Qu'il nous soit donc permis d'affirmer que l'aide des coopératives rend plus facile la réalisation d'un programme d'habitations familiales.

III

Considérations sur le budget 1950-1951

Le gouvernement de l'Union nationale a assuré à la province, au cours de ces cinq dernières années, une politique financière faite d'équilibre et de stabilité. Il a accordé une attention toute spéciale à la solution des problèmes les plus urgents qui se posaient dans le domaine de l'éducation et de la santé. Il a également considéré comme primordial pour l'avenir le développement de nos ressources naturelles et l'amélioration des voies de communication entre les paroisses rurales et les

différentes régions de la province. De plus, il a donné à l'agriculture et à la colonisation des crédits beaucoup plus importants que ceux qui avaient été accordés à ces ministères dans le passé. Les prévisions budgétaires pour 1950-1951 estiment que les revenus de la province s'élèveront à \$201,349,960.

De ce montant, le gouvernement aura besoin d'une somme de \$169,599,860 pour ses dépenses ordinaires et d'une somme de \$31,015,000 pour ses dépenses imputables au capital. En d'autres termes, les dépenses globales seront de \$200,614,860. Le surplus au compte ordinaire atteindra donc \$31,750,100 et le surplus global, c'est-à-dire la différence entre les revenus ordinaires et toutes les dépenses, formera un total de \$735,100 (cf. *Tableau No 12*).

Dans leur ensemble, les prévisions budgétaires de 1950-1951 demeurent à peu près les mêmes que celles de l'année dernière. Nous avons cru nécessaire de maintenir l'équilibre entre nos dépenses et nos revenus. Ce serait un risque à l'heure actuelle de trop escompter sur l'accroissement progressif de nos revenus. Au début de 1949-1950, nos revenus enregistraient chaque mois une augmentation, par rapport aux chiffres correspondants de l'année précédente. Toutefois, un certain fléchissement a semblé se produire au cours des derniers mois. C'est la raison pour laquelle nous avons cru sage d'accorder aux divers ministères des crédits à peu près équivalents dans leur ensemble à ceux de 1949-1950.

Cette année, nous avons inscrit au chapitre de nos revenus, tout comme nous l'avons fait pour les revenus du fonds de l'assistance publique, les revenus probables du fonds d'éducation, soit \$19,500,000. D'un autre côté, nous avons indiqué au chapitre des dépenses, sous le titre de dépenses statutaires, certains crédits qui seront payés à même les revenus du fonds d'éducation, soit \$11,500,000 pour l'Instruction publique, \$2,000,000 pour le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse et \$6,000,000 au budget du ministère des Affaires municipales pour le service des obligations émises en remboursement des dettes des commissions scolaires. Cette nouvelle présentation explique en grande partie l'augmentation des revenus et des dépenses, comparativement avec les prévisions de l'année dernière.

En plus des revenus spécifiques du fonds de l'assistance publique qui n'apparaissent pas autrefois dans l'estimation des revenus probables de la province, en plus des revenus du fonds d'éducation, nous avons inséré cette année dans

l'état des revenus probables, les revenus de la taxe spéciale imposée sur les spiritueux en 1932, par le gouvernement Taschereau. Le produit de cette taxe n'a jamais été indiqué dans le compte d'opérations, parce que la loi de 1932 stipulait qu'il devait être appliqué en déduction du coût du service de la dette. Cette mesure toutefois se traduit par une augmentation corrélative au chapitre des revenus et des dépenses et peut laisser croire, à première vue, à une augmentation dans le coût du service de la dette. Les revenus du fonds de l'assistance publique, les revenus du fonds d'éducation et ce revenu spécifique destiné à réduire le coût de la dette publique augmentent en apparence le montant total de nos revenus, si nous les comparons aux prévisions antérieures. Le gouvernement utilise cette méthode afin de donner aux contribuables une vue d'ensemble de tous nos revenus et de toutes nos dépenses.

Si les crédits accordés aux divers ministères sont à peu près les mêmes que ceux demandés à la Législature au cours de la dernière session, ceci ne veut pas dire que le gouvernement a l'intention de restreindre son action et de ralentir sa marche vers le progrès dans les domaines de l'éducation, de la santé ou des travaux publics.

Au cours des dernières années, nous avons voulu combler les lacunes des administrations précédentes, nous avons dû résoudre des problèmes demeurés sans solution. Nous espérons voir bientôt le jour où nous pourrions uniquement regarder l'avenir, sans avoir à nous pencher sur les problèmes du passé.

Je me contenterai de faire une revue très rapide des crédits demandés. Mes collègues sauront, lors de la discussion de ces crédits, donner aux membres de la Chambre toutes les explications nécessaires. Ils sauront également expliquer la nature et les raisons de leurs demandes.

1^o L'éducation

Les crédits du département de l'Instruction publique s'élèvent à \$18,114,300, montant sensiblement égal à celui de l'année dernière. Le département continuera d'aider les commissions scolaires, en particulier pour la construction ou la réparation d'écoles. Depuis 1944, le gouvernement a versé la somme de \$27,616,898.74 comme contribution à la construction de nouvelles écoles, dont le coût total a été de \$37,710,151 (cf. *Tableau No 14*).

Le département a ainsi contribué à la construction de 1,089 écoles et à la réparation de 6,295 anciennes écoles.

Le budget du Secrétariat provincial s'élève à la somme de \$3,114,100. Il contient en particulier un montant de \$1,702,600 pour des octrois annuels aux quatre universités de notre province. Ces octrois annuels s'ajoutent aux subventions spéciales déjà accordées par le gouvernement, lors des souscriptions publiques qui doivent servir à l'amélioration de l'enseignement universitaire. Ces subventions s'établissent comme suit:

<i>Universités</i>	<i>Montants autorisés</i>	<i>Montants payés</i>
Université McGill	\$1,500,000	\$1,500,000
Université de Montréal	2,800,000	2,500,000
Université Laval	4,000,000	2,000,000
University of Bishop's College	<u>1,000,000</u>	<u>1,000,000</u>
	<u>\$9,300,000</u>	<u>\$7,000,000</u>
Solde dû:		<u>\$2,300,000</u>

Le budget du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse s'élève à \$21,669,400, dont \$1,350,000 pour des dépenses imputables au capital. Ce dernier montant servira à la construction et à l'agrandissement d'écoles techniques et d'écoles d'arts et métiers. Ces crédits dépassent de \$3,000,000 ceux de l'année dernière. Cette augmentation s'explique par le développement continu de nos écoles spécialisées où se donnent des cours le jour et le soir. Le nombre des élèves est passé de 16,446 à 18,569 au cours de la dernière année. L'adoption de mesures de plus en plus efficaces pour la réhabilitation de la jeunesse délinquante exige également des crédits plus élevés. Les pensions de vieillesse, les pensions aux aveugles et les allocations aux mères nécessiteuses exigent de plus, d'année en année, des crédits toujours plus considérables. Ainsi, par exemple, les allocations aux mères nécessiteuses ont coûté à la province en 1948-1949 la somme de \$5,427,134.60; en 1949-1950, la somme de \$5,624,500. Les prévisions budgétaires estiment que ces allocations coûteront à la province, en 1950-1951, la somme de \$5,807,700.

2^o La santé

Le ministère de la Santé continuera à travailler à l'amélioration des mesures destinées à protéger la santé publique. La population des régions rurales de la province pourra compter sur l'attention

du département pour recevoir les secours de médecins et de gardes-malades. Le budget contient de plus des crédits pour la construction de dispensaires dans les centres de colonisation et sur la Côte-Nord. L'augmentation du budget du ministère de la Santé s'explique en très grande partie par les dépenses sans cesse grandissantes occasionnées par des hôpitaux de plus en plus nombreux. Depuis le 1^{er} janvier 1949, les malades disposent de 1,450 nouveaux lits. Malgré ces progrès, il arrive très souvent à l'heure actuelle que les institutions d'hospitalisation ne peuvent répondre à toutes les demandes d'admission. Le devoir du gouvernement est donc de poursuivre sa politique de bienfaisance en augmentant graduellement le nombre de lits dans les hôpitaux.

Le ministère de la Santé intensifiera sa lutte contre la tuberculose, et il me plaît à ce sujet de souligner un article élogieux publié dans le *Star* de Toronto, le 25 janvier 1950, sous le titre: *Quebec Turns the T. B. Tide*:

"La province de Québec, écrit Ed. Bantey, qui possédait le plus haut taux de mortalité dans le domaine de la tuberculose, possède actuellement un programme de prévention qui épargne 500 vies par année.

"À l'heure actuelle, la province possède douze hôpitaux considérables pour les tuberculeux avec plus de 4,000 malades hospitalisés. À la fin de 1950, lorsque l'hôpital de Rosemont ouvrira ses portes, 500 nouveaux lits seront mis à la disposition des personnes qui souffrent de la tuberculose.

"À l'heure actuelle, la province de Québec dépense \$20,000,000 par année pour vaincre la tuberculose. Les dépenses toutefois seront moins fortes au cours des prochaines années. Actuellement, les nouveaux hôpitaux peuvent rencontrer les besoins immédiats de la population."

Chacun sait que le *Toronto Star* est un des plus farouches organes de nos amis d'en face.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le plus fanatique.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ce témoignage donné à mon collègue, le ministre de la Santé, n'est-il pas très éloquent?

Ce même journal souligne également que si la présente campagne contre la tuberculose se poursuit avec autant de vigueur, il est certain qu'avant longtemps le nombre des décès causés par la tuberculose diminuera considérablement.

En l'espace d'une seule année, quatre institutions pour le bénéfice exclusif des tuberculeux

ont ouvert ou ouvriront leurs portes dans la province. Au cours des derniers mois, il y eut l'inauguration du sanatorium de Sainte-Germaine de Dorchester et de la nouvelle aile du sanatorium de Mont-Joli, et prochainement, il y aura l'inauguration du sanatorium de Gaspé et de celui de Macamic.

3^o L'agriculture et la colonisation

Le budget du ministère de l'Agriculture s'élève à \$12,254,100, tandis que celui du ministère de la Colonisation s'élève à \$9,012,000, c'est-à-dire qu'une somme de plus de \$21,000,000 sera consacrée durant la prochaine année au profit des cultivateurs. Cette somme, inscrite au budget de l'Agriculture et de la Colonisation, est complètement indépendante des montants que le gouvernement met par exemple à la disposition de la classe agricole par l'entremise de l'Office du crédit agricole et de l'Office de l'électrification rurale.

Le ministère de l'Agriculture poursuivra avec efficacité sa politique de drainage des terres. L'ancien chef de l'opposition, l'honorable Adélard Godbout, déclarait, un jour en Chambre, que 80 % des terres arables de la province de Québec étaient insuffisamment drainées. Or, en cinq ans, l'administration libérale a dépensé pour le drainage des terres \$2,567,110.35, tandis que le gouvernement de l'Union nationale a dépensé pendant sept ans \$16,425,042.84.

Le département recevra des crédits plus élevés, afin d'aider les cultivateurs à exécuter des travaux mécanisés sur leurs fermes.

Mon collègue, l'honorable ministre de la Colonisation, mérite certes la reconnaissance des colons pour sa sollicitude constante et pour la création par une loi spéciale de l'Ordre du mérite du défricheur.

4^o Les ressources hydrauliques

Le budget du département des Ressources hydrauliques a été augmenté d'une façon sensible. La Commission des eaux courantes doit exécuter, l'an prochain, des travaux très importants sur la rivière Manouane et au lac Kénogami. Le coût total de ces travaux dépassera \$2,000,000 et leur réalisation se traduira dans l'avenir par une augmentation substantielle de nos revenus.

5^o La voirie

Le budget du ministère de la Voirie contient des prévisions au montant de \$16,940,000 au

chapitre des dépenses ordinaires et de \$21,000,000 au chapitre des dépenses imputables au capital. Le gouvernement continuera l'exécution de la politique de voirie entreprise en 1945. Il accordera beaucoup d'attention à l'entretien et à l'amélioration de la voirie rurale, et il consacrera de plus des sommes importantes pour moderniser les voies de communication qui relient les principaux centres urbains. Depuis 1945, des travaux ont été exécutés sur 10,992 milles de chemins et, à l'heure actuelle, le ministère entretient à ses frais 6,523 milles de grandes routes et 16,839 milles de chemins municipaux, soit un total de 23,362 milles.

Les principaux projets étudiés par les ingénieurs ont trait à l'amélioration des routes suivantes: route no 2 entre Saint-Honoré et Rivière-du-Loup, route no 3 entre Yamaska et Sorel, route no 7 entre Pike River et Philipsburg, route no 11 entre Saint-Jovite et Labelle et entre L'Annonciation et Lac-Saguay, et la route no 53 entre Saint-Henri et Sainte-Germaine. Le ministère projette de continuer les travaux de reconstruction de la route de la Gaspésie, entre Saint-Joachim de Tourelle et Saint-Majorique et, entre Saint-Jean-l'Évangéliste et Matapédia, la reconstruction de la route Grand-Mère-La Tuque, ainsi que la reconstruction de la route du Lac-Saint-Jean.

6^e Les travaux publics

Le budget du ministère des Travaux publics est sensiblement le même que celui demandé à la Législature au cours de la dernière session. L'an dernier, ce ministère a construit 160 nouveaux ponts et effectué des travaux de réparation à 930 autres. Sur les 160 ponts, 120 ont été construits de façon permanente, c'est-à-dire en béton ou en acier. Depuis 1944, jusqu'au 1^{er} avril 1949, 550 nouveaux ponts ont été construits. La même politique sera continuée cette année. Ce ministère est, de plus, chargé de l'entretien de toutes les propriétés du gouvernement, soit les palais de justice, les prisons, les bureaux des différents ministères, les écoles spécialisées, etc.

Le budget de ce département contient des crédits plus élevés pour aider les municipalités à prendre les mesures nécessaires pour la protection contre l'incendie. Au cours de l'année dernière, 98 corporations municipales ont organisé un service de prévention contre les incendies ou ont amélioré celui qu'elles possédaient déjà. En vue de protéger de la destruction par le feu, nos églises, nos écoles, nos couvents, nos usines et nos résidences, une somme de \$548,000 a été distribuée en octrois aux

corporations municipales au cours de l'année 1949-1950. Cette année, un crédit de \$500,000 est demandé pour les mêmes fins. En vertu de la loi, le gouvernement peut accorder, sur production des factures, un octroi égal à 50 % de la dépense faite par une municipalité pour des fins de protection contre l'incendie. Durant cinq ans, l'administration libérale a payé, en vertu de cette loi, une somme de \$182,000 et, pendant cinq ans également, en vertu de la même loi, l'Union nationale a accordé aux municipalités une somme de \$1,234,000, soit sept fois plus. Ce dernier montant a été partagé entre 500 municipalités de la province. De plus, d'après les statistiques fournies aux membres de la Chambre par mon collègue, l'honorable ministre des Travaux publics, l'ancienne administration a dépensé \$375,000 pour accorder \$182,000 en octrois. C'est-à-dire que chaque dollar d'octroi coûtait deux dollars au gouvernement, tandis que, sous l'administration de l'Union nationale, il n'en coûte au gouvernement que la somme de \$0.34 pour chaque dollar d'octroi.

7^e Les mines

J'éprouve, comme ancien ministre des Mines, un grand plaisir à féliciter mon collègue l'honorable ministre des Mines pour l'excellent travail qu'il poursuit avec l'aide de ses collaborateurs. L'année 1949 a été une année record. En dépit du fait que les rapports sont encore incomplets, il est certain que la valeur de la production minérale excédera \$164,000,000.

Les régions minières de l'Abitibi et du Témiscamingue, aussi bien que celles des Cantons-de-l'Est qui constituent le royaume de l'amiante, connaissent un progrès croissant. Les villes minières comme Rouyn, Noranda, Amos, Malartic, Val-d'Or, Thetford Mines, Asbestos prennent une importance de plus en plus grande.

Comme j'ai eu l'occasion de le signaler dans la première partie de mes observations, le Nouveau-Québec connaîtra, au cours des prochains mois, une activité prodigieuse. La production commencera l'été prochain à Havre-Saint-Pierre et, selon toute apparence, la construction du chemin de fer de Sept-Îles à Burnt Creek au Labrador, sur une longueur de 360 milles, devra commencer bientôt. Enfin, dès ce printemps, une nouvelle ville minière s'élèvera dans la région de Chibougamau, où d'importantes découvertes attirent l'attention de tous les prospecteurs de l'Est du Canada.

Le premier ministre a laissé entendre, ces jours derniers, qu'une nouvelle très intéressante pour

le développement minier de la Gaspésie serait bientôt rendue publique. Bref, dans un avenir rapproché, la province de Québec occupera dans le domaine minier une place de premier plan, tout comme dans l'industrie de la pulpe et du papier.

* * *

Le gouvernement demande à la Législature des crédits aussi considérables que l'année dernière parce qu'il désire conserver la foi en l'avenir du Québec. Les crises économiques sont avant tout des crises de confiance, et si nous continuons de regarder l'avenir avec autant d'espoir que les années dernières, nous saurons éviter la venue des jours de misère. Nombre d'industries qui se sont développées à cause de la guerre ont vu leur activité réduite depuis la fin des hostilités; je pense en particulier à l'industrie de la construction maritime. Heureusement, elles ont été remplacées et les positions perdues sont compensées par des gains dans d'autres domaines.

Le gouvernement consacre de plus, comme par les années passées, une partie importante de ses revenus pour des dépenses imputables au capital, parce qu'il désire inciter l'industrie à consacrer une partie de ses profits à l'exécution de travaux permanents et utiles aux générations futures. Le *Monetary Times* de janvier 1950 soulignait que les industries de la province avaient effectué, en 1948, des dépenses imputables au capital pour un montant de \$174,540,000. Pour 1949, ces dépenses se sont chiffrées à \$161,621,000. Cette politique est la meilleure preuve de leur foi en l'avenir du Québec. Nous souhaitons simplement voir ces dépenses augmenter et se maintenir à un très haut niveau.

Cette activité économique remplace avec avantage l'activité du temps de guerre et nous permet de prendre dans la vie industrielle canadienne une place de premier plan. J'ai analysé au début les progrès réalisés au cours des cinquante dernières années; j'ai souligné nos espoirs basés sur la production de plus en plus grande des matières premières. Ces matières premières pourront être transformées par l'industrie manufacturière de notre province dans des proportions de plus en plus considérables. Elles ne seront transformées dans la province que si la jeunesse, qui fréquente nos universités, nos écoles techniques et nos écoles d'arts et métiers, possède assez l'amour du travail pour atteindre cet objectif. C'est l'énergie et l'initiative féconde de nos hommes d'affaires et de nos techniciens qui assurent à notre province, à l'heure

actuelle, par exemple le premier rang dans l'industrie du tabac, dans la fabrication des appareils électriques, dans la fabrication du cuir et de la chaussure, de la soie artificielle, de la confection pour dames et de la confection pour hommes, etc.

À mon avis, ces réflexions constituent des preuves irréfutables de l'expansion industrielle du Québec. Notre province s'enrichit pendant que sa dette diminue, et c'est là, à mon avis, le signe incontestable qu'elle possède à la fois un chef et un gouvernement soucieux de l'intérêt et du bien-être des contribuables et qui travaillent avec ardeur pour assurer leur prospérité matérielle.

IV

Relations fédérales-provinciales

L'année 1949-1950 n'a apporté aucun changement dans le domaine des relations financières des provinces et du gouvernement fédéral. Il semble cependant que les provinces signataires de l'entente de 1945 se rendent compte de plus en plus qu'elles ont accepté des conditions peu favorables. Seules les provinces de Québec et d'Ontario ont refusé de la signer. L'attitude actuelle de la Nouvelle-Écosse et de l'Alberta est très catégorique. Certaines provinces, comme la Colombie canadienne, se sont trouvées dans l'obligation d'imposer des taxes supplémentaires aux contribuables pour parer à l'insuffisance des revenus qu'elles reçoivent du gouvernement fédéral en échange de leurs droits de taxation. Ces jours derniers, le ministre des Finances de la Colombie, l'honorable Herbert Anscomb, déclarait qu'à raison de l'entente conclue avec le gouvernement fédéral, sa province perdait, en une seule année, une somme d'environ \$20,000,000. Elle reçoit annuellement du gouvernement fédéral un montant de \$24,000,000, mais l'honorable M. Anscomb prétend que sa province devrait plutôt retirer la somme de \$40,000,000, soit sa véritable part d'impôt sur les corporations, sur le revenu des particuliers et sur les successions. En effet, les statistiques du gouvernement fédéral admettent que ces trois sources de revenus dans la Colombie canadienne rapportent chaque année à Ottawa la somme de \$158,000,000.

D'autres provinces signataires de l'entente devront, dans un avenir rapproché, suivre une ligne de conduite semblable à celle de la Colombie canadienne. Le discours du trône du Nouveau-Brunswick, tel que rapporté dans le *Telegraph-Journal* de Saint-Jean du 8 mars dernier, mentionnait:

"De bonne heure en janvier, une conférence fédérale-provinciale a été tenue à Ottawa dans le but de trouver une formule pour amender la Constitution canadienne dans notre propre pays. Mon gouvernement... a proposé que la Constitution elle-même devrait être établie au Canada... qu'elle devrait être un instrument purement canadien sujet à aucun contrôle en dehors de ce pays. En faisant cette proposition, mon gouvernement tient compte de la présente insécurité des provinces et du besoin de protéger plus entièrement les droits, les privilèges, les immunités et les pouvoirs qui devaient être assurés lorsque notre système fédéral de gouvernement a été établi, en 1867."

Quelques semaines auparavant, des doléances de même nature se retrouvaient dans le discours du trône du Manitoba. Suivant le *Winnipeg Free Press* du 15 février 1950, le discours du trône comportait les paroles suivantes:

"L'entente qui existe à l'heure actuelle entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, au sujet des pouvoirs de taxation, disparaîtra dans un avenir rapproché, à moins qu'elle ne soit renouvelée."

Le même journal ajoutait:

"Un des points principaux de la conférence fédérale-provinciale de l'automne prochain portera sur le renouvellement et la révision de cet accord. Le gouvernement est d'avis que le renouvellement d'un accord financier comportant des termes avantageux est de la plus haute importance pour le Manitoba."

Le *Winnipeg Free Press* soulignait encore d'après le discours du trône, que:

"Les sources ordinaires de revenus de la province étaient mal définies (*ill-designated*) pour rencontrer de façon permanente les grandes dépenses que le gouvernement de cette province est maintenant appelé à faire."

De plus, la plupart des organisations professionnelles du pays réclament des réformes et demandent aux gouvernements canadiens une classification définitive des impôts. La Chambre de commerce canadienne, qui groupe des hommes d'affaires de toutes les provinces du pays, lors de son assemblée annuelle d'octobre 1949, adoptait une résolution contenant le vœu suivant:

"Il y a nécessité urgente d'établir clairement les juridictions fiscales respectives des gouvernements fédéral et provinciaux, afin que tous les gouvernements concernés sachent sur quels revenus compter pour faire face à leurs besoins et pour éviter la duplication des rouages gouvernementaux et l'augmentation des dépenses et du fardeau des citoyens."

La Chambre de commerce a présenté, lundi dernier le 13 mars, un nouveau mémoire aux autorités fédérales. Les membres de la Chambre canadienne ont émis l'opinion:

"que le taux actuel de la taxe tue dans l'œuf la création de toute richesse privée, et que la hausse constante des dépenses gouvernementales ainsi que le maintien de taxes élevées peuvent entraîner des dangers pour l'avenir économique de notre pays".

De plus, le mémoire de la Chambre de commerce contient nombre d'importantes suggestions, dont les suivantes:

1^o Établissement d'une commission royale pour faire enquête sur l'organisation et l'administration du gouvernement;

2^o Égalité de taxes pour tous les genres d'entreprises, privées, publiques ou gouvernementales;

3^o Révision des ententes fiscales entre le fédéral et les provinces et une définition claire des domaines de taxation fédéral ou provinciaux.

Nous nous souvenons, M. l'Orateur, qu'en 1945, lors de la conférence fédérale-provinciale, c'est le Manitoba qui, le premier, a accepté les conditions offertes par le gouvernement fédéral. En 1937, à la demande du Manitoba, le gouvernement fédéral a nommé la commission Rowell-Sirois qui fut chargée d'enquêter sur les relations financières entre le gouvernement fédéral et les provinces. Les recommandations de cette Commission ont été reprises sous une forme modifiée par le gouvernement fédéral, en 1945. Il semble donc que les provinces canadiennes dans leur ensemble, pour faire face aux obligations qui leur sont dévolues normalement en temps de paix, doivent désormais obtenir de nouvelles sources de revenus, afin de satisfaire le minimum des demandes auxquelles elles doivent donner suite. Déjà, la Colombie canadienne a été forcée d'imposer des taxes supplémentaires aux contribuables, et spécialement une taxe de vente, à cause de l'insuffisance des revenus qu'elle reçoit d'Ottawa, en vertu de l'entente de 1945. Ces jours derniers, la Saskatchewan annonçait son intention d'imposer une taxe directe de 3 % pour rencontrer les exigences de son plan d'hospitalisation. Le Nouveau-Brunswick est dans l'obligation d'imposer de nouvelles taxes pour faire face aux exigences administratives les plus urgentes. D'autres provinces, au cours de la présente année, devront probablement adopter la même attitude.

Dans le Québec, si le développement industriel et économique se poursuit au même rythme, si le gouvernement veut continuer sa contribution à l'expansion industrielle de la province,

il est normal de penser que nos obligations continueront d'augmenter. Toutefois, depuis 1944, le gouvernement a payé la majeure partie de ses dépenses imputables au capital à même ses revenus ordinaires, alors que normalement ces dépenses peuvent être payées au moyen de l'emprunt. Notre province pourrait donc à la rigueur envisager une augmentation de ses dépenses, sans imposer de nouvelles taxes. Cependant, certaines sources de revenus, qui sont la propriété des provinces et qui sont actuellement drainées vers le Trésor fédéral, permettraient, si elles étaient laissées aux provinces, d'améliorer davantage nos services d'éducation et de santé et de diminuer de nouveau les charges actuellement imposées aux corporations municipales et aux commissions scolaires.

Le mécontentement exprimé par les provinces signataires de l'entente financière de 1945 démontre la prévoyance du chef de l'Union nationale. Le désir presque unanime des principales associations du pays n'est en définitive que la consécration de la politique formulée par le premier ministre de notre province, lors de la conférence fédérale-provinciale de 1945, politique exposée à maintes reprises au grand public ainsi qu'aux membres de l'Assemblée législative. Permettez-moi, M. l'Orateur, de rappeler qu'au cours de la session de 1947, parlant de la loi concernant les relations provinciales fédérales, il déclarait:

"Nous demandons le pouvoir d'aller à Ottawa avec un mandat précis pour essayer de clarifier et de délimiter les pouvoirs de taxation une fois pour toutes. Nous voulons mettre de la clarté et de la modération dans le seul but de sauver la Confédération."

Jusqu'ici, tous les principaux jugements qui, à ma connaissance, ont été portés sur les ententes fédérales-provinciales de 1945 sont nettement défavorables. Ce sentiment presque unanime de désapprobation, n'est-il pas une justification très éloquente de l'attitude sage et clairvoyante prise à cette époque par le chef de notre province?

En fait, il semble, à l'heure actuelle, que le gouvernement fédéral soit plus disposé à coopérer avec les gouvernements provinciaux. La conférence fédérale-provinciale de janvier 1950 a réjoui tous les véritables Canadiens, tous ceux qui croient à la survivance de la Confédération canadienne. Ce magnifique esprit de coopération, semblable à celui qui inspirait les Pères de la Confédération, permettra, nous l'espérons, aux gouvernements du pays d'établir une fois pour toutes, en face des besoins de l'heure, une classification plus claire et plus précise

et une répartition plus équitable de toutes les sources de revenus. Le mot du premier ministre du Nouveau-Brunswick, l'honorable John McNair, est bien significatif: "*Statesmanship in Canada, at this moment, a-t-il dit, is on a very high level*".

Espérons, M. l'Orateur, qu'il sera possible de reprendre, dans une atmosphère aussi digne, l'étude des problèmes qui ont fait l'objet des conférences antérieures. L'attitude du gouvernement fédéral a été moins intransigeante que dans le passé, et cette attitude conciliante a contribué largement au succès de la conférence de janvier 1950. Si cette attitude avait été adoptée durant les délibérations de 1945 et 1946, il est probable que les problèmes de taxation seraient aujourd'hui définitivement résolus pour le bien de tous les contribuables, des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral lui-même.

Certes, cette grave question de la délimitation des sources de taxation doit être réglée sans délai. Des études comparatives démontrent que les revenus provinciaux, en comparaison des revenus du gouvernement fédéral, diminuent sans cesse. Voici d'ailleurs, d'après les dernières statistiques officielles, de quelle façon s'établit en pourcentage la répartition des impôts au pays en 1939 et en 1947:

En 1939

Total des impôts perçus dans le			
pays	\$	914,000,000	
Gouvernement fédéral.....		468,000,000	51.2 %
Gouvernements provinciaux.....		172,000,000	18.8 %
Gouvernements municipaux.....		274,000,000	30.0 %

En 1947

Total des impôts perçus dans le			
pays	\$	3,196,000,000	
Gouvernement fédéral.....		2,452,000,000	76.7 %
Gouvernements provinciaux.....		398,000,000	12.5 %
Gouvernements municipaux.....		346,000,000	10.8 %

Ces tableaux indiquent clairement que le gouvernement fédéral retire plus de 75 % des impôts payés par le contribuable canadien, tandis que les gouvernements provinciaux et les municipalités retirent à peine 10 %. N'oublions pas que, dans les provinces, outre le gouvernement, deux autres organismes, soit les corporations municipales et les commissions scolaires, doivent puiser dans les sources de revenu laissées aux gouvernements provinciaux par l'Acte de 1867.

À mesure que le pourcentage des revenus provinciaux diminue, dans la même mesure, le

pourcentage des revenus des corporations municipales et des commissions scolaires diminue. Comme ces corporations relèvent directement des gouvernements provinciaux, qu'elles exercent des pouvoirs qui sont en réalité des pouvoirs provinciaux, les gouvernements des provinces rencontrent parfois des difficultés considérables pour leur venir en aide, parce qu'en réalité la proportion de leurs obligations augmente pendant que la proportion de leurs revenus diminue.

Nous avons un droit constitutionnel très clair à la taxation directe. Le gouvernement fédéral, qui possède un droit constitutionnel sur la taxe indirecte, prétend exercer un droit analogue sur la taxe directe. Toutefois, le droit des gouvernements provinciaux en matière de taxation directe est antérieur au droit du gouvernement fédéral. C'est là l'aspect juridique du problème. Mais même en laissant de côté cet aspect juridique et en examinant la question au strict point de vue du bien-être de la communauté, nous arrivons à la conclusion que le système fiscal appliqué présentement au Canada, à raison des exigences actuelles du gouvernement fédéral, est contraire au bon sens. Admettons, pour le bénéfice de la discussion seulement, que le gouvernement fédéral avait pleinement le droit, pour la poursuite de la guerre, d'envahir tous les champs de la taxation directe. Il n'en demeure pas moins vrai que le niveau de l'impôt, si nous comparons les dépenses fédérales du temps de guerre aux dépenses fédérales du temps de paix, n'est pas conforme à l'équité. Et cependant, la Constitution laisse aux provinces tous les problèmes les plus importants de politique intérieure, tous les problèmes qui touchent au droit civil, à la famille, à l'organisation interne de la société, à la sécurité individuelle et sociale, à la santé, à l'éducation, etc. Pour travailler efficacement à la poursuite de la paix, du bien-être et de la prospérité des citoyens, ces problèmes doivent être résolus et c'est là la responsabilité des administrations provinciales.

Leurs responsabilités sont d'autant plus lourdes que le budget fédéral n'a pas diminué sensiblement depuis la guerre, et que l'immense majorité des sources de revenus attribuées à l'État par le peuple canadien est encore absorbée par le gouvernement fédéral. Nombre d'œuvres de paix pourraient être réalisées par les gouvernements provinciaux, par le gouvernement de Québec en particulier, si ces gouvernements pouvaient entrer de nouveau en possession définitive des sources de revenus que la Constitution leur a garanties. C'est là le seul moyen de rétablir l'équilibre dans notre pays.

En 1942, par exemple, le gouvernement fédéral s'était engagé, à l'expiration de l'entente signée avec les gouvernements provinciaux, à réduire son taux d'impôt sur le revenu des corporations d'au moins 10 %, afin de permettre aux autorités provinciales de remettre en vigueur leur taxe sur les corporations. En fait, le gouvernement fédéral a, le 31 août 1946, réduit son impôt sur le revenu des corporations de 40 % à 30 %. Cependant, en 1949, il a augmenté de nouveau cet impôt à 33 % contrairement à l'esprit de la convention de 1942. Et voici comment le *Globe & Mail*, du 24 mars 1949, commentait une déclaration de l'honorable Leslie M. Frost, trésorier de la province de l'Ontario et aujourd'hui premier ministre de cette province sous le titre: *Une promesse est sacrée seulement si elle accommode Ottawa*.

"Les obligations solennelles contractées par le gouvernement fédéral sont sacrées aussi longtemps qu'elles accommodent ce gouvernement. C'est ce que l'honorable Leslie Frost, trésorier de la province, a déclaré hier à l'Assemblée législative. Il critiquait l'administration fédérale d'avoir augmenté l'impôt sur les corporations dont les profits imposables sont supérieurs à \$10,000 par année.

"L'augmentation de 3 % annoncée par l'honorable Douglas Abbott, ministre des Finances, constitue, a-t-il dit, une violation directe de l'esprit de l'accord entre le gouvernement fédéral et les provinces, en vertu duquel certaines taxes ont été suspendues pendant la guerre.

"Les amendements à la loi de l'impôt de guerre sur le revenu et à la loi sur la taxation des surplus de bénéfices stipulent que la taxe sur les profits des corporations devait être de 30 %. Alors que la taxe sur les profits des corporations jusqu'à concurrence de \$10,000 a été réduite à 10 %, toutes les autres devront payer 33 %.

"Le gain net dont bénéficiera le gouvernement fédéral à la suite de cet amendement sera de \$8,500,000, dont les compagnies de l'Ontario paieront \$6,100,000.

"Les propositions du ministre se traduiront par l'imposition d'une taxe dépassant 30 % sur les cinq sixièmes du revenu taxable des corporations situées dans l'Ontario." M. Frost a poursuivi: "Ceci constitue une violation de la réduction sur la taxe des corporations à laquelle le gouvernement fédéral s'engage par la loi de 1942 sur les accords fiscaux entre le dominion et les provinces.

"Il a terminé en déclarant que la décision prise par le gouvernement fédéral en cette matière constituait une réponse parfaite à "certaines

personnes faciles à duper tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Législature, qui nous demandent de conclure des accords" avec Ottawa."

L'esprit manifesté lors de la conférence fédérale-provinciale de janvier 1950 fera disparaître pareilles méthodes, contraires à l'esprit du pacte fédératif.

* * *

Un changement radical dans les clauses et dans l'esprit de la loi organique de 1867, qui créait la Confédération canadienne, constituerait pour nous une rupture complète avec le passé. Les Canadiens s'accommoderaient-ils mieux d'un régime nouveau? Devraient-ils renoncer imprudemment à l'expérience de plus de 80 ans dans la Confédération? Le fédéralisme dont La Fontaine a introduit le principe il y a déjà plus de 100 ans, dans l'union des deux Canada, c'est la décentralisation. La décentralisation sauvegarde la liberté, quand la centralisation la détruit. La décentralisation, sauvegarde de la liberté, voilà l'heureuse formule politique qui oriente notre destin vers le progrès, qui nous a donné une place de premier plan dans le monde et qui nous permet aujourd'hui de retenir l'admiration des dirigeants industriels et financiers de pays aussi riches et aussi puissants que les États-Unis.

M. l'Orateur, restons traditionnels et progressifs, envisageons avec confiance les problèmes de l'avenir. Si à Ottawa, comme dans les capitales provinciales, nous sommes fidèles à l'esprit de bonne entente, de tolérance et de respect mutuel que les Pères de la Confédération ont inscrit dans la Constitution canadienne, nous pourrons redire avec encore plus d'à propos, le mot de Laurier: "Le XX^e siècle sera celui du Canada". Certes, nous ne concevons pour notre pays aucune visée impérialiste et pour les provinces, aucun esprit de domination. Soucieux de conserver nos droits, nous respectons scrupuleusement les droits des autres. Le XX^e siècle sera celui du Canada, si nous continuons à donner au monde l'exemple d'un pays se développant harmonieusement dans le respect des droits légitimes de tous les citoyens. Dans la poursuite de cet idéal, Québec est appelé à jouer un rôle exceptionnel et la postérité nous jugera sévèrement, si nous n'assurons pas dès maintenant à notre province les sources de revenus nécessaires à son épanouissement et à son essor vers le progrès.

En terminant, permettez-moi, M. l'Orateur, de citer le témoignage d'un grand Canadien dont vous portez le nom, qui a joué un rôle important dans la vie politique de notre pays et qui a illustré la

région du Bas-Saint-Laurent que j'ai l'honneur de représenter dans cette Assemblée, le docteur Joseph-Charles Taché, ancien député de Rimouski et ancien directeur du *Courrier du Canada*. Le docteur Taché, au témoignage de plusieurs historiens, était un savant et un des plus remarquables journalistes de notre pays sous la période de l'Union. Les articles qu'il a écrits dans le *Courrier du Canada* en 1857, et qu'il a publiés dans un volume intitulé *Des Provinces de l'Amérique du Nord et d'une Union Fédérale*, démontrent que les Canadiens français, au moment de la Confédération, avaient des données très justes sur l'ampleur des problèmes qui s'offraient à leur attention. Taché, comme son cousin, Sir Étienne-Paschal Taché, comme Cartier, Langevin et Chapais, affirmait que l'autonomie provinciale était la seule base possible de la Confédération canadienne.

"Tout ce qui tient à la vie intime du peuple, écrivait Taché, demande la décentralisation la plus ample possible."

"Les droits civils, ajoutait-il, sont d'un ordre supérieur aux droits politiques, et mieux vaudrait mille fois pour un peuple renoncer à ses droits politiques que de laisser attenter au libre exercice de ses droits civils."

Déjà Taché, dont la clairvoyance était toujours en éveil, prévoyait des conflits possibles au sujet de l'attribution des revenus aux divers gouvernements.

"En donnant aux gouvernements locaux des différentes provinces, écrivait-il, toute la part du revenu public qui n'est pas essentiellement nécessaire au maintien du gouvernement fédéral, vous laissez à chacune de ces provinces les moyens de se développer et de marcher dans le sens des aspirations naturelles de chaque population et de pourvoir à leurs besoins de l'ordre intellectuel et de l'ordre matériel, d'après le cours indiqué par le tempérament public, si l'on nous permet cette expression, développé par la présence en divers rapports des éléments qui composent ces populations."

Il faut reconnaître, M. l'Orateur, que Taché, il y a 100 ans, avait une conception bien nette du problème vital de l'autonomie des provinces. Aussi, lorsque le premier ministre déclare que le maintien des droits du Québec est une question de vie ou de mort, il est fidèle à la tradition canadienne-française, dont il reste l'intrépide défenseur. Le clairon de la résistance à la centralisation que nos ancêtres ont sonné il y a plus d'un siècle, nous le sonnerons sans relâche, sans faiblesse et sans peur.

M. l'Orateur, je propose que cette Chambre se forme maintenant en comité des voies et moyens.

Tableau No 1

Population des principales villes canadiennes			
	1901	1941	1949
Montréal	325,652	903,007	1,122,295
Toronto	218,504	667,457	695,302
Vancouver	29,432	275,353	354,150
Winnipeg	42,340	221,960	234,201
Québec	68,840	150,757	194,639
Hamilton	52,634	166,337	179,328
Ottawa	64,226	154,951	164,266
Edmonton	4,176	93,871	118,541
Windsor, Ont.	15,198	105,311	118,533
Calgary	4,392	88,904	107,000
Halifax	40,832	70,488	100,000
London, Ont.	37,976	78,264	86,042
Verdun, Qué	1,898	67,349	76,000
Victoria	20,919	44,068	61,400
Régina	2,249	58,245	60,246
Saint-Jean, N.-B.	40,711	51,741	55,000
Saskatoon	113	43,027	46,028

Ce tableau est tiré du *Financial Post* du 17 décembre 1949.

<i>Région XI:</i>	Bellechasse.....	3	...
	Montmagny	4	2
	L'Islet	1	2
	Kamouraska .....	...	2
		8	6
<i>Région XII:</i>	Matane.....	2	6
	Matapédia.....	3	11
	Rimouski .....	...	10
	Rivière-du-Loup....	1	...
		6	27
<i>Région XIII:</i>	Bonaventure	5	9
	Gaspé-Nord	6	3
	Gaspé-Sud	3	3
		14	15
Total:		75	159
Grand total:			234

Tableau No 2

Liste des paroisses fondées depuis 1900, par régions			
	Rurales	De colo- nisation	
<i>Région III:</i>			
Abitibi.....	...	55	
Rouyn-Noranda .....	...	3	
Témiscamingue	7	17	
	7	75	
<i>Région IV:</i>			
Pontiac	5	2	
Gatineau	2	2	
Labelle	12	3	
	19	7	
<i>Région V:</i>			
Chicoutimi.....	1	7	
Lac-Saint-Jean	3	3	
Roberval	6	10	
	10	20	
<i>Région VII:</i>			
Lotbinière	4	3	
<i>Région X:</i>			
Beauce	3	5	
Dorchester	4	1	
	7	6	

Tableau No 3

Établissements industriels (établissements par province)			
	1900	1947	
Ontario	6,543	11,860	
Québec	4,845	11,223	
Colombie canadienne.....	392	3,020	
Prairies	429	3,796	
Maritimes.....	2,441	2,801	
Valeur de production par province			
	1900	1947	
Ontario	\$241,500,000	\$4,903,500,000	
Québec	158,300,000	3,017,000,000	
Colombie canadienne.....	19,400,000	858,300,000	
Prairies	14,900,000	875,700,000	
Maritimes.....	\$ 46,900,000	\$ 425,300,000	

Ces deux tableaux (No 2 et No 3) sont tirés du
Financial Post du 17 décembre 1949.

Tableau No 4

**Tableau comparatif du coût
de l'éducation**

	<i>Total des dépenses des commissions scolaires</i>	<i>Total des dépenses du gouvernement pour l'éducation</i>
1854 ¹	\$ 238,032	.....
1864.....	577,710	\$ 112,153
1872.....	1,171,854	142,753
1884.....	761,454	187,121
1893.....	1,340,913	228,431
1904.....	2,005,552	234,657
1914 ²	6,170,380	311,914
1924.....	15,466,626	3,776,674
1934.....	21,625,560	5,219,518
1936.....	20,720,729	5,524,725
1939.....	21,289,158	7,119,361
1941.....	25,020,423	10,182,776
1944.....	27,391,927	16,134,702
1949.....	34,880,000	41,002,223

¹. Données annuelles extraites du rapport du surintendant de l'Instruction publique.

². Pour les années qui suivent, le rapport du Surintendant ne fournissant plus les mêmes états financiers annuels, les chiffres ont dû être puisés dans le rapport du Bureau des statistiques de la province de Québec. En certains cas, il a fallu tenir compte des nombreuses modifications apportées à la dénomination des items du budget.

Tableau No 5

	<i>Pensions de vieillesse</i>	<i>Assistance aux aveugles</i>	<i>Assistance aux mères nécessiteuses</i>	<i>Total</i>
30 juin 1937	\$ 6,784,593.42	.....	.....	\$ 6,784,593.42
30 juin 1938	10,539,017.28	\$ 159,843.48	\$ 523.73	10,699,384.49
30 juin 1939	10,506,847.88	363,651.73	890,697.03	11,761,196.64
30 juin 1940	10,697,423.99	413,080.99	2,400,856.20	13,511,361.18
31 mars 1941 (9 mois)	7,246,145.55	346,914.93	1,487,820.49	9,080,880.97
31 mars 1942	9,338,294.68	491,658.16	2,413,218.23	12,243,171.07
31 mars 1943	9,734,288.48	510,163.32	2,908,882.38	13,153,334.18
31 mars 1944	11,762,225.80	607,520.37	3,381,744.36	15,751,490.53
31 mars 1945	14,254,240.67	712,388.28	3,896,022.30	18,862,651.25
31 mars 1946	14,856,574.00	763,726.78	4,446,349.16	20,066,649.94
31 mars 1947	15,727,830.14	815,519.82	4,813,776.25	21,357,126.21
31 mars 1948	20,162,076.96	1,079,339.91	5,012,411.03	26,253,827.90
31 mars 1949	22,355,261.76	1,267,882.07	5,427,134.60	29,050,278.39
31 mars 1950 (estimation)	<u>30,380,000.00</u>	<u>1,764,500.00</u>	<u>5,624,500.00</u>	<u>37,769,000.00</u>
	\$194,344,820.57	\$ 9,296,189.84	\$ 42,703,935.76	\$246,344,946.17

Tableau No 6

**Avances faites pour le crédit agricole,
l'électrification rurale et l'habitation familiale**

	<i>L'Office du crédit agricole</i>	<i>L'Office de l'électrification rurale</i>	<i>L'habitation familiale</i>
1937-1938	\$9,000,000	.....	.....
1938-1939	8,000,000	.....	.....
1939-1940	15,200,000	.....	.....
1940-1941	2,200,000	.....	.....
1941-1942	7,300,000	.....	.....
1942-1943	2,400,000	.....	.....
1943-1944	1,300,000	.....	.....
1944-1945	2,000,000	.....	.....
1945-1946	2,000,000	.....	.....
1946-1947	4,400,000	\$1,192,540.52	.....
1947-1948	4,600,000	2,603,177.98	.....
1948-1949	5,200,000	2,475,414.82	\$ 7,784.06
1949-1950	¹ <u>5,000,000</u>	² <u>1,368,321.80</u>	<u>600,000.00</u>
	\$68,600,000	\$ 7,639,455.12	\$ 607,784.06

¹. Au 10 mars 1950.

². Au 28 février 1950.

Tableau No 7

Les trois étapes du budget 1948-1949

	<i>1^{re} étape</i>	<i>2^e étape</i>	<i>3^e étape</i>
	<i>Prévisions (27 février 1948)</i>	<i>Chiffres probables (24 février 1949)</i>	<i>Chiffres définitifs (31 août 1949)</i>
Revenus.....	\$142,411,000.00	\$193,940,000.00	\$194,469,247.05
Dépenses			
ordinaires.....	\$125,139,457.00	\$153,170,000.00	\$160,704,215.25
Surplus des revenus sur les dépenses			
ordinaires.....	\$ 17,271,543.00	\$ 40,770,000.00	\$ 33,765,031.80
Dépenses imputables au capital.....	\$ 16,851,000.00	\$ 66,450,000.00	\$ 64,755,220.28

Tableau No 8

*Province de Québec***État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1950***11 mois terminés - 1 mois en cours - 12 mois***Revenus ordinaires :***Provenant de taxes:*

Trésor, bureau du revenu:

Loi des véhicules automobiles.....	\$ 14,730,000.00
Taxe sur la gasoline.....	30,750,000.00
Droits sur les successions.....	13,000,000.00
Taxes sur les corporations.....	44,300,000.00
Taxes sur transferts de valeurs.....	600,000.00
Licences d'hôtels, restaurants, etc.	485,000.00
Taxe de vente (net).....	15,330,000.00
Taxe sur le tabac.....	8,850,000.00
Taxe spéciale sur les spiritueux.....	1,285,000.00
Loi de l'Assistance publique.....	7,230,000.00
Autres taxes.....	<u>98,000.00</u>

\$136,658,000.00

Trésor, bureau des assurances.....	144,000.00
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	9,500,000.00

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1950 (suite)**

11 mois terminés - 1 mois en cours - 12 mois

Revenus ordinaires (suite) :

Provenant de taxes (suite):

Secrétariat de la province	\$ 40,000.00	
Travaux publics.....	80,000.00	
Travail	150,000.00	
Chasse	50,000.00	
Procureur général	<u>78,500.00</u>	\$146,800,500.00

Provenant d'autres sources:

Subside fédéral selon la Constitution de 1867		2,739,000.00
Intérêts:		
Placements des fonds d'amortissement	2,350,000.00	
Divers comptes.....	<u>917,700.00</u>	3,267,700.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce	18,500,000.00	
Moins : Subvention à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>	17,500,000.00
Fonds d'éducation:		
(y compris \$14,500,000.00 provenant de la taxe de vente)		20,200,000.00
Richesses naturelles:		
Terres et Forêts	7,025,000.00	
Ressources hydrauliques.....	2,114,000.00	
Mines.....	2,732,900.00	
Chasse	881,300.00	
Pêcheries	19,000.00	
Colonisation	<u>106,000.00</u>	12,878,200.00
Honoraires:		
Divers départements.....		1,752,100.00
Amendes, etc.:		
Divers départements.....		526,200.00
Contributions des fonctionnaires:		
Loi des pensions.....		1,200,000.00
Divers:		
Différents départements		<u>319,7000.00</u>
		<u>\$207,183,400.00</u>

Tableau No 9

Province de Québec

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1950**

11 mois terminés - 1 mois en cours - 12 mois

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Affaires municipales	\$ 6,049,000.00	\$ 6,049,000.00	.....
Agriculture	12,308,000.00	12,158,000.00	\$ 150,000.00
Bien-être social et Jeunesse	21,380,680.00	19,680,680.00	1,700,000.00
Chasse	1,468,000.00	1,292,000.00	176,000.00
Colonisation	10,138,000.00	8,538,000.00	1,600,000.00
Conseil exécutif	4,161,000.00	4,161,000.00	.....
Industrie et Commerce	1,404,000.00	1,404,000.00	.....
Instruction publique	22,880,000.00	22,880,000.00	.....
Législation	894,000.00	894,000.00	.....
Mines	2,819,000.00	1,069,000.00	1,750,000.00
Pêcheries	1,676,000.00	1,336,000.00	340,000.00
Procureur général	6,851,000.00	6,851,000.00	.....
Ressources hydrauliques	2,321,000.00	1,240,000.00	1,081,000.00
Santé	30,579,000.00	30,539,000.00	40,000.00
Secrétariat de la province	2,934,000.00	2,934,000.00	.....
Terres et Forêts	6,093,000.00	5,191,000.00	902,000.00
Travail	1,566,000.00	1,566,000.00	.....
Travaux publics	15,015,000.00	8,310,000.00	6,705,000.00
Trésor	3,444,000.00	3,444,000.00	.....
Voirie	45,250,000.00	16,600,000.00	28,650,000.00
	<u>\$199,230,680.00</u>	<u>\$156,136,680.00</u>	<u>\$43,094,000.00</u>
<i>À déduire :</i>			
Revenus en immobilisations	<u>\$ 19,640,884.00</u>		<u>\$19,640,884.00</u>
Total net:	<u>\$179,589,796.00</u>	<u>\$156,136,680.00</u>	<u>\$23,453,116.00</u>
Service de la dette publique	<u>\$ 19,973,000.00</u>	<u>\$ 19,973,000.00</u>	

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus	\$207,183,400.00
Dépenses:	
Ordinaires	\$156,136,680.00
Service de la dette publique	<u>19,973,000.00</u>
	<u>176,109,680.00</u>
Surplus au compte ordinaire	<u>\$ 31,073,720.00</u>

Compte capital (net) \$ 23,453,116.00

Tableau No 10

Usine hydroélectrique - Outaouais supérieur

*Tableau comparatif des revenus et dépenses
pour les années terminées le 31 décembre
(en mille dollars)*

	1946	1947	1948	1949
<i>Revenus:</i>				
Vente d'électricité	\$512	\$557	\$650	\$1,122
Autres revenus	<u>9</u>	<u>7</u>	<u>51</u>	<u>48</u>
	<u>\$521</u>	<u>\$564</u>	<u>\$701</u>	<u>\$1,170</u>
<i>Dépenses:</i>				
Opération, entretien et autres dépenses courantes	\$130	\$140	\$169	\$188
Intérêt sur avances capitalisées	311	287	287	326
Dépréciation	104	104	104	104
Amortissement de dépenses diverses capitalisées .....	.....	.....	.....	272
Provisions pour entretien extraordinaire	<u>.....</u>	<u>.....</u>	<u>.....</u>	<u>.....8</u>
	<u>\$545</u>	<u>\$531</u>	<u>\$560</u>	<u>\$918</u>
<i>Déficit¹ ou Profit²</i>	<i>¹ 24</i>	<i>² 33</i>	<i>² 141</i>	<i>² 252</i>
	<u>\$521</u>	<u>\$564</u>	<u>\$701</u>	<u>\$1,170</u>

Statistiques de ventes

(En kWh)

1946.....	98,724,312
1947.....	113,626,032
1948.....	130,121,210
1949.....	218,786,984

Tableau No 11

La dette nette de la province

*(en mille dollars)
(Au 31 mars)¹*

	1945	1946	1947	1948	1949	1950
Dette consolidée nette	\$328,362	\$340,713	\$323,633	\$311,173	\$351,444	\$328,000
Dette flottante.....	47,910	25,344	34,206	38,536	30,865	36,000
Revenu différé.....	<u>4,519</u>	<u>4,082</u>	<u>3,243</u>	<u>5,179</u>	<u>5,283</u>	<u>5,000</u>
Total du passif direct.....	\$380,791	\$370,139	\$361,082	\$354,888	\$387,592	\$369,000
Moins : Actif.....	<u>72,549</u>	<u>70,726</u>	<u>76,166</u>	<u>79,976</u>	<u>88,227</u>	<u>89,000</u>
Dette nette	\$308,242	\$299,413	\$284,916	\$274,912	\$299,365	\$280,000

¹. Tous ces chiffres, à l'exception de ceux de 1950, qui ne sont qu'une estimation, sont tirés des *Comptes publics*.

Tableau No 12

Province de Québec

**Revenus probables
pour l'exercice financier 1950-1951**

Revenus ordinaires :*Provenant de taxes:*

Trésor, bureau du revenu:		
Loi des véhicules automobiles	\$ 15,000,000.00	
Taxe sur la gasoline	31,500,000.00	
Droits sur les successions.....	12,000,000.00	
Taxes sur les corporations.....	42,000,000.00	
Taxes sur transferts de valeurs.....	480,000.00	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.	480,000.00	
Taxe de vente (net).....	14,000,000.00	
Taxe sur le tabac	9,000,000.00	
Taxe spéciale sur les spiritueux	1,000,000.00	
Loi de l'assistance publique.....	7,005,000.00	
Autres taxes.....	<u>77,000.00</u>	
	132,542,000.00	
Trésor, bureau des assurances.....	185,000.00	
Lois des liqueurs alcooliques, permis et droits	9,250,000.00	
Secrétariat de la province.....	155,000.00	
Travaux publics.....	80,000.00	
Travail.....	165,000.00	
Chasse	45,000.00	
Procureur général	<u>100,000.00</u>	\$142,522,000.00

Provenant d'autres sources:

Subside fédéral selon la Constitution de 1867		2,739,000.00
Intérêts:		
Placements des fonds d'amortissement	2,500,000.00	
Divers comptes.....	<u>790,400.00</u>	3,290,400.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce	17,500,000.00	
Moins : Subvention à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>	16,500,000.00
Fonds d'éducation (y compris \$13,500,000.00 provenant de la taxe de vente)		19,500,000.00
Richesses naturelles:		
Terres et Forêts	7,198,000.00	
Ressources hydrauliques.....	1,952,000.00	
Mines.....	2,900,000.00	
Chasse	895,000.00	
Pêcheries	15,000.00	
Colonisation.....	<u>122,000.00</u>	13,082,000.00

*Province de Québec***Revenus probables
pour l'exercice financier 1950-1951 (suite)****Revenus ordinaires (suite) :***Provenant d'autres sources (suite):*

Honoraires, divers départements.....	\$ 1,803,800.00
Amendes, etc., divers départements.....	450,400.00
Contributions des fonctionnaires: loi des pensions.....	1,200,000.00
Divers, différents départements	<u>262,360.00</u>
	<u>\$201,349,960.00</u>

Tableau No 13

*Province de Québec***Prévisions budgétaires ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier 1950-1951**

<i>Départements</i>	<i>Total</i>	Dépenses	
		<i>Ordinaires</i>	<i>En immobilisations</i>
Affaires municipales	\$ 6,400,500.00	\$ 6,400,500.00	.....
Agriculture	12,254,100.00	12,054,100.00	\$ 200,000.00
Bien-être social et Jeunesse	21,669,400.00	20,319,400.00	1,350,000.00
Chasse	1,895,600.00	1,595,600.00	300,000.00
Colonisation	9,012,000.00	7,512,000.00	1,500,000.00
Conseil exécutif	3,925,400.00	3,925,400.00	.....
Industrie et Commerce	1,565,000.00	1,565,000.00	.....
Instruction publique	18,114,300.00	18,114,300.00	.....
Législation.....	896,400.00	896,400.00	.....
Mines.....	1,944,500.00	1,194,500.00	750,000.00
Pêcheries	1,730,000.00	1,430,000.00	300,000.00
Procureur général	7,000,000.00	7,000,000.00	.....
Ressources hydrauliques.....	3,001,000.00	3,001,000.00	.....
Santé.....	26,910,800.00	26,870,800.00	40,000.00
Secrétariat de la province.....	3,114,100.00	3,064,100.00	50,000.00
Terres et Forêts	4,548,000.00	4,548,000.00	.....
Travail	1,726,000.00	1,726,000.00	.....
Travaux publics.....	13,370,600.00	7,845,600.00	5,525,000.00
Trésor	3,950,160.00	3,950,160.00	.....
Voirie	<u>37,940,000.00</u>	<u>16,940,000.00</u>	<u>21,000,000.00</u>
	<u>\$180,967,860.00</u>	<u>\$149,952,860.00</u>	<u>\$31,015,000.00</u>
Service de la dette publique	\$ 19,647,000.00	\$ 19,647,000.00	

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus.....		\$201,349,960.00
Dépenses:		
Ordinaires.....	\$149,952,860.00	
Service de la dette publique	<u>19,647,000.00</u>	<u>169,599,860.00</u>
Surplus au compte ordinaire		<u>\$ 31,750,100.00</u>
Compte capital (net)		<u>\$ 31,015,000.00</u>

Tableau No 14

Construction et réparation des écoles depuis 1944

Nouvelles écoles

Écoles nouvelles.....	1,089	\$37,710,151.00
Classes.....	3,035	.....
Coût total.....	.....	37,710,151.00
Octrois.....	.....	27,616,898.74
Contribution du gouvernement.....	.....	\$27,616,898.74

Réparation d'écoles

Nombre d'écoles	6,295	.....
Coût total.....	.....	\$ 5,841,090.00
Octrois.....	.....	1,884,802.22
Octrois spéciaux.....	.....	847,495.41
Contribution du gouvernement.....	.....	\$ 2,732,297.63

Contribution totale du gouvernement

\$30,349,196.37

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale - Dépenses diverses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je comprends que, d'après le projet de loi annoncé par le premier ministre, une partie des attributions du procureur général deviendra la responsabilité du nouveau solliciteur général. Et je me demande, en discutant ces crédits, si je dois m'adresser au premier ministre ou plutôt au futur solliciteur général, le député de Montmagny (l'honorable M. Rivard).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis à mon poste pour au moins 20 ans et le député de Montréal-Verdun (M. Ross) peut être assuré qu'il aura encore l'occasion de s'adresser à moi.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que le débat soit maintenant ajourné⁴.

Adopté.

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande si l'on envisage de faire quelque chose avec la prison des femmes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En effet, le gouvernement, qui a déjà beaucoup fait pour remédier aux conditions existantes dans le passé, est à étudier d'autres réformes à y accomplir dans un avenir rapproché⁵. Quelques améliorations sont nécessaires, mais les conditions ne sont pas celles que l'on a décrites, il n'y a pas de doute à ce sujet. Le projet de loi à l'égard des cas de malades mentaux, détenus en prison, adopté récemment, va régler cette partie du problème. Le gouvernement a déjà entrepris, il y a six ou sept mois, des actions pour retirer à peu près 75 malades mentaux de la prison de la rue Fullum pour les placer dans une institution située à Rivière-des-Prairies.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les conditions qui ont été rapportées sont récentes et ne sont pas représentatives des six ou sept derniers mois. Je veux savoir si d'autres actions sont prévues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Conformément au projet de loi adopté pour les cas de maladies mentales, une action est attendue.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement prévoit-il un établissement de détention provisoire pour les femmes arrêtées dans les rues, pour qu'elles soient examinées et traitées au besoin pour les maladies vénériennes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette possibilité est à l'étude.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Règle générale, le personnel médical des prisons examine et traite les prisonniers.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage - Juges de la Cour des sessions de la paix (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.
Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners - Honoraires et déboursés (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun): Une décision a-t-elle été prise relativement à l'abolition des procès par jury en matière civile?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question est encore en suspens. Le Conseil du Barreau s'est prononcé en faveur de l'abolition de ces procès par jury, puis a changé d'idée. Les juges sont favorables à l'abolition. Une décision sera probablement prise quand le gouvernement sera en mesure de présenter son projet de refonte du Code de procédure civile.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement a-t-il reçu un rapport du commissaire Auguste Désilets, chargé de cette refonte?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Auguste Désilets, avocat de Grand'Mère, avait été chargé d'esquisser un premier projet, qui devait être soumis ensuite à trois commissaires, avant qu'un texte définitif soit soumis à la Chambre. M. Désilets a fait rapport au gouvernement. Il s'agit maintenant de nommer trois réviseurs pour faire une étude et soumettre des recommandations au gouvernement. Mais les juges ont demandé de voir ce rapport avant qu'il soit soumis aux commissaires. Nous avons donc envoyé des copies du rapport aux juges en chef des diverses cours ainsi qu'au Barreau. Nous n'avons pas encore eu leur réaction et les choses en sont là.

Dès que nous aurons reçu leur réponse, nous procéderons avec diligence, et il est probable que, dès la prochaine session, nous pourrions nommer les trois commissaires et présenter un projet de refonte du Code de procédure civile à la Chambre. Certaines gens semblent vouloir nous orienter vers un système analogue au système américain qui consiste à faire prendre les témoignages par des arbitres et à les soumettre ensuite aux juges. Je n'ai aucune hésitation à dire que ce système ne nous convient pas du tout. Comment le juge pourrait-il juger de la véracité d'un témoin qu'il n'aurait pas lui-même vu et entendu?

D'ailleurs, s'il faut en juger par certains procès pour espionnage qui ont duré des mois, nous n'avons pas d'exemples à prendre des Américains de ce côté-là.

Un député parle du Bureau de censure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(Parlant du film "Oliver Twist") J'ai cru bon de faire interdire la présentation de cette pellicule, parce qu'on m'a représenté qu'elle tendait à nuire à l'unité nationale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 établissant l'Ordre du mérite du défricheur;
- bill 46 modifiant la loi de la Régie des transports;
- bill 48 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 relatif à la seigneurie de Mingan;
- bill 12 modifiant la loi concernant l'acquisition par le gouvernement de certains biens de Quebec Pulp & Paper Corporation;
- bill 13 modifiant la loi de la prévention des incendies;
- bill 30 concernant le paiement de certains travaux de drainage;
- bill 47 modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés;
- bill 101 constituant en corporation l'Hôpital Maisonneuve;
- bill 106 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval;
- bill 137 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert;
- bill 148 pour libérer le lot no 217 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et ses subdivisions de certaines servitudes enregistrées;
- bill 164 concernant la succession de Joseph Quintal et celle de son épouse;
- bill 182 concernant la substitution de Paul Olivier et son épouse;
- bill 191 confirmant le titre de propriété et l'état hypothécaire de certains immeubles acquis par la communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 34 concernant les publications et la morale publique, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "qu'il ait été" par les mots "que l'éditeur, s'il est domicilié dans la province, ou son agent de distribution, si l'éditeur est domicilié hors de la province, ait".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 109 constituant en corporation les Sœurs de Sainte Jeanne d'Arc, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 9 est remplacé par le suivant:

"9. La corporation fera enregistrer la présente loi suivant les dispositions de l'article 2131 du Code civil."

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 151 constituant en corporation le bureau des gouverneurs de l'École de commerce de Québec inc., avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

L'article 3 est modifié en insérant dans la deuxième ligne, immédiatement après les mots "de l'École" les mots "(ou Faculté)";

L'article 16 est remplacé par le suivant:

"16. Les membres du conseil d'administration se choisiront deux vice-présidents, un trésorier, un secrétaire. Le président de l'École supérieure de commerce de Québec, inc., sera de droit le président de la corporation, du conseil d'administration et du conseil exécutif."

3. L'article 18 est remplacé par le suivant:

"18. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles. Toutes les questions soumises aux assemblées de la corporation, du conseil d'administration ou du conseil exécutif seront décidées à la majorité des votes, chaque membre présent ayant droit à un vote. Au cas d'égalité des voix, le président des assemblées aura droit à un vote prépondérant. Toutefois, aux assemblées de la corporation, seuls les gouverneurs de droit, à vie et élus, ont voix délibérante et droit de vote."

Projets de loi:

Publications et morale publique

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 34 concernant les publications et la morale publique.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sœurs de Sainte Jeanne d'Arc

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au

bill 109 constituant en corporation les Sœurs de Sainte Jeanne d'Arc.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

École de commerce de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 151 constituant en corporation le bureau des gouverneurs de l'École de commerce de Québec inc.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

Pensions de vieillesse

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 8 mars 1950, pour la production des documents suivants:

a. une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1949, relativement à l'augmentation des pensions de vieillesse;

b. une copie de toute correspondance, télégramme, mémoire, etc., échangés à ce sujet, depuis le 1^{er} janvier 1949, entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral;

c. une copie de toute entente intervenue à ce sujet, depuis le 1^{er} janvier 1949, entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral. (Document de la session no 31)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures⁶.

NOTES

1. Au 31 mars 1950.
2. Les chiffres de 6 % et de 9 % mentionnés dans la déclaration d'enregistrement de l'emprunt de New York sont basés sur les chiffres contenus dans les *Comptes publics* de 1949. Comme les *Comptes publics* de toutes les provinces canadiennes pour l'année 1948-1949 ne sont pas encore disponibles, il a fallu baser les calculs du tableau ci-haut sur les *Comptes publics* de l'année 1948.
3. Cf. *Tableau No 6*. Le rapport annuel de l'Office du crédit agricole au sujet du service de l'habitation familiale donne un relevé des opérations au 31 décembre 1949. Les chiffres contenus plus haut sont tirés d'un rapport supplémentaire publié le 28 février 1950.
4. Selon le *Montréal-Matin* du 17 mars 1950, à la page 32, le discours de l'honorable M. Gagnon a duré 1 h 35. *Le Canada* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt 2 heures.
5. *The Gazette* du 17 mars 1950, à la page 13, précise que le premier ministre répond en anglais à M. Earl.
6. *L'Action catholique* du 17 mars 1950, à la page 18, rapporte que "la Chambre n'a pas siégé, hier soir, pour permettre au comité des bills privés de poursuivre l'étude du bill de Montréal".

Première séance du vendredi 17 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Remboursement de droits:

**Taxe de vente: Saint-Gérard-Magella;
Comté de Montmorency;
Saint-Gabriel-Ouest de Valcartier;
Lac-Saint-Charles;
Notre-Dame-des-Laurentides;
Saint-Émile; Stoneham;
Saint-Gabriel-de-Valcartier**

M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que les bills suivants ayant été retirés, les droits ordinaires et additionnels que leurs promoteurs ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction:

- bill 169 assujettissant la paroisse de Saint-Gérard-Magella à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 170 assujettissant les municipalités du ressort du conseil de comté de Montmorency numéro 1 à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 192 pour inclure la corporation municipale de Saint-Gabriel-Ouest de Valcartier dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 193 pour inclure la corporation de la paroisse du Lac-Saint-Charles dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 194 pour inclure la corporation de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 195 pour inclure la corporation de la paroisse de Saint-Émile dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 196 pour inclure la corporation municipale de Stoneham dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- bill 200 pour inclure la corporation municipale de Saint-Gabriel-de-Valcartier dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec.

Adopté.

Motions des députés:

Fête
des Irlandais

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Aujourd'hui, c'est la fête de la Saint-Patrice, le patron du peuple irlandais¹. La race irlandaise, par ses talents, par son caractère agressif, par sa ténacité, et par ses nombreuses autres qualités, a apporté une grande contribution au développement du Canada et de la province de Québec. À plusieurs points de vue, les Irlandais et les Canadiens français ont bien des problèmes en commun et ils ont tout avantage à collaborer ensemble. À titre de premier ministre de cette province, je me fais un devoir de m'associer aux Irlandais pour leur souhaiter bonne santé et prospérité.
(Les députés frappent leur pupitre)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)
(Parlant en anglais) vante la contribution des Irlandais aux affaires de la province et du pays². Je m'unis, dit-il, au chef du gouvernement pour offrir des souhaits à nos compatriotes irlandais, et je souhaite que les Irlandais continuent, dans l'avenir, d'apporter leur contribution au progrès de la nation, comme ils l'ont fait dans le passé. Il n'y a que peu de nationalités qui aient pris une part aussi importante aux affaires du Canada.

Projets de loi:

Rivière Mitis

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Mitis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Cette mesure a pour objet de permettre à la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent d'augmenter sa capacité en harnachant des rapides sur la rivière Mitis. La compagnie pourra ainsi rendre de plus grands services aux industries du Bas-Saint-Laurent et étendre davantage ses lignes rurales, pour le plus grand bien de l'agriculture.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loterie de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 68 pour aider à la diffusion de l'instruction et à la protection de la santé.

C'est une loi pour établir des loteries conformément aux lois de la province. Chaque année, des sommes considérables sont drainées hors de la province par des loteries étrangères. Ces sommes pourraient être utilisées pour étendre les avantages de l'éducation aux pauvres à tous les paliers, et pour leur procurer, en outre, des soins médicaux, chirurgicaux en milieu hospitalier. Il n'est pas raisonnable que ces fonds s'en aillent ailleurs, surtout quand il s'agit de venir en aide à des jeunes gens riches de talent, mais pauvres d'argent.

Il y aura un comité de formé pour réglementer la loterie, appelé comité de la loterie du Québec. Il se composera du secrétaire de la province, du ministre de la Santé, du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, du juge en chef de la Cour du bien-être social, du président général de la Société Saint-Vincent-de-Paul, quand il sera de Québec. Quand il sera d'ailleurs, c'est le président de la société de Québec qui sera membre du comité. En feront aussi partie le surintendant de l'Instruction publique et le secrétaire du comité protestant.

Ce comité aura le pouvoir de réglementer la loterie de la province, de la contrôler, d'en déterminer les conditions et aussi de nommer les employés nécessaires. Le comité peut aussi déterminer les salaires des employés. Il y aura une loterie par année. Elle sera organisée avec des fonds pris à même le fonds consolidé de la province, qui sera remboursé à même les revenus de la loterie. Toutes les recettes provenant de la loterie seront versées dans un fonds spécial, et il appartiendra au Comité spécial de les distribuer. Le projet de loi sera distribué et imprimé pour tous les membres de l'Assemblée législative.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne me prononcerai qu'après avoir lu le texte du projet de loi³.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rivière Mitis

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, que la Chambre,

à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Mitis.

Adopté.

Loterie de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 68 pour aider à la diffusion de l'instruction et à la protection de la santé.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rend au ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) un hommage qui, dit-il, lui est dû depuis longtemps.

C'est à sa demande que nous avons créé le ministère des Ressources hydrauliques, et depuis qu'il en a la direction, d'importantes réformes ont été réalisées. Il ne faut pas oublier que Québec produit 58 % de l'électricité au pays. Le ministre a fait en sorte que nos ressources naturelles profitent le plus possible à la province. Il a contribué énormément au développement des ressources hydrauliques du Québec.

De plus, sous sa direction, les recettes du ministère sont passées, grâce à lui, de \$300,000 à

\$3,000,000. Autrefois, les compagnies ne payaient que 25, 30 et 50 cents du cheval-vapeur; il a porté cette redevance à \$1. En outre, les compagnies payent sur les propriétés de la province maintenant les dommages causés par les inondations, ce qui a valu à la province environ \$500,000 de plus à ce seul titre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le gouvernement de la province devra procéder à la reconstruction d'une couple de barrages, cette année, et il sera dépensé plus de \$2,000,000 pour ces travaux urgents⁴.

L'un de ces barrages est celui de la rivière Manouane, une tributaire du Saint-Maurice, qui a été érigé il y a plusieurs années et qui se trouve en très mauvais état. Le béton s'effrite et, à certains endroits, le barrage a été rongé de plusieurs pieds d'épaisseur. Il faut donc enlever une couche de l'ancien barrage et poser du nouveau ciment. Il a fallu vider un lac, cet hiver, afin de faciliter les travaux; trois équipes d'hommes travaillant, à relais, huit heures par jour. Le ministère des Ressources hydrauliques s'est demandé s'il n'y aurait pas lieu, en même temps, de hausser le niveau du barrage d'un certain nombre de pieds afin de régulariser le débit du Saint-Maurice pour en faire bénéficier les usagers.

Le principal usager du Saint-Maurice est la compagnie Shawinigan Power. Le coût des travaux de réfection du barrage, qui sera de l'ordre de \$1,125,000, sera défrayé par la Commission des eaux courantes et remboursé par les usagers, dont la Shawinigan, sous forme de redevances annuelles sur les chevaux-vapeur additionnels qui résulteront des travaux.

En second lieu, il faudra également réparer ou reconstruire le barrage de Pibrac, deux barrages au Portage-des-Roches et quelques digues du Lac Kénogami. Ces barrages ont été construits en 1924 et l'eau a rongé le béton au point que ces ouvrages sont en très mauvais état. Les travaux de réfection doivent se faire pendant que les eaux sont basses et coûteront environ \$898,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): À qui a-t-on donné le contrat?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): À la Concrete Repair & Construction.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Y a-t-il eu plusieurs entrepreneurs invités à présenter des soumissions?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nous avons demandé des soumissions à trois compagnies et nous avons pris la plus basse. La Concrete Repair & Construction a obtenu le contrat.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quelle compagnie est intéressée?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est la Shawinigan Water & Power qui est intéressée à la régularisation des eaux à cet endroit.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Comment se base-t-on pour le contrat?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): On donne ça à prix fixe, car on ne peut savoir d'avance ce qu'il faudra enlever ou ajouter.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Comment sont accordées ces soumissions?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les compagnies peuvent faire application si elles le veulent; le ministre n'est toujours pas pour commencer à courir la province. Le chef de l'opposition veut sans doute insinuer, pour m'embarrasser, que nous n'avons pas demandé de soumissions. Nous donnons le contrat au plus bas soumissionnaire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne veux pas embarrasser le ministre, mais...

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Si le chef de l'opposition connaît plus de trois compagnies qui peuvent faire ce travail, qu'il me donne les noms.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je connais beaucoup moins les entrepreneurs que le ministre. Ce n'est pas à l'opposition non plus à suggérer des noms de compagnies au ministre. Pourquoi ne pas inviter publiquement les entrepreneurs à donner des soumissions? Inviter seulement trois compagnies à donner des prix, ce n'est sûrement pas le mode idéal. Le ministre trouve ça suffisant?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ce sont les trois seules capables de faire le travail.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quelles sont les deux autres?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je vous le dirai à la prochaine séance, je n'ai pas ces noms-là ici... Il n'y a que deux compagnies⁵, la Concrete & Repair Company et la Concrete Prepack Co., qui se spécialisent dans ce genre d'entreprises. Pour ces travaux comme pour les autres, le gouvernement a toujours choisi le plus bas soumissionnaire. Si le chef de l'opposition connaît dans la province d'autres compagnies qui sont en mesure de faire le même travail, je serai heureux de les inviter à soumissionner.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Combien a coûté le barrage sur le lac Dozois?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
Les travaux de construction du barrage du lac Dozois, terminés l'automne dernier, auront coûté la somme totale d'environ \$3,300,000, ce qui comprend la construction des chemins, des ponts, le dédommagement des propriétaires des terrains inondés et tous les autres travaux. Le barrage proprement dit a coûté \$3,714,873.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce barrage a, en tout et par tout, coûté \$7,263,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les *Comptes publics* révèlent qu'on a dépensé \$8,832,000 pour ce barrage. Où est allé le solde de \$1,500,000?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le chef de l'opposition veut peut-être parler des travaux préliminaires?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Non, il s'agit de sommes votées au cours des trois derniers exercices.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ça serait peut-être les lignes de transmission? Je vais consulter mes secrétaires... Oui, c'est ça, \$2,049,500 pour les lignes de transmission, ce qui fait \$8,822,500, car sur le total précité, il y avait erreur, c'est plutôt \$6,780,000⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il y a des travaux de voirie à faire, mais ce sera la province qui les fera.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Quelle est la longueur des lignes de transmission?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
Soixante-quinze milles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
L'Hydro-Québec a-t-elle fait une bonne transaction? J'en doute.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
Depuis que ce barrage est construit, le débit de la centrale du Rapide 7, à Cadillac, a été porté à 75,000 chevaux-vapeur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Et l'on nous a dit que ce n'est pas encore suffisant pour répondre à la demande croissante d'énergie électrique dans le district. Nous avons donc fait effectuer des expertises et les experts nous ont déclaré qu'il serait possible de construire un autre barrage au Rapide 1, sur la rivière Outaouais.

La construction du barrage du lac Dozois a eu pour effet d'augmenter le débit de la rivière Outaouais, ce qui profite aux usagers de cette rivière, dont l'Hydro ontarienne. Aux termes d'une entente définie qui a été conclue entre l'Ontario et le Québec, et qui attend la signature formelle des représentants des deux gouvernements, l'Hydro ontarienne paiera une redevance annuelle d'environ \$460,000⁷ pour l'énergie électrique additionnelle que lui ont valu les travaux du lac Dozois.

Cette redevance sera payée à l'hydroélectricité du Québec qui, en vertu d'une loi votée au cours de la présente session, est devenue propriétaire de tous les aménagements hydroélectriques de l'Outaouais. C'est une bonne transaction. Il y a des travaux de voirie à faire, mais c'est la province qui les fera et non l'Hydro-Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
demande si les travaux exécutés au Rapide des Joachims par l'Hydro-Ontario le sont en vertu d'une nouvelle entente, qui n'a pas été soumise à l'approbation de l'Assemblée législative, encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
En 1942, le gouvernement a passé une loi divisant les pouvoirs d'eau qui étaient la propriété de Québec et d'Ontario. Cette entente répartissait les sites des pouvoirs hydrauliques de la rivière Outaouais, qui sépare les deux provinces, non dans le sens de cette rivière mais en sens inverse. Nous nous sommes toujours opposés à cette entente parce que nous trouvions qu'elle ne favorisait pas la province de Québec. Nous n'avons pas changé d'idée. La

province de l'Ontario n'en était pas satisfaite non plus. L'entente qui existe entre Québec et Ontario porte surtout sur le fait que les bornes des deux provinces ne seront pas changées, contrairement aux prescriptions de la loi de 1942.

La raison de cette opposition, c'est qu'en vertu du partage ordonné par l'entente, les travaux d'aménagement hydroélectrique de l'Ontario occasionnaient l'inondation de terres dans la province de Québec et entraînaient un changement dans les frontières des deux provinces.

Après notre arrivée au pouvoir, nous avons rencontré les représentants de l'Ontario et leur avons dit: "Faites vos travaux autorisés par la loi qui confirmait l'entente, mais il sera entendu que ces travaux au Rapide des Joachims ne comportent pas un acquiescement de votre part à cette loi." Et l'Ontario a accepté.

Il est difficile de mettre fin à cette entente parce qu'elle a été confirmée par une loi de la Législature du Québec, une loi de l'Ontario et une autre du Parlement d'Ottawa. Une autre loi sera soumise à la Législature, en temps et lieu, à ce sujet.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Alors, les travaux se font sur une entente tacite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, une entente écrite sans laquelle le gouvernement d'Ontario se trouverait à acquiescer à la loi de 1942.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est une drôle de façon de procéder. L'entente écrite nouvelle aurait dû être soumise à la Législature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En bons voisins, nous avons dit à l'Ontario: "Vous avez besoin d'électricité en ce moment et nous n'en avons pas besoin. Procédez."

L'Ontario nous a répondu: "Si plus tard vous avez besoin de pouvoir, nous vous en donnerons la moitié."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les deux provinces ont dû se soumettre au contrat qui est dans la loi de 1942 et qui fut signé par les ministres d'Ontario et de Québec. Si une entente nouvelle a été faite, elle aurait dû être soumise à cette Législature.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

Questions et réponses:

Parc national de la Gaspésie

M. Lévesque (Gaspé-Nord): 1. Combien d'argent a été dépensé dans le Parc national de la Gaspésie, depuis le premier septembre 1944 à date, pour construction de chemins, construction de bâtisses, aménagement d'hôtelleries?

2. Qui a obtenu ces divers contrats et quel montant représente chacun de ces contrats?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):

1. Construction de chemins.....	\$ 35,555.16
Construction de bâtisses	99,202.15
Aménagement	<u>21,593.92</u>
	\$ 156,351.23
2. J.-M. et P.-E. Roy	28,264.49
Peninsula Construction Co.	22,989.70
3. Les autres travaux ont été faits à forfait.	

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 17 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Loi des dentistes**

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 229 modifiant la loi des dentistes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Nomination
du solliciteur général**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 64 concernant le Conseil exécutif.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que la loi de l'Exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 5, le suivant:

"5a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un membre du Conseil exécutif, qui exerce la profession d'avocat depuis au moins quinze ans, pour remplir les fonctions de solliciteur général de la province.

"Le solliciteur général a pour fonctions d'agir comme procureur et conseil et de plaider devant les tribunaux, à la demande du procureur général, dans toute affaire légale ou instance judiciaire dont la conduite relève du procureur général.

"Il remplit toutes autres fonctions et devoirs de nature légale ou juridique que lui assigne le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Le solliciteur général jouit des mêmes privilèges et prérogatives qu'un ministre nommé en vertu de l'article 5."

2. Que l'article 6a de ladite loi, édicté par l'article 16 de la loi 10 George VI, chapitre 11, soit modifié en remplaçant dans la septième ligne les mots et nombre "à l'article 5" par les mots et nombres "aux articles 5 et 5a".

Le projet autorise la nomination, comme solliciteur général de la province, d'un membre du Conseil exécutif exerçant la profession d'avocat depuis au moins 15 ans. À Ottawa, le ministre de la Justice a un solliciteur général pour l'aider. Nous voulons également que la province de Québec ait son solliciteur général. Il aura pour fonctions d'agir comme procureur et conseil, et de plaider devant les tribunaux, à la demande du procureur général, dans toute affaire légale ou instance judiciaire dont la conduite relève du procureur général.

Il s'occupera de la conduite des causes et remplira une partie importante des fonctions présentement attribuées au procureur général. Il remplira toute autre fonction et devoir de nature légale ou juridique que lui assignera le lieutenant-gouverneur en conseil et jouira des mêmes privilèges et prérogatives qu'un ministre. Je crois que cette réforme s'impose à la suite de l'expansion prise par la province et qu'elle est de nature à rendre la justice plus expéditive.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y a à Québec un ministre du Conseil privé du Canada qui porte le titre de solliciteur général. Le premier ministre dit qu'il veut se servir de ce mot parce qu'on l'emploie à Ottawa. Ce n'est pas une raison, d'autant plus qu'on veut affirmer le caractère français de la province. Le mot "solliciteur" dans le sens que le veut la loi est un anglicisme. C'est la traduction littérale de l'anglais. En anglais, le terme est très juste, mais en français, il ne me paraît pas l'être. Le mot français "solliciteur" a un sens totalement différent. À mon avis, un solliciteur est celui qui sollicite des souscriptions, des contrats. Il ne peut évidemment s'agir de cela quand il s'agit de désigner un ministre. Le mot anglais "solicitor" a un tout autre sens.

Il est vrai qu'on l'emploie à Ottawa, mais n'est-ce pas un mauvais exemple à suivre pour nous, de la province de Québec? Tout ce qui vient d'Ottawa n'est pas nécessairement bon. Le premier ministre ne devrait pas imiter le gouvernement d'Ottawa. Je suis d'avis que l'on devrait changer ce mot de "solliciteur", qui n'est pas français, en celui d'"avocat général", plus conforme au génie de la langue française.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce qui nous intéresse plus que le dictionnaire pour le moment, c'est de rendre l'administration plus efficace. C'est l'intention du gouvernement de réviser tous les Statuts concernant l'organisation des ministères. On emploie trop souvent le mot "département", qui est très bon pour un magasin, mais beaucoup moins pour l'administration publique. Le trésorier provincial devrait s'appeler ministre des Finances; le procureur général devrait s'appeler ministre de la Justice.

Nous sommes un État souverain d'après les termes mêmes de la Constitution et, pour exercer pleinement nos prérogatives d'État souverain, il faudrait changer le nom de procureur général en celui de ministre de la Justice, et celui de trésorier provincial en celui de ministre des Finances. C'est plus important qu'on pourrait le croire à première vue.

Il y a dans l'administration canadienne un solliciteur général. J'admets que l'expression "avocat général" serait préférable et nous y avons songé. Mais ça pourrait peut-être prêter à confusion à cause de la ressemblance avec "procureur général". Nous allons laisser la loi telle qu'elle est et, à la prochaine session, quand nous aurons eu le temps de repasser tous les Statuts, nous verrons peut-être à changer le nom par un autre plus français. Ce que nous voulons pour le moment, c'est la matière. Il est urgent de créer le poste de solliciteur général. Quand nous aurons réalisé toute la substance, nous nous occuperons de la forme. Nous avons l'intention de rendre l'administration de la justice plus diligente.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai fait cette suggestion que pour trouver une expression vraiment française. Shakespeare a dit: "A rose by any other name will smell as sweet". N'insistons pas. Le premier ministre a-t-il les yeux sur quelqu'un pour le poste de solliciteur général⁸?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a pas de doute que j'ai les yeux sur quelqu'un, mais je ne le vois pas, le prochain solliciteur général, puisque dans le moment, je regarde le chef de l'opposition. Seulement lorsqu'il sera nommé, nous en aviserons le chef de l'opposition. Mais il ne faut pas aller plus vite que les événements. Mon honorable ami devrait savoir que les nominations sont faites par le Conseil des ministres et que les délibérations du Conseil exécutif sont secrètes.

Il faut d'abord que la loi soit adoptée et sanctionnée. Pour nommer quelqu'un à un poste, il faut que ce poste existe d'abord légalement. Il faudra

ensuite adopter un arrêté ministériel. Au lieu de s'occuper des affaires des autres, il devrait s'occuper de la convention libérale s'il ne veut pas être rossé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Pour le moment, parlons du solliciteur général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si la question intéresse tant que cela le chef de l'opposition, je lui téléphonerai dès que la nomination sera faite.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 concernant le Conseil exécutif soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Société d'agriculture
du comté de Rimouski****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 concernant la société d'agriculture du comté de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 59 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Combien il y a d'employés dans chaque service sous la juridiction du Conseil?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les employés sont au nombre de 184 répartis comme suit: Conseil exécutif, 30; Office du tourisme, 34; service d'inspection, 2; service des achats, 17; service des impressions, 54 et ciné-photographie, 47. Cet organisme a pour tâche de mettre en valeur les avantages et les beautés de notre province. Le Service de ciné-photo provincial dépend de l'Office du tourisme. Le tourisme a rapporté au-delà de \$100,000,000, l'an dernier, soit un revenu additionnel de \$10,000,000. La moyenne des salaires y est de \$1,500.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) trouve que c'est trop peu. Il suggère au premier ministre de

confier à un autre le soin de faire la révision des salaires des employés de divers services tombant sous son contrôle. Je ne veux pas mettre en doute la générosité du premier ministre, dit-il, mais il est tellement absorbé par toutes ses fonctions qu'il n'a pas le temps de réviser lui-même les salaires de tous les employés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les salaires ont été améliorés, mais il y a sans doute de la place pour faire mieux encore. Il (l'honorable M. Duplessis) a voulu que les autres ministères se servent les premiers dans ce domaine. Présentement, ce qui presse le plus, dit-il, c'est de réviser les salaires des employés des greffes et des bureaux d'enregistrement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) suggère de produire des films autres que les 16 mm, afin de les utiliser dans les grands théâtres et atteindre ainsi un public plus vaste en dehors de notre province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

voit d'un bon œil la suggestion du chef de l'opposition de produire des films autres que les 16 mm. Cependant, il faut, dit-il, y aller prudemment dans le domaine du film. Il faut exercer un contrôle sévère, afin d'éviter toute atteinte à la morale. Les films 16 mm sont les plus pratiques, parce que moins coûteux et plus à la portée des groupements appelés à les utiliser. Plusieurs de ces films ont été réalisés par le Service de ciné-photographie provincial sur

diverses régions, comme la Gaspésie, Gatineau, la ville de Trois-Rivières et sur divers sujets, comme la culture du tabac, la colonisation, les mines, etc.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quels films on a tournés pour \$160,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) donne des explications sur un item de \$100,000 qui servira à payer les frais d'impression et de distribution, surtout à l'étranger, d'un volume qui a été préparé par M. Georges Léveillé, chef du service de publicité de la province, et par son assistant A. H. Cooper. On y donne tous les renseignements possibles sur l'industrie dans la province de Québec, dit-il, et c'est une véritable biographie de notre petite patrie. L'ouvrage sera largement distribué dans les autres pays, notamment en Amérique du Sud.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement a-t-il l'intention de faire une campagne de publicité pour la vente des produits agricoles de chez nous, qui sont plus appréciés qu'autrefois dans le monde entier? On dit que si chaque citoyen mangeait un œuf de plus par semaine, l'aviculture serait plus prospère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) approuve et ajoute que, dans toutes les familles, on devrait encourager la consommation des œufs.

L'honorable M. Barré (Rouville) admet l'opportunité d'une telle campagne. Si le gouvernement fédéral continue de favoriser l'importation de maints produits étrangers, dit-il, les Canadiens n'auront pas d'estomacs assez grands pour absorber les produits canadiens en plus de ceux de l'étranger. J'ai fait un contrat pour manger 125 douzaines d'œufs par année. Je ne peux aller plus loin que ça.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Pour ma part, je m'efforce de consommer le plus de produits agricoles possible, mais je n'engraisse pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est sans doute parce que les tendances du chef de l'opposition sont antipathiques à l'agriculture.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent quarante-huit mille quatre cents dollars soit ouvert

à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) soulève la remarque faite par M. A.-J. Dolbec, auditeur de la province, dans son rapport du dernier exercice financier, à l'effet que "tous les achats sont faits sous l'autorité de la loi instituant un service général d'achats". Cependant, dit-il, les méthodes d'affaires du commerce et de l'industrie n'y sont pas mises en pratique. Les commandes ne sont pas groupées, et souvent les prix autorisés sont les prix maximum du détail, nonobstant les grandes quantités utilisées.

Il (M. Marler) croit que cette critique est désintéressée parce qu'elle vient d'une personne compétente du service, et il la soulève pour cette raison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut pas toujours acheter aux prix du manufacturier. Du point de vue administratif, il n'a pas de doute qu'il vaut mieux acheter en gros, mais, du point de vue gouvernemental, mieux vaut acheter au détail, parce que les marchands de détail sont les payeurs de taxes et il faut les encourager. Autrefois, chaque ministère faisait ses achats, ce qui faisait très souvent double emploi, mais avec la centralisation des achats, on sauve au moins \$1,000,000 par année, ce qui permet d'encourager le commerce de détail qui, à un certain point de vue, accomplit un rôle social.

L'auditeur se place au point de vue de cents et piastres, et nous, au point de vue du bon sens et du bien-être de la population en général; l'auditeur, au point de vue du métal sonnante, et nous, au point de vue du cœur et du bon sens.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission du service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur la reclassification des employés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le travail de classification des employés du service

civil progresse, c'est un travail difficile. Déjà, les positions des inspecteurs d'écoles, des percepteurs d'impôts, des agronomes, des sous-ministres, des mécaniciens de différents départements sont classifiées.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Combien de temps est-ce qu'il faudra pour terminer le travail?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le comité de reclassification des fonctionnaires provinciaux a déjà abattu beaucoup de besogne, mais c'est un travail beaucoup plus compliqué qu'on ne pourrait croire à première vue, et il y a des interventions qui nuisent à l'avancement de la besogne.

Il faut établir la valeur des services rendus par les divers fonctionnaires au point de vue monétaire, établir des classes dans chaque département, déterminer des échelles de salaires avec un minimum et un maximum pour chaque classe, l'avancement, la sécurité, les augmentations annuelles, la place de chaque situation dans le tableau général des employés civils, etc. Je croyais que ce travail pourrait être terminé l'an prochain, mais on me dit que ce sera retardé d'un an ou deux. Il y a toujours des interventions qui nuisent. En voulant aider à classer, des gens font perdre le temps des classificateurs.

Le travail se fait aussi activement que possible par les trois commissaires nommés à cette fin, MM. J.-Ernest Laforce, Chas. A. Dionne, William-J. Whelan et le secrétaire, M. Vézina.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (En souriant) Est-ce que M. Laforce se souvient de son âge?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(En souriant) Non, il n'est pas encore certain!

(Rires de la Chambre)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Électrification rurale - salaires et dépenses (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

(Le comité étudie un item de \$40,000 concernant la Commission d'enquête sur le problème du logement, pour lequel le budget prévoit un montant statutaire de \$40,000)⁹

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Où en est la Commission d'enquête sur le problème du logement, pour lequel le budget prévoit un montant statutaire de \$40,000? La Commission a-t-elle présenté son rapport après deux années de travail?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Elle nous a fait des rapports verbaux. Les commissaires ont fait énormément d'ouvrage. Ils ont tenu environ 25 séances. Ils ont colligé une foule de renseignements sur ce qui se fait aux États-Unis et un peu partout dans les autres provinces et à l'étranger. Car il ne faut pas oublier que le problème du logement est universel. Il est même beaucoup plus aigu aux États-Unis que chez nous. La Commission a déjà fait un rapport intérimaire au gouvernement, mais je ne sais pas quand elle sera prête à faire son rapport final.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La

Commission a coûté à date environ \$75,000 et le gouvernement n'a pas de rapport écrit. Je constate que la Commission n'a pas tenu d'audiences publiques. Je me demande s'il serait logique de faire rapport sur le problème du logement sans avoir procédé à des audiences publiques pour connaître les opinions des sociologues et des principaux corps publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il en a été question, mais les commissaires ont jugé jusqu'ici qu'il était plus efficace de travailler autrement. Au début d'un travail, elles sont plus souvent nuisibles qu'utiles. Si l'on ne voyait aux séances publiques que les gens qui veulent aider, ça irait bien. Mais il y a souvent des trouble-fête. À part la publicité, je me demande où seraient les avantages de séances publiques. Peut-être y en aura-t-il plus tard avant de préparer le rapport définitif. Pour le moment, il s'agit de jeter les bases.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je

constate tout de même que nous payons des salaires et des dépenses de voyage aux commissaires depuis près de deux ans sans beaucoup de rendement. S'il n'y a eu qu'un rapport intérimaire, le gouvernement ne doit pas être bien satisfait. C'est une mauvaise politique de ne pas entendre les intéressés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ils seront entendus s'il y a lieu. La situation du logement n'est pas pire ici qu'ailleurs. En fait, elle est meilleure que dans les autres provinces et aux États-Unis.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Travaux de la Chambre:

Projets de loi à étudier à la présente session

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement provincial entend finir la session pour Pâques, si c'est possible, sans nuire aux intérêts de la province et sans priver les députés du droit qu'ils ont de discuter à fond les lois et les crédits. Il reste cependant beaucoup d'ouvrage à faire dans les deux semaines et demie qui s'écouleront d'ici le Jeudi saint. Le comité des bills privés et celui des bills publics auront encore au moins 40 bills à étudier, dont ceux de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières, qui nécessiteront une assez longue étude. Comme la législation du gouvernement a presque toute été présentée et votée, les comités pourront siéger le soir, la semaine prochaine. Nous pourrons ensuite consacrer plus de temps en Chambre à l'étude des derniers projets de loi et au vote des subsides.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur les bills restant à étudier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'a plus que cinq à six bills publics à présenter, soit une couple concernant de nouveaux aménagements hydroélectriques, dont l'un d'entre eux, qui a trait à la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Mitis par la compagnie de pouvoir du Bas Saint-Laurent, a été inscrit au *Feuilleton* aujourd'hui même, un concernant les universités et

un autre concernant les caisses populaires. Si nous travaillons bien, dit-il, nous pourrons finir pour Pâques. Le comité des bills publics siégera mardi matin et probablement aussi mardi soir.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quant à moi, dit-il, je n'ai pas d'objection à siéger tous les soirs, sauf peut-être une soirée par semaine, pour permettre aux députés d'expédier leur correspondance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le chef de l'opposition et les députés libéraux de la collaboration qu'ils ont généreusement donnée au gouvernement. Ils ont ainsi activé l'expédition des affaires publiques, dit-il. J'ai inscrit une motion pour nous permettre de siéger le lundi et le samedi. Mais on remarquera que la motion laisse subsister la limite de 11 heures du soir. Nous pourrons discuter cette motion la semaine prochaine. Il nous reste trois semaines avant Pâques.

Il y aura moyen, je crois, d'activer encore nos travaux, tout en prenant bien le temps d'étudier les projets de loi et de scruter les subsides, de façon à terminer la session pour la Semaine sainte. Je crois que nous pourrons finir à temps pour permettre aux députés d'accomplir leurs devoirs religieux. Et je ne voudrais pas pour tout l'or du monde retarder d'une journée la tenue de la convention libérale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ferai mon devoir, mais je ne prolongerai pas indûment les travaux législatifs.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15.

NOTES

1. *The Montreal Daily Star* du 17 mars 1950, à la page 1, rapporte que le premier ministre porte un large ruban vert sur son veston.

2. *La Presse* du 18 mars 1950, à la page 25, mentionne que M. Marler intervient en anglais pour la première fois depuis le début de la session.

3. À ce propos, *Le Canada* du 18 mars 1950, à la page 3, rapporte que le bill est distribué vers 5 heures, soit quelques instants avant l'ajournement.

4. *Le Soleil* du 18 mars 1950, à la page 3, précise que l'honorable M. Bourque a à ses côtés son sous-ministre, M. Adjudor Dussault.

5. Chiffre de *L'Action catholique* du 18 mars 1950, à la page 11. *Le Canada* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt "trois compagnies" sans toutefois les nommer comme le fait *L'Action catholique*.

6. *Le Canada* du 18 mars 1950, à la page 3, est la seule source à attribuer cette réplique à l'honorable M. Duplessis.

7. Chiffre de *L'Action catholique* du 18 mars 1950, à la page 11. *Le Canada* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt \$430,000.

8. *L'Action catholique* du 18 mars 1950, à la page 3, mentionne que M. Marler a "sans doute à l'esprit la rumeur qui désigne unanimement l'honorable Antoine Rivard, ministre d'État et député de Montmagny, comme titulaire du nouveau portefeuille. [...] M. Rivard agit depuis plusieurs mois comme assistant du premier ministre au département du procureur général". Soulignons également que l'honorable Antoine Rivard, que l'on mentionne pour ce poste, selon *Le Nouvelliste* du 18 mars 1950, à la page 10, est assis en Chambre à droite et en arrière du premier ministre, à quelques banquettes de lui.

9. Ce montant apparaît dans les *Comptes publics* et les estimés, mais n'a pas à être voté par l'Assemblée, car il s'agit de toute évidence d'un crédit prévu par une loi ou un règlement voté lors d'une session antérieure. Toutefois, les membres du comité ont décidé de discuter dudit crédit.

Séance du mardi 21 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 199 concernant la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 197 modifiant le chapitre 66 de la loi 10 George VI, concernant Dominion Foils (Canada) Limited;

- bill 123 constituant en corporation La compagnie d'assurance mutuelle des Drive Yourself, Drive Yourself Mutual Insurance Co.;

- bill 201 concernant le testament de Charles-Séraphin Rodier;

- bill 114 des maîtres électriciens de la province de Québec;

- bill 124 constituant en corporation la ville de Hauteville.

Votre comité recommande de prolonger au 30 mars courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, à ce sujet, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces différents délais.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

La compagnie d'assurance mutuelle des Drive Yourself

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 constituant en corporation La

compagnie d'assurance mutuelle des Drive Yourself, Drive Yourself Mutual Insurance Co.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament de Charles-Séraphin Rodier

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 201 concernant le testament de Charles-Séraphin Rodier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 201 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Maîtres électriciens

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 des maîtres électriciens de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 constituant en corporation la ville de Hauterive.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 concernant la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 199 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dominion Foils (Canada) Ltd.

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 modifiant le chapitre 66 de la loi 10 George VI, concernant Dominion Foils (Canada) Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 197 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité est d'opinion que les pétitions:

- de Bernard Couvrette, de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions Napoléon Bastien et dame Domitilde Paquette;

- de Antonio Touchette et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains arrangements intervenus entre les pétitionnaires et la ville de Sainte-Agathe-des-Monts;

- de Adrien Martin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Herménégilde Martin;

sont régulières et suffisantes; que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés; que ces pétitions n'ont pas encore été suffisamment annoncées, mais cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers.

Votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre aux pétitionnaires de présenter les bills qu'ils ont déposés.

Votre comité recommande de prolonger au 30 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, à ce sujet, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces différents délais.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Successions de Napoléon Bastien
et de Domitilde Paquette**

M. Roche (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 207 concernant les successions de Napoléon Bastien et de son épouse Domitilde Paquette.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Succession d'Herménégilde Martin

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Roche), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 209 concernant la succession Herménégilde Martin.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Sainte-Agathe-des-Monts

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 208 concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Dépôt de documents:**Loi de l'impôt sur les corporations**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels, adoptés depuis le 10 mai 1947

jusqu'au 1^{er} mars 1950 inclusivement, se rapportant à la loi de l'impôt sur les corporations (11 George VI, chapitre 33). (Document de la session no 32)

**Commission du service civil,
rapport 1948-1949**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de la Commission du service civil de la province de Québec, pour l'année 1948-1949. (Document de la session no 33)

**Concessions forestières,
échanges**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 15 mars 1950, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 26 janvier 1949 inclusivement jusqu'au 15 février 1950 inclusivement, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières. (Document de la session no 34)

Travaux de la Chambre:**Horaire
des séances**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre tienne à l'avenir, jusqu'à nouvel ordre, une séance tous les jours de la semaine, excepté le dimanche: de trois heures de l'après-midi jusqu'à onze heures du soir, avec suspension de la séance de six à huit heures, les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et de onze heures du matin jusqu'à six heures du soir, avec suspension de la séance de une heure à trois heures, les vendredi et samedi; et qu'à chacune de ces séances l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

Adopté.

Voies et moyens:**Débat sur le budget
1950-1951 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 16 mars 1950, sur

la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) remercie le trésorier (l'honorable M. Gagnon) du texte de son discours qu'il dit avoir écouté avec intérêt la semaine dernière. (Avec ironie) Je n'y ai pas vu beaucoup de louanges à son chef, dit-il. C'est dangereux de ne pas trop féliciter le premier ministre. (En souriant) Cependant, son discours est meilleur que celui de l'an dernier. Il a consacré une partie plus généreuse à la situation financière de la province et il a donné au moins une idée du montant de la dette nette, à la fin de l'exercice courant, ce qui ne fut pas fait l'an dernier, pour des raisons assez évidentes.

Cependant, mon devoir n'est pas de louer le gouvernement mais de montrer ses faiblesses. Le trésorier a fait de son mieux pour présenter la situation sous son meilleur jour, sans insister sur ce qu'il y a trouvé de moins favorable. C'est ainsi qu'il a donné peu d'attention aux chiffres définitifs de 1948-1949, au lieu de les discuter et de montrer clairement les conséquences malheureuses de cette année de dépenses extravagantes.

Il s'est donné beaucoup de peine pour expliquer pourquoi il y a eu si peu de ressemblance entre les chiffres qu'il a donnés à l'Assemblée législative au mois de février 1949 et ceux publiés au mois d'août passé dans l'état sommaire qu'il est obligé de faire publier chaque année. C'est ce que font les magiciens: pour qu'ils réussissent, il leur faut détourner l'attention de l'auditoire, autrement ceux-ci verront exactement ce qui se passe.

Les *Comptes publics* de 1948-1949, déposés par le trésorier provincial le 2 mars 1950, permettent de nous rendre compte de l'administration des affaires de la province pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1949. Nous y voyons que les revenus de la province pour cet exercice ont atteint le chiffre sans précédent de \$194,469,247.05, mais nous constatons assez vite que cette somme ne représente pas la totalité des revenus perçus par l'administration.

En effet, au lieu d'entrer dans les revenus le montant intégral représenté par la taxe de vente, les taxes sur l'électricité, etc. versées au fonds d'éducation, le trésorier n'entre que le revenu net du fonds, c'est-à-dire le solde qui reste après avoir déduit les dépenses et les engagements de \$7,159,040.37. En d'autres mots, le chiffre des revenus et celui des dépenses ne comprennent pas cet

item, et si on veut savoir combien le gouvernement avait réellement à sa disposition en 1948-1949, une rectification s'impose: il faut ajouter ce montant aux revenus indiqués par les *Comptes publics* pour arriver au véritable total qui est donc de \$201,628,287.42¹.

C'est un chiffre sans précédent dans l'histoire financière de la province, et plus que le double des revenus réels de 1943-1944; c'est-à-dire que, sous le régime actuel de l'Union nationale, les revenus de la province sont au-delà de \$100,000,000 de plus que sous le dernier régime libéral.

On pouvait penser qu'avec les revenus de l'ordre de \$200,000,000, le gouvernement aurait accusé un surplus, mais les *Comptes publics* révèlent un déficit formidable qui est désigné comme excédent des dépenses de toute nature sur les revenus.

Ce déficit s'élève à \$30,990,188.48, mais ce chiffre n'indique pas toute la vérité. À cause du jeu des dispositions de la loi pour assurer le progrès de l'éducation, les \$11,995,759.66 que le gouvernement a eu soin de conserver dans le fonds d'éducation sont tombés à la fin de l'exercice dans le fonds consolidé afin de le remplumer un peu plus. Et, par ce fait, les résultats paraissent beaucoup meilleurs qu'ils ne le sont réellement. En effet, si cette somme avait été dépensée pour atteindre les objectifs de la loi de 1946, le déficit de 1948-1949 aurait été de \$42,985,948.14, mais, par l'amendement voté en 1947 à cette loi, le solde tombe dans le fonds consolidé et diminue d'autant le déficit de l'année.

De plus, pour établir son surplus, le trésorier anticipe que les revenus du fonds d'éducation vont dépasser les dépenses de \$14,150,000. Ces conséquences bienfaites de la loi pour assurer le progrès de l'éducation font comprendre pourquoi l'Union nationale en parle comme d'une loi salvatrice pour assurer les progrès de l'éducation.

Il est intéressant, en passant, de se rappeler que pendant qu'un solde de près de \$12,000,000 s'accumulait au fonds d'éducation, le gouvernement supprimait la gratuité des manuels, rétablissait les rétributions mensuelles, supportait des mesures pour imposer une taxe de vente scolaire additionnelle à celle qui alimente le fonds d'éducation de \$13,500,000, et répartissait sur une longue période d'années les octrois qu'il accordait pour la construction d'écoles.

Au lieu d'utiliser le fonds d'éducation pour se fabriquer des surplus, le gouvernement devrait en distribuer le produit en octrois aux commissions scolaires, qui ne seraient pas ainsi dans l'obligation d'imposer des taxes de vente.

Depuis la publication des résultats définitifs de 1948-1949, les gens se demandent: "Comment se fait-il qu'au mois de février 1948, le trésorier parlait d'un surplus global et que le gouvernement accuse un si gros déficit?" Évidemment, c'est parce qu'il a trop dépensé. Le trésorier de la province parlait d'un surplus global de \$420,543, y ajoutant des dollars pour démontrer que son affaire était bien calculée. Il ne s'agissait pas de \$400,000, ni de \$420,000. Le trésorier disait \$420,543, pour montrer que son affaire était bien calculée. Or, en dépit de cette prédiction optimiste, le déficit réel fut de \$42,985,948.

(Sur un ton ironique) Il y a seulement deux petites erreurs dans le budget du trésorier. Il pensait avoir un surplus lorsqu'en fait il s'agissait d'un déficit et il a placé le signe décimal au mauvais endroit, puisqu'en fait le déficit actuel est pratiquement cent fois supérieur au surplus qui était prévu. Comment cet écart considérable peut-il se produire? Ce n'est pas possible pour le gouvernement d'affirmer qu'il s'est trompé à un tel point dans les revenus et les dépenses prévus.

Étudions les chiffres. Le 28 février 1948, le trésorier prédisait des revenus probables de \$142,411,000, en ne tenant pas compte des revenus du fonds d'éducation et du produit de la taxe sur le chômage. Le revenu perçu fut de \$181,177,088.04, exactement \$38,766,088.04 de plus que le montant estimé. Cela démontre qu'il n'y a pas eu insuffisance de revenu, puisque les revenus réels ont dépassé les estimations faites par le trésorier. Il faut donc chercher les causes ailleurs.

Il (M. Marler) compare les dépenses estimées et les dépenses réelles et il y trouve des écarts. Les prévisions budgétaires totales furent de \$141,990,457², dit-il, et les dépenses réelles ont été de \$225,459,435. On voit que, sur les dépenses ordinaires indiquées au budget soumis à cette Chambre en 1948, il y a eu une augmentation de \$83,468,978. La dépense réelle dans le domaine des immobilisations fut quatre fois la dépense estimée. En général, les prévisions budgétaires ont été dépassées pour des montants énormes.

Même les montants prévus pour le service de la dette publique ont été insuffisants; il y a là encore une augmentation considérable de \$2,166,212. Ce qui confirme que la dette a augmenté en dépit des prétentions du trésorier. Il serait inutile et superflu de commenter les chiffres donnés par le trésorier pour 1950-1951 quand on sait que les dépenses ont dépassé les prévisions de \$83,000,000, en 1948-1949, et de \$43,000,000, en 1949-1950.

Il n'y a rien d'étonnant à cela puisque, dans tous les départements, on trouve que les prévisions budgétaires ont été dépassées par des montants énormes. Ainsi, dans le domaine de l'agriculture, on avait prévu \$1,800,000 pour le drainage des terres; la dépense réelle a été de \$3,855,372. On avait prévu \$1,000,000 en vertu de la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives rationnelles; la dépense réelle a été de \$5,628,514.32. Aux travaux publics, on avait prévu une dépense de \$2,050,000 pour la construction et l'entretien des ponts-routes; la dépense réelle a été de \$6,690,970.62. Et ainsi de suite. Dans ces trois cas seulement, la dépense réelle a dépassé les prévisions par une marge de \$11,000,000. Il s'agit d'un manque total de franchise de la part du gouvernement envers les membres de l'Assemblée législative.

En somme, les revenus perçus par le gouvernement pour 1948-1949 sont de \$40,000,000 de plus que l'estimation faite par le trésorier lors de son discours sur le budget, et les dépenses encourues dépassent de \$83,000,000 la somme des prévisions budgétaires.

Dans le même discours, le trésorier prévoyait que la dépense capitale serait de \$16,851,000. Cette prévision fut-elle réalisée? Dans le budget, on prévoyait une dépense capitale de \$10,000,000; elle fut de \$50,360,762.71. C'est là l'une des causes du déficit énorme qui résulte des opérations de 1948-1949. Le public se demande comment un gouvernement peut dépasser de \$83,000,000 la somme des prévisions budgétaires. L'auditeur de la province en fournit lui-même l'explication. En traitant des dépenses, il fait la comparaison des prévisions budgétaires avec la dépense et démontre que les autorisations statutaires ont été dépassées de \$74,617,543.20. Et l'auditeur indique que sur le total des dépenses, \$225,915,641.27, le gouvernement a dépensé \$123,837,790.02 "en vertu des lois permanentes".

Nous en sommes rendus au point où 55 %, ou plus de la moitié des dépenses, sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires. Et, tous les jours, le gouvernement présente des mesures nouvelles pour se donner d'autres mandats en blanc ou d'autres mandats pour des sommes considérables. S'il continue dans la même voie, il n'y aura bientôt plus de budget. Le gouvernement aura reçu le pouvoir de tout dépenser en vertu des lois permanentes, et le contrôle de la Chambre sur les deniers publics sera réduit à la lecture des *Comptes publics*. Sous l'Union nationale, le système budgétaire a été saboté et tourné en ridicule.

Le trésorier a sous-estimé les revenus par une somme de \$40,000,000 et les dépenses, par la somme \$83,000,000. Est-ce un accident? C'est une habitude sous l'Union nationale. En examinant les *Comptes publics*, on voit que, de 1936 à 1939 et de 1945 à 1948, les dépenses réelles ont toujours dépassé les prévisions budgétaires par des sommes considérables allant de \$10,000,000 à \$30,000,000. L'excédent de \$83,000,000, en 1948-1949, a établi le record du gouvernement dans ce domaine. Les ministres affirment qu'ils ne pouvaient pas prévoir exactement les dépenses de leurs ministères, mais ils devraient être capables d'éviter des erreurs de \$83,000,000.

Nous comprenons parfaitement que le fait que les dépenses réelles ont dépassé les prévisions budgétaires par la jolie somme de \$83,000,000 est une conséquence directe des dépenses exagérées faites par le régime actuel afin d'assurer sa réélection. Mais nous serions dans l'erreur si nous pensions que ce sont les seules conséquences de la politique financière suivie par l'Union nationale au cours de la grande année des élections.

Il (M. Marler) entreprend l'étude du mouvement de la dette consolidée de la province en suivant la méthode Courtois³ qui fut celle adoptée par l'Union nationale sous le gouvernement libéral. En suivant cette méthode, dit-il, on trouve que la dette flottante de la province était de \$62,960,599, au 30 novembre 1949. Le trésorier n'en a pas dit mot. C'est \$7,000,000 de plus qu'au 31 août 1944, mais ce n'est qu'un élément du passif direct. Il faut tenir compte de la dette consolidée, laquelle, après déduction du fonds d'amortissement, s'élève à \$351,563,750. Le total de la dette consolidée et de la dette flottante est donc de \$414,524,349. Ajoutons ensuite le passif différé de \$40,969,260 et le passif éventuel de \$11,853,135 représenté par divers emprunts garantis par la province, et nous arrivons au total de \$467,346,744. Ce chiffre est composé exactement des mêmes items que la dette totale, telle qu'établie par M. Courtois, dans son rapport.

En faisant la comparaison de ces chiffres avec ceux des *Comptes publics* donnant la situation financière de la province au 31 mars 1948, on verra quel changement a eu lieu durant cette période d'un an et demi qui renferme la période électorale. Cette comparaison révèle une situation assez intéressante: elle montre que, durant cette période de 18 mois, la dette de la province a augmenté de \$66,497,141. Je me rappelle des critiques acerbes du trésorier, en 1945, quant à la situation financière de la province au 31 août 1944, alors que la dette flottante s'élevait à la somme de \$53,523,000. Il reprochait à l'administration

libérale d'avoir augmenté la dette de la province d'une somme de \$39,724,000 en cinq ans.

Et voici que son gouvernement, en 18 mois, avec des revenus de l'ordre de \$200,000,000 par année, augmente la dette de la province de \$66,497,141. Et cela ne comprend pas le montant des dettes scolaires que le gouvernement a assumées et qui sera payable à même les budgets futurs. Il faut ajouter le total de ces obligations, soit \$59,257,700, aux chiffres que j'ai déjà cités pour arriver à la dette totale. Et l'achat de la seigneurie de Mingan, 150 milles par 6 milles, qui contiendrait, d'après le gouvernement qui cite les ingénieurs, 12,000 milles carrés d'excellentes limites forestières. D'où sortent ces ingénieurs compétents?

En résumé, au 31 août 1944, d'après le rapport Courtois, la dette totale de la province était de \$418,132,000. En suivant la même méthode, au 30 novembre 1949, elle était rendue à \$526,604,444, soit une augmentation de \$108,472,444. Je suppose qu'il s'agit là d'une réduction graduelle de la dette publique, comme le disait le *Financial Post* le 11 février 1950.

Les promesses du gouvernement aux commissions scolaires représentent une autre dépense annuelle de \$24,000,000. Il s'agit encore là de ce que le gouvernement appelle une autre "réduction graduelle de la dette publique".

Le trésorier nous a parlé des résultats probables pour l'année 1949-1950 qui ne sont que des estimations puisqu'il faut attendre à la fin du mois d'août pour avoir les chiffres définitifs, et il nous a déclaré que l'année se terminera par un surplus global d'opérations de \$7,620,604; et, sans doute pour donner à cette assertion plus de force, il l'a même répétée trois fois. Je dois avouer immédiatement que le trésorier a présenté ses chiffres avec beaucoup d'habileté afin de montrer les résultats de l'année sous le meilleur jour possible. Il ne fait pas l'addition des dépenses. Ainsi, il ajoute au montant des dépenses ordinaires le service de la dette; il soustrait de total de ces deux items des revenus ordinaires et, en dessous, il place un autre item intitulé "Compte capital (net)". Je pense que c'est une manière de présenter les chiffres, mais non pas la meilleure, pour démontrer les résultats des opérations de l'année.

En se basant cependant sur la façon de procéder de l'Union nationale dans le passé, les prévisions seront dépassées par les dépenses d'une somme de \$28,655,820 "seulement". C'est une amélioration sur 1948-1949. Comparativement à 1948-1949, l'augmentation des dépenses proposées,

causée par les élections de 1948 pour payer des dépenses faites alors, nous inquiète moins.

Je tiens à faire un petit compliment au trésorier, qui a mis dans son état financier tous les revenus perçus, ce que je lui demandais depuis 1946. Le total des revenus ordinaires a atteint le chiffre de \$207,183,400, qui est sans précédent et dépasse de \$11,083,400 les revenus réels de 1948-1949. Cela équivaut à \$54.95 par tête de population.

Mais ce qui m'intéresse plus particulièrement, c'est le montant provenant des taxes prélevées par le gouvernement. D'après l'état provisoire du trésorier, la semaine dernière, il paraît que les revenus ont atteint le total sans précédent de \$167,000,000⁴. Le trésorier ne cesse de répéter qu'il n'a pas imposé de nouvelles taxes, mais les faits sont là et personne ne va nier que le revenu de la province sous l'administration Godbout, en 1943-1944, fut de \$71,443,085, comparé à \$167,000,000 en 1949-1950. Et la taxe de vente, que le premier ministre a appelée antifamiliale, antisociale et antinationale et qu'il a promis d'abolir, rapporte aujourd'hui \$30,660,000, soit l'équivalent de \$40.65 par année pour une famille moyenne de cinq personnes, et dans bien des cas, il faut ajouter à cette taxe de vente provinciale la taxe de vente municipale et, sous peu, la taxe scolaire de 1 %.

Le trésorier ne cesse de répéter qu'il n'a pas imposé de nouvelles taxes, mais, qu'il en ait imposé ou non, les faits sont là, et personne ne pourra nier que, sous le régime actuel de l'Union nationale, les revenus provenant des taxes ont plus que doublé.

Je veux faire quelques commentaires sur les crédits attribués au service de la dette. Je constate une augmentation assez prononcée cette année sur la dépense, en comparaison des années précédentes. Le montant à payer en 1950-1951 pour le service de la dette représente une augmentation de \$1,700,000, en chiffres ronds, sur la dépense faite en 1947-1948, c'est-à-dire la dernière année fiscale avant les élections de 1948, et une augmentation de \$2,400,000, en chiffres ronds, sur la dépense faite en 1944-1945, la dernière année pendant laquelle le Parti libéral était au pouvoir. C'est une jolie addition au fardeau des contribuables attribuable uniquement à l'augmentation constante du passif direct qui, pendant la seule période du 1^{er} avril 1948 au 30 novembre 1949 - la grande période des élections - a accusé une hausse de \$57,532,106. De plus, pour l'année 1950-1951, le gouvernement adopte une nouvelle méthode comptable quant au fonds d'éducation. Pour la première fois, le trésorier a inscrit le revenu du fonds parmi les revenus

ordinaires, tandis que les dépenses du fonds sont comprises dans les prévisions budgétaires des divers départements.

Passant aux revenus probables, je note qu'ils restent sensiblement au même niveau que l'an dernier, et les diminutions que le trésorier prévoit dans les divers items se chiffrent à \$5,833,440. Le total, en effet, s'élève à \$201,349,960.

Le trésorier anticipe un surplus de \$7,620,604 le 31 mars. Mais ce surplus n'est possible que grâce aux \$19,640,884 de revenus en immobilisations représentant le produit de la vente de la centrale du Témiscamisque et du barrage du lac Dozois. Les conséquences de cette transaction sont claires. La province est débarrassée d'actifs immobilisés pour avoir plutôt des valeurs et un peu d'argent; par contre, l'Hydro est devenue propriétaire de ces actifs, mais elle n'a plus les valeurs et l'argent payé à la province. On a appelé cela "revenu en immobilisations".

Quelle est la nature comptable de cette transaction? C'est une transaction strictement familiale; le gouvernement prend quelques \$19,000,000 des valeurs liquides de l'Hydro, sa filiale, pour les mettre dans la caisse provinciale. Sans cette transaction, le prétendu surplus du gouvernement aurait été un déficit de \$12,020,280. C'est une procédure simple et extrêmement commode pour équilibrer le budget. C'est un exemple frappant de "paternalisme d'Etat", et je me demande si le gouvernement ne se servira pas de ce moyen tous les ans, aussi longtemps qu'il trouvera des valeurs en la possession de l'Hydro. Qui sait, peut-être qu'en 1950, Hydro achètera pour \$3,000,000 ou \$4,000,000 le fameux pont Duplessis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ou le pont Laurier.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La procédure du gouvernement est une tromperie flagrante dont l'administration devrait avoir honte.

Cette transaction que le gouvernement a faite avec l'Hydro a aussi permis au trésorier d'annoncer une réduction de la dette nette de la province, mais c'est une réduction assez curieuse pour une raison très simple: les différentes sommes inscrites à l'état provisoire des dépenses qu'il lui faut payer en argent. Le trésorier dit qu'il a inscrit "comme revenus imputables au capital la somme de \$19,640,884 reçue par le gouvernement", mais il se trompe quant à la nature de ce que le gouvernement a reçu. Il ne s'agissait pas d'argent, mais d'obligations de la province et des promesses de l'Hydro qui ne sont pas

de l'argent, mais des créances. Il a mis cela au compte du revenu-capital. Il y a donc un vide à combler dans la caisse parce que les dépenses, comme je le disais tantôt, ont dépassé les revenus ordinaires par une somme de \$12,020,280.

Comme, en d'autres années, les résultats semblent merveilleux et il paraît qu'il y a un surplus, mais le gouvernement finit par lancer un autre emprunt, et on le verra bientôt lancer une nouvelle émission d'obligations sur le marché, à moins qu'il ne décide de trouver l'argent en vendant d'autres actifs à l'Hydro-Québec.

Il (M. Marler) parle du fonds d'éducation. La vérité au sujet de ces fonds, dit-il, c'est que les revenus se sont établis à \$20,200,000, en 1949-1950, et que les dépenses n'ont été que de \$6,050,000, laissant un surplus de \$14,100,000. Cela permet au trésorier de parler de surplus global.

Depuis le commencement de la session, les ministres ne cessent de répéter que le gouvernement a dépensé, en 1948-1949, pour l'enseignement la somme de \$41,002,223. Et ils ajoutent que l'Ontario n'a dépensé pour l'enseignement que \$44,221,000. Le trésorier, à deux reprises au cours de son discours, a déclaré que les sommes déboursées dans le domaine de l'éducation atteignent, en 1949-1950, la somme de \$41,002,223, montant identique au chiffre de 1948-1949 donné par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé). Toutes ces assertions m'ont poussé à faire l'examen des chiffres donnés par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, et j'ai repassé nos *Comptes publics* avec beaucoup de soin, afin de me rendre compte des items qui forment le total en question de \$41,002,223.

Par la suite, j'ai examiné les *Comptes publics* de l'Ontario pour 1948-1949 pour constater immédiatement que le chiffre de \$44,221,000 donné par le ministre comme le montant des dépenses faites par l'Ontario pour l'enseignement est tout à fait inexact. Les dépenses du Department of Education seul sont de \$47,812,478 et les items, similaires à ceux compris dans le total donné par le ministre, des dépenses de son gouvernement représentent une somme additionnelle de \$10,569,436.97. Je ne veux déprécier le mérite des dépenses faites par le gouvernement actuel pour l'enseignement, mais la vérité a ses droits.

J'ai examiné le détail de ces dépenses de \$41,002,223 faites en 1948-1949, et j'ai constaté deux faits saillants:

1. Le total comprend la somme de \$7,000,000 payée aux universités pour leurs campagnes de souscriptions. J'ai déjà eu l'occasion

d'adresser mes félicitations au gouvernement à ce sujet, mais je ne crois pas qu'il a l'intention de leur payer une somme semblable tous les ans. En effet, le budget de 1950-1951 ne prévoit que les octrois ordinaires.

2. Les sommes payées aux corporations scolaires - et j'y ajoute la somme de \$7,010,136 payée par la commission municipale pour la réorganisation des finances scolaires - représentent un montant légèrement inférieur à \$18,250,000, c'est-à-dire une somme approximative de \$30 par élève.

Et, des sommes de \$11,250,000 payées directement aux corporations scolaires en 1948-1949, moins de \$560,000 a été versé aux commissions scolaires des grandes villes de Montréal, Verdun, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières, où le nombre d'élèves est de 163,329; c'est-à-dire que l'aide courante que le gouvernement donne à ces commissions se résume à la somme de \$3.42 par élève.

J'ai déjà eu l'occasion de parler des besoins courants des corporations scolaires, et je continue à penser que le gouvernement doit utiliser le fonds d'éducation pour leur venir en aide. Il ne suffit pas de leur donner le pouvoir d'imposer de nouvelles taxes: les contribuables sont déjà assez taxés. Ils contribuent \$20,000,000 en taxes prélevées pour des fins éducationnelles et versées au fonds d'éducation. Pourquoi ne pas utiliser le fonds pour ces fins éducationnelles au lieu de l'employer pour combler des vides causés par des dépenses exagérées au compte capital?

On me répondra, je n'en doute pas, que la province dépense déjà \$41,002,223 pour l'enseignement ou que le surplus du fonds d'éducation sera dépensé au cours de l'année suivante pour des fins d'éducation seulement. Je me propose de parler de cet aspect de la question un peu plus tard.

Il se dégage de l'examen des états de revenus présentés par le trésorier que la population québécoise est plus lourdement taxée que celles de toutes les autres provinces canadiennes. Le trésorier ne cesse de répéter que son gouvernement n'a pas imposé de nouvelles taxes. Mais la liste des augmentations de taxes décrétées par le gouvernement actuel est bien longue. Je me dispense de les énumérer toutes, mais je signale simplement l'augmentation de la taxe sur la gazoline, les taxes sur les corporations, l'augmentation des droits de coupe et les autres impôts prélevés pour le fonds d'éducation.

Le gouvernement ne songe pas aux conséquences de cette politique et semble se fermer les yeux sur le fait que la structure des taxes chez

nous nous place dans une situation désavantageuse en comparaison avec les autres provinces. Il ne songe pas à diminuer ni le taux des taxes actuelles, ni le nombre. Nous avons dans la province de Québec les taxes sur les repas, sur le tabac et sur les ventes au détail que les citoyens de l'Ontario ne paient pas. Nous taxons les petites successions dans la province, en dépit du fait que, dans toutes les autres provinces du pays, les successions inférieures à \$50,000 sont maintenant exemptes de droits.

À cause de cette insistance sur les taxes, et sur les augmentations des taxes existantes qu'on n'appelle pas de "nouvelles taxes", les revenus ont grimpé, année par année, pour arriver au double, pour même dépasser le double de ce qu'ils étaient il y a cinq ou six ans. Et le gouvernement ne songe pas à dégrever les contribuables des taxes qu'il prélève.

Mais n'est-il pas opportun à songer à un dégrèvement, à soulager les contribuables du fardeau de taxes provinciales qu'ils portent? Il y a bien des places où des réductions d'impôts peuvent être accordées. N'est-il pas opportun de mettre la province de Québec sur un plan d'égalité avec toutes les autres provinces du pays en décrétant une exemption des droits successoraux pour les successions inférieures à \$50,000? La diminution de revenu causée par une telle mesure serait minime sur un budget qui dépasse \$200,000,000, mais elle serait très encourageante pour les petits épargnants qui songent à transmettre à leurs familles les sommes nécessaires pour assurer leur confort et l'éducation de leurs enfants.

Mais, au lieu d'étudier les mesures à prendre afin que notre structure de taxes soit la meilleure au pays, tout en tenant compte de notre situation particulière, le gouvernement ne songe qu'à dépenser. Et les députés ministériels - lorsqu'ils ont l'occasion de prendre la parole - ne parlent que des dépenses énormes effectuées sous le régime actuel, pour les comparer à celles faites sous l'administration libérale de 1939 à 1944.

J'ai pris la peine d'établir les revenus à la disposition des deux administrations. Le rapport Courtois établit que l'administration libérale, de 1939 au 31 août 1944, avait à sa disposition des revenus pour une somme globale de \$416,000,000; et je me rends compte que l'administration actuelle, du 31 août 1944 au 31 mars 1950, a eu à sa disposition des revenus pour un montant global de \$926,000,000. Mais, après avoir payé le service de la dette, il n'est resté à l'administration libérale qu'une somme de \$335,000,000 pour toutes les autres dépenses, tandis que dans le cas du régime actuel,

après le paiement du service de la dette, il lui est resté pour ses autres dépenses une somme de \$836,000,000, et cette somme n'a pas suffi à payer toutes ses dépenses.

M. l'Orateur, je termine en résumant les faits saillants des exercices 1948-1949, 1949-1950 et 1950-1951:

1. Nous avons vu qu'en 1948-1949 le gouvernement a sacrifié complètement les principes élémentaires de la saine administration budgétaire. Il a dépensé \$83,000,000 de plus que les prévisions presque entièrement en vertu de lois permanentes qui l'autorisaient à dépenser sans limite ou presque sans limite.

2. En 1948-1949, le gouvernement a accusé un déficit de \$31,000,000 et a augmenté le passif indirect d'une somme de \$10,000,000.

3. Du 1^{er} avril 1948 au 30 novembre 1949, le passif total de la province accuse une augmentation de près de \$70,000,000 sans tenir compte des octrois promis aux écoles, qui s'élèvent à \$24,000,000.

4. Le surplus de \$7,620,604 déclaré par le trésorier pour 1949-1950 provient de la vente à l'Hydro-Québec de la centrale du Témiscamingue et du barrage du lac Dozois, qui a rapporté \$19,000,000, et du surplus de \$14,150,000 réalisé au fonds d'éducation.

5. La somme des revenus provenant des taxes a atteint, en 1949-1950, le chiffre record de \$167,000,500, (\$167,000,000, *Star*, à la page 8), ce qui représente une moyenne de \$44.30 (\$44.50, *Star*, à la page 8) par tête, ou plus de deux fois la moyenne de 1943-1944.

6. L'année 1950-1951 met fin, pour toutes fins pratiques, au fonds d'éducation, et les dispositions du budget indiquent clairement que le fonds n'aura plus une existence distincte. C'est une politique malheureuse et rétrograde.

M. l'Orateur, l'administration financière a toujours été la partie faible de l'Union nationale. Les exemples que nous fournissent les années 1948-1949 et 1949-1950 ne sont pas de nature à rehausser la réputation de l'Union nationale dans l'administration des finances provinciales. Il ne lui reste pas beaucoup de temps pour se créer une réputation enviable dans ce domaine; qu'elle s'en occupe, il est déjà plus tard qu'elle ne le pense.

(Applaudissement à gauche)⁵

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Au début de mes remarques, qui seront brèves, je veux féliciter le trésorier de continuer de nous présenter

des surplus financiers. Il a présenté à la Chambre un document soigné, qui démontre bien sa compétence et sa grande érudition. Nous avons été heureux d'apprendre que le premier ministre a l'intention de lui décerner éventuellement le titre de ministre des Finances.

Lorsque le premier ministre l'a choisi comme trésorier provincial, c'était la première fois depuis très longtemps qu'un Canadien d'expression française occupait ce poste. Il était important qu'un homme montre enfin à la province de Québec, sans fanatisme, que nous pouvons trouver chez nous des gens parfaitement qualifiés pour occuper le poste de trésorier et laisser leur marque.

Ceux qui ont lu les journaux récemment, principalement les pages éditoriales, ont constaté que même ceux qui ne sont pas sympathiques à l'Union nationale s'accordent pour admettre que la situation financière de la province est excellente, qu'elle est solide, et qu'elle laisse prévoir pour notre province un avenir des plus brillants.

En écoutant le discours-critique du chef de l'opposition, pour qui j'ai personnellement beaucoup d'estime, on avait l'impression de lire le roman célèbre: *The Lost Week-end*. En mettant les rieurs de son côté, mon honorable ami admet que nous présentons un bilan complet. C'est du nouveau. On voit clairement qu'il a jeté un coup d'œil sur le discours du budget du trésorier provincial, qu'il en a vu la valeur et qu'il aurait bien voulu être membre de l'Union nationale pour donner libre cours à son enthousiasme et se réjouir en constatant que la province de Québec, que l'on considérait comme arriérée il y a quelques années encore, est aujourd'hui au premier rang de la Confédération canadienne.

Il faut être magicien, a dit le chef de l'opposition, pour trouver \$200,000,000 de revenus par année dans la province. Il se rappelle sans doute qu'au temps de ses amis, il était à peu près impossible de se renseigner à ce sujet. Au lieu de chercher les petits détails, si mon honorable ami avait ouvert les *Comptes publics*, il aurait constaté qu'au temps de ses prédécesseurs, ses chefs d'autrefois, il n'y avait même pas de bilan dans les *Comptes publics* qui permette de faire une critique sérieuse. Ce n'est qu'en 1931, sous la pression du chef de l'opposition, qui est aujourd'hui premier ministre, que l'on a pu obtenir que les *Comptes publics* donnent réellement les faits.

Aujourd'hui, ils nous présentent un tableau plus fidèle de la situation financière que celui donné dans n'importe quelle autre province du Canada. Au lieu de critiquer le trésorier provincial, le chef de

l'opposition devrait s'ouvrir les yeux, ajuster ses verres et constater que le trésorier actuel a donné un rapport fidèle des opérations. Tous les revenus y apparaissent, toutes les dépenses y apparaissent, il n'y a rien de caché.

Que le chef de l'opposition se renseigne et il constatera que, de 1931 à 1935, le gouvernement libéral ne publiait qu'un état des recettes et des dépenses; qu'il ne payait pas ses comptes et donnait l'impression de surplus qui n'existaient que dans son imagination.

Les administrations libérales prétendaient boucler chaque année avec des surplus. C'est ainsi qu'avec un budget de \$40,000,000, ce gouvernement parvenait à accumuler des déficits de \$20,000,000 par année, pour atteindre le chiffre fantastique de \$100,000,000 en cinq ans.

Sous l'Union nationale, c'est autre chose. Depuis 1944, nous avons payé tous les travaux de voirie, de drainage, d'électrification rurale, tous les ponts, les pensions, les édifices publics et toutes les autres dépenses de quelque nature que ce soit à même les budgets annuels et, en plus de cela, nous avons abaissé la dette de la province de \$30,000,000⁶. Le chef de l'opposition devrait se réjouir de cette situation, car nous avons réalisé cela sans imposer de nouvelles taxes. C'est toujours le peuple qui paie en définitive, mais, depuis 1945, il n'y a pas de taxes nouvelles.

Je regrette que le chef de l'opposition ait dit que notre province est la plus taxée du Canada. C'est mauvais parce que ce n'est pas conforme aux faits; c'est mauvais parce que cela est de nature à décourager les industriels étrangers qui voudraient s'établir dans notre province; et c'est mauvais parce que la province voisine, avec une population à peu près égale à la nôtre, vient de déposer un budget plus élevé que le nôtre, ce qui démontre que les taxes sont plus hautes là-bas. Comment peut-on dire que nous sommes les plus taxés quand l'Ontario a un budget de \$230,000,000, soit \$30,000,000⁷ de plus que le nôtre?

Il est clair que le chef de l'opposition manquait d'arguments sérieux. Si l'industrie, si le commerce ont fait des progrès énormes dans notre province, c'est dû en bonne partie aux déclarations claires et nettes du meilleur commissaire industriel qui soit, notre premier ministre, qui a pris résolument position, car on se rend parfaitement compte aujourd'hui, au Canada et à l'étranger, que chez nous l'entreprise libre est protégée. Cela nous a valu un développement inespéré et des revenus accrus.

En faisant une étude de chiffres pour 1949-1950, le chef de l'opposition a été forcé

d'admettre que la dette provinciale a véritablement diminué. Les chiffres que nous avons produits sont ceux de la trésorerie et tous ceux qui s'y connaissent en finance admettent qu'ils sont éloquentes. La meilleure preuve, c'est que nous avons renouvelé un emprunt de \$15,000,000 aux États-Unis et nous avons obtenu un taux d'intérêt inférieur à celui que le gouvernement canadien lui-même est capable d'obtenir chez nos voisins. Le chef de l'opposition est visiblement à court d'arguments et il n'a pu nier que la dette nette de la province, moins le fonds d'amortissement et les autres actifs, était de \$308,000,000, en 1945; aujourd'hui, elle est de \$280,000,000, soit une diminution de \$28,000,000 en cinq ans. Et ces chiffres-là sont officiels.

Le peuple de la province se demande parfois comment nous avons réussi à doter nos paroisses d'écoles à l'épreuve du feu, à payer des salaires décentes à nos instituteurs, à transformer complètement notre enseignement spécialisé, à construire 40 hôpitaux, à soigner les tuberculeux gratuitement, à construire un réseau routier comparable à celui de n'importe quelle autre province, à organiser le crédit agricole, à faire du drainage et de l'électrification rurale, à construire des centaines de ponts?

Le chef de l'opposition se le demande aussi sans doute et c'est pour cela qu'il a eu une fin de semaine laborieuse. Nous répondons que nous avons fait tout cela grâce à la vision d'un gouvernement d'hommes d'affaires, qui ont fait ce miracle, tout en diminuant la dette de la province.

Notre province, grâce à cette vision, a atteint aujourd'hui le premier rang de la Confédération, et son budget se compare aujourd'hui à celui de l'Ontario, que l'on se plaisait jusqu'ici à citer comme la plus progressive du Canada. Si Québec n'est pas la première province, elle est la seconde et suit la première de près.

Il y a encore des gens pour prétendre que nous n'avons pas de plan d'ensemble. Jamais la province n'a eu un plan si bien préparé, si bien agencé; elle sait ce qu'elle veut, où elle va.

Notre système de renseignements de statistiques se compare favorablement à celui de toutes les autres provinces, qui viennent fréquemment nous consulter à ce sujet. Le fédéral lui-même reconnaît la valeur de nos statistiques. Il faut être aveugle pour ne pas se rendre compte que le chef de l'Union nationale savait très bien où il allait.

Il a commencé par la base: l'agriculture. Il l'a stabilisée en lui fournissant le crédit de la province. Il s'est ensuite intéressé à la santé, car avec nos familles nombreuses nous avons besoin d'hôpitaux,

de soins suffisants pour protéger notre plus belle valeur, notre capital humain. Le budget du ministre de la Santé s'est augmenté de sommes considérables chaque année et, aujourd'hui, les soins médicaux sont offerts à toutes les classes de notre société.

Il a ensuite vu à ce que nos enfants soient bien instruits, à ce qu'ils reçoivent une formation qui leur permette de faire leur chemin dans la vie et nous avons vu son gouvernement mettre, l'an dernier, une somme de \$40,000,000 au service de l'éducation.

Il s'est aussi occupé des ouvriers, en leur fournissant le moyen de se construire des logements, en prévoyant du travail pour eux pour l'avenir en pensant à développer nos immenses ressources minières de l'Ungava, en établissant chez nous un climat économique stable qui assure à notre industrie et à notre commerce un développement rationnel.

On est surpris que nous ayons \$200,000,000 de revenus. Rien de surprenant à cela, car nous avions, en 1947, plus de 11,200 industries enregistrées, alors que l'Ontario en comptait 11,800. J'ai d'ailleurs l'impression qu'en 1950 nous avons atteint le chiffre de la province voisine pour le nombre d'industries, et que notre province ne sera peut-être plus au second rang.

Ceci démontre que de 1941 à 1946⁸ nous avons vu nos industries augmenter de 46 %, alors que cette augmentation n'était que de 25 %⁹ en Ontario; cela explique pourquoi les salaires sont passés de \$36,000,000 qu'ils étaient en 1900 à \$650,000,000, en 1950, et le rendement de nos industries, de \$158,000,000 à \$3,000,000,000, soit 30 fois plus qu'il y a 20 ans. Voilà le plan d'ensemble de l'homme qui a donné à sa province près de 30 années de sa vie.

Qui niera l'influence d'une telle évolution? Québec n'a pas à se gêner pour dire qu'elle doit cela à son premier ministre. Je prétends que la place de la province de Québec, c'est la première, car nous avons des richesses économiques inestimables.

Notons aussi, comme espoir d'avenir, que notre dette par tête n'est que \$82 par tête, la plus basse de tout le Dominion, et que nous réussissons à emprunter à un taux de 2½ % sur le marché américain, soit à meilleur marché que le gouvernement fédéral. Pourquoi notre crédit est-il si bon? Parce qu'il y a de la stabilité et du progrès dans la province de Québec. Parce que dans une seule entreprise, celle de l'Ungava, les capitalistes étrangers et canadiens ont investi une somme supérieure à toute la dette de la province de Québec. Les industriels ne craignent pas de venir chez nous investir leurs capitaux.

Lorsque le chef du gouvernement décidait d'ouvrir l'Ungava, il pensait à l'avenir, préparait du travail pour nos ouvriers. Les yeux sont tournés vers nous parce que Québec a un chef. Dans notre époque, les chefs s'imposent. Nous avons la sensation profonde que les gens sont surpris de voir le miracle du XX^e siècle dans la province de Québec, où l'on nous annonce un avenir encore plus brillant.

Les gens ne se rendent pas assez compte que nos problèmes ne sont pas ceux des Vieux-Pays. Une province jeune comme la nôtre a besoin de stabilité, d'hommes forts, énergiques, qui voient haut et loin. Le premier ministre est un de ces hommes forts qui a su traduire en actes et par des lois profitables les aspirations nationales du peuple québécois que d'autres chefs politiques n'avaient su exprimer qu'en belles paroles. Il faut sortir de chez nous, aller aux États-Unis par exemple, pour savoir ce qu'on pense du premier ministre de la province; il faut aller en Europe pour savoir qu'on serait heureux d'y saluer le premier ministre de la province de Québec. Le monde a les yeux sur lui.

(Se tournant vers M. Marler) Il est difficile de satisfaire le chef de l'opposition. Ceux qui prétendent que le fonds d'éducation est un nouvel impôt se trompent étrangement. En assumant les dettes scolaires au montant de \$100,000,000, le gouvernement a libéré d'autant les contribuables fonciers tenus jusque-là de payer les intérêts et amortissements de ces dettes. Aujourd'hui, ce sont les corporations exploitant les ressources naturelles qui contribuent au fonds d'éducation et libèrent ainsi la petite propriété au fonds trop lourd.

En imposant cette taxe aux corporations qui exploitent ainsi nos ressources, le premier ministre a envahi un champ que personne n'osait envahir jusque-là.

Jamais la province n'a été si bien administrée au point de vue financier que sous le gouvernement de l'Union nationale et de son chef. Notre surplus consolidé atteint \$195,000,000. Non seulement nous avons diminué la dette de \$28,000,000, mais nous avons fait à même nos revenus des travaux qui augmentent l'actif de la province d'un montant de \$152,250,000. C'est un fait que le chef de l'opposition aurait dû signaler.

Voilà année, nous avons capitalisé au-delà de \$40,000,000. Ce qui explique nos sources de revenu en augmentation constante n'est pas le lourd fardeau fiscal, mais simplement une taxation normale qui augmente en raison du développement économique constant de la province. Il n'y a pas un endroit au

monde qui offre de meilleures promesses d'avenir. Le chef de l'opposition aurait dû mentionner cela.

L'Union nationale ne doit pas un seul sou sur ces travaux et je défie qui que ce soit de me nommer un autre État ou un autre pays qui puisse présenter un bilan aussi complet et aussi éloquent.

Tout cela, nous le devons aussi à un homme qui a véritablement compris son rôle comme chef d'une province de 4,000,000 d'habitants d'expression française, dont la place doit être la première dans la Confédération canadienne. Les Canadiens français savent où elle s'en va et aujourd'hui, le Québec assume sa place légitime parmi les autres provinces du Canada et, en raison du progrès général qu'elle connaît aujourd'hui dans tous les domaines, elle peut être avantageusement comparée aux autres provinces ou États de l'Amérique du Nord. Depuis cinq ans, elle a payé tout ce qu'elle a dépensé; elle ne doit pas un sou, elle diminue sa dette à un rythme de \$5,000,000 par an.

Je demande au chef de l'opposition de me citer un seul pays au monde qui s'est transformé en cinq ans comme notre province. Les yeux des divers gouvernements et des industries du monde et de toute l'Amérique sont actuellement tournés vers la province de Québec, manifestant un intérêt particulier pour ce que la province fait à l'égard des ses richesses naturelles particulièrement importantes et fort prometteuses parce que l'on sait qu'il y a ici un gouvernement et un chef qui n'ont pas peur de prendre leurs responsabilités. On a dit que la certitude est la perfection de l'intelligence, et je crois que cet axiome s'applique bien au chef de l'Union nationale, car il sait où il va.

De province arriérée, comme on l'appelait, elle est devenue la province qui a un gouvernement et une économie offrant toutes les garanties de stabilité. Les deux races s'y entendent bien. Inutile désormais de se plaindre. Il faut se former. Le peuple de Québec n'est ni fanatique ni étroit. Pour réussir, il lui faut une formation. Nos écoles lui fournissent des compétences. Notre province a un brillant avenir, et il suffira à nos jeunes de s'instruire et de travailler pour en profiter dans toute la mesure du possible. Québec remplira sa mission et elle devra beaucoup au chef de l'Union nationale.

Voilà comment la province de Québec peut envisager l'avenir avec confiance, car ses perspectives de développement sont encore insurpassables. Son budget actuel de \$200,000,000 est le résultat de ses progrès rapides dans le domaine agricole, commercial et industriel, et elle s'en va

d'un coup d'aile inlassable vers de plus hauts sommets encore.

(Applaudissement à droite)¹⁰

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) et **M. Ducharme (Lavolette)** se lèvent en même temps.

M. l'Orateur donne la parole au député de Lavolette.

M. Ducharme (Lavolette) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Saucier), que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que si le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) veut continuer le débat, le député de Lavolette (M. Ducharme) lui cédera son tour.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions six cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission des eaux courantes de Québec: excédent des dépenses sur les revenus (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose des questions sur la Commission des eaux courantes.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) explique que s'il acceptait toutes les démarches de travaux contre l'érosion dans les rivières, il faudrait un budget de \$5,000,000. Seulement cette année,

dit-il, on a reçu une demande de \$1,000,000 pour la rivière Bécancour.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) explique qu'il y a 238 employés au service de son ministère et que la moyenne de salaire y est de \$1,800.

Le ministère, dit-il, se tient en contact, pour son travail d'installation de nouvelles industries dans la province avec les bureaux de l'agence générale de la province à New York, celle d'Ottawa, avec les compagnies ainsi que les bureaux de publicité des compagnies de chemin de fer, les commissaires industriels des principales villes, etc. Le département a aussi un excellent service de statistiques qui lui permet de donner tous les renseignements voulus aux industriels. Lorsqu'on trouve des industries intéressées à s'établir, le ministère leur fait visiter les régions où elles sont susceptibles d'être intéressées à s'établir.

La résolution est adoptée¹¹.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 131 autorisant les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel à imposer une taxe d'éducation, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant dans les deuxième, troisième et quatrième lignes, à la page 2, les mots "d'élèves d'âge scolaire fréquentant les écoles dans le territoire où ils résident" par les mots suivants: "d'enfants âgés de cinq à seize ans inclusivement de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, domiciliés et résidant dans chacun de ces territoires."

Projets de loi:

Taxe d'éducation à Sorel

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 131 autorisant les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel à imposer une taxe d'éducation.

L'amendement est lu.

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose que cet amendement soit maintenant accepté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le Conseil législatif, dans un geste d'indépendance, a changé une loi qui avait été approuvée par les gens de Sorel. D'après le bill original, le produit de la taxe doit être réparti entre les catholiques et les protestants selon le nombre des enfants qui fréquentent les écoles. Le Conseil législatif veut que cette répartition soit faite suivant le nombre d'enfants résidents.

M. Gagné (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Samson), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour demander aux conseillers législatifs de suivre les désirs de ceux qui sont élus et non de ceux qui sont nommés et l'informer que l'Assemblée législative refuse d'accepter l'amendement qu'il a apporté au bill 131 autorisant les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel à imposer une taxe d'éducation, et ce, pour les raisons suivantes:

Parce que l'amendement en question a pour effet d'établir une base de répartition des impôts contraire aux meilleurs intérêts de l'éducation,

lesquels sont protégés non pas par la résidence des élèves, mais par leur fréquentation des écoles.

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La motion est adoptée après division des voix.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures¹².

NOTES

1. Chiffre du *Devoir* du 22 mars 1950, à la page 3. *La Patrie* du même jour, à la page 14, mentionne plutôt \$201,629,287.42.

2. Chiffre du *Soleil* du 22 mars 1950, à la page 16. *Le Devoir* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt \$142,529,503.

3. *Le Canada* du 22 mars 1950, à la page 2, précise que M. Rosaire Courtois est un comptable agréé qui est un ancien conseiller du Trésor, et l'"auteur d'un rapport célèbre sur la situation financière".

4. Chiffre du *Soleil* du 22 mars 1950, à la page 16. *La Patrie* du même jour, à la page 14, mentionne plutôt \$167,500,000.

5. *Le Canada* du 22 mars 1950, à la page 2, mentionne que durant le discours de M. Marler, le trésorier provincial, l'honorable M. Gagnon, va s'asseoir auprès de l'honorable M. Beaulieu. Par ailleurs, plusieurs journaux du 22 mars 1950 évaluent différemment la durée du discours de M. Marler. *L'Événement-Journal*, à la page 3, mentionne 1 h 25, *Le Canada*, à la page 2, écrit 1 h 30, alors que selon *Le Devoir*, à la page 3, il a duré près de deux heures. *The Montreal Daily Star*, à la page 4, rapporte pour sa part que le discours du chef de l'opposition a été "ponctué par le bruit sourd des pupitres que frappaient sept autres députés libéraux de l'opposition".

6. Chiffre du *Soleil* du 22 mars 1950, à la page 3. *Le Devoir* du même jour, à la page 10, mentionne plutôt \$35,000,000.

7. Chiffre de *L'Action catholique* du 22 mars 1950, à la page 21. *La Presse* du même jour, à la page 18, mentionne plutôt \$35,000,000.

8. Dates du *Soleil* du 22 mars 1950, à la page 6. *Le Canada* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt "de 40 à 49".

9. Donnée du *Soleil* du 22 mars 1950, à la page 6. *Le Canada* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt 26 %.

10. Selon *L'Événement-Journal* du 22 mars 1950, à la page 3, le discours de l'honorable M. Beaulieu a duré une cinquantaine de minutes.

11. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 22 mars 1950, à la page 3, rapporte que M. Earl participe à la discussion, mais nos sources ne nous donnent aucune indication sur ses propos.

12. Selon les journaux, la Chambre ne siège pas durant la soirée pour permettre au comité des bills publics de siéger.

Séance du mercredi 22 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 115 constituant en corporation la Compagnie du cimetière Saint-Michel de Shawinigan;
- bill 152 modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec;
- bill 161 concernant la Corporation de Prêt et Revenu;
- bill 54 modifiant la loi du Barreau;
- bill 229 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 153 constituant en corporation l'hôpital Laval ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à sa demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Compagnie du cimetière
Saint-Michel de Shawinigan**

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 constituant en corporation la Compagnie du cimetière Saint-Michel de Shawinigan.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte des sœurs
de la Charité de Québec**

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 152 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du Barreau

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 54 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 54 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des dentistes

M. Gatién (Maisonnette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 229 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 229 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation de Prêt et Revenu

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 concernant la Corporation de Prêt et Revenu.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 177 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;
- bill 134 modifiant la charte de la ville de Farnham;
- bill 135 modifiant la charte de la cité de Joliette;
- bill 117 modifiant la charte de la cité de Hull;
- bill 189 modifiant la charte de la cité de Rouyn;

- bill 190 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;

- bill 141 modifiant la charte de la ville de Magog;

- bill 157 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 204 modifiant la charte de la cité d'Arvida;

- bill 183 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Projets de loi:

Charte de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Rouyn

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 189 modifiant la charte de la cité de Rouyn.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 189 sans l'amender.

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Eustache

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Arvida

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 204 modifiant la charte de la cité d'Arvida.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 204 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Hyacinthe

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Farnham

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 modifiant la charte de la ville de Farnham.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 190 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 190 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 modifiant la charte de la ville de Magog.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Rivière-du-Loup

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 183 sans l'amender.

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Remboursement de droits:

Les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception

M. Fox (Brome) propose, du consentement unanime, que le bill 142 constituant en corporation les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception

ayant pour objet la propagation d'un culte religieux, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Hôpital Laval

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que le bill 153 constituant en corporation l'hôpital Laval ayant été retiré, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Projets de loi:

Charte de l'Université de Montréal

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 69 concernant la charte de l'Université de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Cette mesure fournit à l'Université une nouvelle méthode d'administration. Un conseil des gouverneurs et un comité exécutif seront nommés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ordre public

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 67 concernant l'ordre public.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Aux termes de ce bill, la Commission provinciale des relations ouvrières ne sera pas autorisée à émettre des certificats de reconnaissance aux associations de policiers et de pompiers qui ne sont pas constituées de policiers et de pompiers de la même cité ou ville. Par cette mesure, les policiers d'une municipalité ou d'une ville ne pourront faire partie que d'une union ou syndicat local.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Compagnies de fidéicomis

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de

présenter le bill 70 concernant la cession des biens des compagnies de fidéicommis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-David-de-Falardeau

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 73 concernant la municipalité scolaire de Saint-David-de-Falardeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 74 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la curatelle publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 75 modifiant la loi de la curatelle publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Caisses populaires

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 72 modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Municipalité de Saint-Simon-les-Mines, Beauce

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 230 érigeant la municipalité de Saint-Simon-les-Mines, dans le comté de Beauce.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Caisses populaires

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 72 modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires.

Adopté.

Successions de Napoléon Bastien et de Domitilde Paquette

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 concernant les successions de Napoléon Bastien et de son épouse Domitilde Paquette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession d'Herménégilde Martin

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 concernant la succession Herménégilde Martin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sainte-Agathe-des-Monts

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Travaux de la Chambre:

Projets de loi à étudier prochainement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce qu'il présentera une loi permettant à Hydro-Québec d'acheter les parts de la Keystone Transport, pour quelque \$1,100,000, prix de 510 parts, plus les bateaux de la compagnie et les profits accumulés, soit \$500,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur la législation à venir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'il y aura encore quelques autres projets qui seront déposés d'ici la fin de la session, mais que ceux-ci n'ont pas une très grande importance.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1950-1951 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 21 mars courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Ducharme (Laviolette) cède son droit de parole au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): (En anglais) Il serait dans l'intérêt public que la Législature de Québec ait son *Hansard*. Ce travail a déjà été effectué dans la Législature provinciale par une entreprise privée, et ce, jusqu'à 1891. La Chambre des communes a son *Hansard*, le congrès des États-Unis a son *Congressional Record* et l'Ontario a ses rapports polycopiés des débats de l'Assemblée législative de l'Ontario pour les besoins des députés et de la Tribune de la presse. Au Québec, nous n'avons aucun autre rapport que celui des journaux depuis ces dernières années et je pense qu'il est temps que la Chambre s'occupe de ce dossier.

Actuellement, le gouvernement paie tout le coût d'établissement d'une route qui passe à travers d'un village. C'est un aveu de la part du gouvernement à l'effet qu'il a des obligations financières pour l'entretien et la construction de toutes les artères qui font partie du réseau routier provincial, même si elles ne sont pas sous le contrôle direct du ministre de la Voirie.

Le principe de cette législation est certainement dans l'intérêt général et on devrait l'étendre aux cités et villes qui dépensent des sommes considérables pour le maintien et la construction des rues dont un grand nombre font partie du réseau routier provincial.

Ceci a été fait par le gouvernement de l'Ontario qui a toutefois réservé le droit de limiter les dépenses d'une ville si le montant proposé par le conseil municipal était jugé excessif. La province de l'Ontario paie plus de \$2,500,000 aux villes qui entretiennent cette partie du réseau routier qui les traverse. Toronto, pour sa part, a reçu en 1947 une

somme de \$896,678.59. Il (M. Earl) est favorable à ce que le gouvernement de Québec partage avec les municipalités les revenus de la taxe sur la gazoline. L'aide donnée aux villes de l'Ontario les a allégées d'un fardeau qui était devenu dans bien des cas excessif du fait qu'elles devaient tenir compte de la circulation venant de l'extérieur des limites des villes.

Un fardeau similaire est tombé sur les villes du Québec. Cependant, le gouvernement n'a pas encore accordé d'aide aux villes touchées par ce fardeau. Si le gouvernement de l'Ontario donne une subvention à la ville de Toronto d'environ \$1,000,000 par année, le gouvernement du Québec devrait être conscient de ses obligations et tenir compte du fait que la région métropolitaine de Montréal paie pratiquement 50 % des \$46,000,000 qui ont été collectés, en 1950, par le Trésor de la province en taxes sur la gazoline et en permis provenant des véhicules-moteurs. Le gouvernement devrait suivre l'exemple de l'Ontario en subventionnant les villes du Québec. Une partie de ces revenus devrait retourner aux villes pour les aider à construire et entretenir leurs pavages, spécialement sur les rues qui font partie du réseau routier de la province.

La ville de Montréal doit, dans un avenir immédiat, commencer des travaux sur les voies rapides pour alléger le trafic, et ce serait un bon moyen pour la province de Québec de partager le fardeau en redonnant à la ville et au district de Montréal une proportion des taxes que le gouvernement a reçues des automobilistes de Montréal dont plusieurs d'entre eux circulent seulement dans la ville de Montréal.

L'honorable M. Barrette (Joliette): M. l'Orateur, après le magnifique exposé de l'honorable trésorier provincial (M. Gagnon) et le discours irréfutable de mon collègue, le ministre du Commerce et de l'Industrie (l'honorable M. Beaulieu), il reste bien peu à ajouter sur la question financière¹. Qu'il me suffise de dire qu'ils ont tous deux établi la preuve, une fois de plus, devant toute la population, que la province de Québec est administrée de façon heureuse et sûre, par un gouvernement sage et prévoyant.

L'honorable secrétaire provincial (M. Côté) et l'honorable ministre du Bien-être social (M. Sauvé) vous ont montré, M. l'Orateur, que, dans le domaine de l'enseignement spécialisé en particulier, l'œuvre accomplie depuis cinq ans est en quelque sorte un défi à nos adversaires.

C'est quelque chose d'extraordinaire, c'est quelque chose d'insurpassable. Si la province de Québec était arriérée avant l'Union nationale, elle

occupe aujourd'hui le premier rang sur le plan de l'éducation et de l'enseignement spécialisé.

(Applaudissements à droite)

Depuis près de 15 ans dans cette Chambre, j'ai toujours participé chaque année à ce débat. Je ne crains pas d'affirmer, M. l'Orateur, que tous les ministres du présent gouvernement pourraient tour à tour confondre nos adversaires et réjouir les véritables patriotes par le compte rendu de leurs activités et des progrès accomplis dans la sphère qui leur est propre.

Je voudrais cependant mettre en évidence ce qui s'est accompli dans le ministère que j'ai l'honneur de diriger et les réformes sociales importantes réalisées par l'Union nationale. Depuis quelque temps, on parle de plus en plus de la question sociale. Vous me permettez bien, M. l'Orateur, de vous entretenir quelques minutes sur le sujet à la mode, et de vous dire ce que nous avons fait pour la masse des salariés dans notre province depuis cinq ans. Je n'hésite pas à déclarer que nous avons fait dans ce domaine tout notre devoir et que nous avons donné aux ouvriers plus que ce qu'ils étaient en droit de demander, plus que ce qui a été fait n'importe où ailleurs. Mais il me faudra auparavant faire un retour sur le passé et vous parler de la situation d'avant 1936, et durant l'administration de 1939 à 1944, sous le régime libéral, afin de mettre en comparaison le désarroi et l'inquiétude d'autrefois avec l'ordre et la confiance qui règnent aujourd'hui.

M. l'Orateur, avant 1936, c'était chez nous le règne des salaires de famine. Notre population, dans une province riche comme un empire, avait perdu confiance en l'avenir. Le chômage sévissait à travers la province; la misère habitait dans nos foyers. Je n'ai pas l'intention de vous raconter en détail cette triste histoire. Nos gens avaient perdu confiance en l'avenir et marchaient la tête basse; ils se demandaient pourquoi ils étaient aussi misérables dans une province aussi riche.

Avant 1936, nos gens étaient travailleurs autant qu'ils le sont aujourd'hui; ils voulaient travailler, et on leur refusait l'opportunité de gagner leur vie. Tous se rappellent ce que disait l'ancien premier ministre libéral aux industriels étrangers: "Venez vous installer chez nous, où il y a des ressources naturelles en abondance; vous les aurez à bon marché. Nous avons des ouvriers qui se contentent de peu, qui ne revendiquent rien. Nous vous céderons nos ressources naturelles à bon marché et vous fournirons de la main-d'œuvre à bas prix." C'est ainsi que les choses se passaient dans Québec, avant 1936, M. l'Orateur. Regardez aujourd'hui autour de vous et vous constaterez que

c'est partout la prospérité. Le gouvernement actuel du Québec a fait plus comparativement pour la masse que tout ce qui s'est fait ailleurs.

Mais nous avons changé tout cela. Le parti de l'Union nationale, dirigé par le grand patriote qui passera dans l'histoire comme le champion des revendications populaires et le véritable chef des Canadiens français, l'honorable premier ministre, a transformé le visage économique et renouvelé la figure sociale du Québec en moins de 10 années d'administration.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'Union nationale s'est fait le champion des petits, des miséreux, des travailleurs. Il a instauré dans la province un gouvernement véritablement social. Je me propose de démontrer par quelques chiffres quel régime a été le plus soucieux d'aider les travailleurs et les nécessiteux de toutes sortes.

On semble s'étonner que le budget de la province ait doublé depuis 1944. En effet, les libéraux avaient prédit que la prospérité de la province était due à la guerre et que tout cela ne serait que passager, qu'après la guerre nos revenus diminueraient. Pourtant, la prospérité a continué et nos revenus ont doublé, et cela, précisément en raison de l'activité économique intense et du progrès social inouï qui ont résulté du retour au pouvoir de l'Union nationale; activité et progrès qui ont eu pour effet bienfaisant d'apporter du bien-être et de la sécurité dans les familles des travailleurs tout en diminuant notre dette. Et je vais vous le prouver, M. l'Orateur. L'activité économique et le progrès social, fruits jumeaux de la confiance dans le présent et de l'espérance dans l'avenir, se sont traduits par une augmentation considérable des revenus de la province. Et ces revenus furent entièrement utilisés pour créer un bien-être et de la prospérité dans tous les milieux.

Qui en effet pourrait nier, M. l'Orateur, que la province se transforme de mois en mois, et d'une façon tellement rapide que l'on a peine à suivre la marche de son progrès? Dans tous les domaines, ce qui semblait inespéré l'an dernier est dépassé cette année; ce qui paraissait audacieux et téméraire encore hier est devenu réalité aujourd'hui; et la course rapide se poursuit toujours. Regardez aujourd'hui partout autour de vous. Il y a partout un optimisme sain, fait de force, de conviction et de foi, parce que nous avons un gouvernement dirigé par un homme qui veut que Québec, dans la seconde partie du vingtième siècle, soit l'endroit du monde où régnera le plus de prospérité, de justice et d'ordre.

L'Union nationale, M. l'Orateur, n'a pas eu à refaire son programme et n'a pas eu à se choisir de chef depuis 15 ans. C'est le même programme mis sans cesse à jour, appliqué par le même chef, et pour longtemps encore je l'espère, qui a donné à notre province une orientation nouvelle, une prospérité économique et un progrès social qui font notre orgueil et l'envie des autres provinces et des autres pays.

(Applaudissements à droite)

Dès son arrivée au pouvoir en 1936, l'Union nationale a tenu une session d'urgence, à peine un mois après les élections, pour remettre de l'ordre dans le présent et de l'espérance en l'avenir. Le chef de l'Union nationale avait promis de venir en aide aux miséreux, à ceux qui désespéraient. Comme première mesure urgente, il avait promis des pensions de vieillesse aux vieux et aux vieilles de la province.

À la première session, à l'automne 1936, l'Union nationale établissait un système de pensions de vieillesse efficace et paya les premières pensions de vieillesse dans notre province. Le Parti libéral, en reprenant le pouvoir en 1939, sabota la loi des pensions de vieillesse. La pension mensuelle moyenne tomba à \$15.76 par mois, en 1940, sous le régime libéral.

Après avoir réduit les pensions de vieillesse pendant quatre ans, les libéraux les remontèrent légèrement avant les élections de 1944, dans un effort pour reprendre le terrain perdu. Il faut dire que l'Union nationale a été beaucoup plus généreuse que le Parti libéral pour nos vieillards, qui méritent notre considération. De 1940 à 1945, sous le régime libéral, le total du montant des pensions de vieillesse versé se chiffrait par \$52,326,809.52, dont \$13,081,702.30 étaient versés par Québec; le nombre annuel moyen de vieillards bénéficiaires était de 48,098; et la pension mensuelle moyenne se chiffra à \$19.02. Or, sous l'Union nationale, de 1945 à 1950, pour une même période de temps, le total des pensions versées se monte à \$96,406,631.03 et la part de Québec fut de \$24,101,657.75; le nombre annuel moyen de bénéficiaires était de 58,649; et la pension mensuelle moyenne s'éleva à \$28.73.

C'est dire que, sous l'Union nationale, la province a payé \$11,019,955.45 de plus en cinq ans; 10,551 vieillards de plus ont bénéficié des pensions; et la pension de vieillesse a été haussée de \$9.71 par mois. En résumé, M. l'Orateur, \$10,000,000 de plus pour les vieillards; 10,000 pensions de plus et \$10 par mois de plus. Est-ce là le fait d'un gouvernement qui se désintéresse des questions

sociales? Le Parti libéral, lui, avait enlevé des centaines et des centaines de pensions, et diminué les autres à \$15.76, dès son retour au pouvoir en 1940. Voici deux partis politiques, deux idéologies, deux façons de penser, deux manières d'agir; et c'est la même chose pour tous les cas, comme je vais vous le prouver.

(Applaudissements à droite)

À la session de 1934, le premier ministre actuel, alors chef de l'opposition, présentait le bill 151, le 14 février, dans "le but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin". Ce projet de loi fut repoussé par le Parti libéral. Mais le chef de l'Union nationale, devenu premier ministre le 17 août 1936, devait appliquer, une fois au pouvoir, la réforme qu'il avait réclamée dans l'opposition. En conséquence, depuis la session de l'automne 1936, l'ouvrier blessé à son travail a droit au médecin de son choix. C'était la première d'une série de lois destinées à rendre justice aux travailleurs.

À la session suivante, en 1937, l'Union nationale a donné les allocations aux mères nécessiteuses et les pensions aux aveugles, ainsi que son chef, l'honorable premier ministre, avait promis de le faire.

Le Parti libéral, comme d'habitude, après avoir diminué les effets de la loi des pensions de vieillesse, a saboté la loi sociale de l'assistance aux mères nécessiteuses. Quand l'Union nationale quitta le pouvoir en 1939, l'allocation mensuelle aux mères nécessiteuses était de \$41.09; elle tomba à \$26.04 en 1940 sous le régime libéral. De 1940 à 1945, une moyenne annuelle de 8,263 mères nécessiteuses ont reçu une allocation mensuelle de \$28.67, soit une somme globale de \$14,001,113.05 en cinq ans. Sous l'Union nationale, de 1945 à 1950, 12,208 mères nécessiteuses en moyenne par année ont reçu une allocation mensuelle de \$33.20, soit une somme globale de \$24,106,771.49. L'Union nationale a donc donné aux mères nécessiteuses, en cinq ans, \$10,105,658.44 de plus; le nombre de bénéficiaires des allocations a augmenté de 3,945; l'allocation mensuelle a été haussée de \$4.53 par mois.

En résumé, l'Union nationale a payé \$10,000,000 de plus en allocations que les libéraux durant une même période de temps; 4,000 mères de plus profitent des allocations; l'allocation mensuelle a augmenté de \$5.

C'est la même chose pour les pensions aux aveugles. Toujours à la session de 1937, l'Union nationale a institué un système de pensions aux aveugles. Nous allons voir, M. l'Orateur, que, de nouveau, l'Union nationale a été beaucoup plus

généreuse que le régime libéral. De 1940 à 1945, la contribution fut de \$2,670,288.32 et la part de Québec dans les pensions aux aveugles fut de \$667,572.08; le nombre annuel moyen des aveugles était de 2,149; et la pension mensuelle se chiffra à \$21.50 en moyenne. Cela, pour le régime libéral.

Or, de 1945 à 1950, sous l'Union nationale, la contribution fut de \$5,351,951.41 et la part de Québec pour les aveugles s'éleva à \$1,337,987.85; le nombre des bénéficiaires passa à 3,092 par année en moyenne; et la pension mensuelle moyenne se chiffra à \$35.58. C'est dire que, sous l'Union nationale, les pensions aux aveugles furent augmentées de \$670,415.77 en cinq ans; que 953 bénéficiaires de plus par année profitèrent de ces pensions; et que la pension elle-même fut haussée de \$14.08 par mois.

Avant l'Union nationale, il n'existait dans Québec aucune protection pour le petit salarié. La seule loi relative aux salaires avait trait au salaire minimum des femmes; mais, en fait, cette protection n'était que dans les mots. Aucune loi libérale n'empêchait de payer des salaires de 15 cents de l'heure aux ouvriers de Québec pour une journée de 12 heures, comme cela se pratiquait en bien des endroits.

Des voix ministérielles: Honte!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Dès la session de 1937, l'Union nationale adoptait sa loi des salaires raisonnables dans le but de protéger tous les salariés, hommes et femmes, garçons et filles, dans les grandes villes et les petits centres, de l'industrie et du commerce, au moyen d'un salaire minimum. Je vous le demande, M. l'Orateur, est-ce là la conduite d'un gouvernement anti-ouvrier?

(Applaudissements à droite)

Ici encore, malheureusement, les libéraux ont pratiqué le sabotage de notre loi du salaire minimum, et je vais vous en donner un exemple bien triste. Le 17 octobre 1941, la Commission du salaire minimum effectuait la révision des ordonnances nos 6, 7, 10, 15, 17, 19, 22, 31, 32, 34, 35, 36 et 37. Cette révision stipulait une augmentation minime et ridicule de 1 cent à 3 cents l'heure pour les nombreuses catégories de salariés régis par ces 13 ordonnances différentes.

Les 30 octobre et 3 novembre 1941, un groupe de 13 arrêtés ministériels, signés par le ministre du Travail et par le premier ministre du temps, entre les numéros 2854 et 2911, approuvait les ordonnances en question. Et, le 8 novembre 1941, les 13 ordonnances avec les 13 arrêtés ministériels

étaient publiés dans la *Gazette officielle*. Or, le 19 décembre 1941, la Commission du salaire minimum adoptait l'ordonnance numéro 44 pour effacer l'augmentation infime et risible de 1 cent à 3 cents l'heure décrétée par elle deux mois plus tôt dans ses 13 ordonnances. Le 3 janvier 1942, l'arrêté ministériel 3519 approuvait l'ordonnance numéro 44. Et, le 10 janvier 1942, la *Gazette officielle* annonçait à des milliers d'ouvriers que leur augmentation de 1 cent à 3 cents était annulée pour ne pas nuire à l'effort de guerre.

Des voix ministérielles: Honte, honte!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Où sont, je vous le demande, M. l'Orateur, les véritables amis de la classe ouvrière? Moi je dis qu'ils se trouvent à votre droite!

(Applaudissements à droite)

Je vous dirai tout à l'heure ce que nous avons fait depuis que nous sommes revenus au pouvoir pour faire disparaître les ordonnances trop basses.

Nous constatons aujourd'hui que le chef de l'Union nationale a imprimé à la politique de son parti une continuité remarquable. En revenant au pouvoir, il a continué d'appliquer son programme. Il a corrigé le mal causé par les libéraux. Il a continué d'appliquer, mais avec plus d'humanité, les lois sociales. Il a amélioré la législation ouvrière. Il a donné à la province une orientation nouvelle.

Nos adversaires osent dire que le gouvernement actuel ne s'occupe pas des relations patronales-ouvrières. Vous allez constater, M. l'Orateur, par les quelques tableaux, par les chiffres que j'ai ici, lequel des deux partis en présence dans cette Chambre s'est vraiment préoccupé des relations industrielles dans la province.

Le 26 janvier 1944, alors que je siégeais dans l'opposition, je proposais que le bill no 3 intitulé loi instituant une Commission de relations ouvrières "soit retourné au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à garantir l'impartialité et la compétence de ceux qui seront appelés à administrer la loi, à sauvegarder les droits des ouvriers, et à accorder pleine et entière justice aux employés et aux employeurs".

Le Parti libéral vota en bloc contre mon amendement destiné à donner à la classe ouvrière des représentants au sein de la Commission.

Le gouvernement de l'Union nationale, pour montrer le degré de continuité existant dans son programme ouvrier, a nommé représentants ouvriers, sur la Commission de relations ouvrières, M. Alfred

Charpentier, ancien président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, et M. Elphège Beaudoin, ancien président de la Fédération provinciale du travail, qui sont tous deux commissaires. À la Commission des accidents du travail, le représentant ouvrier est M. F.-M. Rocheleau, ancien employé de chemin de fer. Est-ce là, je vous le demande, M. l'Orateur, l'attitude d'un gouvernement anti-ouvrier?

(Applaudissements à droite)

L'Union nationale avait aussi protesté, dans l'opposition, contre le caractère antidémocratique de la loi des relations ouvrières, laquelle loi exigeait que 60 % des ouvriers d'une usine fassent partie d'une union pour obtenir un certificat de reconnaissance syndicale. Ce certificat oblige l'employeur à négocier de bonne foi un contrat collectif de travail avec l'union de ses employés. Dès la première session après notre retour au pouvoir, la loi des relations ouvrières était rendue plus démocratique. Aujourd'hui, il suffit à l'union qui requiert un certificat de grouper la majorité des employés de l'usine, soit 50 % plus un. La recrudescence d'activités syndicales depuis cinq ans est le résultat direct de cet amendement.

Nous avons promis de faire droit aux revendications ouvrières et nous avons tenu parole. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a donné aux ouvriers le droit de se syndiquer, qui a obligé les patrons à négocier avec les syndicats, les unions de bonne foi officiellement reconnues. L'honorable premier ministre l'a toujours dit, et mes collègues aussi: nous sommes en faveur des unions, des unions bien faites qui sont des facteurs d'ordre et non des génératrices de désordre, des syndicats bien organisés. Il ne peut y avoir de doute à ce sujet. Et l'on ose dire et écrire que le gouvernement ne s'intéresse pas aux questions ouvrières, aux petits?

(Applaudissements à droite)

D'ailleurs, les chiffres ne mentent pas. Au 1^{er} septembre 1944, après six mois d'application de la loi des relations ouvrières, 97 contrats de travail avaient été déposés à la Commission. À la même date du 1^{er} septembre 1944, 32,652 salariés étaient régis par des contrats de travail. Or, au 1^{er} septembre 1949, après cinq ans d'Union nationale, soit en 60 mois, 3,100 contrats de travail avaient été déposés à la Commission de relations ouvrières; et 188,412 salariés étaient régis par des contrats de travail. Le résultat de cette courte comparaison, M. l'Orateur, c'est que, pour chaque période de six mois, trois fois plus de contrats de travail furent déposés à la Commission. Et six fois plus de salariés sont aujourd'hui régis par des contrats de travail.

Est-ce là, je vous le demande, M. l'Orateur, un indice que les relations patronales-ouvrières se sont détériorées dans Québec sous l'Union nationale, ou si ce n'est pas plutôt un signe éloquent de l'amélioration considérable dans les relations patronales-ouvrières sous l'Union nationale?

(Applaudissements à droite)

D'autre part, la Commission de relations ouvrières a pratiqué 3,792² enquêtes en cinq ans, soit une moyenne de deux enquêtes par jour; elle a conduit 95 votes de juridiction; elle a tenu 144 séances; elle a accordé 204 auditions. Ceci n'est sûrement pas la marque d'un gouvernement antipathique aux unions ouvrières.

(Applaudissements à droite)

Sous l'Union nationale, la loi de la convention collective, à cause d'une application meilleure, a produit des résultats supérieurs. En 1944, il y avait dans Québec 87 décrets en vigueur, gouvernant 135,000 salariés. Cinq ans plus tard, en septembre 1949, on comptait 96 décrets en vigueur, gouvernant 192,259 salariés, soit une augmentation de 41 %; 1,607 arrêtés ministériels furent adoptés, entre 1944 et 1949, pour la seule administration de la loi du décret. Je crois avoir le droit de dire, M. l'Orateur, qu'une chose semblable en un si court espace de temps constitue un événement unique. Il faut venir dans le Québec pour découvrir des accomplissements aussi extraordinaires que celui-là.

(Applaudissements à droite)

Il y a environ 5 % des salariés assujettis à des contrats collectifs de travail dont le nombre est inclus à la fois dans les statistiques relatives à la loi des relations ouvrières et à la loi de la convention collective. Cependant, la même chose existe pour tous les chiffres à ces deux sujets qui servent de termes de comparaison ou de base de calcul, de sorte que les chiffres cités sous les deux rubriques sont rigoureusement exacts aux points de vue comparaison et pourcentage.

Le mouvement ouvrier a connu un progrès remarquable dans Québec depuis quelques années, et pourquoi? Parce que, M. l'Orateur, le gouvernement a conseillé aux ouvriers de s'organiser. C'est pour cette raison que l'on constate des progrès syndicaux chez nous.

(Applaudissements à droite)

Sous le régime libéral, en 1944, on comptait 832 syndicats ouvriers dans Québec; et les syndicats déclaraient des effectifs de 188,714 syndiqués. Or, en 1949, sous l'Union nationale, le nombre des syndicats ouvriers avait passé à 1,118 après cinq ans; et les syndicats déclaraient des effectifs de 229,458 syndiqués ou membres d'unions.

Il y a donc 286 syndicats ouvriers de plus, soit 34 % d'augmentation, et 40,744 syndiqués ou membres d'unions de plus, soit 22 % d'augmentation. Pour votre information, M. l'Orateur, les chiffres que j'ai cités sur les effectifs syndicaux sont tirés des statistiques officielles du gouvernement fédéral.

(Applaudissements à droite)

Chose étrange, M. l'Orateur, le gouvernement de l'Union nationale, que nos adversaires s'ingénient et s'acharnent à décrire comme étant anti-ouvrier, a précisément pratiqué, à la demande des unions, 370 enquêtes en cinq ans sur les activités antisyndicales de certains employeurs. Voici le détail de ces enquêtes: 1948-1949, 129 enquêtes; 1947-1948, 102 enquêtes; 1946-1947, 96 enquêtes; 1945-1946, 83 enquêtes; soit un total de 370 enquêtes concernant 356 établissements et affectant 13,928³ membres d'unions. Ces plaintes sur lesquelles on a enquêté étaient justement portées par des ouvriers qui se plaignaient que leurs employeurs les empêchaient de s'organiser. On a donc une fois de plus, M. l'Orateur, la preuve irréfutable, par le langage des chiffres, que les accusations libérales contre l'Union nationale, en matière ouvrière, sont complètement dénuées de fondement dans la réalité. Ces chiffres sont tirés des statistiques officielles.

On peut dire sans exagérer, M. l'Orateur, que, sous le régime libéral, la conciliation était presque inexistante. On en jugera par les chiffres suivants: au 1^{er} avril 1949, notre service de conciliation comptait 18 officiers, à comparer avec cinq au 1^{er} avril 1945. Sous le régime libéral, il y eut, en quatre ans, de avril 1940 à avril 1944, 82 conciliations en tout et partout, soit: sept conciliations, en 1940-1941; 13, en 1941-1942; 16, en 1942-1943; et 46, en 1943-1944, pour former un total de 82 conciliations. Or, sous l'Union nationale, en quatre ans, il y eut 1,055 conciliations, soit: 138 conciliations, en 1945-1946; 220, en 1946-1947; 313, en 1947-1948; et 384, en 1948-1949, pour former un total de 1,055 conciliations. Ce sont les chiffres tirés des rapports généraux, des statistiques. Et les libéraux viendront dire ensuite que l'Union nationale ne s'occupe pas de régler les différends ouvriers!

N'est-il pas vrai, au contraire, qu'à chaque fois qu'il y a danger de conflit quelque part, nous envoyons là des hommes bien qualifiés, pour rencontrer patrons et ouvriers et les faire s'entendre, afin de dissiper les causes de malaise et rendre l'atmosphère meilleure en les réunissant ensemble pour qu'ils se comprennent mieux. Les 1,055 conciliations qui ont pris place de 1945 à 1949, sous l'Union nationale, concernaient 5,612 employeurs

et affectaient 240,376 ouvriers; 514 conciliations amenèrent un règlement satisfaisant pour les deux parties, à savoir: 3,601 employeurs et 112,444 ouvriers. Cela, M. l'Orateur, c'est pour la conciliation seulement. Il y eut donc 13 fois plus de conciliations en quatre années d'Union nationale que dans quatre ans de régime libéral.

(Applaudissements à droite)

Quant à l'arbitrage, M. l'Orateur, je vais donner des statistiques à partir d'avril 1949 à avril 1940; en retournant en arrière de cette façon, nous apprendrons des choses extrêmement intéressantes. Sous l'Union nationale, il y eut, en 1948-1949, 99 arbitrages; 99 arbitrages également, en 1947-1948; 50, en 1946-1947; et 44, en 1945-1946. Ceci, en quatre ans d'Union nationale. Sous le régime libéral, si on part d'avril 1944 pour retourner en arrière jusqu'à avril 1940, on constate qu'il y eut 11 arbitrages, pour 1943-1944; trois, en 1942-1943; cinq, en 1941-1942; et, en 1940-1941, 0 arbitrage. Ici, M. l'Orateur, il m'est difficile d'établir une comparaison sur l'arbitrage entre le régime libéral et l'Union nationale parce que le terme libéral de la comparaison égale zéro.

(Rires)

Il y eut donc 292 arbitrages en quatre années d'Union nationale, à comparer avec 19 arbitrages dans quatre ans de régime libéral, soit 15 fois plus d'arbitrages. Les 292 arbitrages impliquaient 6,727 employeurs et affectaient 155,706 ouvriers. Et plus il y a d'arbitrages, moins il y a de grèves, comme je vais vous le prouver.

Les libéraux prétendent que, sous l'Union nationale, une vague de grèves a déferlé sur la province de Québec. Cette injuste prétention, M. l'Orateur, constitue une calomnie pure et simple. Et les chiffres officiels se chargent d'infliger un démenti formel à telle affirmation. La vérité vraie, c'est qu'il y a eu deux fois moins de grèves et de grévistes dans Québec sous l'Union nationale que sous le régime libéral. De mars 1940 à mars 1944, à savoir durant quatre années complètes de régime libéral, il y a eu, dans Québec, 355 grèves affectant 143,780⁴ grévistes. Par contre, de mars 1945 à mars 1949, à savoir durant quatre années complètes d'Union nationale, ou durant une même période de temps, il y a eu, dans Québec, 215 grèves affectant 70,865 grévistes.

Bien plus, dans une seule année, 1943-1944, sous le régime libéral, il y a eu plus de grévistes dans Québec, à savoir 80,375, que dans quatre années d'Union nationale, de 1945 à 1949, avec 70,865 grévistes. Sous l'Union nationale, 70,000 grévistes en

quatre ans; sous le régime libéral, 80,000 grévistes dans un an. Et les libéraux osent dire que les grèves ont abondé sous l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

En 1937, le gouvernement de l'Union nationale a adopté une loi du salaire minimum; entre 1939 et 1944, cette loi a été sabotée par le régime libéral. Mais nous sommes revenus au pouvoir en 1944, et, en 1946, nous avons apporté des améliorations nombreuses et substantielles à notre loi du salaire minimum. De 1939 à 1944, M. l'Orateur, le nombre des ordonnances avait été multiplié à l'infini, de sorte que la plupart des salariés, au lieu de bénéficier du salaire plus élevé prévu par l'ordonnance générale numéro 4, tombaient sous le coup d'une quantité illimitée d'ordonnances particulières prévoyant des salaires minima inférieurs à ceux établis par l'ordonnance générale numéro 4.

C'est pourquoi nous avons demandé à la Commission du salaire minimum de réduire de 27 à 11 le nombre de ses ordonnances, en supprimant les plus basses et haussant de 50 % les taux des ordonnances les plus hautes. En procédant ainsi, nous avons doublé la moyenne des taux de nos ordonnances en vigueur.

En 1946, M. l'Orateur, nous avons demandé à la Commission du salaire minimum d'effectuer une révision complète des taux minima généraux prévus dans l'ordonnance numéro 4. En conséquence, les taux moyens des salaires minima pour 550,000 salariés furent haussés considérablement. Ceci signifiait une augmentation annuelle d'au moins \$132,000,000 dans le salaire minimum de 550,000 salariés. On peut dire avec raison, M. l'Orateur, que, sous l'Union nationale, l'ordonnance numéro 4 est devenue la grande charte des petits salariés du Québec.

(Applaudissements à droite)

En 1946, en vertu d'un amendement apporté par l'Union nationale à la loi du salaire minimum, la Commission du salaire minimum a adopté l'ordonnance numéro 2, prévoyant le paiement du surtemps pour tous les salariés payés à l'heure. Autrefois, si un ouvrier faisait du temps supplémentaire, son employeur n'était pas tenu, après 48 heures, de payer une fois et demie le salaire réel, mais une fois et demie le salaire fixé par une ordonnance. Quand l'ouvrier gagnait plus que le taux de l'ordonnance, l'employeur payait le surtemps sur le salaire légal, et non pas sur le véritable salaire.

Cet amendement à la loi garantit que tout travail exécuté en plus des heures régulières de travail sera payé une fois et demie le salaire ordinaire. Plusieurs milliers d'employés voient ainsi

leur salaire augmenté. C'est là un exemple de ce que le gouvernement Duplessis a fait pour les ouvriers. Et ceux qui veulent se renseigner oseront-ils encore prétendre que nous nous désintéressons des questions ouvrières?

En 1946, par l'ordonnance numéro 3, suivant un amendement à la loi du salaire minimum, nous avons donné des vacances payées à 550,000 salariés. Cela veut dire que les employeurs payent maintenant chaque année \$19,000,000³ en vacances payées à diverses catégories de salariés qui auparavant n'en avaient pas.

(Applaudissements à droite)

Avant 1949, les ouvriers de la construction n'avaient pas de vacances. Nous venons d'organiser, dans les villes de Montréal et de Hull, un système de vacances payées, au moyen de carnets de timbres, pour les métiers de la construction. Déjà, \$700,000 de timbres ont été achetés, la vente des timbres se fait au rythme de \$100,000 par mois, et 45,000 ouvriers, qui n'avaient jamais eu de vacances payées, en auront à l'avenir. Ce système commence à se répandre dans les autres centres de la province.

(Applaudissements à droite)

Encore une fois, tout cela montre la continuité dans le programme du gouvernement de l'Union nationale. Nous avons passé la loi du salaire minimum en 1937, et nous avons continué de l'amender, depuis que nous sommes revenus au pouvoir en 1944, de toutes les façons possibles. Les chiffres que je viens de citer, tirés des statistiques officielles, apportent la preuve éclatante que cette loi, notre loi, produit des effets bienfaisants pour les ouvriers non organisés.

On a beaucoup parlé, M. l'Orateur, depuis quelque temps, car ce sujet est très à la mode, des salaires et des augmentations de salaire. Je n'ai pas de chiffres complets, mais je puis vous mettre au courant des augmentations pour certains groupes de travailleurs dans la province de Québec. Je parlerai d'abord de l'augmentation dans les taux horaires de salaires, pour ensuite mentionner l'augmentation globale des salaires.

Dans la ville de Québec par exemple, les salaires minima, dans l'industrie de la construction en particulier, ont été augmentés en moyenne de 39 cents l'heure sous l'Union nationale, et sont 50 % plus élevés que sous le régime libéral, et cela, pour la seule ville de Québec. À ces minima, il faut ajouter 10 % pour établir l'augmentation réelle des taux horaires. C'est dire que les salaires, dans l'industrie de la construction à Québec, ont augmenté de 60 % sous l'Union nationale.

Quant à Montréal, toujours dans l'industrie de la construction, les taux minima, qui avaient déjà augmenté de 42 cents l'heure sous l'Union nationale et étaient déjà 49 % plus élevés que sous le régime libéral, ont été de nouveau haussés en vertu du récent contrat, signé le 23 février dernier, de 14 cents l'heure en moyenne, soit une augmentation de 56 cents l'heure, ou 65 %, sous l'Union nationale, pour les 40,000 ouvriers de la construction à Montréal.

(Applaudissements à droite)

Et, ici encore, il faut ajouter aux taux minima un autre 10 % pour établir l'augmentation réelle des taux horaires. C'est dire que les salaires dans l'industrie de la construction à Montréal ont augmenté de 75 % sous l'Union nationale.

Je parlerai plus loin, M. l'Orateur, de l'industrie textile. Mais je veux tout de suite, pendant que je traite la question des salaires horaires, vous citer quelques chiffres officiels sur l'augmentation des taux horaires dans l'industrie textile.

Coton:

1944 - janvier - 1949:

Taux moyen: *Hommes*: 51 cents; 86 cents;
Augmentation: 35 cents ou 69 %;
Taux moyen: *Femmes*: 41 cents; 74 cents;
Augmentation: 33 cents ou 81 %.

Laine:

1944 - janvier - 1949:

Taux moyen: *Hommes*: 48 cents; 77 cents;
Augmentation: 29 cents ou 60 %;
Taux moyen: *Femmes*: 35 cents; 59 cents;
Augmentation: 24 cents ou 69 %.

Tricot:

1944 - janvier - 1949:

Taux moyen: *Hommes*: 58 cents; 89 cents;
Augmentation: 31 cents ou 53 %;
Taux moyen: *Femmes*: 36 cents; 56 cents;
Augmentation: 20 cents ou 56 %.

Rayonne:

1944 - janvier - 1949:

Taux moyen: *Hommes*: 54 cents; 83 cents;
Augmentation: 29 cents ou 54 %;
Taux moyen: *Femmes*: 37 cents; 66 cents;
Augmentation: 29 cents ou 78 %.

En résumé, M. l'Orateur, dans l'industrie textile, les salaires moyens ont augmenté de 29 cents l'heure sous l'Union nationale, et ils sont 65 % plus élevés que sous le régime libéral; à quoi il faut

ajouter les augmentations additionnelles obtenues depuis octobre 1948.

En effet, les chiffres officiels que je viens de citer sur les taux horaires dans l'industrie textile sont tirés du Rapport fédéral numéro 31 sur les "salaires et heures de travail au Canada"; or, ce rapport fournit les détails jusqu'à octobre 1948 seulement. Il y a donc lieu d'ajouter un autre 10 % aux taux horaires du textile; et il en résulte que l'augmentation des salaires dans l'industrie textile a été de 75 % sous l'Union nationale. Il est important de noter, M. l'Orateur, que l'industrie textile emploie environ 50,000 hommes et femmes, car elle inclut toutes les catégories de travailleurs dans le coton, la laine, la rayonne, le nylon, etc.

Dans l'industrie du vêtement, qui emploie environ 30,000 hommes et femmes, l'augmentation des salaires a été de 34 cents l'heure, ou 66 %, dans la confection pour hommes; et de 52 cents l'heure, ou 70 %, dans la confection pour dames.

Dans l'industrie de la pulpe et du papier, l'augmentation a été de 47 cents l'heure ou 66 % en quatre ans. Dans l'industrie de l'acier, l'augmentation a été de 39 cents l'heure, ou 60 %, en 1944 et 1948; elle dépasse aujourd'hui 70 %, car il faut ajouter, ici encore, à tous ces taux tirés des statistiques fédérales, au moins 10 % pour les augmentations additionnelles depuis octobre 1948 jusqu'à mars 1950.

En résumé, les augmentations de salaires dans les industries les plus importantes ont dépassé 75 % sous l'Union nationale. (Tendant le bras vers le ciel) Il n'est pas étonnant, M. l'Orateur, que les revenus de la province soient doublés. Cet argent remue sans cesse et retourne en circulation. Cet argent provient de l'activité économique dans la province et de la politique du gouvernement qui veut faire bénéficier du progrès toute la population de Québec; d'où plus de bien-être et de sécurité pour le peuple de la province.

On peut dire, M. l'Orateur, que depuis septembre 1944 à mars 1950, les salaires ont pratiquement doublé dans Québec, sous l'Union nationale. Et surtout, je suis en mesure de prouver, au moyen de chiffres officiels, mon affirmation. Le langage des chiffres, M. l'Orateur, est froid; mais il possède un sérieux avantage sur les discours enflammés, il dit la vérité.

Sept cent quatre-vingt mille⁶ salariés sont assujettis à la loi du salaire minimum; l'augmentation globale dans leur cas, entre 1944 et 1949, sous l'Union nationale, s'est élevée à \$347,000,000.

(Applaudissements à droite)

Il s'agit là d'un chiffre basé sur les rapports des inspecteurs et les statistiques de la Commission

du salaire minimum. Cent quatre-vingt-dix mille salariés sont gouvernés par la loi des relations ouvrières; l'augmentation globale dans leur cas, entre 1944 et 1949, sous l'Union nationale, s'est élevée à \$105,000,000 et 188,000 salariés régis par la loi de la convention collective ont obtenu une augmentation globale de \$168,000,000.

(Applaudissements à droite)

Des rapports bien incomplets indiquent qu'en particulier 8,500 employés municipaux ont obtenu une augmentation globale de salaires de \$4,775,000, sous l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

Vingt et un mille cinq cent onze⁷ ouvrières et ouvriers du textile (coton) ont obtenu une augmentation globale de salaires de \$15,570,522⁸, sous l'Union nationale. Les salaires sont aussi bons aujourd'hui dans le textile que dans n'importe quelle autre industrie.

(Applaudissements à droite)

Tous ces chiffres sont fournis par la Commission de relations ouvrières. Quant à l'industrie de la construction, qui emploie 82,000 salariés, dans cinq centres sur 12, soit Québec, Chicoutimi, Trois-Rivières, Sherbrooke et Montréal, 69,000 ouvriers de la construction ont obtenu une augmentation globale de salaires de \$67,500,000, sous l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

Toujours depuis 1944, dans l'industrie du meuble, l'augmentation globale fut de \$5,200,000 pour 4,900 salariés; dans l'industrie de la chaussure, \$5,600,000 pour 13,285 salariés; dans l'industrie du vêtement, \$20,700,000 pour 28,105 salariés; dans l'industrie de l'imprimerie à Montréal, \$6,300,000 pour 5,780 salariés; soit une somme globale de \$105,000,000 pour 121,000 salariés.

Les chiffres en question sont fournis par les comités paritaires. Quant aux 69,000 autres salariés régis par décrets, l'augmentation globale des salaires dans leur cas fut de \$63,000,000.

(Applaudissements à droite)

En résumé, M. l'Orateur, d'après les chiffres officiels, l'augmentation globale des salaires dans Québec en cinq ans, sous l'Union nationale, atteint la somme formidable de \$620,000,000.

(Applaudissements à droite)

C'est sûrement là un pas de géant sur le chemin de la justice sociale. Je crois pouvoir dire que Québec peut donner un exemple magnifique au reste du monde, et que c'est ici que réside la véritable justice sociale.

(Applaudissements à droite)

Je n'ai pas les chiffres complets, mais je pourrais vous parler des instituteurs et institutrices.

Mon collègue, l'honorable secrétaire provincial (M. Côté), a discuté la question en détail. Permettez-moi cependant, M. l'Orateur, de vous rappeler certains chiffres.

En 1943-1944, sous le régime libéral, les institutrices rurales gagnaient \$412.50 par année; en 1948-1949, sous l'Union nationale, elles gagnent \$722.05 par année; il s'agit là de moyennes. L'augmentation générale moyenne pour les institutrices rurales a donc été de \$310, sous l'Union nationale. C'est dire que le salaire de la maîtresse d'école du rang a quasiment doublé, sous l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

En 1943-1944, sous le régime libéral, le traitement moyen des instituteurs urbains était de \$2,153.50; en 1948-1949, sous l'Union nationale, il s'est élevé à \$2,973.45, soit \$820 de plus par année en moyenne.

(Applaudissements à droite)

En 1943-1944, le traitement moyen des institutrices urbaines était de \$887.50 par année; en 1948-1949, sous l'Union nationale, il s'est élevé à \$1,522.82, soit \$635 de plus par année en moyenne.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, je ne compte pas un grand nombre d'employés d'usines, comme les Angus Shops, ou de chemins de fer. Je n'ai pas non plus tous les chiffres pour les employés des municipalités et tous les instituteurs.

Mais une chose est certaine: Les salaires ont augmenté d'au moins \$620,000,000 par année au Québec, depuis le retour au pouvoir de l'Union nationale en 1944.

Ces argents, qui viennent de milliers et de milliers de canaux différents, jetés dans la masse de la population, amènent des activités, du bien-être, de la sécurité, accélèrent les progrès de la province dans tous les domaines, maintiennent un optimisme sain et assurent, dans un climat de prospérité générale, le maintien de l'ordre et de la justice.

Tout cela indique que la province de Québec marche avec rapidité vers un avenir merveilleux. Notre province a longtemps attendu ce progrès. Mais notre patrie canadienne-française a maintenant à sa tête un homme, l'honorable premier ministre, qui consacre sa vie et son cœur généreux à travailler au bien de ses compatriotes.

(Applaudissements à droite)

Au sujet des augmentations de salaires, je me rappelle ce qu'avait fait l'ancien premier ministre de la province, M. Godbout, qui avait donné des ordres que pas un employé féminin ne devait gagner plus de \$1,200 par année.

Des voix ministérielles: Honte!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Comme conséquence, quelques jeunes filles qui gagnaient \$1,300 ou \$1,400 ont vu leur salaire diminuer. Ça, c'était sous le régime de nos prédécesseurs. Aujourd'hui, le maximum de \$1,200 sous les libéraux est devenu le minimum des commençantes sous l'Union nationale.

M. l'Orateur, nous avons fait bien des choses, accompli beaucoup, réalisé des œuvres nombreuses, dans le domaine ouvrier, montrant toujours la continuité de notre politique, la logique de notre programme et la sagesse de notre orientation. Nous avons manifesté pour la classe ouvrière un intérêt constant, et apporté une attention vigilante à la solution des problèmes ouvriers.

L'Union nationale a effectué plusieurs changements efficaces et bienfaisants dans la loi des accidents du travail. Nous avons augmenté les indemnités payables aux victimes d'accidents du travail. Autrefois, le salaire maximum pour le calcul du paiement de l'indemnité était de \$2,000. À la session de 1947, nous avons porté ce plafond à \$2,500. Cela veut dire que l'ouvrier blessé à son travail reçoit maintenant jusqu'aux deux tiers ($\frac{2}{3}$) d'un salaire annuel de \$2,000. La Commission ne tenait pas compte d'aucun salaire supérieur à \$2,000 pour établir le pourcentage de l'indemnité. Notre amendement augmentait de 25 % l'indemnité maximum que peut recevoir un ouvrier blessé à son travail.

De plus, à la session de 1945, nous avons augmenté l'indemnité minimum de 20 %. Enfin, à la session de 1945, nous avons augmenté les rentes mensuelles payables aux veuves et aux enfants des victimes d'accidents du travail, portant la rente à \$45 par mois pour la veuve sans enfant, et \$10 par mois pour les deux premiers enfants, soit un minimum de \$65 quel que fût le salaire de l'ouvrier défunt, protégeant ainsi la famille des petits salariés qui ont perdu la vie à leur travail.

En cinq ans, sous l'Union nationale, de 1945 à 1950, la Commission des accidents du travail a payé tout près de \$50,000,000 aux ouvriers victimes d'accidents ou à leurs familles, soit la somme de \$49,234,982.98, comme suit:

- assistance médicale: \$8,504,611.39;
- incapacité temporaire: \$16,623,864.10;
- incapacité permanente: \$16,532,851.66;
- décès: \$4,743,124.29;
- correction du fonds de pension: \$2,830,531.54.

Soit un grand total de \$49,234,982.98 pour le bénéfice des ouvriers victimes d'accidents du travail et leurs familles.

(Applaudissements à droite)

On constate, à l'examen de tels chiffres, de quelle façon sympathique, avec quel esprit social et de quelle manière humaine, la loi des accidents du travail fut amendée, appliquée et administrée, sous l'Union nationale.

Nous avons voulu faire plus et mieux encore pour les ouvriers victimes d'accidents du travail. Dès le retour au pouvoir de l'Union nationale en 1944, le nouveau gouvernement a apporté une attention particulière au sort des ouvriers infirmes. Il existait à cette époque, en notre province, une véritable petite armée de malheureux ouvriers mutilés ou estropiés dans des accidents du travail. Ces infortunés travailleurs comptant sur la seule rente prévue dans leur cas pour subsister, condamnés à traîner sans espoir leur infirmité, comme un boulet, à travers une existence inutile, constituaient un fardeau pour leur famille et une charge pour la société. Émue de cette tragique condition, l'Union nationale s'est préoccupée d'y apporter un remède approprié, car, avec nous, la compassion prend toujours la forme de l'action.

(Applaudissements à droite)

C'est pourquoi le ministère du Travail a doté la Commission des accidents du travail d'un organisme de réhabilitation, comprenant une Clinique de réhabilitation physique et un Service de réhabilitation sociale.

La Clinique de réhabilitation, établie à Montréal en 1947, occupe un vaste édifice sur l'avenue Laurier. La Clinique traite en moyenne, par la physiothérapie, 75 patients par jour, et elle donne en moyenne sept traitements par jour à chaque patient, alors que, dans les hôpitaux les mieux organisés, on donne habituellement un traitement par jour. Parce que, en matière de physiothérapie, la clé du succès réside dans la variété et l'intensité des traitements, la Clinique de réhabilitation, grâce à son organisation particulièrement efficace et son opération remarquablement efficiente, est en mesure de produire des résultats simplement merveilleux. La durée moyenne du séjour d'un patient à la Clinique est de 33 jours; et l'ouvrier reçoit, durant toute cette période, les deux tiers ($\frac{2}{3}$) de son salaire. Chaque patient bénéficie d'une moyenne de 204 traitements durant son séjour à la Clinique. Toutes les dépenses de l'ouvrier, telles que logement, pension et transport sont payées par la Commission des accidents du travail.

De avril 1947 à octobre 1949, soit en deux ans et demi, la Clinique a donné 340,012 traitements de physiothérapie à 1,716 patients, comme suit:

Traitements

Électrothérapie (traitement par électricité).....	48,337
Diathermie (traitement par la chaleur)	41,097
Actinothérapie (traitement par la lumière).....	37,113
Massothérapie (massages).....	23,292
Mécanothérapie (traitement par appareils mécaniques).....	27,094
Hydrothérapie (traitement par l'eau).....	32,813
Kinésithérapie (exercices physiques)	62,563
Réadaptation au travail (exercices de métier)....	67,703
<i>Total des traitements de physiothérapie.....</i>	<i>340,012</i>

(Applaudissements à droite)

De plus, la Clinique a pratiqué 8,637 examens radiologiques et donné 1,435 traitements de radiothérapie. Sur 1,237 patients traités à la Clinique, de avril 1947 à avril 1949, soit dans deux ans, on a constaté, chez 1,080 patients, ou dans 87 % des cas, une amélioration considérable allant jusqu'à la réhabilitation complète.

L'état de 125 patients a été amélioré de 10 % à 25 %.

L'état de 207 patients a été amélioré de 25 % à 50 %.

L'état de 489 patients a été amélioré de 50 % à 75 %.

L'état de 259 patients a été amélioré de 75 % à 100 %.

Patients améliorés: 1,080.

Degré d'amélioration: 10 % à 100 %.

(Applaudissements à droite)

Mille quatre-vingts ouvriers, M. l'Orateur, dont un bon nombre n'auraient jamais pu travailler, sont retournés à leur travail en conservant le montant total des indemnités qui représentent dans certains cas 50 % ou plus de leur ancien salaire. Ces ouvriers reçoivent souvent un salaire aussi élevé que celui qu'ils gagnaient auparavant, et en plus leur indemnité; ça, c'est de la véritable réhabilitation.

(Applaudissements à droite)

La misère qui existait autrefois dans certains foyers avait comme origine un accident du travail. L'ouvrier blessé recevait une rente de 30 % à 35 % de son ancien salaire; il devenait chômeur; il était oublié par la société; ses enfants devaient commencer à travailler à l'âge de 14 ou 15 ans; cela voulait dire un foyer de misère de plus pour tout le monde. Aujourd'hui, lorsqu'un ouvrier blessé au travail est guéri médicalement, on le reçoit à la Clinique de réhabilitation. Nos spécialistes lui donnent des traitements. Ceci aide un grand nombre d'ouvriers à

retourner au travail et à mieux faire vivre leur famille. Cet ouvrier est remis en état de travailler. Il conserve son indemnité et gagne de nouveau un salaire.

Dès janvier 1945, le ministère du Travail établissait un Service de réhabilitation sociale à la Commission des accidents du travail. Il est évident, M. l'Orateur, que, dans plusieurs cas d'accidents, à cause de la nature des blessures, l'ouvrier, quoique guéri, éprouvera de la difficulté à reprendre son ancien travail ou à obtenir un nouvel emploi. Ainsi, l'ouvrier qui a perdu la main droite dans un accident demeure, bien que guéri et rétabli, affecté d'une incapacité qui complique, par son caractère, son retour au travail.

Ce Service de réhabilitation, qui complète le travail de la Clinique, a pour but d'aider les ouvriers handicapés dans la recherche et la découverte d'un emploi conforme à leur condition. Les officiers de ce service rencontrent et persuadent les employeurs anciens ou nouveaux que ces ouvriers handicapés, compte tenu de leur état, sont capables d'occuper une fonction appropriée à leur incapacité.

De janvier 1945 à octobre 1949, soit en près de cinq ans, le Service de réhabilitation a eu en main 5,060 cas. Le Service a retourné au travail, depuis sa fondation, par démarches, visites et correspondance, 3,685 ouvriers affligés d'une incapacité allant de 10 % à 100 %.

(Applaudissements à droite)

Durant l'année 1949, à titre d'exemple, le Service de réhabilitation a placé sept ouvriers avec un bras amputé, et cinq avec une jambe coupée. Ces 12 ouvriers, en plus de gagner un salaire égal ou supérieur à celui d'avant leur accident, reçoivent une rente à vie variant de \$30 à \$80 par mois. Quand il s'agit de jeunes hommes, le Service de réhabilitation s'occupe de leur faire apprendre un métier, grâce à des bourses. Eh bien, c'est cela, la réhabilitation.

(Applaudissements à droite)

En passant, M. l'Orateur, je désire souligner que notre service de placement provincial a pris une expansion considérable sous l'Union nationale. Le service de placement compte maintenant des bureaux dans 17 centres de la province. En 1945-1946, nous avons mis sur pied une nouvelle section spécialement affectée au placement des jeunes; et, en 1946-1947, nous avons organisé une section de placement pour les bûcherons. Entre 1945 et 1949, soit en quatre ans, le service de placement provincial a placé 436,364 personnes, sur un total de 457,724 personnes qui sollicitaient de l'emploi, soit un pourcentage de 95.2 %.

(Applaudissements à droite)

Il s'agit évidemment, dans une bonne proportion, d'emplois saisonniers, mais on se rend compte des services immenses que rendent à la classe ouvrière les bureaux du service de placement. Il est facile de constater, d'après les chiffres que je viens de citer, que les ouvriers du Québec ont besoin d'un service de placement provincial, familier avec leur mentalité, au courant de leurs problèmes, et au fait de leurs aptitudes.

(Applaudissements à droite)

À l'automne de 1947, le ministère du Travail a créé, au service de placement provincial, une section spéciale destinée à la réhabilitation et au placement des tuberculeux guéris. Cette section nouvelle a des bureaux à Québec et à Montréal. Et les chefs de ces bureaux sont logiquement deux personnes qui connaissent la vie du sanatorium et les difficultés qu'éprouvent les anciens tuberculeux pour se trouver un emploi après une longue période d'inactivité.

La lutte à la tuberculose comprend trois phases distinctes: la prévention, la guérison et la réhabilitation. Vous savez, M. l'Orateur, que le gouvernement de l'Union nationale consacre des millions chaque année à la guérison de la tuberculose. Vous n'ignorez pas non plus que le ministère de la Santé accomplit un travail immense dans la prévention de la tuberculose. Il restait donc à s'occuper, d'une façon particulière, des anciens tuberculeux qui sortent guéris des sanatoriums construits par le gouvernement de l'Union nationale et où ils furent soignés gratuitement grâce au sens social de ce même gouvernement.

(Applaudissements à droite)

Le ministère du Travail a voulu en conséquence mettre à la disposition des anciens tuberculeux un service de réhabilitation et de placement exprès pour eux, et il a en outre confié la direction de ce service à deux hommes qui, ayant partagé les souffrances et connu les problèmes des anciens tuberculeux dans leur chair et dans leur cœur, sont plus aptes à les comprendre et mieux préparés à les aider. Le Bureau de réhabilitation et de placement des anciens tuberculeux existe depuis deux ans à peine. Or, ce bureau a déjà obtenu un emploi approprié à 257 tuberculeux guéris. De plus, 32 jeunes tuberculeux guéris ont obtenu des bourses pour l'étude d'un métier.

Nous avons aussi donné à nos jeunes ouvriers les moyens d'apprendre un métier pour gagner leur vie, afin qu'ils puissent atteindre à de meilleures situations, et posséder plus tard cette fierté du métier qui leur permettra de devenir quel'un dans la société et de n'être plus considérés comme des

victimes du sort. Après la guerre, qui faisait suite au chômage, le Québec se rendit compte que, au besoin de constructions nouvelles, correspondait l'absence de main-d'œuvre qualifiée. Les jeunes chômeurs étaient devenus des soldats. L'industrie de la construction n'avait pas formé d'apprentis depuis 15 ans. J'ai soumis un programme au premier ministre concernant cette question de l'apprentissage, et il m'a répondu: "Nous allons adopter la loi nécessaire, à la prochaine session." La formation d'ouvriers pour l'industrie de la construction s'imposait avec urgence. À Montréal en particulier, on manquait de briqueteurs. Un constructeur important me disait que des contrats pour \$22,000,000 ne pouvaient être remplis parce qu'il manquait 500 briqueteurs dans l'industrie de la construction, et cela retardait le travail de milliers d'ouvriers. Nous avons formé 500 briqueteurs, et la construction a marché.

(Applaudissements à droite)

Nous constatons que, après cinq ans, nous avons déjà toute la main-d'œuvre qualifiée qu'il nous faut. Le Québécois est un bon travailleur; il excelle dans les métiers de la construction; il aime à travailler la brique, le fer, la terre, le bois. Cet apprentissage se fait maintenant. Nous avons 19 centres d'apprentissage, 15 commissions d'apprentissage. Depuis cinq ans, les élèves qui ont suivi des cours ont trouvé des positions immédiatement. De 1945 à 1950, 6,974 apprentis ont suivi des cours du jour et du soir dans les centres d'apprentissage. Nous avons donc formé 1,200 apprentis par année.

(Applaudissements à droite)

Au 1^{er} avril 1949, 883 apprentis suivaient des cours du jour ou du soir en briquetage, plâtrage, menuiserie, peinture, tuilerie, plomberie, ferblanterie et électricité, dans les centres d'apprentissage de la construction. En 1949, les commissions d'apprentissage de la construction ont formé, pour l'industrie de la construction dans Québec, un conseil provincial des métiers du bâtiment. Il existe en outre des centres d'apprentissage pour les métiers de l'imprimerie, les barbiers et coiffeuses, la chaussure, l'horlogerie et l'automobile. À titre d'exemple, en 1948-1949, 391 apprentis ont suivi, à l'École des arts graphiques de Montréal, des cours de typographie, impression et reliure; ces derniers centres sont sous la direction du ministre de la Jeunesse et du Bien-être social.

La loi d'aide à l'apprentissage, M. l'Orateur, présente un intérêt vital pour le Québec économique et social. Les patrons et les ouvriers récoltent tous deux des bénéfices matériels et moraux considérables en vertu de cette loi. Aux patrons, la loi d'aide à

l'apprentissage apporte une main-d'œuvre experte et disciplinée, d'où résultent une diminution des accidents du travail, une production accrue en quantité et en qualité, une réduction du coût de revient, l'utilisation rationnelle du matériel et de l'équipement, l'élimination du gaspillage, et ceci, pour le coût matériel seulement. En plus, chose importante entre toutes, l'apprentissage veut dire un personnel content de son sort et un patron satisfait de ses ouvriers.

Aux ouvriers, la loi d'aide à l'apprentissage apporte un bon salaire, un emploi régulier, une tâche agréable, un travail intéressant et, par-dessus tout, la liberté et la fierté du métier. La communauté profite, elle aussi, de précieux bénéfices de la loi d'aide à l'apprentissage, puisque l'augmentation de la quantité et de la qualité de la production réduit le coût de la vie, tandis que la hausse des salaires accroît le pouvoir d'achat. Enfin, dans le domaine social, l'apprentissage constitue un facteur de paix et de progrès. L'ouvrier qui possède un métier n'est plus un prolétaire sans défense sur le marché du travail.

La fierté du métier favorise la dignité humaine. L'ouvrier n'est plus un automate dans l'industrie, un numéro matricule dans l'usine, une pièce dans la machinerie. Les jeunes ouvriers peuvent fonder un foyer. La classe ouvrière a l'opportunité d'accéder à la propriété. C'est cela, M. l'Orateur, la vraie doctrine sociale chrétienne telle qu'appliquée dans la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

Pour bien montrer que nous avons pensé à tout, que le chef de l'Union nationale a pensé à tout, le présent gouvernement a adopté cette loi de l'habitation qui est une merveille, un exemple et un modèle que l'on peut citer partout ailleurs. À date, \$12,000,000 ont été votés et \$4,325,860 ont déjà été engagés; 2,994 nouveaux logis abritent 11,417 personnes. Les maisons déjà construites ont une valeur globale de \$20,483,717, au 23 février 1950, et le Service de l'habitation familiale prévoit des maisons nouvelles, en 1950, pour un autre \$20,000,000. On prévoit, pour 1950, 3,250 prêts devant former un capital de \$14,846,000. En deux ans, les ouvriers de la province auront bâti des maisons qu'ils habiteront au coût total de \$40,000,000. D'ici quelques années, des dizaines de milliers dans Québec seront propriétaires de maisons d'une valeur dépassant \$200,000,000.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, nous avons voulu faire plus que des lois. Les lois sont votées et appliquées par des êtres humains; elles sont reçues par des humains aussi; et, nous l'avons déjà dit, il n'est pas toujours

suffisant d'avoir de bonnes lois, et il faut parfois payer de sa personne. Lorsque celui qui vous parle a constaté la présence d'obstacles sérieux au règlement des grèves légales, il a convoqué, chose unique et nouvelle dans l'histoire ouvrière du Québec, les parties en cause ensemble, à son bureau. Jamais un côté n'était appelé seul; patrons et ouvriers se rencontraient ensemble; et, pendant des heures, des jours, nous discussions le problème et tous se quittaient bons amis. Dans un seul cas, l'amiante, on n'a pas voulu se rendre à mon invitation.

Le 3 novembre 1947, 6,000 ouvrières et ouvriers de la compagnie Dominion Textile à Saint-Grégoire, Magog, Drummondville et Sherbrooke se mettaient en grève. La grève du textile, en novembre 1947, était légale. Elle s'est terminée par la médiation personnelle du ministre du Travail et par une augmentation de 20 cents de l'heure pour 6,000 ouvriers; \$1,000,000 payé en arrérages, en salaires rétroactifs, et \$3,000,000 en salaires annuels, sans compter les congés payés et vacances payées. Chaque ouvrier reçut, dans une seule année, en vertu du règlement, une somme moyenne de \$750. La grève était légale. Voici ce qu'écrivait *Le Front ouvrier*, journal de la Jeunesse ouvrière catholique, dans son numéro du 15 novembre 1947, en marge du règlement Barrette:

"La grève du textile était légale. Ce fait était un atout précieux pour la Fédération du textile. Dès que le ministre du Travail fut informé du conflit, ce fut facile pour lui d'agir comme conseiller. En supposant que cette grève fût illégale, est-ce que M. Barrette aurait pu, dès le premier jour du conflit, offrir ses services? Ce dernier aurait-il été capable, avec une grève illégale, de concilier les deux parties? Non, malgré toutes les bonnes dispositions du ministre et les meilleures intentions possibles. La grève du textile, en 1947, est donc le plus bel exemple pour démontrer qu'il fait bon d'avoir la légalité avec soi, et que celle-ci est encore le meilleur moyen, qui facilite le mieux, et le plus vite, la solution d'un conflit industriel."

Et ce n'est pas moi qui dis cela, M. l'Orateur, c'est le rédacteur du *Front ouvrier*, le journal de la Jeunesse ouvrière catholique (J.O.C.), qui a écrit cela.

(Applaudissements à droite)

Depuis 20 ans existait dans Québec une situation mauvaise pour les ouvriers des filatures. On en était rendu à dire que la province de Québec constituait le fief du textile. On disait que Québec était la province du textile. On disait que les compagnies de textile étaient devenues plus puissantes que le gouvernement. Lorsque j'ai réuni,

au palais de justice, à Montréal, du 3 au 7 novembre 1947, les représentants des syndicats ouvriers et les membres du bureau de direction de la compagnie, j'avais été avisé par le premier ministre que je pouvais mettre dans le plateau de la balance, pour faire donner justice aux ouvriers, toute l'influence et tout le poids du gouvernement.

(Applaudissements à droite)

La grève a eu une solution heureuse pour les ouvriers et c'est depuis ce jour qu'on ne parle plus de la province de Québec comme de la province du textile. C'est devenu un métier intéressant au lieu d'être, comme avant, un métier de crève-faim. On ne dit plus que les ouvriers et les ouvrières de filatures sont les victimes du textile.

Et cela, parce que, aujourd'hui, les salaires, dans l'industrie textile, sont aussi bons que dans n'importe quelle autre industrie. Les heures de travail sont limitées; des périodes de repos sont prévues; on donne des congés et des vacances payés; les syndicats ouvriers ont un droit de regard, par l'entremise de leurs comités de griefs, sur la classification des tâches: c'est là une réforme que les unions réclamaient depuis des années; les compagnies ont aménagé des salles à manger et des lieux de repos dans les usines; les métiers du textile de détestés qu'ils étaient sont devenus estimés.

Encore une fois, je le répète, M. l'Orateur, le règlement de la grève légale du textile, et j'insiste sur le mot "légale", fut un événement historique. Le récit de la médiation dans la grève du textile établit la preuve que les syndicats ouvriers qui revendiquent leurs droits légitimes dans l'ordre et selon la loi peuvent toujours compter sur l'appui agissant du ministre du Travail et sur le concours actif du chef de l'Union nationale, pour le triomphe de leur juste cause.

(Applaudissements à droite)

On aura une bonne idée des effets considérables de ma médiation dans la grève du textile, si on observe que les salaires des 21,500 ouvriers et ouvrières du textile, régis par des contrats collectifs, sont plus élevés de \$15,570,522.44 sous l'Union nationale, en 1949, que sous le régime libéral, en 1944. Et, depuis ces derniers chiffres officiels, il y a encore eu des augmentations accordées. En vertu du règlement de la grève du textile, 6,000 ouvriers et ouvrières recevaient justice et satisfaction; et plus de 50,000 ouvrières et ouvriers, dans le textile et les industries similaires, regardent l'avenir avec confiance depuis ce règlement. Une situation pénible, qui existait depuis des décades, était oubliée et une ère tragique était close.

(Applaudissements à droite)

Mais il y a eu d'autres médiations dans les conflits d'envergure. En septembre 1947, 750 ouvriers de l'Associated Textile à Louiseville se mettaient en grève légale. Après avoir vu l'honorable premier ministre, j'offrais mes services comme médiateur pour le règlement de cette grève légale et je reçus les représentants ouvriers et patronaux à mon bureau durant trois journées consécutives, dans le but d'amener une entente entre eux. Les ouvriers, qui avaient refusé l'augmentation moyenne de 6.7 cents l'heure prévue par la sentence arbitrale, obtenaient, par la médiation directe et personnelle du ministre du Travail, une augmentation moyenne de 12.9 cents l'heure, à savoir une augmentation de 6.2 cents l'heure plus élevée que celle accordée par la sentence arbitrale. De plus, les ouvriers du textile obtenaient cinq mois de rétroactivité pour l'augmentation nouvelle.

L'Action catholique du 29 septembre 1947 rapportait la déclaration suivante des chefs du Syndicat national en marge du règlement de cette grève légale:

"Nos revendications étaient justes. Il était de notre devoir de les faire triompher. Nous l'avons fait avec fermeté dans les limites du respect, de la justice et de la loi. Nous n'avons qu'à nous réjouir avec les ouvriers du textile du résultat obtenu. Nous ne pouvons aussi que féliciter le ministre du Travail pour la façon avec laquelle il a agi comme médiateur dans ce conflit ouvrier."

Le jeudi 7 octobre 1948, j'effectuais, en qualité de médiateur, le règlement de la grève légale du meuble, laquelle durait depuis plusieurs semaines et immobilisait des centaines d'ouvriers dans quatre manufactures de meubles à travers la province. J'obtenais aux ouvriers du meuble, en cette circonstance, une augmentation de salaires de 20 cents l'heure, plus un bonus de vie chère de cinq cents l'heure pour chaque hausse de cinq points dans l'indice du coût de la vie.

J'ai également agi comme médiateur dans l'industrie de la construction à Montréal, le transport par camion dans la province, dans le cas de l'Aluminium Company d'Arvida en 1948, le différend à la Canadair en 1949, les difficultés à la compagnie Singer de Saint-Jean en 1948 et 1949, et en de nombreuses autres occasions, toujours à la satisfaction des unions et des employeurs concernés. Quand, dans un gouvernement, M. l'Orateur, le ministre du Travail jouit de la liberté nécessaire et détient l'autorité requise pour réunir les parties dans les conflits ouvriers et rétablir l'harmonie entre elles sur des bases justes et équitables, je dis que c'est là

l'application de la doctrine sociale et un exemple de justice sociale qui peut être donné au monde entier.

(Applaudissements à droite)

Il y a eu aussi une autre grève, dans l'industrie de l'amiante, grève illégale, qui fut déclarée le 14 février 1949. Je veux, M. l'Orateur, parler un peu de cette grève. De ce côté-ci de la Chambre, nous n'avons pas peur de la discussion. Nous sommes prêts à discuter, n'importe quand et avec n'importe qui, toutes les questions. Nous sommes sans peur, parce que sans reproche, tout en n'oubliant pas que les êtres humains ne sont pas parfaits.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir en 1936, nous avons découvert que l'on payait des salaires de 15 cents l'heure dans ces mines. J'ai les chiffres à mon bureau.

En juillet 1944, le salaire de base dans l'industrie de l'amiante était de 44 cents l'heure en moyenne, variant de 33 à 55 cents l'heure; ça, c'était sous le gouvernement libéral.

En février 1949, sous l'Union nationale, juste avant la grève et alors qu'une nouvelle augmentation de salaire était garantie, le salaire de base était devenu uniforme et s'élevait à 85 cents l'heure.

Le salaire de base fut donc augmenté de 30 cents l'heure et, dans certains cas, jusqu'à 52 cents l'heure, sous l'Union nationale, s'établissant uniformément à 85 cents, soit une augmentation moyenne de 41 cents l'heure sous l'Union nationale. À l'automne 1947, la Fédération nationale des employés de l'industrie minière avait obtenu, de la Canadian Johns-Manville en particulier, une augmentation de 27 cents l'heure, soit 17 cents à partir du 1^{er} octobre 1947, et un 10 cents additionnel à compter du 1^{er} janvier 1948; et cela, par les négociations directes, sans même avoir besoin de recourir à l'arbitrage, et alors que le contrat en vigueur expirait le 1^{er} février 1948 seulement. À ce propos, je dois souligner que, au moment où la grève illégale éclata dans l'industrie de l'amiante, le contrat était expiré depuis 15 jours seulement, soit le 31 janvier 1949; et déjà les négociations avaient eu lieu, la conciliation avait pris place, et le conflit pouvait être référé à l'arbitrage sans plus de délai.

À la mine Bell, où les ouvriers n'étaient pas en grève, une augmentation moyenne de 10 cents l'heure fut accordée, le 5 mars 1949, à la suite de la conciliation, qui portait le salaire minimum à 95 cents l'heure.

À la Quebec Asbestos Corporation de East Broughton, les ouvriers, quoique membres de la Fédération nationale, n'ont pas pris part à la grève illégale. Le 6 mai 1949, ils sont allés à l'arbitrage et,

le 23 août 1949, soit trois mois et demi plus tard, ils obtenaient une augmentation de 10 cents de l'heure, rétroactive au 1^{er} janvier 1949, représentant \$175 d'arrérages. Les ouvriers d'East Broughton n'avaient pas perdu une seule journée de travail et une seule semaine de salaire durant toute la période de négociation, de la conciliation et de l'arbitrage. Et, de plus, ils ont bénéficié du 10 cents d'augmentation à partir du 1^{er} janvier jusqu'au 23 août 1949; ils ont obtenu ainsi un salaire minimum de 95 cents l'heure et en plus de la rétroactivité.

Finalement, la grève de l'amiante a cessé et l'arbitrage a eu lieu. Peu après la sentence arbitrale, l'honorable premier ministre me fit l'insigne honneur de me déléguer à Rome, comme représentant de la province, pour l'ouverture de l'Année sainte. Comme le syndicat et les compagnies n'arrivaient pas à s'entendre pour l'acceptation de la sentence arbitrale, le premier ministre a convoqué à son bureau les représentants ouvriers et patronaux. De l'intervention du chef de l'Union nationale a résulté ce qu'on a appelé le règlement Duplessis.

(Applaudissements à droite)

Le 30 décembre 1949, le premier ministre de la province obtenait, des compagnies d'amiante concernées, la mise en application du rapport Tremblay, plus une augmentation additionnelle de salaire. La sentence arbitrale, dont le premier ministre obtenait la mise en vigueur, comportait les améliorations suivantes: 1^o Augmentation générale de 10 cents l'heure; 2^o Deux congés payés additionnels; 3^o Un système amélioré de vacances payées; 4^o La rétroactivité de l'augmentation au 1^{er} janvier 1949; 5^o La poursuite du travail accompli pour l'élimination de la poussière d'amiante.

En outre, le premier ministre, en plus d'amener les compagnies à accepter dans son entier la sentence arbitrale, obtint aux mineurs un bonus de 40 cents pour chaque hausse d'un point dans l'indice du coût de la vie, en prenant pour base de calcul l'indice de janvier 1949. Autrefois, avant le règlement Duplessis, la valeur du point de hausse dans l'indice du coût de la vie était estimée à 25 cents; aujourd'hui, cette valeur, en vertu du règlement, se chiffre à 40 cents et ne peut que jouer à la hausse. Si l'indice du coût de la vie montait de cinq points, le bonus hebdomadaire serait de \$2.

À l'heure actuelle, à la Canadian Johns-Manville, grâce au programme d'expansion de la compagnie dans un but d'aider au chômage, 203 employés gagnent le taux de base de 97 cents l'heure.

(Applaudissements à droite)

Tous les autres salaires sont supérieurs à ce taux, qui est un minimum. La compagnie emploie présentement 1,961 travailleurs et la paye nette moyenne (take home pay) de ces 1,961 est de \$53.67 par semaine.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, il y a plus. À l'usine de la Johns-Manville, à la Nouvelle-Orléans, aux États-Unis, le salaire moyen est de \$1.09 de l'heure, à comparer avec \$1.12 de l'heure à Asbestos, dans la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

Je dois dire, M. l'Orateur, que les mêmes avantages furent accordés et il n'y a pas eu de grève, mais par les moyens ordinaires de conciliation ou d'arbitrage. Pour terminer sur ce sujet, M. l'Orateur, je ne saurais mieux faire que de citer un article éditorial paru dans le numéro de janvier 1950, du journal *Le Travail*, organe officiel de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada. Et je cite: "Les mineurs recevront une augmentation de salaires rétroactive globale de \$700,000. Le nouveau contrat de 1950 leur accorde un boni de vie chère de deux cents l'heure immédiatement. Le conflit de l'amiante prend fin à Thetford par la signature d'un contrat très avantageux pour les mineurs: vacances plus longues et congés payés supplémentaires." Voilà pour le titre de l'article.

Et maintenant, M. l'Orateur, je cite l'article lui-même:

"Le différend ouvrier-patronal qui existait dans l'industrie de l'amiante depuis plus d'un an vient de prendre fin par la signature d'une convention collective de travail conclue à la satisfaction des parties. L'entente règle définitivement le conflit survenu en 1949 et fait l'accord sur les conditions de travail de l'année 1950. Les quelque 2,000 mineurs de Thetford Mines toucheront immédiatement une augmentation de salaire de 10 cents l'heure, rétroactive au 1^{er} janvier 1949. Cette seule augmentation accorde un revenu supplémentaire global et immédiat de \$700,000. De plus, selon les dispositions du contrat en vigueur, à partir du 1^{er} janvier 1950, les mineurs bénéficient d'un boni de vie chère correspondant à une hausse de salaire de deux cents l'heure. Ce boni de vie chère s'élèvera automatiquement à chaque hausse d'un point dans l'indice du coût de la vie.

"En plus des avantages mentionnés ci-dessus, le contrat signé à Thetford accorde deux fêtes chômées et payées supplémentaires, la retenue syndicale et irrévocable, ainsi qu'une protection

satisfaisante contre les dangers des poussières. Le plan de vacances a également subi une amélioration très appréciable."

Fin de la citation. Remarquez bien, M. l'Orateur, que ce n'est pas moi qui parle. Il s'agit des éloges décernés au règlement Duplessis par le rédacteur du journal *Le Travail*, organe officiel de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

(Applaudissements à droite)

Pour conclure, M. l'Orateur, en juillet 1944, sous le régime libéral, le salaire de base moyen dans l'industrie de l'amiante s'établissait à 44 cents l'heure, alors que, en mars 1950, sous l'Union nationale, le salaire de base uniforme dans l'industrie de l'amiante s'élevait à 97 cents l'heure, soit 53 cents de plus l'heure sous l'Union nationale que sous le régime libéral, ou une augmentation de 120 %. Entre juillet 1944 et mars 1950, les salaires dans l'industrie de l'amiante, sous l'Union nationale, ont été augmentés de \$6,861,038.08.

(Applaudissements à droite)

Lorsque l'Union nationale accéda au pouvoir en 1936, le gouvernement constata que la loi des accidents du travail ne contenait aucune disposition au sujet de la silicose. Je dois dire qu'il y avait déjà eu des dispositions dans la loi à ce sujet. À tout événement, en 1938, le gouvernement de l'Union nationale adopta la loi 2 George VI, chapitre 89, intitulée "Loi protégeant les ouvriers atteints de silicose". En vertu de cet amendement de l'Union nationale, la silicose infectieuse était reconnue comme maladie industrielle.

De plus, à la session de 1943, au moyen du bill 177, présenté le 10 mars 1943 par l'honorable député de Saint-Jean, aujourd'hui ministre du Commerce et de l'Industrie, l'Union nationale força le régime libéral à adopter la loi 7 George VI, chapitre 27, reconnaissant la silicose simple comme maladie industrielle. Le premier ministre d'aujourd'hui, alors chef de l'opposition, avait lui-même soumis une motion réclamant la discussion du bill 177.

(Applaudissements à droite)

En vertu des amendements vitaux apportés par le gouvernement de l'Union nationale, directement ou indirectement, à la loi des accidents du travail, la Commission des accidents du travail a dû consacrer \$2,316,794 au paiement d'indemnités à 185 victimes de la silicose ou à leurs familles, soit un montant moyen de \$12,523 par cas de silicose réglé. Il est légitime de souligner, M. l'Orateur, que la plupart des réclamations furent réglées et la majorité des indemnités furent payées sous l'Union nationale,

entre 1944 et 1949, soit 132 réclamations sur 185, ou 71 %, et \$1,761,878 en indemnités sur \$2,316,794, ou 76 %.

Voici les chiffres détaillés des réclamations réglées et des indemnités payées sous l'Union nationale:

1944: 37 réclamations réglées au coût de \$519,845 en indemnités;

1945: 22 réclamations réglées au coût de \$276,066 en indemnités;

1946: 25 réclamations réglées au coût de \$321,831 en indemnités;

1947: 26 réclamations réglées au coût de \$321,818 en indemnités;

1948: 16 réclamations réglées au coût de \$208,396 en indemnités;

1949: 6 réclamations réglées au coût de \$113,922 en indemnités.

De plus, ces chiffres indiquent bien que les réclamations sont moins nombreuses à mesure que sont appliqués les moyens de prévention. Entre 1944 et 1949: 132 réclamations réglées au coût de \$1,761,878 en indemnités.

(Applaudissements à droite)

Il faut parler de ces choses, et nous ne craignons pas d'en parler. Je ne désire attaquer personne, je veux simplement dire ce qui fut accompli sous l'Union nationale. La Canadian Potteries de Saint-Jean a payé \$390,105 pour 28 réclamations; la Canadian Car and Foundry à Montréal a payé \$580,491 pour 43 réclamations; soit une moyenne de \$13,670 par réclamation pour ces deux compagnies seulement.

Trente-six compagnies importantes, opérant des poteries ou fonderies et exploitant des mines ou carrières, ont dépensé, entre 1944 et 1949, sous l'Union nationale, une somme globale de \$9,205,426 pour éliminer la poussière de silice et supprimer le danger de silicose chez 10,870 ouvriers, soit une moyenne de \$255,706 par compagnie et de \$846 par ouvrier pour la prévention de la silicose.

(Applaudissements à droite)

La Compagnie Noranda a dépensé à elle seule, de 1944 à 1949, la somme de \$3,207,000, soit une moyenne de \$1,645 pour chacun de ses 1,950 ouvriers.

(Applaudissements à droite)

Les huit compagnies principales qui opèrent des fonderies ou poteries dans la province, dont la Canadian Potteries de Saint-Jean et la Canadian Car and Foundry de Montréal, ont dépensé \$1,910,000, soit une moyenne de \$238,750 par compagnie et de \$1,232 par ouvrier, pour la prévention de la silicose chez 1,150 ouvriers.

(Applaudissements à droite)

En résumant, M. l'Orateur, l'Union nationale a fait payer \$2,316,494 à 185 victimes de la silicose ou leurs familles.

(Applaudissements à droite)

L'Union nationale a fait dépenser à 36 compagnies importantes \$9,205,426 pour protéger leurs 10,870 ouvriers contre la silicose.

(Applaudissements à droite)

Quant à l'amiante, l'Union nationale a fait payer à 26 victimes de l'amiantose ou leurs familles \$258,707, soit une moyenne de \$9,931 par cas d'amiantose réglé; 18 des 26 réclamations pour amiantose ont été réglées en 1944 et 1949, sous l'Union nationale, et \$191,395 en indemnités sur \$258,207 ont été payés entre 1944 et 1949 sous l'Union nationale. Bref, M. l'Orateur, 70 % des réclamations et indemnités pour amiantose ont été réglées et payées sous l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

En 1946, les compagnies d'amiante de Thetford Mines ont construit ensemble une clinique industrielle, pour la prévention de l'amiantose, au prix de \$75,000, et dont l'opération coûte \$30,000 par année. Cette clinique effectuée en moyenne 4,000 examens médicaux par année. En 1948, la Canadian Johns-Manville a construit à Asbestos une clinique industrielle, pour la prévention de l'amiantose, au prix de \$152,000 et dont l'opération coûte \$45,000 par année. Cette clinique effectuée elle aussi en moyenne 4,000 examens médicaux par année. La compagnie Johns-Manville a dépensé de 1944 à 1949, pour éliminer les poussières d'amiante, \$1,000,000, et l'Asbestos Corporation, \$500,000. Onze compagnies d'amiante ont dépensé ensemble, entre 1944 et 1949, sous l'Union nationale, \$3,013,000 pour éliminer la poussière d'amiante et supprimer le danger d'amiantose.

En résumé, M. l'Orateur, 11 compagnies d'amiante, employant 4,510 ouvriers, ont dépensé, de 1944 à 1949, sous l'Union nationale, une somme globale de \$3,480,000 pour la prévention de l'amiantose, soit une moyenne de \$316,360 par compagnie et de \$771 par ouvrier.

(Applaudissements à droite)

L'amiantose est une maladie dont il est difficile d'établir l'existence et de retracer l'origine. C'est pourquoi nous avons entrepris l'étude scientifique de cette question. En bonne logique, l'action résulte de l'observation et de la réflexion; 800 échantillons d'air furent prélevés dans le district de l'amiante, entre 1947 et 1949, et 800 comptages de poussières furent effectués aux laboratoires du ministère de la Santé par la suite. Ceci signifie

76 inspections d'une durée moyenne de six jours chacune. Le personnel du Service d'hygiène industrielle a donc consacré un an et demi de ses activités sur deux à l'industrie de l'amiante, entre 1947 et 1949.

Pour conclure, M. l'Orateur, 66 compagnies ont déboursé, sous l'Union nationale, \$2,500,000 pour la lutte contre deux maladies industrielles, la silicose et l'amiantose; et 47 compagnies employant 15,380 employés ont dépensé \$12,500,000⁹, sous l'Union nationale, soit une moyenne de \$270,000 par compagnie, et de \$825 par ouvrier, pour la prévention de deux maladies industrielles, la silicose et l'amiantose.

(Applaudissements à droite)

Et on ose prétendre que le gouvernement ne se préoccupe pas de l'hygiène industrielle. Nous avons réalisé tout ce qui était humainement possible de faire, et nous pouvons dire devant la population de la province de Québec que nous avons rempli tout notre devoir, en ce domaine comme dans les autres.

(Applaudissements à droite)

Il ne suffit pas, a souvent dit l'honorable premier ministre, d'adopter des mesures de protection purement matérielles. Ce n'est pas assez de se préoccuper de la santé publique. Il faut aussi protéger le cœur et l'âme de la population. C'est pourquoi des mesures furent prises par l'Union nationale, dès son avènement au pouvoir, pour protéger la population contre le communisme. A la session de 1937, le chef de l'Union nationale présentait à la Législature un projet de loi pour défendre la province de Québec contre la propagande communiste. Les événements qui se déroulent aujourd'hui sous nos yeux partout dans le monde démontrent de façon éclatante, M. l'Orateur, que le premier ministre de la province de Québec a fait preuve, dès 1937, d'une grande vision et d'une connaissance profonde des dangers qui nous menaçaient.

En effet, dans les pays communistes d'Europe et d'Asie, on assiste à l'heure actuelle au déracinement sanglant des assises séculaires de la civilisation chrétienne. Il suffit d'évoquer les tortures de Mgr Stépinac, en Yougoslavie, le martyr du cardinal Mindszenty, en Hongrie, la persécution de Mgr Béran, en Tchécoslovaquie, pour réaliser à quel point le chef de l'Union nationale avait raison lorsqu'il s'écriait, en présentant son projet de loi contre le communisme, le 17 mars 1937: "Si nous laissons implanter le bolchevisme chez nous, le rempart qu'est notre clergé disparaîtra, et c'en sera fait de la province de Québec."

(Applaudissements à droite)

Bien plus, les unions ouvrières elles-mêmes justifient aujourd'hui, par leur vigoureuse campagne contre le communisme, l'adoption de la loi du cadenas, dont l'application n'a jamais porté atteinte à la liberté légitime des honnêtes citoyens. Le Congrès canadien du travail a expulsé de son sein, à sa dernière convention, à l'issue d'un orageux débat, une puissante union sous domination communiste; et le Conseil du travail de Montréal a agi de la même façon à l'égard de la même union récemment. Vous n'ignorez pas non plus, M. l'Orateur, que le *Congress of Industrial Organisations* (C.I.O.) est actuellement en train de chasser de ses rangs une bonne demi-douzaine d'unions sous contrôle communiste.

Vous avez sûrement lu aussi, M. l'Orateur, les documentaires sensationnels publiés dans les plus grands journaux du pays, en ces dernières années, et établissant sans conteste l'emprise communiste sur toute une variété de ligues, d'associations, de clubs et d'unions. Les procès d'espionnage, au Canada et aux États-Unis, ont démontré avec fracas que, en 1937, le chef de l'Union nationale avait raison, 10 ans avant les hommes d'État du Canada, des États-Unis et d'Europe, de voir dans le communisme le plus grave péril de l'heure, et de mettre la population de Québec en garde contre ce danger imminent.

Tous ont encore présentes à la mémoire les dénonciations de l'Office national du film par le premier ministre de la province, depuis quelques années. Or, une fois de plus, les événements ont donné raison au chef de l'Union nationale. M. Jean-François Pouliot, député libéral de Témiscouata, a établi la preuve, au Parlement d'Ottawa, à la session de l'automne 1949, que l'Office national du film a envoyé une équipe de techniciens en Chine communiste, au coût de \$36,000, pour y tourner un film vantant les bienfaits et glorifiant les avantages du communisme.

Je vous réfère, M. l'Orateur, au *Hansard*, volume 89, numéro 61, pages 2935 et 2936, à ce sujet. Durant la même session, M. Harkness, député conservateur, a fait admettre à l'honorable Brooke Claxton, ministre de la Défense nationale, que l'armée canadienne ne voulait pas, par crainte de trahison, confier le filmage de ses opérations militaires à l'Office national du film. Je vous réfère encore, M. l'Orateur, pour plus de détails, au *Hansard*, volume 89, numéro 46, page 2024.

Quand la province de Québec a adopté une loi contre la propagande communiste pour avertir la population du danger et la prémunir contre le péril communiste, nos adversaires disaient: "La menace communiste n'existe pas." Aujourd'hui, le danger est partout, excepté dans la province de Québec.

On peut donc conclure sans exagération, M. l'Orateur, que si, ailleurs dans le monde, on avait agi comme Québec, le Parti communiste ne serait pas en voie d'enchaîner plusieurs pays catholiques.

Je crois pouvoir dire que j'avais raison lorsque, il y a 11 ans, le 28 février 1939, je présentais à l'Assemblée législative la motion suivante sur le communisme:

"Attendu que le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus chères et qu'il est basé sur l'athéisme, le désordre et l'esprit de destruction;

"Attendu que le communisme se sert des postes de l'État pour propager et répandre ses doctrines perfides et pernicieuses;

"Que l'Assemblée législative exprime l'avis que, pour permettre aux autorités provinciales de réprimer plus facilement et plus complètement les menées du communisme dans la province de Québec, le gouvernement du Canada devrait prendre immédiatement les mesures appropriées pour surveiller davantage l'immigration, les permis de séjour, et les passeports à ce sujet, pour interdire l'importation et la distribution de tout imprimé de propagande communiste."

Aujourd'hui, M. l'Orateur, à 11 ans d'intervalle, il n'y a pas un seul mot à changer dans cette motion. Nos adversaires ne peuvent pas en dire autant des discours qu'ils prononçaient à cette époque sur le communisme.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, je vous disais au début de mes remarques que je pourrais prendre des heures pour parler des activités de mon ministère. En terminant, je veux résumer un peu tout ce que j'ai dit.

L'Union nationale a donné à l'ouvrier blessé au travail le choix de son médecin; à la classe ouvrière, le droit à l'union; aux vieux et aux vieilles de notre province, à nos aveugles, des pensions; aux hommes et aux femmes du Québec, des salaires convenables et des heures raisonnables par la loi du salaire minimum; aux veuves et orphelins, aux mères et aux enfants dans le besoin et la misère, des allocations; aux unions, une loi ouvrière démocratique et des représentants dans les commissions ouvrières.

Sous l'Union nationale, le mouvement ouvrier a progressé; les contrats collectifs se sont multipliés. Par l'ordonnance numéro 4, les petits salariés ont reçu \$100,000,000 de plus par année. Les taux horaires, dans les principales industries, ont augmenté de 75 %. En vertu de la loi des relations ouvrières, les salaires ont augmenté de

\$105,000,000; en vertu de la loi de la convention collective, de \$168,000,000; en vertu de la loi du salaire minimum, de \$347,000,000, soit une hausse globale, sous l'Union nationale, de \$620,000,000.

L'Union nationale a donné aux ouvriers des vacances payées. Sous l'Union nationale, il y eut 15 fois plus de conciliations et d'arbitrages que sous le régime libéral; 370 patrons ont été l'objet d'enquêtes sévères pour leurs activités antisyndicales. Le nombre des grèves a diminué de moitié. Le traitement minimum des institutrices rurales et le salaire des instituteurs ont doublé. Le premier ministre et le ministre du Travail ont agi comme médiateurs dans les conflits ouvriers.

Les conditions de travail, dans l'industrie du textile et de l'amianté en particulier, furent considérablement améliorées, et les salaires doublés. Les indemnités et les rentes en vertu de la loi des accidents du travail ont été augmentées. La Clinique de réhabilitation a remis au travail 1,100 ouvriers gravement blessés dans des accidents du travail; et le Service de réhabilitation a trouvé un emploi approprié à 3,685 ouvriers affligés d'une incapacité sérieuse par suite d'un accident du travail. Le Service de réhabilitation et de placement des tuberculeux guéris a obtenu un emploi à 257 anciens tuberculeux.

Les plombiers et les électriciens ont été formés en corporation. Un code de plomberie a été adopté et des cours gratuits de plomberie ont été donnés. Une loi a été passée pour autoriser le paiement de pensions aux employés de compagnies. Grâce à la loi d'aide à l'apprentissage, 7,000 apprentis ont appris un métier depuis cinq ans; \$12,000,000 ont été votés pour l'aide à l'habitation. Les compagnies où existe un danger de silicose ou d'amiantose ont dépensé \$2,500,000 pour la réparation et \$12,500,000 pour la prévention de ces deux maladies industrielles. Le cœur et l'âme de notre peuple ont été défendus contre la menace communiste.

J'ai voulu, M. l'Orateur, me limiter, dans mon exposé, au domaine des relations patronales-ouvrières. Mais j'ai raison de dire, en terminant, encore une fois, que c'est ici, dans la province de Québec, que la justice sociale chrétienne s'applique. (Levant les deux bras vers le ciel) On vient prendre des leçons chez nous, on ne nous en donne pas.

(Applaudissements à droite)¹⁰

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Le budget du trésorier de la province, présenté jeudi dernier, ressemble plus à un pamphlet électoral qu'à un rapport sur la situation financière de la province¹¹.

C'est un mélange parfait de louanges, d'encens et de myrrhe pour l'Union nationale et le premier ministre. Il (M. Kirkland) félicite le chef de l'opposition (M. Marler) pour son analyse méthodique et critique du discours sur le budget.

Il (M. Kirkland) parle des problèmes de santé publique et insiste particulièrement sur la nécessité d'une lutte efficace à la tuberculose. La tuberculose, dit-il, est une vieille maladie qui a répandu des ravages sans nombre dans toutes les classes de notre société, à tous les âges¹². Il fait une revue de la lutte entreprise contre ce fléau dès 1856 par Villemin¹³, auquel a succédé un savant allemand, Robert Koch, en 1882, qui a prouvé que le microbe de la tuberculose peut s'isoler facilement. Après bien des recherches, bien des tâtonnements, deux savants français, Calmette et Guérin, nous ont donné le B.C.G., maintenant connu dans le monde entier.

Il (M. Kirkland) préconise l'inoculation obligatoire par le B.C.G., vaccin rendu plus efficace par les découvertes de savants canadiens comme J.-A. Beaudoin, Armand Frappier, Albert Guilbeault, médecins de Montréal, R. G. Ferguson, de Saskatchewan, Busby, qui, dit-il, est l'un de mes amis personnels.

Le gouvernement a versé des sommes importantes pour la santé et c'était son devoir de le faire. Les statistiques indiquent maintenant qu'au Canada les enfants d'âge scolaire représentent pour eux seuls un total de 28,000,000 de jours d'absence à chaque année et que 50,000 travailleurs du secteur industriel s'absentent de leur travail pour des périodes de temps variables chaque jour pour causes de maladie.

Toutefois, des progrès considérables ont été faits au cours des 25 dernières années et le taux de mortalité dû à la diphtérie, à la scarlatine, à la coqueluche a été considérablement réduit. La pasteurisation du lait s'avère un moyen efficace de combattre la propagation des maladies contagieuses, mais des efforts plus importants doivent être faits pour rendre la pasteurisation obligatoire partout dans le pays.

Les gens de Montréal seront appelés à payer \$125,000,000 des \$200,000,000 prévus en revenu pour la prochaine année financière de la province; Montréal et la région métropolitaine devraient avoir plus que les miettes de la table de la province pour faire face à leurs besoins urgents. L'accroissement de la population dans la région métropolitaine, là où elle a presque doublé en aussi peu que deux ans dans certains cas, a causé un sérieux problème de manque de places dans les écoles que le gouvernement doit

résoudre immédiatement. Les régions de Ville Lasalle, Lachine, Ville Saint-Laurent et Lakeside Heights ont été affectées par ces nouvelles conditions.

Il dit que les ronds-points à Ville Saint-Pierre et à Dorval sont des menaces pour la sécurité des gens et il demande au gouvernement d'améliorer la situation le plus rapidement possible.

Il (M. Kirkland) parle des problèmes de son comté et signale que les conditions d'hospitalisation sont très mauvaises à Montréal et dans toute la région métropolitaine. Lors des dernières élections provinciales, dit-il, les candidats de l'Union nationale ont tenté d'acheter les consciences des électeurs de Jacques-Cartier par des promesses, mais les consciences des gens de mon comté ne sont pas à vendre. Il souligne, entre autres promesses, que Lachine devait avoir un hôpital de \$250,000, mais que la population attend encore.

L'Union nationale, dit-il, dépense des millions de dollars sans autorisation préalable du Parlement. C'est bien rapproché du totalitarisme, et c'est généralement des abus de pouvoir de ce genre qui ont présidé à la naissance de toutes les formes de gouvernement totalitaire.

La motion est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

Le comité siège durant quelque temps.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité des voies et moyens siège de nouveau à la prochaine séance.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Éducation hôtelière (cours) (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Agents généraux de la province, salaires et dépenses (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et **M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** demandent si le gouvernement a l'intention d'ouvrir des bureaux commerciaux à Paris ou à Londres pour le Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Le gouvernement de la province de Québec n'est pas à organiser pour le moment de bureaux commerciaux à Paris, à Londres ni ailleurs en Europe, ni en Amérique du Sud.

Les conditions actuelles en Europe sont telles qu'il ne serait pas profitable d'ouvrir un tel bureau. Mais, plus tard, lorsque les conditions seront améliorées, nous verrons à l'établissement de ces bureaux. La province songe à ouvrir des bureaux commerciaux en Ontario et étudie la possibilité d'avoir des représentants aux points stratégiques en Amérique du Sud.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) abonde dans le même sens quant à la situation européenne, mais demande s'il ne serait pas possible d'avoir des agents spéciaux en Amérique du Sud, où les mêmes conditions désavantageuses sont loin de prévaloir.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le Conseil des ministres étudie cette question. Actuellement, c'est notre agent général à New York, M. Charles Chartier, qui maintient les contacts nécessaires avec l'Amérique du Sud. À cette fin, il fait chaque année un voyage assez long dans les pays de l'Amérique du Sud.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) souligne que le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) est humble, puisqu'il ne mentionne pas qu'il est lui-même le meilleur agent de l'Amérique du Sud, ayant obtenu l'agrandissement des usines Singer à Saint-Jean et l'établissement de nombreuses industries nouvelles dont les produits sont exportés au sud de l'équateur. L'opposition devrait féliciter le ministre pour ses réalisations, dit-il.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les fleurs ne manquent pas du côté du gouvernement, mais je dois féliciter le ministre de sa modestie.

C'est une qualité assez rare de ce côté-là de la Chambre!

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Grâce aux services d'une sténographe officielle présente en Chambre, ce discours de l'honorable M. Barrette a été retranscrit intégralement. À la fin de ce document, on y trouve la mention suivante: "Je certifie que le discours prononcé le 22 mars 1950 par l'honorable Antonio Barrette devant l'Assemblée législative a été sténographié par moi-même. (Signé) Annette Lamonde, Sténographe officielle. Le 31 mars 1950."
2. Chiffre de la sténographe. *L'Événement-Journal* du 23 mars 1950, à la page 3, et *La Patrie*, à la page 24, mentionnent plutôt 3,782.
3. Chiffre de la sténographe. *Le Soleil* du 23 mars 1950, à la page 12, mentionne plutôt 13,938.
4. Chiffre de la sténographe. *Le Devoir* du 23 mars 1950, à la page 12, mentionne plutôt 143,720 ouvriers.
5. Chiffre de la sténographe. *La Presse* du 23 mars 1950, à la page 31, écrit plutôt \$16,500,000.
6. Chiffre cité par presque toutes nos sources. Seule *The Gazette* du 23 mars 1950, à la page 9, mentionne 971,900 salariés.
7. Chiffre de *L'Action catholique* du 23 mars 1950, à la page 9. La sténographe mentionne un chiffre arrondi, soit 21,500 ouvriers.
8. Chiffre de *L'Action catholique* du 23 mars 1950, à la page 9. La sténographe mentionne un chiffre arrondi, soit \$15,570,000.
9. Chiffre de la sténographe. *L'Action catholique* du 23 mars 1950, à la page 9, mentionne plutôt \$12,685,000.
10. *L'Action catholique* du 23 mars 1950, à la page 3, rapporte que lorsque l'honorable M. Barrette "a repris son siège, le premier ministre et la plupart des membres du cabinet l'ont entouré pour le féliciter". *La Patrie* du même jour, à la page 6, évalue que ce discours a duré plus d'une heure alors que *The Quebec Chronicle-Telegraph*, à la page 3, écrit quant à lui 1 h 30.
11. *L'Événement-Journal* du 23 mars 1950, à la page 9, précise que M. Kirkland parle en français.
12. *L'Événement-Journal* du 23 mars 1950, à la page 9, rapporte que M. Kirkland "a parlé longuement" du problème de la santé publique dans la province, mais nos sources ne nous donnent qu'un résumé de son discours.
13. Jean Antoine Villemain (1827-1892), médecin militaire français. C'est en 1865 qu'il mit en évidence la transmissibilité de la tuberculose.

Séance du jeudi 23 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 158 concernant l'Université Laval.

Projets de loi:

Université Laval

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 concernant l'Université Laval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 158 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 138 modifiant la charte de la ville de Mackayville;

- bill 162 modifiant la charte de la cité de Sillery;

- bill 178 concernant la ville d'East Angus;

- bill 112 concernant la ville de Val d'Or;

- bill 167 relatif à la ville de Sainte-Thérèse;

- bill 198 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 203 modifiant la charte de la ville de Saint-Michel.

Projets de loi:

Charte de Mackayville

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 modifiant la charte de la ville de Mackayville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sillery

M. Saucier (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 162 sans l'amender.

M. Saucier (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Val d'Or

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant la ville de Val d'Or.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Miquelon (Abitibi-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Montréal-Nord

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 198 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 198 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Michel

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 203 modifiant la charte de la ville de Saint-Michel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 203 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 relatif à la ville de Sainte-Thérèse.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

East Angus

M. Vachon (Wolfe) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 concernant la ville d'East Angus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Remboursement de droits:

Légion canadienne

M. Rennie (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que le bill 166 concernant la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique ayant pour objet

des œuvres de bienfaisance et de philanthropie, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Royal Edward
Laurentian Hospital**

M. Rennie (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que le bill 118 concernant une partie du lot no 25, dans le quartier Saint-Laurent en la cité de Montréal, ayant été présenté par et pour le Royal Edward Laurentian Hospital et qu'il a pour objet des œuvres de bienfaisance publique, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Projets de loi:

Ordre public

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 concernant l'ordre public soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le système démocratique comporte trois pouvoirs: législatif, exécutif et judiciaire. Le pouvoir législatif se subdivise en pouvoirs municipal, scolaire et paroissial. Les pouvoirs scolaire et municipal sont tout à fait démocratiques, car ils se composent de représentants élus par le peuple. Le pouvoir municipal, représenté par le maire et les échevins, nomme des policiers et des membres des brigades de feu.

Les hommes de police sont les gardiens de la paix, les protecteurs de l'ordre public. Ils sont armés par les contribuables municipaux pour protéger la vie et la propriété des citoyens et pour assurer le respect de la loi et de l'ordre public. Ils font partie, en quelque sorte, d'une armée sur une petite échelle. Ils sont les soldats de l'ordre public et, en conséquence, ils sont responsables aux contribuables qui les paient et à leurs représentants élus. Il est inconcevable, dans ce cas, qu'ils relèvent d'une autre autorité que celle qui la crée, l'autorité municipale. Il est inconcevable que les pistolets et les balles que l'autorité municipale donne aux policiers servent à autre chose qu'à protéger les citoyens de la municipalité.

Il a existé une espèce de fédération dont l'organisateur est M. Guy-Merril Desaulniers, ancien

chef de la Co-operative Commonwealth Federation (C.C.F.). Le but apparent de cette fédération est de grouper ensemble tous les membres des forces policières municipales de la province, avec la conséquence cruelle que la police de Rimouski par exemple pourra recevoir des ordres de la police de Montréal, vu qu'il y a plus de membres de la fédération à Montréal, et que la police de Lévis pourra être menée par celle de Québec.

C'est une intervention des droits démocratiques et une atteinte à l'autonomie municipale, car ce ne sont pas des étrangers qui ont été élus pour administrer Rimouski ou Lévis. Avec l'existence d'une fédération, les policiers se trouvent dans une situation impossible. Ils ont à choisir entre la loyauté qu'ils doivent aux contribuables qui les payent et la loyauté à l'union, soit l'obligation de servir des intérêts qui viennent souvent à l'encontre de leur devoir. Ils sont pris entre deux devoirs. On reproche avec raison aux communistes de n'avoir qu'une patrie, qu'un directeur: Staline. La religion et le serment d'allégeance ne comptent pas pour eux.

Sans vouloir taxer la fédération de communiste, elle place ses gens dans une situation inconcevable. Ils relèvent de la fédération avant de relever de la municipalité. Cela constitue un danger pour l'ordre public.

On dira qu'il n'y a pas de mal pour les policiers à s'unir dans une fédération provinciale, mais nous prétendons qu'il faut examiner le problème à la lumière de l'autonomie municipale. La fédération empiète sur l'autonomie municipale. Chaque municipalité doit être maîtresse chez elle. Et la fédération provinciale est un acheminement certain vers une fédération interprovinciale et, par la suite, vers une fédération internationale.

C'est une mesure qui vise à protéger l'intérêt public, c'est-à-dire à empêcher que pompiers et policiers d'une municipalité paient pour des erreurs commises par une union de l'extérieur. Le gouvernement ne la présenterait pas s'il ne savait pas que c'est un moyen de remédier à des abus.

(Applaudissements à droite)

Gouverner, c'est prévoir et, dans les circonstances, je prévois très bien le danger. Voyez-vous nos policiers obéir à des ordres donnés non pas par les municipalités qui les paient, mais par des étrangers?

Mon intérêt à moi, qui suis célibataire, serait de tout laisser aller à la dérive, laisser s'accumuler les problèmes, mais mon devoir comme patriote et comme premier ministre, c'est d'avoir le courage d'agir et d'empêcher que nos policiers soient dirigés par des étrangers. Le sens commun dit qu'un policier municipal doit relever du pouvoir municipal. Ce n'est pas une

question de politique, mais d'intérêt public. Je sais qu'on va faire de la démagogie et de la petite politique avec cette question, mais nous voulons nous placer au-dessus de la démagogie et de la petite politique.

Depuis deux ou trois ans, les municipalités viennent à tour de rôle demander à la Législature d'incorporer à leur charte une clause qui empêchera leurs pompiers et policiers, serviteurs du public, d'appartenir à une union de l'extérieur et de recevoir leurs directives de l'étranger. Encore aujourd'hui, la question se posait devant les conseillers législatifs qui ont adopté le bill de Ville Saint-Laurent avec une clause de cette nature. Une loi générale répond donc au vœu qui a été exprimé à la Législature.

Le principe posé dans ce bill a été reconnu déjà pour Québec, Saint-Hyacinthe et plusieurs autres villes. L'Union des municipalités nous demande d'édicter une loi générale et nous donnons suite à cette demande avec la conviction profonde d'accomplir un devoir qui s'impose. Ce n'est pas une question de politique. Que ceux qui veulent faire de la démagogie et de la petite politique prennent leurs responsabilités. Si l'opposition, consciente de sa responsabilité, comprend l'importance de la question, elle approuvera le bill. Si, au contraire, elle choisit de faire de la démagogie, nous allons la laisser avec la démagogie et nous allons rester fidèles à notre devoir.

Je compte sur la collaboration de tout le monde pour l'adoption de cette mesure courageuse destinée à protéger nos générations futures, le blé qui lève, contre l'orage des idées subversives qui aboutissent au désordre et à l'insécurité.

(Applaudissements à droite)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'ai dû étudier ce projet entre la séance du comité des bills privés et celle de la Chambre. Par conséquent, je n'ai pas eu le temps de l'étudier suffisamment. À première vue cependant, cette loi est une conséquence de la loi votée par les libéraux, en 1944, pour interdire aux policiers de faire partie d'unions non exclusivement composées de policiers ou de pompiers, d'unions dans lesquelles se trouvaient des personnes d'autres professions. Cette loi a été adoptée à la suite de la grève des policiers de Montréal, en 1943.

De plus, cette loi interdit formellement les grèves de policiers, l'arbitrage demeurant final. Le gouvernement actuel n'a fait que suivre l'exemple des libéraux, avec des modifications. Cette loi va plus loin. Je ne crois pas que l'on doive accuser de démagogie ceux qui ne partagent pas les opinions du premier ministre; il m'arrive en effet, souvent, de différer d'opinion avec lui particulièrement sur les questions ouvrières.

À mon sens, dans le présent projet de loi, je trouve qu'il y a une injustice à l'égard des policiers. En leur interdisant de faire partie d'unions où se trouvent des policiers d'autres municipalités, on limite leur pouvoir d'action parce que désormais, leurs unions ne seront composées que d'un petit nombre, ce qui leur donnera moins de force pour présenter leurs griefs et faire entendre leurs revendications. On les affaiblit lorsqu'il s'agit de négocier un contrat de travail. Il y a déjà une loi qui leur interdit de faire la grève; pourquoi cette autre loi, quand rien ne justifie une telle mesure?

On n'a jamais entendu dire que des policiers se fussent mis en grève sur un ordre venant de l'extérieur. Je suis persuadé que les policiers et pompiers sont loyaux à l'administration qui les emploie. Il n'y a rien de contraire à la loyauté qu'ils doivent aux contribuables dans le fait de s'affilier à une union du même genre. Je ne connais pas de cas où les policiers d'une municipalité auraient refusé, à cause de leur affiliation, d'exécuter les ordres donnés par leur employeur. Les paroles du premier ministre dépassent sa pensée.

Avec ce projet de loi, les policiers et les pompiers se trouvent placés dans une situation inférieure vis-à-vis de leurs employeurs qui peuvent, eux, se mettre ensemble et faire partie de l'Union des municipalités. Le bill enlève un droit à une catégorie de citoyens qui n'a commis aucun abus. Cette loi continue à affaiblir le mouvement ouvrier et elle risque de briser les conventions collectives. La mesure est rétrograde, injuste et vexatoire pour les unions policières qui ne la méritent pas. Nous allons nous y opposer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'étonne de l'attitude du chef de l'opposition. Il n'est pas pris par surprise. Il est vrai que cette loi ne lui a été remise que ce matin, mais il en connaissait la substance. Je l'ai annoncée il y a 10 jours, lors de la discussion du bill de ville LaSalle, auquel est venu s'opposer Me Guy-Merrill Desaulniers. Je l'ai de nouveau expliquée hier. Le but de cette loi est de protéger les policiers et les pompiers qui peuvent s'unir ensemble dans une même municipalité. Quant à la crainte du chef de l'opposition au sujet des conventions collectives, qu'il lise l'article 3 qui dit que les conventions en force le demeurent.

Le bill ne défend pas l'union, mais défend les abus et prévient le danger. Gouverner, c'est prévoir. S'il y avait eu dans le passé plus de prévision, nous n'aurions pas les ennuis que nous déplorons. Il vaut mieux prévenir un incendie que d'avoir à l'éteindre

quand les dommages sont faits. Il n'y a que les aveugles pour ne pas voir ça.

Si l'opposition veut être contre, c'est son droit. Mais j'ai la certitude, dans mon âme et conscience, de rendre service à ma race et à ma province et de prévenir des désastres. Les idées subversives circulent partout dans le monde. Il est temps que l'on s'aperçoive qu'il n'y a pas de coin de terre au monde qui soit plus favorisé par la Providence que la province de Québec. Le gouvernement veut à tout prix conserver la tradition du bon sens et de l'ordre qui règnent à une époque de développement matériel, moral et spirituel.

M. Ross (Montréal-Verdun): Une simple lecture du bill 67 m'a convaincu qu'il est inique. C'est une atteinte à la liberté humaine. C'est une mesure conforme à la politique traditionnelle de l'Union nationale qui porte atteinte aux libertés syndicales. Il continue la politique de l'Union nationale d'oppression de la classe ouvrière. On s'en rend compte immédiatement en lisant les articles de ce projet. Mon discours sera bref. Pour les raisons exposées tantôt par le chef de l'opposition, je suis entièrement et totalement opposé à ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Verdun est totalement à côté de la "track". De plus, il se met en contradiction avec son chef qui a dit qu'il n'avait pas eu le temps d'étudier attentivement le projet. Mon honorable ami dit qu'en une simple lecture, il est parvenu à voir que c'était un bill inique. Il aime mieux faire de la politique que de se montrer prévoyant.

M. Ross (Montréal-Verdun): Chaque fois que l'Union nationale attentera à la liberté et à la dignité humaine, je protesterai.

Des voix ministérielles: (Ironiques) Oh!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En souriant) Décidément, le député de Verdun veut détruire toutes ses chances de candidature à la direction du Parti libéral. Cela augmente les chances du député de Westmount (M. Marler). D'ailleurs, je n'ai jamais vu tant d'emphasis, tant d'excitation à propos de rien. Je le répète, ce projet a pour but de protéger les policiers, de leur assurer la liberté de se mener eux-mêmes chez eux et de ne pas recevoir de mot d'ordre de l'extérieur. C'est une loi qui veut la sauvegarde de l'autonomie municipale, et surtout qui est en accord avec le bon sens.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je ne suis pas en contradiction avec mon chef. J'aime ma province autant que le premier ministre, mais j'aime aussi la liberté humaine et l'Union nationale n'a pas le droit d'y porter atteinte.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 67 sans l'amender.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 40 modifiant la loi du contrôle du revenu;
- bill 50 modifiant la loi du régime des eaux courantes, relativement à l'acquisition de terrains et servitudes pour l'installation de lignes électriques;
- bill 55 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;
- bill 56 pour valider des enregistrements faits dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe;
- bill 57 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement au bill 131 autorisant les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel à imposer une taxe d'éducation.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 51 concernant le rachat de certains terrains détenus en vertu d'un constitut ou bail à rente, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 18, le suivant:

"19. La présente loi ne doit pas être interprétée comme portant atteinte à la loi relative aux constitués et au régime de tenure dans la cité de Hull (14 George V, chapitre 99) et ses amendements."

2. L'article 11 devient article 12.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 42 modifiant la loi de l'instruction publique, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer: L'article 28 est modifié en biffant, à la page 7, le numéro "592".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 49 modifiant la loi de la chasse, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer.

L'article 3 est modifié:

a. dans la version anglaise seulement;
b. en biffant, dans les sixième et septième lignes du paragraphe "4^{on}" du sous-article "c", à la page 3, les mots "par tête abattue";

c. en biffant, dans les sixième et septième lignes du paragraphe "7^{on}" du sous-article "c", à la page 3, les mots "par tête abattue";

d. en biffant, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe "8^{on}" du sous-article "c", à la page 3, les mots "par tête abattue".

Projets de loi:

Rachat de terrains

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 51 concernant le rachat de certains terrains détenus en vertu d'un constitut ou bail à rente.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi de l'instruction publique

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 42 modifiant la loi de l'instruction publique.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi de la chasse

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 49 modifiant la loi de la chasse.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commissions scolaires

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 concernant les commissions scolaires de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Île Maligne soit maintenant lu une deuxième fois.

Les compagnies Price Brothers et Aluminum Company seront appelées à verser ½ de 1 % de leur évaluation municipale pour les fins scolaires de ces deux municipalités. Le montant qu'elles auront à verser dépassera probablement les \$70,000, et cette somme sera divisée au *pro rata* des enfants d'âge scolaire.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 58 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Christine et Saint-Léonard-de-Port-Maurice, Portneuf

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 concernant les

municipalités de la paroisse de Sainte-Christine et de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Portneuf, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 65 sans l'amender.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Caisses populaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 72 modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 15, soit modifié en remplaçant, dans les douzième et treizième lignes, les mots "pendant une période de trois ans" par les mots "pendant une période de sept ans".

Cette loi, dit-il, renouvelle l'entente entre le gouvernement et les caisses populaires. En vertu de cette entente, la Fédération des caisses populaires

reçoit du gouvernement pendant sept ans une subvention n'excédant pas \$90,000 par année, pour payer les frais d'inspection des caisses populaires dans la province de Québec. Cette subvention permettait à la Fédération de faire elle-même l'inspection des caisses qui restent ainsi à l'abri de toute ingérence gouvernementale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Sous l'administration de l'Union nationale, les caisses populaires ont progressé énormément et pris un essor très considérable dans la province depuis quelques années. Le gouvernement a encouragé ces banques du peuple dans toute la mesure du possible, et c'est l'Union nationale qui a, la première, contracté un emprunt de \$3,000,000 par l'entremise des caisses populaires, ce qui leur a donné beaucoup de prestige. De plus, nous leur avons donné le droit de faire de l'assurance. Jamais un gouvernement n'a autant fait pour les caisses populaires.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Tout le monde se réjouit du succès grandissant des caisses populaires qui font une œuvre admirable. Le fait étonnant en est le montant des dépôts qui dépassent présentement \$200,000,000. Il (M. Marler) demande cependant au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de quelle façon peut-il s'assurer que les inspections sont bien faites, afin d'éviter des revers comme celui qu'on a eu à déplorer à Val d'Or. Je suis étonné, dit-il, du fait qu'en dépit des inspections que l'on fait, des choses comme celles qui se sont produites à Val d'Or peuvent arriver. Je réclame du gouvernement une inspection encore plus sévère.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le gouvernement n'entend en aucune façon intervenir dans la liberté des caisses populaires. L'inspection des caisses populaires est une œuvre humaine et, par conséquent, imparfaite. Le cas de Val d'Or n'est qu'un sur 1,000, et le système d'inspection est aussi efficace que possible.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Y a-t-il eu enquête du procureur général dans cette affaire de Val d'Or?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Avec ironie) On m'a demandé d'intervenir, mais quand nos hommes sont arrivés, les oiseaux étaient partis. En ce qui concerne la caisse populaire de Val d'Or, je dirai ceci: la caisse avait placé bien en évidence dans son bureau un certificat de l'école de coopération de la Faculté des sciences de l'Université Laval¹. Je comprends qu'ils étaient de bonne foi. Le

certificat disait: "L'école de coopération de la Faculté des sciences sociales certifie que la caisse populaire de Val d'Or est bien organisée." Les gens se sont fiés là-dessus et ils ont fait faillite. (D'un ton sérieux) Ce qui s'est passé à Val d'Or ne prouve absolument rien contre les caisses populaires. On a eu affaire à un escroc qui s'est enfui avec l'argent et que la police n'a pas pu rattraper jusqu'à présent.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La caisse populaire avait consenti un emprunt de \$250,000 à la Valdorienne, une coopérative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Elle avait son certificat.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne tiens pas le gouvernement responsable des malheurs de la caisse populaire, mais je voudrais bien que le ministre nous donne des explications.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le fait qu'il se soit produit une seule erreur sur mille caisses populaires pendant un nombre considérable d'années prouve d'ailleurs que les inspections sont bien faites.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rivière Mitis

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives

au bill 60 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Mitis.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Ressources hydrauliques, soit autorisé à louer en tout ou en partie, à la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent, pour le temps et aux conditions qu'il juge opportuns, sous réserve toutefois des stipulations ci-dessous:

a. Les forces hydrauliques de cette section de la rivière Mitis comprise entre la ligne séparative des rangs quatre et cinq (IV et V) canton de Fleuriault, et la ligne séparative des rangs quatre et cinq (IV et V), canton de Passé, comprenant les forces hydrauliques des tributaires de la rivière Mitis pouvant être affectées par l'utilisation ou l'aménagement desdites forces hydrauliques de la rivière Mitis;

b. Le droit d'ériger des barrages et autres ouvrages pour l'exploitation de ces forces hydrauliques dans le domaine de la couronne;

c. Le terrain nécessaire, dans le lit et sur la terre ferme, le long de ladite rivière et de ses tributaires, pour l'érection de ces travaux et l'aménagement et l'exploitation de ces forces hydrauliques.

Les plans, devis et spécifications relatifs à ces ouvrages doivent être préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur paiement par la compagnie d'une somme de deux cents dollars.

2. Que le terme du bail ne devra pas excéder vingt-cinq ans. Il pourra cependant, à l'option de la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent, être renouvelé, aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera, pour une période additionnelle de vingt-cinq ans sur avis écrit donné à cet effet par ladite compagnie, au ministre des

ressources hydrauliques, au moins trente jours avant l'expiration du bail.

3. Que les travaux d'aménagement de ces forces hydrauliques devront être faits par la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent, de façon à ne pas entraver le développement du potentiel maximum desdites forces hydrauliques et à pouvoir être utilisés comme partie d'un développement ultérieur de ces forces.

4. Que l'énergie électrique produite par ladite centrale électrique devra être développée sous forme de courant alternatif triphasé d'une fréquence de soixante cycles par seconde ou sous toute autre forme décrétée par la Régie de l'électricité.

5. Que la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent et sa dite entreprise hydroélectrique seront, pendant toute la durée et toute période de renouvellement de sa location, soumis à la juridiction de la Régie de l'électricité, conformément aux dispositions de la loi de la Régie de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 16A, édicté par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 21) de ses amendements et de toute autre loi qui peut être adoptée concernant les entreprises de production, de vente ou de distribution d'énergie électrique.

6. Que la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent devra, autant que possible, employer, pour la construction, le maintien et l'exploitation de ladite centrale électrique et tous autres travaux s'y rapportant, des techniciens de la province de Québec et de la main-d'œuvre de la région et des régions avoisinantes.

7. Que la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent sera responsable des dommages causés à la couronne et aux tiers par suite des travaux en question.

8. Que pendant la durée de ce bail, la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent pourra, pour les fins de sa dite entreprise, exercer, en son nom et pour son compte, les droits d'expropriation prévus par l'article 16 de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98) comme si elle était propriétaire desdites forces hydrauliques.

9. Que la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent ne pourra exporter hors de la province de l'énergie provenant de l'aménagement desdites forces hydrauliques sans l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra déterminer les conditions auxquelles cette autorisation sera soumise.

10. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra stipuler, en plus des conditions prévues par

les présentes résolutions, toute autre condition additionnelle qu'il jugera opportune pour favoriser le développement de l'industrie et le progrès général de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans le Bas-Saint-Laurent, il y a pénurie d'électricité. La Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent produit en tout de 10,000 à 11,000 chevaux-vapeur. Elle a une capacité de 14,000 chevaux-vapeur. Elle demande le pouvoir de harnacher une partie seulement des forces hydrauliques de la rivière Mitis, vu l'électrification rurale intense qui se fait dans ce district, ce qui lui permettra de hausser sa production à 20,000 chevaux-vapeur environ. Il restera encore deux chutes non harnachées sur la rivière Mitis.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Je connais assez bien cette rivière. Les besoins croissants de l'agriculture dans cette région nécessitent le harnachement de nouveaux pouvoirs d'eau. Je ne vois pas seulement l'intérêt de l'électrification rurale dans ce projet, mais aussi du développement de l'industrie à Matane, Mont-Joli, etc.

Avec la puissance actuelle de ses usines, la compagnie ne peut répondre à toutes les demandes. Nous devons lui faire cette concession. Je suis favorable au projet, mais je regrette cependant que le bill ne fixe pas d'avance le prix du loyer annuel qui sera chargé à la compagnie. C'est un autre mandat en blanc que demande le gouvernement.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Les techniciens ne sont pas actuellement en mesure de déterminer le loyer, parce qu'on ne sait pas ce que vont coûter les travaux. On le fera plus tard. Le prix ordinaire du loyer est de \$1 le cheval-vapeur. Dans ce domaine, le gouvernement a toujours fait son devoir et il continuera de le faire.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60

concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Mitis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province - salaires et dépenses (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose une question au sujet d'une série de subventions accordées aux industries.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il s'agit de cadeaux donnés aux petites industries pour leur permettre de ne pas faire faillite. Il arrive rarement qu'une subvention soit de plus de \$1,000. Dans certains cas, la seule industrie du village peut alors rester en opération et son crédit avec la banque peut s'améliorer.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pour favoriser l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose une question au sujet du remplacement des chaudières en fer-blanc.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Dix millions de chaudières de fer-blanc autrefois utilisées dans les érablières de la province ont déjà été changées pour des récipients d'aluminium, en vertu d'une entente fédérale-provinciale qui est en application depuis 1937, afin de permettre la production de sucre et de sirop d'érable de qualité supérieure.

Ces 10,000,000 de chaudières représentent environ la moitié de l'outillage présentement utilisé. Et, si l'évolution se poursuit au rythme actuel, d'ici deux ou trois ans, tous les récipients de fer-blanc utilisés par les cultivateurs pour la récolte de l'eau d'érable seront remplacés par des chaudières d'aluminium.

En vertu de l'entente de 1937, Ottawa et Québec payent un tiers chacun du coût des nouvelles chaudières. Le producteur de sucre d'érable n'a qu'un tiers à payer. Une chaudière qui vaut 51 cents ne coûte donc que 17 cents au propriétaire de l'érablière.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'ai été étonné, en parcourant les statistiques provinciales, de constater que plus de la moitié de la production érablière de la province était de qualité inférieure. Seulement 12 % de la récolte a été classée A ou AA, et je crois, sans aucunement vouloir blâmer le ministre, qu'il serait dans l'intérêt de la province que quelque chose soit fait pour améliorer notre production de sucre.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) répond que son ministère s'intéresse à la vente à l'extérieur et il détermine la qualité de la production, mais c'est le ministère de l'Agriculture, par ses agronomes, qui pourrait sûrement faire quelque chose en ce sens.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office de

l'artisanat et de la petite industrie (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose une question sur les expositions d'artisanat².

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): On tient 12 expositions d'artisanat par année dans la province. La dernière a eu lieu à Ottawa. Le gouverneur général Alexander et le premier ministre du Canada, Louis Saint-Laurent, ont inauguré cette exposition québécoise qui fait une belle propagande à notre province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues et frais de représentation (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemin de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et **M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** posent

des questions au ministre des Mines (l'honorable M. French)³.

L'honorable M. French (Compton): Le chemin de fer entre Havre-Saint-Pierre et les mines de fer titané du lac Allard, à une distance d'une trentaine de milles, sera terminé cette année, et l'on pourra ainsi commencer, cette année aussi, l'expédition du minerai de fer titane à Sorel, où sera située l'usine de raffinage.

Quant au chemin de fer que la compagnie Hollinger projette de construire pour relier Sept-Îles aux mines de fer de l'Ungava, à quelque 300 milles à l'intérieur des côtes, il sera commencé le 1^{er} juillet 1951. La compagnie a construit jusqu'à présent 150 milles de chemins temporaires dans les environs du lac Knob. Elle a repéré 350,000,000 de tonnes de minerai, dont les deux tiers dans la province de Québec et le reste dans le Labrador terre-neuvien.

D'autres dépôts de minerai de fer ont aussi été découverts un peu partout. La compagnie a dépensé \$8,000,000, jusqu'à maintenant pour ses travaux d'exploration. Le champ d'atterrissage est terminé et l'on a construit 23 camps de prospecteurs, l'an dernier. Seulement des travaux de recherche ont été exécutés pour le moment quant au barrage qui sera construit à Eaton Canyon. Quatre concessions ont été faites à la compagnie Noranda.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Questions et réponses:

Rivière des Gagnon

M. Dupré (Verchères): Relativement aux travaux que le ministère de l'Agriculture a fait exécuter en régie dans la Rivière des Gagnon, Saint-Pamphile et Sainte-Perpétue, comté de L'Islet, depuis le 1^{er} janvier 1940:

1. Quel a été le coût total des travaux de creusage et quelle proportion de cette dépense le gouvernement de la province a-t-il payée?

2. Quel a été le coût total de l'épandage des déblais et quelle a été la contribution:

- a. Du gouvernement de la province;
- b. Des cultivateurs intéressés?

L'honorable M. Barré (Rouville): (Voir le tableau ci-dessous)

1. Coût du creusage.....	\$ 57,685.74
Proportion de la dépense payée par le gouvernement	100 %
2. Coût de l'épandage fait à date.....	\$ 5,894.00
a.	\$ 4,631.00
b.	1,263.00

Municipalité	Cours d'eau	Coût du pont		Estimation préliminaire	Longueur du pont	Entrepreneur
		Contrat	Matériaux			
Grand-Métis	Paige.....	\$12,830.00	.....	\$15,680.00	16 pieds	Octave Gagnon, Mont-Joli
Grand-Métis	Grant	8,675.40	.....	8,228.26	20 pieds	Octave Gagnon, Mont-Joli
Grand-Métis	Labbé.....	5,836.57	\$688.52	5,981.00	12 pieds	J.-Alph. Ouellet et Philippe Fournier, Grand-Métis

Henri-Charles Tétreault

M. Dupré (Verchères): Quel montant le gouvernement de la province a-t-il payé à M. Henri-Charles Tétreault, de Saint-Césaire de Rouville, depuis le 1^{er} avril 1944, pour achat de terrain ou à titre d'indemnité à la suite d'expropriation?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Pour 9,881 pieds carrés de terrain, \$50 - pour perte d'arbres, \$150 -, pour dommages causés à la maison de M. Tétreault à la suite des travaux de voirie, troubles et inconvénients, \$9,325.

Dépôt de documents:

Travaux de drainage Petite Rivière Saint-Lambert

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en

Ponts ou ponceaux sur la rivière Métis

M. Lévesque (Gaspé-Nord): 1. Quel a été le coût des travaux de construction ou de réfection que le gouvernement de la province a fait exécuter à chacun des trois ponts ou ponceaux sur le parcours de la route no 6, entre la rivière Métis et le village de Métis-sur-Mer, au cours des années 1948 et 1949?

2. Quels étaient, dans chaque cas, les estimés préliminaires?

3. Quelle est la longueur exacte de chacun desdits ponts ou ponceaux?

4. Quels entrepreneurs ont exécuté les travaux dans chaque cas?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1, 2, 3 et 4. (Voir le tableau ci-dessous)

date du 8 mars 1950, pour la production, relativement aux travaux de drainage exécutés à l'entreprise dans la Petite Rivière Saint-Lambert, ses affluents et ses branches, située principalement dans le comté de Chambly, depuis le 1^{er} janvier 1947 jusqu'au 15 février 1950:

a. copie de toutes soumissions reçues;

b. copie de toutes ententes, conventions supplémentaires et annexes au contrat du 4 juin 1948 entre l'entrepreneur Ulysse Sainte-Marie et le ministère de l'Agriculture;

c. copie de tous estimés progressifs;

d. un état indiquant la dépense encourue au 15 février 1950 pour lesdits travaux, le solde dû à cette même date aux entrepreneurs et l'estimé des travaux à être encore exécutés. (Document de la session no 35)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 104 modifiant la charte de la cité de Beauharnois;
- bill 111 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 120 concernant l'adoption d'Aimée-Blanche-Yvonne Pay et de Marie-Julienne Hébert;
- bill 121 érigeant la municipalité de La Rochelle pour fins municipales seulement;
- bill 129 constituant en corporation le séminaire Sainte-Marie de Shawinigan;
- bill 145 changeant le nom de William George Andrews en celui de William George Matheson;
- bill 150 des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec;
- bill 163 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Arthur Murray Bain;
- bill 179 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 181 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales et scolaires dans la ville de Louiseville;
- bill 185 modifiant la charte de la cité de Longueuil;
- bill 187 constituant en corporation la Caisse de retraite du clergé;
- bill 202 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Alexander Paterson à l'exercice de la profession d'avocat.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

dirigée par le père Georges-Henri Lévesque (1903-2000). Ce dernier, fervent catholique libéral engagé à promouvoir les principes de la démocratie, entre souvent en conflit depuis avec l'élite politique et cléricale de la province, notamment avec l'honorable M. Duplessis. À ce sujet, voir: Conrad Black, *Duplessis. Le pouvoir*, tome 2, Montréal, 1977, pp. 373-376.

2. *Le Canada* du 24 mars 1950, à la page 2, rapporte qu'à partir de ce moment, "pendant une heure, la discussion se poursuit en anglais, au grand émerveillement de Sir Howard d'Egville, secrétaire de l'Association interparlementaire du Commonwealth britannique, qui assiste à la fin de la séance sur un fauteuil d'honneur placé sur le parquet, à côté du pupitre de M. H.-D. Langlais, whip en chef ministériel".

3. *The Gazette* du 24 mars 1950, à la page 11, mentionne que les questions au ministre sont faites en anglais.

NOTES

1. Le premier ministre parle de l'École des sciences sociales de l'Université Laval, fondée en 1938 et

Séance du vendredi 24 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

**Anniversaire de l'honorable
M. Sauvé, Deux-Montagnes**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Au nom du gouvernement, j'offre mes souhaits les meilleurs au ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) à l'occasion de son anniversaire de naissance. J'ai un attachement particulier pour le fils de mon ami d'autrefois, son père distingué¹, dont il a hérité des éminentes qualités.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) félicite le ministre et dit qu'il existe entre eux deux une amitié qui date déjà de quelques années et qui ne s'est jamais démentie, en dépit des exigences politiques.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Je remercie le premier ministre et le chef de l'opposition des paroles élogieuses qu'ils ont prononcées à mon endroit en ce jour d'anniversaire.
(Applaudissements)²

Projets de loi:

Ordre public

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 67 concernant l'ordre public.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué et que ledit bill soit renvoyé de nouveau à un comité plénier de la Chambre.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 67 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.
Adopté, après division.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) ne peut pas voir pourquoi les policiers ne peuvent pas s'unir en fédération dans la province comme les maires et les fonctionnaires municipaux qui étaient eux-mêmes associés en fédération. Il y a deux poids et deux mesures puisque, dit-il, le gouvernement permet aux municipalités de s'organiser en unions et qu'il défend à leurs employés, comme les policiers et les pompiers, de le faire. Le projet de loi introduit par le gouvernement représente clairement l'attitude du gouvernement envers les mouvements syndicaux en général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Par le biais d'une législation progressive, le gouvernement a clairement montré sa sollicitude envers la classe ouvrière au cours des dernières années. Dans le cas actuel, il est important que l'autonomie des municipalités soit respectée et que les municipalités, en tant qu'employeurs des policiers, ne soient pas soumises à une fédération syndicale. Il est évident qu'une fraternité de policiers de la province, qui est dirigée par un chef du parti C.C.F. (Co-operative Commonwealth Federation), est directement en voie de devenir interprovinciale et, dans peu de temps, internationale³.

L'ordre public doit être respecté et les policiers et les pompiers doivent donner l'exemple du respect de l'ordre. Cette loi est une manifestation du bon sens parce qu'elle dit que les policiers et les pompiers ne relèvent que de ceux qui les emploient et qui les paient. Par cette loi, nous rendons service à la province et au public.

Alors que, sous les régimes libéraux, il se payait des salaires de famine dans la province, sous l'Union nationale, les salaires ont augmenté pour un montant de \$600,000,000. C'est aussi l'Union nationale qui a nommé un véritable ouvrier comme ministre du Travail, alors que les libéraux nommaient à ce poste des membres du Barreau.

Le gouvernement Duplessis a été le premier à reconnaître le droit d'union, mais l'union dans l'ordre et le respect de l'autorité. L'ordre public existe pour tout le monde, professionnels comme ouvriers, et les policiers et pompiers se doivent de donner l'exemple du respect de l'ordre et de l'autorité. Les conditions faites depuis quelque temps plaçaient les policiers et pompiers en guerre continue contre le peuple municipal, contre l'autorité des corporations municipales.

Il faut prévoir et corriger le mal à sa source. Ce n'est pas quand le patient est malade ou mourant qu'il est temps d'intervenir. Nous ne formons pas un gouvernement de "coroners" mais un gouvernement qui protège la santé publique.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande la tenue d'un vote enregistré.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Riendeau, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 71.

Contre: MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 67 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Route Trans-Canada

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 41 concernant la route Trans-Canada.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux fins ci-dessus, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les dépenses occasionnées par l'exécution des conventions et mesures autorisées par la loi qui accompagne la présente résolution.

Cette loi, dit-il, fournit au gouvernement l'opportunité de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder les droits constitutionnels de la province et pour favoriser le développement de toutes les régions de notre province et, en particulier pour continuer et garantir le progrès et l'amélioration de notre voirie dans nos municipalités rurales de village et de paroisses. Les dépenses nécessaires à l'exécution de ces conventions et mesures sont puisées à même le fonds consolidé du revenu.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'opposition n'est pas très renseignée sur le projet de route transcanadienne parce que le gouvernement provincial n'a donné qu'une publicité très limitée aux pourparlers qu'il a eus avec les autorités fédérales à ce sujet.

Il (M. Marler) critique la clause 3 qui permet au gouvernement de payer à même le fonds consolidé du revenu les dépenses imposées par l'entente.

C'est un autre blanc-seing, dit-il, un mandat illimité qui permet au gouvernement de dépenser n'importe quel montant, n'importe quand, à tout propos, sans être tenu de passer par le budget.

On demande non seulement l'autorisation de dépenser quelques millions, mais un montant illimité.

C'est le système des mandats en blanc qui se continue et grâce auquel le gouvernement dépense ce qu'il veut à tout propos.

Durant le dernier exercice fiscal de 1948-1949 pour lequel nous avons des chiffres précis, le gouvernement a dépensé \$75,000,000 de plus que les crédits prévus au budget. C'est une bien mauvaise façon de procéder et je me ferai un devoir de le répéter chaque fois que le gouvernement présentera un projet semblable. On en est rendu à un point où presque tous les projets de loi contiennent des clauses semblables.

En ce qui concerne la route transcanadienne, il n'est pas du tout nécessaire de procéder par des mandats en blanc. Cela constitue une sorte d'abdication par la Chambre du contrôle des deniers publics. Je demande des explications au ministre de la Voirie sur la portée du projet de loi.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le projet d'une route transcanadienne n'est pas nouveau. Il tire son origine des provinces de l'Ouest, particulièrement des provinces moins riches et plus jeunes qui ne possèdent pas de routes traversant leur territoire d'un bout à l'autre.

Je dois dire que la province de Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse sont moins intéressés dans un projet de route transcanadienne. Notre province, par exemple, est dotée de routes convenables qui traversent son territoire d'une extrémité à l'autre. À cause de cela, si la province de Québec est prête à collaborer, elle n'est pas aussi anxieuse de voir le projet se réaliser que certaines autres provinces. Elle entend coopérer pour prouver son intérêt dans les choses canadiennes.

Cette collaboration, nous voulons qu'elle s'exerce dans les cadres de la Constitution, dans le respect de l'ordre et de nos droits. La voirie est un domaine absolument provincial et nous voulons qu'elle le reste. Nous ne voulons pas que la route transcanadienne devienne un prétexte pour le gouvernement central de s'ingérer dans un autre domaine provincial.

Comme deuxième raison qui incite le gouvernement de Québec à considérer le projet avec beaucoup de circonspection, c'est que la province de Québec est l'une des plus vieilles de la Confédération. Elle possède un passé chargé d'histoire. Toute section de la transcanadienne au Québec devrait respecter le caractère historique de la province et, pour élargir certaines routes faisant partie de la route transcanadienne, il faudra démolir de nombreuses maisons anciennes dans certains villages. Nous ne voulons pas que le projet change l'aspect de notre province et modifie son caractère historique pour y construire quelque super "highway".

Au reste, les pourparlers avec le ministre de la Reconstruction d'Ottawa, M. Winters, sont commencés depuis l'automne dernier, mais n'ont encore donné lieu à aucune entente définie. La présente législation n'a pour but que de permettre de continuer les discussions avec Ottawa dans le respect de la Constitution.

Le chef de l'opposition se scandalise et prétend qu'il s'agit encore d'un mandat en blanc. Il oublie que ce n'est pas l'Union nationale qui a instauré la politique des mandats en blanc en ce qui concerne la voirie, mais son propre gouvernement. La loi de la voirie, votée par les libéraux, permet à ce ministère de dépenser \$100,000,000, et même \$200,000,000, sans autorisation. Le chef de l'opposition devrait être le dernier à soulever cette question des mandats en Chambre, car je ne me rappelle pas qu'il ait critiqué cette loi ou qu'il ait demandé son rappel.

Tout au plus, c'est de l'électoratisme que le chef de l'opposition veut faire et il le fait aux dépens de ses anciens amis. Dans le présent cas, c'est la seule façon de procéder, puisqu'on ne peut pas prévoir le coût de la route avant de conclure une entente.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne suis pas opposé au projet, mais pourquoi le gouvernement demande-t-il encore un mandat en blanc? Nous ne savons pas où nous allons. C'est particulièrement vrai dans votre ministère, où les budgets ne représentent nullement les intentions du gouvernement.

Sur le terrain autonomiste, je partage les vues du ministre. J'ai toujours été et je reste en faveur du respect intégral de tous les droits de la province. Quelle compensation Ottawa va donner au Québec pour les sections de la route transcanadienne déjà construites?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dit qu'il ne peut pas répondre à la question parce qu'on n'a pas décidé quelles routes déjà existantes seraient utilisées. Personne ne connaît la trajectoire de la route, dit-il. Il y a eu bien des discussions à Ottawa sans conclusions définitives. Il y a divergence d'opinion particulièrement sur deux points: la largeur de la route et la répartition des coûts de construction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet en était seulement à l'étape des discussions préparatoires. Le gouvernement est prêt à coopérer avec Ottawa, mais pas au détriment de la politique de la voirie rurale, ni au détriment des routes qu'il faut nécessairement construire pour assurer le développement de régions minières comme le Saguenay.

Le chef de l'opposition affirme que le projet de loi donne au gouvernement le droit de dépenser tout l'argent qu'il désire sans le contrôle de la Chambre. Comment toute somme d'argent à être dépensée peut être aujourd'hui précisée dans un projet de loi, lorsque aucune négociation n'a été en mesure d'indiquer ce qu'il fallait faire? Aussi, le tracé de la route reste à faire.

Le problème avec Ottawa, c'est que les officiers supérieurs veulent avoir plus de prestige et un meilleur salaire en touchant à tout. Il n'y a aucun doute qu'Ottawa a une intention cachée, parfois exprimée par un organisme près du gouvernement fédéral, à savoir que les autorités fédérales doivent prendre le contrôle de la circulation routière au Canada sous prétexte qu'il s'agit d'un système de transport national.

Il veut examiner l'offre d'Ottawa pour s'assurer que ce n'est pas un cheval de Troie. L'histoire peut se répéter à moins d'être prudent.

Ottawa, dit-il, offre de verser seulement une petite partie des coûts de la route transcanadienne, parce que le gouvernement fédéral ne veut pas payer pour les dommages causés aux terres. Ottawa semble bien avoir l'intention de contrôler la circulation sur les soi-disant routes nationales.

À mon point de vue, la province de Québec n'a pas besoin de "cadeaux de Grec" de la part d'Ottawa. À mon avis, la commission Turgeon avait principalement pour but de préparer cet accaparement. On ne les laissera jamais faire.

Dans les projets de loi comme celui-ci, il faut surveiller le camouflage. La bureaucratie est très forte à Ottawa. En ce qui a trait à Québec, nous n'allons jamais abandonner le contrôle de nos routes sous prétexte qu'elles sont nationales. Nous voulons collaborer, mais nous allons faire preuve de prudence en gardant le cheval de Troie à l'extérieur de la province. Nous allons collaborer sur une base constitutionnelle et juste. Je ne permettrai pas aux autorités fédérales de se servir d'un projet de route Trans-Canada comme d'un cheval de Troie pour s'emparer de la voirie, et je n'accepterai aucun projet nécessitant de rebâtir une partie de nos villages pour y ouvrir une route de 100 pieds.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division. La résolution relative au bill 41 est agréée.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 concernant la route Trans-Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quelle est la base sur laquelle sera établie la contribution du gouvernement fédéral⁴?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement d'Ottawa ne paiera que pour la construction de la route, laissant aux provinces le soin de payer seules le coût des expropriations.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 41 sans l'amender.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Hydro-Québec
et Keystone Transports**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit

permis de présenter le bill 76 concernant l'Hydro-Québec et Keystone Transports Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 76 concernant l'Hydro-Québec et Keystone Transports Limited.

Adopté.

Dépôt de documents:

Assistance publique et tuberculose

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 8 mars 1950, pour la production d'un état montrant:

a. les noms des institutions ou autres établissements auxquels des octrois ont été accordés ou promis par le gouvernement de la province, aucun de ses ministres ou fonctionnaires, depuis le 1^{er} avril 1945 jusqu'au 28 février 1950, en vertu de la loi de l'assistance publique et de la loi pour combattre la tuberculose;

b. le montant total de l'octroi promis dans chaque cas;

c. le montant total payé à date dans chaque cas;

d. la date de l'expiration de l'octroi dans chaque cas. (Document de la session no 36)

Projets de loi:

Municipalité de Saint-Simon-les-Mines, Beauce

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 230 érigeant la municipalité de Saint-Simon-les-Mines, dans le comté de Beauce, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Poulin (Beauce) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 230 sans l'amender.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant la loi des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 7 de l'article 2, qui se lit comme suit:

"7. Les membres, le secrétaire, les officiers et les employés de la commission ne peuvent être recherchés en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions".

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) si ces employés deviennent des intouchables, vu que, dit-il, selon ce texte, ils ne seraient pas responsables des accidents qu'ils peuvent causer.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les membres et employés de la Commission de l'industrie laitière font des enquêtes difficiles chez les distributeurs de lait et ils ont besoin d'être protégés dans leurs actes officiels.

M. Ross (Montréal-Verdun): Cette clause est très dangereuse et il faudrait qu'un employé soit de mauvaise foi pour être responsable, ce qui semble contre les dispositions de l'article 1053 du Code civil. Le public doit être protégé efficacement contre les abus possibles de certains fonctionnaires.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): La clause ne fait que mettre les employés de la Commission sur le même pied que les autres fonctionnaires publics. Il reste toujours un recours contre la Commission elle-même. La responsabilité des maîtres pour les actes de leurs serviteurs existe aussi, et il y a une loi générale qui protège les employés publics dans leurs fonctions, disposition dont la présente ne diffère pas.

M. Ross (Montréal-Verdun): Mais la Commission est un organisme de la couronne et il faut une pétition de droit pour la poursuivre. Or, le gouvernement ne se montre pas toujours empressé à accorder les pétitions de droit. Pourquoi, si la loi générale existe, faut-il insérer ce paragraphe qui répète la loi?

L'honorable M. Barré (Rouville) s'excuse d'intervenir dans une querelle d'avocats. Les inspecteurs de la Commission, dit-il, rencontrent souvent des récalcitrants qui cherchent parfois même par des moyens violents à paralyser leur travail. Il faut qu'ils se sentent protégés et appuyés par la loi. La crainte des poursuites peut les porter à hésiter parfois. Nous voulons qu'ils sentent derrière eux la force et l'immunité voulues pour leur permettre d'accomplir tout leur devoir.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 62 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Villages miniers (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. French (Compton): Ces bourses sont accordées à des étudiants en génie minier et aussi à des ingénieurs, pour leur permettre de poursuivre des études plus avancées. Les premiers reçoivent en moyenne des bourses de \$170 et les autres, de \$900.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des tourbières (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Dépôt de documents:

Travaux de drainage, rivière Nord-Ouest

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 15 mars 1950, pour la production des documents suivants relativement aux travaux de drainage exécutés à l'entreprise de la rivière Nord-Ouest, ses affluents et ses branches, situés

principalement dans le comté de Montmagny, depuis le 1^{er} janvier 1948 jusqu'au 15 février 1950:

- a. copie de toutes soumissions reçues;
- b. copie de toutes ententes, conventions supplémentaires et annexes au contrat du 7 juillet 1948 entre l'entrepreneur Ulysse Sainte-Marie et le ministère de l'Agriculture;
- c. copie de tous estimés progressifs;
- d. un état indiquant la dépense encourue au 15 février 1950 pour lesdits travaux, le solde dû à cette même date aux entrepreneurs et l'estimé des travaux à être encore exécutés. (Document de la session no 37)

Projets de loi:

Loterie de Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 68 pour aider à la diffusion de l'instruction et à la protection de la santé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que toutes les recettes de la Loterie du Québec, dont la tenue sera autorisée par la loi qui accompagne les présentes résolutions seront versées dans un fonds spécial, pour être consacrées exclusivement aux œuvres mentionnées dans l'article 2 de ladite loi et aux remboursements prévus par l'article 9 de la même loi.

Il appartiendra au comité de distribuer pour les fins de ladite loi, les deniers versés dans ce fonds spécial, après remboursement des avances faites par le fonds consolidé du revenu ou déduction des montants nécessaires pour effectuer ces remboursements.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter et modifier des règlements conciliables avec la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour son exécution et celle du plan de loterie.

Ces règlements et leurs modifications seront publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et seront dès lors réputés faire partie de ladite loi.

3. Que, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, le comité pourra s'adjoindre un secrétaire, des comptables et tous autres employés qu'il jugera nécessaires à l'organisation du plan de loterie et fixer leurs traitements ou salaires.

4. Que les dépenses encourues pour l'exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions, y compris celles de l'organisation et de l'exécution du plan de loterie et les traitements et salaires prévus par la résolution 3 seront payés à même le fonds consolidé du revenu, à titre d'avances au comité. Ces avances seront remboursées au fonds consolidé du revenu à même les deniers versés au fonds spécial constitué en vertu de la résolution 1.

Le projet soumis à l'approbation des députés, dit-il, est très important et il est réclamé par la grande majorité de l'opinion publique depuis bien longtemps. L'essence de ce projet de loi n'est pas nouvelle.

Déjà en 1934, le premier ministre de la province proposait un projet pour l'institution d'une loterie pour fins d'éducation et d'assistance publique. Il me demanda d'appuyer la loi, ce que je fis avec plaisir pour réaliser l'unité de vue d'une province qui voulait, à la face, affirmer son désir de voir cesser un état de choses à la fois illogique et injuste.

Il était en effet injuste, et il l'est aujourd'hui davantage, que le Québec n'ait pas le droit d'instituer une loterie, alors que l'article 236 du Code criminel proclame l'illégalité des loteries d'Irlande et d'Angleterre. Pourquoi n'y aurait-il pas une telle exception en faveur d'une province du pays? Québec veut avoir le droit d'instituer une loterie; si d'autres provinces veulent le faire elles aussi, c'est à elles de le décider. Mais, dans le cas du Québec, si la population le demande, je ne vois pas pourquoi l'autorité fédérale y mettrait une objection.

Les buts d'institution de cette loterie sont précis. Il s'agit surtout de trouver de l'argent que ne peut nous donner le budget ordinaire pour aider les pauvres à améliorer leur santé et parfaire leur instruction. Il y a deux biens particulièrement chers à tous, en ce moment: la santé et l'éducation, l'éducation étant la santé de l'esprit. Il me semble qu'on est unanime à proclamer que ces deux biens

devraient être l'apanage de tout le monde. Et pourtant, une partie notable de la population est privée de ces richesses d'une valeur inestimable, pour des raisons indépendantes de sa volonté. En dépit des améliorations considérables réalisées dans ces deux domaines vitaux, il y a encore quelque chose à faire pour que la situation soit parfaite.

Dans la province de Québec, on peut le dire sans vantardise, la Providence a prodigué les talents naturels parmi nos compatriotes. Ces talents peuvent être égalés ailleurs, mais ils ne sont surpassés nulle part. Malheureusement, ils restent comme une terre en friche, faute d'argent pour les faire fructifier, parce qu'il n'est pas toujours possible de faire les semailles nécessaires, de procéder au labour qui s'impose et de récolter la moisson qui découle de cette culture de l'esprit.

Nombreux sont les jeunes qui sont riches en talents mais pauvres en argent et, dans bien des cas, des familles se privent du nécessaire, font des sacrifices héroïques afin de donner à leurs enfants la richesse insurpassable de l'instruction, indépendante des fluctuations du marché et des conventions internationales. Il y a une quantité de parents pauvres qui ne peuvent assurer à leurs enfants l'instruction à laquelle leur talent les préparait. Et nous n'aurons jamais assez de compétences pour faire fructifier les immenses richesses naturelles dont la Providence nous a favorisés.

La province de Québec occupe une situation particulière. Nous sommes comme une oasis au milieu d'une mer immense. La Providence a voulu, dans sa grande bonté, nous gratifier de ressources naturelles qui font notre fierté. Malheureusement, en cette ère de l'énergie atomique et de la rapidité vertigineuse, il y a encore des domaines où le monde recule de façon regrettable. La seule méthode de progrès réside dans l'éducation. Et augmenter les facilités de l'instruction, c'est accomplir un devoir social, humanitaire et patriotique. Et nous n'aurons jamais trop de compétences pour faire fructifier les immenses richesses naturelles dont la province nous a favorisés.

Mais il faut également qu'à l'épanouissement de l'esprit s'ajoutent l'épanouissement et la pleine santé du corps qui permet à l'individu de déployer tous ses efforts et ses talents. Les plus beaux diplômes au monde n'ont aucune valeur s'ils sont déposés sur une tombe. Nous voulons donc qu'en plus d'aider l'instruction des enfants pauvres, les bénéfices de cette loterie servent à procurer à ces mêmes enfants, quand ils en auront besoin, les soins médicaux, les soins d'hospitalisation et même les soins

chirurgicaux qu'ils ne peuvent s'assurer avec leurs maigres ressources. Et nous aurons, grâce à la loterie d'État, ce moyen infaillible de le faire, sans oblitérer le budget de la province. Il y a de nombreuses améliorations dans le domaine de l'instruction et de la santé publique, mais il y a encore à faire.

Le projet de loi que nous présentons a provoqué et provoquera encore en certains milieux des protestations et des opinions divergentes. Mais il nous semble fondé non seulement sur l'accomplissement d'un devoir et la manifestation de la volonté populaire, mais aussi sur un besoin pressant. Il y a parmi les adversaires de cette mesure des personnes qui seront les premières à acheter des billets de loterie. Et je ne serais pas surpris que, parmi les opposants à cette loi pour raisons faussement morales, il y en ait qui ont des billets de loterie étrangère ou de loterie tout simplement illégale, dans leur poche. Il y a, de la part de certaines personnes, une pruderie qui ne rend aucun son de sincérité.

Grâce à la loi des loteries, nous pourrions arrêter l'hémorragie d'argent qui s'en va chaque année alimenter les loteries étrangères, et canaliser au profit du bien public les sommes énormes qui se dépensent chaque année en loteries illégales de toutes sortes, qui sont une véritable plaie sociale. Quelqu'un me disait, à bord d'un convoi de chemin de fer, samedi dernier, qu'il est agent dans la ville de Québec pour une loterie américaine à peine connue dans la province et qu'il vend chaque année des billets à Québec seulement pour au-delà de \$125,000. Desingos et des tirages rapportent jusqu'à \$70,000 par année dans des villes qui ne sont pas riches. Il n'est pas juste que ces revenus considérables, cette richesse monétaire s'éparpillent et se perdent pour le bénéfice de la spéculation, de l'intérêt privé mesquin au détriment de l'intérêt public fécond.

Chaque année, dans la province de Québec, il se dépense près de \$8,000,000 pour les loteries. Le juge en chef de la Cour supérieure me disait, en 1935⁵, que la province dépensait à ce moment au moins \$5,000,000 pour les jeux de hasard. Le sweepstake d'Irlande et certaines loteries des États-Unis drainent en dehors de la province, chaque année, des millions de dollars qui pourraient servir à l'épanouissement de beaux talents et aux soins de malades pauvres. Il n'est donc pas juste que ces millions profitent aux étrangers ou servent à enrichir des particuliers.

Est-il logique pour nous de croiser les bras et de laisser se continuer pareil état de choses quand les

besoins sont si considérables, chez nous? Je n'ai aucune hésitation à répondre non. Il faut, de toute nécessité, dans un monde secoué par les idées subversives, que nous établissions la stabilité profitable à l'individu, nécessaire à la famille et très avantageuse à la société. Il faut que l'argent du peuple du Québec soit d'abord dépensé dans l'intérêt du peuple du Québec. Il faut que ces sommes soient canalisées pour que la population puisse en profiter. C'est le but de cette loi. Et il n'est ni raisonnable, ni logique que nous laissions ainsi ces millions se dépenser inutilement, quand nous pouvons remédier à cette situation injuste pour notre peuple. Ce n'est pas la loterie qui est immorale, c'est le prolongement d'une telle situation.

Il (l'honorable M. Duplessis) parle des loteries légales qui existent en Angleterre, en Irlande, aux États-Unis, en Amérique du Sud. Il y a aussi une infinité de loteries non légales qui illustrent bien l'appétit naturel des gens pour les jeux de hasard.

On dit qu'il n'est pas raisonnable d'encourager l'âpreté au gain sans effort. Mais le goût du jeu a toujours habité le cœur de l'homme. Il est faux de dire que la loterie est une chose que condamne la morale. C'est un état de choses qui a toujours existé, qui existera toujours. Il n'y a rien dans la loterie qui soit immoral. C'est l'abus du jeu qui l'est.

D'autre part, ce n'est pas une question qui doit être envisagée sous l'angle de la partisanerie politique. Elle doit rester, au contraire, sur le plan des intérêts supérieurs de la province. D'ailleurs, plusieurs hommes politiques, indépendamment des partis, ont approuvé la loterie et l'ont dit.

Une taxe est toujours impopulaire. Dans le cas du Québec, le peuple est en faveur d'une telle loterie. Avec la loterie, nous avons une taxe indirecte qui a le mérite d'être très populaire par le simple fait qu'elle sera purement volontaire. Pourquoi laisserions-nous sans secours la pauvreté matérielle au profit d'étrangers qui drainent des millions en dehors de la province? Pourquoi ne pas prendre les moyens de canaliser ces revenus vers un fonds particulier pour les employer à grossir le nombre de nos compétences et à protéger deux trésors terrestres, la santé et l'éducation?

Les recettes provenant d'une loterie d'État resteront à 100 % dans la province. Cette loi donnera la chance à ceux qui, aujourd'hui, sont victimes de la malchance. Elle procurera à un grand nombre de personnes et de familles, qui en sont privées par le manque de ressources financières, le bénéfice de l'instruction et des soins médicaux ou chirurgicaux.

Cette loi, si elle s'inspire du même principe que la loi Taschereau en 1934, est nouvelle dans sa forme. Nous avons tout prévu pour en faire une mesure philanthropique et humanitaire; nous avons voulu de plus en faire une loi dans laquelle la politique n'aura aucune influence. Nous avons constitué un comité d'organisation et de fonctionnement de la loterie dont feront partie le ministère de la Santé, le secrétaire de la province et le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse ainsi que quatre personnalités qui n'ont rien à faire avec le gouvernement: le juge en chef de la Cour du bien-être social que nous venons d'instituer; le président du Conseil supérieur de la Société Saint-Vincent-de-Paul, s'il demeure dans la ville de Québec et, dans le cas contraire, le président de la Société Saint-Vincent-de-Paul de Québec; le surintendant de l'Instruction publique et le secrétaire du comité protestant de l'Instruction publique.

Ce sont des garanties que nous ne trouvions pas dans la loi de 1934, que nous abrogeons par l'article 10 de la présente loi. Cette loi de 1934 était trop générale en ses termes. Et, nous le répétons, nous voulons que les millions aujourd'hui gaspillés et attribués à la pure spéculation, quand ce n'est pas la spéculation impure et aux "schemes", restent dans notre province et soient exclusivement employés à l'éducation des enfants pauvres et à l'amélioration de leur santé ou leur guérison.

Le projet ne sera appliqué que dans l'éventualité d'un amendement au Code criminel. Cette mesure n'a aucunement le caractère d'un défi à l'autorité fédérale qui, constitutionnellement, a indiscutablement le droit de s'y opposer. Je suis procureur général et je comprends mon devoir de faire respecter la loi. Il s'agit plutôt de manifester clairement l'opinion d'une province et de faire connaître au gouvernement fédéral les aspirations en la matière de la grande majorité de la population. Il s'agit, par une mesure destinée à changer le mal en bien, de faire servir aux fins de l'éducation et de la santé les millions qui, chaque année, sont drainés ailleurs par des étrangers. Il s'agit de drainer au profit du peuple les sommes d'argent qui se dépensent à son détriment et dont il n'a aucun bénéfice.

Si la Chambre place cette question au-dessus de la politique, comme elle le fut en 1934, l'opposition n'y ayant rien à perdre, tout au contraire, et se prononce unanimement en faveur du projet de loi, nous continuerons nos démarches afin d'obtenir les modifications nécessaires au Code criminel. À l'heure actuelle, les dispositions de la loi fédérale,

c'est-à-dire le Code criminel, en ce qui concerne les loteries sont bien claires. Si elles ne sont pas modifiées, nous ne pourrions pas appliquer notre loi.

Quand l'article 236 fait exception pour certains bazars et certaines organisations d'Angleterre, et d'Irlande, je ne vois pas pourquoi on ne ferait pas aussi une exception en faveur d'une province désireuse de se prévaloir des mêmes avantages. Si Ottawa est conscient de ce que signifie la démocratie, il s'inclinera et permettra aux provinces qui le désirent d'instituer une loterie. Des démarches seront entreprises à cette fin auprès des autorités fédérales.

Dans le cas du Québec, le peuple est en faveur d'une telle loterie. Les autres provinces ne sont pas obligées de faire comme nous et d'établir des loteries. Si elles n'en veulent pas, libre à elles de les prohiber, nous ne les contraindrons certainement pas comme nous ne forcerons personne à acheter des billets, mais ce n'est pas une raison pour empêcher la province de Québec de prendre le moyen d'en instituer une afin de régler un grave problème. D'ailleurs, le seul fait qu'il y ait des exceptions, c'est que la rigidité de la loi ne convient pas à tout le monde.

Il se crée dans diverses provinces un mouvement en faveur des loteries, notamment en Colombie canadienne, Ottawa ne pourra pas éternellement refuser aux provinces canadiennes ce qu'elle accorde à des pays étrangers comme l'Irlande et l'Angleterre. Le bon sens et la logique militent en faveur de l'établissement d'une loterie d'État pour les fins que j'ai mentionnées. Les exceptions faites par le Code criminel justifient ceux qui sont en faveur d'une loterie québécoise d'inviter Ottawa à faire la même exception pour notre province.

Nous voulons corriger une situation absurde, qui, tout en permettant une foule de jeux de hasard, comme les loteries d'Angleterre et d'Irlande et le pari mutuel aux courses, empêche une province de faire servir cette soif de jeu, que désire sa population, au profit de l'intérêt général, pour l'amélioration de la santé de ses classes pauvres et à l'instruction à tous les paliers des enfants dont les parents ne sont pas assez riches pour y pourvoir. C'est encore une dépense de plusieurs millions par année pour des fins personnelles. Est-ce logique? C'est ni plus ni moins qu'un encouragement à la violation de la loi. Nous voudrions par cette unanimité demander à Ottawa de nous mettre au nombre des exceptions que prévoit l'article 236 du Code criminel.

Enfin, la population demande cette mesure; elle ne pourrait avoir longtemps confiance dans une situation illogique et absurde qui permet le jeu pour

des intérêts privés qui ne sont pas toujours avouables et refuser à une province d'instituer chez elle un moyen d'aider, sans impôt, à l'instruction publique et à l'éducation des classes pauvres. Ce serait ne pas comprendre que la véritable démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et non pour certains intérêts privés.

Si la Chambre se prononce unanimement en faveur de ce projet de loi, nous aurons fait notre devoir pour faire écho au sentiment de la province de Québec, qui a le droit de réclamer d'Ottawa le traitement dû à des pionniers et à une population dont la contribution à la prospérité du pays est si considérable.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) affirme qu'il ne veut pas faire de la politique partisane en discutant ce projet de loi. Je n'envisagerai pas le projet au point de vue moral, dit-il, pour la simple raison que ceux qui s'y opposent pour des raisons de morale auront toujours la faculté de s'abstenir d'y prendre part. Je me bornerai à examiner le projet au point de vue économique pour savoir s'il renferme une idée pratique, une idée louable. J'ai l'intention de parler du bill comme si la disposition du Code criminel, défendant les loteries, n'existait pas, tout comme si la Législature avait plein droit d'opérer cette loterie d'État après l'avoir créée. Je note que la loi n'entrera pas en vigueur que sur proclamation et que le premier ministre n'a pas l'intention de contrevenir aux dispositions de Code criminel. En supposant donc que le champ soit libre, sera-t-il opportun de créer une loterie provinciale?

Il (M. Marler) cite des études sur les loteries établies dans les autres pays. L'expérience n'a pas été satisfaisante, notamment en Angleterre, en France, en Irlande, en Suisse et en Suède. La reine Elizabeth institua une loterie dont le produit servit à l'institution du British Museum, mais une commission royale d'enquête s'est déclarée contre, après une enquête menée en 1932. Après trois siècles d'expérience, le Parlement de Westminster a passé une loi pour défendre les loteries. En France aussi; la loterie nationale est critiquée parce qu'elle fait un très petit nombre de millionnaires et un très grand nombre de malheureux...

L'honorable M. Paquette (Labelle): La France a encore des loteries. On y vendait des billets il y a un mois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne suis pas allé en France récemment. Si nous avions

une loterie, les résultats ne seraient pas plus satisfaisants qu'ailleurs. Les chiffres indiquent que, finalement, moins de 4 % du montant total des rentrées d'argent représentait le profit global du gouvernement. En Australie, les prix représentent 63 %, l'administration, 1 %, et 33 % vont aux hôpitaux. Le système de loterie irlandaise est possiblement le meilleur et, même avec des recettes de \$70,000,000 pour les sept années d'opération, seulement 16 % de ces recettes sont actuellement allées aux hôpitaux. Partout au monde, l'expérience démontre que jamais plus de 20 % du montant total des entrées d'argent des loteries est finalement versé à la cause pour laquelle celles-ci avaient été mises sur pied. Partout où des loteries ont été établies, l'expérience s'est avérée défavorable.

Si une loterie est créée dans la province de Québec, il arrivera ce qui survient en Irlande où 60 % au moins du produit de la loterie est donné en prix pendant qu'à peine un sixième parvient aux fins pour lesquelles cette loterie fonctionne. Si l'on prend pour acquis qu'un sixième seulement de la loterie du Québec servirait à des fins d'éducation, cela voudrait dire que les cinq sixièmes ($\frac{5}{6}$) ne seraient pas dépensés pour des fins charitables.

En suivant ces données, le gouvernement obtiendra à peine \$3,000,000 à \$4,000,000 pour fins de charité et d'éducation. Le trésorier perçoit suffisamment d'argent pour se passer de cette somme. De plus, pour obtenir un fonds de \$3,000,000 à \$4,000,000, il faudrait vendre des billets pour un montant de \$18,000,000 à \$24,000,000 par année, à moins que les prix ne soient inférieurs à ceux offerts par les loteries irlandaises. On se trompe grandement si on espère atteindre pareil résultat. Cela équivaldrait à inciter les gens à dépenser des sommes ridicules, soit environ \$6 par tête ou \$30 par famille moyenne par année, pour faire produire à la loterie le montant minimum qui ira à des fins charitables. C'est dire qu'il faudrait donc encourager par tous les moyens possibles les gens à se livrer à la passion du jeu, à acheter des billets de loterie, qui représenterait un encouragement direct aux jeux d'argent.

Je ne cacherai pas ma surprise de voir le premier ministre présenter une loi de cette sorte, lui qui a toujours proclamé avec raison que le seul moyen de s'enrichir, c'est le travail et l'effort personnel. Or, il veut, par cette loi, encourager les gens à faire fortune par le jeu et non par le travail. C'est la négation d'un principe que le premier ministre a toujours prêché. Ce plan de loterie, si on le met à exécution, pourrait fort bien tarir la source de la charité privée pour l'éducation et les hôpitaux.

C'est d'ailleurs l'opinion qu'exprimait, en 1934, le premier ministre quand il était le chef de l'opposition... et il a émis alors des opinions contre les loteries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En 1934, j'ai secondé la loi de M. Taschereau pour l'établissement d'une loterie. Le premier ministre Taschereau m'avait alors félicité de mon attitude et m'avait remercié.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

réplique en lisant un extrait du *Soleil* affirmant, dans un compte rendu, que le chef de l'opposition a demandé que la loi Taschereau soit votée sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'étais en faveur de la loi, en 1934. Tout ce à quoi je me suis opposé, c'est que le gouvernement provincial acceptât de se retirer du domaine des loteries si Ottawa en établissait une.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Un autre argument que je prends dans la bouche du premier ministre alors qu'il était chef de l'opposition, c'est que, pour réussir, la loterie devrait être absolument indépendante de toute ingérence politique, et c'est une erreur d'en laisser la direction au lieutenant-gouverneur en conseil. Cet argument mérite d'être respecté, mais je me demande cependant comment cette loterie pourra jouir de l'indépendance quand le comité que crée la loi compte trois ministres et deux employés civils, à part un juge et le président de la Société Saint-Vincent-de-Paul de Québec. Cela saute aux yeux que la première chose qui manque à ce comité, c'est l'indépendance. Personne ne pensera que deux fonctionnaires s'opposeraient à la volonté du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai dit que si l'opposition ne trouvait pas le comité suffisamment indépendant, nous pourrions le modifier.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

L'aide à l'éducation et aux pauvres est déjà prévue dans le budget annuel et le gouvernement a de bien meilleurs moyens de leur venir en aide. Pour les raisons que j'ai données, nous nous opposons à la loi.

M. Johnson (Bagot) et M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) se lèvent en même temps. M. Johnson se rassoit.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) approuve le principe du projet de loi. Depuis ma prime jeunesse, dit-il, j'ai vu, sur le théâtre des paris mutuels, des milliards s'engouffrer dans les goussets des particuliers et tomber dans les poches des joueurs. Mon rêve était que l'argent des paris allât un jour à la santé et aux œuvres de charité⁶. C'est la réalisation d'une ambition de ma vie.

Il semblerait que le gouvernement va entrer dans un domaine où il y a beaucoup de concurrence, mais il semble y avoir un marché assez grand. De nombreux pays, l'Irlande, la France, le Mexique, l'Espagne, de nombreux États de l'Amérique du Sud, Cuba, etc., ont des loteries qui rapportent énormément.

Avec une loterie provinciale, c'est de l'espérance que nous vendrons, non pas des billets, car, avec cet argent, le gouvernement entreprendra des œuvres considérables au bénéfice de l'éducation et de la santé publique.

Il (M. Hanley) souligne les magnifiques résultats de la loterie irlandaise, connue dans le monde entier, pour les pauvres de ce pays. Honnêtement conduite, dit-il, une loterie ne connaîtra chez nous que les plus grands succès.

Il est au courant des objections formulées à l'égard d'une loterie provinciale et il respecte ces points de vue. Cependant, il a mené une enquête personnelle sur la question au cours des 12 derniers mois, et la grande majorité des personnes et des organismes contactés sont en faveur d'une loterie parrainée par le gouvernement, dont les fonds amassés iraient à des fins de santé et d'éducation.

Une récente souscription dans la métropole pour "la maison du rêve" a obtenu un immense succès, 140,000 billets ayant été vendus en cette occasion. D'ailleurs, vers 1887, il y eut dans notre province une loterie provinciale où il y avait 2,639 prix d'une valeur de \$50,000, loterie qui eut un énorme succès à l'époque.

Il (M. Hanley) espère que le Code criminel ou toutes les autres lois qui s'opposent à la tenue de loteries pour des fins sociales et éducatives seront amendés immédiatement, de façon à ce que la province de Québec ne perde pas de temps à organiser une loterie que la population réclame depuis longtemps. Il souhaite au premier ministre et au gouvernement tout le succès possible dans l'organisation de cette loterie.

M. Johnson (Bagot) et M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) se lèvent en même temps. Le député de Bagot ne cède pas son tour.

M. Johnson (Bagot) félicite le gouvernement de son projet de loi. Les abus constatés ailleurs, dit-il, viennent du fait qu'au lieu de garder la responsabilité des loteries, l'État s'en est départi, au profit d'organismes trop peu intéressés au bien commun.

Vous me permettrez d'exprimer ma surprise de l'attitude du chef de l'opposition. Lui à qui on prédit qu'il sera élu chef de son parti, il vient de rompre avec la tradition du Parti libéral qui présentait, sous le gouvernement de l'honorable M. Taschereau, la loi David instituant une loterie provinciale. À la veille de la convention, accordez vos violons, messieurs les libéraux.

Il est vrai qu'un certain nombre de loteries nationales ont été abolies dans bien des pays au cours du siècle dernier, mais la plupart d'entre elles ont été remises sur pied par la suite. Pendant une période de huit ans, les Anglais ont versé un total de \$90,000,000 à la loterie irlandaise au lieu de conserver ces montants dans leur pays, pour combattre la pauvreté entre autres. Maintenant, ils sont pris avec un système socialiste. Il (M. Johnson) parle d'Elizabeth d'Angleterre et de François I^{er} qui, dit-il, lança un édit en France établissant une loterie. Un Pax Plante et un *Devoir* avaient probablement fait campagne contre le jeu à Paris⁷. Le roi dit: "Si le peuple veut jouer, nous allons canaliser son penchant vers le bien." Dans plusieurs pays, les loteries n'ont pas été aussi financièrement concluantes qu'elles auraient dû l'être, car les gouvernements avaient délégué leur autorité à des agences externes dans l'organisation des tirages.

Il (M. Johnson) réfute l'argument du chef de l'opposition disant qu'il y a danger d'abus et qu'on n'a pas besoin de fonds additionnels pour l'instruction publique et pour la santé. Le jeu est vieux comme le monde, dit-il. L'amour du risque date d'Adam et Ève, qui furent les premiers à prendre des risques. Il (M. Johnson) parle de l'époque des pharaons. Même si certains moralistes font campagne contre le jeu, dit-il, les gens vont continuer de jouer. Ce projet du gouvernement est réaliste parce qu'il canalise l'argent du jeu vers les œuvres de santé et d'éducation.

Que le gouvernement confie l'administration des loteries à une organisation comportant les garanties nécessaires d'impartialité, très bien. Mais je le supplie de ne pas commettre l'erreur de perdre le contrôle et la responsabilité des loteries, mais sans permettre cependant d'ingérence politique. Nous sommes capables, dans la province de Québec, d'établir des loteries honnêtes, qui ne conduiront pas aux abus constatés ailleurs. L'Union nationale a donné des garanties suffisantes dans le passé. L'Union nationale a bâti des hôpitaux et assuré des soins gratuits.

Avant 1936, les gens mouraient, faute de soins. Le chef de l'opposition est en contradiction avec celui qui va recevoir dimanche une délégation qui veut lui offrir la candidature au poste de chef du Parti libéral⁸. Ce même monsieur de Joliette - la lumière vient toujours de Joliette - a dit, il y a quelque temps, que l'Union nationale avait bâti des hôpitaux qui sont des monuments où seuls les riches peuvent se faire soigner. Avant longtemps, j'espère que la loterie fonctionnera et qu'elle aidera aux pauvres à se faire soigner dans nos grands hôpitaux.

Nos ouvriers et nos cultivateurs achètent des billets de loteries étrangères. On leur vend jusqu'à des billets forgés. Comme ils ne sont pas des imbéciles, les cultivateurs et les ouvriers du comté de Bagot, comme ceux de toute la province, sont en faveur de la loterie que le gouvernement veut instituer et seront heureux d'acheter des billets.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) se déclare formellement opposé au projet d'une loterie provinciale⁹. Les loteries sont une sorte de jeux d'argent et elles sont immorales et mauvaises, dit-il. Ceci est fondamentalement immoral que d'encourager les gens à voir la loterie comme une source de revenu familial. J'aurais l'impression de manquer à mon devoir envers mes électeurs et envers la population de la province si je ne m'élevais pas contre ce bill. Les loteries sont une forme de jeu; elles sont immorales et mauvaises, sans compter qu'elles sont interdites par le code pénal.

Dès 1698, le Parlement anglais déclarait qu'elles constituaient des "nuisances publiques" et qu'elles ne pourraient être autorisées que pour des raisons spécifiques. En 1873, la ville de Londres en demandait l'interdiction complète parce qu'elles affectaient durement le commerce et l'industrie. En 1808, un comité spécial des Communes anglaises a étudié le problème et conclu "que l'avantage pécuniaire de la loterie est beaucoup plus apparent que réel". On les a interdites en 1823. Des gens ont repris l'agitation autour du problème, en 1931. Une commission d'enquête a été nommée et, dans son rapport qui couvre 178 pages, elle déclare qu'une "loterie d'envergure, c'est du jeu sous sa forme la plus facile". Elle conclut à l'interdiction des loteries.

Si le gouvernement provincial met le sceau de son approbation sur les loteries, il sera illogique de refuser de légaliser le jeu de dés, les gobe-sous, les maisons de paris, avec toute la kyrielle des iniquités qui les entourent généralement. Il deviendra alors impossible de tirer une ligne de démarcation entre la légalité et l'illégalité et il sera impossible de

faire respecter la loi. Nous avons des scandales même quand le jeu est hors la loi.

Les loteries n'ont pas pour effet de remplir les goussets des gens, mais de les vider. Pour une poignée qui gagnent, des milliers perdent. Le Canadian Council of Churches s'est prononcé contre les loteries et il est faux de prétendre qu'on les fait au profit des hôpitaux. En Irlande, les hôpitaux ne reçoivent que 16 % des recettes de loteries, cependant que les manipulateurs de billets et les organisateurs empochent 24 % des revenus.

Je ne puis m'opposer trop vigoureusement à cette mesure. Il serait immoral pour la province de mettre à la disposition du peuple une loterie organisée par le gouvernement en lui laissant croire qu'il vaut mieux s'en remettre à la chance qu'au travail pour arracher son pain quotidien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous avons présenté cette mesure sans aucune arrière-pensée électorale et sans préoccupation partisane. Je regrette que le chef de l'opposition ait rapetissé l'étude de ce problème à des tactiques politiques. Nous lui en laissons la responsabilité et nous continuerons, quant à nous, d'aller de l'avant avec cette réforme. Le gouvernement n'a pas du tout l'idée de reculer.

Mais je dois dire qu'il est évident que le chef de l'opposition veut faire plaisir à certaines gens, tout en prétendant qu'il ne tient pas compte de leurs opinions. Que le chef de l'opposition et le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) nous disent donc franchement qu'ils veulent se faire l'écho en Chambre de certaines sectes protestantes de la province, des opinions du Presbyterian Council et de l'United Church Council qui ont fait entendre, jusqu'ici, les seules protestations contre une mesure aussi populaire.

Le chef de l'opposition a dit qu'en 1934 le premier ministre actuel avait demandé que la loi Taschereau instituant une loterie soit votée sur division. C'est une assertion contredite par les faits. Il (l'honorable M. Duplessis) cite un extrait du discours de M. Taschereau où ce dernier disait, entre autres choses: "C'est mon impression que le chef de l'opposition (M. Duplessis) va voter pour le bill, le sens de son discours l'indique". Et, plus loin, M. Taschereau ajoutait que l'opinion publique réclame des loteries et que le gouvernement voulait se rendre au désir de l'opinion publique.

Lorsque le chef de l'opposition a parlé de la possibilité d'épuiser les dons privés à des fins de bienfaisance, ses propos n'étaient pas sérieux. Il y a déjà des centaines de concours, de tirages et de

bingos organisés par les églises et d'autres organismes de bienfaisance en marge de la loi pour augmenter leurs recettes, ce qui prouve qu'il est illogique de dire qu'une loterie légalisée va tarir les sources de la charité. Ces personnes ne peuvent certainement pas être contre une mesure dont l'intention est de leur rapporter une source de revenu supplémentaire pour les mêmes fins.

Que l'on n'oublie pas que ceux qui sont pauvres d'argent n'ont pas souvent de chance. Notre loi va donner la chance à ceux qui sont victimes de la malchance. Et, quand même la loterie ne rapporterait que \$2,000,000 ou \$3,000,000 par année, ce serait déjà beaucoup pour nos œuvres d'éducation et d'hospitalisation. Et, alors que les sommes actuelles provenant d'une loterie provinciale peuvent seulement être une fraction du total des sommes reçues, le fait important réside en ce que 100 % des sommes impliquées resteraient dans la province.

(Exhibant un billet de loterie) Il existe une loterie en France.

Il (l'honorable M. Duplessis) déclare que depuis que son projet de loi est connu, il a reçu des lettres de félicitations des États-Unis. Une Américaine, dit-il, enthousiasmée de notre projet, m'a envoyé ses félicitations et \$5 pour acheter un billet de loterie, en me demandant de le remettre à l'armée du Salut si la loterie ne fonctionne pas. Je vais l'adresser au commandant en lui disant de prier pour le chef de l'opposition.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté quatre résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté, après division. Les résolutions relatives au bill 68 sont agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 pour aider à la diffusion de l'instruction et à la protection de la santé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 68 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-David-de-Falardeau

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 concernant la municipalité scolaire de Saint-David-de-Falardeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 73 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la division territoriale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi de la division territoriale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Postes de sauvetage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines - dépenses en immobilisations (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 59 concernant la société d'agriculture du comté de Rimouski;
- bill 64 concernant le Conseil exécutif;
- bill 102 modifiant la charte de la ville d'Asbestos;
- bill 159 modifiant la loi constituant en corporation l'Action Sociale Catholique;
- bill 171 concernant la succession de Édouard Biron;
- bill 172 concernant la ville d'Amos;
- bill 180 concernant l'adoption de Joseph-Edmond-Gérard Dea-Levesque;
- bill 184 concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a rejeté le bill 108 déclarant non imposables les immeubles du Parthénon à Sherbrooke, parce qu'il a trouvé insuffisante la preuve apportée à l'appui du préambule.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 125 modifiant la charte

de la ville de Courville, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 3 est modifié en insérant, dans la seizième ligne du sous-article 9, à la page 4, après le mot "Courville", les mots "; le côté sud de l'ancienne côte de Courville".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 139 concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, à la page 13, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe 22, les mots "auxdites commissions scolaires ou à aucune d'elles, d'après les derniers recensements effectués" par les mots "auxdits commissaires ou syndics d'écoles, d'après le dernier recensement effectué".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 146 concernant The United Provinces Insurance Company - La Compagnie d'assurances Provinces Unies, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "Nonobstant le" par les mots suivants:

"Nonobstant les dispositions de l'article 8 du chapitre 243 des Statuts refondus de Québec, 1925, et ses modifications, ainsi que du".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 154 concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en ajoutant, après le dernier mot de cet article, ce qui suit:

", et ladite Commission des écoles catholiques de Québec est aux droits, intérêts, réclamations, prétentions et recours dudit Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec auquel elle succède et dont elle assume les obligations."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 205 confirmant les titres de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal à certaines ruelles, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est modifié dans la version anglaise seulement.

Projets de loi:

Charte de Courville

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 125 modifiant la charte de la ville de Courville.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Corporations scolaires de Chicoutimi

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 139 concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

La Compagnie d'assurances Provinces Unies

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 146 concernant The United Provinces Insurance Company - La Compagnie d'assurances Provinces Unies.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 154 concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Banque d'Épargne de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 205 confirmant les titres de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal à certaines ruelles.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dépôt de documents:**Travaux de drainage
dans Verchères**

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 mars 1950, pour la production d'un état montrant les noms, prénoms et adresses des diverses personnes du comté de Verchères auxquelles a été distribuée:

a. la somme de \$5,428.21, telle que mentionnée à la page 26 du détail des dépenses du ministère de l'Agriculture, dans les *Comptes publics* de l'exercice fiscal 1947-1948;

b. la somme de \$7,233.52, telle que mentionnée à la page 27 du détail des dépenses du ministère de l'Agriculture, dans les *Comptes publics* de l'exercice fiscal 1948-1949. (Document de la session no 38)

**Travaux de drainage
dans Rouville**

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 mars 1950, pour la production d'un état montrant les noms, prénoms et adresses des diverses personnes du comté de Rouville auxquelles a été distribuée:

a. la somme de \$27,181.49, telle que mentionnée, à la page 25 du détail des dépenses du ministère de l'Agriculture, dans les *Comptes publics* de l'exercice fiscal 1947-1948;

b. la somme de \$38,958.23, telle que mentionnée à la page 26 du détail des dépenses du ministère de l'Agriculture, dans les *Comptes publics* de l'exercice fiscal 1948-1949. (Document de la session no 39)

**Engagements pour
travaux de drainage**

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 mars 1950, pour la production d'un état montrant:

1. Depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 15 février 1950, combien le gouvernement de la province a engagé d'argent pour l'exécution de travaux de drainage.

2. Combien il a dépensé pour ces fins durant la même période.

3. Quel montant a été payé à chaque entrepreneur durant cette période.

4. Quel montant le gouvernement devait encore à chaque entrepreneur le 15 février 1950. (Document de la session no 40)

**Suspension
de séance**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la séance soit maintenant suspendue jusqu'à 8 h 30 du soir. Adopté.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30**Projets de loi:****Municipalité de
Saint-Simon-les-Mines, Beauce**

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 230 érigeant la municipalité de Saint-Simon-les-Mines, dans le comté de Beauce, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi de la
division territoriale**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 53 modifiant la loi de la division territoriale.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses
1950-1951**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent quatre-vingt-sept mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun): Où en est rendu le conflit entre la Commission scolaire catholique de Montréal et l'Alliance catholique des professeurs¹⁰?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le cas est présentement devant les tribunaux et ne peut être discuté. Mais il n'y a pas de conflit entre la majorité des enseignants de Montréal, qui sont de bons citoyens, et la Commission scolaire des écoles catholiques.

Les enseignants des écoles de Montréal sont traités d'une manière princière par le gouvernement de l'Union nationale. Les enseignants ont reçu des augmentations de salaire qui s'élèvent à \$2,000,000 par année sous le gouvernement actuel.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas un million quarante-neuf mille huit cent cinquante dollars soit ouvert à

Sa Majesté pour "Subvention à certaines institutions et à des particuliers (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

annonce qu'une délégation des collèges classiques de la province de Québec rencontrera le premier ministre et les membres du gouvernement de l'Union nationale, après la session, pour discuter avec le Conseil exécutif la question de l'octroi annuel de la province à chacun des collèges classiques. Actuellement, dit-il, cet octroi est de \$10,000 par an, mais on dit qu'il est devenu insuffisant, par suite de la hausse du coût de la vie.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) soulève

le problème des finances scolaires et parle d'une dépense prévue de \$5,565,000 pour construction et réparation d'écoles. Quelle proportion de ce montant, dit-il, représente des octrois déjà promis¹¹?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Pour cette année, une somme de \$3,700,000 se trouve déjà engagée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les

municipalités scolaires se plaignent du fait qu'elles sont obligées de payer des intérêts sur des emprunts qu'elles doivent faire en attendant le paiement intégral des promesses gouvernementales. Il me semble que le gouvernement devrait payer ses octrois comptant, surtout quand il s'agit de sommes peu considérables, au lieu de les répartir sur un certain nombre d'années.

C'est surtout le cas pour les petits montants comme celui de \$14,000, à Cross Point, dans le comté de Bonaventure¹², où la commission scolaire a dû faire un emprunt et payer 5.45 % d'intérêt, ce qui ne serait pas arrivé si le gouvernement avait payé comptant cette somme, minime en soi, mais considérable pour la petite municipalité qui a dû l'emprunter. Un intérêt aussi élevé me paraît injuste à la fois pour la Commission scolaire et pour le gouvernement.

Je crois que c'est une mauvaise politique de donner des octrois répartis sur un grand nombre d'années. Il (M. Marler) insiste sur la nécessité de faire des paiements intégraux. Il déclare que la procédure du gouvernement est injuste pour les petites municipalités et qu'il a entendu de la part de gens d'affaires beaucoup de plaintes à ce sujet.

Depuis 1946, les corporations scolaires ont emprunté \$35,000,000 sur lesquels le gouvernement

a fait des promesses se montant à environ \$24,000,000. Si on veut continuer ce régime, il serait peut-être bon de considérer l'opportunité de donner un caractère légal à ces promesses du gouvernement, pour que les emprunts auxquels elles donnent lieu coûtent meilleur marché.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Dans le cas des petits octrois, nous avons tendance, depuis une couple d'années, surtout à les payer comptant. Quand il s'agit d'octrois de \$300,000 et \$400,000, on comprendra qu'il faille les payer par annuités. On comprendra que l'on ne pourrait pas en accorder beaucoup avec un budget de \$5,000,000 ou \$6,000,000. Mais nous ne pouvons pas faire la même chose pour les gros octrois parce que quelques constructions importantes suffiraient à épuiser le budget et priveraient certaines commissions scolaires d'écoles pendant trop longtemps. Ces octrois ont toujours été payés dans le passé par paiements différés sur une période de cinq à 12 ans.

Au cours de l'année financière qui s'achève, le gouvernement a versé \$3,080,877.90 à la Commission scolaire catholique de Montréal en octrois et pour lui permettre de payer ses déficits. Des subventions ont été payées pour les mêmes fins à la Commission des écoles catholiques de Québec, \$734,449.91, et à la Commission catholique de Verdun, \$455,089.94.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Avec ironie) Et cela en dépit du fait que le député de Verdun (M. Ross) ne l'ait pas demandé¹³.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Le chef de l'opposition dit que l'intérêt est souvent élevé. C'est justement pour donner aux commissions scolaires l'avantage de payer un intérêt moins élevé que nous avons passé cette année une loi permettant à la Commission municipale de Québec de garantir les emprunts.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux que le gouvernement donnât alors une forme légale à ses promesses d'octrois, de façon à donner plus de crédit aux commissions scolaires et à leur permettre d'emprunter à meilleur marché?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Depuis le début de la session, le chef de l'opposition semble laisser entendre que les commissions scolaires se débattent dans des difficultés inextricables

et que leur crédit est mauvais parce que le gouvernement ne paye pas comptant tous les octrois qu'il leur accorde. Il répète que le crédit scolaire est en danger, que les débentures ne se vendent pas. Il prend là une grave responsabilité et ce qu'il dit est loin d'être conforme à la situation.

Qu'on me permette de lui rappeler que les commissions scolaires donnent absolument les mêmes garanties que les corporations municipales, soit les propriétés des contribuables. Quel est au monde le corps public qui n'a pas de dettes? Même aux États-Unis les commissions scolaires ont des dettes énormes. Seules les commissions scolaires de la province de Québec n'ont pas de dettes, ou à peu près pas, parce que le gouvernement a assumé leurs obligations et leur a accordé de généreux octrois. Elles ont donc un crédit qu'on ne trouve nulle part ailleurs. Elles valent autant que celles des corporations municipales parce qu'elles sont gagées sur les mêmes biens.

Et non seulement le gouvernement les a libérées de leurs dettes, mais il leur a prêté le crédit et l'expérience de la Commission municipale de Québec. Il n'y a pas de débentures qui offrent de meilleures garanties que celles de nos commissions scolaires, parce qu'elles ont derrière elles le crédit de la Commission municipale et de la province. On n'a pas le droit de jouer à la petite politique avec le crédit des commissions scolaires qui est le meilleur crédit au monde. Que le chef de l'opposition trouve un autre domaine que l'éducation pour faire de la petite politique. L'éducation est, à mon sens, au-dessus de la politique.

Pas un gouvernement n'a fait plus en cinq ans que celui de l'Union nationale. Pas un seul gouvernement libéral n'a fait autant en 40 ans. Qu'on cesse cette campagne de dénigrement et qu'on se souvienne que le comité protestant et les évêques de la province de Québec ont proclamé souvent que pas un gouvernement n'a fait autant pour l'éducation que celui de l'Union nationale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit

que le premier ministre l'avait mal compris. J'ai dit que des commissions scolaires qui reçoivent de petits octrois répartis sur plusieurs années paient des intérêts qui dépassent la valeur de l'octroi. Je n'ai rien dit pour déprécier le crédit de la commission scolaire et jeter du doute dans l'esprit du public. J'ai dit avoir entendu des critiques de certaines gens intéressées dans le financement des commissions scolaires, à l'effet que le taux d'intérêt était élevé.

La minorité protestante de la province, sous tous les gouvernements, a toujours été traitée très

généreusement et aucun gouvernement n'est intervenu dans les affaires des écoles protestantes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quatre-vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de l'instruction publique (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-trois mille deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Journaux d'éducation (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-quatre mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 128 ratifiant le règlement no 585 de la cité de Shawinigan Falls, et une résolution en date du 10 janvier 1950 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls dans le comté de Saint-Maurice,

concernant l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, à la fin, les mots "(Ledit règlement est reproduit comme annexe A.)";

2. L'article 2 est modifié en biffant, à la fin, les mots "(Ladite résolution est reproduite comme cédule B.)";

3. Et les annexes "A" et "B" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 130 ratifiant le règlement numéro 80 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du 11 novembre 1949 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, à la fin, les mots "(Ledit règlement est reproduit comme annexe A.)";

2. L'article 2 est modifié en biffant, à la fin, les mots "(Ladite résolution est reproduite comme annexe B.)";

3. Et les annexes "A" et "B" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 140 concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 4, comme article 5:

5. Ladite loi est modifiée en y ajoutant l'article suivant:

"11e. Subordonnément à l'approbation de la Commission municipale de Québec, la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières est autorisée à payer une pension de retraite à tout employé ayant été à son service pendant plus de vingt ans, et qui ne bénéficie pas d'un plan de pension.";

2. L'article 5 devient article 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 143 ratifiant le règlement 38 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 9 janvier 1950 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, à la fin, les mots "(Ledit règlement est reproduit comme cédule A.)";

2. L'article 2 est modifié en biffant, à la fin, les mots "(Ladite résolution est reproduite comme cédule B.)";

3. Et les annexes "A" et "B" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 144 refondant la charte de la ville de Dorval, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est modifié:

a. en biffant, dans la cinquième ligne du paragraphe "a", les mots "des Saints-Anges";

b. en biffant, dans la cinquième ligne du paragraphe "c", les mots "des Saints-Anges";

c. en biffant, dans la cinquième ligne du paragraphe "c", les mots "des Saints-Anges".

2. L'article 34 est modifié en biffant, dans les septième et huitième lignes, les mots suivants:

"(reproduit comme annexe)".

3. Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 166 concernant la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en biffant, dans les première et deuxième lignes, les mots suivants:

"À moins de dispositions contraires dans la présente loi";

2. L'article 4 est modifié en biffant, dans les première et deuxième lignes, les mots suivants:

"À moins de dispositions contraires dans la présente loi";

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 4, comme article 5:

"5. La direction provinciale ou toute filiale établie dans la province de Québec peut acquérir et posséder des biens meubles et immeubles requis pour leurs besoins, mais n'excédant pas 10 acres de terre dans chaque cas sans y être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil par licence émise sous le sceau du secrétaire de la province, et peut aliéner et hypothéquer tels biens."

4. L'article 5 devient l'article 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 168 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 10 est modifié en biffant, dans les première et deuxième lignes, les mots "(Annexe A)".

2. L'article 11 est modifié en biffant, dans les première et deuxième lignes, les mots "(Annexe B)".

3. L'article 12 est modifié en biffant, dans la quatrième ligne, les mots "(Annexes C et D)".

4. L'article 13 est modifié en biffant, dans la quatrième ligne, les mots "(Annexe E)".

5. L'article 14 est modifié en biffant, dans la troisième ligne, les mots "(Annexe F)".

6. Et les annexes "A", "B", "C", "D", "E", et "F" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 174 modifiant la charte de la ville de La Tuque, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les douzième et treizième lignes, les mots "(reproduit comme Annexe A de la présente loi)"

2. L'article 2 est modifié en biffant, dans les première et deuxième lignes, à la page 4, les mots "(reproduit comme annexe B de la présente loi)"

3. L'article 3 est modifié en biffant, dans les vingt-sixième et vingt-septième lignes, les mots "(reproduit comme annexe C de la présente loi)"

4. L'article 4 est modifié en biffant, dans les douzième et treizième lignes, les mots "(reproduit comme annexe D de la présente loi)"

5. Et les annexes "A", "B", "C" et "D" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 186 concernant Rougier Frères et Trust Général du Canada, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer.

"Ce bill est modifié dans la version anglaise seulement."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 227 modifiant le Code du notariat, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième paragraphe du sous-article 30, les mots "ou après l'expiration du délai prescrit pour faire ce dépôt";

2. L'article 3 est modifié dans la version anglaise seulement;

3. L'article 4 est remplacé par le suivant:

4. L'article 213 dudit code est modifié en biffant tous les mots après "bachelier ès arts" et en les remplaçant par les suivants: "d'une université canadienne ou anglaise ou d'une université ou d'un collège dont le diplôme est reconnu comme équivalent par les universités Laval, McGill et Montréal".

4. L'article 8 est remplacé par le suivant:

8. La formule 3 de ladite loi est modifiée en biffant tous les mots après "Conseil" dans la neuvième ligne et en les remplaçant par les suivants:

"(ou de la Chambre des notaires selon le cas) tel qu'il appert d'un arrêté (ou d'un décret selon le cas) en date du ... Copie expédiée le ...

(signature)

Cessionnaire suivant arrêté en conseil (ou décret de la Chambre des notaires selon le cas) en date du ... publié dans la *Gazette officielle de Québec* (année, volume, page).

Projets de loi:

Biens imposables à Shawinigan Falls

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 ratifiant le règlement no 585 de la cité de Shawinigan Falls, et une résolution en date du 10 janvier 1950 des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls dans le comté de Saint-Maurice, concernant l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Champlain

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 ratifiant le règlement numéro 80 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du 11 novembre 1949 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Étienne-des-Grès

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 143 ratifiant le règlement 38 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 9 janvier 1950 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Dorval

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 144 refondant la charte de la ville de Dorval.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Légion canadienne

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 166 concernant la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Laurent

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 168 modifiant la charte de la ville de Saint-Laurent.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de La Tuque

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 174 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Rougier Frères et Trust Général du Canada

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 186 concernant Rougier Frères et Trust Général du Canada.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Code du notariat

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 227 modifiant le Code du notariat.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le premier ministre fait allusion à Arthur Sauvé, qui fut chef de l'opposition conservatrice de 1916 à 1929 et chef du Parti conservateur de 1922 à 1929.

2. *Le Devoir* du 25 mars 1950, à la page 2, rapporte qu'une corbeille de roses est présentée à l'honorable M. Sauvé pendant que la Chambre l'applaudit.

3. *The Montreal Daily Star* du 25 mars 1950, à la page 2, indique que "M. Duplessis faisait référence à M. Guy-Merrill Deslauriers, l'avocat pour la Fraternité canadienne des policiers touchée par le projet de loi et un représentant officiel du parti CCF de la province".

4. *Le Soleil* du 25 mars 1950, à la page 12, précise que M. Marler pose "des questions" à l'honorable M. Talbot, mais les journaux ne nous en rapportent qu'une seule.

5. Date de *L'Action catholique* du 25 mars 1950, à la page 19. *Le Soleil* du même jour, à la page 10, et *Le Nouvelliste*, à la page 12, mentionnent plutôt 1934.

6. *Le Canada* du 27 mars 1950, à la page 8, mentionne que M. Hanley est un ancien jockey.

7. M. Johnson fait allusion à la campagne de moralité menée par *Le Devoir* et à l'un de ses principaux porte-parole, Pacifique Plante (1907-1976), surnommé "Pax", assistant directeur de la police municipale de Montréal. Congédié de son poste en mai 1948, Plante décide de publier dans *Le Devoir* une série d'articles (de novembre 1949 à mars 1950) qui dénoncent la tolérance des policiers et de l'administration municipale envers la prostitution et le crime organisé. Dans les années qui suivront, préoccupé par la moralité, Plante mène un combat acharné contre le crime organisé, la prostitution et les maisons de jeu et fait partie de l'équipe du maire Jean Drapeau de 1954 à 1957 en tant que directeur adjoint de la police municipale. Congédié par le nouveau maire Sarto Fournier en 1958 et menacé de mort par le monde interlope, il part vivre au Mexique où il décède le 9 août 1976.

8. *Le Canada* du 27 mars 1950, à la page 8, précise que M. Johnson fait allusion à M. Georges-Émile Lapalme. L'assemblée libérale en question se tiendra dimanche le 26 mars 1950.

9. Selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 25 mars 1950, à la page 3, M. Earl fait son discours en anglais.

10. L'emplacement exact de cette intervention est difficile à trouver, compte tenu que nos sources ne nous indiquent pas à quel moment du débat celle-ci survient.

11. Version de *L'Action catholique* du 25 mars 1950, à la page 1. *Le Soleil* du même jour, à la page 1, attribue plutôt cette intervention à M. Ross.

12. M. Marler a fait allusion au cas de Cross Point lors de la séance du 8 mars précédent.

13. Le premier ministre fait allusion à une déclaration de M. Ross tenue en Chambre le

22 février précédent, alors que le député de Verdun se défendait d'être allé au bureau du ministre, dans le but de demander des octrois pour les commissions scolaires de son comté. Pour plus de détails, consulter cette séance.

Séance du samedi 25 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Hydro-Québec
et Keystone Transports**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 76 concernant l'Hydro-Québec et Keystone Transports Limited.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que la Commission soit autorisée à acquérir de la compagnie les cinq cent dix actions du fonds social de Keystone Transports Limited que la compagnie possède, y compris les actions de qualification détenues par les directeurs de Keystone Transports Limited, et à régler à l'amiable le litige pendant, entre la Commission et la compagnie, devant la Cour supérieure du district de Montréal, relatif auxdites actions, et portant le numéro 254,027 des dossiers de cette cour, le tout aux conditions ci-dessous stipulées et à toutes autres conditions, conciliables avec la présente loi, dont la commission peut convenir avec la compagnie.

2. Que le prix que la Commission pourra payer pour ces actions ne devra pas excéder cinq cent cinquante mille dollars.

Le prix d'acquisition sera versé à la compagnie sur livraison des certificats des cinq cent dix actions en question, dûment endossées de manière à en délivrer la pleine propriété à la Commission, et sur règlement dudit litige comportant le retrait, par la Commission, du dépôt d'environ trois cent six mille dollars qu'elle a fait avec son action, ainsi que le paiement par chaque partie de ses frais respectifs.

3. Que, en considération de cette transaction et de ce règlement, la Commission et la compagnie se donneront quittance réciproque, générale et finale, de tous recours et réclamations de l'une contre l'autre, et la Commission donnera aussi quittance, pour ce qui la concerne, aux directeurs de Keystone Transports Limited, à l'égard de leurs actes et omissions comme tels depuis le 28 mai 1945, pourvu qu'ils abandonnent, dès la signature de l'acte de question, leurs fonctions comme directeurs de ladite compagnie.

4. Que le contrat qui sera passé entre la Commission et la compagnie pour donner effet à la présente loi sera réputé en faire partie et, à compter de sa signature la commission sera propriétaire incommutable desdites cinq cent dix actions de Keystone Transports Limited, conformément à l'article 4 du chapitre 30, 9 George VI.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) de la diplomatie et du tact avec lesquels il a réglé les problèmes découlant de l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power en 1944. Cette transaction, dit-il, en est une autre phase. La Southmount Investment est propriétaire de 510 actions du fonds social de Keystone Transports Limited, compagnie qui possédait neuf bateaux nécessaires au transport du "coke" que l'Hydro-Québec a achetées aux États-Unis pour la fabrication du gaz à Montréal. L'Hydro a acquis les bateaux en vertu d'une loi passée en 1945.

L'acquisition des 510 actions de la Keystone a été recommandée par les commissaires de l'Hydro, et le projet de loi a pour but de faire droit à cette recommandation permettant l'acquisition de 51 % des parts de la compagnie et de réaliser une transaction devenue essentielle pour l'Hydro. Cette opération financière rendra l'Hydro plus libre, car elle pourra compter sur sa propre flotte de bateaux pour s'approvisionner des matières premières dont

elle a besoin pour ses opérations dans la ville de Montréal. Le prix que la Commission devra payer pour ces actions ne devra pas dépasser \$550,000. Le projet de loi permettra aussi le règlement du litige en Cour supérieure de Montréal entre l'Hydro-Québec et la Southmount Investment, au sujet de la propriété de ces actions.

C'est une excellente initiative pour la province. L'actif acquis a une valeur de \$1,500,000, car chaque bateau vaut \$150,000 et les dépenses de \$550,000 engagées pour diriger la compagnie représentent une très bonne transaction pour la Commission hydroélectrique de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il était important que la Commission hydroélectrique obtienne le contrôle des neuf bateaux de la ligne Keystone. Pourquoi la Commission hydroélectrique n'est-elle pas autorisée aussi à acquérir les 3,250 actions de la Montreal Coke? On devrait fixer dans le projet de loi le montant précis de l'acquisition de ces actions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition paraît oublier ce que ses amis politiques ont fait dans ce domaine. En 1944, le gouvernement du temps a fait voter une loi de confiscation qui, dans les Statuts de la province, n'est pas à l'honneur de ce gouvernement. Le gouvernement d'alors nous a laissé une situation compliquée que nous avons essayé de débrouiller. Lorsque le gouvernement Godbout a exproprié Montreal Power, il fit les choses à moitié. En vertu de cette loi, la province est devenue propriétaire de certains actifs. Le gouvernement n'a pas offert un sou à ceux qui étaient dépouillés de leurs biens et on comprend pourquoi.

Nous étions à la veille des élections, et le gouvernement voulait dire aux actionnaires: si vous votez pour nous, nous allons vous payer, tandis qu'aux radicaux, il promettait de ne pas payer s'ils votaient pour lui. C'était absolument immoral. Nous avons combattu cette loi, et comme il arrive toujours, c'est l'Union nationale qui a été appelée à réparer ce gâchis. Dans cette affaire, on n'a pas eu le sens de l'équité, on n'a pas pris les précautions voulues et on ne s'est même pas adressé aux bonnes personnes. Aujourd'hui, on veut que l'Hydro-Québec puisse acheter la compagnie Keystone Transports et s'assurer ainsi la possession de bateaux.

Il (l'honorable M. Duplessis) reproche aux libéraux, quand ils étaient au pouvoir, d'avoir laissé se constituer un pyramidage, contre l'intérêt public.

L'erreur de ceux qui ont exproprié Montreal Power, dit-il, fut de ne pas avoir tenu compte de cette situation.

J'ouvre ici une parenthèse pour inviter ceux qui sont intéressés à l'expropriation de la Compagnie de tramways de Montréal de ne pas tomber dans la même erreur et de se présenter à la bonne adresse. À son avènement au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale a trouvé sur le pas de sa porte "l'enfant" du régime Godbout, qu'il a recueilli dans un état assez débile.

On n'avait même pas pensé à faire l'achat des bateaux qui transportent le coke nécessaire à la fabrication du gaz à Montréal. Il a fallu, par une loi votée en 1945, remédier à cette lacune et à bien d'autres.

Le chef de l'opposition n'est pas raisonnable en demandant que l'on fixe le montant exact de la transaction dans le projet de loi. Quand on ne fixe pas de montant, le chef de l'opposition est mécontent; quand on en mentionne un, il n'est pas encore satisfait. Comme question de fait, nous disons dans le bill que le montant de la transaction ne devra pas dépasser \$550,000. Que veut-on de plus?

L'Hydro n'a pas besoin des actions de la Montreal Coke parce qu'elle peut déjà exercer un contrôle sur cette compagnie. Le cas n'est pas le même pour la Keystone Company.

À l'avènement au pouvoir de l'Union nationale, le gouvernement s'est aperçu que les administrateurs de la Montreal Light, Heat & Power, qui étaient en même temps les administrateurs de la Southmount Investment, s'étaient emparés des meubles de la province. Il a fallu procéder par saisie revendication pour rentrer en possession de nos meubles.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 concernant l'Hydro-Québec et Keystone Transports Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 76 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant la loi des produits laitiers soit maintenant lu une troisième fois.

M. Dupré (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Lévesque), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 62 intitulé: Loi modifiant la loi des produits laitiers soit renvoyé de nouveau en comité plénier de cette Chambre avec instructions d'en supprimer la disposition rendant les officiers et employés de la commission de l'industrie laitière non responsables en justice des actes officiels accomplis dans l'exercice de leurs fonctions".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est irrégulier parce qu'il dénature la loi en lui faisant dire des choses qu'elle ne contient pas, notamment que les employés de la commission laitière ne sont pas responsables en justice des actes qu'ils accomplissent.

Le point d'ordre est donc mal fondé. Je demande, dit-il, au député de Verchères de changer les termes de son amendement dans le sens de la loi et alors je serai prêt à l'accepter.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit que cet amendement est pleinement dans l'ordre.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments présentés par l'honorable premier ministre et par l'honorable chef de l'opposition, déclare que,

pour les raisons mentionnées par l'honorable premier ministre, et aussi parce que l'amendement est négatif, il le trouve irrégulier et nul, et le rejette comme tel.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicœur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lorrain, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 67.

Contre: MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est alors mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte. Le bill 62 est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Bureaux loués par le gouvernement

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement de la province a-t-il loué des bureaux dans l'édifice portant le numéro 162, de la côte d'Abraham, à Québec, depuis le 1^{er} janvier 1949?

Dans l'affirmative:

- Quel est le montant du loyer mensuel?
- De qui ces bureaux ont-ils été loués?
- Quelle en est la superficie de plancher?
- Quelle est la durée du bail?
- Quels services ont occupé ces bureaux?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): a. Oui, depuis le 1^{er} juillet 1949, au prix de \$466.66 par mois;
b. M. Émile Plante, de Québec;

- c. Une superficie de plancher d'environ 4,000 pieds carrés, au prix de \$1.40 le pied carré;
- d. Six ans;
- e. Ce local sert actuellement à l'entreposage de marchandises et le département complète présentement l'installation nécessaire pour y loger un service du ministère des Mines.

Contrats de voirie

M. Lévesque (Gaspé-Nord): 1. Quel montant d'argent le gouvernement a-t-il payé, depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 28 février 1950, aux entrepreneurs de voirie suivants:

- a. Champlain Construction?
- b. Cartier Construction?
- c. Montcalm Construction?

2. Combien le gouvernement devait-il encore à chacun des susdits entrepreneurs le 1^{er} mars 1950?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):

1. Champlain Construction Co.....	\$ 10,694,505.43
Cartier Construction Co	10,017,065.78
Montcalm Construction Inc	752,967.06
2. Champlain Construction Co.....	491,700.57
Cartier Construction Co	159,402.64
Montcalm Construction Inc	7,029.59

Pont sur la rivière Bayonne

M. Dupré (Verchères): 1. Combien a coûté le pont que le gouvernement a fait construire sur la rivière Bayonne, dans le comté de Berthier?

- 2. Des soumissions ont-elles été demandées?
- 3. Quel était le montant des estimés préliminaires?
- 4. Quel est le nom de l'entrepreneur?

5. Quel montant lui a été payé à date et quelle est la balance qui lui est due?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le ministère des Travaux publics n'a pas fait construire de pont sur la rivière Bayonne, dans le comté de Berthier.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La protection de la forêt est améliorée et demande plus de dépenses. On fera à l'entrée du boulevard Talbot, à Stoneham, une construction pour la surveillance contre les incendies. On a acheté aussi des moteurs de la Corporation des biens de guerre afin de produire le courant électrique et équiper de façon moderne la résidence des gardes-feux.

Malgré la sécheresse de l'été dernier, les forêts de la couronne n'ont pas été endommagées sérieusement. Il y a eu 1,340 commencements d'incendies de forêt, dont une vingtaine ont causé des dégâts. Les feux ont surtout été sérieux sur des terrains privés et non sur le domaine de la couronne. À peine 100,000 acres¹ ont été parcourues par l'incendie. Ceci est dû au bon système de protection organisé par le gouvernement. Sur les terres des particuliers, ce sont des feux d'abatis qui ont donné lieu aux feux de forêt, parce qu'on n'a pas su maîtriser les feux d'abatis. Nous avons aidé les municipalités qui ont demandé de l'aide pour arrêter la marche du feu.

Mon ministère a payé \$55,000 environ à des municipalités qui ont souffert des dommages par l'incendie, pour leur aider dans les pertes subies. Le gouvernement a fait une dépense considérable de matériel qui s'est usé au service de particuliers dont les forêts étaient menacées par l'incendie.

Les boyaux utilisés contre l'incendie en forêt deviennent vite inutilisables et les pompes aspirantes et foulantes qui servent à prendre l'eau des lacs ou des rivières pour combattre l'incendie dans la forêt attirent souvent du gravier et se brisent en quelques heures.

Cette année encore, il faudra acheter de \$10,000 à \$20,000 de boyaux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Arpentages (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'entomologie (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Surveillance des terres de la couronne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pépinière de Berthier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le gouvernement force les compagnies à faire du reboisement partout où cela est possible. Dans les Cantons-de-l'Est, la Brompton Pulp plante, à elle seule, 400,000 arbres par année.

Les pépinières volantes sont aussi d'un grand secours. Elles permettent, en louant quelques acres de terre d'un cultivateur dans différentes régions, de planter de très jeunes pousses jusqu'à ce qu'elles soient assez avancées pour être plantées définitivement. Cela permet de transporter très tôt un arbre dans l'habitat qui sera le sien.

Le ministère reçoit tellement de demandes pour le reboisement qu'il est impossible de fournir à tout. La pépinière de Berthierville a fait l'acquisition voici peu de temps d'une machine qui, bien que coûtant \$900² seulement, est si efficace que l'on peut planter 45,000 arbres par jour. Mais il y a une telle demande d'arbres que ceux-ci n'ont pas le temps de pousser. Avec la conséquence que les arbres fournis par la pépinière n'ont plus 10 ou 11 pieds comme autrefois, mais 3 ou 4 pieds.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (En souriant) Sous l'Union nationale, les arbres sont plus petits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Voici trois jours, le président de la St. Lawrence Paper s'est vanté qu'on avait produit au-delà de la capacité des usines en 1949³. Celui-ci a révélé aux actionnaires de la compagnie que la production des moulins canadiens de papier a dépassé leur pleine capacité durant les trois dernières années, et ce, sans l'addition d'un moulin. Ce record s'établit à 5,250,000 tonnes pour l'année 1949. Je l'avertis d'être prudent. Je crois qu'il a trop parlé. J'ai le même conseil à donner aux autres parties intéressées.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): À partir de cette année, le reboisement se fera à un rythme de 20,000,000 de plants par année, alors que jusqu'ici les nouveaux arbres ne dépassaient pas 3,000,000 par année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École des gardes forestiers à Duchesnay (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Les terres de la couronne n'ont pas souffert de dommages considérables des feux de forêt qui ont pris par suite de la sécheresse de l'été dernier. J'invite tous les députés, ceux de l'opposition en

particulier, à visiter dans le cours de l'été l'école des gardes forestiers et les installations de la scierie-école de Duchesnay, où est établi un centre d'enseignement de travaux d'exploitation forestière non seulement unique au pays, mais unique au monde. Nous avons particulièrement une scierie-école qui est un actif pour la province. Les jeunes gens de la campagne viennent y apprendre toute la manipulation du bois dans un moulin à scie, de façon à pouvoir être surintendants de scieries.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) accepte avec plaisir l'invitation du ministre pour après la session.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
Nous irons ensemble.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce sera encore mieux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
13. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention à la Faculté d'arpentage et de génie forestier de l'Université Laval (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études forestières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses:

Route

Québec - Laterrière - Chicoutimi

M. Lévesque (Gaspé-Nord): 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé, du 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 28 février 1950 inclusivement, par l'intermédiaire du ministère de la Voirie, du ministère des Travaux publics ou de tout autre ministère, pour la route Québec - Laterrière - Chicoutimi?

2. Quel est l'estimé du coût des travaux pour terminer cette route, y compris la section Notre-Dame-des-Laurentides-Les Pôteaux (Stoneham)?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. Pour la période du 1^{er} janvier 1945 au 15 janvier 1948, voir les *Procès-verbaux* de l'Assemblée législative.

Pour la période du 16 janvier 1948 au 28 février 1950: \$10,901,064.99.

2. Il n'y a pas d'estimé à ce sujet.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Quant au département des Travaux publics:

1. \$271,649.25.

2. Le département des Travaux publics n'a aucun pont projeté.

Henri-Charles Tétreault

M. Dupré (Verchères): Quel montant le ministère de la Santé de la province a-t-il payé, depuis le 20 mars 1947, à M. Henri-Charles Tétreault, de Saint-Césaire de Rouville, en salaire, allocation, indemnité, dépenses de voyage, etc.?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Comme membre de la Commission d'étude sur la chiropratique: \$3,100; dépenses de voyage: ...

Travaux de la Chambre:

Projets de loi

à étudier à la présente session

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement n'a plus que trois⁴ projets de loi à présenter au cours de la semaine. Grâce à la coopération entre le gouvernement et l'opposition pour opérer le travail sessionnel, la session pourrait

se terminer plusieurs jours avant Pâques. L'un des deux projets que le gouvernement veut encore soumettre à l'Assemblée concerne l'Université de Montréal et créant un bureau des gouverneurs; un autre se rapporte au développement de l'énergie électrique de la rivière Péribonka, afin d'aider en même temps à répondre aux demandes des usines du Lac-Saint-Jean et à régler le problème du chômage qui sévit particulièrement en cette région.

La compagnie nous avait demandé l'autorisation de détourner une partie des eaux de la rivière Bersimis, de façon à augmenter son potentiel d'énergie électrique.

Nous avons refusé parce qu'il faut laisser, autant que possible, à chaque région le bénéfice de ses ressources naturelles. C'eût été à l'encontre des intérêts futurs de la Côte-Nord que d'accorder l'autorisation demandée. Les experts nous ont signalé que pour satisfaire, dans la mesure du possible, aux besoins de l'Aluminum Company, mieux valait jeter les yeux sur la rivière Péribonka.

Au lieu de détourner le cours de la rivière Bersimis, comme l'avait d'abord demandé l'Aluminum Company, les experts ont conseillé que l'on se tourne vers le développement de la Péribonka. Le plan final de cette entreprise n'est pas encore terminé, mais le développement se fera par étapes. Une première exécution nécessitera une dépense de \$10,000,000 et l'on devra s'attendre à d'autres dépenses de l'ordre de \$70,000,000 pour la phase finale. Aucune entente cependant n'a encore été conclue et le gouvernement présente le projet de loi afin d'être prêt à toute éventualité.

Le dernier projet de loi que le gouvernement présentera est une loi pour amender la loi des mines, afin d'augmenter le prix payé par les compagnies minières pour les concessions de mines qu'elles demandent. Les droits actuels varient de \$2.50 à \$5. Ils seront désormais de \$5 à \$15. Le texte sur le projet de loi de l'Université de Montréal sera distribué.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. Selon *Le Nouvelliste* du 27 mars 1950, à la page 9, il s'agit plutôt de 10,000 acres, au lieu de 100,000 acres.

2. Chiffre du *Soleil* du 27 mars 1950, à la page 7. *The Gazette* du même jour, à la page 22, mentionne plutôt le montant de \$19,000. Après vérification dans les *Comptes publics* pour l'année 1950-1951, ce montant nous apparaît exagéré puisqu'à l'item "Pépinère de Berthier", les dépenses en "Matériel et outillage: achats, entretien et réparations", le total dépensé pour l'année se chiffre à \$8,882.45 seulement, soit beaucoup moins que le \$19,000 pour la seule machine dont parle l'honorable M. Bourque.

3. Nous ne sommes pas certains de l'emplacement exact de cette intervention du premier ministre. *Le Soleil* du 27 mars 1950, à la page 7, ainsi que *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 9, nous donnent quelques précisions sur cette question en mentionnant que "Le premier ministre, l'honorable Maurice Duplessis, a fait allusion samedi matin, à l'Assemblée législative, au rapport de M. David Van Alstyne, président de la St. Lawrence Corporation", sans être plus explicite sur le contexte entourant ces propos.

4. Version du *Devoir* du 27 mars 1950, à la page 2. Dans la même édition de ce journal, page 3, un autre article mentionne qu'il reste trois bills à présenter à la Chambre. *L'Action catholique* du même jour, à la page 9, abonde dans le même sens. Le troisième bill est celui concernant l'Université de Montréal (bill 69). Tous les autres journaux mentionnent quant à eux que le premier ministre dit qu'il reste deux bills à étudier.

Séance du mardi 28 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Remboursement de droits:

**Immeubles du Parthénon,
Sherbrooke**

M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que le bill 108 déclarant non imposables les immeubles du Parthénon à Sherbrooke, ayant été mis de côté par le Conseil législatif, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Communauté des Sœurs des
Saints Noms de Jésus et de Marie**

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que le bill 191 confirmant le titre de propriété et l'état hypothécaire de certains immeubles acquis par la communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie ayant pour objet de favoriser l'instruction publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Projets de loi:

Rivière Péribonka¹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Aluminum Company of Canada recevra l'autorisation de harnacher immédiatement la chute du Diable, sur la rivière Péribonka. J'ai rencontré lundi matin le président d'Aluminum Company, M. Powell. M. A.-B. Normandin, expert du gouvernement en matière de développement hydroélectrique, et quelques autres officiers du personnel technique du gouvernement et de la compagnie assistaient à l'entrevue.

Il y a quelque temps, l'Aluminum Company nous avait demandé l'autorisation de divertir les eaux de la rivière Bersimis pour parer à une pénurie d'électricité. M. Normandin et le gouvernement se sont prononcés contre ce projet parce que nous voulions garder pour la région du Saguenay les pouvoirs d'eau qui appartiennent à cette région.

Cependant, du côté de la rivière Péribonka, il n'y a pas d'objections majeures. Il y a sur la rivière Péribonka des pouvoirs d'eau qui peuvent produire un total de 400,000 chevaux-vapeur. Parmi ces pouvoirs, il y a celui de la chute du Diable qui peut produire à lui seul 200,000 chevaux-vapeur. La compagnie est prête à développer immédiatement la chute du Diable. Elle pourra plus tard faire les autres développements.

Le bill prévoit la passation d'un bail de 25 ans avec droit de renouvellement pour une autre période de 25 ans. La compagnie paiera \$15,000 dès la passation du contrat pour le pouvoir de la chute du Diable, plus \$0.90 le cheval-vapeur. Lorsque les autres développements auront été faits, la compagnie paiera \$25,000 par année, plus \$1 le cheval-vapeur, et une redevance de \$0.10 le cheval-vapeur pour l'utilisation du réservoir des Passes-Dangereuses. Les travaux de harnachement de la chute du Diable coûteront environ \$10,000,000. Le coût total de tous les harnachements de la rivière Péribonka vont coûter entre \$65,000,000 et \$70,000,000.

Le premier développement devra être terminé en 1953. Immédiatement après la signature du contrat, la compagnie devra augmenter de 200 personnes son personnel à Arvida. Les travaux de harnachement de la chute du Diable donneront du travail à 300 personnes², de sorte que le projet va contribuer puissamment à combattre le chômage dans la région de Chicoutimi. Il n'y a pas de doute que ces développements vont procurer des emplois rémunérateurs pendant plusieurs années.

De plus, la compagnie sera obligée de fournir aux industries nouvelles qui s'établiront dans la région le pouvoir hydroélectrique dont elles auront besoin. Ainsi, quand les mines de Chibougamau auront besoin d'électricité, la compagnie devra leur en fournir. Le bill comporte aussi diverses autres conditions: donner du travail aux gens de la région, payer des salaires raisonnables, etc.

**Loi
des mines**

L'honorable M. French (Compton) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de

présenter le bill 77 modifiant l'article 41 de la loi des mines de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Institut de microbiologie et d'hygiène

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 78 concernant l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des Cours de recorder

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 79 modifiant la loi des Cours de recorder.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Tramways de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 81 modifiant la loi relative à la question des tramways de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des mines

L'honorable M. French (Compton) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 77 modifiant l'article 41 de la loi des mines de Québec.

Adopté.

Code municipal

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 66 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de l'Université de Montréal

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 concernant la charte de l'Université de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Tout le monde sait que le gouvernement a à cœur le bien de l'enseignement universitaire. Il l'a prouvé en souscrivant \$11,535,750 à nos quatre universités. La présente loi vise à une réorganisation administrative de l'Université de Montréal et a pour objet d'améliorer l'administration de l'Université de Montréal.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je remercie le premier ministre de m'avoir donné le projet de loi assez tôt pour que je l'étudie convenablement. Les deux partis politiques ont toujours voulu faire leur part pour l'Université. Quant à nous, nous voulons continuer en collaborant avec le gouvernement dans cette œuvre. Nous considérons, nous aussi, ce projet de loi comme très important et je pense qu'il est excellent.

Je n'ai cependant qu'une seule pensée à exprimer sur le principe du bill. Je voudrais insister pour que les nominations des membres du conseil des gouverneurs se fassent sans préoccupation politique. La politique doit être bannie de l'Université. Ce sera un succès, à condition que les nominations ne soient pas influencées par la politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis entièrement de l'avis du chef de l'opposition. C'est évidemment une loi qui doit être étudiée sans considération partisane. Il faut bannir la politique de l'université. Jusqu'ici, l'Université n'a jamais eu de charte complète. Cette loi crée des organismes, une hiérarchie administrative et donne des pouvoirs qui n'existaient pas. Jusqu'ici, c'était la désorganisation;

aujourd'hui, la présente loi veut donner à l'Université une organisation cohérente. Le chef de l'opposition est satisfait de ce que son parti a fait pour l'Université, nous aussi. Il est toujours agréable de comparer les petites choses aux grandes.

Le projet qui est devant la Chambre a reçu l'appui de l'épiscopat de la province ecclésiastique de Montréal. Lors de la campagne de souscription, les donateurs ont demandé que l'administration soit améliorée, et des souscripteurs importants ont manifesté l'intention d'avoir un droit de regard sur la dépense de fonds, ce qui me semble parfaitement légitime. On peut donc penser que l'un ou plusieurs de ces souscripteurs seront nommés parmi les gouverneurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le poste de vérificateur est nouveau. C'est lui qui contrôlera toute la dépense?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, c'est nécessaire. L'enseignement et la morale seront toujours sous la direction du chancelier. L'administration sera sous la direction du conseil des gouverneurs. C'est l'autonomie complète, mais en donnant à l'administration un caractère administratif.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 14 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15, qui se lit comme suit:

"15. L'Université possède le pouvoir d'exproprier, pour fins d'organisation universitaire, des immeubles et droits réels situés dans les cités de Montréal ou d'Outremont, en suivant les formalités prescrites par les articles 1066*b* à 1006*t* du Code de procédure civile."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande que l'on apporte un amendement à cet article.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) limite ce pouvoir à un rayon de deux milles, au plus, de l'université.

L'article est amendé et se lit désormais comme suit:

"15. L'Université possède le pouvoir d'exproprier, dans un rayon de deux milles au plus de l'université actuelle, pour fins d'organisation universitaire, des immeubles et droits réels situés dans les cités de Montréal ou d'Outremont, en suivant les formalités prescrites par les articles 1066*b* à 1006*t* du Code de procédure civile."

L'amendement est adopté.

L'article 15, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 16 à 18 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 19, qui se lit comme suit:

"19. Le conseil des gouverneurs se compose de douze membres professant la religion catholique et désignés de la manière suivante:

"*a.* deux membres *ex officio*: l'archevêque de Montréal, qui est de droit le chancelier de l'université, ou son représentant, et le recteur de l'université;

"*b.* deux personnes nommées par le chancelier, d'accord avec les évêques suffragants de la province ecclésiastique de Montréal, dont l'une pour deux ans et l'autre pour trois ans;

"*c.* quatre personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont une pour deux ans, une pour trois ans, une pour quatre ans et l'autre pour cinq ans;

"*d.* quatre autres personnes nommées, à la majorité des voix, sans vote prépondérant, pour les mêmes termes que les membres visés au paragraphe précédent, par les huit membres nommés en vertu des paragraphes *a*, *b* et *c* du présent article.

"Ces membres, ainsi que leurs successeurs, sont rééligibles."

Un député souligne que les professeurs appointés ne pourront pas faire partie du conseil des gouverneurs, qui a la haute main administrative sur l'Université.

L'article 19 est adopté.

Les articles 20 à 24 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *k* de l'article 25, qui se lit comme suit:

"k. de créer, fusionner ou abolir des facultés, écoles, chaires, laboratoires, départements, instituts et succursales, d'accepter l'admission dans l'université, l'affiliation, l'agrégation ou l'annexion de facultés et écoles et de réglementer l'affiliation d'hôpitaux, le tout sur rapport favorable de la commission des études et aux conditions qu'il fixe;"

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère d'ajouter "et lorsqu'il s'agit d'une école régulière affiliée ou annexée avec le consentement de cette dernière".

Le paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"k. de créer, fusionner ou abolir des facultés, écoles, chaires, laboratoires, départements, instituts et succursales, d'accepter l'admission dans l'université, l'affiliation, l'agrégation ou l'annexion de facultés et écoles et de réglementer l'affiliation d'hôpitaux, le tout sur rapport favorable de la commission des études et aux conditions qu'il fixe et, lorsqu'il s'agit d'une école affiliée, agréée ou annexée, avec le consentement de cette dernière;"

L'amendement est adopté.

L'article 25, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 25 à 63, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 69 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.⁵

Loi de la curatelle publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 modifiant la loi de la curatelle publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 75 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Un député de l'opposition pose des questions sur le nombre d'employés du ministère.

L'honorable M. Barrette (Joliette) répond que son ministère compte 55 employés au service intérieur et 450 au service extérieur. La Commission des accidents du travail compte 421 employés, dit-il. On se propose d'ajouter une aile à l'édifice de la Commission, sur la Grande-Allée. Des esquisses ont

été préparées, mais aucune décision n'a encore été prise. Les plans de la dernière aile que l'on projette pour terminer cet édifice ne sont pas complétés. La maquette est cependant prête.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande s'il y a beaucoup de chômeurs dans la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Demandez ça à Ottawa, car c'est Ottawa qui taxe les chèques de paie pour le chômage.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande le salaire des membres de la Commission du salaire minimum.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Président, \$9,000; vice-président, \$6,500; commissaires, \$6,000.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je connais des endroits où les inspecteurs ne font pas leur devoir. Le ministre sait-il qu'à Montréal il y a une usine où 50 fillettes de 12 et 13 ans travaillent? Les inspecteurs entrent chez le patron, mais sortent tout de suite et ne font pas le tour des employés.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La loi défend l'emploi des enfants de moins de 16 ans. L'inspecteur qui n'a pas rapporté cette industrie n'a pas fait son devoir.

Dites-moi où, dans une lettre sous votre signature, et j'envoie immédiatement un inspecteur qui fera son devoir.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je donnerai les renseignements au ministre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): On m'a signalé un cas récemment, j'ai envoyé les inspecteurs et la loi est observée. Si mon honorable ami me donne les renseignements, nous y verrons sans délai.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) veut savoir s'il est vrai qu'un médecin gagne \$13,000.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le docteur Léonard est directeur de la clinique de réhabilitation au traitement de \$5,000 et radiologiste au traitement de \$8,000. Il a été nommé à cause de sa haute compétence et est chargé de faire tous les examens de la clinique de réhabilitation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et **M. Rochon (Montréal-Saint-Louis)** signalent à l'attention du ministre du Travail le fait que certains employeurs refusent d'embaucher des personnes âgées depuis qu'ils ont organisé dans leur entreprise un fonds de pension contributoire.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le fonds de pension, dit le chef de l'opposition, ne devrait pas être un obstacle à l'embauchage de ces personnes.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le problème des gens âgés de 65 ans qui doivent prendre leur retraite et veulent encore travailler est sérieux et mérite qu'on l'étudie. Il arrive souvent que des personnes de 55 ou 60 ans se voient refuser de l'emploi, soit à cause des contributions élevées que nécessiterait un fonds de pension à leur bénéfice, soit à cause des salaires prévus par les contrats collectifs. Je me demande s'il ne faudra pas en venir à un système en vertu duquel ces gens-là pourraient contracter librement en dehors des dispositions des conventions collectives. Aux États-Unis, la chose a été mise à l'essai. Une industrie a même été créée de toutes pièces pour permettre à des personnes âgées de travailler sans être astreintes à des besognes trop pénibles ou à des heures de travail trop longues. C'est un problème social qui est sérieux et mérite une étude approfondie.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil

supérieur du Travail (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières, salaires et dépenses (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'apprentissage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je tiens à souligner la popularité dont jouit l'organisation des centres d'apprentissage dans la province. Les centres d'apprentissage du métier du bâtiment créent un grand intérêt dans toutes les grandes villes, et patrons et ouvriers contribuent au même titre que le gouvernement à payer les frais. La contribution de \$200,000, inscrite cette année, aux estimés budgétaires de mon ministère ne représente qu'un peu moins d'un tiers de la dépense totale qui se fait pour ces écoles.

Cela démontre l'intérêt que suscite le programme d'apprentissage de la province chez les unions ouvrières et les patrons eux-mêmes, qui y contribuent. L'an dernier, les unions ouvrières de Montréal ont payé \$225,000 au centre d'apprentissage de Montréal et celles de Sherbrooke ont versé \$50,000. Il en a été de même dans les autres centres.

Depuis trois ans, 2,545 élèves ont suivi les cours du jour à Montréal, 211 à Chicoutimi, 396 à Joliette, 728 à Sherbrooke, sans compter qu'au centre d'apprentissage de la chaussure à Montréal, 1,369 élèves⁴ se sont inscrits.

On prévoit l'ouverture d'un nouveau bureau de placement sous le contrôle du gouvernement de la province de Québec.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande le nombre de bureaux de placement dans la province.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y en a 23.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur et extérieur (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et **M. Kirkland (Jacques-Cartier)** posent des questions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) parle de Me Jean-Louis Doucet, qui a remplacé Me Émile Morin, décédé récemment, au poste de sous-ministre des Affaires municipales. Il fait l'éloge du nouveau sous-ministre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) demande au ministre (l'honorable M. Dussault) pourquoi il y a augmentation des dépenses de voyage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu des voyages à Joliette⁵. Le chef de l'opposition sait-il que le député de Verdun est allé dimanche à Joliette demander à un autre que lui d'être chef du Parti libéral?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il est certain qu'il existe de ce côté-ci de la Chambre une liberté qu'on ne trouve pas chez les ministériels.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) étudie le budget des affaires municipales⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait allusion à l'assemblée libérale de Joliette.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre ne trouve-t-il pas que j'ai assez de misère comme cela?

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 38 concernant les hôpitaux pour le traitement des maladies mentales;
- bill 39 autorisant l'organisation d'institutions pour les détenus souffrant de maladies mentales.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 54 modifiant la loi du Barreau, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié:

a. en insérant, après le premier paragraphe du sous-article "29", à la page 2, le paragraphe suivant:

"Dès que l'appel est porté, le secrétaire ou l'assistant-secrétaire de la section intéressée doit transmettre au secrétaire-trésorier du conseil général une copie authentique du dossier.";

b. en remplaçant, dans la troisième ligne du deuxième paragraphe du sous-article "29", à la page 2, les mots "sa formation" par les mots suivants:

"la réception, par le secrétaire-trésorier du conseil général, de la copie authentique du dossier visée à l'alinéa précédent".

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative que le message qu'il lui a transmis le 16 mars courant a été révoqué en ce qui concerne le bill 12 modifiant la loi concernant l'acquisition par le

gouvernement de certains biens de Quebec Pulp & Paper Corporation, et que, pour corriger une erreur d'impression et rendre ce bill conforme à la résolution adoptée le 8 mars par l'Assemblée législative, un amendement y a été apporté qu'il la prie d'agréer, lequel amendement se lit comme suit:

"L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les onzième, douzième, treizième et quatorzième lignes du sous-article "1a", les mots: "certificats de telles actions soient dûment endossés par les détenteurs et transportés au gouvernement avant le premier janvier 1950" par les mots suivants: "détenteurs de telles actions transportent, cèdent ou aient transporté et cédé au gouvernement, avant le 15 mars 1950, tous leurs droits dans telles actions."

Projets de loi:**Loi du Barreau**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 modifiant la loi du Barreau.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Quebec Pulp & Paper Corporation

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 12 modifiant la loi concernant l'acquisition par le gouvernement de certains biens de Quebec Pulp & Paper Corporation.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dépôt de documents:**Travaux de drainage dans Missisquoi**

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 8 mars 1950, pour la production d'une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec, et toute personne, société ou corporation, relativement à l'exécution de travaux de drainage ci-après définis:

a. dans le comté de Missisquoi, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil no 1276, du 17 novembre 1949;

b. dans les comtés de Napierville et Saint-Jean, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil no 1028, du 14 septembre 1949;

c. dans les comtés de Missisquoi, Iberville, Témiscamingue et Abitibi, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil no 957, du 31 août 1949. (Document de la session no 41)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je proteste contre l'attitude singulière de deux députés de l'opposition qui sont allés à Joliette⁷.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Ont-ils passé sur le pont Duplessis⁸?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
S'ils avaient passé sur ce pont, ils auraient peut-être eu une bonne pensée et seraient arrêtés en chemin.
(Rires de la Chambre)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 29 mars 1950, à la page 11, mentionne que ce bill n'est pas distribué, mais que le premier ministre en donne les grandes lignes. Le projet de loi sera officiellement présenté et lu une première fois à la séance du 29 mars.

2. Cinq cents personnes, selon *Le Devoir* du 29 mars 1950, à la page 12.

3. *Le Montréal-Matin* du 29 mars 1950, à la page 28, mentionne que l'étude de ce bill a duré "à peine une demi-heure".

4. Selon *Le Nouvelliste* du 29 mars 1950, à la page 11, il s'agit plutôt de 1,396 élèves.

5. *Le Canada* du 29 mars 1950, à la page 11, rapporte que le premier ministre fait allusion "à la présence de députés de l'opposition à l'assemblée de dimanche dernier, à Joliette, où M. Georges-Émile Lapalme a été prié de poser sa candidature à la convention libérale". Le journal précise que c'est la troisième des cinq occasions où M. Duplessis fait allusion à cette question durant la séance. Nos sources ne nous permettent pas d'identifier les deux premières fois.

6. Nos sources ne nous permettent pas de situer avec exactitude le moment de cet échange. Il est cependant certain qu'il a lieu lors de l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

7. *L'Action catholique* du 29 mars 1950, à la page 3, précise que le premier ministre fait allusion à MM. Ross (Verdun) et Kirkland (Jacques-Cartier).

8. Lors de la séance du 28 février dernier, M. Marler a soulevé la question du pont Duplessis dont une arche venait de s'effondrer. À ce sujet, voir: Conrad Black, *Duplessis. Le pouvoir*, tome 2, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, pp. 159-163.

Séance du mercredi 29 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 206 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Projets de loi:

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 206 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 206 sans l'amender.

M. Gendron (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 100 concernant la cité de Montréal;
 - bill 113 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
 - bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec;
 - bill 116 refondant la charte de la ville de Saint-Jérôme et en constituant le territoire en municipalité de cité;
 - bill 147 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier.
- Et, sans amendement, le bill suivant:
- bill 208 concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts.

Projets de loi:

Charte de Montréal

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 concernant la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 100 sans l'amender.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Jacques-Cartier

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Agathe-des-Monts

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 208 concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 208 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sherbrooke

M. Goudreau (Richmond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

M. Goudreau (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Québec

M. Matte (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 156 sans l'amender.

M. Matte (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 refondant la charte de la ville de Saint-Jérôme et en constituant le territoire en municipalité de cité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rivière Péribonka

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 80 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Péribonka.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 80 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Péribonka.

Adopté.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité propose de biffer l'article 5.

L'amendement est adopté. L'article 5 est biffé.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

L'article 5 renuméroté est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. L'article 469 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 12 George VI, chapitre 29, est de nouveau modifié:

"a. en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 10°, les mots "des voitures" par les mots "de véhicules automobiles ou de voitures à traction animale";

"b. en y ajoutant, après le mot "ces" dans la neuvième ligne du paragraphe 10°, les mots "véhicules ou".

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cette loi permettait aux municipalités de taxer les camions de livraison venant d'autres municipalités. Je proteste surtout pour la région métropolitaine où la situation sera compliquée à l'extrême, si on permet à chaque ville de l'île de Montréal de taxer le camion d'une maison d'affaires ou d'un magasin dans lequel il y circule. Il demande de biffer cette clause.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se rend à la suggestion du chef de l'opposition et biffe cet article de la loi.

L'amendement est adopté. L'article 6 est biffé.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles renumérotés 6 à 9 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 74 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des mines

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 77 modifiant l'article 41 de la loi des mines de Québec.

L'honorable M. French (Compton) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. French (Compton) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. French (Compton) propose: Que l'article 41 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196) soit modifié:

a. en remplaçant le mot "cinq", dans la septième ligne, par le mot "quinze";

b. en remplaçant le mot "trois", dans la huitième ligne, par le mot "neuf".

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il n'approuve pas ces augmentations qui seront une nuisance au développement de nouvelles mines dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soutient que les augmentations sont raisonnables.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. French (Compton) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division. La résolution relative au bill 77 est agréée.

L'honorable M. French (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 modifiant l'article 41 de la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. French (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des
Cours de recorder**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 modifiant la loi des Cours de recorder soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 79 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Tramways de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 modifiant la loi relative à la question des tramways de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu de la loi de 1948, la Compagnie des tramways doit payer sa redevance de \$500,000 par année à la cité de Montréal, avant de payer à Ottawa des taxes sur ses revenus, ses profits ou ses surplus de bénéfices. Une clause ayant le même objet avait déjà été adoptée en 1948, mais M. le juge Thomas Tremblay¹ a exprimé un doute quant à la rétroactivité de cette disposition et l'a interprétée comme s'appliquant à partir de 1948 seulement. Il s'agit de clarifier les choses en donnant explicitement un effet rétroactif à 1942.

La compagnie s'appuyait sur le prétendu contrat de 1918 pour payer d'abord son impôt sur les profits à Ottawa et quand venait le temps de payer Montréal, elle prétendait qu'elle n'avait plus de profits, les ayant donnés à Ottawa. C'est un système qui n'a pas de bon sens. La Compagnie des tramways doit payer à Montréal ce qui est un loyer des rues avant de payer des taxes sur des profits qu'elle ne réalise pas.

Cette loi de 1918 a causé un préjudice appréciable à la ville de Montréal. En effet, à cause de cette loi, les taxes fédérales avaient priorité sur les \$500,000 que la compagnie doit payer à Concordia chaque année pour l'usage de ses rues. La compagnie a payé des millions et des millions au gouvernement fédéral pendant que la ville de Montréal attendait son dû.

Le gouvernement de l'Union nationale change cela et force la compagnie à payer la ville de Montréal d'abord et Ottawa ensuite, s'il reste des profits. Le projet de loi aura un effet rétroactif au 1^{er} janvier 1942, parce que la compagnie n'a pas payé ses taxes fédérales depuis cette date.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je considère que le bill n'aura pas l'effet que l'on pense.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'est élevé des doutes, depuis le jugement de la commission Tremblay, sur la portée de la loi de 1948, parce qu'on n'y avait pas mis le mot "rétroactif". La loi actuelle va clarifier la situation en décrétant sans ambiguïté possible que les redevances envers la ville de Montréal passent avant les taxes fédérales.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 81 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 41 concernant la route Trans-Canada;
- bill 53 modifiant la loi de la division territoriale;
- bill 58 concernant les commissions scolaires de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Île Maligne;
- bill 65 concernant les municipalités de la paroisse de Sainte-Christine et de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Portneuf;
- bill 72 modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires;
- bill 73 concernant la municipalité scolaire de Saint-David-de-Falardeau;
- bill 76 concernant l'Hydro-Québec et Keystone Transports Limited;
- bill 115 constituant en corporation la Compagnie du cimetière Saint-Michel de Shawinigan;
- bill 124 constituant en corporation la ville de Haute-riève;
- bill 152 modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec;
- bill 157 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache;
- bill 161 concernant la Corporation de Prêt et Revenu.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 69 concernant la charte de l'Université de Montréal.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 176 modifiant la charte de la cité de Thetford-les-Mines;
- bill 188 concernant la succession de Miles Williams;
- bill 190 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 197 modifiant le chapitre 66 de la loi 10 George VI, concernant Dominion Foils (Canada) Limited;
- bill 199 concernant la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
- bill 204 modifiant la charte de la cité d'Arvida.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 134 modifiant la charte de la ville de Farnham, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 5 est modifié en remplaçant, dans les douzième, treizième, quatorzième, quinzième et seizième lignes du paragraphe "35", les mots: "dans le cas de services de taxi ou d'autobus opérant exclusivement dans les limites de la ville, sur le nombre de taxis ou d'autobus exploités par une même personne" par les mots suivants:

"dans le cas des services de taxi, sur le nombre de taxis; dans le cas de services d'autobus opérant exclusivement dans les limites de la ville, sur le nombre d'autobus exploités par une même personne;"

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 142 constituant en corporation les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 5 est modifié en ajoutant, après les mots "accepter tout don", dans le paragraphe "m", à la page 3, les mots "ou legs".

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 114 des maîtres électriciens de la province de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant, dans la cinquième ligne du sixième paragraphe, à la page 2, le mot: "canadien".

2. L'article 2 est modifié:

a. en ajoutant, après le mot "travail", dans la deuxième ligne du paragraphe "1^o", les mots "de la province de Québec";

b. en remplaçant le paragraphe "7^o", à la page 4, par ce qui suit:

"7^o" "maître-électricien" signifie et comprend toute personne, compagnie, association, ou corporation qui fait affaires comme entrepreneur électricien, qui prend à son compte, exécute des travaux d'installations électriques, que tels travaux soient exécutés gratuitement ou pour valeur, à l'heure, à la journée, ou à forfait, par convention verbale, par contrat écrit ou autrement; les personnes qui détiennent la licence "A" ou la licence "B" selon le cas, ou toute autre classification ou catégorie de telles licences déterminées par les dispositions de la loi concernant les électriciens et Installations électriques, chapitre 172, S.R.Q. (1941) et amendements et règlements; mais ne comprend pas les personnes agissant comme compagnons électriciens ou sous l'autorité de la licence "E" au sens de ladite loi concernant les électriciens et les installations électriques, actuellement en vigueur."

c. en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe "8^o", à la page 4, le mot "distribution" par le mot "distributeur";

d. en insérant, dans la deuxième ligne du paragraphe "9^o", à la page 4, immédiatement après le mot: "individu" les mots "ou toute".

3. L'article 16 est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du paragraphe "j", à la page 9, les mots "de réfection ou d'entretien" par les mots "électriques nécessaires ou utiles à l'établissement en question."

4. L'article 19 est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, les lettres "M.E." par les lettres "M.El."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 117 modifiant la charte de la cité de Hull, avec les

amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 37, comme article 38:

"38. L'article 404 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est abrogé."

2. L'article 38 devient article 39.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 123 constituant en corporation La compagnie d'assurance mutuelle des Drive Yourself, Drive Yourself Mutual Insurance Co., avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est remplacé par le suivant:

"4. La corporation est régie par la loi des assurances de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 299. Toutefois, nonobstant l'article 282 de ladite loi toutes ses dispositions incompatibles avec celles de la présente loi ne s'appliquent pas à la corporation".

2. L'article 16 est biffé.

3. L'article 17 devient article 16.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 135 modifiant la charte de la cité de Joliette, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 20 est modifié:

a. en biffant, dans la dernière ligne du paragraphe "1", les mots "(Annexe A)";

b. en biffant, dans la dernière ligne du paragraphe "2", les mots "(Annexe B)";

c. en biffant, dans la dernière ligne du paragraphe "3", les mots "(Annexe C)".

2. Et les annexes "A", "B" et "C" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 229 modifiant la loi des dentistes de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est modifié:

a. en ajoutant, après le premier paragraphe, ce qui suit comme deuxième paragraphe:

"Est passible d'une amende de \$50.00 au moins et de \$100.00 au plus pour une première infraction, de \$100.00 au moins et de \$200.00 au plus pour une deuxième infraction, de \$200.00 au moins et de \$400.00 au plus pour une troisième infraction, de \$400.00 au moins et de \$800.00 au plus pour une quatrième infraction, et pour toute infraction subséquente, de \$1,000.00 ou, à défaut de paiement, de trois mois de prison."

b. en ajoutant après les mots "ce paragraphe", à la fin du deuxième paragraphe, devenu troisième paragraphe, ce qui suit:

"sauf lorsqu'il s'agit de travaux d'expérimentation faits sur des modèles d'étude et non susceptibles d'être mis en bouche, par des apprentis-techniciens-dentaires, pour les fins de leur enseignement, dans la mesure permise par les règlements de l'Association des techniciens dentaires.";

c. en insérant, dans la deuxième ligne du troisième paragraphe, devenu quatrième paragraphe, immédiatement avant le mot "infraction" le mot "deuxième".

2. L'article 7 est modifié:

a. en insérant, à la page 3, dans la neuvième ligne du premier paragraphe du sous-article "135", immédiatement après les mots "de prothèse" les mots "buccale ou dentaire";

b. en remplaçant, dans les deuxième et cinquième lignes du deuxième paragraphe du sous-article "135", à la page 4, le mot "prescription" par le mot "ordonnance".

c. en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du troisième paragraphe du sous-article "135", le mot "prescription" par le mot "ordonnance";

d. en biffant, à la page 4, le quatrième paragraphe du sous-article "135", qui commence par les mots "La présence" et qui finit par les mots "dentaire ou buccale".

Projets de loi:

Charte de Farnham

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 134 modifiant la charte de la ville de Farnham.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 142 constituant en corporation les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Maîtres électriciens

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 114 des maîtres électriciens de la province de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Hull

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 modifiant la charte de la cité de Hull.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

La compagnie d'assurance mutuelle des Drive Yourself

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 constituant en corporation La compagnie d'assurance mutuelle des Drive Yourself, Drive Yourself Mutual Insurance Co.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Joliette

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des dentistes

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 229 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Les amendements sont lus.

M. Gatién (Maisonnette) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:**Budget des dépenses
1950-1951**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Après-midi très actif pour le président².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(Montrant M. Tellier) Le président est un homme de Joliette. Il sait ce qui s'est passé dimanche³.

(Rires)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Codifications des lois municipales, salaires et dépenses (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande au ministre de fournir à la Chambre des détails sur le travail accompli à date par la commission créée il y a trois ans pour refondre le Code municipal. Le travail, dit-il, ne semble pas progresser très vite et je me demande où en est rendue la commission. Il serait temps que l'on ait des nouvelles de cette commission.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Les trois premières années ont été consacrées à l'étude du Code municipal et de la loi des cités et villes, que l'on aurait voulu fusionner. Il n'y a pas moyen, avons-nous découvert, d'en arriver à un seul volume. Nous traiterons des deux problèmes séparément. On s'est alors attaqué à la refonte du Code municipal. Cette refonte sera probablement terminée au cours de l'année.

Je dois dire qu'il y a une bonne partie du Code municipal qui est déjà révisée et qu'à la prochaine session, nous pourrions présenter un Code municipal complètement révisé. On fera ensuite la même chose avec la loi des cités et villes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je suis toujours surpris, à chaque session, de voir le nombre de cités et villes qui viennent devant la Législature faire amender leur charte. On en est rendu à un point où la loi générale n'est plus qu'un patron servant de point de départ pour la confection de chartes spéciales.

Je ne parlais pas du Code municipal, parce qu'il répond très bien aux besoins ruraux, mais plutôt de la loi des cités et villes. Il faut mettre fin à ces pèlerinages annuels des municipalités, d'autant plus que lorsqu'une ville obtient quelque chose de la Législature, toutes les autres suivent, à tour de rôle. Ne serait-il pas plus logique d'amender la loi générale?

À l'heure actuelle, la plupart des municipalités, des cités et des villes ont des chartes individuelles qui ne se ressemblent pas. Les chartes spéciales sont devenues la règle, et la loi générale est devenue l'exception. Les villes doivent ainsi presque chaque année faire des dépenses considérables pour la présentation des bills, l'impression, les délégations, les voyages, les frais d'avocats, etc., pour venir demander des modifications à leur charte, modifications qui souvent ne riment pas à grand-chose.

Si la loi générale était mieux faite, ces bills ne seraient pas présentés pour la plupart. Pourquoi ne pas avoir des lois uniformes et mettre fin aux pèlerinages coûteux que les municipalités font presque chaque année pour présenter des bills? Ces "pèlerinages" deviendraient exceptionnels et le travail de la Législature en serait grandement simplifié. J'espère que c'est l'intention de ceux qui révisent la loi d'en arriver à mettre fin à ces abus.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je suis d'accord avec le chef de l'opposition sur ce point. Il y a beaucoup trop de villes qui viennent tous les ans devant la Législature pour faire amender leur charte. Cela est dispendieux et coûte beaucoup de temps à la Chambre et aux conseils municipaux. Le Code municipal répond aux besoins de la plupart des municipalités auxquelles il s'applique, et il est bien rare de voir une de ces municipalités venir demander des pouvoirs spéciaux. C'est plutôt la loi des cités et villes qu'il faudra amender, car les besoins des campagnes sont presque tous les mêmes, tandis que ceux des villes varient beaucoup.

Chez les corporations qui relèvent du Code municipal, on a plutôt tendance à demander des amendements à la loi générale. Et je trouve cet esprit excellent. Chez les cités et villes, je ne vois pas de raison pour qu'on vienne ainsi tous les ans demander des pouvoirs particuliers. Je crois qu'en s'en donnant la

peine, on pourra rédiger une loi générale capable de rencontrer les principaux besoins. Nous voulons trouver une formule qui permettra aux municipalités d'accroître leurs pouvoirs sans avoir à revenir l'an suivant.

Nous avons travaillé avec méthode; cela a peut-être pris un peu de temps, mais les résultats n'en seront que plus efficaces. Actuellement, ceux qui s'occupent de la révision du Code municipal consultent l'Union des municipalités, l'Union des conseils de comté et l'Union des secrétaires-trésoriers. Ces gens d'expérience ont souvent des suggestions intéressantes et pratiques à faire et nous rendent de précieux services en nous fournissant les renseignements dont nous avons besoin. Nous procédons lentement, mais avec méthode.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission municipale de Québec (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): La Commission municipale a un budget de \$200,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Combien y a-t-il d'employés?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): 54.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y en avait 25, en 1948-1949.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Oui, les besoins sont plus considérables. Il nous faudra avoir un personnel encore plus nombreux, l'an prochain, pour suffire à la tâche. La Commission municipale de Québec aura besoin de \$220,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Où en sont rendus les pourparlers relatifs à l'annexion de Québec-Ouest à la ville de Québec?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Québec-Ouest est en défaut auprès de la Commission municipale et ses intérêts n'ont pas été payés pour la dernière année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Elle doit de \$200,000 à \$300,000 au ministère de la Santé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): En attendant, les créanciers attendent et espèrent un règlement, un moindre mal. Il n'y a pas dans la province d'autre municipalité dans le cas de Québec-Ouest.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) pose une question sur les municipalités ayant été réorganisées.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Une quinzaine de municipalités ont été réorganisées l'an dernier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'urbanisme, salaires et dépenses (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Quel travail a accompli la Commission d'urbanisme?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Les employés travaillent à Québec et à Montréal, coopèrent avec les municipalités et préparent des plans et améliorations pour arriver aux fins proposées.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) demande si le ministre s'intéresse à l'embellissement de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas autant que le député de Jacques-Cartier qui veut envoyer Lapalme à Québec!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Après les crédits des Affaires municipales, nous

prendrons les estimés du député de Frontenac (l'honorable M. Tardif).

L'honorable M. Tardif (Frontenac): (Arrivant à son siège) Si j'estimais l'opposition à sa juste valeur, ça ne vaudrait pas grand-chose!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je souligne la courtoisie habituelle du ministre et je note qu'elle est à son niveau.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): Choquez-vous pas, choquez-vous pas⁴.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande des précisions au ministre au sujet des salaires payés dans son département.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) répond.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande si, au cours de son voyage en Haïti à l'occasion du deuxième centenaire de la fondation de Port-au-Prince, le ministre a tout simplement visité l'exposition, ou s'il a profité de son séjour là-bas pour trouver de nouveaux marchés commerciaux.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): J'en ai profité pour faire valoir la grandeur de la province de Québec, et pour faire connaître le rôle

important qu'elle joue dans notre pays et en Amérique. À l'étranger, le nom du premier ministre a été longuement acclamé, à maintes reprises, et son représentant a été accueilli là-bas comme un prince.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'a pas été question de Lapalme!

M. Ross (Montréal-Verdun): Le ministre a-t-il rencontré le président de la république d'Haïti, M. Estimé⁵?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Oui, c'est un homme charmant. Il s'est beaucoup intéressé à Québec. Je lui ai dit que nous avions un bon gouvernement, au pouvoir pour 25 ans.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre a exagéré.

M. Ross (Montréal-Verdun): A-t-il été question avec Son Excellence M. Dumarsais Estimé de l'ouverture de nouveaux marchés commerciaux?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Des négociations ont été entamées, et s'il est possible de faire des échanges commerciaux, c'est avec plaisir que la province de Québec le fera. L'on fera tout ce qui est possible pour faciliter les échanges.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Imprimeur du roi (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun): Où est imprimée la *Gazette officielle*?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À *L'Action catholique*⁶.

M. Ross (Montréal-Verdun): Des soumissions ont-elles été demandées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, ils ne sont pas soumis du tout. Un montant de \$41,000 est prévu pour la *Gazette officielle*. Ce montant comprend l'administration et le coût de l'impression, qui s'élève à \$22,500, soit \$5,000 de plus que l'an dernier.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

L'an prochain, la *Gazette officielle* coûtera \$5,000 de plus en salaires. C'est une publication officielle qui devient de plus en plus considérable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une partie de la *Gazette officielle* rapporte des revenus, mais un grand nombre d'avis qui prennent beaucoup de place ne rapportent absolument rien. Ainsi, la publication des conventions collectives, des ordonnances du gouvernement, etc., se fait gratuitement. De plus, le gouvernement a pris l'initiative depuis quelques années de publier à ses frais, quelques jours après la session, le texte de toutes les lois votées par les Chambres, ce qui rend un énorme service. Le chef de l'opposition l'a admis d'ailleurs.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

L'an prochain, l'impression de la *Gazette officielle* coûtera entre \$20,000 et \$22,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "musées et archives - bibliothèque Saint-Sulpice, inventaire des œuvres d'arts, service de biogéographie et Commission des monuments historiques ou artistiques (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun): Est-il vrai que la province a acheté un portrait à l'huile d'Albani-Emma Lajeunesse?⁷

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Les Chevaliers de Colomb et la ville d'Albany, New York, possédaient un grand portrait de la célèbre cantatrice canadienne, Emma Lajeunesse-Albani. Ils nous l'ont offert pour le musée de la province et demandaient d'abord \$5,500.

Le gouvernement de la province entreprit des négociations. Nous leur avons dit que le prix était trop élevé. On demanda aux Chevaliers de Colomb et à la ville d'Albany de faire un beau geste et d'en faire cadeau à la province natale de la grande artiste. C'est ce qui est arrivé et, finalement, le tableau fut acquis pour environ \$900.

L'étude de la résolution est suspendue.

Le comité suspend ses travaux.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur⁸ veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

3 Loi établissant l'Ordre du mérite du défricheur;

6 Loi concernant le nom de la résidence officielle du lieutenant-gouverneur de la province;

11 Loi relative à la seigneurie de Mingan;

12 Loi modifiant la loi concernant l'acquisition par le gouvernement de certains biens de Quebec Pulp & Paper Corporation;

13 Loi modifiant la loi de la prévention des incendies;

30 Loi concernant le paiement de certains travaux de drainage;

34 Loi concernant les publications et la morale publique;

38 Loi concernant les hôpitaux pour le traitement des maladies mentales;

39 Loi autorisant l'organisation d'institutions pour les détenus souffrant de maladies mentales;

40 Loi modifiant la loi du contrôle du revenu;

41 Loi concernant la route Trans-Canada;

42 Loi modifiant la loi de l'instruction publique;

46 Loi modifiant la loi de la Régie des transports;

47 Loi modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés;

48 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

49 Loi modifiant la loi de la chasse;

50 Loi modifiant la loi du régime des eaux courantes, relativement à l'acquisition de terrains et servitudes pour l'installation de lignes électriques;

51 Loi concernant le rachat de certains terrains détenus en vertu d'un constitut ou bail à rente;

- 53 Loi modifiant la loi de la division territoriale;
- 54 Loi modifiant la loi du Barreau;
- 55 Loi modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;
- 56 Loi pour valider des enregistrements faits dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe;
- 57 Loi modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles;
- 58 Loi concernant les commissions scolaires de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Île Maligne;
- 59 Loi concernant la Société d'agriculture du comté de Rimouski;
- 64 Loi concernant le Conseil exécutif;
- 65 Loi concernant les municipalités de la paroisse de Sainte-Christine et de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Portneuf;
- 69 Loi concernant la charte de l'Université de Montréal;
- 72 Loi modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires;
- 73 Loi concernant la municipalité scolaire de Saint-David-de-Falardeau;
- 76 Loi concernant l'Hydro-Québec et Keystone Transports Limited;
- 101 Loi constituant en corporation l'hôpital Maisonneuve;
- 102 Loi modifiant la charte de la ville d'Asbestos;
- 104 Loi modifiant la charte de la cité de Beauharnois;
- 106 Loi modifiant la charte de la ville de Plage-Laval;
- 109 Loi constituant en corporation les Sœurs de Sainte Jeanne d'Arc;
- 111 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;
- 114 Loi des maîtres électriciens de la province de Québec;
- 115 Loi constituant en corporation la Compagnie du cimetière Saint-Michel de Shawinigan;
- 117 Loi modifiant la charte de la cité de Hull;
- 120 Loi concernant l'adoption d'Aimée-Blanche-Yvonne Pay et de Marie-Julienne Hébert;
- 121 Loi érigeant la municipalité de La Rochelle pour fins municipales seulement;
- 123 Loi constituant en corporation La compagnie d'assurance mutuelle des Drive Yourself, Drive Yourself Mutual Insurance Co.;
- 124 Loi constituant en corporation la ville de Hauterive;
- 125 Loi modifiant la charte de la ville de Courville;
- 128 Loi ratifiant le règlement no 585 de la cité de Shawinigan Falls, et une résolution en date du 10 janvier 1950 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls dans le comté de Saint-Maurice, concernant l'évaluation des biens impossibles de certaines compagnies;
- 129 Loi constituant en corporation le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan;
- 130 Loi ratifiant le règlement numéro 80 de la Corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du 11 novembre 1949 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain;
- 131 Loi autorisant les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel à imposer une taxe d'éducation;
- 134 Loi modifiant la charte de la ville de Farnham;
- 135 Loi modifiant la charte de la cité de Joliette;
- 137 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert;
- 139 Loi concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi;
- 140 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières;
- 142 Loi constituant en corporation les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception;
- 143 Loi ratifiant le règlement 38 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 9 janvier 1950 des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice;
- 144 Loi refondant la charte de la ville de Dorval;
- 145 Loi changeant le nom de William George Andrews en celui de William George Matheson;
- 146 Loi concernant The United Provinces Insurance Company - La Compagnie d'assurances Provinces Unies;
- 148 Loi pour libérer le lot no 217 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et ses subdivisions de certaines servitudes enregistrées;
- 150 Loi des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec;
- 151 Loi constituant en corporation le bureau des gouverneurs de l'École de commerce de Québec inc.;

152 Loi modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec;

154 Loi concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

157 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache;

159 Loi modifiant la loi constituant en corporation L'Action Sociale Catholique;

161 Loi concernant la Corporation de Prêt et Revenu;

163 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Arthur Murray Bain;

164 Loi concernant la succession de Joseph Quintal et celle de son épouse;

166 Loi concernant la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique;

168 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent;

171 Loi concernant la succession de Édouard Biron;

172 Loi concernant la ville d'Amos;

174 Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque;

176 Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;

179 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle;

180 Loi concernant l'adoption de Joseph-Edmond-Gérard Dea-Levesque;

181 Loi concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales et scolaires dans la ville de Louiseville;

182 Loi concernant la substitution de Paul Olivier et son épouse;

184 Loi concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup;

185 Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil;

186 Loi concernant Rougier Frères et Trust Général du Canada;

187 Loi constituant en corporation la Caisse de retraite du clergé;

188 Loi concernant la succession de Miles Williams;

190 Loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;

191 Loi confirmant le titre de propriété et l'état hypothécaire de certains immeubles acquis par la communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie;

197 Loi modifiant le chapitre 66 de la loi 10 George VI, concernant Dominion Foils (Canada) Limited;

199 Loi concernant la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

202 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Alexander Paterson à l'exercice de la profession d'avocat;

204 Loi modifiant la charte de la cité d'Arvida;

205 Loi confirmant les titres de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal à certaines ruelles;

227 Loi modifiant le Code du notariat;

229 Loi modifiant la loi des dentistes de Québec.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances⁹.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité reprend l'étude de la résolution dont l'étude a été précédemment suspendue et qui se lit comme suit:

10. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "musées et archives - bibliothèque Saint-Sulpice, inventaire des œuvres d'arts, service de biogéographie et Commission des monuments historiques ou artistiques (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose une question.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): MM. Gérard Morisset et Omer Parent sont chargés de l'inventaire des œuvres d'art de la province de Québec.

Des députés discutent d'une cloche possédant une valeur historique considérable et que le gouvernement a acquise pour \$120.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

La bibliothèque personnelle de Sir Thomas Chapais a été achetée pour \$20,000. Le gouvernement a acheté pour \$7,500 des peintures de Plamondon. Le gouvernement fédéral a offert de payer \$25,000 pour une seule de ces peintures.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École des hautes études commerciales (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de la musique (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun) s'étonne de la diminution du nombre d'élèves à l'École des beaux-arts de Québec.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

L'École des beaux-arts de Québec ne répond plus aux exigences des cours et un nouveau local s'impose. La question est à l'étude. Il (l'honorable M. Côté) parle de l'École des beaux-arts de Montréal et dit que des améliorations considérables y ont été apportées. Quant au directeur, M. Roland-H. Charlebois, il en fait l'éloge et dit qu'il fait très bien dans ses importantes fonctions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

13. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École supérieure de commerce (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix-huit mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École polytechnique, Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octroi général - Université McGill, Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent douze mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention spéciale - Université McGill, Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocation spéciale à l'enseignement protestant - Université McGill, Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octroi général - Université Laval, Québec (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix-sept mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention spéciale - Université Laval, Québec (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octroi général - Université de Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octroi général - Bishop's College, Lennoxville (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocation spéciale à l'enseignement protestant - Bishop's College, Lennoxville (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatorze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subvention (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande la liste des octrois accordés à des sociétés artistiques, musicales, etc. Il veut savoir pourquoi les octrois à certaines entreprises privées, s'occupant de musique, sont réduits.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Les demandes sont très considérables et nous devons subventionner de façon toute spéciale le Conservatoire de musique, à Montréal et à Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On pourrait peut-être donner un octroi pour faire de l'harmonie dans le Parti libéral.

M. Ross (Montréal-Verdun) parle de la nomination de Mme Rostra qui a été annoncée dans le journal.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Mme Rostra n'a pas été engagée par la province pour donner des leçons au Conservatoire de musique, section de Québec.

Un député fait une remarque sur la subvention à la Maison des étudiants canadiens.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) reconnaît que l'octroi de \$5,000 à la Maison des étudiants canadiens à Paris est peut-être insuffisant, mais ajoute que son collègue de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) aide cette institution. Le secrétariat provincial, dit-il, étudie aussi une suggestion faite par l'honorable ministre de la Santé (M. Paquette), à la suite de son voyage en Europe, pour améliorer le sort de la Maison canadienne à Paris.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 25. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conservatoire de musique de Québec - dépenses en immobilisations (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté¹⁰.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille neuf cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté

pour "Pensions spéciales (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement songe-t-il à créer un fonds de pension spécial pour les fonctionnaires au lieu de verser leurs contributions de \$1,500,000 par an au fonds consolidé? À Ottawa, il existe un fonds de pension spécial dans lequel il y a \$99,000,000.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député demande si nous allons suivre l'exemple d'Ottawa. La réponse est non.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose des questions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 27. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur - bureau du trésorier (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur le nombre d'employés supplémentaires au bureau du revenu.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il y a 117 employés de plus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande la raison de cette augmentation¹¹.

L'honorable M. Gagnon (Matane): La province a besoin de percepteurs de plus en plus nombreux, car nous percevons \$185,000,000 par année, soit une somme record dans l'histoire de la province. Les lois votées à la présente session vont nous obliger à percevoir une taxe de vente dans plusieurs nouvelles municipalités et nous ne leur chargeons presque rien pour ce service. Le taux du coût de la perception est très bas. Il ne dépasse pas 2 %. Elles devraient nous en être reconnaissantes et remercier le gouvernement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Personne ne se fait d'illusions. Nous savons très bien que le gouvernement perçoit plus de taxes que tout autre gouvernement avant lui.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Nous n'avons pas imposé une seule taxe nouvelle. Nous

avons récupéré des taxes prêtées à Ottawa. Le gouvernement Godbout percevait \$12,000,000 de la taxe de vente. En 1948, nous avons perçu \$27,000,000 et, l'an dernier, \$30,000,000 avec la même taxe. Au 31 mars, nous aurons remis de la taxe de vente de 1949-1950, \$10,000,000 à Montréal et \$1,790,000 à Québec. À la Commission scolaire de Montréal, nous aurons remis plus de \$4,000,000 en outre d'un montant de \$11,000,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est peut-être vrai théoriquement, mais vous avez augmenté certaines taxes, comme par exemple celle de la gazoline que vous avez portée de 8 à 11 cents le gallon.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons fait que donner à la province des argents qui s'en allaient à Ottawa.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il y a un fait qui reste: nous payions 8 cents de taxe à la province et nous en payons maintenant 11. J'aurais été en faveur de ne pas augmenter la taxe de la gazoline à 11 sous.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
28. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage - bureau du trésorier (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur et extérieur - bureau de l'auditeur (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers - bureau de l'auditeur (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Thomas Tremblay (1895-1988), avocat et juge. De 1919 à 1937, il pratique à Québec et à Montmagny avec différents associés, dont M^e Armand Lavergne. Candidat conservateur défait dans le comté de L'Islet aux élections provinciales de 1931 et dans Montmagny-L'Islet aux élections fédérales de 1935. Vice-président de la Commission des liqueurs du Québec de 1937 à juillet 1938. Juge à la Cour des sessions de la paix à Québec de 1938 à 1948, année où il devient juge en chef de cette même cour. Président de l'Office de l'électrification rurale de la province de Québec de 1945 à 1950. Président du Tribunal d'arbitrage créé pour régler le conflit de l'amiante en 1949. En 1953, président de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay). Il se mérite de nombreuses distinctions tout au long de sa carrière, dont l'Ordre du Canada (1972) et l'Ordre du Québec (1988).

2. *Le Canada* du 30 mars 1950, à la page 3, explique que M. Marler fait cette remarque parce que l'Orateur, M. Taché, quitte le fauteuil à plusieurs reprises durant la séance.

3. Le premier ministre fait allusion à une convention libérale tenue à Joliette, le 26 mars dernier, où Me Georges-Émile Lapalme a été prié de poser sa candidature au poste de chef du parti. M. Duplessis fait de nombreuses blagues sur cette question depuis, notamment lors de la séance du 28 mars 1950.

4. *L'Événement-Journal* du 30 mars 1950, à la page 3, rapporte que l'honorable M. Tardif prononce ces paroles en "rougissant et rangeant ses papiers".

c'est plutôt M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) qui pose cette question.

5. Dumarsais Estimé (1900-1953), président de la République d'Haïti du 16 août 1946 au 10 mai 1950.

6. Version de *L'Action catholique* du 30 mars 1950, à la page 3. Selon *Le Soleil* du même jour, page 3, c'est plutôt l'honorable M. Côté qui répond à M. Ross.

7. Emma Albani, née Lajeunesse (1847-1930), cantatrice née à Chambly. Dès son jeune âge, elle se produit en public et, en 1868, poursuit des études musicales avancées à Paris, puis à Milan. L'année suivante, elle fait ses débuts à l'opéra de Messine, en Italie. Son talent est reconnu et sa renommée s'étend rapidement. Adoptant le nom d'Albani, elle va chanter tout au long de sa carrière dans des salles d'opéra aussi nombreuses que prestigieuses à travers l'Europe, l'Amérique et le Commonwealth.

8. Selon *Le Nouvelliste* du 30 mars 1950, à la page 10, c'était la première fois depuis sa récente maladie que le représentant du roi en cette province officiait à une cérémonie publique, et il a paru bien rétabli. Les conseillers législatifs et les députés étaient tous heureux de le revoir à l'hôtel du gouvernement. En l'absence de Sir Eugène Fiset, c'est l'honorable juge en chef Antonin Galipeault, à titre d'administrateur de la province, qui avait ouvert la présente session de la législature, le 15 février dernier, et qui avait présidé une première sanction des bills, il y a une couple de semaines.

Pour cette cérémonie, le lieutenant-gouverneur a fait son entrée à la Chambre haute, accompagné du premier ministre. Les membres de la Chambre basse, précédés de l'honorable Alexandre Taché, sont venus entendre le lieutenant-gouverneur proclamer la sanction royale des bills qui ont été adoptés en ces dernières semaines.

9. Selon *Le Canada* du 30 mars 1950, à la page 2, il est 5 h 05 au moment de la reprise de la séance.

10. *L'Action catholique* du 30 mars 1950, à la page 3, rapporte que tous les items du secrétaire de la province ont été votés en moins de trois quarts d'heure.

11. Version du *Canada* du 30 mars 1950, à la page 2. Selon *Le Soleil* du même jour, à la page 11,

Séance du jeudi 30 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

(Applaudissements de la Chambre)²

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 209 concernant la succession Herménégilde Martin;

- bill 207 concernant les successions de Napoléon Bastien et de son épouse Domitilde Paquette;

- bill 155 modifiant la loi concernant les techniciens diplômés;

- bill 226 relatif à la constitution en corporation des évêques catholiques romains.

Motions des députés:

Anniversaire de l'honorable premier ministre, M. Duplessis, Trois-Rivières

(L'honorable M. Duplessis, Trois-Rivières, reprenant son siège)

(Deux corbeilles de fleurs sont présentées au premier ministre)³

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande à l'Orateur la permission de déroger pendant quelques instants aux règlements de la Chambre. Je sollicite, dit-il, à titre de doyen d'âge de la députation, la faveur d'être le modeste interprète de toute la Chambre pour offrir à notre chef vénéré, le premier ministre, un hommage d'affection, de reconnaissance et de haute appréciation.

C'est mon privilège d'offrir tous les ans les vœux de l'Union nationale au premier ministre. Il (l'honorable M. Gagnon) reproche amicalement au whip en chef (M. Langlais) de l'avoir chargé à la

toute dernière minute d'une mission aussi importante. Cette année, dit-il, comme la session est plus courte, et cela est dû sans doute pour une bonne part à la sagesse de l'opposition, nous ne pouvons célébrer le 20 avril l'anniversaire de naissance de notre chef. Pour ne pas nous priver d'une aussi agréable manifestation, nous la faisons aujourd'hui même.

Il convient quand même de suspendre nos combats politiques pour lui présenter notre hommage collectif. Je suis heureux de voir le drapeau de notre province associé à cette célébration. Il félicite le whip en chef d'avoir fait placer des drapeaux fleurdelisés sur tous les pupitres. Il est donc convenable qu'en pareille circonstance le drapeau qui flotte maintenant sur la tour du parlement soit à l'honneur. Nous le devons à la prévoyance du premier ministre, et le fleurdelisé exprime les aspirations de toutes les races et est un symbole d'union. Qu'il soit le symbole de l'affection que nous portons à notre chef. Je souhaite que le premier ministre reste longtemps à la tête de l'Union nationale.

Permettez-moi d'offrir au premier ministre les meilleurs vœux de toute la Chambre et de lui souhaiter de pouvoir fournir encore à la province une longue carrière. En 1952, il y aura 25 ans que le premier ministre aura été élu député de Trois-Rivières, poste qu'il occupe sans interruption depuis 1927. En attendant, la célébration de cet événement mémorable par une démonstration grandiose, nous le prions aujourd'hui d'accepter nos sentiments de vénération et d'affection.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je désire me joindre aux membres de l'Union nationale pour exprimer les meilleurs vœux des libéraux au premier ministre. En repassant les étapes de la carrière du premier ministre, j'ai été tout surpris de constater que le député de Trois-Rivières a été élu pour la première fois il y a 23 ans. Je suis étonné de son ascension rapide dans le monde politique. Élu pour la première fois en 1927, il devient chef de son parti en 1933 et premier ministre, en 1936. De mémoire plus récente, je sais qu'il est premier ministre de 1944 à date.

Toutes ces étapes représentent près d'un quart de siècle de dévouement à la chose publique. Quiconque connaît la tâche d'un député sait les sacrifices personnels que la vie publique impose aux représentants du peuple. Je suis convaincu qu'on se rend parfaitement compte que le travail du premier ministre est immense. Pour accomplir son devoir, il montre un

dévouement qui doit servir d'exemple à tous ceux qui veulent bien servir le public de chez nous. Sans approuver ses idées politiques, j'approuve le désintéressement et le dévouement du premier ministre et je veux, en cette circonstance, lui exprimer mes vœux de bonheur, de longue vie et de succès.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) parle à titre de député indépendant et offre les vœux des Irlandais au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est des coutumes très gentilles, très courtoises et très belles, même si la logique froide ne paraît pas les justifier. Après tout, la naissance d'un homme ne comporte de sa part aucun mérite; c'est le résultat du dévouement et du désintéressement de ses parents. Dans une circonstance comme celle-ci, je tiens à saluer respectueusement et affectueusement ceux à qui je dois la vie⁴. Si j'ai réussi à jouer un rôle dans la vie publique, je le dois en grande partie aux enseignements reçus à la maison et qui furent complétés par les éducateurs.

Ce n'est pas le jour anniversaire. Nous anticipons de 21 jours. Le chiffre 21 est vraiment symbolique. C'est un chiffre qui manifeste la prévoyance et la vision; 21, c'est l'âge de la majorité. Et cela me fait songer que notre province est depuis longtemps dans sa majorité et entend exercer les droits qui en découlent.

Dans le monde politique, mes pères ont été les électeurs de Trois-Rivières. À eux, mon entier dévouement. Je remercie le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon), mon vieil ami au grand cœur. Il a parlé de mon dévouement en oubliant de dire que, lui aussi, est également dévoué à la chose publique. Il (l'honorable M. Duplessis) vante ses talents, sa loyauté, sa compétence.

Je remercie le chef de l'opposition de ses paroles, dit-il. Il a rappelé que j'ai été élu pour la première fois en 1927 et il a dit que j'ai brûlé les étapes. S'il veut faire comme moi et brûler lui-même ces étapes, il n'a qu'à adopter les principes qui ont guidé ma vie. Il reste que peu importent nos divergences politiques, nous sommes tous mus par le désir de bien servir notre province et notre pays.

Le chef de l'opposition est un homme connu de tous. Il a manifesté beaucoup de compétence dans l'accomplissement de ses devoirs, c'est un parfait gentilhomme qui accomplit avec désintéressement et dévouement une tâche ingrate. C'est avec plaisir que je le félicite. Je crois que l'opinion publique reçoit aujourd'hui un exemple profitable, car il est bon de rappeler au peuple de temps à autre qu'il existe

encore de la compréhension et de la solidarité entre gens de groupes politiques différents.

Il (l'honorable M. Duplessis) remercie le représentant des Irlandais (M. Hanley) en déclarant qu'il admire les belles qualités de la race irlandaise. Il remercie les députés et les journalistes qui lui ont envoyé des fleurs. Le drapeau que l'on voit sur les pupitres, dit-il, n'appartient pas à un parti. C'est le drapeau de toute la province. Il a été officiellement reconnu comme tel. C'est un symbole d'union, de coopération et de compréhension.

(Applaudissements de la Chambre)

Explications sur des faits publiés:

Article du *Devoir*

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me lève sur une question de privilège. Je ne le fais pas souvent, bien que les occasions n'aient pas manqué. Ce n'est que la troisième fois en 23 ans, mais la vérité garde ses droits. Je tiens à mettre les choses au point au sujet d'un *Premier-Montréal* publié dans *Le Devoir* du jeudi 30 mars sous la signature de M. Pierre Laporte, correspondant parlementaire de ce journal à Québec. L'éditorial porte sur le bill 69 qui a trait à l'Université de Montréal.

Je dois dire que cet article, contrairement à la coutume du *Devoir*, approuve le bill dans son ensemble, mais j'y lis les lignes suivantes: "Le bill 69 n'est pas satisfaisant à ce propos. Il ne prévoit aucunes qualifications pour les membres nommés par le gouvernement: l'autorité provinciale en principe pourra nommer un protestant, un athée, un illettré, ou encore un homme très respectable, mais que son éducation ou le métier qu'il exerce ne prépare nullement à remplir les fonctions de gouverneur d'une université."

Cela n'est pas conforme aux faits. En effet, je lis à l'article 19 du bill: "Le conseil des gouverneurs se compose de douze membres professant la religion catholique...". Je ne mets pas en doute la bonne foi de M. Laporte, mais il y a là une erreur de fait qu'il faut rectifier⁵.

Projets de loi:

Succession d'Herménégilde Martin

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 209 concernant la succession Herménégilde Martin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 209 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Successions de Napoléon Bastien et de Domitilde Paquette

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 207 concernant les successions de Napoléon Bastien et de son épouse Domitilde Paquette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 207 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Techniciens diplômés

M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant la loi concernant les techniciens diplômés.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Évêques catholiques romains

M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 226 relatif à la constitution en corporation des évêques catholiques romains.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 226 sans l'amender.

M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Travaux de drainage dans divers comtés

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 mars 1950, pour la production d'un état montrant:

Relativement aux travaux de drainage exécutés à l'entreprise, au cours des années 1947 et 1948, dans les cours d'eau Pierre-Février, comté de Drummond; rivière Saint-Régis, comté de Laprairie; Grande-Décharge, comtés de Beauharnois et Châteauguay; ruisseau Saint-Pierre, comté de Laprairie; ruisseau Hazen, comté d'Iberville; cours d'eau Landry, comté de Bagot; ruisseau à l'Ours, comtés de Rouville et Saint-Hyacinthe; rivière Rouge, comtés d'Argenteuil et Deux-Montagnes; rivière Noire, comté de Shefford; Grande-Décharge, comtés de Drummond et Arthabaska; Grand Cours d'Eau, Saint-Rémi de Napierville; cours d'eau Le Bras, comté de Mégantic; rivière aux Pins, comté de Lotbinière; rivière Etchemin, comté de Dorchester; ruisseau Blaise, comté de Napierville; rivière Dumoulin, comté de Portneuf, quel a été, dans chaque cas:

- a. l'estimé original du coût des travaux;
- b. le montant de la dépense totale;
- c. la somme payée aux entrepreneurs;
- d. le solde dû à chacun des entrepreneurs le

15 février 1950. (Document de la session no 42)

Subsides:**Budget des dépenses
1950-1951**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur - bureau du revenu (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande la raison de l'augmentation des dépenses.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est parce que nous payons trop bien nos employés. Nous avons plusieurs nouveaux employés, et nous avons augmenté le salaire de plusieurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Évidemment, le trésorier n'a pas compris la question, puisqu'il s'agit d'une augmentation d'un demi-million.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit, outre les augmentations de salaires accordées depuis le dernier budget, d'employés qui ont été engagés depuis le dernier budget et dont le salaire initial ne figurait pas au budget, alors que cette année on prévoit pour eux un an de salaire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur - bureau du revenu (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers - bureau du revenu (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de perception - bureau du revenu (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Des députés de l'opposition posent des questions au trésorier provincial.

L'honorable M. Gagnon (Matane) dit que cette année encore, la Législature impose à son département la perception de la taxe de vente dans cinq nouvelles villes, ce qui entraîne des frais additionnels. Nous ne faisons pas d'argent en nous chargeant de percevoir la taxe de vente, dit-il. Le Québec a reçu des félicitations pour le système qu'il a organisé. Le revenu de cette taxe a augmenté parce que la perception est mieux suivie. Le coût total de la perception de la taxe dans la province atteint environ 2.9 % et c'est un record. Pas un État en Amérique du Nord ne peut percevoir à meilleur compte. Si nous pouvions augmenter de 100 le nombre de nos vérificateurs, le revenu de la taxe serait meilleur. Il y a, dans la province, 70,000 marchands à vérifier.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) trouve qu'il y a assez de taxes dans la province, puisqu'on perçoit deux fois plus qu'en 1944.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cela m'amuse d'entendre le chef de l'opposition dire que la taxe augmente. Je le défie de nommer une taxe qui n'a pas été imposée par les libéraux. Il veut sans doute se consoler du budget de ses amis d'Ottawa, qui est de \$2,500,000,000. Ils ont diminué la taxe sur la crème à la glace, la crème fouettée et le savon. Ils ont un budget de crème fouettée!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): S'il existe un manque de logique quelque part, c'est chez le trésorier. Je parle du produit de la taxe qui a doublé, et lui répond qu'il n'a pas imposé de nouvelle taxe.

L'honorable M. Gagnon (Matane) déclare que la perception de la taxe s'est sensiblement améliorée sous son administration et que, par exemple, la taxe sur le tabac, qui rapportait \$3,000,000 à son arrivée au pouvoir, rapporte maintenant \$8,000,000. Le mode de perception a été changé, dit-il; on a conclu un accord avec le marchand de gros, qui la paie directement et se fait rembourser. Il obtient une commission sur la taxe.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs - bureau du revenu (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): L'an dernier, j'ai demandé au trésorier si les autorités municipales avaient de la difficulté à obtenir les noms des détenteurs de permis d'autos et il m'a répondu qu'elles n'avaient aucune difficulté. À la suite de tout ce qui s'est dit à ce sujet depuis quelques mois, le trésorier a-t-il une déclaration à faire à ce sujet?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Jamais le département du Trésor ne refuse de collaborer avec les chefs de police. Il est faux de prétendre que la police municipale de n'importe quelle ville ne pouvait pas obtenir facilement le nom des détenteurs des numéros de permis d'automobile, même des petits numéros, en bas de 2,000. Cependant, je précise qu'une liste complète des numéros matricules en bas de 2,000 n'a jamais été publiée et qu'elle ne le sera pas. Toutefois, les autorités policières municipales, ou autres intéressés, peuvent toujours obtenir le renseignement désiré par téléphone ou par lettre.

J'ai dit l'an dernier et je répète cette année que les intéressés peuvent obtenir facilement tous les renseignements qu'ils désirent lorsqu'ils ont des raisons suffisantes sur l'identité des détenteurs de permis en s'adressant par lettre ou par téléphone au département. Ainsi, j'ai une lettre qui m'a été envoyée, en novembre dernier, par le directeur de la police de la ville de Montréal et de son assistant, dans laquelle ils se déclarent tous deux satisfaits des renseignements que nous leur avons donnés.

À Québec, ce fut différent. Il y a eu quelque malentendu avec l'inspecteur Girard pendant quelque temps. Mais il est venu encore la semaine dernière visiter le service des licences d'automobiles, il a rencontré les employés du service et il a eu toutes les explications voulues; il s'est déclaré satisfait. Il est étrange que l'on ne se plaigne pas à Montréal, la plus grande ville de la province, et qu'on le fasse à Québec.

Nous avons un système qui nous permet de répondre immédiatement aux demandes de renseignements. Nous avons même un service de télétype qui nous permet de transmettre à Montréal les renseignements demandés dans un délai de trois à 10 minutes.

L'an dernier, quand les journaux nous ont taquinés à ce sujet, une expérience fut faite. Une

demande venant de Montréal par télétype reçut au bout de 10 minutes une réponse venant de Québec. En somme, toute cette affaire n'est qu'une tempête dans un verre d'eau. Nous avons à nous occuper de choses beaucoup plus importantes que celle-là.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que le gouvernement publie une liste des personnes qui ont des permis? Je comprends qu'en certains cas on les vend à des compagnies d'assurances, des agences, et le reste.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Oui, mais il ne faut pas oublier que ça prend du temps pour préparer cette liste. Il y a des gens de Québec, de Montréal et d'ailleurs qui n'achètent pas leurs licences avant la fin de mai. D'autant plus que le ministère a d'autres choses plus importantes à s'occuper que celle des petits numéros.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Oui, mais les numéros en bas de 2,000, ça veut dire quelque chose?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça veut dire en bas de 2,000. Les numéros sont aussi plus faciles à retenir et ils simplifient beaucoup le travail de la police. C'est beaucoup plus facile de reconnaître un petit numéro. Ceux qui ont envie de faire des mauvais coups demandent toujours de gros numéros pour ne pas être reconnus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que la liste publiée par le gouvernement contient aussi les noms des 2,000 propriétaires de petits numéros? Le trésorier peut-il me dire pourquoi on ne donne pas les noms de ceux qui ont les numéros de 1 à 2,000?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je ne veux pas cacher la vérité; l'an dernier, nous n'avons pas remis la liste des petits numéros. Nous avons préféré donner les renseignements désirés par lettre ou par téléphone.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des chefs libéraux qui n'ont pas grand-chose à faire et ils m'ont appelé pour avoir des petits numéros, disant que ce sont eux qui ont établi le système. Je leur ai dit que ça n'était pas moi qui m'occupais de ça.

Mais, comme question de fait, les petits numéros ne donnent rien. Ce qui donne quelque

chose, c'est un laissez-passer du chef de police. Ainsi, j'en ai reçu un du chef de police de Québec; je ne sais pas pourquoi il m'en a envoyé un, je n'ai pas d'auto. Avec un petit numéro dont il est plus facile de se souvenir, il est aussi plus facile de se faire arrêter. Les petits numéros ne donnent aucune protection et rien n'empêche les policiers de demander au chauffeur de donner son nom et de produire sa licence. Quand on veut se cacher, on prend une licence avec des grands numéros.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre m'a dit tantôt, avec toute la candeur qui le caractérise, que, depuis deux ou trois ans, la liste des propriétaires des petits numéros n'a pas été publiée. Y a-t-il une raison pour qu'il y ait une classe privilégiée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour rendre service. Ainsi, autrefois, le cardinal Villeneuve avait le numéro "1". Maintenant, c'est le député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), un homme de première classe, qui l'a. Je connais beaucoup de gens qui ne veulent pas de petits numéros; ils disent: Avec ça, on ne peut aller nulle part sans être reconnu de tout le monde.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais pourquoi cette discrétion? Ce que je veux savoir, c'est la raison pour laquelle le trésorier ne veut pas donner la liste des détenteurs de petits numéros.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est parce que nous ne voulons pas les donner.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je comprends que le gouvernement ne veut pas les donner.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ce n'est pas le gouvernement, c'est le trésorier qui ne veut pas.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je prends note de l'admission du trésorier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La raison, c'est qu'il y a trop de gens qui veulent en avoir, bien que ça ne donne rien du tout. La police a beaucoup plus de facilité à prendre un petit numéro. Ceux qui veulent se cacher tâchent d'obtenir de gros numéros.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur - bureau des assurances (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Gagnon (Matane): La moyenne des salaires dans ce service est de \$2,195.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande des explications sur l'augmentation des dépenses du bureau des assurances.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Une importante conférence de l'Association des surintendants d'assurance aura lieu à Québec, au cours de l'année. Un congrès semblable a eu lieu pour la première fois à Québec en 1938.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau - bureau des assurances (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses - bureau des assurances (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité de révision des lois d'assurance - bureau des assurances (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur le travail de ce comité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les membres du comité de révision des lois d'assurance n'ont pas encore été nommés. Le comité se composera tout probablement du notaire Faribault, de M. Gérard Trudel de l'Université de Montréal, et de M. Bernard Devlin. Les secrétaires conjoints du comité seront M. Arthur Dansereau et Me Yves Gabias, jeune avocat bien connu à Trois-Rivières.

Me Yves Gabias est le fils de M. Maurice Gabias, ancien contrôleur de Trois-Rivières et ex-député libéral. Je le salue comme un jeune libéral qui a pris la bonne voie.

La question de l'assurance obligatoire pour les automobilistes sera aussi étudiée par le comité de révision. Je ne crois pas que le nombre des accidents d'autos est le double dans la province de Québec de ce qu'il est ailleurs. Les statistiques peuvent parfois prêter à des interprétations fausses à cause du fait que les accidents sont rapportés dans la province de Québec quand il ne le sont pas à plusieurs autres endroits du pays.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires pour la garde des valeurs et dépenses diverses (service de la dette publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées⁶.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Compagnies de fidéicommis

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 concernant la cession des biens des compagnies de fidéicommis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 70 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre:

Horaires des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre tienne à l'avenir et jusqu'à nouvel ordre une séance tous les jours de la semaine, excepté le dimanche; de onze heures du matin jusqu'à dix heures et demie du soir, avec suspension de ladite séance de une heure à trois heures de l'après-midi et de six heures à huit heures du soir; et qu'à chacune de ces séances l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

La session provinciale ne sera pas prorogée avant mercredi prochain. Sans doute, il y aurait possibilité physique de proroger la session cette semaine en se pressant un peu, mais je ne crois pas que cela soit désirable. Le peuple pourrait avoir l'impression qu'on néglige ses intérêts. Nous avons encore plusieurs bills à étudier et divers autres travaux à terminer.

Cette procédure va permettre d'économiser sur les coûts d'impression, car jusqu'à maintenant, des *Feuilletons* ont été imprimés lorsque l'Assemblée législative a siégé le matin, l'après-midi et le soir. Les séances du matin, de l'après-midi et du soir seront maintenant consignées comme étant une seule séance, avec des interruptions pour les repas.

La Chambre siégera donc aujourd'hui et demain toute la journée, et nous ajournerons à lundi pour proroger mercredi ou jeudi au plus tard. Si personne n'a objection, nous pourrions adopter cette motion. Ensuite, il sera loisible de commencer l'étude du bill de la Péribonka.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) déclare qu'il est disposé à consacrer tout le temps nécessaire aux travaux de la session, qu'il a déjà donné des preuves de son désir de coopérer pour le bien de la province et qu'il n'a aucune objection à la motion.

Quant au bill de la Péribonka, il dit qu'il s'agit d'une mesure très importante, qu'il n'a pas eu le temps de l'étudier suffisamment et qu'il préfère ne pas en commencer l'étude immédiatement.

La motion est adoptée.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur et extérieur (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Dupré (Verchères) questionne le ministre sur le nombre d'employés et leurs salaires.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il y a 231 employés au service intérieur du ministère et 81 au service extérieur. Le salaire moyen de ces fonctionnaires est de \$2,154 par année, soit une augmentation de \$291.84 sur les salaires que payaient les libéraux en 1944.

M. Dupré (Verchères): Les employés des travaux publics ne sont pas suffisamment payés. Leurs augmentations de salaire ne sont pas proportionnelles à celles qu'accordent les compagnies. Le ministre croit-il qu'une aussi maigre augmentation soit suffisante, alors que le coût de la vie a augmenté de façon considérable?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Nous faisons pour le mieux dans les circonstances. Il n'y a plus de salaires de famine comme autrefois. Les ingénieurs entrent au ministère à \$2,400, salaire qui peut s'élever avec les années et la compétence jusqu'à \$6,400 par année. Au ministère des Travaux publics, il y a de l'avancement pour nos bons employés.

M. Dupré (Verchères): Les ingénieurs ont tous les gros salaires. C'est sans doute cela qui explique que de pauvres messagers gagnent encore à peu près rien. J'ai constaté par les *Comptes publics* que la majorité des employés reçoivent encore des salaires de famine. Le ministère a parlé d'augmentations moyennes de \$300. Sait-il que certains de ses employés qui gagnaient \$1,200, en 1944, ne reçoivent aujourd'hui que \$1,280?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): J'ai dans mes dossiers 1,500 demandes de gens qui voudraient travailler pour mon ministère. Cela prouve que ces positions sont recherchées.

M. Dupré (Verchères): Le ministre projette-t-il de leur donner des augmentations cette année?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Nous ferons pour le mieux.

M. Dupré (Verchères): Avant d'obtenir ces augmentations, les fonctionnaires doivent-ils prouver qu'ils sont de bons membres de l'Union nationale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(En souriant) Ça ne nuit pas!

M. Dupré (Verchères): Sur 240 fonctionnaires au service civil intérieur, il y en a 110 qui reçoivent seulement \$1,700 ou moins par année. En effet, le bonus annuel de \$10 au jour de l'An n'est donné qu'à cette catégorie d'employés. L'an dernier, 110 des fonctionnaires du ministre l'ont reçu.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Mille sept cents dollars, c'est une grande amélioration sur \$1,200.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député sait-il que l'Union nationale a fait augmenter de \$650,000 les salaires des ouvriers dans la province?

M. Dupré (Verchères): Cela prouve qu'ils ne travaillent pas pour le gouvernement.

Plusieurs ministres interviennent dans la discussion.

L'honorable M. Barrette (Joliette) rappelle que 180,000 travailleurs sont assujettis à des décrets, approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil dans la province et ce sont ceux qui ont bénéficié d'augmentation de salaires grâce au gouvernement.

M. Dupré (Verchères) met en doute les explications du ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si les employés civils sont si mal payés que le dit le député de Verchères, pourquoi ne veulent-ils pas aller travailler ailleurs? Il y a, dans la région de Québec, plusieurs entrepreneurs qui ne peuvent trouver de personnel parce qu'on préfère travailler pour le gouvernement. Un ancien échevin de Québec, bon libéral, et gros entrepreneur, m'a déclaré avoir offert des salaires supérieurs à ceux que reçoivent les employés des Travaux publics et que ces derniers ont préféré rester à l'emploi de la province.

Depuis 1944, la province a augmenté les fonctionnaires pour un total de \$4,000,000 par année. Il faut tenir compte également que les employés civils bénéficient de la stabilité, de la permanence, de l'assurance-groupe, d'un fonds de pension, de l'assurance collective et d'heures de travail avantageuses. Nous sommes débordés par les demandes d'emploi faites au département. Enfin, croyez-vous que si les fonctionnaires étaient si mal payés, ils auraient voté en si grand nombre pour l'Union nationale? D'ailleurs, la ville de Québec a voté, en 1948. Comment avez-vous de députés de Québec dans l'opposition?

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement en profite pour payer des salaires de famine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si nous payons des salaires de famine, que pouvaient-ils être sous les régimes libéraux, puisque nous les avons augmentés de \$4,000,000 par année!

Je promets de hausser les salaires des petits fonctionnaires du ministère des Travaux publics, si le député de Richelieu-Verchères ne leur nuit pas trop avec son zèle.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 35 relatif aux écoles de protection de la jeunesse;
- bill 60 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Mitis;
- bill 62 modifiant la loi des produits laitiers;
- bill 138 modifiant la charte de la ville de Mackayville;
- bill 158 concernant l'Université Laval;
- bill 178 concernant la ville d'East Angus;
- bill 198 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord;
- bill 203 modifiant la charte de la ville de Saint-Michel;
- bill 230 érigeant la municipalité de Saint-Simon-les-Mines, dans le comté de Beauce.

Dépôt de documents:

**Emprunts par
émission d'obligations**

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 8 mars 1950, pour la production d'une copie de tous les arrêtés en conseil adoptés depuis le 2 février 1949 inclusivement jusqu'au 15 février 1950 inclusivement, concernant des emprunts de la province par émission d'obligations, de tous contrats ou ententes conclus par le gouvernement de la province relativement à tels

emprunts pendant telle période, et de tous certificats émis par l'auditeur de la province en rapport avec ces emprunts. (Document de la session no 43)

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts-routes-réparations et entretien: construction de ponts en bois (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(En souriant) Nous voici arrivés au pont de Trois-Rivières.

M. Dupré (Verchères) pose une question.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le département des Travaux publics a construit 160 nouveaux ponts l'an dernier, ce qui constitue un sommet jamais atteint auparavant dans l'histoire de la province.

Lorsque l'Union nationale a été reportée au pouvoir en 1944, il n'y avait que 500 ponts permanents sur un total de 6,000. Depuis, nous en avons construit près de 700 nouveaux, tout en assurant l'entretien de 4,000 ponts de bois qui avaient été grandement négligés.

De 1939 à 1944, l'ancien gouvernement a consacré en tout \$1,110,000⁷ à l'entretien des ponts. L'an dernier seulement, nous avons consacré à cette même fin \$2,038,000, soit deux fois plus en un an que le régime précédent en cinq ans.

M. Dupré (Verchères): Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) n'a pas négligé son comté, puisque pour le seul comté de Papineau, on a dépensé l'an dernier \$556,000 pour la

construction de nouveaux ponts et \$54,000 pour les réparations aux ponts existants. Je trouve que le député de Papineau a beaucoup d'influence sur le ministre des Travaux publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est moins que Trois-Rivières où le pont a coûté plus de \$3,000,000.

M. Dupré (Verchères): Je trouve que le député de Papineau a beaucoup d'influence sur le ministre des Travaux publics. Ce dernier n'a pas oublié non plus les autres ministres, puisque je constate que 12 ministres ont absorbé pour leurs comtés 25 % du budget des ponts.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je dirai au député de Verchères que le comté de Papineau a été traité généreusement comme les autres. Nous reconstruisons les ponts qui doivent être reconstruits, et ce n'est pas le député de Papineau qui détermine la largeur des rivières. Si les rivières sont larges, il faut des ponts plus dispendieux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Jamais le département des Travaux publics n'a eu l'avantage d'être dirigé par un ministre aussi compétent. Le député de Papineau représente avec succès et éclat un comté qui porte un nom illustre, un comté immense que traverse une bonne partie de la route Montréal-Ottawa.

L'opposition s'oppose-t-elle à ce que nous rendions plus faciles les communications avec Ottawa, la capitale du pays? Le comté de Papineau est un comté historique, un comté progressif, un comté d'avenir. Et je félicite le ministre de la largeur de vues avec laquelle il rend justice à tous les comtés.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre m'a devancé. J'allais justement, moi aussi, féliciter le député de Papineau de son dévouement pour son comté et lui demander de penser un peu aux autres comtés, en particulier à celui de Verchères.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Que le comté de Verchères commence par s'aider, et le ministre ne l'oubliera pas.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux⁸.

Reprise de la séance à 8 heures**Subsides:****Budget des dépenses
1950-1951**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Le comité poursuit l'étude de la résolution suspendue précédemment et qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts-routes-réparations et entretien: construction de ponts en bois (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande au ministre pourquoi il a besoin de \$700,000 de plus cette année pour la réparation des ponts. Avec toutes ses explications, dit-il, le ministre m'a appris qu'il y a maintenant des milliers de ponts de plus à réparer qu'au début de son ministère. En 1948-1949, c'était \$1,326,000, et c'est maintenant \$2,000,000.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le chef de l'opposition fait erreur; l'an dernier, c'était \$2,200,000. D'ailleurs, c'est facile à comprendre: plus un pont est vieux, plus il est à la veille de tomber, plus il en coûte cher pour les entretenir. (Exhibant une série de photos montrant différents ponts) Voilà l'image de 40 ans d'incurie de régimes libéraux. Dans mon comté, il y a 60 ponts qui constituent une honte pour le gouvernement de nos honorables amis. Nous avons voulu restaurer cela. Il y a des centaines de ponts construits sous les régimes libéraux qu'il faut réparer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il est évident que le ministre a bien dîné⁹.

M. Bellemare (Champlain): Êtes-vous jaloux?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'ai demandé au ministre comment il se fait que l'on ait besoin de \$700,000 de plus, cette année, pour la

réparation des ponts. À un moment tantôt, en fermant les yeux, j'ai cru que le ministre sortait le disque de 1949 et le faisait tourner; on reconnaissait les mêmes sons. C'est la version condensée du premier discours, et les ponts que le ministre me montre sont des ponts qui ont son âge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition est comme le type qui voulait dire l'âge du capitaine en se basant sur la longueur de son bateau.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Nous avons construit depuis quelques années, dans les endroits où c'était plus pratique, des petits ponts en bois. Ça dure de 20 à 25 ans. Nous en avons construit une quarantaine l'an dernier. Je ferai aussi remarquer à mon ami que les ponts, sous les régimes de ses amis, ça s'effondrait. En 1941, à Saint-Roch-de-Richelieu, par exemple. Il y a aussi le pont de Charny, qui a coûté \$35,000 et qui aboutit dans un champ; il n'y a même pas de chemin. C'est un monument à l'imprévoyance des libéraux.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Voilà le deuxième disque.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Dans mon comté, il y a deux ponts construits en 1942 au coût de \$60,000 qui se sont écroulés; il y a encore le pont de La Barrière qu'il a fallu reconstruire trois fois. Alors, on faisait de la politique avec les ponts. Avec l'Union nationale, ça ne marche pas comme ça.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les ponts libéraux dont le ministre m'a montré les photos datent de 10, 15, 30 et 40 ans?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui, mais pourquoi ne les avez-vous pas remplacés?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ils existent encore aujourd'hui?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui, mais nous sommes en train de les faire disparaître.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce ne sont pas les ponts qui disparaissent, c'est le budget qui disparaît, dans le comté de Papineau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1948-1949, c'est deux ans en arrière.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'était l'année des élections. Je ne prends que le budget justement pour ça. Car en réalité, à la fin de l'année, on avait dépensé \$7,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a fallu réparer les ponts Bélair et Lafontaine, c'est pour ça.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'attends toujours la réponse à ma question.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): C'est qu'il y a plus de ponts qui ont besoin d'être réparés, voilà tout. Il y a 4,000 vieux ponts qui tombent de vieillesse; chaque semaine, chaque jour, je reçois un téléphone m'apprenant qu'un pont est tombé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, aménagement et loyers d'édifices publics, palais de justice et prisons (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Des députés discutent de l'item.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Chaque député devrait normalement avoir son bureau au parlement de Québec. On cherche le moyen d'en arriver là, mais ce n'est pas facile. Nous avions songé à ajouter deux étages à l'édifice de la rue Sainte-Julie. L'entrepreneur choisi par l'ancien régime s'était engagé par contrat à faire un solage assez solide pour supporter cinq étages. Malheureusement, les ingénieurs nous disent que le solage est à peine bon pour supporter les trois étages actuels.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues, frais légaux (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.
Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition, transformation et construction d'immeubles - dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont de Québec: nouvelle voie carrossable et approches - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur ces travaux.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): En 1948-1949, on a dépensé \$307,000 et, en 1948-1949, \$1,475,000. Les travaux sont exécutés par la Dufresne Engineering. Ils ont été commencés en novembre 1948, mais le contrat n'a été signé qu'en janvier 1950. Les travaux du pont de Québec, y compris les approches, seront complétés en septembre 1951 et ils auront à ce moment coûté environ \$5,000,000 au gouvernement de la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'étonne de constater que le gouvernement a fait des travaux importants avant de signer un contrat avec le chemin de fer Canadien National, propriétaire du pont de Québec. Ce contrat fut en effet signé le 5 janvier 1950, dit-il, et les travaux sont commencés depuis 1948.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le contrat n'est pas un écrit, mais il y a une entente entre les parties. L'acte notarié ne fait qu'apporter la preuve du contrat. Ces travaux étaient tellement urgents que le gouvernement, par son agent, la Dufresne Construction, a commencé les approches. Par le truchement d'un agent, on ne paie pas la taxe de vente fédérale de 8 % sur les matériaux, et le coût de l'entreprise est moindre de façon considérable.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): On a commencé les travaux d'approche avant ceux de l'élargissement de la voie carrossable parce qu'il fallait conclure des ententes avec Ottawa et que les pourparlers concernant tous les détails à prévoir ont été nécessairement longs. Les travaux du pont de Québec ainsi que les travaux d'approche seront terminés au plus tard en septembre 1951, à moins de retards imprévus tels que grève de l'acier aux États-Unis ou autres contretemps impossibles à prévoir. Le coût total de ces travaux sera de \$5,000,000. On a commencé les travaux du nouveau pont sur la Chaudière, appelé à remplacer le pont Garneau qui

est dangereux et ne répond plus aux besoins de la circulation.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 68 pour aider à la diffusion de l'instruction et à la protection de la santé.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 167 relatif à la ville de Sainte-Thérèse, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 5 est modifié en biffant, dans la huitième ligne, les mots "(Annexe A)", et l'annexe "A" est biffée.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 112 concernant la ville de Val d'Or, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans la cinquième ligne, les mots "(Annexe A)".

2. L'article 2 est modifié en biffant, dans la cinquième ligne, les mots "(Annexe B)".

3. L'article 3 est modifié en biffant, dans la troisième ligne, les mots "(Annexe C)".

4. Et les annexes "A", "B" et "C" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 177 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

a. en biffant, dans la septième ligne, les mots "(Annexe A)";

b. en biffant, dans la onzième ligne, les mots "(Annexe B)".

2. L'article 4 est modifié:

a. en biffant, dans la quatrième ligne, à la page 6, les mots "(Annexe C)";

b. en biffant, dans la treizième ligne, à la page 6, les mots "(Annexe D)".

3. Et les annexes "A", "B", "C" et "D" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 183 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

a. en biffant, dans la sixième ligne, les mots "(Annexe A)";

b. en biffant, dans la douzième ligne, les mots "(Annexe B)".

2. Et les annexes "A" et "B" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 189 modifiant la charte de la cité de Rouyn, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en biffant, dans la sixième ligne, les mots "(Annexe A)".

2. L'article 6 est modifié en biffant, dans la cinquième ligne, les mots "(Annexe B)".

3. Et les annexes "A" et "B" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 201 concernant le testament de Charles-Séraphin Rodier, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans la huitième ligne, les mots "ou à leurs ayants droit".

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 1, comme article 2:

"2. Les exécuteurs testamentaires sont autorisés à payer, à même les revenus payables aux personnes mentionnées à l'article 1, les primes nécessaires au maintien en vigueur des polices d'assurance."

3. Les articles 2, 3 et 4 deviennent respectivement les articles 3, 4 et 5.

Projets de loi:

Sainte-Thérèse

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 167 relatif à la ville de Sainte-Thérèse.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Val d'Or

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 concernant la ville de Val d'Or.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Hyacinthe

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 177 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Rivière-du-Loup

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 183 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Rouyn

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 189 modifiant la charte de la cité de Rouyn.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Testament de Charles-Séraphin Rodier

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 201 concernant le testament de Charles-Séraphin Rodier.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 31 mars 1950, à la page 20, rapporte qu'"une surprise attendait, hier, les membres de l'Assemblée législative et du Conseil législatif. Sur les pupitres des députés et des conseillers apparaissaient à l'ouverture des deux Chambres de minuscules drapeaux fleurdelisés que le whip en chef avait fait placer à l'occasion de l'anniversaire de l'honorable premier ministre".

2. La Chambre applaudit le premier ministre parce que c'est le jour où l'on fête son anniversaire de naissance par anticipation (il est né le 20 avril 1890).

3. *Le Soleil* du 31 mars 1950, à la page 36, mentionne que dès que le premier ministre reprend son siège, "les députés de l'Union nationale et les membres de la Galerie de la presse faisaient déposer sur son pupitre des corbeilles de roses rouges". *Le Canada* du même jour, à la page 3, précise quant à lui qu'on lui apporte "une magnifique gerbe de 60 roses, rouges et bleues, de la part de ses partisans, puis une autre de la Galerie de la presse". Selon *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 10, tous les pupitres étaient ornés de petits drapeaux fleurdelisés, tant ceux de l'Assemblée législative que ceux du

Conseil législatif. Selon le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 1, même les pupitres de tous les journalistes étaient également ornés de ces petits drapeaux fleurdelisés.

4. *L'Action catholique* du 31 mars 1950, à la page 19, rapporte qu'à ce moment la voix du premier ministre "traduisait une profonde émotion".

5. Dans l'article du *Devoir* du 31 mars 1950, à la page 1, rapportant cette mise au point, on ajoute une note de M. Laporte, qui se lit comme suit: "Le premier ministre a raison au sujet de la religion que devront professer les gouverneurs. Il y a dans notre article d'hier une erreur que nous reconnaissons et qui s'est glissée involontairement dans notre texte. Le *Premier-Montréal* demeure exact quant au reste."

6. *Le Soleil* du 31 mars 1950, à la page 12, explique que l'on ajourne "l'étude de ces crédits à demain, alors que le trésorier fournira à l'opposition certains documents concernant les emprunts et les émissions d'obligations du gouvernement".

7. Donnée de *L'Action catholique* du 31 mars 1950, page 2. *La Patrie* du même jour, à la page 9, mentionne plutôt \$1,100,000.

8. *Le Canada* du 31 mars 1950, à la page 2, rapporte qu'"entre les deux séances de la Chambre, l'honorable M. Duplessis a été l'invité d'honneur à un dîner auquel assistaient tous les ministres, conseillers législatifs et députés appartenant à l'Union nationale, ainsi que les journalistes".

9. *L'Événement-Journal* du 31 mars 1950, à la page 64, explique que M. Marler fait cette remarque à la suite des violentes paroles du ministre contre l'"incurie des régimes libéraux".

Séance du vendredi 31 mars 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 5 instituant la Cour de bien-être social, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, à la page 3, le paragraphe "a" du sous-article "266f", par le suivant:

"a. à l'admission des enfants dans les écoles de protection de la jeunesse, par l'article 15 de la loi des écoles de protection de la jeunesse;"

2. L'article 2 est modifié en ajoutant, à la fin dudit article, ce qui suit comme paragraphe "c":

"c. la clinique d'aide à l'enfance, constituée en vertu de la loi 9 George VI, chapitre 25, sera attachée à cette Cour de bien-être social."

3. L'article 6 est biffé.

4. Et les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 23 deviennent respectivement les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 141 modifiant la charte de la ville de Magog, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 9 est modifié en remplaçant, dans la septième ligne du paragraphe "b" du sous-article "523", les mots "deux cent cinquante" par le mot "cent".

2. L'article 18 est modifié en ajoutant, après les mots "elle-même", dans la dernière ligne du sous-article "88b", ce qui suit:

", les deux bureaux des commissaires pourront faire une ou des conventions avec le Trésorier

provincial au sujet de la perception de la présente taxe."

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 19, comme article 20:

"20. Dans tous les articles de la charte de la ville de Magog, y compris les modifications qu'elle a subies, qui se rapportent aux commissions scolaires et où apparaissent les mots "ville de Magog", ces mots sont remplacés par "cité de Magog"."

4. L'article 20 devient l'article 21.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 162 modifiant la charte de la cité de Sillery, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 9 est biffé.

2. L'article 10 devient l'article 9.

Projets de loi:

**Cour
de bien-être social**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 5 instituant la Cour de bien-être social.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte
de Magog**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 modifiant la charte de la ville de Magog.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte
de Sillery**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 162 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Assurance-vie des enfants

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 82 concernant l'assurance sur la vie des enfants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi a pour objet de permettre d'assurer les enfants jusqu'à la concurrence de \$200. À l'heure actuelle, la limite est de \$100.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Subsides:**Budget des dépenses
1950-1951**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande des explications sur un écart de \$3,600,000 au poste des ponts, entre les estimés budgétaires du 24 février 1949 et les rapports du 31 mars 1949. Il s'étonne d'un si grand écart de crédits en quatre ou cinq semaines.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) et **l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** expliquent que les estimés du 24 février étaient basés sur des rapports incomplets. Les comptes sont arrivés par la suite et, de plus, il a fallu faire face aux imprévus à la date du 24 février. Le contrat du pont de Berthier sur la rivière Chaloupe s'élève à \$68,958, disent-ils. Il a été accordé à M. Alfred Rousseau, de Berthier, qui a reçu pour les travaux exécutés à date la somme de \$58,871. Le pont Barré, dans le comté de Rouville, a coûté \$141,834.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les dépenses d'élections, sans doute.

Un député parle du pont Arthur-Sauvé dans le comté de Deux-Montagnes, sur la route Montréal-Ottawa. Ce pont a coûté \$1,400,000, dit-il. Il souligne que ce comté est représenté par un ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nos amis d'en face ne sont pas en faveur de l'amélioration des communications avec la capitale fédérale?

M. Dupré (Verchères) reproche au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) d'avoir consacré le huitième du budget, soit \$1,000,000 sur \$8,000,000, au seul comté de Papineau. Il reproche au ministre d'avoir dépensé dans 12 comtés représentés par des ministres 35 % du budget des ponts.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que nous ne valons pas ça?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Tous les comtés ont été bien traités et si le comté de Papineau a eu plus de ponts que les autres, c'est que ce comté en compte le plus dans toute la province. Pour l'année fiscale qui commence aujourd'hui, le gouvernement compte construire 160 ponts au coût de \$2,500,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) veut avoir un aperçu des projets du ministre pour l'été.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Nous recevons des demandes pour \$50,000,000; nous avons pour \$5,000,000 de cas urgents et nous en ferons la moitié cette année.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais n'avez-vous pas de plans, de noms de ponts?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il est impossible de dire d'avance quels seront les ponts qui seront refaits. Tout dépend du résultat de l'inspection que feront sous peu les ingénieurs des Travaux publics. Le gouvernement ira au plus pressé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Selon les apparences, le ministre veut obtenir un mandat en blanc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement fait les travaux les plus urgents

d'abord, les nécessaires ensuite, et les travaux utiles en dernier lieu. J'ai l'impression qu'il faudrait construire un pont entre le chef de l'opposition et le député de Verdun (M. Ross), car depuis dimanche, c'est un précipice qui s'est creusé entre les deux.

M. Dupré (Verchères): Pour ma part, je ne suis pas allé à Joliette, mais je ne trouve rien de mal à cela. On peut appuyer qui l'on veut. Le premier ministre lui-même, lorsqu'il a été choisi chef, a eu des adversaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agissait d'un congrès régulièrement organisé. Mais ce que je reproche au député de Verdun, c'est d'être allé à Joliette appuyer un autre candidat pendant que son chef parlementaire, pris ici par son travail de session, ne peut pas s'occuper d'autre chose.

M. Dupré (Verchères): Est-ce que des amis du premier ministre n'ont pas dit que M. Camillien Houde seul pouvait être un bon chef?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans un congrès, on se bat ouvertement. On a le droit d'exprimer son opinion.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai été le premier à féliciter le premier ministre.

M. Dupré (Verchères): Je n'ai jamais douté de la loyauté du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais ce qui n'est pas loyal, c'est de tenter d'aller chercher un chef ailleurs, un député fédéral, un homme d'Ottawa, pendant que le chef provincial se bat ici bec et ongles, et presque tout seul, pour l'intérêt de son parti et de sa province. Voilà ce qui est un manque de loyauté, ce qui s'appelle jouer dans le dos. Le député de Verdun voyait son chef à l'œuvre, il l'a vu travailler avec acharnement pour défendre les intérêts du parti qu'il dirige et lui s'en va à Joliette: "Un homme d'Ottawa fera mieux l'affaire. Nous ne voulons pas de lui comme chef".

Mais c'est une insulte à toute la députation libérale. C'est quelque chose dont je ne serais pas tellement fier si j'étais à leur place. Le député de Verdun aspirait à la "chefferie"; il aspirait tellement qu'il en transpirait. Mais lorsqu'il s'est aperçu qu'il n'avait aucune chance, au lieu de se rallier au chef

qui le dirige depuis le début de la session, il va dire: "Cet homme n'est pas assez bon pour être chef. Nous en voulons un autre."

M. Lévesque (Gaspé-Nord): Le député de Verdun n'a pas dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne l'a pas dit, mais sa présence à Joliette disait plus que n'importe quelle déclaration.

M. Lévesque (Gaspé-Nord): Le premier ministre n'a aucune déclaration à faire au sujet du Parti libéral. Même le chef de l'opposition n'a formulé aucun reproche envers les trois députés concernant leur conduite. Le premier ministre est-il chargé de l'organisation du congrès libéral?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne voudrais pas l'être dans ces conditions-là, parce que je trouve injuste que l'on veuille rejeter du pied, comme une chose inutile, un homme qui, depuis deux ans, a abattu un travail harassant, un travail auquel il a consacré tout son temps. Pour aller chercher qui? Non pas un autre député, ou un libéral qui appartienne à la politique provinciale, mais un député fédéral. N'y a-t-il donc pas d'homme dans la province qui puisse diriger le Parti libéral qu'il faille aller le chercher à Ottawa?

M. Dupré (Verchères): Je n'ai jamais hésité à féliciter notre chef.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux d'avoir contribué à faire féliciter le chef de l'opposition par un député libéral.

M. Dupré (Verchères) exhibe à la Chambre un petit livre bleu, dit-il, contenant des déclarations enthousiastes du premier ministre et du ministre des Travaux publics et disant, entre autres, que le pont de Trois-Rivières est une œuvre de génie qui pouvait servir de modèle aux autres provinces et aux autres pays.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Enfin, nous voici arrivés au pont de Trois-Rivières.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre a dit que le pont de Trois-Rivières avait coûté \$3,200,000.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il a coûté moins cher que le pont de l'île d'Orléans, qui est aussi gros et aussi long.

M. Dupré (Verchères): Combien ont coûté les expropriations et les approches?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les expropriations relèvent du procureur général.

M. Dupré (Verchères): Qui les a payées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province.

M. Dupré (Verchères): Combien?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est marqué dans les *Comptes publics*.

M. Dupré (Verchères): Combien ont coûté les expropriations?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Autour de \$200,000.

M. Dupré (Verchères): Et les travaux d'approche?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Entre \$150,000 et \$200,000.

M. Dupré (Verchères): Vu la déclaration du ministre à l'effet que le pont était une œuvre de génie...

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ce sont les techniciens qui ont affirmé cela et je n'ai pas d'hésitation à partager leur opinion.

M. Dupré (Verchères): Le ministre n'a pas été découragé de constater qu'un pont en marche depuis à peine deux ans...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment, le pont marche?

M. Dupré (Verchères): Ça ne fait pas trois ans que ce pont est ouvert à la circulation et j'ai lu dans les journaux qu'il y a eu des fissures dans l'acier.

M. Bellemare (Champlain): Ouais?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas surpris d'entendre l'opposition parler de cela. Je m'y attendais. Cependant, je me rappelle

qu'il n'y a pas encore si longtemps les journaux rapportaient que l'on construisait un pont à Québec. On publiait en même temps le portrait de Sir Wilfrid Laurier. Le pont était salué comme une œuvre de génie et même comme la huitième merveille du monde. Les gens ont cru ça et venaient de partout pour le voir. Or, pendant qu'on le construisait, le pont est tombé, coûtant la vie à 80 personnes. L'opposition n'est pas raisonnable. Pourquoi rappeler un si douloureux événement? Ce n'est pas juste pour la mémoire de Sir Wilfrid Laurier de prendre aujourd'hui des moyens détournés pour attirer l'attention sur des événements aussi lugubres et le rendre responsable de ce qui s'est produit alors.

À Trois-Rivières, le pont n'a pas tombé. Il est bon et solide. L'Union nationale a construit 700 ponts¹ depuis 1944. Est-il surprenant qu'il se soit produit quelque part un petit accident, une simple fissure dans un morceau d'acier? Les contrats du pont de Trois-Rivières ont été accordés à des gens solvables. Ça ne coûtera pas un sou à la province pour les réparations et je persiste à dire que c'est le plus beau pont de la province. Jamais un pont n'a été aussi bien construit. Une fissure dans une poutre d'acier, c'est une chose qui arrive. N'en existe-t-il pas, des fissures, dans les rangs de l'opposition?

À tout événement, j'invite le chef de l'opposition, les députés libéraux et tout le Parti libéral à venir parler du pont à Trois-Rivières. Vous verrez, M. le président, de quelle façon ils vont être reçus.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre parle toujours du pont de Québec quand on parle de celui de Trois-Rivières. Le pont de Québec est tombé durant la construction, non pas après que le pont eut été ouvert au public. Ce n'est pas la même chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est encore pire. D'ailleurs, je n'aurais jamais osé parler de cela et j'aurais honte à la place de mes amis d'en face d'attaquer la mémoire d'un homme comme Sir Wilfrid Laurier. Le pont est tombé deux fois et 80 personnes ont été tuées. Le député de Verchères trouve que ce n'est rien.

M. Dupré (Verchères): L'accident au pont de Québec s'est produit, comme on le sait, durant la construction. Le premier ministre sait bien que le Parti libéral n'est pas responsable de ça. (En souriant) Personne ne songe à tenir le gouvernement responsable de la mort de M. Dufresne, le président

de la Dufresne Construction, au pont de Sainte-Rose. Des accidents peuvent arriver pendant la construction d'un pont, mais il me semble que le gouvernement devrait y regarder à deux fois, avant d'accepter un pont, quand il est entièrement terminé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pas plus que le gouvernement Laurier n'est responsable de la mort de 80 personnes. C'est justement ce que je voulais faire dire au député. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons l'esprit assez large pour ne pas blâmer Sir Wilfrid Laurier des accidents lugubres survenus au pont de Québec. Pourquoi alors blâmer l'Union nationale parce qu'une petite fissure de rien s'est produite au pont de Trois-Rivières?

Il n'y a eu aucune perte de vie et l'entrepreneur est responsable. La circulation n'a pas été paralysée longtemps, sauf peut-être la grosse circulation durant un certain temps, par mesure de prudence. Si le Parti libéral veut arriver au pouvoir sur une petite fissure, libre à lui. Si Sir Wilfrid Laurier revenait, il aimerait mieux se rappeler l'hécatombe du pont de Québec que les débris de son parti. Pour notre part, nous construisons des ponts qui demeurent et non des ponts qui s'écroulent pendant la construction.

M. Dupré (Verchères): Je dis que le gouvernement n'est pas responsable des accidents qui se produisent pendant la construction; mais il est responsable de ceux qui se produisent après que le pont a été accepté et ouvert au public. Et la construction du pont de Trois-Rivières a été faite sous la surveillance des ingénieurs du département des Travaux publics. On nous dit même que le gouvernement aurait négligé de faire passer les soudures aux rayons X.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est archi-ridicule. (En blaguant) Une fissure dans un parti, c'est autrement plus grave qu'une fissure dans une poutre d'acier. Quand on voit un député libéral, dont le devoir serait d'appuyer son chef qui se dévoue en Chambre, aller à Joliette le poignarder dans le dos en appuyant la candidature d'un homme d'Ottawa comme chef du Parti libéral, voilà une fissure qui est grave².

L'acier, au moins, ce n'est pas supposé avoir de cœur. Un morceau d'acier a manqué et c'est une compagnie solvable, la Dominion Bridge, qui est allée tout de suite voir aux réparations. C'est une affaire de rien, qui ne coûte pas un sou à la province. Aucun montant n'a été prévu au budget pour la

réparation du pont, car c'est la Dominion Bridge qui assume toute la responsabilité.

Si le Parti libéral s'accroche à une fissure pour arriver au pouvoir, il va rester longtemps là où il se trouve. Mais je pense tout de même qu'il est mieux de s'accrocher à une fissure que de s'accrocher à Lapalme.

M. Dupré (Verchères): Y a-t-il un montant prévu dans le budget pour la réparation du pont?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Non.

Je dois dire au député de Verchères que la vérification des soudures aux rayons X, ça ne se fait pas nulle part, pas même aux États-Unis. Pas un seul sou n'est prévu au budget pour les réparations du pont Duplessis. Le gouvernement a pris toutes les précautions nécessaires et ce qui est arrivé à ce pont ne coûtera rien à la province. Dans votre temps, ça ne se passait pas de même. Quand un pont tombait, l'entrepreneur recevait un nouveau contrat pour le refaire aux frais de la province. Mais le gouvernement actuel donne des contrats à des entrepreneurs responsables. S'il survient un accident, c'est l'entrepreneur qui paye. Ça ne coûte pas un sou à la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

dit qu'il trouve amusant d'entendre les libéraux critiquer les ponts construits par l'Union nationale. Comme le disait le ministre des Travaux publics dans une déclaration, il a bâti 700 ponts et l'opposition fait mine de s'étonner parce qu'il y a une fissure sur un pont. Sur la route Sir-Wilfrid-Laurier, ils ont déjà construit un pont assis sur de la glaise dans un champ de pacage, à Charny. On est allé voir le lendemain et le pont avait disparu. Il s'était enlisé. On avait oublié de mettre de la pierre dans les piliers. Et c'est le gouvernement qui a payé une deuxième fois pour en faire construire un autre. Ces gens-là manquent pas seulement de rayons X, ils manquent surtout de rayons intellectuels.

Ces gens-là ont aussi bâti une betteraverie à Saint-Hilaire, dans la vase. Ça coûté \$100,000 pour l'asseoir sur des bases solides. Les remarques viennent aussi de ceux qui ont bâti le pont de l'île d'Orléans, étroit comme l'ancien régime, dont les piliers menaçaient de tomber quand nous sommes arrivés au pouvoir. Il a fallu dépenser \$250,000 pour empêcher l'eau de s'infiltrer dans les piliers.

En huit ans, nous avons reconstruit 1,500 ponts. On nous reproche une fissure de rien. Eh bien, je dis à ces gens: "Restez accrochés à cela et vous allez rester où vous êtes là."

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement ne prétendra pas que le pont de l'île d'Orléans menace de tomber?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Nous avons dû dépenser \$250,000 pour solidifier les piliers, qui s'étaient remplis d'eau de la marée. Cette année encore, nous devons dépenser \$60,000 pour reprendre le travail parce qu'on avait mis de l'eau à la place du ciment. Des 700 ponts que nous avons bâtis, il n'y en a qu'un où une fissure s'est produite. On ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu. Je tremble à la pensée de ce que cela aurait pu coûter à la province si les libéraux avaient construit autant de ponts que nous, quand on voit qu'ils ont payé deux fois pour certains des quelques ponts qu'ils ont érigés sous leur régime.

M. Dupré (Verchères): Le pont de Trois-Rivières était-il assuré?

Une voix ministérielle: Oui, contre le feu et le vol.

La résolution est adoptée³.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Dépôt de documents:

Ministères de la Chasse et des Pêcheries, rapport 1947-1948

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries,

concernant les activités de la chasse et de la pêche, pour l'année finissant le 31 mars 1948. (Document de la session no 43)

Ministère des Pêcheries, rapport 1948-1949

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Pêcheries de la province de Québec, concernant les activités du département des Pêcheries, pour l'exercice financier 1948-1949. (Document de la session no 44)

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Combien de nouvelles paroisses ont été établies depuis 1944?

L'honorable M. Bégin (Dorchester) déclare que son ministère possède un service d'études économiques qui voit à la reconnaissance du territoire, à l'inventaire et à la classification des lots. En travaillant de cette manière, le ministère a préparé 5,000 lots, dont 1,500 sont prêts à recevoir les colons tout de suite.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)
interroge le ministre au sujet des graines de semence.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Des soumissions sont demandées à un grand nombre de maisons de la province. Le département a une vingtaine de fournisseurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande quel travail s'est fait en vertu de la loi, votée en 1945, et qui mettait à la disposition du gouvernement une somme de \$16,000,000 pour l'aide à la colonisation. Combien de colons nouveaux, l'an dernier?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Depuis quatre ou cinq ans, la demande n'est pas très forte à la colonisation. Le nombre ne varie pas beaucoup. Nous avons en moyenne placé 2,200 à 2,500 colons par an sur des lots durant cette période. Ce n'est pas autant que nous l'aurions désiré, mais les gens préféraient aller travailler dans la forêt. Depuis 10 ans, le mouvement n'a donc pas été considérable. Les gens semblaient se désintéresser de la colonisation.

Cette année, nous espérons faire davantage, vu que les travaux en forêt sont moins considérables. Les bûcherons auront moins de travail et seront plus disposés à devenir colons. Nous établissons surtout des fils de cultivateurs se rendant compte qu'ils doivent s'établir.

Le gouvernement travaille en étroite collaboration avec les sociétés de colonisation établies dans chaque diocèse. Depuis 20 ans, le gouvernement a confié le recrutement des colons aux sociétés de colonisation qui ont recours aux bons offices des missionnaires-colonisateurs. Pas un colon n'est accepté avant d'avoir vu sa requête approuvée par ces sociétés. Les travaux de propagande sont confiés aux missionnaires-colonisateurs. Je dois ajouter qu'il existe une excellente coopération entre les missionnaires-colonisateurs et le ministère, mais les missionnaires n'ont su, pas plus que nous, intéresser beaucoup de gens à s'établir en territoire de colonisation.

Nous voulons faire de la propagande et la faire auprès des bûcherons qui seront contents, une fois la crise venue, de pouvoir se tourner vers la terre pour assurer leur subsistance.

Quand les colons ont choisi leur canton, nous faisons les chemins de pénétration. Des tracteurs enlèvent les souches, commencent le défrichage et la construction de la maison est entreprise, de façon à ce que le colon puisse tout de suite se mettre à l'œuvre à son arrivée dans la colonie. Des défricheurs s'établissent aussi dans des paroisses existantes. Ils reçoivent toutes les primes et, en plus, une prime d'organisation qui permet au colon d'acheter une vache, une charrue, un camion. Nous donnons à tout nouveau défricheur un lot qu'il paie \$30; ensuite, sous forme d'octrois divers, nous lui donnons en tout une somme de \$3,050⁴.

Pour gagner cette somme, le défricheur est naturellement obligé de travailler. On a fait disparaître tous les plans de colonisation qui existaient auparavant. Ces plans comportaient des secours directs et étaient un encouragement à la paresse. Autrefois, on donnait \$1,000 et des secours directs. Il arrivait que des colons plus ou moins consciencieux abandonnaient leur lot pour venir en reprendre un autre, afin de bénéficier des avantages qui leur étaient offerts. Des colons ont ainsi déménagé jusqu'à trois fois. Nous ne donnons plus de secours directs. Aujourd'hui, nous donnons des primes au colon, mais il doit les gagner. Ces primes représentent un montant de \$3,225. Le plan actuel couvre une période d'environ six ans et donne de bons résultats. Les missionnaires-colonisateurs et les évêques se sont déclarés enchantés de nos méthodes, de même que les colons.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur le budget du ministère.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) déclare que son budget est à peu près le même que celui de l'an dernier. Mais, si le chômage s'accroît, dit-il, nous devrions peut-être demander encore davantage. Pour faire face à des conditions économiques difficiles, un des meilleurs moyens est sans contredit de ramener les gens à la terre. Cela donne une garantie de solidité.

Je dois ajouter, cependant, que je n'ai guère confiance aux chômeurs des villes pour faire de bons colons. Ils sont habitués aux grandes avenues, au confort, à la lumière et aux amusements, et ils ne savent pas ce qu'est le travail du colon. Ceux qui n'ont jamais foulé autre chose que l'asphalte des grandes cités s'acclimatent difficilement dans les colonies. Ils se découragent trop facilement et le département de la Colonisation les promène aller et retour, sans profit pour personne.

Mais nous avons de bons colons dans ceux qui ont pu s'égarer en ville pendant quelque temps, et qui restent tout de même des terriens. Je parle des gens qui connaissent la vie sur la terre, qui ont appris, au fil des générations, à défricher la terre, qui savent traire les vaches et n'ont pas peur du travail et des difficultés.

La colonisation mécanisée se développe. L'an dernier, grâce à cette mécanisation, on a pu faire cinq fois plus qu'auparavant.

La résolution est adoptée.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

M. l'Orateur au fauteuil

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent cinquante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien aux colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Des députés de l'opposition posent des questions.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Dans la majorité des cas, le colon construit sa propre maison et reçoit la prime en conséquence. Mais le département a aussi ses menuisiers qui précèdent les établissements dans les colonies pour construire les maisons, si nécessaire. Le montant prévu pour la maison est de \$425. Mais il en coûte généralement \$1,000.

À l'heure actuelle, on ne peut faire beaucoup de choses avec \$1,000 lorsqu'il s'agit de construire

une maison. La différence entre la prime de \$425 pour la construction d'une maison et le montant de \$1,000 est placée au débit du colon.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent trente-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent soixante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur le budget des sociétés de colonisation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il y a 15 sociétés diocésaines de colonisation recevant un octroi de \$5,000 chacune, ce qui fait un budget total de \$75,000. Elles se chargent de faire de la propagande pour la colonisation.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre entend-il se limiter à cette propagande avant d'aller de l'avant?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous allons faire plus; nous avons des annonces de prêts pour les journaux depuis six mois au moins, mais nous avons jugé que le temps n'était pas encore venu de les publier. Nous avons l'intention de recourir à la radio et aux journaux pour activer la propagande de colonisation.

Nous sommes d'avis au ministère que la colonisation, pour qu'elle réussisse, doit se faire sur une base familiale. Le père qui part avec sa femme et ses enfants reste sur sa terre; ses garçons l'aident, s'établissent autour de lui et forment finalement un solide noyau de colonisation. C'est la seule formule qui soit véritablement acceptable.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Vous avez fait de nombreux travaux à certains endroits depuis quelques années. Ces lieux sont-ils maintenant prêts à recevoir des colons?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous avons fait l'inventaire des endroits propices à la

colonisation. Nous pouvons actuellement coloniser 30 cantons, capables de recevoir 600 familles chacun. C'est donc dire qu'il y a assez de terres pour plusieurs années à venir. Nous nous mettons maintenant à la préparation des chemins de colonisation.

Il (l'honorable M. Bégin) rend un éloquent hommage au travail de M. l'abbé Girard qui est un grand colonisateur.

Les employés de la colonisation, dit-il, ont construits 180 milles de chemins nouveaux dans les divers cantons où l'on se prépare à recevoir les colons. Un grand nombre de contrats ont été accordés. Dans la plupart des cas, il s'agit de petits montants. C'est une des raisons de l'augmentation du budget de la colonisation depuis deux ou trois ans. J'ai donné ordre de préparer des cantons complets en faisant les routes de pénétration, en défrichant et en construisant les maisons, de façon à ce que le colon puisse tout de suite se mettre à l'œuvre à son arrivée dans la colonie.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le gouvernement va-t-il se mettre à la recherche des colons?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Oui. Mon ministère le fait depuis des années. Le colon ne reçoit plus maintenant de secours directs, mais des allocations qui lui sont versées à mesure que son travail progresse. Le total de ces subventions peut atteindre \$3,020. Les colons ont eu passablement de misère, l'hiver dernier, et le gouvernement se porte à leur aide.

Il (l'honorable M. Bégin) déclare que son département prenait toutes les mesures nécessaires pour faire la vie plus humaine aux colons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les temps ont changé en ce qui a trait à la colonisation. Lorsque l'actuel chef de l'opposition du Conseil législatif était ministre de la Colonisation, il avait découvert un nouveau type de colonisation qu'il avait appelé "colonisation hivernale". M. Laferté était fier de son plan et son enthousiasme a rassemblé 200 personnes qui se sont établies sur des terres pendant l'hiver. Ces personnes se sont assez bien débrouillées pendant l'hiver, mais au printemps, la terre est partie car leur Eden n'était qu'un lot de glace sur un lac⁵.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisations: honoraires et dépenses diverses (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) parle des établissements de proche en proche et note que plusieurs échanges de terrains avaient été faits avec les compagnies dans les comtés de Beauce et Dorchester, tout particulièrement.

On établit de proche en proche 500 à 1,000 familles par année, dit-il. Pour cette sorte de colonisation, il faut aussi dépenser des montants considérables pour les chemins. Nous avons l'intention d'intensifier la propagande en faveur de la colonisation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent soixante-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Quand il s'agit d'ouvrir un canton ou des régions nouvelles, la nouvelle manière consiste à nommer un homme compétent pour faire tout le travail, un chef de section responsable seulement au ministre lui-même.

C'est le meilleur moyen d'éliminer le "red tape" et de procéder rapidement, efficacement et à meilleur marché. Nous voulons, autant que possible, faire disparaître les chinoiseries et les formalités inutiles.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôt et garages: matériaux, outillage et gages (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts de colonisation -

Dépenses en immobilisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inspection et surveillance (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le département serait obligé de consacrer d'importants crédits cette année pour la surveillance des bateaux de pêche et des dragueurs étrangers qui causent des dommages considérables à nos pêcheurs en entraînant les lignes dormantes de ces derniers. C'est une véritable piraterie. Nos pêcheurs ont fait l'an dernier des pertes très sérieuses à cause de ces étrangers qui ne respectent pas la liberté des mers et les droits de nos gens sur leurs propres eaux de pêche. L'un d'eux a perdu \$8,000.

Une plainte a été logée à Ottawa. Le gouvernement fédéral, par l'entremise de l'honorable Robert Mayhew, ministre des Pêcheries, a collaboré avec le provincial en mettant à la disposition des pêcheurs un bateau pour la surveillance, mais il est évident que cette surveillance ne peut pas se faire continuellement, ont dit les autorités fédérales. Même les représentants fédéraux n'ont pas été capables d'approcher des dragueurs-pirates. Le

capitaine de l'un de ces navires corsaires n'a pas voulu laisser monter à bord le représentant du gouvernement fédéral et a même menacé de lui couper les mains avec une hache quand il voulut mettre la main sur le bastingage d'un de ces navires.

Les pêcheurs de la province de Québec ne se servent habituellement que de petites barques. Ils se rendent au large le soir et tendent des lignes dormantes auxquelles sont accrochés jusqu'à 10,000 hameçons. Lorsque les lignes sont ainsi en place, ils font généralement un somme en attendant l'heure d'en faire la levée. C'est alors que les chalutiers des autres provinces en profitent pour faire leurs ravages. Ils passent avec leurs gros navires rapides munis d'un chalut, sorte de filet tiré dans l'eau par des câbles, et emportent tout sur leur passage.

Normalement, nos pêcheurs ont un recours en dommages contre ces corsaires. Mais il s'agit de les attraper. Malheureusement, ils n'ont généralement pas le temps d'identifier les dragueurs qui se moquent ainsi de la liberté de la pêche. Et le recours devient illusoire.

C'est pourquoi le gouvernement veut maintenir sur les lieux un patrouilleur qui pourra au moins prendre le numéro du chalutier et en avertir les intéressés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(En souriant) S'ils avaient un "petit numéro", ça serait plus facile!

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): À l'heure actuelle, les eaux internationales commencent à 12 milles des côtes. Une demande a été faite par le provincial, au fédéral, pour déterminer que la zone des eaux internationales devrait commencer à 45 milles des côtes. Actuellement, nos pêcheurs vont pêcher jusqu'à 75 milles des côtes.

Cette année, les nouveaux bateaux patrouilleurs seront capables de poursuivre de tels navires, de les identifier selon la nature des besoins et, si les conducteurs refusent de se conformer aux règlements émis, le Québec va par la suite aviser les autorités intéressées qui pourront alors prendre les actions jugées nécessaires ou utiles pour chaque cas.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) suggère au ministre de faire plus de propagande dans la population pour l'amener à consommer plus de poisson, ce qui, dit-il, serait un excellent moyen de favoriser les pêcheurs de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine. Il demande quelles mesures sont prises pour augmenter la consommation du poisson.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Nous ne pouvons pas faire une propagande plus intense dans le domaine de la consommation du poisson. Il faut s'en tenir à une propagande raisonnable et surtout insister pour que nos pêcheurs augmentent leur production. Autrement, la propagande servirait au bénéfice de nos concurrents étrangers. Présentement, nous encourageons les pêcheurs à vendre sur le marché de la province de Québec. Je puis dire que le commerce a actuellement épuisé pratiquement presque toute la production, alors que la province de Terre-Neuve reste avec un solde de 3,000,000 de livres qui n'a pas encore trouvé preneur.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Dans certaines parties de la Gaspésie, il est souvent difficile de trouver du poisson frais.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Cet état de choses tient du fait qu'au lieu de produire du poisson frais, comme pendant la guerre, nos pêcheurs doivent maintenant, à cause des exigences des marchés, revenir au poisson séché et au poisson salé. Pour produire avantageusement du poisson frais, il faut des marchés permanents et assurés. Mais la situation s'améliore à mesure qu'augmente chez nos gens la consommation du poisson frais. Plus la demande se fera considérable sur nos propres marchés, plus il sera facile d'organiser la vente du poisson frais. Malheureusement, nous sommes l'un des pays du monde qui consomment le moins de poisson, mais la consommation augmente de façon encourageante. Nous allons construire au moins quatre nouveaux entrepôts cette année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
20. Qu'un crédit n'excédant pas cent huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École d'apprentissage en pêcheries (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides aux compagnies de navigation qui desservent Montréal, Québec, la côte nord et la côte sud du Saint-Laurent, les Îles-de-la-Madeleine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction d'entrepôts, séchoirs et neigères - dépenses en immobilisations (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) signale à la Chambre les progrès réalisés dans les pêcheries de son comté: construction d'entrepôts, augmentation du prix du poisson.

La population des Îles, dit-il, augmente de façon régulière. Ce qui veut dire que les pêcheries deviennent de plus en plus prospères. L'an dernier, deux neigères et un séchoir ont été construits aux Îles-de-la-Madeleine. Le séchoir est installé à Cap-aux-Meules. Il permet aux Madelinots de préparer leur poisson sur place et de le vendre \$1.50⁷ de plus les cent livres depuis que l'Union nationale a accédé au pouvoir en 1948.

Auparavant, il leur fallait vendre leurs produits à l'état brut. Il (M. Langlais) mentionne également l'entrepôt frigorifique construit l'année précédente à l'Étang-du-Nord. Nous sommes à construire un réseau routier, dit-il, pour relier les unes aux autres les différentes îles de l'archipel. Ce réseau routier est nécessaire parce qu'il mettra de la cohésion dans l'économie du pays.

Toutes ces améliorations ont changé considérablement les conditions de vie sur les Îles. On y trouve maintenant du bien-être et de la prospérité comme dans les autres parties de la province. Les Îles-de-la-Madeleine comptent parmi les coins les plus pittoresques et les plus intéressants de la province de Québec. Et cela est dû au gouvernement de l'Union nationale.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) félicite le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais).

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 1^{er} avril 1950, à la page 4, mentionne plutôt 6,000 ponts construits par l'Union nationale.

2. *Le Soleil* du 1^{er} avril 1950, à la page 6, explique qu'il s'agit d'une "nouvelle allusion à la présence de M. Lionel Ross, député de Verdun, à Joliette dimanche dernier, pour offrir la candidature du chef du Parti libéral provincial à M. Georges-Émile Lapalme". Le premier ministre revient à plusieurs reprises sur cette taquinerie lors des séances précédentes.

3. *Le Canada* du 1^{er} avril 1950, à la page 2, rapporte que "le dialogue entre le ministre et le député de Verchères a captivé l'attention de la Chambre. L'honorable M. Lorrain a un langage coloré et il connaît bien son ministère; M. Dupré est tenace et souriant."

4. *L'Action catholique* du 1^{er} avril 1950, à la page 2, et *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, indiquent \$3,050, alors que *Le Canada* du même jour, à la page 23, mentionne \$3,500.

5. Nous ne pouvons situer avec exactitude cette intervention du premier ministre. Nous savons cependant qu'il fait probablement allusion à un groupe de 16 familles de colons qui, à l'automne 1932, alors que M. Laferté était ministre de la Colonisation, s'établirent sur les rives du lac Barrière, dans le canton de Rémigny. Une fois leur maison construite, les chefs de famille partirent travailler dans les chantiers pendant l'hiver. Le printemps venu, tous furent forcés d'abandonner les maisons qu'ils avaient bâties par mégarde sur la glace du lac. À ce sujet, voir: Marc Riopel, *Le Témiscamingue. Son histoire, ses habitants*, Montréal, Fides, 2002, p. 119.

6. *L'Action catholique* du 1^{er} avril 1950, à la page 24, mentionne que l'étude des crédits du ministère de la Colonisation a duré moins de deux heures. Ce journal rapporte aussi que M. Lévesque (Gaspé-Nord) a secondé M. Marler dans la discussion. Aucune de nos sources ne nous rapporte toutefois la teneur des propos du député.

7. Version de *L'Action catholique* du 1^{er} avril 1950, à la page 3. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt "\$150 la tonne".

Séance du lundi 3 avril 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 83 modifiant les articles 216 et 268 de la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 1152**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce un nouveau projet de loi concernant l'article 1152 du Code de procédure civile. Il s'agit, dit-il, de clarifier certaines dispositions concernant les résiliations de bail. Si le montant est pour plus de \$200, le litige ne tombe plus sous la juridiction de la Cour de magistrat. Dans certains Statuts, il pouvait y avoir un doute concernant la juridiction des cours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 75 modifiant la loi de la curatelle publique;
- bill 77 modifiant l'article 41 de la loi des mines de Québec;
- bill 79 modifiant la loi des Cours de recorder.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 67 concernant l'ordre public, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en biffant, dans la troisième ligne, le mot "ou", et en insérant avant les mots "d'une brigade municipale" les mots suivants:

" , ou des personnes qui sont à la fois membres d'un tel corps de police et".

2. L'article 3 est remplacé par le suivant:

"3. Toute convention collective actuellement en vigueur, et conclue entre une association mentionnée à l'article 2 et une corporation municipale, reste en vigueur, à l'égard des salaires et des autres conditions de travail, pendant la durée de son terme, s'il est moins de deux ans, ou autrement pendant deux années, à compter de la signature de ladite convention collective. Cependant toute convention collective reste soumise, à tous autres égards, aux dispositions de l'article 2."

Projets de loi:**Ordre public**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 67 concernant l'ordre public.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 100 concernant la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

a. en insérant, à la deuxième ligne, après les mots "dont un nommé" les mots "et remplacé, s'il y a lieu, suivant la loi,";

b. en insérant, à la troisième ligne, après les mots "lieutenant-gouverneur en conseil", les mots "et qui sera le président de la Commission".

2. L'article 11 est modifié dans la version anglaise seulement.

3. L'article 12 est modifié:

a. en substituant, aux lignes 2 et 3, aux mots "lorsqu'il" les mots "pendant qu'il";

b. en remplaçant, à la quatrième ligne, le mot "deviendra" par le mot "sera".

4. L'article 18 est modifié dans la version française seulement en remplaçant, à la deuxième ligne, le mot "peut" par le mot "pourra".

5. L'article 19 est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots:

"les procédures en matière d'expropriation" par les mots "la procédure déterminée par la charte de la cité".

6. L'article 35 est modifié, à la deuxième ligne, en ajoutant après les mots "Cour du banc du roi", les mots "siégeant en appel,".

7. L'article 38 est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, à la page 10, les mots "dudit contrat" par les mots "de ladite cédule".

8. L'article 41 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "l'article 38" par les mots "les articles 37, 38, 39 et 40".

9. L'article 49 est modifié:

a. en insérant, à la cinquième ligne, après le mot "expropriation" les mots "ou de l'acquisition du capital-actions de la compagnie,";

b. en insérant, à la septième ligne, à la suite du mot "seront" le mot "alors".

10. L'article 50 est modifié dans la version anglaise seulement.

11. L'article 55 est modifié en insérant, à la troisième ligne, après les mots "des taux" le mot "équitables".

12. L'article 56 est biffé et remplacé par le suivant:

"56. Sous réserve de l'article 54, toute municipalité intéressée pourra s'adresser à la commission pour demander la modification des taux de transport en vigueur dans son territoire.

"Toute décision de la commission relative aux taux de transport pourra être révisée par la Régie des transports, sur appel d'une cité ou d'une ville où circulent les véhicules du système de transport administré par la commission.

"La demande et l'appel devront respectivement, à peine de nullité, être formés par requête signifiée aux autres cités et villes intéressées et produits au bureau de la commission. Cet appel devra être interjeté dans les trente jours de la décision de la commission."

13. L'article 57 est modifié:

a. en remplaçant, à la cinquième ligne, les mots "de la ou des villes concernées" par les mots "de toute cité ou ville concernée";

b. en biffant, à la page 14, dans les lignes 14, 15, 16, 17 et 18, les mots:

"si l'exercice de ses pouvoirs comporte un emprunt, ils ne pourront être exercés dans ce cas qu'avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec", et en ajoutant, à la fin de l'article, l'alinéa suivant:

"Lorsque l'exercice des pouvoirs de la commission comporte un emprunt, ils ne pourront être exercés qu'avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec."

14. L'article 66 est biffé.

15. Les articles 67, 68 et 69 deviennent respectivement les articles 66, 67 et 68.

Projets de loi:

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 concernant la cité de Montréal.

Les amendements sont lus.

M. Guévremont (Montréal-Jeanne-Mance):

Le bill 100 a été adopté tel quel unanimement par le comité des bills privés de l'Assemblée législative et, plus tard, par cette Chambre. Les élus du peuple, ceux qui sont chargés de représenter les opinions des électeurs de la province, ont décidé que ce bill devrait être adopté tel qu'envoyé. Il s'agit de consulter la population de Montréal sur un système qui lui a été imposé et que tout le monde condamne et ne veut pas. Le mode actuel d'administration de Montréal n'est pas démocratique, car les véritables élus du peuple sont en nombre réduit.

Le Conseil législatif, corps non élu, qui ne représente pas l'idée de la population, a décidé dans sa sagesse de biffer un article des plus contentieux concernant, entre autres choses, la tenue d'un référendum sur le mode d'administration de Montréal. Le mode d'administration actuel de Montréal, a été imposé sans référendum à la métropole. C'est un système inique, condamné, dont la population ne veut pas. La population est prête à le battre si on lui donne l'occasion de se prononcer par un référendum.

Il me semble qu'en l'occurrence les représentants du peuple ont quelque chose à dire

dans l'administration de la province, et je suis d'avis que, lorsqu'ils expriment une opinion, celle-ci devrait prévaloir sur celle de gens qui ne sont pas élus et n'ont aucune responsabilité devant lui. Le conseil municipal est composé de quelques élus du peuple et d'un grand nombre de personnes nommées par des corps parfois peu représentatifs, quelques-uns étant fictifs, dont le vote peut en certaines circonstances annuler celui de ceux qui ont dû affronter l'élection. Je ne crois pas qu'il soit juste de priver la population de se prononcer sur ses propres affaires.

C'est pourquoi je propose que la Chambre des élus du peuple n'accepte pas cet amendement de ceux qui ne sont pas élus.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Gendron), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative concourt dans tous les autres amendements, mais refuse d'accepter l'amendement 14 que le Conseil législatif a apporté au bill 100 intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et par lequel amendement l'article 66 dudit bill est biffé; ce refus de concourir est basé sur les raisons suivantes:

a. parce que les référendums mentionnés audit article 66 de ladite loi sont conformes à l'exercice des droits démocratiques;

b. parce qu'il s'agit, dans ledit article 66, biffé par le Conseil législatif, de prérogatives démocratiques et populaires qui relèvent de l'Assemblée législative.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) veut faire quelques mises au point. Je rappelle, dit-il, que j'ai dit devant le comité qu'il n'était pas urgent de tenir un référendum sur le mode administratif de Montréal. Ce projet de loi, le bill 100, se compose de deux parties: la première, fort importante, prévoit la création d'une commission de transport et la municipalisation du tramway; la deuxième, secondaire, ordonne un référendum sur le mode d'administration et autorise une consultation populaire sur l'opportunité de construire un métro. Municipaliser le tramway, c'est s'attaquer à un problème très considérable. L'Assemblée législative, en autorisant Montréal à aller de l'avant, fait confiance à l'administration municipale.

Comme je l'ai déjà dit lors de la discussion du projet de loi au comité des bills privés, j'estime que la question est mal posée et que, de plus, ce n'est pas le temps de tenir un référendum sur le mode d'administration alors même que cette administration s'apprête à municipaliser une très importante entreprise. Je maintiens cette manière de voir. Je rappellerai

qu'aux élections de 1944, le premier ministre lui-même a demandé au peuple de se prononcer sur la prolongation du terme d'office de ses représentants de deux à trois années. Ce vote en faveur de la prolongation était une approbation tacite du régime.

Pour ma part, cette Chambre sait que j'ai fait partie pendant sept ans de la présente administration municipale. J'y représentais le Montreal Board of Trade, qui m'avait nommé conseiller, mais je me suis toujours efforcé de représenter toute la population de Montréal, et j'ai la satisfaction de dire que j'ai toujours représenté et défendu les intérêts de toute la population. C'est d'ailleurs l'attitude de la plupart des conseillers de la classe "C". Je ne veux pas ici discuter du mérite du système. Il faudra que la population se prononce un jour ou l'autre. Un jour viendra, à mon avis, où il faudra tenir un référendum sur l'administration de Montréal.

En un autre temps, je ne m'opposerais pas à la tenue d'un référendum sur cette question. Mais je persiste à croire que ce temps n'est pas venu. Quand on veut municipaliser le tramway, on ne met pas en doute la vie de ceux qui vont municipaliser. Il est en effet illogique de faire porter par l'actuel régime la responsabilité de la municipalisation et de demander en même temps à la population de juger de sa compétence d'agir en la matière. Voilà pourquoi j'approuve l'attitude prise par le Conseil législatif.

Quant à la deuxième partie, celle qui a trait au métro, je crois qu'il sera beaucoup trop tôt au mois d'octobre pour consulter la population sur son opportunité, car on n'a pas encore en main tous les facteurs pour le faire et présenter à la population le problème sous son vrai jour, étant donné que cela va prendre plusieurs années avant d'établir une commission des transports conformément au projet de loi. Nous pourrions recueillir les renseignements nécessaires avant que la population puisse en décider par voie de référendum. Les experts ne sauront pas encore à quoi s'en tenir à ce sujet à cette date.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'un bill privé présenté par le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley). Aucun bill privé n'a été étudié avec plus d'attention et de soin par le comité. Nous avons voulu qu'il en soit ainsi, parce que Montréal est la métropole du Canada, la deuxième ville française du monde, et qu'elle joue une part immense dans le progrès du Canada.

Nous avons voulu donner à tous ceux qui ont voulu le faire l'occasion de se faire entendre. Toutes les parties ont été entendues, toutes les opinions ont été exprimées. À la suite de ce choc des idées d'où a

jailli la lumière, il a été décidé d'incorporer dans le bill de Montréal une clause essentiellement démocratique dont le but était de demander à la population de Montréal ce qu'elle pensait de son mode d'administration actuel qui lui fut imposé par un autre gouvernement. En aucune circonstance, ce gouvernement n'a donné aux Montréalais l'occasion de se prononcer.

J'ai reçu des plaintes nombreuses au sujet de ce mode d'administration imposé en 1940. Ce mode comporte évidemment des lacunes, puisqu'à chaque élection, le nombre de ceux qui votent diminue. Plusieurs députés l'ont critiqué au comité. Par ailleurs, il n'est pas question pour moi de me prononcer sur le système administratif de Montréal, car je ne suis pas électeur à Montréal et ce n'est pas de ma compétence. Seulement, avec les représentants du peuple, j'ai pris à cœur de combattre une mesure autocratique, brutale et tyrannique imposée par le gouvernement d'alors, et tout particulièrement par l'honorable T.-D. Bouchard. La Législature, qu'on ne l'oublie pas, n'a pas de mission d'imposer des systèmes, mais de respecter les désirs du peuple.

Il est évident que ce projet présente des lacunes; mais il est sûr que la meilleure mesure démocratique qui soit est de consulter le peuple. Nos amis de l'opposition ne semblent pas de cet avis. Il est évident que le régime actuel de Montréal n'intéresse pas le peuple, puisque d'élection en élection, on voit diminuer le nombre de voteurs.

Le chef de l'opposition, comme d'habitude, ne sait pas très bien ce qu'il veut: il cultive le chou en même temps qu'il soigne la chèvre. Il est pour le référendum et contre le référendum. Il trouve que le référendum serait une bonne affaire, mais pas tout de suite. C'est son attitude contradictoire ordinaire. Mais il n'a pas le droit d'adopter cette attitude. Parce que nous donnons le droit d'exproprier la Montreal Tramways, est-ce une raison pour empêcher le peuple de Montréal d'être consulté? Il devrait savoir que la meilleure façon en démocratie d'asseoir solidement un régime démocratique, c'est de consulter le peuple. N'est-ce pas respecter les droits du peuple que de consulter le peuple?

On nous a demandé quel système nous avons à suggérer. Ce n'est pas notre rôle pour le moment. Il s'agit d'abord de savoir si, oui ou non, le peuple est satisfait du système actuel. C'est la première chose à faire. Si le système est approuvé, nous n'irons pas plus loin. S'il se prononce contre, nous aviserons et nous le consulterons de nouveau sur le mode d'administration qui convient le mieux. Et je dirai tout de suite qu'il n'est pas question de revenir au système d'autrefois.

Nous avons besoin d'un système qui obtienne l'appui de la population, qui serait démocratique et qui intéresse les gens. Nous allons respecter l'intérêt de tous et nous efforcer de sauvegarder les droits du peuple de Montréal. Il me semble que ceux qui sont des démocrates, autrement qu'en paroles, devraient approuver notre mode de procédure. Se refuser de consulter le peuple est une attitude qui est aux antipodes de la démocratie bien comprise.

Le Conseil législatif, dans l'exercice de ses pouvoirs, a décidé de mettre la clause de côté. Il s'oppose à ce que l'on consulte le peuple. Nous respectons son opinion, mais nous disons qu'il appartient aux élus du peuple de trancher les questions qui relèvent des droits électifs, des droits démocratiques. À notre avis, le Conseil législatif ne devrait pas toucher aux droits du peuple aussi clairement manifestés, cette fois-ci par ses représentants.

Je ne comprends pas pourquoi certaines gens sont contre une consultation populaire. Considèrent-ils que ce régime est tellement dommageable qu'ils ont peur de consulter le peuple, ou ont-ils tellement honte qu'ils ne veulent pour rien au monde que le peuple ait l'occasion de se prononcer? Il y a aussi la question du métro. N'est-il pas sage de permettre au peuple de se prononcer là-dessus?

Ça paraît assez étrange que les membres de la Chambre haute s'arrogent le droit de décider des élections quand pas un d'entre eux n'est élu. Les amis de la majorité du Conseil législatif, qui siègent en cette Chambre, adoptent aujourd'hui la même attitude antidémocratique, qui fait fi des prérogatives des élus du peuple.

Comme on le sait, la Législature provinciale se compose de deux Chambres. Il y a d'abord l'Assemblée législative, composée des élus par le peuple qui représentent la volonté et les désirs populaires. Puis il y a le Conseil législatif où siègent ceux qui sont nommés par les différents gouvernements de la province. Au comité des bills privés ainsi qu'à l'Assemblée législative, en trois circonstances différentes, tous les députés nationaux se sont prononcés en faveur des droits démocratiques de la population de Montréal, en faveur d'un référendum qui permet aux citoyens de Montréal de se prononcer au sujet d'un mode d'administration municipale qui leur a arbitrairement été imposé par le gouvernement Godbout, en 1940.

Je n'ai aucune hésitation à dire que le Conseil législatif peut rendre d'éminents services, mais à la condition que les membres qui le composent soient bien inspirés du rôle qu'ils ont à jouer. En

l'occurrence, tout en respectant les opinions honnêtes à l'effet contraire, nous croyons que la décision de la majorité du Conseil législatif est contraire aux fonctions du Conseil législatif et à l'idée qui a présidé à son établissement.

Le bill de Montréal comporte plusieurs demandes importantes. Il y a d'abord la question du tramway, dont on parle depuis des années; il n'y a aucun doute que la population de Montréal est favorable à la municipalisation du tramway. Il y a ensuite une clause qui concerne une partie importante des revenus de la cité de Montréal. Grâce à la coopération du gouvernement actuel, qui profite de toutes les circonstances pour être utile aux citoyens de Montréal et pour coopérer au progrès et à la prospérité de la métropole, le comité des bills privés et la majorité de l'Assemblée législative ont adopté un amendement qui donne à Montréal non seulement le droit d'imposer une taxe d'usage qui lui rapportera des revenus considérables, mais qui donne aussi à la population de Montréal le bénéfice de pouvoir garder plus d'un million de dollars de revenus perçus par le Trésor municipal de Montréal et dont la légalité suscite des contestations. Il s'agit d'une taxe perçue sur les achats faits en dehors de la cité de Montréal.

Depuis 1935, cette taxe a rapporté au Trésor municipal de la métropole plus d'un million de dollars. L'amendement proposé par un député de l'Union nationale assure à Montréal ce million de dollars et, en plus, des revenus annuels se chiffrant par environ \$100,000. Bref, cet amendement, suggéré et adopté par les députés de l'Union nationale, enrichira considérablement le Trésor municipal de Montréal, et cela, quant au passé et quant à l'avenir.

En outre, dans le bill de Montréal, il y a une clause qui autorise le conseil municipal à coopérer à la construction d'un vaste hôpital dans l'est de Montréal, réclamé depuis des années par la population de l'est et obtenu, en bonne partie, grâce au dévouement et à l'excellent travail du député de Maisonneuve à l'Assemblée législative, M. le docteur Gatién.

Enfin, le bill de Montréal contient une clause qui consacre les droits démocratiques de la population de Montréal. Il s'agit d'un référendum qui permet aux électeurs de Montréal, comme c'est leur droit, de se prononcer sur un mode d'administration municipale qui leur a été arbitrairement imposé par MM. Godbout et Bouchard et leur majorité d'alors. À trois reprises différentes, la grande majorité des députés à l'Assemblée législative, c'est-à-dire les

députés nationaux, se sont prononcés en faveur de ce référendum.

Malgré cela, et en dépit de l'opinion clairement et trois fois exprimée par les représentants du peuple, les conseillers législatifs libéraux, qui forment la grande majorité du Conseil législatif, ont décidé d'enlever aux citoyens de Montréal le droit démocratique de se prononcer sur le mode d'administration de leur conseil municipal.

Au Conseil législatif, il y a 17 conseillers législatifs libéraux, comprenant d'anciens ministres provinciaux libéraux et des sénateurs libéraux. Il n'y a que sept conseillers législatifs nationaux. Les députés nationaux à l'Assemblée législative de Québec représentent un parti politique qui a obtenu, aux dernières élections générales en 1948, un témoignage de confiance éclatant. En d'autres termes, un parti politique presque mort, clairement condamné par l'électorat, veut imposer ses volontés et sa manière de voir à un parti politique triomphant et plus vivant que jamais, et cela, sur une question qui touche fondamentalement à l'exercice des libertés et des prérogatives démocratiques du peuple.

En vertu de la loi et des règlements, si nous insistons davantage une quatrième fois pour faire accepter le référendum en question, tout le bill de Montréal sera référé et, en conséquence, il n'y aura pas de municipalisation du tramway; la ville de Montréal perdra plusieurs millions de dollars en revenus et le grand hôpital de l'est ne recevra pas l'aide qui lui est due. Nous considérons avoir fait notre devoir et nous ne croyons pas qu'il convient que le bill de Montréal soit tué en son entier.

Nous avons fait notre devoir, mais la majorité libérale au Conseil législatif et la minorité libérale à l'Assemblée législative, - obéissant sans doute aux directives du parti provincial qui semble s'opposer subrepticement à la municipalisation du tramway et qui n'est pas intéressé à faire bénéficier la population de Montréal des millions de dollars de revenus additionnels que lui accorde le bill en question -, les libéraux à la Législature de Québec, dis-je, ont décidé de défranchiser l'électorat de Montréal.

Ils ont approuvé une politique qui équivaut à dire que les citoyens de la métropole ne sont pas aptes à décider de leurs affaires et que c'est le Conseil législatif qui doit décider pour eux.

À notre avis, le Conseil législatif adopte ainsi une attitude autocratique et antidémocratique. Toutefois, il serait contraire aux intérêts de Montréal de mettre de côté tout le bill, et le seul moyen légal et constitutionnel à notre disposition pour sauver le bill de Montréal, c'est de ne pas persister dans une de ses

parties même importantes, celle qui concerne les référendums municipaux.

La politique de l'Union nationale, c'est de faire tout le bien possible et de laisser aux ennemis du bien l'entière responsabilité des obstacles qu'ils posent à l'accomplissement des améliorations proposées par nous. Dans les circonstances actuelles, nous laissons à la minorité libérale à l'Assemblée législative la responsabilité de leur conduite et de leur attitude antidémocratique, et nous disons que l'amendement de la majorité du Conseil législatif au bill de Montréal est accepté sur division par l'Assemblée législative.

Je respecte l'opinion du Conseil législatif, mais je crois qu'il est du devoir de l'Assemblée de revendiquer les droits du peuple, et c'est pourquoi nous renvoyons cet amendement au Conseil législatif pour qu'il le reconsidère. À lui maintenant de prendre ses responsabilités.

Nous allons prendre le vote sur la motion du député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Guévremont). Le Conseil législatif agira comme il l'entend, mais nous aurons revendiqué bien haut les droits démocratiques.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Matte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tellier, Trudel, Vachon, 65.

Contre: MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la motion est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-article "14", les mots "d'octobre" par les mots "de novembre".

2. L'article 11 est modifié en insérant, dans la troisième ligne du troisième paragraphe du sous-article "220", après les mots "du Roi", les mots "siégeant en appel".

3. L'article 20 est modifié en insérant, dans la quatrième ligne, avant les mots "lorsqu'un", les mots "et modifié par l'article 6 de la loi 7 George VI, chapitre 50".

Projets de loi:

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Assurance-vie des enfants

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 concernant l'assurance sur la vie des enfants soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 82 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Institut de
microbiologie et d'hygiène**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 78 concernant l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.
Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit retiré.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons décidé de retirer le bill parce qu'il s'agit de régie interne, et que nous voulons laisser à l'Université toute son autonomie.

Adopté. Le bill est retiré.

Motions de condoléances:

**Décès du maire de Chicoutimi
Georges-Henri Smith**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les journaux ont rapporté la mort, en Floride, d'un citoyen très digne et très estimé, d'un homme public intègre et de grande valeur, dont la réputation dépassait les bornes de sa région et de la province. Le comté que représente le ministre de la Voirie vient d'être éprouvé par la mort du maire Georges Smith, de Chicoutimi. Il laisse derrière lui une œuvre digne de son travail.

C'était un vieil ami à moi, un ami de tout le monde. M. Smith, qui fut maire de Chicoutimi pendant 12 ans, jouissait de la considération de tous. Le gouvernement sera représenté par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) aux funérailles. Nous prions la famille ainsi que toute la population d'agréer l'expression de notre profonde sympathie.

Il (l'honorable M. Duplessis) invite la Chambre à étudier les crédits du ministre de la Voirie, pour lui permettre de représenter le gouvernement aux funérailles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je me joins au premier ministre dans cette expression de regrets

et de condoléances à la famille du maire Smith, un homme de premier plan, que j'ai eu l'avantage de connaître lorsque je m'occupais d'affaires municipales.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je remercie le premier ministre et le chef de l'opposition pour l'hommage qu'ils ont rendu au maire Smith et de me permettre de remplir un devoir à l'endroit de ce grand disparu, de ce citoyen éminent, père de famille modèle; il a rendu de grands services à sa ville et à ses administrés. Je prie la famille en deuil d'agréer l'expression de ma vive sympathie.

Subsides:

**Budget des dépenses
1950-1951**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)¹

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Dupré (Verchères): Pourquoi demandez-vous \$20,000 de moins que l'an dernier?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est d'abord parce qu'il y a trois employés de moins que l'an dernier. Ensuite, je dois dire que de 1940 à 1944, le ministère de la Voirie a littéralement été saccagé. Cinquante ingénieurs compétents se sont découragés et ont quitté le département et sont allés ailleurs parce qu'ils n'étaient pas payés; certains recevaient \$1,600 par année. Quand on songe que ces gens ont fait des cours classiques et techniques. Comme conséquence, nous manquons d'ingénieurs et nous augmentons notre budget, afin de pouvoir en engager de nouveaux.

Depuis 1944, nous avons amélioré considérablement la situation du personnel technique. Maintenant, la moyenne de salaire y est de plus de

\$3,000 par an. Nous avons aussi repris des ingénieurs qui avaient quitté le département parce qu'on les payait trop mal.

Nous n'en avons pas encore assez pour suffire, car les énormes travaux que nous accomplissons nécessitent un plus grand personnel. Il y a une diminution dans le crédit du service intérieur parce que, l'an dernier, nous avons remis \$72,000 au Trésor. Nous avons fait voter un montant plus élevé, pensant que nous pourrions engager de nouveaux ingénieurs.

Cette année, nous voulons augmenter les salaires. En 1944, le budget du service civil intérieur était de \$428,000, il est maintenant de \$655,000, ce qui démontre que nous avons augmenté le personnel et les salaires.

M. Dupré (Verchères): Il y a, dans ce service, \$1,340 de bonus pour l'an dernier, aux *Comptes publics*. Ce qui veut dire qu'il y a 134 employés qui gagnent moins de \$1,600².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les bonis sont donnés à des employés qui travaillent plusieurs mois, d'autres un an; il y a aussi le temps supplémentaire. On accorde \$1 de l'heure pour chaque heure supplémentaire.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre a honte de dire que 134 employés reçoivent moins de \$1,600. En outre, le gouvernement a donné des augmentations quand il était obligé, parce que les gens s'en allaient; c'est la concurrence qui lui a forcé la main.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Ils étaient partis quand nous sommes arrivés. Du temps où M. Bouchard était là, il en a perdu 50 d'un coup sec. Aujourd'hui, les ingénieurs peuvent atteindre \$6,000 à \$7,000.

M. Dupré (Verchères): C'étaient des augmentations obligatoires.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Des augmentations d'hommes de cœur.

M. Dupré (Verchères): Les ingénieurs ont été augmentés. Mais les autres catégories ont été ignorées. Il y a 134 employés sur 267 qui gagnent moins de \$1,600. En outre, il y a du favoritisme; des employés travaillent à des endroits depuis 10 ans, 12 ans; il arrive un nouvel arrivé, nommé par le

régime actuel, pour le même travail et, tout de suite, il reçoit \$400 ou \$500 de plus dès le début.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je défie le député de Verchères de prouver qu'il y a 134 employés de ce service qui gagnent moins de \$1,600. En outre, il faut comprendre qu'une sténo ou un commis à sa première année ne saurait gagner une fortune. Le salaire moyen est de \$1,200 pour commencer, mais, dès qu'elles ont de l'expérience, leur salaire est élevé.

M. Dupré (Verchères): Tant mieux. Je félicite le ministre et j'espère qu'il va continuer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quel est le salaire du sous-ministre?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): M. Arthur Bergeron, comme tous les autres sous-ministres, a \$8,000 par année depuis 1946.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Les sous-ministres n'ont pas eu d'augmentation de salaire depuis 1946. La voirie est un service technique. Il serait temps de songer à remanier l'échelle des salaires en commençant par les sous-ministres. Depuis 1946, le coût de la vie a augmenté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces salaires étaient de \$6,000, en 1946. Que l'opposition s'accorde. Le député de Verchères veut qu'on n'augmente que les petits, et le chef de l'opposition veut que l'on augmente les gros. Si l'on ne s'entend pas plus que cela, l'entente deviendra impossible au congrès du parti.

M. Dupré (Verchères): Je n'ai jamais dit ça. Ce que j'ai dit, c'est que les augmentations sont justes et raisonnables, mais que vous les avez données parce que vous y étiez forcés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que nous avons de la conscience.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) est heureux de rendre hommage à la compétence de son sous-ministre, M. Arthur Bergeron.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) partage l'avis du ministre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Dupré (Verchères) s'informe d'une augmentation de \$40,000 dans les dépenses de voyage.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) répond qu'il songe à augmenter les taux de roulage. Nous étudions, dit-il, la possibilité de ne pas les uniformiser. Des régions sont montagneuses, d'autres ne sont pas accidentées et les conditions de roulage ne sont pas les mêmes. Actuellement, le département paie un maximum de 10 cents du mille et, sauf deux ou trois exceptions, les intéressés possèdent leur propre automobile.

M. Dupré (Verchères) approuve cette décision du gouvernement et admet que les taux de roulement sont trop bas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze millions deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Dupré (Verchères): Depuis deux ans, cet item affiche une hausse de \$2,000,000.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il y a une augmentation de plus de \$2,000,000 parce que le gouvernement prend à sa charge, chaque année, des centaines de milles de routes rurales et multiplie la construction des nouveaux chemins. Ces nouveaux chemins sont ensuite entretenus aux frais du gouvernement.

M. Dupré (Verchères): Les salaires des cantonniers sont insuffisants. Ils ne gagnent que 50 cents l'heure.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Cette question est à l'étude. Il faut éviter de payer des salaires qui enlèveraient la main-d'œuvre à l'agriculture, en payant trop cher les journaliers employés par la voirie.

M. Dupré (Verchères): Le cultivateur doit faire de l'argent, mais l'ouvrier n'est pas obligé de crever de faim.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Les cantonniers ne sont pas des ouvriers. Un grand nombre sont des fils de cultivateurs.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) demande le coût d'entretien des routes par contrat, comme c'est le cas sur la route de Mont-Laurier à Senneterre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Sur ce chemin, les travaux d'entretien sont faits à contrat et il en coûte au gouvernement environ \$70,000 pour 99 milles.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quelle proportion du budget de l'entretien est consacrée à l'entretien d'hiver?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement y consacre une somme d'environ \$1,200,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le ministre de la Voirie est-il au courant que, sur la route de la Rivière-du-Loup, les entrepreneurs de chemins mettent des bancs de neige sur la route pour forcer les automobilistes à passer sur le terrain privé où on paie une redevance?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me suis occupé du problème, pendant que le ministre était en voyage, et je vais répondre. J'ai rencontré les représentants des comtés intéressés. Nous avons étudié la situation. Elle est complexe. L'autorité municipale et les droits des particuliers interviennent.

Le gouvernement construit les chemins et les entretient. Le territoire à couvrir est immense et il est inévitable que le gouvernement prenne chaque année de plus en plus de milles de routes à sa charge. Les particuliers n'ont pratiquement rien à payer, mais ils ne sont guère enthousiastes lorsqu'il s'agit des frais d'entretien des chemins d'hiver. Il devient donc

nécessaire d'attirer l'attention des citoyens sur ce fait et de leur dire qu'il est convenable qu'ils participent à la dépense des routes en hiver. Il n'est que juste que les propriétaires de camions et d'autobus paient leur part, mais je suis convaincu que le système actuel n'est pas du tout satisfaisant et que ce problème ne sera réglé que par l'adoption d'une politique bien définie.

Les gens se sont montrés favorables à l'entretien des chemins d'hiver par l'entreprise privée, avec subvention du gouvernement, mais il a été impossible de se passer de barrières. Le système de barrières n'est pas du tout satisfaisant. Il est désuet. Mais d'ici à ce que nous ayons adopté une politique bien définie, il sera difficile de le mettre de côté. Les chemins d'hiver coûtent cher, non seulement pour leur entretien, mais parce qu'ils causent des dommages considérables aux chemins d'été.

Le problème se complique également du fait qu'il ne faut pas ruiner les chemins de fer qui sont nécessaires aussi et qui comptent sur la saison d'hiver pour reprendre le terrain perdu en été. Ils emploient des milliers de personnes sur les trains, les voies, dans les usines. Leurs employés ont une bonne union. Ils souffrent d'une concurrence énorme de la part des autobus et des camions. Les représentants des compagnies nous demandent de les protéger et nous disent: "Donnez-nous une chance au moins pendant l'hiver en ne multipliant pas la concurrence".

Les propriétaires de chemin de fer nous demandent de les protéger en hiver, et je suis bien d'avis que c'est une mauvaise politique d'entretenir une route pour les camions le long d'une voie ferrée en hiver.

On peut trouver extraordinaire qu'il faille entretenir un chemin d'hiver le long d'un chemin de fer. Je suis bien d'avis que c'est une mauvaise politique. Ce qui prouve que le problème est très complexe. Nous avons nommé une commission pour en faire l'étude. Ceux qui trouvaient que le travail des commissaires serait facile doivent nécessairement changer d'idée. Ce que le gouvernement recherche dans toute cette question, c'est la stabilité générale.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je veux dire à nos amis de la gauche qu'en voirie, il est difficile de tout prévoir. Nous avons dû faire voter un demi-million dans le budget supplémentaire parce que la température extraordinaire de l'automne dernier nous a forcés à entretenir les chemins pendant beaucoup plus longtemps.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que cette incertitude justifie l'augmentation?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) fournit les détails.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): J'ai examiné tous les documents produits en ce qui concerne la route de Chicoutimi. Dans les quatre contrats, on a spécifié des quantités. Deux modifications semblent avoir été conclues successivement pour le même tronçon de route. Le ministre pourrait-il préciser la raison de l'écart entre les estimés du prix des routes et le coût réel de construction?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Les contrats ont été accordés à des prix unitaires. Il était impossible de prévoir exactement les quantités de matériaux nécessaires pour la construction de la route. Il serait long et coûteux de se rendre sur les lieux prendre des estimés précis durant la construction. Les ingénieurs résidents nous avaient soumis des mesures et des relevés approximatifs après les sondages, et des contrats ont été passés pour certaines quantités de matériaux.

Mais, dans l'exécution, il a fallu réviser les chiffres continuellement, à cause des accidents de terrain. Le contracteur qui s'est engagé à charroyer 100,000 verges de gravier est bien obligé de s'arrêter lorsqu'il a exécuté son contrat: et, s'il faut 50,000 autres verges pour finir le chemin, un autre contrat est nécessaire. Mais nous ne payons que pour les matériaux réellement utilisés sous la surveillance de nos ingénieurs. L'avantage des contrats à prix unitaires, c'est que nous payons pour le travail réellement fait et pas un sou de plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais blesser la modestie du ministre, mais il a montré beaucoup de vision en décidant la construction de la route de Chicoutimi. La route de Chicoutimi est incontestablement la meilleure de la province de Québec et elle est au moins l'égale des meilleures routes de l'Amérique du Nord. C'est une œuvre d'art et de génie qui fait l'orgueil de la province de Québec et l'admiration des ingénieurs des États-Unis et d'ailleurs. Ce chemin, le plus beau de l'Amérique du Nord, était nécessaire parce que l'importante région de Chicoutimi était extrêmement mal desservie par son chemin de fer. Elle est l'entrée du Saguenay et de l'Ungava. Elle donne au reste de la province le bénéfice des immenses richesses d'une région d'un incomparable avenir.

D'autre part, à cause des difficultés du terrain, il fallait trouver pour une œuvre de cette envergure un entrepreneur qui ait la machinerie capable de faire

le travail. La route de Chicoutimi était très difficile à faire, à un endroit où jamais il n'y avait eu de route et, d'autre part, il était nécessaire d'ouvrir une région qui avait été négligée depuis des années par le Canadien National qui donnait un service ridicule. Les travaux ont été exécutés par deux excellents contracteurs, MM. Franceschini et McNamara, qui possédaient la machinerie pour faire ces travaux. Les prix ont été fixés d'après les rapports des ingénieurs.

Dès le début de l'exécution des contrats, on a rencontré des difficultés plus grandes que sur la route de l'Alaska. Pour donner une idée des difficultés rencontrées, on a trouvé en plein mois de juillet de la glace enfouie sous terre. Il fallait dynamiter sans ébranler la solidité des pylônes de la ligne de transmission électrique du parc national. De grands ingénieurs américains, des journaux, même des journaux libéraux, font l'éloge de cette belle route.

Mon collègue de la Voirie a raison de s'enorgueillir d'avoir été le ministre qui a construit cette route qui est le meilleur chemin de l'Amérique du Nord, une œuvre d'art et de génie. J'en suis fier pour lui, et lorsque le chef de l'opposition et le député de Verchères passeront dessus, ils féliciteront le gouvernement et le ministre, qui reçoivent des compliments de partout pour cette réalisation. Ceux qui aiment leur province devraient être fiers d'une pareille réalisation et en féliciter le gouvernement au lieu de "chiquer la guenille".

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Certains de nos adversaires ont voulu faire une élection sur cette route. Le ministre est encore en Chambre et ils sont disparus. Pendant 100 ans, la région avait été abandonnée. En 1928, le gouvernement libéral a commencé à donner des communications à Chicoutimi, mais il était absolument nécessaire de construire une route moderne dans cette région. La meilleure des trois routes construites était étroite et tortueuse et ne restait ouverte que trois ou quatre mois dans l'année. C'était justifiable, car la région, remplie de richesses, avait fait ses preuves.

Et, bien que cette route moderne ait été construite dans le pire terrain au monde au prix des plus grandes difficultés, elle n'a pas coûté aussi cher que la route de la reine Elizabeth, construite dans un terrain beaucoup plus facile, ou la route Bury en Ontario, ni que le boulevard Alexandre-Taschereau construit en 1932 en un temps où la main-d'œuvre et les matériaux étaient infiniment meilleur marché.

Aujourd'hui, une grande revue sérieuse, les journaux, entres autres le *Star* de Montréal, et la Chambre de commerce de Québec ne cessent de

louer cette route. Nous n'avons rien à cacher sur l'entreprise réalisée. Nous avons donné à l'opposition tous les contrats. Si je n'ai pas tous ces documents devant moi, c'est que je croyais la question enterrée depuis longtemps. Ceux qui ont critiqué la route de Chicoutimi aux dernières élections ne sont plus en Chambre aujourd'hui. Par contre, tous les comtés de la région, qui ont été à même de voir ce qui se passait, ont appuyé le gouvernement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) explique, comme exemple, que lorsque la quantité de gravier estimée ne suffisait pas, il fallait faire un nouveau contrat pour que l'entreprise ne soit pas arrêtée.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il faut conclure que les quatre contrats étaient nécessaires.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La route de Chicoutimi a coûté, en tout, \$21,373,747.80. Il reste encore une couche d'asphalte à poser sur une partie de la route. Cela comprend toutes les sommes dépensées, même les salaires des employés du ministère qui ont travaillé à la préparation des plans ou à la surveillance des travaux. On est donc loin des sommes fantastiques que pronostiquait l'opposition en 1948.

La route de Chicoutimi est incontestablement la meilleure de la province de Québec, et elle est au moins l'égale des meilleures routes de l'Amérique du Nord. C'est une œuvre d'art et de génie qui fait l'orgueil de la province de Québec et l'admiration des ingénieurs des États-Unis et d'ailleurs. Cette route est nécessaire parce que l'importance de Chicoutimi était extrêmement mal desservie par son chemin désert. Elle est l'entrée du Saguenay et de l'Ungava. Elle donne au reste de la province le bénéfice des immenses richesses d'une région d'un incomparable avenir.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

M. l'Orateur au fauteuil

Subsides:**Budget des dépenses
1950-1951****En comité:**

Le comité poursuit l'étude de la résolution suspendue précédemment et qui se lit comme suit:

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze millions deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Des députés posent des questions au sujet de la route d'Hébertville que l'on est à construire pour relier la région du Lac-Saint-Jean au Grand Lac Jacques-Cartier.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La route qui relie le lac Jacques-Cartier à Hébertville ne fait pas partie de la route de Chicoutimi, comme on est parfois porté à le croire. Cette route a 59 milles de long. Les travaux sont commencés depuis deux ans et 16 milles sont déjà terminés, au coût de \$1,230,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quels travaux restent à faire et quels sont les projets du gouvernement?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il reste encore 40 milles à faire. Nous suivons le plan d'ensemble tracé en 1944, mais il nous est impossible, à cette date, de prévoir exactement les travaux que nous entreprendrons. Ce qui reste à parfaire de la route comporte des sections très difficiles, où il faudra tailler dans le roc. Il y a 15 milles dans cette catégorie. Autrefois, cette route était un véritable chemin de lièvre, comme toutes les routes qui menaient au Lac-Saint-Jean.

Ainsi, au sujet de la route de Chicoutimi, alors que son ouverture n'était pas annoncée, disons qu'il y est passé 400,000 personnes. Le boulevard Talbot est un apport économique considérable pour la région du nord de la province. C'est ainsi que 400,000 automobilistes y ont circulé en un an. On calcule que ces 400,000 personnes ont dû économiser \$1,000,000 grâce à la nouvelle route. Dans le seul mois d'août 1949, il est passé 11,000 automobiles de plus sur la route qu'en août 1948.

Ses effets bienfaisants commencent à se faire sentir à Chicoutimi et dans la région. Autre conséquence économique: la région de Chicoutimi peut maintenant, grâce à la nouvelle route, obtenir des fruits et légumes frais tous les matins à des prix raisonnables parce que leur transport est moins cher.

Le gouvernement ne s'est pas occupé uniquement des régions de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean. Il a dépensé \$11,000,000 sur la route de ceinture de la Gaspésie, dont 350 milles sont maintenant pavés sur un total de 561 milles. Depuis 1945, on a effectué des pavages permanents sur une longueur de 2,394 milles et l'on va continuer. Dans les autres parties de la province, les rues de 735 villages ont été pavées et la voirie rurale a coûté \$80,000,000 au gouvernement depuis 1944. Nous procédons en vertu d'un plan d'ensemble que nous réalisons graduellement.

M. Lévesque (Gaspé-Nord) s'objecte à certaines déclarations du ministre relativement à la route de la Gaspésie. Dans Gaspé-Nord, dit-il, le gouvernement n'a rien fait pour la voirie et il reste 135 milles de route à faire entre Saint-Joachim-de-Tourelle et Gaspé. De Saint-Joachim à Gaspé, on n'a pratiquement rien fait, sauf des réparations légères. Je demande que l'on fasse ces travaux le plus tôt possible et je réclame pour mon comté le même traitement que celui accordé à ceux qui sont représentés par des députés de l'Union nationale.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement est actuellement à compléter la route allant à la frontière du Nouveau-Brunswick à Edmunston. Il (l'honorable M. Talbot) parle de la route de Sherbrooke-Montréal et dit que cette route avait été refaite sur un long parcours, notamment entre Saint-Hilaire et Granby, où elle avait été élargie et où l'on avait également raccourci le parcours. Nous avons effectué, dit-il, des travaux importants dans presque toutes les régions de la province. On peut mentionner également la route Montréal-Mont-Laurier, qui est asphaltée sur une grande partie de son trajet et qui a été raccourcie elle aussi.

M. Dupré (Verchères): Combien a coûté la route qui va de Québec au Manoir Etchemin?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La route 53 a été refaite et pavée sur une longueur de 35 milles au coût de \$2,100,000. Cette route a été construite dans une région populeuse et pour desservir de nombreux villages. De plus, cette région

est l'un des coins touristiques de la province qui n'en sont qu'aux débuts de leur développement.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): (Entrant en Chambre à ce moment) On semble insinuer que cette route a été faite à la demande des promoteurs du Manoir Etchemin. Il est vrai qu'on a construit à Sainte-Germaine une hôtellerie de grande classe et qu'on est en train d'y créer un centre touristique important. Mais la route a été faite avant tout pour les besoins du comté de Dorchester.

Le député de Verchères a voulu insulter les promoteurs du Manoir du Lac Etchemin. Il aurait dû plutôt rendre hommage à l'initiative de ces hommes d'affaires, qui ont doté cette belle région d'un hôtel qui accommode en particulier les parents de ceux qui sont hospitalisés au sanatorium, situé tout près. C'est en 1944, bien avant la construction du Manoir, que l'Union nationale a commencé les travaux sur la route qui conduit au sanatorium et qui était excessivement dangereuse. Nous l'avons terminée à un coût modique récemment et j'en suis fier, comme député du comté. Si le député venait parler de cette route dans mon comté comme il vient de le faire ici, il serait reçu de la façon qu'il mérite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette route traverse une belle région de la province, que nous voulons ouvrir aux touristes et qui avoisine la frontière des États-Unis. Pour avoir des touristes, il faut avoir des hôtels et les hôtels ne sont pas pratiques s'il n'y a pas de routes pour y avoir accès. Ce qu'il y a de particulièrement répréhensible dans l'insinuation du député, c'est qu'il ne parle pas un mot du magnifique sanatorium que nous avons construit au Lac Etchemin, l'un des plus modernes de la province, pour y soigner gratuitement les tuberculeux pauvres. Nous les avons placés dans une atmosphère propre à accélérer leur guérison et la nouvelle route permet aux familles de ces patients de les visiter à leur maison. Elle a surtout été construite dans ce but.

C'est cela que le député n'aime pas, je suppose. Il (l'honorable M. Duplessis) demande au député de Verchères de s'intéresser davantage aux cultivateurs et aux malades et moins aux hôtels. Il est de ceux, dit-il, qui ne veulent pas entendre dire que l'on soulage les pauvres, parce que ça ne fait pas leur affaire. C'est toujours plus correct que la route que le député s'est fait construire sur son île, aux frais de la province.

M. Dupré (Verchères): La route ne sert pas à moi seulement, mais à tous ceux qui ont des chalets

sur cette petite île. Il se défend d'avoir insinué quoi que ce soit, parce que ce n'est pas dans ses habitudes.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dit que cette route s'imposait depuis longtemps et que les libéraux avaient toujours négligé cette région.

M. Dupré (Verchères): Le ministre a-t-il arrêté des plans au sujet d'une route à Berthier qui devait passer en dehors de la ville?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le projet est à l'étude.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que le bill 83 modifiant les articles 216 et 268 de la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 83 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Le comité siège durant quelque temps.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Projets de loi:

Rivière Péribonka

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 80 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Péribonka.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Ressources hydrauliques, soit autorisé à louer, en tout ou en partie, à The Aluminum Company of Canada, Limited, pour le temps et aux conditions qu'il juge opportuns, sous réserve toutefois des stipulations ci-dessous:

a. Les forces hydrauliques de cette section de la rivière Péribonka à partir du prolongement à travers la rivière de la ligne séparative des lots 19 et 20, rang III, canton de Jogues, jusqu'à une distance d'environ trente-cinq (35) milles en amont dudit prolongement;

b. Le droit d'ériger des barrages et autres ouvrages pour l'exploitation de ces forces hydrauliques dans le domaine de la couronne;

c. Le terrain nécessaire, dans le lit et sur la terre ferme, le long de ladite rivière et de ses tributaires, pour l'érection de ces travaux et l'aménagement et l'exploitation de ces forces hydrauliques.

Les plans, devis et spécifications relatifs à ces ouvrages doivent être préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil et ladite compagnie paiera une somme de cinq mille dollars à ce sujet.

2. Que le loyer annuel pour l'aménagement de la chute du Diable par Aluminum Company of Canada, Limited, sera de quinze mille dollars à compter de la signature du bail.

3. Qu'une redevance annuelle supplémentaire de quatre-vingt-dix cents par cheval-vapeur-an produit sera payée pendant les dix premières années de production, au plus tard à compter du premier décembre 1953, et cela, jusqu'au premier décembre 1963, après quoi ladite redevance sera de un dollar par cheval-vapeur-an produit.

4. Que, de plus, pour l'utilisation des barrages-réservoirs de Passes-Dangereuses et de Manouan, ladite compagnie paiera, en plus, à compter du premier décembre 1963 dix cents par cheval-vapeur-an produit.

5. Que le bail couvrira la période d'organisation et de construction qui s'étendra jusqu'au premier décembre 1953 et, en outre, une période additionnelle

de vingt-cinq ans; de plus ledit bail pourra, à l'option de The Aluminum Company of Canada, Limited, être renouvelé pour une période additionnelle de vingt-cinq ans, sur avis écrit donné à cet effet par la compagnie au ministre des Ressources hydrauliques, au moins trente jours avant l'expiration du bail, et dans ce cas, la redevance annuelle supplémentaire de un dollar pourra être augmentée, mais ne devra pas dépasser un dollar et vingt-cinq cents par cheval-vapeur-an produit, les autres conditions du bail demeurant les mêmes; à l'expiration de cette deuxième période, ce bail pourra être renouvelé pour une seconde période de vingt-cinq ans, à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera.

6. Que la compagnie devra commencer ses travaux d'aménagement à la chute du Diable de façon à pouvoir produire un total d'au moins cinquante mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre 1953, un total d'au moins cent mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre 1954, un total d'au moins cent cinquante mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre 1955 et un total d'au moins deux cent mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre 1956.

7. Que lorsque la compagnie aura complété son projet d'aménagement à la chute du Diable, aux termes et conditions ci-dessus énumérées, elle pourra procéder à l'aménagement des forces hydrauliques de la rivière Péribonka entre la chute du Diable et le lac Saint-Jean. De toute façon, cet aménagement devra être commencé au plus tard le premier décembre 1958, et les travaux devront en être poursuivis avec diligence à la satisfaction du ministre des Ressources hydrauliques, à défaut de quoi le privilège conféré à la compagnie par la présente résolution sera annulé.

8. Que si la compagnie procède à l'aménagement mentionné à la résolution précédente, le loyer annuel de quinze mille dollars prévu par la résolution 2, pour l'aménagement de la chute du Diable, sera remplacé par un loyer de vingt-cinq mille dollars, qui s'appliquera à l'aménagement de toutes les forces hydroélectriques de la rivière Péribonka permis par la loi qui accompagne les présentes résolutions et qui sera payé au plus tard à compter du 1^{er} décembre 1958.

9. Que la redevance annuelle supplémentaire et celle résultant de l'utilisation des emmagasineurs ci-dessus demeureront en ce cas telles que déterminées aux résolutions 3 et 4.

10. Que si la compagnie décide d'aménager les forces hydrauliques de la rivière Péribonka, en outre de celles de la chute du Diable, le bail originaire

sera continué sans renouvellement pour une période de vingt-cinq ans à compter du premier décembre 1958, après quoi les options de renouvellement prévues par la résolution 5 s'appliqueront.

11. Que les aménagements prévus par les présentes résolutions pourront se faire soit au moyen de travaux exécutés sur la rivière Péribonka, soit par la construction de canaux ou de conduites d'aménées allant d'un point en amont de la chute du Diable au canal d'aménée de l'usine hydroélectrique de l'Isle-Maligne, soit des deux manières.

12. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera une personne pour agir comme secrétaire des arbitres qui pourront être nommés en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions et que le trésorier de la province sera autorisé à faire aux arbitres et au secrétaire, à même le fonds consolidé du revenu, les avances d'émoluments et de déboursés qu'il juge opportunes. Le montant de ces avances sera compris dans les frais de l'arbitrage et le trésorier de la province le rembourse au fonds consolidé du revenu dès sa perception.

13. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra stipuler, en plus des conditions prévues par les présentes résolutions, toutes autres conditions additionnelles non incompatibles avec la loi qui accompagne les présentes résolutions qu'il jugera opportunes pour favoriser le développement de l'industrie et le progrès général de la province.

Récemment, dit-il (l'honorable M. Duplessis), j'ai reçu une délégation de Chicoutimi et de la région. On m'a représenté qu'il y avait du chômage à un degré assez alarmant dans ce coin de la province à la suite du mouvement de population occasionné par la politique d'Ottawa dans les usines de guerre et que ce serait un bon moyen d'y remédier que d'y faire des travaux hydroélectriques. On nous a demandé de forcer l'Aluminum Company à entreprendre la construction de barrages. Nous avons répondu qu'il n'appartient pas au gouvernement de prendre de telles initiatives.

Quelque temps après, les gens de l'Aluminum Company sont venus me voir. Nous avions déjà refusé à la compagnie l'autorisation de détourner les eaux de la rivière Bersimis. Plus tard, les autorités de la compagnie sont venues nous voir pour obtenir la permission de développer des pouvoirs d'eau sur la rivière Péribonka. L'électricité provenant de cette source, nous ont-elles déclaré, est nécessaire pour que nous remplissions nos contrats. Cette fois, la proposition qu'elle nous a faite paraissait plus raisonnable.

On nous demande de harnacher la Péribonka à la hauteur de la chute du Diable. On pourrait obtenir environ 200,000 chevaux-vapeur à cet endroit. Et d'autres pouvoirs sont disponibles en amont de cette chute où il serait possible d'obtenir un autre 200,000 chevaux-vapeur.

Il ne s'agit pas pour la compagnie d'agrandir ses usines d'aluminium. Nous voulons que nos pouvoirs d'eau servent d'abord à la mise en valeur de nos propres ressources naturelles, comme les forêts et les mines. La bauxite qui sert à la fabrication de l'aluminium ne vient pas de la province, mais de la Guyane anglaise. On calcule qu'un cheval-vapeur utilisé dans la fabrication de l'aluminium donne de l'emploi à trois hommes seulement, alors que dans l'industrie forestière un cheval-vapeur donne de l'emploi à 12 personnes, et qu'il peut en employer jusqu'à 19 en transformant d'autres ressources que nous avons chez nous.

Actuellement, l'Aluminum Company développe 1,300,000 chevaux-vapeur. Elle en vend 200,000 aux moulins de Port-Alfred, Kénogami et Jonquière. Il ne lui reste qu'un surplus de 15,000 à 20,000 chevaux-vapeur, ce qui est insuffisant. Si quelque chose se brisait, ce serait le désastre. Il lui faut une marge de sécurité beaucoup plus considérable, ce que va lui procurer le harnachement des pouvoirs de la Péribonka.

Nous louons la chute du Diable pour 25 ans. Les travaux vont durer trois ans et coûter \$70,000,000, dont \$10,000,000 seront dépensés dès le début. Nous avons consenti à leur accorder la permission demandée aux conditions suivantes: la compagnie payera \$5,000 à la signature du contrat, \$15,000 de loyer par année, auquel s'ajoutera une royauté de \$0.90 du cheval-vapeur développé pour les 10 premières années et \$1 le cheval-vapeur après 10 ans. À l'expiration des 25 ans, la compagnie aura une option pour un autre 25 ans, mais la royauté pourra alors être portée à \$1.25 le cheval-vapeur.

En d'autres termes, la province pourra retirer jusqu'à \$540,000 par année de l'utilisation de ces pouvoirs d'eau quand la compagnie pourra développer ce potentiel de 400,000 chevaux-vapeur. La compagnie devra commencer sans délai les travaux du barrage et augmenter de 200 personnes son personnel à Arvida. L'Aluminum Company n'a actuellement qu'un surplus de 15,000 chevaux-vapeur, ce qui est insuffisant pour elle.

En même temps, ces travaux donneront de l'ouvrage à 500 personnes de la région. C'est le début d'une entreprise de grande ouverture qui aboutira au harnachement de toutes les forces

hydrauliques de la rivière Péribonka, au coût probable de \$70,000.

De plus, la compagnie aura 10 ans pour aménager le reste des pouvoirs de la Péribonka en amont de la chute du Diable. Sa redevance sera alors portée à \$25,000 par année. Et nous l'obligeons à fournir l'électricité nécessaire aux industries de la région. Le courant produit pourra ainsi servir à l'expansion de Chibougamau.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) discute quelques aspects techniques du projet. Puis, tout en notant que la redevance de \$15,000 par année ne se trouvera pas doublée lorsque la compagnie aura doublé le potentiel initial de 200,000 chevaux-vapeur, il dit qu'il favorise en général l'adoption des résolutions, étant donné surtout que la mesure aura l'avantage de soulager le chômage dans la région de Chicoutimi. Il se réserve cependant le droit de formuler des objections d'ordre secondaire à certaines clauses en particulier.

Les résolutions 1 à 6 sont adoptées.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 74 modifiant la loi des cités et villes.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 70 concernant la cession des biens des compagnies de fidéicommis, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a. en remplaçant le premier paragraphe du sous-article "16", qui commence par les mots "Toute compagnie" et qui finit par les mots "par acte d'accord" par ce qui suit:

"Toute compagnie de fidéicommiss constituée en vertu d'une loi de la province peut, par acte d'accord,

"a. se fusionner avec toute autre compagnie de fidéicommiss également constituée en vertu d'une loi de la province; ou

"b. lui vendre la totalité de ses biens, droits, affaires et mandats, ou acheter la totalité des biens, droits, affaires et mandats d'une telle autre compagnie de fidéicommiss.";

b. en remplaçant le quatrième paragraphe du sous-article "16", qui commence par le mot "Toutefois" et qui finit par les mots "lieutenant-gouverneur en conseil" par ce qui suit:

"Toutefois l'acte d'accord doit, pour avoir force de loi et devenir en vigueur, être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du trésorier de la province. À cette fin, une copie certifiée du Règlement, de l'acte d'accord et du résultat du vote doit être transmise au trésorier de la province.";

c. en biffant, dans les quatrième et cinquième lignes du dernier paragraphe du sous-article "16", qui commence par les mots "L'avis de l'approbation" et qui finit par les mots "à cette fin", les mots "et le règlement"; et en remplaçant dans la sixième ligne de ce même paragraphe, le mot "prennent" par le mot "prend".

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 81 modifiant la loi relative à la question des tramways de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en insérant, dans la troisième ligne du sous-article "4", après les mots "le premier janvier 1942", les mots suivants:

"pour les impôts ou taxes sur le revenu, les profits ou le surplus de profits de la compagnie, encore impayés au premier mars 1950".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 206 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans la première ligne, le chiffre "246".

Projets de loi:

Compagnies de fidéicommiss

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 concernant la cession des biens des compagnies de fidéicommiss.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Tramways de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 81 modifiant la loi relative à la question des tramways de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 206 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Travaux de la Chambre:

Projets de loi à étudier à la prochaine séance

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Que ferons-nous demain?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous prendrons le bill de Montréal. Le Conseil législatif, dans un grand geste, a invoqué l'intérêt public pour fouler aux pieds les droits de la démocratie.

En tout cas, nous verrons à cela demain. Puis, nous poursuivrons l'étude du bill de la Péribonka et l'étude des crédits.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 10 h 45.

NOTES

1. Selon *Le Canada* du 4 avril 1950, à la page 3, il est 4 heures lorsque le comité commence l'étude des crédits du ministère de la Voirie.
2. Chiffre du *Soleil* du 4 avril 1950, à la page 7. *Le Canada* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt \$1,700.

Séance du mardi 4 avril 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Code de procédure civile,
article 1152**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 84 modifiant l'article 1152 du Code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 3 avril 1950

Ordonné: Que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette Chambre que le Conseil législatif, après avoir pris en considération son message refusant d'agréer l'amendement 14 qu'il a apporté au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, insiste pour que l'article 66 dudit bill soit biffé parce qu'il estime que les dispositions de cet article ne répondent pas aux intérêts de la population de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Conseil législatif, ou plutôt, la majorité des conseillers législatifs, car les conseillers législatifs nationaux ont désapprouvé le message, vient de faire parvenir à l'Assemblée législative un message par lequel il est déclaré que la majorité du Conseil législatif persiste à rejeter l'amendement en vertu

duquel la population de Montréal pouvait exercer ses droits démocratiques et se prononcer au sujet du mode administratif municipal actuel et au sujet de la construction d'un "subway"¹. Le référendum permettant à la population de Montréal de faire connaître son opinion a été adopté au comité des bills privés et à l'Assemblée législative. Comme on le sait, il s'agit d'un bill privé de la plus haute importance présenté par la cité de Montréal par l'entremise du député indépendant de Sainte-Anne (M. Hanley).

Le bill de la cité de Montréal a été étudié avec beaucoup de soin au cours de plusieurs séances du comité des bills privés et de l'Assemblée législative. De fait, les séances que nous avons consacrées à l'étude du bill de Montréal et à l'audition des intéressés ont occupé une partie importante des séances du comité des bills privés pendant la présente session.

Comme on le sait, il y a deux Chambres dans le Parlement: il y a d'abord l'Assemblée législative, dont les membres sont élus par le peuple et représentent véritablement la volonté et les désirs populaires; et le Conseil législatif, dont les membres ne sont pas élus, mais nommés à vie par les différents gouvernements de la province.

Au comité des bills privés ainsi qu'à l'Assemblée législative, en trois circonstances différentes, tous les députés nationaux se sont prononcés en faveur des droits démocratiques de la population de Montréal, en faveur d'un référendum qui permet aux citoyens de Montréal de se prononcer au sujet d'un mode d'administration qui leur a été arbitrairement imposé par le gouvernement Godbout en 1940.

Au Conseil législatif, sur 24 conseillers, il y a 17 libéraux nommés par les gouvernements provinciaux libéraux. Bien que je ne sois pas obligé de le dire, je n'ai aucune hésitation à déclarer que je suis en faveur de ce système de deux Chambres, surtout quand elles veulent toutes les deux faire véritablement leur devoir. Le Conseil législatif peut rendre d'éminents services, mais à la condition que les membres qui le composent soient bien inspirés du rôle qu'ils ont à jouer. En l'occurrence, tout en respectant les opinions honnêtes à l'effet contraire, nous croyons que la décision de la majorité du Conseil législatif est contraire aux fonctions du Conseil législatif et à l'idée qui a présidé à son établissement.

Le bill de Montréal groupe plusieurs demandes importantes: il y a d'abord un effort pour

résoudre le problème du tramway. Depuis plusieurs années déjà, la population réclame à grands cris la municipalisation du tramway. Il y a ensuite une clause qui concerne une partie importante des revenus de la cité de Montréal. Grâce à la coopération du gouvernement actuel, qui profite de toutes les circonstances pour être utile aux citoyens de Montréal et pour coopérer au progrès et à la prospérité de la métropole, le comité des bills privés et la majorité de l'Assemblée législative ont adopté un amendement très important qui donne à la ville de Montréal le droit d'imposer, avec effet rétroactif, une taxe d'usage qui lui rapportera des revenus considérables, mais qui donne aussi à la population de Montréal le bénéfice de pouvoir garder plus de \$1,000,000² de revenus perçus depuis 1935 par le Trésor municipal de Montréal et dont la légalité suscite des contestations devant les tribunaux.

Il s'agit d'une taxe perçue sur les achats faits en dehors de la cité de Montréal par les résidents de Montréal. L'amendement proposé par un député de l'Union nationale assure à Montréal ce million de dollars et, en plus, des revenus annuels se chiffrant par environ \$100,000. Bref, cet amendement, suggéré et adopté par les députés de l'Union nationale, enrichira considérablement le Trésor municipal de Montréal, et cela, quant au passé et quant à l'avenir.

En outre, dans le bill de Montréal, il y a une clause qui autorise le conseil municipal à continuer, par un dégrèvement de taxes, l'œuvre d'un nouvel hôpital dans l'est, réclamé depuis des années par la population et obtenu, en bonne partie, grâce au dévouement et à l'excellent travail du député de Maisonneuve à l'Assemblée législative (M. Gatién).

Enfin, le bill de Montréal contient un article qui montre bien le souci démocratique du gouvernement de l'Union nationale, car il ordonne une consultation populaire qui permet aux électeurs de Montréal, comme c'est leur droit, de se prononcer sur un mode d'administration qui leur a été arbitrairement imposé par MM. Godbout et Bouchard et leur majorité d'alors. La clause du référendum permet aussi au conseil municipal de tenir un référendum auprès des propriétaires pour savoir si ceux-ci étaient prêts à garantir le coût de la construction d'un métro avec leurs propriétés. C'est la manière démocratique de faire les choses, de faire d'une pierre deux coups.

La situation est maintenant la suivante: à trois reprises différentes, la grande majorité des députés à l'Assemblée législative, c'est-à-dire les députés nationaux, se sont prononcés en faveur de ce

référendum. Malgré cela, et en dépit de l'opinion clairement et trois fois exprimée par les représentants du peuple, les conseillers législatifs libéraux, qui forment la grande majorité du Conseil législatif, ont décidé d'enlever aux citoyens de Montréal le droit démocratique de se prononcer sur le mode d'administration de leur conseil municipal.

Au Conseil législatif, il y a 17 conseillers législatifs libéraux, comprenant des libéraux provinciaux, d'anciens ministres provinciaux libéraux et des sénateurs libéraux³; il n'y a que sept conseillers législatifs nationaux. Les députés nationaux à l'Assemblée législative de Québec représentent un parti politique qui a obtenu, aux dernières élections générales de 1948, un témoignage de confiance éclatant. En d'autres termes, un parti politique presque mort, clairement condamné par l'électorat, veut imposer ses volontés et sa manière de voir à un parti politique triomphant et plus vivant que jamais, et cela, sur une question qui touche fondamentalement à l'exercice des libertés et des prérogatives démocratiques du peuple.

En vertu de la loi et des règlements, si nous insistons davantage une quatrième fois pour faire accepter le référendum en question, tout le bill de Montréal sera référé et, en conséquence, il n'y aura pas de municipalisation du tramway; la ville de Montréal perdra plusieurs millions de dollars en revenus et le grand hôpital de l'est ne recevra pas l'aide qui lui est due. Nous considérons avoir fait notre devoir, tout notre devoir, et nous ne croyons pas qu'il convient que le bill de Montréal, qui contient des clauses très importantes, en plus de clauses litigieuses, concernant les référendums, soit tué en son entier, en restant irrémédiablement sur nos positions.

Nous avons fait notre devoir, mais nous réprouvons les méthodes autocratiques des libéraux dans cette province. La majorité libérale au Conseil législatif et la minorité libérale à l'Assemblée législative - obéissant sans doute aux directives du parti provincial qui semble s'opposer subrepticement à la municipalisation du tramway, et qui n'est pas intéressé à faire bénéficier la population de Montréal des millions de dollars de revenus additionnels que lui accorde le bill en question -, les libéraux à la Législature de Québec, dis-je, contrecarrent les désirs des élus du peuple et ont décidé de défranchiser l'électorat de Montréal.

Ils ont approuvé une politique qui équivaut à dire que les citoyens de la métropole ne sont pas aptes à décider de leurs affaires et que c'est le Conseil législatif qui doit décider pour eux et sans

eux. À notre avis, le Conseil législatif adopte ainsi une attitude autocratique et antidémocratique. Ils porteront la responsabilité de brimer les droits de la population. Toutefois, il serait contraire aux intérêts de Montréal de mettre de côté tout le bill destiné à assurer le progrès de la métropole du Canada. Le seul moyen légal et constitutionnel à notre disposition pour sauver le bill de Montréal, c'est de ne pas persister dans une de ses parties même importantes, celle qui concerne les référendums municipaux.

La politique de l'Union nationale, c'est de faire tout le bien possible et de laisser aux ennemis du bien l'entière responsabilité des obstacles qu'ils posent à l'accomplissement des améliorations proposées par nous. Dans les circonstances actuelles, nous laissons à la majorité libérale du Conseil législatif et à la pitoyable minorité libérale à l'Assemblée législative porter devant l'opinion publique la responsabilité de leur conduite et de leur attitude antidémocratique, et nous disons que l'amendement de la majorité du Conseil législatif au bill de Montréal est accepté sur division par l'Assemblée législative.

(On frappe sur les pupitres à droite)⁴

Il (l'honorable M. Duplessis) propose, vu que le Conseil législatif insiste pour le maintien de l'amendement no 14 qu'il a apporté au bill 100 intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", amendement qui a été refusé par la majorité des membres de l'Assemblée législative;

Et attendu que si l'Assemblée législative persiste dans son refus d'accepter ledit amendement, cela aura pour effet de rejeter ledit bill dans son entier, entre autres en ce qui concerne la municipalisation du tramway et la conservation de revenus et de droits très importants pour la cité de Montréal;

Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif l'informant que l'Assemblée législative consent maintenant à accepter ledit amendement no 14, après division des voix.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Rivière Péribonka

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier

le projet de résolutions relatives au bill 80 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Péribonka.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Ressources hydrauliques, soit autorisé à louer, en tout ou en partie, à The Aluminum Company of Canada, Limited, pour le temps et aux conditions qu'il juge opportuns, sous réserve toutefois des stipulations ci-dessous:

a. Les forces hydrauliques de cette section de la rivière Péribonka à partir du prolongement à travers la rivière de la ligne séparative des lots 19 et 20, rang III, canton de Jogues, jusqu'à une distance d'environ trente-cinq (35) milles en amont dudit prolongement;

b. Le droit d'ériger des barrages et autres ouvrages pour l'exploitation de ces forces hydrauliques dans le domaine de la couronne;

c. Le terrain nécessaire, dans le lit et sur la terre ferme, le long de ladite rivière et de ses tributaires, pour l'érection de ces travaux et l'aménagement et l'exploitation de ces forces hydrauliques.

Les plans, devis et spécifications relatifs à ces ouvrages doivent être préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil et ladite compagnie paiera une somme de cinq mille dollars à ce sujet.

2. Que le loyer annuel pour l'aménagement de la chute du Diable par Aluminum Company of Canada, Limited, sera de quinze mille dollars à compter de la signature du bail.

3. Qu'une redevance annuelle supplémentaire de quatre-vingt-dix cents par cheval-vapeur-an produit sera payée pendant les dix premières années de production, au plus tard à compter du premier décembre 1953, et cela, jusqu'au premier décembre 1963, après quoi ladite redevance sera de un dollar par cheval-vapeur-an produit.

4. Que, de plus, pour l'utilisation des barrages-réservoirs de Passes Dangereuses et de Manouan, ladite compagnie paiera, en plus, à compter du premier décembre 1963 dix cents par cheval-vapeur-an produit.

5. Que le bail couvrira la période d'organisation et de construction qui s'étendra jusqu'au premier décembre 1953 et en outre une période additionnelle

de vingt-cinq ans; de plus ledit bail pourra, à l'option de The Aluminum Company of Canada, Limited, être renouvelé pour une période additionnelle de vingt-cinq ans, sur avis écrit donné à cet effet par la compagnie au ministre des Ressources hydrauliques, au moins trente jours avant l'expiration du bail, et dans ce cas, la redevance annuelle supplémentaire de un dollar pourra être augmentée, mais ne devra pas dépasser un dollar et vingt-cinq cents par cheval-vapeur-an produit, les autres conditions du bail demeurant les mêmes; à l'expiration de cette deuxième période, ce bail pourra être renouvelé pour une seconde période de vingt-cinq ans, à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera.

6. Que la compagnie devra commencer ses travaux d'aménagement à la chute du Diable de façon à pouvoir produire un total d'au moins cinquante mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre 1953, un total d'au moins cent mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre 1954, un total d'au moins cent cinquante mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre 1955 et un total d'au moins deux cent mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre 1956.

7. Que lorsque la compagnie aura complété son projet d'aménagement à la chute du Diable, aux termes et conditions ci-dessus énumérées, elle pourra procéder à l'aménagement des forces hydrauliques de la rivière Péribonka entre la chute du Diable et le lac Saint-Jean. De toute façon cet aménagement devra être commencé au plus tard le premier décembre 1958 et les travaux devront en être poursuivis avec diligence à la satisfaction du ministre des Ressources hydrauliques, à défaut de quoi le privilège conféré à la compagnie par la présente résolution sera annulé.

8. Que si la compagnie procède à l'aménagement mentionné à la résolution précédente, le loyer annuel de quinze mille dollars prévu par la résolution 2, pour l'aménagement de la chute du Diable, sera remplacé par un loyer de vingt-cinq mille dollars, qui s'appliquera à l'aménagement de toutes les forces hydroélectriques de la rivière Péribonka permis par la loi qui accompagne les présentes résolutions et qui sera payé au plus tard à compter du 1^{er} décembre 1958.

9. Que la redevance annuelle supplémentaire et celle résultant de l'utilisation des emmagasins ci-dessus demeureront en ce cas telles que déterminées aux résolutions 3 et 4.

10. Que si la compagnie décide d'aménager les forces hydrauliques de la rivière Péribonka, en outre de celles de la chute du Diable, le bail

originale sera continué sans renouvellement pour une période de vingt-cinq ans à compter du premier décembre 1958, après quoi les options de renouvellement prévues par la résolution 5 s'appliqueront.

11. Que les aménagements prévus par les présentes résolutions pourront se faire soit au moyen de travaux exécutés sur la rivière Péribonka, soit par la construction de canaux ou de conduites d'aménées allant d'un point en amont de la chute du Diable au canal d'aménée de l'usine hydro-électrique de l'Isle-Maligne, soit des deux manières.

12. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera une personne pour agir comme secrétaire des arbitres qui pourront être nommés en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions et que le trésorier de la province sera autorisé à faire aux arbitres et au secrétaire, à même le fonds consolidé du revenu, les avances d'émoluments et de déboursés qu'il juge opportunes. Le montant de ces avances sera compris dans les frais de l'arbitrage et le trésorier de la province le rembourse au fonds consolidé du revenu dès sa perception.

13. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra stipuler, en plus des conditions prévues par les présentes résolutions, toutes autres conditions additionnelles non incompatibles avec la loi qui accompagne les présentes résolutions qu'il jugera opportunes pour favoriser le développement de l'industrie et le progrès général de la province.

Les résolutions 7 à 13 sont adoptées⁵.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Péribonka soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 29 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 30, qui se lit comme suit:

"30. The Aluminum Company of Canada, Limited, ne pourra, soit directement, soit indirectement, exporter hors de la province de l'énergie provenant de l'aménagement desdites forces hydrauliques sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra déterminer les conditions auxquelles cette autorisation sera soumise.

"En outre la compagnie ne pourra transmettre, sans l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera, aucune partie de l'énergie électrique en question hors des districts électoraux de Chicoutimi, Lac-Saint-Jean, Roberval et Saguenay."

L'honorable M. Gagnon (Matane) suggère qu'on ajoute la région de Chibougamau aux districts de Chicoutimi, Lac-Saint-Jean, Roberval et Saguenay en dehors desquels l'Aluminum Company ne pourra pas exporter de l'énergie électrique. Il (l'honorable M. Gagnon) rappelle à la Chambre que l'on s'attend à de grands développements au cours des prochains mois dans cette région où l'on vient de découvrir d'importants gisements miniers. Comme on ne sait au juste dans quel district électoral entre certaines parties de la région de Chibougamau, dit-il, on n'a pas voulu risquer d'exclure cet important district minier des avantages de l'énergie produite sur la Péribonka.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"30. The Aluminum Company of Canada, Limited ne pourra, soit directement, soit indirectement, exporter hors de la province de l'énergie provenant de l'aménagement desdites forces hydrauliques sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra déterminer les conditions auxquelles cette autorisation sera soumise.

"En outre la compagnie ne pourra transmettre, sans l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera, aucune partie de l'énergie électrique en question hors des districts électoraux de Chicoutimi, Lac-Saint-Jean, Roberval, Saguenay et la région minière de Chibougamau."

L'amendement est adopté.

L'article 30, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 31 et 32 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 80 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses
1950-1951**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que les gardes-chasse perçoivent toujours une partie des amendes qui sont imposées à la suite de poursuites?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Oui, c'est la loi qui le décide.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): N'avez-vous pas déjà parlé d'un projet pour mettre fin à cette façon de procéder?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Oui, mais, après avoir étudié la question avec les associations de chasse et de pêche, des autorités en la matière, nous avons décidé qu'il valait mieux ne rien changer à notre façon de procéder. On ralentirait l'efficacité des gardes-chasse, dont la surveillance est difficile, si on les laissait à eux-mêmes. S'ils n'avaient pas l'attrait d'une partie de l'amende, ils seraient exposés à être influencés, et leur travail deviendrait moins efficace.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ne serait-ce pas là une façon d'encourager les gardes-chasse à des excès de zèle, à se montrer, souvent, beaucoup trop sévères? Pourquoi ne pas instituer un système de récompenses?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Non, il vaut mieux continuer ainsi. D'ailleurs, je connais des gardes-chasse qui ont refusé des sommes considérables pour accomplir leur devoir, préférant ne recevoir que leur petite part des amendes.

Le département prend des proportions beaucoup plus dignes de la cause. D'ici quelques années, son budget sera double. Le département rapporte qu'il se dépense au bas mot \$100,000,000 par année, dans la province, qui viennent des chasseurs sportifs, des touristes, etc. Aux États-Unis, c'est \$2,000,000,000 par année.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): De l'autre côté de la Chambre, on est très large avec les chiffres. Je trouve ces chiffres un peu exagérés; je signale qu'une brochure qu'on vient de me remettre révèle que le tourisme rapporte en tout \$270,000,000 dans la province.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Qu'est-ce que le chef de l'opposition dépense pour la chasse et la pêche par année?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): (En souriant) Un dollar, pour un permis.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le chef de l'opposition n'a pas de costume de chasse, d'équipement de chasse. Je me base sur le club de chasse Triton qui, pour son organisation sportive, dépense dans la province \$150,000 par an depuis 1897.

Ces dépenses profitent à toute la population en attirant chez nous l'une des classes de touristes les plus intéressantes.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) conseille au ministre de surveiller un garde-pêche qui laisse les gens pêcher à travers de la glace. Je constate, dit-il, que les salaires des gardes-chasse sont de \$75 à \$100 par mois, c'est dérisoire.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il y en a beaucoup sur le lot qui ne donnent aucun rendement et ils ne valent pas plus. Souvent, ils ont été placés là à la demande d'un député de l'Union nationale ou d'un député libéral, et il est difficile de les renvoyer quand on nous dit qu'ils ne peuvent faire autre chose et qu'ils ont besoin de gagner.

M. Lévesque (Gaspé-Nord): Il ne devrait pas y avoir d'influence politique là-dedans. Quand un employé ne donne pas satisfaction, on devrait le renvoyer. Même à ce prix, on ne doit pas garder des "bons à rien". Le ministre est là pour administrer son département avec efficacité.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Oui, mais, avant de savoir si un homme est compétent, il faut d'abord l'engager; ensuite, s'il ne fait pas l'affaire, bien, ça n'est pas souvent si facile que ça de le renvoyer avec toutes les pressions qui nous viennent de toutes parts. Cependant, je puis dire que nous les renvoyons graduellement et que plusieurs de ces incompetents sont partis.

Des sommes plus considérables seront mises cette année à la disposition des gardes-chasse, pour leurs dépenses de voyage, et ceci, afin d'assurer un meilleur rendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il lui fait plaisir de signaler les articles élogieux que des périodiques canadiens et américains ont consacrés au ministre (l'honorable M. Pouliot) en disant que depuis que le député de Gaspé-Sud occupe ses fonctions actuelles, la province a fait des progrès énormes en ce qui concerne la chasse et les pêcheries⁶.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Dépenses de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le gouvernement consacrera cette année des sommes importantes à l'amélioration de nos piscicultures, notamment celles de Tadoussac et de Gaspé. Il activera les recherches biologiques. On veut agrandir les bassins de Lachine et de Tadoussac.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): (En souriant) Douze mille dollars de plus pour l'achat des œufs, c'est pour les œufs du ministre de l'Agriculture?

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique de Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Combien a-t-on perçu à l'entrée du Jardin zoologique l'an dernier?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ça ne revient pas au gouvernement, ça va à la Société de

zoologie qui l'emploie à améliorer les conditions du Jardin. Les crédits destinés au Jardin zoologique ont augmenté parce que les dépenses ont été plus considérables l'an dernier, dû au plus grand nombre d'animaux; ça exige beaucoup plus de nourriture. L'an dernier, nous avons dû avoir un budget supplémentaire de \$28,000.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Et cette année, j'espère qu'on ne fera pas de même.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) annonce que, par suite d'un récent arrêté ministériel, le parc Mont-Laurier-Senneterre s'appellera désormais La Vérendrye.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Dépôt de documents:

**Archiviste,
rapport 1947-1948**

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec, pour l'année 1947-1948. (Document de la session no 45)

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures⁷

Projets de loi:

Code de procédure civile, article 1152

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 84 modifiant l'article 1152 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Lorsque la Cour de magistrat de district a été établie à Montréal pour remplacer la Cour de circuit, il y avait 4,000 cas en attente d'une audience, que la Cour de magistrat de district a rapidement traités.

La compétence de la Cour de circuit s'arrêtait à \$100 seulement. En remplaçant cette Cour par des Cours de magistrat de district et en faisant passer la compétence de celles-ci à \$200, le rôle de la Cour supérieure a été soulagé de quelque 4,000 litiges par année. Il était maintenant possible d'obtenir un jugement à une Cour de magistrat de district à Montréal dans un délai de quatre ou cinq mois, au lieu de quatre ou cinq ans, comme c'était le cas avec la Cour de circuit.

Aujourd'hui, il reste encore un doute sur la compétence du tribunal. Nous voulons établir que le montant réclamé ne puisse dépasser \$200 dans aucun cas, pour qu'il tombe sous la compétence de la Cour de magistrat. L'amendement de l'article 1152 du Code de procédure civile, pour l'harmoniser avec l'article 62 du Code, va permettre de présenter d'autres cas de la Cour supérieure aux Cours de magistrat de district et, ainsi, de redresser la situation.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 84 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Établissements de pisciculture - dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux: construction de camps, etc. - dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le gouvernement construit actuellement au Grand Lac Jacques-Cartier, sur le boulevard Talbot, un nouveau camp très moderne de trois étages qui sera une merveille à l'intérieur et à l'extérieur et comportera tout le confort d'une grande hôtellerie et qui sera ouvert pendant 12 mois de l'année. Le public de plus en plus dense qui emprunte le boulevard Talbot y trouvera toutes les accommodations désirables et pourra se reposer, prendre un repas. Cette hôtellerie sera de style canadien, en harmonie avec le magnifique paysage alpestre qui l'entoure. Cette bâtisse coûtera environ \$65,000.

On améliorera aussi, tant du côté de Stoneham que du côté de Chicoutimi, les entrées du Parc national des Laurentides, de façon à les rendre

dignes de la nouvelle route, la plus belle de la province de Québec.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) pose plusieurs questions sur le nombre de chalets dans les divers parcs nationaux.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il peut s'élever en tout à une cinquantaine de chalets privés et une vingtaine de chalets de groupe. Tous les camps destinés aux touristes sont retenus longtemps d'avance et, à toutes fins pratiques, tous sont loués en avance pour cette année.

Des députés ministériels: Adopté! Adopté!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) dit qu'ils retardent le travail de la Chambre et demande jusqu'à quand on veut siéger.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes prêts à siéger n'importe quand, même le 19 mai. Nous avons hâte cependant de savoir ce qui va se passer ce jour-là.

Il y a deux candidats en présence jusqu'ici pour tenter de décrocher le poste de chef du Parti libéral. Le premier, dont Ottawa ne veut pas ni comme ministre ni comme secrétaire parlementaire. On pense alors en faire un chef pour le parti provincial. Ce n'est pas flatteur. L'autre, un avocat de Montréal, qui s'est fait écraser par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) dans le comté de Rouville où il a osé se présenter⁸.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche: construction de cabines, etc. - dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique de Québec - Construction et équipement - dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): On projette d'y construire notamment un aquarium.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Les salaires des médecins et des infirmières du département et des unités sanitaires ont été augmentés considérablement. Il rappelle que durant la guerre, entre autres, on a eu à souffrir de l'exode de nos infirmières aux États-Unis, qui, dit-il, allaient travailler pour des salaires de \$9 et \$10 par jour. La même chose s'est produite dans le cas des médecins, et le ministère de la Santé a été forcé à un certain moment de mettre deux unités sanitaires sous la responsabilité d'un même médecin.

M. Groulx (Montréal-Outremont) se lève.
(Applaudissements à droite)⁹

Il (M. Groulx) demande si M. McCready est toujours à son poste.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le docteur A. S. McCready est toujours chef du laboratoire provincial d'hygiène. C'est un des meilleurs employés de la province que nos adversaires aient nommés, un homme de science et nous n'avons qu'à nous louer de ses services. Je suis heureux de dire à la Chambre qu'il recevra bientôt une augmentation de traitement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Dès la création du ministère de la Santé, je me suis occupé d'améliorer les conditions de travail des bûcherons. J'ai émis des ordonnances auxquelles on s'est soumis. Un travail très considérable a été accompli. À l'heure actuelle, les conditions hygiéniques des chantiers ont été améliorées; elles sont extraordinairement bonnes non seulement dans les bois, mais sur les chemins de la drave. La nourriture est aussi très excellente. Des

camps de bûcherons, ce ne sont pas les appartements du Ritz Carlton, mais aujourd'hui, ce sont des endroits sains et hygiéniques. N'importe quel sportif, n'importe quel député, n'importe quel gentilhomme du Conseil législatif serait heureux de visiter ces camps, de prendre un repas dans un camp ou d'accepter sans crainte le lit qu'on peut lui offrir. Les gens qui font la drave couchent à des endroits où ils ne sont pas exposés à contracter l'asthme et la bronchite.

Je n'ai fait preuve d'aucune faiblesse pour obliger la fermeture des camps de bûcherons qui n'étaient pas convenables, peu importe la valeur économique des opérations forestières auxquelles ils servaient. Autrefois, les bûcherons qui arrivaient trempés à leur camp, pendaient leurs vêtements au plafond du camp, dans la même salle où ils prenaient leurs repas, de sorte qu'ils mangeaient sous les "gouttières".

Aujourd'hui, le gouvernement oblige que chaque camp ait une chambre de séchage. Les hommes ne couchent plus à terre. Ils ont des dortoirs. La question de l'eau a été l'objet d'une attention spéciale. On a vu à ce que la prise d'eau ne soit pas installée à proximité des égouts. Les cuisines sont aussi bien surveillées.

Il (l'honorable M. Paquette) souligne que son département a accordé l'an dernier une attention toute particulière à l'hygiène industrielle. Tout un service d'expériences et de contrôle a été organisé dans les usines, qui permettra d'améliorer considérablement les conditions de travail et de santé. Le travail, dit-il, confié au docteur Tourangeau, donnera des résultats palpables dans environ 10 mois, et alors le ministère de la Santé aura besoin de plus de crédits pour combattre les miasmes, les vapeurs délétères et les poisons qui se dégagent dans les usines.

Huit cents examens ont été faits, particulièrement dans l'industrie de l'amiante. Dans les usines, on trouve de 1,100 à 1,200 sortes de micro-organismes et de vapeurs délétères. On a réalisé dans le domaine de l'hygiène industrielle de grandes améliorations. Cette amélioration est d'autant plus sensible que les ouvriers eux-mêmes semblent beaucoup plus disposés à coopérer. Dans le passé, il est arrivé que des masques de première qualité étaient mis au rancart parce que les ouvriers ne voulaient pas les porter. Il (l'honorable M. Paquette) insiste sur l'importance de la coopération de l'ouvrier qui est la victime inconsciente des maladies industrielles.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille

dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études au personnel technique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Asiles d'aliénés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Paquette (Labelle): L'immense travail qui se fait en ce domaine, surtout relativement à la ségrégation et à la classification des malades, nécessite un personnel plus considérable que par le passé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
15. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Paquette (Labelle) déclare qu'il demande \$1,410,000 pour les unités sanitaires qui existent maintenant dans tous les comtés ruraux et qui emploient 500 personnes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
16. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille

dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maladies vénériennes (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas onze millions quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Quand nous construisons un hôpital et que notre contribution est de trois quarts de million, le fédéral arrive avec \$100,000 et prétend à cor et à cri que c'est lui qui a construit l'hôpital. Mais, lorsque l'hôpital sera construit, le gouvernement fédéral ne contribuera pas à l'entretien de l'hôpital et les coûts seront assumés par la province. Récemment, un ministre fédéral disait que "grâce à nos octrois, le problème de l'hospitalisation est en voie de règlement dans les provinces". À ce compte-là, nous sommes des surhommes, puisque nous fournissons 100 fois plus que le fédéral.

Jamais nous ne nous sommes vantés de ce que nous avons fait pour cette œuvre de miséricorde qu'est l'œuvre d'hospitalisation. Nous faisons de notre mieux, dans un but humanitaire. Nous faisons notre part avec modestie, alors que nous portons tout le poids. Nous ne nous vantons pas mais, l'an dernier, pour une population de 4,000,000 d'âmes, nous dépensons \$30,000,000 par année dans le domaine de la santé. Sous le régime de nos amis d'en face, on donnait \$22,000,000 en cinq ans. Et en cinq ans, nous avons construit ou agrandi 45 hôpitaux par toute la province. Les taux d'hospitalisation ont été augmentés. Ils sont adéquats aux conditions existantes.

Le montant que nous payons pour l'assistance publique est formidable. Avec une dépense statutaire de \$7,005,000, le budget est de \$18,000,000, ce qui représente environ 85 % de tout ce qui se paie pour l'assistance publique dans la province. Nous n'avons pas de contribution fédérale. Le gouvernement fédéral fait grand étalage des allocations qu'il donne pour les hôpitaux, mais il donne \$1,000 par lit seulement, ce qui représente seulement 8 % du coût. C'est une contribution extrêmement minime, je ne dis pas négligeable, mais sûrement modeste.

Nous donnons des milliers de dollars par lit et nous payons toute l'assistance publique, charge formidable. Nous les réglons donc 100 fois plus, puisque nous contribuons 100 fois plus à la santé. Nous ne nous sommes jamais vantés de ce que nous faisons pour cette œuvre éminemment de miséricorde qu'est l'hospitalisation. Nous ne nous sommes pas

assez vantés, et nous avons parlé avec modestie de notre contribution, alors que nous portions tout le poids. Nous allons continuer notre effort afin de maintenir la situation économique de la province et assurer un peu de joie dans tous les foyers.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On parle souvent de sécurité sociale ou autre et de législation sociale. Nos amis se vantent d'être des gens sociaux, d'avoir donné la sécurité. Un des grands moyens d'être réellement social, c'est d'aider à la sauvegarde de la santé publique qui est un des dons les plus précieux. Le gouvernement, qui aide ceux qui n'ont pas les moyens d'aller à l'hôpital, est un gouvernement éminemment social.

Depuis 1945¹⁰, nous avons construit ou agrandi 45 hôpitaux ou sanatoriums. Les crédits pour l'hospitalisation ont été augmentés de plusieurs millions par année. Aujourd'hui, nous contribuons à \$8,000,000 à \$9,000,000 de plus par an pour l'assistance publique, le nombre des lits des hôpitaux de la province a augmenté de plus de 10,000, et nous avons voté depuis cinq ans \$10,000,000 de plus pour soigner les tuberculeux. Aujourd'hui, l'hospitalisation des tuberculeux ne coûte absolument rien dans 98 % des cas. Voilà la réforme sociale que nous avons donnée à la province de Québec.

Et, pendant ce temps-là, les gens d'ailleurs se vantent par une publicité bien tournée d'avoir tout fait. Il n'est pas juste de s'accaparer tout le mérite des autres. Nous reconnaissons le bien accompli par les autres, mais nous faisons 15 fois plus. Il suffit de se renseigner un peu pour constater qu'aucun gouvernement n'a fait plus que celui de l'Union nationale pour les pauvres et les tuberculeux. Je crois qu'il était important de dire cela. Aucune province ne fait plus que nous pour soigner les pauvres. De l'avis de tous, et même les autorités fédérales l'ont déclaré, les autorités de la province de Québec sont celles qui collaborent le mieux avec le fédéral dans le domaine de la santé.

Pour \$1,000 qu'Ottawa paie, nous payons \$15,000. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons dégrevé les municipalités, qui devaient auparavant contribuer au tiers pour l'assistance publique. Aujourd'hui, elles ne paient plus que de 12 % à 15 %.

Des progrès immenses ont été réalisés dans le domaine de la santé. Je crois que la Chambre devrait s'unir pour rendre au ministre de la Santé un témoignage de gratitude et de reconnaissance largement mérité. Aucune province n'a fait plus pour

la santé publique. Il me semble que l'opposition devrait, sinon féliciter le gouvernement, du moins reconnaître les faits.

(Applaudissements)

L'opposition ne devrait pas faire de critique destructive, mais de la critique constructive. Il n'est pas un État au monde qui ait fait autant pour la santé.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) n'a jamais songé à déprécier l'œuvre du gouvernement du Québec dans le domaine de la santé. Nous n'avons pas encore dit un mot de l'item à l'étude, dit-il. Le premier ministre parle des sommes énormes dépensées par son gouvernement. Des dépenses pour l'assistance publique, les municipalités paieront un quart d'une somme de \$14,000,000. Je souligne que, lorsqu'il se vante des sommes dépensées, il semble oublier que les revenus sont de \$200,000,000, comparés à \$90,000,000 en 1944. Les taxes ont doublé depuis. Mais il faut regarder l'avenir. Dans la province, nous ne pouvons être satisfaits de la situation dans l'assistance publique, qui divise la population en trois classes: les riches, qui peuvent, les pauvres, qu'il faut aider. Entre les deux, il y a la classe moyenne. La manière dont nous attribuons ces subventions et cet argent devient un geste charitable plutôt qu'un droit.

J'espère que le temps viendra où la population recevra les soins médicaux non pas comme un acte de charité, mais comme un droit¹¹. Quand la classe moyenne est obligée d'envoyer un de ses membres à l'hôpital, c'est un désastre pour la famille dans nombre de cas. Bien que les dépenses soient très élevées, je crois devoir attirer l'attention du gouvernement là-dessus. J'espère qu'on trouvera un remède. Il faudrait trouver un autre système en vertu duquel un malade ne serait pas obligé de prouver sa pauvreté par une enquête pour obtenir l'aide de l'État. Il (M. Marler) exprime le regret que le gouvernement ne paie pas comptant les octrois qu'il donne pour la construction des hôpitaux, ce qui force ces institutions à emprunter.

Je ne pense pas que le fédéral, dit-il, doive s'arroger le droit de dire qu'il paie tout en donnant \$1,000 par lit, qui sont payés comptant. Plaçons tout sur un plan raisonnable et donnons crédit au fédéral pour ce qu'il fait. D'où vient l'augmentation des frais de l'assistance publique?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je remercie le chef de l'opposition de ses observations. Les municipalités paient un peu plus que \$3,000,000 par année pour couvrir les frais d'hospitalisation, conformément à la loi des services, frais de

l'assistance publique. Les municipalités ont payé 15.3 % des frais de l'assistance publique. La province paie 97 % de l'hospitalisation des tuberculeux; 100 % pour les malades de la polio venant des municipalités pauvres. L'augmentation des frais de l'assistance publique vient du fait que nous avons haussé les taux. Dans les grands hôpitaux, \$7.50 par jour au lieu de \$3; dans les maternités, \$3 au lieu de 55 cents; dans les crèches, \$3.50 au lieu de 60 sous. Le fédéral paie \$1,000 comptant par lit, à condition que le provincial ait payé comptant également \$1,000 de son octroi qui est plus élevé, je l'ai dit, et de beaucoup.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a dit que les taxes avaient doublé. Le gouvernement de l'Union nationale a diminué les taxes au lieu de les augmenter. Nous avons aboli des impôts, entre autres celui du revenu. Les revenus sont plus considérables parce que la perception est meilleure et mieux suivie. Aucun gouvernement ne dépense plus que celui de Québec pour la santé publique. Mais ce n'est pas une raison pour amener le peuple à croire que le gouvernement va le soigner gratuitement.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les gouvernements ne devraient pas faire de promesses qui ne sont pas réalisables. En Colombie-Britannique, on a mis sur pied un système public d'assurance-santé, qui a coûté tellement cher au gouvernement que cette province a presque été ruinée.

Ce n'est pas de la sécurité sociale de dépouiller Paul pour enrichir Pierre. En 1945, le fédéral a voulu établir un système d'assurance-santé, mais a admis plus tard qu'il n'était pas prêt, qu'aucune province n'était prête à l'application d'un tel plan: il n'y a pas assez d'hôpitaux au pays pour que le programme fonctionne.

Ce n'est pas une bonne chose que le service de santé publique ruine la source de laquelle proviennent les fonds destinés à la santé publique. Aux États-Unis, des statistiques indiquent que le séjour d'un patient dans un hôpital privé est d'une semaine, alors que dans les hôpitaux financés par Washington, le séjour est de huit semaines.

Sans aller aux extrêmes, il n'y a aucune province, aucun pays qui fait plus que Québec en Amérique du Nord pour la santé publique. Aucun budget n'est plus généreux. Si nous considérons tous les octrois que nous donnons, ce n'est pas

\$31,000,000 ou \$32,000,000, mais \$35,000,000 ou \$36,000,000 pour le bénéfice des pauvres.

Le meilleur système de tous se trouve au Québec, en tenant compte, bien sûr, des améliorations nécessaires qu'il faut y apporter, parce que la perfection n'est pas de ce monde. Aucun système ne pourra jamais remplacer l'effort personnel et individuel fondé sur le sens des responsabilités personnelles.

Il (l'honorable M. Duplessis) exprime sa sympathie pour tous ceux qui sont dans l'épreuve. Mais de grâce, dit-il, cessons de faire de la démagogie, cessons de créer plus d'appétits que nous ne pouvons en satisfaire, de vouloir bâtir la sécurité sur la richesse du voisin; cessons de faire croire aux gens qu'ils ont droit à tout sans rien faire. Nous allons aider tous ceux qui en ont besoin, mais seulement ceux-là. Le bon sens est là.

Un homme qui constate que le fruit de son travail s'en va pour aider son voisin qui est un oisif cesse lui-même de travailler. Au lieu d'avoir un misérable, on en a deux. Soyons réalistes: soyons sociaux, mais non socialistes. Les gens demeurent trop longtemps dans les hôpitaux. Il faut que cessent les abus si nous voulons aider ceux qui ont besoin d'aide, mais sans exagérer. Nous n'avons pas l'intention d'aider ceux qui ne veulent rien faire, qui refusent de travailler. Nous ne voulons pas ruiner ceux qui travaillent en les faisant travailler pour ceux qui ne veulent rien faire.

Il n'y a pas un endroit au pays où la santé publique soit mieux protégée que dans la province de Québec. Les \$21,000,000 qui sont dans le budget, c'est pour soigner les pauvres, et notre seule limite est nos possibilités raisonnables.

L'honorable M. Paquette (Labelle), M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et M. Groulx (Montréal-Outremont) discutent pendant quelques instants.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
18. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent dix-neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de

l'assistance publique - dépenses en immobilisations (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 82 concernant l'assurance sur la vie des enfants;
- bill 83 modifiant les articles 216 et 268 de la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 155 concernant les techniciens diplômés;
- bill 209 concernant la succession Herménégilde Martin.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée qu'il a voté le bill suivant:

- bill B modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal, qu'il la prie d'agréer.

Projets de loi:

Institut de microbiologie et d'hygiène

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill B modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill B avec les amendements suivants:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du premier paragraphe, les mots "recettes et des déboursés" par les mots "revenus et dépenses".

2. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "le jour de sa sanction" par les mots "sur proclamation".

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte ce bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée a voté ledit bill avec deux amendements qu'elle le prie d'agréer.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 80 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Péribonka.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 116 refondant la charte de la ville de Saint-Jérôme et en constituant le territoire en municipalité de cité, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 43 est modifié en biffant, à la page 16, le premier alinéa du paragraphe "g", qui

commence par les mots "Pour obliger le propriétaire" et qui finit par les mots "voie publique".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 208 concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans la sixième ligne, les mots "(Annexe A)", et l'annexe "A" est biffée.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 113 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en biffant, dans la septième ligne, les mots "(Annexe A)".

2. L'article 12 est modifié en biffant, dans la première ligne, les mots "et 77".

3. Et l'annexe "A" est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 147 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 15 est modifié en biffant, dans les deux dernières lignes du sous-article "541", les mots suivants:

"Le présent alinéa est déclaratoire, et a son effet à compter du 10 mai 1947."

2. L'article 17 est modifié en biffant, dans la septième ligne, les mots "(Annexe A)", et l'annexe "A" est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 207 concernant les successions de Napoléon Bastien et de son épouse Domitilde Paquette, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

a. en biffant, dans la première ligne du sous-article "a", les mots "(Annexe A)";

b. en biffant, dans la première ligne du sous-article "b", à la page 5, les mots "(Annexe B)";

c. en biffant, dans la première ligne du sous-article "c", à la page 5, les mots "(Annexe C)".

2. Et les annexes "A", "B" et "C" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 226 relatif à la constitution en corporation des évêques catholiques romains, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 10 est modifié:

a. en biffant, dans les trois dernières lignes du sous-article "m", à la page 4, après le mot "quelconque" les mots "avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera";

b. en insérant, dans la première ligne du sous-article "n", à la page 4, après le mot "expropriation", ce qui suit:

"avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine,";

c. en ajoutant, après le sous-article "o", à la page 4, ce qui suit comme sous-article "p":

"p. déléguer par écrit à tout vicaire général, à tout vicaire délégué dans les vicariats ou préfectures apostoliques, ou à l'administrateur remplaçant l'évêque pendant l'absence de ce dernier, l'exercice de l'un ou de plusieurs des pouvoirs énumérés au présent article, sauf et excepté celui prévu au paragraphe n."

2. L'article 15 est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du premier paragraphe, après les mots "l'article 12", les mots "de la présente loi", par les mots suivants: "et les délégations prévues par le paragraphe p de l'article 10."

3. L'article 16 est modifié dans la version anglaise seulement.

4. L'article 20 est modifié:

a. en remplaçant, dans la dernière ligne du premier paragraphe, à la page 6, les mots: ", œuvre ou autre corps" par les mots "ou œuvre,";

b. en remplaçant, dans la septième ligne du quatrième paragraphe, à la page 6, les mots "doit être" par le mot "est".

Projets de loi:

Charte de Saint-Jérôme

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 116 refondant la charte de la ville de Saint-Jérôme et en constituant le territoire en municipalité de cité.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sainte-Agathe-des-Monts

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 208 concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Jacques-Cartier

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 147 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Successions de Napoléon Bastien et de Domitilde Paquette

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 207 concernant les successions de Napoléon Bastien et de son épouse Domitilde Paquette.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Évêques catholiques romains

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 226 relatif à la constitution en corporation des évêques catholiques romains.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Le ministre a-t-il l'intention d'augmenter les salaires au ministère du Bien-être social et de la Jeunesse?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, comme nous l'avons fait l'an dernier.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): C'est clair.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Tous les employés ont reçu des augmentations depuis la création du ministère. Plusieurs en ont même reçu deux et trois fois.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

L'étude du budget des dépenses 1950-1951 est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15¹²

M. l'Orateur au fauteuil

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du budget des dépenses 1950-1951, suspendue précédemment.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Dupré (Verchères): Pourquoi les crédits du service civil intérieur sont-ils passés de \$800,000 à \$833,000?

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est pour des augmentations de salaires, surtout pour des petits salariés.

M. Dupré (Verchères): Surprenant qu'il y ait encore des petits salariés dans le département du ministre de l'Agriculture! J'ai ici une lettre que le ministre de l'Agriculture a écrite en 1933, à propos de la convention de Sherbrooke. Il disait, dans cette lettre, que le premier ministre actuel n'était pas qualifié pour être chef parce qu'il était contre les mesures sociales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député a dû trouver cette lettre-là dans le chemin qu'il s'est fait construire pour ses lots sur l'île?

M. le président: Parlez-vous sur le service civil intérieur?

M. Dupré (Verchères): Je cite une lettre du ministre pour lui rappeler que, dans ce temps-là, il était en faveur de mesures sociales. Le ministre de l'Agriculture voulait parler, comme on le voit plus bas dans sa lettre, d'allocations familiales, de salaires minimum, de salaires raisonnables. Et le ministre de l'Agriculture d'aujourd'hui ajoutait: "Si l'homme dont je partage les opinions est choisi, tant mieux. Sinon, je continuerai à prêcher pour les opinions que je viens d'émettre". Je trouve que ses actes d'aujourd'hui ne sont pas conformes à ses promesses d'alors, parce

qu'il admet lui-même, après avoir dirigé le département pendant six ans, qu'il a encore plusieurs employés qui ont de petits salaires. C'est le ministre de l'Agriculture qui voulait convertir le premier ministre d'aujourd'hui: mais en réalité, il semble que c'est le second qui a converti le premier. Combien y a-t-il d'employés dans le service intérieur du ministère de l'Agriculture?

L'honorable M. Barré (Rouville): Dans mon pays, à cette époque, on fait du sucre. J'aimerais bien aller faire mes sucres, moi aussi. Mais je vais d'abord renseigner le député en lui donnant les renseignements qu'il veut et ceux qu'il ne veut pas. En 1944, 337; 1945, 348; 1946, 361; 1947, 354; 1948, 345; 1949, 360; 1950, 1^{er} mars, 355.

M. Dupré (Verchères): Le ministre peut-il me dire combien d'employés de son département gagnent moins de \$1,700 par année?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne sais pas combien, mais je sais qu'il y en a quelques-uns. Et je veux aussi signaler qu'il existe chez nous une situation particulière: nous avons accepté au département certains employés par pure considération charitable. Je citerai un cas au député. Un brave curé s'amène un jour à mon bureau et me dit qu'il a un beau-frère infirme, qui n'est pas capable de donner le rendement d'un employé ordinaire. Mais son infirmité ne l'empêchait pas d'être père d'une grosse famille.

(Rires de la Chambre)

Que ferait le député de Verchères dans un cas comme celui-là? Que feraient les hommes qui parlent toujours de doctrine sociale? Je l'ai fait venir au département où je lui ai donné un salaire proportionné au rendement qu'il donne et qui lui permettait de boucler son budget. Ainsi se trouvent respectées à la fois la justice et la charité.

Je suis de l'avis de mon ami de Verchères qu'un salaire de \$1,700 par année, ce n'est pas suffisant. Je sais bien que le salaire normal d'un père de famille compétent et travailleur doit se situer dans les alentours de \$2,500. Mais peut-on donner \$2,500 par année à un homme qui soit incapable de gagner un tel salaire? Il me semble que ce serait voler la province. Je ne suis pas capable! Par contre, va-t-on laisser cet homme mourir de faim parce qu'il est incapable de gagner un salaire normal? Je n'aurais pas le cœur de faire ça. Non, on paye à un homme ce qu'il vaut et ainsi, il est satisfait, de même que la province en a pour son argent. Et la charité est pratiquée. C'est ça, à mon sens, la vraie doctrine

sociale: celle qui consiste à joindre la charité à la justice rétributive.

M. Dupré (Verchères): Le ministre de l'Agriculture est comme les autres ministres. Quand nous reprochons au gouvernement les bas salaires qu'il paye, on nous répond toujours qu'il s'agit d'infirmités et de cas de charité. Si un homme n'a qu'un bras, il peut aussi bien qu'un autre conduire un ascenseur ou remplir une fonction de gardien. Quelle différence cela peut-il faire? Et, remplissant la fonction aussi bien qu'un autre, il a droit d'avoir un salaire raisonnable. Je remarque d'ailleurs que, dans le ministère de l'Agriculture comme ailleurs, on laisse les petits salaires à des gens qui sont à l'emploi du gouvernement depuis une dizaine d'années et qui ne sont sûrement pas tous infirmes et, par contre, on paye mieux ceux qui ont été embauchés sous le gouvernement actuel. Et c'est ainsi qu'un employé de 10 ans d'expérience qui gagne encore \$1,500 par année n'est pas payé selon la justice distributive ni selon la charité. Un nouvel arrivé, placé par l'Union nationale, reçoit dès ses débuts \$1,800 et \$1,900 par année. Le ministre devrait mettre en pratique ce qu'il prêchait à la convention de 1933.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai prêché beaucoup de choses et pendant de nombreuses années. Je n'ai pas à discuter au sujet de qui a converti l'autre. Le député de Trois-Rivières est devenu chef. Je n'ai pas voté pour lui. C'était mon droit. On ne le nie pas. Mais il y a un fait brutal: pratiquement tout ce que j'ai prêché a été réalisé par le premier ministre actuel. Le crédit agricole, je l'ai prêché et le premier ministre l'a réalisé. Les pensions de vieillesse, je les ai prêchées et c'est le premier ministre qui a payé les premiers chèques. Même chose pour les allocations aux mères nécessiteuses, les pensions aux aveugles, l'électrification rurale, et combien d'autres réformes réalisées au bénéfice de nos agriculteurs.

S'il est vrai que cette lettre écrite à un ami existait et qu'elle était tombée, je ne sais pas comment, dans les mains de mon ami, je puis dire que le premier ministre a donné, par ses actes, raison à ceux qui ont eu confiance en lui, et je suis de ceux-là. Les allusions du député de Verchères n'y changent rien.

M. Dupré (Verchères) pose une question.

L'honorable M. Barré (Rouville): (Consultant ses dossiers) Les salaires de \$1,200 sont des exceptions et l'on améliore les choses d'année en année. En 1947-1948, 286 employés de son département ont vu

leurs salaires augmentés d'une somme globale de \$94,613. En 1948-1949, 380 employés ont reçu \$100,343 en augmentations. En 1949-1950, 319 employés ont reçu \$65,554 en augmentations. Ce qui revient à dire qu'en l'espace de trois ans, 985 employés ont bénéficié d'augmentations de salaire au montant total de \$260,710.

M. Dupré (Verchères) réplique que, dans bien des cas, les augmentations n'ont pas dépassé \$82 par année, ce qui n'est pas raisonnable quand il s'agit d'un père de famille. Il (M. Dupré) croit en un salaire social qui permet à un homme de vivre sans aller travailler en dehors de son foyer, le soir.

L'honorable M. Barré (Rouville) dit qu'il est évident qu'il y a encore quelque chose à faire et c'est pour cela qu'il réclame une augmentation du budget à l'item des salaires. Il énumère les avantages qu'il y a d'être employé de la province. Le principal est la sécurité, dit-il. Il y a dans le service civil des anciens candidats libéraux, ce qui prouve que le gouvernement ne fait pas de politique dans ce domaine. Les employés ont l'assurance-groupe payée par le gouvernement.

M. Dupré (Verchères): Ce n'est pas avec cela qu'un homme paie ses comptes d'épicerie, à la fin de la semaine. Il cite dans les *Comptes publics* des employés qui ne gagnent que \$1,500 par année. Il demande si ce sont des infirmes.

L'honorable M. Barré (Rouville) sort une liste des employés civils au début de 1945 et cite les noms de plusieurs agronomes qui ne gagnaient que \$1,200 par année sous l'ancienne administration et qui n'étaient pas des infirmes.

Il parle d'un agronome en particulier. Nous avons augmenté cet employé à \$2,005, dit-il, et il a fallu qu'un homme non instruit comme moi arrive au ministère pour comprendre que ceux qui ont dépensé toute une petite fortune pour s'instruire doivent être payés convenablement.

Présentement, la moyenne des salaires féminins dans son ministère est de \$1,362 par année, alors que la moyenne des salaires masculins est de \$2,405.56. Et certains employés ont leur logement gratuit. D'autres ne travaillent qu'à temps partiel.

M. Dupré (Verchères): Le ministre oublie qu'au dire du premier ministre lui-même le dollar d'aujourd'hui vaut moins que 60 cents autrefois et que, s'il y a eu des injustices dans le passé, ce n'est

pas une raison pour les perpétuer. Il pose une question sur le salaire des agronomes.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le salaire de base des agronomes était de \$2,600 avec une augmentation de \$100 par année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Barré (Rouville) parle du salaire moyen des employés du service civil extérieur et dit que la moyenne ne rendait pas justice aux salaires payés par son département. Il arrive souvent, dit-il, que nous inscrivons à ce poste les salaires partiels payés, par exemple, à des professeurs ne travaillant qu'à temps partiel.

Dans d'autres cas, nous payons un salaire légèrement inférieur à des employés qui sont logés par nous, et la différence de salaire qu'ils reçoivent n'est jamais aussi importante que le montant d'un loyer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) veut poser au ministre une question sur l'inspection du sirop d'érable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) intervient pour dire que l'on s'écarte du sujet.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais pas du tout, puisque tout à l'heure le ministre a dit qu'il payait des inspecteurs pour faire l'examen du sirop d'érable. Je puis bien lui demander quelle méthode il emploie pour assurer la production d'un sirop de toute première qualité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est hors du sujet.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je poserai ma question d'une autre façon. Combien le ministre paie-t-il d'inspecteurs et comment travaillent-ils?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous employons un nombre suffisant pour les besoins qui sont variables. Leur rôle est de veiller à ce qu'il ne se

produise aucune falsification du produit et nous intentons des poursuites contre ceux qui tentent de le falsifier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingt-onze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Le gouvernement songe à augmenter le tarif qui est basé sur la distance parcourue; on donnera davantage pour chaque mille.

M. Dupré (Verchères): Le ministre n'a-t-il pas l'intention d'augmenter ses dépenses de voyage?

L'honorable M. Barré (Rouville): Est-ce que j'en ai des dépenses de voyage dans les *Comptes publics*?

M. Dupré (Verchères): Cent dollars, l'an dernier. C'est ridicule...

L'honorable M. Barré (Rouville): Est-ce que le député veut dire que je suis bête de ne pas faire payer mes dépenses par le gouvernement?

M. Dupré (Verchères): Je n'ai pas voulu dire cela.

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est moi qui en suis victime.

M. Dupré (Verchères): Le ministre ferait peut-être mieux de voyager davantage et de monter un peu son compte.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je voyage continuellement en effet, mais je paye ça de ma poche. Je présente le moins de comptes possible. Deux de mes hauts officiers ont payé leurs dépenses de voyage en Europe.

M. Dupré (Verchères): Mon honorable ami donne de bons exemples.

Des députés discutent d'achats d'automobiles.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quatre

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage du département (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Barré (Rouville) parle du drainage des terres. Cette année, dit-il, à cause de la disponibilité de la main-d'œuvre, les cultivateurs veulent en plus grand nombre profiter des offres du gouvernement dans ce domaine.

Pour l'amélioration des fermes, il (l'honorable M. Barré) réclame une augmentation de \$300,000 environ dans ses crédits. Il affirme que s'il voulait se rendre à toutes les demandes faites, il lui faudrait \$500,000 de plus.

M. Dupré (Verchères): Les bulldozers servent-ils uniquement aux amis de l'Union nationale?

L'honorable M. Barré (Rouville): (Indigné) À l'Agriculture, il n'y a de favoritisme nulle part. Ça ne veut pas dire que je vais laisser le député de Verchères faire du patronage.

M. Dupré (Verchères): J'ai déjà donné au ministre une liste d'une vingtaine de personnes prêtes à payer pour 10 heures de travail des bulldozers. Aucune n'a eu de service. Cependant, le bulldozer qui se trouvait dans Verchères ne s'est rendu que sur les terres des partisans de l'Union nationale, quasiment parents, avec l'organisateur du comté ou bien amis avec lui. Le ministre a-t-il donné des ordres?

L'honorable M. Barré (Rouville): Les ordres sont donnés de laisser les bulldozers chez tous les cultivateurs qui les demandent.

M. Dupré (Verchères): Le ministre nous a dit cela l'an dernier. J'espère que cette année, ses ordres seront écoutés.

M. le président déclare l'item 6 adopté.

M. Dupré (Verchères) insiste pour obtenir des explications sur une différence de \$105,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'item 6 est adopté. Nous sommes à l'item 7. Que l'on cesse donc de poser les mêmes questions et de retarder ainsi le travail de la Chambre.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): C'est comme cela un gouvernement qui se prétend démocratique!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Dupré (Verchères) interroge le ministre sur les projets d'industrie du cidre de pommes à Rougemont.

L'honorable M. Barré (Rouville): Des expériences se poursuivent, depuis plusieurs années, sur la fermentation du jus de pommes. On ne se sert pas des pommes de première qualité et on ne peut encore dire, à l'heure actuelle, si le cidre répondra aux exigences des plus difficiles.

Des députés discutent de l'industrie du lin.

M. Dupré (Verchères) pose des questions sur un projet de marché, à Montréal, pour les cultivateurs qui viennent vendre leurs produits dans la métropole. Ça aiderait les cultivateurs s'ils savaient ce que le gouvernement a l'intention de faire.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il s'agit d'une affaire à quatre: gouvernement provincial, gouvernement fédéral, Ville de Montréal et cultivateurs.

Avant de m'engager, dit-il, dans une entreprise de cette envergure, je veux qu'on nous donne des garanties qu'il s'agit d'une entreprise viable.

Si les cultivateurs veulent un marché central, qu'ils prennent eux-mêmes l'affaire en main. Il déclare aussi que le gouvernement fédéral et la ville de Montréal devraient faire leur part. Le gouvernement provincial ira aussi de sa souscription. Il admet que la situation des marchés est intolérable à

Montréal, que les cultivateurs doivent passer des heures à la belle étoile, dormir dehors, alors que les vaches elles-mêmes ne sont pas soumises à pareil traitement.

Une chose est certaine, nous allons étudier sérieusement les plans quand ils seront prêts, car nous ne donnerons certainement pas d'octroi pour une entreprise qui ne serait pas viable.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Explications sur des faits publiés:

Article du *Soleil*

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Se levant tout à coup) J'attire l'attention du chef de l'opposition sur un article du *Soleil* qui laisse entendre que la route de Chicoutimi est une belle affaire parce qu'elle permet à ce quotidien libéral d'être lu le même jour à Chicoutimi et dans plusieurs endroits de la région du Saguenay¹³. Si cette route, de l'avis de certaines gens, n'est pas utile, il faut tout de même admettre que c'est au moins une route large, puisqu'elle permet la lecture des éditions d'un journal libéral beaucoup plus vite qu'avant et la journée même. Je profite de l'occasion pour le faire remarquer au chef de l'opposition. Nous n'avons pas d'objection à ce que les journaux de l'opposition soient lus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si *Le Soleil* est lu plus vite qu'avant par les gens de Chicoutimi, le résultat, c'est que le ministre de la Voirie ne reviendra peut-être pas avec une aussi forte majorité que la dernière fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il reviendra, soyez-en assuré.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures¹⁴.

NOTES

1. *Le Soleil* du 5 avril 1950, à la page 17, rapporte que le maire de Montréal, Camillien Houde, et quelques membres du Conseil législatif sont présents dans les galeries lorsque le premier ministre prononce ce discours. Ce même journal explique également que "c'est la fin d'une querelle qui dure depuis bientôt une semaine. On sait que le comité des bills privés de l'Assemblée législative a fait ajouter au bill de Montréal, il y a une dizaine de jours, une clause décrétant un référendum pour le 23 octobre sur le système administratif de Montréal. Cette clause a été votée par l'Assemblée législative, mais le Conseil législatif, sur proposition de M. P.-R. Du Tremblay, a décidé de la rayer. La Chambre basse a refusé lundi de concourir dans cet amendement et le Conseil a refusé lui aussi de revenir sur sa décision".

2. Chiffre de la majorité de nos sources. Seule *The Gazette* du 5 avril 1950, à la page 1, mentionne \$1,200,000.

3. *The Gazette* du 5 avril 1950, à la page 1, précise que le premier ministre fait allusion à MM. Nicol et Du Tremblay, qui sont à la fois conseillers législatifs à Québec et membres du Sénat canadien.

4. *La Presse* du 4 avril 1950, à la page 1, mentionne que "l'attitude de l'Assemblée législative n'a pas été une surprise, étant donné les conséquences que comportait la mise au rancart de tout le bill de Montréal, mais il y avait beaucoup d'électricité dans l'air. D'autant plus que le premier ministre avait bien manifesté sa façon d'envisager la situation des gens de Montréal, en refusant une première fois de concourir dans les amendements apportés par le Conseil".

5. Les six premières résolutions ont été adoptées à la séance précédente, soit le 3 avril 1950.

6. Nos sources ne nous permettent pas de situer avec exactitude cette intervention du premier ministre. Elle a cependant lieu lors de la discussion du budget de la chasse et des pêcheries.

7. Plusieurs indices nous permettent de situer à peu de détails près l'avancement des travaux de la Chambre lors de sa suspension à 1 heure. Ainsi, *L'Événement-Journal* du 5 avril 1950, page 19, nous renseigne que la Chambre adopte le bill 84 au début de la séance de l'après-midi. Ce même journal, dans un article en page 3, nous indique qu'en après-midi M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) pose plusieurs questions lors de l'étude de l'item du budget de la chasse réservé à la construction de camps dans les parcs nationaux. Ces interventions ont effectivement lieu lors de la séance de l'après-midi.

8. Le premier ministre fait allusion à Jean-Marie Nadeau (1906-1960), avocat et professeur d'économie à l'Université de Montréal. Natif du comté de Rouville, il est candidat libéral défait dans ce comté aux élections générales de 1948. Candidat à la direction du Parti libéral provincial en 1950, il concédera la victoire à Georges-Émile Lapalme. Organisateur de ce parti, il sera l'un des artisans de la Fédération du Parti libéral québécois.

9. *Le Soleil* du 5 avril 1950, à la page 1, précise que M. Groulx est l'ancien ministre de la Santé dans le gouvernement Godbout. Un journal partisan, le *Montréal-Matin* du 5 avril 1950, à la page 3, rapporte que "lorsque M. Groulx s'est levé pour la première fois de la session, les ministériels l'ont ironiquement applaudi".

10. Date du *Soleil* du 5 avril 1950, à la page 1. *L'Action catholique* du même jour, à la page 25, mentionne plutôt 1946.

11. *La Presse* du 5 avril 1950, à la page 36, mentionne que M. Groulx intervient aussi à ce sujet, sans ne donner aucune trace de son discours.

12. Heure du *Devoir* du 5 avril 1950, à la page 2. *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 8 h 30.

13. *Le Soleil* du 5 avril 1950, à la page 32, explique que "l'honorable Maurice Duplessis, premier ministre de la province, lisait *Le Soleil* hier après-midi à l'Assemblée législative pendant que les députés discutaient les crédits du ministre de la Santé,

l'honorable Dr Albiny Paquette. Le chef du gouvernement lisait évidemment cette nouvelle où nous annoncions que notre édition de 2 heures est livrée à Chicoutimi le jour même".

14. Heure de *La Presse* du 5 avril 1950, à la page 36. *Le Canada* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt 10 h 30.

Séance du mercredi 5 avril 1950

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

**Commission des
eaux courantes de Québec**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le trente-huitième rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, pour 1949. (Document de la session no 46)

Subsides:

**Budget des dépenses
1950-1951**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-deux mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles provinciales - salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Dupré (Verchères) fait remarquer que le premier ministre paraît de plus belle humeur que la veille et que la discussion devrait se faire plus facilement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve les gens de l'opposition très malhabiles. Je me demande ce qu'ils ont à faire de l'obstruction sur

les crédits de l'agriculture, et à brimer les cultivateurs de la province.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je ne crois pas qu'on puisse accuser l'opposition de faire de l'obstruction. Toutes les questions que nous posons sont très pertinentes. Je me souviens qu'en 1942, 1943, 1944, alors que le premier ministre était chef de l'opposition, le débat sur les crédits de l'agriculture avait un tout autre ton. La discussion des crédits de l'agriculture a pris plus de temps qu'il n'en faut cette année-là pour les adopter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela s'explique facilement. Dans ce temps-là, on avait un gouvernement détestant les cultivateurs. Ce n'était pas le même premier ministre, et j'avais devant moi un gouvernement qui opprimait l'agriculture. (Mi-sérieux) Le ministre était un avocat. Même dans le temps présent, aux dernières élections, on a placé un grand nombre d'avocats, contre d'excellents cultivateurs, même dans le comté de Rouville. Comme conséquence, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) qui était généralement élu par neuf voix a été élu par 900 voix². Je me demande pourquoi le député de Verchères (M. Dupré) s'attaque à un brave cultivateur comme le ministre de l'Agriculture.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Si la discussion dure tant, c'est qu'on prend 30 minutes à répondre à une question de 30 secondes.

M. Dupré (Verchères): Mes questions sont objectives. Je ne fais pas de personnalités. Ainsi, je ne nommerai pas l'intéressé, mais le gouvernement a, paraît-il, payé \$9,500 pour un terrain qui n'était pas évalué à \$100³, dans le comté de Rouville. C'est le cadeau de l'Union nationale à un libéral. Est-ce parce que le vendeur était un libéral?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y a des libéraux qui se vendent, ce n'est pas nous qui les achetons. Pourquoi ajouter l'insulte à l'injure? Je proteste contre les insinuations du député de Verchères. Le chef de l'opposition ne devrait pas laisser dire à la face de la province, par un de ses collègues, que les libéraux sont des vendus et des voleurs. Il n'est pas vrai que les rouges se vendent... Je connais les libéraux. J'en ai dans ma famille et je dis que la plupart des libéraux sont d'honnêtes gens.

Je ne puis comprendre qu'à la veille du congrès libéral, un député libéral vienne dire qu'un libéral ait fait pareille chose. Je ne suis pas libéral, mais j'admire les bons libéraux et je proteste. Que le député de Verchères ne mette donc pas la province sous l'impression que le nouveau chef sera le chef d'un parti de vendus.

(Rires)

M. Dupré (Verchères): Je n'ai jamais prétendu que les libéraux se vendent, mais les cadeaux de l'Union nationale aux frais de la province ont certainement eu de l'influence dans le cas dont je viens de parler. C'est le moyen qu'on prend pour amasser des fonds électoraux exorbitants...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député retire ses paroles ou qu'il les prouve!

M. Dupré (Verchères): Si cela peut faire plaisir au premier ministre, je retire ce que j'ai dit, mais je sais ce qui s'est passé. Dans mon comté, je n'ai jamais fait d'élections malhonnêtes. Je puis dire cependant au premier ministre que, le jour de l'élection, des gens sont passés pour avertir les officiers-rapporteurs qu'on passerait des télégraphes entre 2 et 3 heures de l'après-midi. Dans un certain "poll", on s'apprêtait à faire voter 20 personnes dont les noms n'étaient pas sur les listes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est enfantin. Les manœuvres dont parle le député de Verchères sont impossibles dans les comtés ruraux. En campagne, on se connaît trop bien pour cela. Autrefois, sous les régimes libéraux, on faisait voter les morts dans les villes.

M. Dupré (Verchères): Jamais ce n'est arrivé dans mon comté et je nie cet avancé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qui nous console, c'est que les libéraux ne sont pas allés chercher les morts au ciel pour les faire voter contre nous.

L'honorable M. Barré (Rouville) regrette la discussion qu'on vient de faire. Jamais, dit-il, je ne suis intervenu dans les choses qui ne sont pas de mon domaine. Je n'interviens jamais dans les expropriations. Je n'interviens pas quand il s'agit de réparation de dommages.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent deux mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux écoles d'agriculture - salaires des professeurs (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-seize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux écoles d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des terres (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Dupré (Verchères) déclare que le gouvernement, malgré ses nombreuses requêtes, néglige son comté. Les cultivateurs sont d'accord, les plans sont faits, il ne reste qu'à faire le travail, dit-il. Il y a surtout le cas de la rivière au Trésor de Varennes, qui passe par les comtés de Verchères et Chambly; il ne s'y est fait du travail que durant les élections, lors du pèlerinage des pelles mécaniques. Ça intéresse plus de 1,400 cultivateurs des deux comtés, notamment de Saint-Marc, Belœil, Boucherville, Sainte-Julie et Varennes; à des endroits, il y a de l'eau dans les champs à l'époque des récoltes. Le comté de Verchères est le véritable jardin de la province et les cultivateurs de cette région ont droit qu'on s'intéresse à leur sort. Est-ce que le ministre a dans le moment voté quelque chose pour ce cours d'eau?

L'honorable M. Barré (Rouville): Si le député parle, parle, ça prend du temps. Or, plus vite le budget sera adopté, plus vite la session sera finie et plus vite je pourrai m'occuper de son cas, partir à la course au trésor.

M. Dupré (Verchères): Ce n'est pas une réponse sérieuse. Je suis sérieux et je parle au nom de mes électeurs. J'attends une réponse.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député de Chambly (M. Roche) est aussi venu me voir et il

m'a demandé de faire quelque chose pour ce coin-là en disant que ça ferait du bien, car les rouges n'y ont jamais rien fait. Ils ne connaissent pas mieux, m'a dit le député de Chambly.

M. Dupré (Verchères): Je ne suis pas plus avancé. Enfin, j'espère qu'on fera quelque chose. Il critique les estimés dans les travaux de drainage.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il est impossible matériellement de préparer des estimés préliminaires globaux dans les travaux de creusage de cours d'eau.

M. Dupré (Verchères) critique, pour ne prendre qu'un exemple, un contrat accordé à M. Ulysse Sainte-Marie où il y a eu beaucoup de marge entre les estimés et les paiements faits pour travaux exécutés. Je ne mets pas en doute, dit-il, l'honnêteté du ministre de l'Agriculture, mais je lui conseille d'augmenter ses dépenses de voyage et d'aller vérifier sur les lieux l'exécution des contrats⁴.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent trente mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général - salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante et onze mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission de l'industrie laitière - salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-quatorze mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole du Québec - salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est plus que l'an dernier à cause de l'augmentation des salaires et du personnel. Cette année, la province consacrera \$8,000,000 au lieu de \$5,000,000 en prêts aux cultivateurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille

dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Loi pour améliorer les conditions de l'habitation - salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
En vertu de la loi pour améliorer les conditions de l'habitation, le gouvernement a déboursé \$800,000 et pris des engagements à date pour \$4,000,000. Deux mille neuf cents prêts ont été approuvés, 2,500 sont sur le point de l'être, et il y en a en outre 5,000 demandes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Raffinerie de sucre de Québec (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Barré (Rouville): Pour la raffinerie de sucre, à Saint-Hilaire, on réclame un crédit de \$75,000 seulement, au lieu de \$150,000 l'an dernier. J'espère vivre assez vieux pour voir le moment où je ne demanderai aucun budget à la Chambre pour faire vivre cette entreprise.

M. Dupré (Verchères): Le ministre va-t-il remettre aux cultivateurs la betteraverie de Saint-Hilaire?

L'honorable M. Barré (Rouville): J'aime trop les cultivateurs pour leur mettre dans les mains un éléphant blanc que seul un gouvernement peut réussir à faire vivre. Le gouvernement a pris une chance sur 100 de la sauver et il est en train de réussir, grâce à ses efforts persistants. Mais il ne trouve pas que l'entreprise est encore suffisamment solide pour être remise aux cultivateurs. Ce serait prématuré.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de recherches agricoles - salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de terrains et constructions - dépenses en immobilisations (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Dupré (Verchères) demande au ministre des renseignements sur les constructions que l'on fait à Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Barré (Rouville) annonce que l'on est à reconstruire, au coût de \$180,000, dont \$160,000 ont déjà été versés, une aile à l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe.

M. Dupré (Verchères): Est-ce qu'il y a eu contrat?

L'honorable M. Barré (Rouville): Oui, et c'est un M. Légaré, que je ne connais pas personnellement, qui l'a eu.

M. Dupré (Verchères): Est-ce qu'il faudra payer des extras?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne pourrais l'affirmer.

M. Dupré (Verchères): Les produits sont vendus sur le marché ordinaire?

L'honorable M. Barré (Rouville): On fabrique très peu; on se limite aux besoins de l'école pour les expériences.

M. Dupré (Verchères): Ces argents vont au Trésor?

L'honorable M. Barré (Rouville): Non, à l'administration. Je me dois de faire une digression pour répondre aux allusions faites par le député de Verchères tantôt. Je veux protester en mon nom personnel et celui de ma famille. Autrefois, le comté de Rouville était connu sous le nom de Mer-Rouge. On ne pouvait pas s'y faire entendre et...

M. Dupré (Verchères): Avez-vous été mal reçu à Saint-Hilaire, par exemple?

L'honorable M. Barré (Rouville): Oui, et j'ai failli être tué à coups de projectiles! Mais, quand j'ai été battu, j'ai pris ma médecine. S'il y a eu des expropriations dans Rouville, c'est en dehors de ma

connaissance; ça n'est pas de mon domaine et je demande toujours au chef expropriateur, qui est un rouge, de donner justice à tout le monde, sans considérations d'ordre politique. Ce qui explique que l'an dernier, ma majorité est passée de 9 à 992.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

14. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent dix mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé et Écoles professionnelles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Au cours de 1949-1950, 5,000 jeunes gens de la province ont obtenu des bourses d'études, accordées sans distinction de couleurs politiques. Il ajoute que la clinique de réhabilitation de l'enfance malheureuse, à Montréal, rend d'éminents services. Il n'y a pas encore d'institution semblable à Québec, dit-il, mais le ministère a conclu une entente avec le centre psychosocial qui accomplit un travail sensiblement identique.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

15. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent dix mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de réforme et d'industrie (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses pour cours additionnels (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Est-ce l'habitude de remettre à qui de droit les chèques d'octrois par la main des députés?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

En effet, ce sont les députés qui remettent les octrois parce qu'habituellement ce sont eux qui font les démarches, qui s'exposent à tous les tracasseries, et qu'il est normal, juste et convenable qu'ils soient chargés de porter ce qu'ils ont obtenu.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Est-ce une règle générale que la remise des chèques donne lieu à une grande assemblée politique?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cela peut arriver, mais si cela se présente, nous avons appris cela de nos amis d'en face. (Souriant) C'est la seule chose qu'ils nous ont montrée! On m'a demandé ce que coûtait la construction de nos écoles techniques et d'arts et métiers: elles ont été construites à un prix moyen de \$0.656 le pied cube, ce qui est plus bas que dans n'importe quelle autre province canadienne.

La résolution est adoptée.

Le comité suspend ses travaux.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

M. l'Orateur au fauteuil

Subsides:

Budget des dépenses 1950-1951

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du budget des dépenses 1950-1951.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
18. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-quinze mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Clinique d'aide à l'enfance (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions trois cent trente-deux mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission des pensions de vieillesse (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ceci représente la contribution de la province dans l'aide aux vieillards. Le gouvernement fédéral contribue trois fois cette somme.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Loi pour faciliter l'établissement des jeunes - dépenses en immobilisations (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Voies et moyens:

Budget des dépenses 1950-1951

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement de subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1951, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$118,127,960.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Projets de loi:**Loi des subsides No 2,
1950**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 71 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951 et pour d'autres fins du service public. Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 84 modifiant l'article 1152 du Code de procédure civile.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements au bill B modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal, mais en modifiant celui qui a été apporté à l'article 3 et qui, au lieu de se lire: "La présente loi entrera en vigueur sur proclamation", devra se lire:

"La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation", et qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer cet amendement.

Projets de loi:**Institut de microbiologie
et d'hygiène**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill B modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Travaux de la Chambre:**Souhaits de fin
de session****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. l'Orateur, nous avons terminé nos travaux. Nous devons attendre le bill des subsides. En vertu de la Constitution, le Conseil législatif n'a pas plus de pouvoir en matière de finances qu'en matière de démocratie. Mais nous respectons les coutumes parlementaires.

Nous sommes rendus à la fin de la session et je profite donc de la circonstance pour souhaiter à tous les membres de cette Chambre, joie, santé, bonheur, pour eux et leur famille. Comme vous le voyez, je n'oublie pas les membres de l'opposition qui en ont plus besoin que les autres et qui approchent d'un congrès qui s'annonce sous des couleurs plutôt sombres.

C'est un plaisir pour moi, au soir de cette session, de remercier les députés de l'Union nationale de leur assiduité aux séances, de l'intérêt fécond, digne du grand parti auquel ils appartiennent, qu'ils ont pris à la législation, des conseils et suggestions qu'ils ont prodigués au gouvernement.

Je remercie aussi le chef de l'opposition de sa coopération et de sa diligence. Il a donné l'exemple de la diligence dans l'examen de l'adoption des lois. Il n'y a pas de doute qu'avec sa législation excellente et présentée en temps, contrairement à ce qui se faisait autrefois, le gouvernement a singulièrement facilité le travail de l'opposition. Nous étions toujours prêts à temps et cela était encore de nature à lui aider.

Mais il est juste de dire que son chef a donné l'exemple d'une coopération intelligente dans l'expédition des affaires législatives. C'est un plaisir pour moi de lui rendre ce témoignage. Néanmoins, malheureusement, je suis désolé de ne pouvoir en dire autant de certains de ses collègues dans cette Chambre. Je ne puis m'empêcher d'exprimer la surprise que j'ai de constater que l'opposition libérale fait toujours preuve d'obstruction quand il s'agit de voter les crédits de l'agriculture, dont l'importance n'échappe à personne. L'agriculture est la base de notre économie et certains députés de l'opposition ne devraient pas la prendre comme cible. On dirait qu'elle ne réalise pas que, sans l'agriculture, la province serait privée de ses meilleurs éléments de stabilité et de sécurité.

Je ne sais pas évidemment ce qui va se produire au congrès, mais j'espère que cette réunion des chefs libéraux remportera du succès dans l'intérêt du parti. Pour cela, il faut qu'on y adopte un programme qui correspondra non pas à la démagogie, mais aux besoins de la province, et s'inspirera des réalisations de l'Union nationale.

Il est évident que le nouveau chef de l'opposition devra faire preuve de patience et qu'il aura un rôle particulièrement difficile: celui de jouer sur des cordes tendues et qui ne vont pas dans la même direction, qui sont dirigées non pas vers Québec, mais vers ailleurs. J'espère sincèrement que les membres de l'opposition se laisseront guider par l'opinion qui prévaut chez nous que les affaires de la province de Québec doivent être dirigées à Québec, par les gens de Québec et pour les citoyens de Québec, et non ailleurs, pour ailleurs. Je souhaite que le Parti libéral, s'il veut sortir des catacombes où il se trouve, n'oublie pas de placer l'intérêt bien compris de la province au premier rang.

Le chef de l'opposition a acquis beaucoup de mérite à la reconnaissance de son parti. Au soir de cette session, c'est un devoir bien agréable pour moi de rappeler aux gens du congrès libéral d'avoir du cœur pour lui. Il n'y a pas que les idées qui comptent, il y a aussi le cœur, qui est le moteur qui a paru manquer au cours de la présente session. Que la convention libérale n'oublie pas que le cœur est le moteur de toute grande réalisation humaine et qu'elle mettra du cœur dans ses actes.

Je ne partage pas les idées du chef de l'opposition; il ne partage pas les miennes. Mais cela ne doit pas m'empêcher de dire qu'il s'est imposé un travail formidable, qu'il s'est conduit en gentilhomme et qu'il a montré beaucoup de dévouement à la chose publique. Il s'est battu avec dévouement, avec persistance pour son parti, et il s'est imposé un travail

considérable. Il n'est pas facile de diriger une opposition en face du gouvernement actuel. Ce n'est pas facile, mais il a fait preuve de beaucoup d'imagination dans la critique. Mon honorable ami a fait preuve d'une imagination féconde. J'espère que la convention reconnaîtra cela.

Je rappellerai aux gens de l'opposition le mot de Lacordaire: "S'il fallait adorer quelque chose d'humain, il vaudrait mieux adorer la poussière du cœur que celle du génie". Nous allons donc dire à l'an prochain. Je ne sais pas si nous aurons le même chef de l'opposition, mais je n'ai aucune hésitation à dire que, parmi tous ceux que l'on mentionne pour le poste, il n'y en a sûrement pas qui soit supérieur au chef de l'opposition actuel. Je suis heureux de lui rendre ce témoignage de justice⁵.

(Applaudissements à gauche)

À tous, bonne année. Vous serez toujours les bienvenus quand vous viendrez au parlement. Nous voulons faire les meilleures lois et nous désirons donner la meilleure administration. Je ne veux pas me mêler de la convention libérale, qui se déroulera non pas en novembre, mois des morts, comme c'eût été plus approprié, mais pendant le mois de mai, pendant le mois des fleurs, indices des qualités nouvelles que la province voudrait voir non seulement dans le futur chef, mais dans les idées du Parti libéral. Je lui fais mes souhaits en même temps que je lui exprime mes sympathies, car le futur chef peut s'attendre à siéger longtemps à gauche. Puissent les fleurs du mal parfumer son chemin.

(Applaudissements de la Chambre)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je veux immédiatement remercier le premier ministre des gentilles paroles qu'il a prononcées à mon égard. Nous avons accompli de la lourde besogne, au cours de cette session, et je lui suis reconnaissant de l'assistance qu'il a mise à notre disposition pour nous faciliter l'étude des lois durant cette session. Je remercie les membres de la Chambre de leur attention qui a facilité ma tâche.

La session qui s'achève a été très chargée. Nous avons étudié près de 200 lois, ce qui doit être un record. Et la session a été rendue plus difficile à cause du grand nombre de lois importantes qu'il nous a fallu examiner.

La tâche de critiquer est moins agréable et plus difficile que la tâche des députés ministériels qui peuvent toujours se vanter de ce qu'ils ont fait, même s'ils n'ont pas raison de le faire.

En terminant, je veux remercier mes collègues de l'opposition de l'assistance et de la

collaboration très loyale qu'ils m'ont données. J'en suis parfaitement satisfait et je l'apprécie beaucoup. Je tiens à les en féliciter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 5 avril 1950

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 71 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

La séance est suspendue à 3 h 15.

Reprise de la séance à 3 h 30

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

5 Loi instituant la Cour de bien-être social;
35 Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse;

60 Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Mitis;

62 Loi modifiant la loi des produits laitiers;

66 Loi modifiant le Code municipal;

67 Loi concernant l'ordre public;

68 Loi pour aider à la diffusion de l'instruction et à la protection de la santé;

70 Loi concernant la cession des biens des compagnies de fidéicommis;

74 Loi modifiant la loi des cités et villes;

75 Loi modifiant la loi de la curatelle publique;

77 Loi modifiant l'article 41 de la loi des mines de Québec;

79 Loi modifiant la loi des Cours de recorder;

80 Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Péribonka;

81 Loi modifiant la loi relative à la question des tramways de Montréal;

82 Loi concernant l'assurance sur la vie des enfants;

83 Loi modifiant les articles 216 et 268 de la loi des tribunaux judiciaires;

84 Loi modifiant l'article 1152 du Code de procédure civile;

100 Loi concernant la cité de Montréal;

112 Loi concernant la ville de Val d'Or;

113 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

116 Loi refondant la charte de la ville de Saint-Jérôme et en constituant le territoire en municipalité de cité;

138 Loi modifiant la charte de la ville de Mackayville;

141 Loi modifiant la charte de la ville de Magog;

147 Loi modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier;

155 Loi concernant les techniciens diplômés;

156 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

158 Loi concernant l'Université Laval;

162 Loi modifiant la charte de la cité de Sillery;

167 Loi relative à la ville de Sainte-Thérèse;

177 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;

178 Loi concernant la ville d'East Angus;

183 Loi modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup;

189 Loi modifiant la charte de la cité de Rouyn;

198 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord;

201 Loi concernant le testament de Charles-Séraphin Rodier;

203 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Michel;

206 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

207 Loi concernant les successions de Napoléon Bastien et de son épouse Domitilde Paquette;

208 Loi concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts;

209 Loi concernant la succession Herménégilde Martin;

226 Loi relative à la constitution en corporation des évêques catholiques romains;

230 Loi érigeant la municipalité de Saint-Simon-les-Mines, dans le comté de Beauce;

B Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

71 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951 et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la deuxième session de la vingt-troisième législature de la province de Québec, par le discours suivant:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La deuxième session de la présente législature prend fin aujourd'hui. Particulièrement remarquable par les lois nombreuses et fécondes que

vous avez adoptées, cette session met en relief la diligence dont vous avez fait preuve.

Elle témoigne du sincère désir de mon gouvernement que notre législation soit parfaitement adaptée à nos saines traditions religieuses et nationales et corresponde au progrès et à la prospérité durables de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration provinciale.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prorogeant la législature, au cours de l'Année sainte, nous renouvelons à Notre Très Saint-Père le Pape les hommages respectueux et filiaux de la province et du gouvernement catholique de Québec, et nous prions la divine Providence de répandre ses plus abondantes bénédictions sur notre chère province et d'assurer à l'humanité une paix juste et durable, fondée sur les préceptes évangéliques.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 4 heures⁶.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 6 avril 1950, à la page 3, rapporte qu'environ "75 jeunes gens et jeunes filles, tous élèves du Quebec High School, assistaient à la séance de clôture. Ils étaient venus au parlement sur l'invitation de M. Jean Saucier, député de Québec-Ouest. Ils assistèrent également à la séance de prorogation des Chambres, par le lieutenant-gouverneur, au Conseil législatif".

2. Comme la séance de la veille, le premier ministre fait allusion à Jean-Marie Nadeau (1906-1960), avocat et professeur d'économie à l'Université de Montréal. Natif du comté de Rouville, il est candidat libéral défait dans ce comté aux élections générales de 1948. Candidat à la direction du Parti libéral provincial en 1950, il concède la victoire à Georges-Émile Lapalme. Organisateur de ce parti, il est l'un des artisans de la Fédération du Parti libéral québécois.

3. Version de la majorité de nos sources. Seul *Le Soleil* du 6 avril 1950, à la page 21, attribue cette intervention à M. Marler. Le *Nouvelliste* ainsi que le *Montréal-Matin*, du même jour, respectivement aux pages 1 et 8, mentionnent plutôt \$50.

4. M. Dupré fait allusion à un débat tenu la veille, durant lequel il avait critiqué le faible montant réclamé par le ministre pour ses dépenses de voyage. Ce dernier avait déclaré qu'il payait ses frais de déplacement de sa poche.

5. Selon le *Montréal-Matin* du 6 avril, à la page 1, "tous les députés de l'opposition applaudissent ces paroles, même M. Lionel Ross, député de Verdun, l'un des membres de la délégation qui est allée offrir la candidature à M. Georges-Émile Lapalme, il y a quelques jours".

6. Heure de *La Presse* du 6 avril 1950, à la page 1. *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt 3 h 40.